



# HISTOIRE DE SOULAVIE: (NATURALISTE, DIPLOMATE, HISTORIEN)...

ALBIN MAZON





# Histoire De Soulavie: (naturaliste, Diplomate, Historien)...

Albin Mazon

**Nabu Public Domain Reprints:**

You are holding a reproduction of an original work published before 1923 that is in the public domain in the United States of America, and possibly other countries. You may freely copy and distribute this work as no entity (individual or corporate) has a copyright on the body of the work. This book may contain prior copyright references, and library stamps (as most of these works were scanned from library copies). These have been scanned and retained as part of the historical artifact.

This book may have occasional imperfections such as missing or blurred pages, poor pictures, errant marks, etc. that were either part of the original artifact, or were introduced by the scanning process. We believe this work is culturally important, and despite the imperfections, have elected to bring it back into print as part of our continuing commitment to the preservation of printed works worldwide. We appreciate your understanding of the imperfections in the preservation process, and hope you enjoy this valuable book.









HISTOIRE

# SOULAVIE

(GÉNÉRALITÉ DE LA VIE HISTORIQUE)

A. MAXON

PARIS



PARIS

LIBRAIRIE FISCHBACH

33, rue de la Harpe, 33

1881

Paris

2

# HISTOIRE DE SOULAVIE

(NATURALISTE, DIPLOMATE, HISTORIEN)

PAR

A. MAZON

---

TOME PREMIER



PARIS  
LIBRAIRIE FISCHBACHER  
33, RUE DE SEINE, 33

---

1893

Tous droits réservés











à Monsieur le  
conseiller général de l'Ardeche  
hommage de l'auteur  
A. Mazon

## HISTOIRE DE SOULAVIE

## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

FORMANT SÉRIE :

**Voyage aux pays volcaniques du Vivarais, 1878.**

**Voyage autour de Valgorge, 1879.**

**Voyage autour de Privas, 1882.**

**Voyage dans le midi de l'Ardèche, 1884.**

**Voyage le long de la rivière d'Ardèche, 1885.**

**Voyage au pays helvien, 1885.**

**Voyage au Bourg-St-Andéol, 1886.**

**Voyage autour de Crussol, 1888.**

**Voyage humoristique, politique et philosophique au Mont-Pilat, 1890.**  
(Ouvrage couronné par l'Académie française.)

*On peut se procurer ces ouvrages à l'Imprimerie Centrale à Privas (Ardèche).  
On y trouve encore du même auteur :*

**Une esquisse d'anatomie politique, 1868.**

**Marguerite Chalis et la légende de Clotilde de Surville, 1873.**

**Un Roman à Vals, 1875.**

**Notice sur la vie d'Achille Gamon (historien) et de Christophle de Gamon**  
(poète du xvi<sup>e</sup> siècle), 1885.

**Quelques notes sur la Commanderie des Antonins à Aubenas au xv<sup>e</sup> siècle,**  
1888.

**Notice sur Jean Tardin et Jules Roussel de Tournon, 1888.**

**Le P. Grasset, chroniqueur célestin du xviii<sup>e</sup> siècle, 1889.**

**Essai historique sur le Vivarais pendant la guerre de Cent ans, 1890.**

**Notes sur l'origine des églises du Vivarais, d'après les anciens cartulaires**  
et d'autres documents, t. I<sup>er</sup>, 1891.

**Vivarais et Velay, deux livres de notes journalières au xviii<sup>e</sup> siècle, 1891.**

**Les Muletiers du Vivarais, du Velay et du Gévaudan, 2<sup>e</sup> édition, 1891.**

---

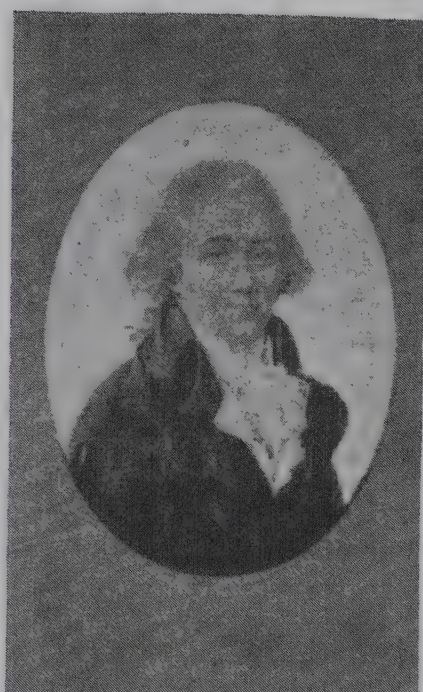
POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT :

**Voyage au pays des huguenots du Vivarais.**

**Une révolte sous Louis XIII.**







**J.-L. SOULAVIE,**  
**Résident de France à Genève (1793-94)**

6

# HISTOIRE DE SOULAVIE

(NATURALISTE, DIPLOMATE, HISTORIEN)

PAR

A. MAZON

---

TOME PREMIER



PARIS  
LIBRAIRIE FISCHBACHER  
33, RUE DE SEINE, 33

---

1893

Tous droits réservés



Fr 1389.25

HARVARD COLLEGE LIBRARY  
FROM THE LIBRARY OF  
COMTE ALFRED BOULAY DE LA MEURTHE  
APRIL 1927

## AVANT-PROPOS

---

Le nom de Soulavie est loin d'être ignoré dans le monde où l'on s'occupe d'études historiques, mais le personnage lui-même est généralement peu connu. Il est cependant l'auteur ou l'éditeur d'une cinquantaine de volumes, et si ces publications ne brillent ni par le style, ni par le jugement, ni par l'exactitude des faits, elles constituent au moins une source abondante d'informations où tous nos historiens modernes ont largement puisé, trop souvent sans la nommer.

Dans le domaine des sciences naturelles, le mérite de Soulavie, longtemps oublié, s'est relevé avec éclat dans ces derniers temps. Soulavie a été, en effet, le premier observateur de certains faits géologiques que personne n'avait soupçonnés avant lui, et M. d'Archiac, le savant historien des progrès de la paléontologie, lui rendant justice sous ce

rapport, n'a pas hésité à le proclamer *un des génies méconnus de la France* (1).

Soulavie s'est aussi mêlé, mais pas toujours heureusement, de politique. Il a même fait partie de notre personnel diplomatique, puisqu'il a occupé pendant quinze mois, de juin 1793 à septembre 1794, c'est-à-dire pendant la période la plus agitée de notre histoire, le poste de ministre-résident de France à Genève.

A ces circonstances bien capables d'éveiller, chez n'importe quel amateur d'études historiques, le désir de connaître plus à fond l'historien-diplomate-naturaliste, s'ajoutait pour nous un vif sentiment de curiosité locale, car Soulavie était né, comme nous, dans les montagnes du Vivarais; son enfance s'était écoulée, comme la nôtre, à Largentière, siège d'une ancienne baronnie des évêques de Viviers, aujourd'hui simple sous-préfecture; aux écoliers de notre temps, on montrait la maison où il était né et un buste qui, disait-on, reproduisait ses traits; enfin, nous avons trouvé dans la bibliothèque paternelle quelques volumes dépareillés de l'*Histoire naturelle de la France méridionale*, qui nous avaient fortement intéressé, parce qu'ils éclairaient pour nous des premières lueurs de la science les terrains et les phénomènes de la nature que nous avons sous les yeux. C'est là que nous apprîmes, bien mieux que dans Buffon, la merveilleuse histoire du globe, ses antiques révolutions, l'âge des volcans et des mers, la succession des

(1) Conférence à la Sorbonne. Voir la *Revue des cours scientifiques*, 11 avril 1868.

bouleversements qui ont rendu la terre habitable : *tantæ molis erat humanam condere gentem*.

Nous commençâmes donc, il y a bien longtemps, à recueillir tout ce qui concernait Soulavie : livres, manuscrits, lettres et traditions locales. En 1870, nous publiâmes quelques pages sur ses œuvres et ses collections : c'est l'étude (1) dont M. Armand Baschel a reproduit quelques passages, dans son livre sur les archives du ministère des Affaires étrangères. Vers ce même temps, les circonstances nous mettaient en rapport avec sa famille, et nous trouvions là une mine de renseignements précieux. En 1880, grâce à la facilité accordée vers cette époque aux écrivains désireux de consulter nos anciennes archives d'État, nous avons parcouru toute la correspondance diplomatique de Soulavie, qui ne comprend pas moins de huit volumes in-4°, et nous en avons fait des extraits, trop nombreux peut-être, puisque cette partie forme un quart environ de notre travail ; toute fois, il nous a semblé que l'intérêt du sujet, — car l'histoire de Soulavie pendant cette période est un chapitre inédit de l'histoire de Genève, — autorisait cette prolixité. Nous espérons donc qu'aucun de nos lecteurs, surtout parmi ceux qu'intéresse l'histoire de la Révolution, ne nous saura mauvais gré de l'étendue que nous avons donnée à un épisode diplomatique qui, comme ceux de Bassville à Rome et de Bernadotte à Vienne, jette de véritables clartés, non seulement sur l'état d'esprit d'une foule de gens de cette époque, — dont Soulavie est un des échantillons les plus curieux —

(1) Elle se trouve dans un opuscule intitulé : *Petites notes ardéchoises*. Privas, Roure, 1870.



mais encore sur la situation générale de la France et de l'Europe.

Pour compléter le tableau, nous avons consulté les registres manuscrits de la correspondance du gouvernement genevois, que possède la bibliothèque de Genève, et la plupart des publications, parues en Suisse et en France, sur la période de 1793-94, notamment la *Correspondance de Grenus et Desonnaz*, les Mémoires de Bourdillon-Dieday, les brochures de Bousquet, d'Ivernois, etc.

Les *Papiers de Barthélemy*, récemment publiés par M. Kaulek, le dossier de Soulavie qui existe aux Archives nationales, et enfin les diverses publications de Soulavie lui-même, nous ont été d'un grand secours pour donner à notre travail les garanties requises en pareille occurrence.

Notre héros, — si ce mot peut s'appliquer à l'homme dont nous écrivons l'histoire, — est loin d'être parfait, et ce n'est pas une apologie que nous avons entreprise de donner au public. Le monument que nous lui élevons ne sera pas surmonté d'une de ces figures nobles, majestueuses, qui commandent l'admiration et le respect de tous, mais d'une image aux nuances diverses, à l'expression tourmentée, symbole des orages intérieurs et extérieurs sous lesquels s'est courbée en lui l'humaine faiblesse. Nous n'avons pas tenu à faire beau, mais à dire vrai, sans dissimuler aucun trait fâcheux, persuadé que la vérité doit toujours être le premier objectif de l'écrivain comme de l'artiste, et qu'il y a en elle une vertu propre, qui triomphe des sujets les plus ingrats. Les faits que nous avons à raconter montrent chez

Soulavie des lacunes, des faiblesses, plus que cela même, dont nous n'entendons pas le laver autrement qu'en rappelant au lecteur les défauts généraux de notre espèce et l'influence presque irrésistible que le milieu et les circonstances exercent sur les individus comme sur les masses. Soulavie a été pris dans le tourbillon plus que personne, et il n'était pas mieux armé que la majorité de ses contemporains pour résister au torrent. Encore a-t-il eu le mérite de reconnaître plus tard ses erreurs. Les hommes véritablement grands par l'esprit et le caractère, et capables de rester absolument droits dans les temps troublés, sont malheureusement rares, et d'ailleurs, si leur histoire fournit de salutaires exemples, ce n'est pas celle où l'on apprend le mieux à connaître le monde où ils ont vécu.

Soulavie représente une classe d'hommes, on pourrait dire de tempéraments, très nombreux dans notre pays : êtres de sentiment plus que de raison ; agissant toujours de premier mouvement, qui n'est pas nécessairement le bon ; plus ou moins mal équilibrés ; s'emballant, si l'on veut nous permettre l'expression, comme de vrais Méridionaux qu'ils sont ou qu'ils pourraient être ; intelligents d'ailleurs, mais manquant du calme et du sang-froid nécessaires pour voir juste ; regrettant plus tard leurs sottises, mais alors remplacés par d'autres qui imitent leurs fautes en attendant d'imiter ensuite leur repentir. Voilà les traits caractéristiques de l'homme-légion qui a joué peut-être le rôle décisif dans le grand drame révolutionnaire de la fin du siècle dernier, et dont la psychologie importe autant que celle des plus renommés protagonistes, pour bien

juger les événements. Soulavie est le type du genre et comme, à côté d'énormes lacunes, il avait des qualités incontestables; comme on ne peut lui refuser une finesse d'esprit, une pénétration et une activité peu ordinaires, on comprendra, — sans parler du patriotisme local, qui le premier nous a mis en campagne, — que ce sujet ait pu nous tenter par ses côtés piquants et originaux, et que finalement nous l'ayons traité avec des développements qu'il était impossible de prévoir au début.

On nous reprochera peut-être des longueurs. C'est un défaut sans doute, mais, le trouvant très pardonnable chez les autres, quand il est justifié par l'abondance des faits et des documents, nous espérons qu'on voudra bien user à notre égard d'une semblable indulgence. A ceux qui nous blâmeraient, d'autre part, d'avoir embarrassé le corps de l'ouvrage d'un certain nombre de pièces ou de citations qui auraient pu être renvoyées à la fin comme pièces justificatives, nous répondrons que le public est un être multiple, et que si une partie aime la narration brève, sans preuves immédiates à l'appui, l'autre, tout aussi nombreuse, préfère la méthode opposée que nous avons suivie.

En nous attachant à un sujet, auquel se rattachent tant de questions diverses, et qui nous a coûté de longues recherches, nous ne nous sommes pas fait illusion sur les difficultés de tout genre qu'il présentait. Nous ne nous flattons pas de les avoir toutes surmontées, mais nous croyons du moins avoir fait preuve d'impartialité. Si telle est l'impression de nos lecteurs, tant mieux ! leur suffrage ne nous est pas indifférent. Dans le cas contraire, nous

sommes consolé d'avance, bien convaincu de longue date qu'il faut, en écrivant, avoir bien moins en vue la faveur d'une opinion publique quelconque, toujours très mouvante et très légère de sa nature, que le témoignage de sa propre conscience et la satisfaction d'avoir jeté quelques lueurs de plus dans le grand domaine de l'histoire.

Largentière, mai 1892.





# HISTOIRE DE SOULAVIE

---

## CHAPITRE PREMIER

### LA JEUNESSE DE SOULAVIE

(1752-1780)

#### SOMMAIRE

La famille *Subtusvia* à Antraigues. — Mariage de Jean Soulavie à Largentièrre (1750). — Naissance de Jean-Louis Soulavie l'aîné (1752). — Anne Faure. — La géologie de la région de Largentièrre et son influence sur Soulavie. — Les Vivarois devenus célèbres dans les sciences naturelles. — Soulavie fait ses études à Avignon. — Il est ordonné prêtre (1776). — Ses nombreux voyages en Vivarais pour faire une carte en relief du pays. — Les agitations politiques à Largentièrre au siècle dernier. — Le représentant du peuple Bastide. — Les anciennes et les nouvelles couches sociales. — Soulavie vicaire à Antraigues (1777). — Ses bonnes relations avec le curé Bartre. — Son départ pour Paris (1778). — Ses voyages en Vivarais et dans les provinces voisines (1779 et 1780).

Soulavie (Jean-Louis) naquit à Largentièrre le 8 juillet 1752, mais sa famille était d'Antraigues-sur-Volane, où elle figure dans les registres notariaux du xv<sup>e</sup> siècle sous le nom latinisé de *Subtusvia* qui se transforme plus tard en *Souglavie*, *Soubslavie* et enfin *Soulavie* (1).

Michel Soulavie, d'Antraigues, marié le 23 janvier 1712 à Marie Ducros, eut trois fils, baptisés tous les trois sous le nom

(1) Il y a dans les registres du notaire Gamon, d'Antraigues (xviii<sup>e</sup> siècle), de nombreux actes concernant des *Soubslavie* et même des *Giraud-Soubslavie*, du hameau de Bize, paroisse d'Antraigues.

de Jean. Les familles des deux premiers existent encore à Antraigues et à Genestolle. Le troisième (issu peut-être d'un second mariage, car sa mère est désignée sous le nom de Marie Delière) alla s'établir comme procureur ou praticien à Largentière, où il épousa, en 1750, Anne Faure, fille d'un notaire de l'endroit (1).

Soulavie fut le premier fruit de cette union. Voici son acte de baptême :

L'an 1752 et ce 9<sup>e</sup> juillet, je soussigné curé, ay solennellement baptisé Jean-Louis Soulavie, né hier, fils de sieur Jean Soulavie, procureur, et de demoiselle Anne Faure, mariés, habitants de cette ville de Largentière. Son parrain a été Louis Sauzède, m<sup>e</sup> cordonnier, sa marraine, Anne Pugnère. Présents : J.-François Deleuze, garde de Son Altesse Sérénissime monseigneur le prince des Dombes, et Jean Tressaud. Signés : Tressaud, Deleuze, Soulavie, Sauzède; Defrances, curé. »

Les époux Soulavie, qui habitaient alors une maison située près de l'église (aujourd'hui maison Bonnaud), eurent, en 1755, un autre fils qui fut baptisé le 1<sup>er</sup> août, sous le nom de Louis, et qui mourut le 20 août 1757.

Ils eurent enfin, en cette même année 1757, un troisième fils, baptisé le 29 septembre sous le nom de Jean-Louis, comme son frère aîné, qui fut prêtre comme lui, qui fut, de plus, un géographe distingué, et que nous verrons plus tard lui survivre (2).

(1) Voici le texte de l'acte de mariage :

L'an 1750 et le 6 février, je soussigné vicaire, ai solennellement béni le mariage de sieur Jean Soulavie, praticien, fils légitime d'autre sieur Jean Soulavie et demoiselle Marie Delière, du lieu et paroisse d'Antraigues, et habitant depuis plusieurs années dans cette ville, avec demoiselle Anne Faure, fille légitime de Jean-Pierre Faure, notaire royal gradué, et demoiselle Anne Pierrière, de cette ville de Largentière. Deux publications des bans dûment faites, tant dans l'église paroissiale de ladite ville que dans celle d'Antraigues, sans qu'il ait paru aucun empêchement canonique ni civil, ainsi qu'il appert par le certificat de messire Baussier, curé dudit Antraigues, dispense obtenue du troisième. Ont été présents : M<sup>e</sup> Louis Chazel, avocat, et Jacques Issartel, praticien; — André Brun et François Tournaire, signés. Garidel, vicaire.

(2) Voici le texte de son acte de baptême :

L'an 1757 et le 29<sup>e</sup> jour du mois de septembre, je soussigné, prêtre et vicaire de cette ville de Largentière, ai solennellement baptisé Jean-Louis Soulavie, fils naturel et légitime à M<sup>e</sup> Jean, procureur, et à demoiselle Anne Faure, mariés. Son parrain Louis Sauzède et sa marraine demoiselle Isabeau Pugnère, tous de cette ville de Largentière. Présents: M<sup>e</sup> François Duffaut, chirurgien, et J.-L. Auriol, signés. Aurange, vicaire.

On ne trouve dans aucun des actes le nom de Giraud, accolé à celui de Soulavie ; mais, on l'a vu plus haut, ce nom servait à désigner, dès le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, une branche de la famille, et c'est évidemment à cause de la similitude de prénoms et d'état avec son frère que Soulavie le prit dans ses premiers ouvrages pour se distinguer de son cadet. Plus tard, il signa simplement Jean-Louis Soulavie l'ainé.

Jean Soulavie le père mourut jeune. Sa veuve, Anne Faure, éleva ses enfants avec soin. Les témoignages contemporains la représentent comme une femme aussi belle qu'intelligente et énergique, taillée à l'antique au moral comme au physique. Soulavie prétendait qu'elle avait une préférence marquée pour son fils cadet. L'ainé seul avait été destiné à l'état ecclésiastique, et ce fut un chagrin pour Anne Faure de voir son Benjamin suivre la même carrière. Nous avons eu sous les yeux un portrait d'Anne Faure, dans le costume simple et sévère du temps et du pays, et la physionomie de cette peinture nous a semblé confirmer ce que nous avons entendu dire du caractère de cette matrone des montagnes du Vivarais. Supérieure au commun des femmes par son esprit, Anne Faure ne devait pas avoir les vulgaires tendresses et les douces faiblesses de la plupart des mères : ce qui explique peut-être un mot de son enfance que Soulavie rappelait quelquefois. Il y a dans la vieille église gothique de Largentière une très ancienne Vierge noire, grossièrement sculptée dans un tronc de pommier, et appelée pour cela Notre-Dame-des-Pommiers, qui tient l'enfant Jésus dans ses bras. « Ah ! dit le petit Soulavie dans le patois local, c'est celle-là qui est une bonne mère ! Comme elle garde bien son Enfant ! » La raideur du caractère maternel et une préférence trop marquée pour l'un des enfants paraissent avoir contribué à la froideur qui exista toujours entre les deux frères. Soulavie, dans un de ses ouvrages, parle d'ailleurs de sa mère en termes très affectueux, et constate qu'elle était fort habile dans l'art d'élever les vers à soie, la principale industrie locale du bas Vivarais (1).

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, t. VIII, p. 247.

Nous n'avons que peu de données sur l'enfance de Soulavie ; mais, pour qui connaît la vallée de Largentière et le Vivarais, il est aisé de s'expliquer l'influence profonde qu'exercèrent sur la direction de son esprit et de ses études les montagnes, les pierres et les végétaux de son pays natal et de sa province.

Le Vivarais forme le versant oriental du plateau central de la France. Aussi riche en accidents volcaniques que l'Auvergne, il présente de plus, sur une surface relativement restreinte, un résumé de tous les terrains et de toutes les végétations.

La moitié du département de l'Ardèche, qui a remplacé l'ancien Vivarais, est dans le terrain cristallin et l'on y trouve des spécimens de toutes les roches primitives et de toutes les eaux minérales ; l'autre moitié comprend tous ou presque tous les terrains de dépôt : schisteux, carbonifère, triasique, liasique, jurassique, néocomien et crétacé. De Largentière au Rhône, c'est-à-dire en trente ou quarante kilomètres, on parcourt tous les âges géologiques.

La vallée de Largentière, où naquit Soulavie, forme, en quelque sorte, le point d'intersection du terrain primitif avec la plupart des terrains sédimentaires. Située au centre des couches dolomitiques, qui renferment les filons de plomb argentifère, la ville de Largentière est sur la lisière du grès rouge, dit permien ; à un kilomètre du granit porphyroïde et du granit gris (le Moulinet) ; à deux kilomètres du micaschiste (Roubrau) ; à trois kilomètres du trias (Montréal et Chassiers) ; à quatre kilomètres du lias (Vinezac) et de l'oxfordien (Uzer) ; enfin à cinq ou six du néocomien (Balazuc et Ruoms).

En 1763, Soulavie, âgé de onze ans, faisait ses premières études à Vinezac, dont le territoire est pour ainsi dire à cheval sur les grès et les calcaires et où les fossiles abondent. Les propriétés de la famille Soulavie étaient situées dans des terrains différents : il y en avait deux aux quartiers de Colombier et de Volpilière dans le calcaire (lias) et deux autres à la Croisette et au Mas, à droite de la rivière de Ligne, dans le grès (trias). Soulavie fait même à ce propos une remarque que nous livrons aux méditations des sériciculteurs : sa mère



réussissait presque toujours ses vers à soie, en les nourrissant d'abord des feuilles du Mas et de la Croisette (la feuille du terrain quartzeux ou de grès étant plus ligneuse et plus légère), et en ne leur donnant que plus tard, quand les vers préparaient leur cocon, la feuille plus nutritive du sol calcaire.

La vallée de Largentière peut aussi être considérée comme le centre du vaste amphithéâtre que forme le Vivarais sur le Rhône, amphithéâtre dont les sommets (Mézenec et Tanargue) présentent la végétation subalpine, tandis qu'à l'extrémité rhodanienne et méridionale (Bourg-Saint-Andéol), on retrouve toute la flore provençale, et jusqu'aux lauriers roses, croissant en pleine terre. Il existe donc bien peu de points en France qui réunissent un tel assemblage de phénomènes géologiques et végétaux de nature à frapper une imagination ardente, et à tourner sa curiosité native vers l'étude des sciences naturelles.

Soulavie n'est pas le seul Vivarois sur lequel se soit exercée cette influence de la constitution du pays natal, car c'est aussi par l'étude des sciences naturelles ou mathématiques que se sont distingués les hommes les plus éminents de ce pays.

Qu'il nous suffise de citer :

Olivier de Serres, de Villeneuve de Berg, le célèbre auteur du *Théâtre d'agriculture*;

Le médecin Combaluzier, du Bourg-Saint-Andéol, qui fut professeur de pharmacie à l'Université de Paris;

L'astronome Flaugergues, de Viviers, qui démontra l'action exercée par la lune sur notre atmosphère, remporta deux prix à l'Académie de Lyon en 1785 et en 1790, l'un pour un mémoire sur l'aplatissement du globe terrestre aux pôles et l'autre pour la différente réfrangibilité des rayons solaires, et découvrit, en 1826, dans la constellation d'Orion, une comète qui porte son nom;

Les frères Montgolfier, d'Annonay, inventeurs de l'aérostat et du béliet hydraulique;

Marc-Seguin, qui construisit les premiers ponts en fil de fer; qui, en inventant la chaudière tubulaire, fut le véritable

créateur de l'industrie des chemins de fer, et qui formula, le premier, la grande loi de l'équivalence de la chaleur et du travail ;

Auguste Bravais, d'Annonay, qui alla au pôle nord surprendre les secrets des aurores boréales ;

Enfin Chazalon, de Desaignes, qui trouva la loi des marées et donna ainsi les moyens de prévenir une foule de désastres maritimes (1).

Soulavie fit ses études au collège Saint-Nicolas d'Avignon, fondé au xv<sup>e</sup> siècle par l'illustre cardinal Jean de Brogny, qui présida le concile de Constance, et contribua, plus que personne, à mettre un terme au grand schisme d'Occident (2). A propos de cet éminent personnage, Soulavie explique longuement, dans son *Histoire du Vivarais* (3), quelle était l'organisation de ce collège. De là, il passa au séminaire du Saint-Esprit, où il reçut les quatre ordres mineurs, le 19 mars 1774, samedi veille de la Passion, des mains de M<sup>sr</sup> Manzi, avec l'autorisation de l'ordinaire de son diocèse. Il était fait sous-diacre le 28 mai suivant, bénéficiant d'une dispense pour obtenir le sous-diaconat en dehors des délais habituels à compter des ordres mineurs ; le titre patrimonial présenté fut donc reconnu suffisant, ce qui prouve l'aisance de la famille. Le diaconat ne lui fut conféré que le 22 mars 1776, quoique, d'habitude, ce titre soit pris un an après le sous-diaconat. Notre diacre est appelé : *Soulavie, vulgo dictum Giraud*. Enfin, il fut ordonné prêtre le 21 décembre 1776 : on l'appelle dans ce dernier acte Soulavie tout court.

Soulavie parle, dans un de ses livres, de ses observations météorologiques à Avignon en 1772. C'est aussi dans cette année qu'il fit sa première excursion dans les montagnes du Vivarais pour comparer les pierres du haut et du bas pays (4).

(1) *Voyage aux pays volcaniques du Vivarais*, p. 87.

(2) Voir notre *Essai historique sur le Vivarais pendant la guerre de Cent ans*, au chapitre intitulé : *les Cardinaux du Vivarais et le grand schisme d'Occident*. Tournon, 1890.

(3) Manuscrit du grand séminaire de Viviers.

(4) *Histoire naturelle de la France méridionale*, I, 434.

Peu après, sa santé paraît avoir été très compromise par suite de son ardeur à l'étude, mais cela ne l'empêcha pas de continuer ses chères occupations scientifiques. « Je dois, dit-il à M<sup>me</sup> de Lille, mon institutrice et ma tante, les premières idées des climats; mais c'est sous Lescrinet que j'ai posé, en 1774, les premiers fondements de ma géographie physique du règne végétal. Ma mère me conduisait alors dans le pays de montagne pour y rétablir, à l'aide de l'air frais de ces hauteurs, ma santé délabrée et désespérée : elle me montrait la succession réciproque des climats et me faisait observer la distance respective de leurs limites. Penché sur son sein, languissant et fatigué, elle me les offrait en détail, comme on présente au voyageur accablé de lassitude des bornes milliaires qui lui annoncent le voisinage des villes (1). » Au mois de septembre de la même année, il était aux eaux de Balaruc, dans l'Hérault, et l'éloge qu'il en fait autorise à penser que leur emploi eut pour lui de bons effets (2).

Soulavie fut, plus tard, vicaire à Antraigues, au centre de la région volcanisée, de même qu'à Largentière il s'était trouvé au point de rencontre des diverses couches sédimentaires avec le terrain cristallin. Il avait eu ainsi sous les yeux tous les dépôts résultant du retrait successif de la grande mer primitive, et il n'est pas étonnant que les caractères divers qui les distinguent, et en particulier les fossiles qui leur assignent une date relative, aient frappé un esprit aussi observateur que le sien.

Soulavie avait fait une carte en relief du Vivarais (3), dont la première idée lui était venue en 1773. Il nous apprend qu'il avait exécuté vingt-huit voyages en Vivarais pour la perfectionner. Ailleurs, il dit qu'il a fait deux ans de séjour et de recherches dans les montagnes volcaniques (pendant qu'il était vicaire à Antraigues), deux autres dans le sol granitique, et trois dans la zone calcaire. Nous savons enfin que ses

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, VIII, 245.

(2) *Idem*, V, 67.

(3) *Idem*, I, 144, et III, 26.

voyages, formant le sujet des tomes III à VI de l'*Histoire naturelle de la France méridionale*, furent effectués par lui en septembre 1774 et d'octobre 1779 à février 1780. Soulavie avait rapidement compris l'intérêt exceptionnel que présente le Vivarais au point de vue géologique. Dans un endroit de son ouvrage, il le considère comme une sorte de section colossale, opérée par la puissante main de la nature dans toute l'épaisseur des couches du globe, pour en révéler la structure aux savants. Voici ce curieux passage :

« Le Vivarais, quoique tout hérissé de pics, est donc une immense montagne qui, d'un côté, embrasse toute la France, puisqu'en suivant la Loire depuis son embouchure jusqu'en Vivarais on monte toujours. Cette montagne, vue de l'Orient, est terminée, au contraire, par des chutes de montagnes qui s'approchent de la perpendiculaire. En observant donc le lit des montagnes du Vivarais de bas en haut, on peut étudier toutes les couches dont est formé le globe depuis les environs de la mer jusqu'aux plus hautes montagnes. L'universalité des substances du règne lithologique se trouve donc ici sur un terrain de peu d'étendue : elle permet d'observer aisément le globe terrestre en profondeur (1). »

Cette conception féconde explique l'ardeur qu'il mit à chercher dans la nature particulière du Vivarais les lois générales de la formation du globe.



Les influences primordiales qui firent de Soulavie un écrivain politique ne sont pas plus difficiles à découvrir que celles qui firent de lui un naturaliste.

La petite ville de Largentièrre est de celles dont l'histoire peut être qualifiée une perpétuelle tempête dans un verre d'eau. De tout temps la politique y a joué un rôle actif. Les libertés et franchises, qui lui furent octroyées au xii<sup>e</sup> siècle par les évêques de Viviers, montrent que, dès cette époque, l'esprit de

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, I, 143.



discussion et d'indépendance s'y était fortement manifesté. Largentière était un pays de franc alleu, et la formule de « terres libres et ne relevant que de Dieu » y revient pompeusement dans toutes les transactions sur les propriétés que ses notaires enregistrent au moyen âge. Plus tard, au *xvi<sup>e</sup>* siècle, Largentière est une des premières villes du Vivarais qui se lancent dans la réforme et, ce qui n'est rien moins qu'édifiant, on voit son curé, noble Jean de Malet, en tête du mouvement, mû surtout, dit-on, par la jalousie que lui avaient inspirée les Cordeliers, dont l'église était plus fréquentée que celle de la paroisse. Les petites émeutes, pour des questions d'impôts ou de rivalité personnelle, ne firent pas défaut plus tard, et on en trouve fréquemment l'écho dans les registres des délibérations communales.

Les passions politiques dans les petites villes sont encore plus intenses que dans les grandes, parce que les amours-propres et les intérêts locaux s'y heurtent plus facilement et de plus près. Le clocher est une immense lentille à travers laquelle chacun, à moins d'être un esprit supérieur, voit forcément la politique générale. On est libéral ou réactionnaire selon le milieu, c'est-à-dire selon les relations et les ambitions. Dans toute ville ou village où il y a deux familles importantes, deux auberges ou cabarets rivaux, on peut être sûr que si l'un est d'un parti, l'autre se range du parti opposé. Les uns et les autres jouent un rôle inconscient dans l'œuvre du progrès, s'équilibrant et se modérant réciproquement ; mais c'est une cuisine dont il n'est guère possible de pénétrer les mobiles et les instruments sans être écoeuré, si l'on ne s'est pas fait une idée exacte des petitesse et des contradictions de la nature humaine.

La jeunesse de Soulavie coïncida avec une assez vive agitation politique dans sa ville natale. Vers 1760, Largentière possédait un conseil politique composé de trois membres de la noblesse, de deux bourgeois et d'un représentant du peuple nommé Bastide. Vers 1770, le Roi nomma un maire (charge achetée). En 1775, on revint à l'ancien système, mais bientôt



Bastide, appuyé par les bourgeois, demanda que le conseil politique fût composé de trois nobles, trois bourgeois et trois représentants du peuple. Il y eut beaucoup de bruit à ce propos vers 1778. Un jour Bastide obligea les trois nobles à donner leur démission. Un autre jour, les nobles, n'ayant pas tenu compte de ses observations, cent seize habitants de la ville signèrent une protestation en sa faveur (1). Le conseil politique était quelquefois renforcé par les notables et même par les plus imposés. Les trois consuls étaient pris dans les trois ordres : un noble, un bourgeois et le représentant du peuple. N'est-ce pas l'ébauche en petit de ce qui allait se passer en grand à Versailles et à Paris ? Il est probable que, bien avant de se faire inscrire aux Jacobins, Soulavie avait pris parti pour les Bastide de son endroit.

Ce qui se passait alors à Largentière, et sans doute dans bien d'autres villes de province, n'est pas autre chose d'ailleurs que le mouvement naturel d'ascension des classes inférieures, à mesure que l'instruction et l'aisance rendent cette évolution possible. De tout temps et en tout pays, les petits (ouvriers, paysans ou petits bourgeois) ont été ou se sont trouvés froissés, dans leur amour-propre, dans leurs intérêts, dans leurs aspirations plus ou moins légitimes, par les grands (nobles, prêtres ou gros bourgeois). De tout temps, ceux qui sont en bas ont cherché à supplanter ceux qui sont en haut, et cette révolution s'est toujours accomplie, tantôt pacifiquement et tantôt violemment, à mesure que les basses classes gagnaient en capacité et en énergie ce que les autres perdaient par l'effet naturel de la possession et du bien-être. Ce qu'on a appelé, de nos jours, les *nouvelles couches sociales* fait exactement aujourd'hui contre la bourgeoisie dominante ce que la petite et la moyenne bourgeoisie, voire même la petite noblesse et le bas clergé de la fin du siècle dernier, ont fait contre la haute noblesse, la haute bourgeoisie et le haut clergé. C'est Bastide qui ressuscite, Bastide un peu plus riche et peut-être un peu plus éclairé.

(1) Notes de M. Léon Vedel.

Dieu veuille qu'il le soit suffisamment, et que les choses se passent mieux qu'au siècle dernier ! Mais le fond du débat est toujours le même avec des formes et des personnages différents. L'orgueil et l'intérêt continuent de chauffer la chaudière politique comme la vapeur fait mouvoir la locomotive. Et aujourd'hui comme autrefois les convictions basées purement sur la forme gouvernementale sont infiniment moins puissantes que les rivalités et les jalousies de classes ou de personnes. Ce point de vue, qui n'est pas le plus glorieux pour la nature humaine, est certainement celui d'où l'on voit le plus clair dans toutes les révolutions de ce siècle et du précédent.



Soulavie commença sa carrière ecclésiastique par les fonctions de vicaire à Antraigues. La tradition locale est muette sur son séjour dans cette localité. On ne trouve sa trace que sur quelques actes paroissiaux dont le premier porte la date du 22 mai 1777, et le dernier celle du 3 juillet 1778, ce qui fait présumer qu'il y resta seulement une quinzaine de mois. Dans l'acte de décès de Marie Fontbon, femme d'André Mazon (1777), il signe Soulavie-Giraud, vicaire. Mais bien que, dans son *Histoire du Vivarais*, Soulavie consacre un long article à la fâcheuse situation des vicaires vis-à-vis des curés, il paraît certain que le jeune vicaire d'Antraigues de 1777-78 n'eut pas de démêlés sérieux avec le sien et qu'ils se quittèrent dans les meilleurs termes. On peut en voir la preuve dans une lettre du 1<sup>er</sup> décembre 1780 (1), où le curé Bartre fait part à son ancien vicaire de l'impression produite par son ouvrage sur les lettrés de la paroisse et lui communique quelques faits nouveaux, notamment les observations de M. Mazon sur les eaux minérales et les exhalaisons méphitiques de Neyrac. Un passage de cette lettre semble aussi indiquer que le digne curé avait perçu le côté faible de l'esprit de son ancien vicaire, car il lui donne des conseils de sagesse et de discrétion scientifique que celui-ci,

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, VI, 283.

d'ailleurs, n' a pas suivis : « Rappelez-vous quelquefois, lui dit-il, de notre vie retirée en ce pays-ci et du plaisir que vous y avez goûté avec vos amis, et ne croyez pas trop à ces grands esprits de la capitale. *Sapere ad sobrietatem...* »

Une preuve encore plus décisive des bons rapports de Soulavie avec son curé se trouve dans la découverte faite par M. le chanoine Chenivesse, alors qu'il était curé d'Antraigues, d'une feuille détachée, portant le titre en latin d'un livre que Soulavie voulait consacrer à la mémoire de M. Bartre.

Parmi les excursions géologiques de Soulavie, dans les derniers temps de son séjour en Vivarais, il faut citer celle qu'il fit à la fin d'avril 1778 au volcan du Pic de l'Étoile, qui domine la Bastide de Juvinas, où l'on voit les pittoresques ruines de l'ancien château des comtes d'Antraigues, et son exploration au volcan de Saint-Léger (Neyrac), au mois de mai suivant. En juillet de la même année, il écrivait à Antraigues ses observations sur la chronologie des volcans, auxquelles il donnait une rédaction définitive à Paris en 1780. Il quitta peu après, probablement au mois d'août 1778, son vicariat pour rentrer dans sa famille à Largentièrre et, de là, se rendre à Paris. Comme sa présence est constatée à Saint-Agrève au mois de septembre, on peut supposer qu'il prit la voie du Velay et de l'Auvergne pour monter dans le Nord.

L'année suivante (1779), après avoir présenté à l'Académie des sciences, dans la séance du 14 août, un mémoire résumant les découvertes géologiques qu'il ne fit que développer ensuite dans l'*Histoire naturelle de la France méridionale*, Soulavie revint dans son pays et fit, en automne et en hiver, les voyages en Vivarais et dans les contrées environnantes, qui sont rapportés dans son ouvrage, en vue des confirmations ou des rectifications à apporter à ses théories. Dans cette tournée, il alla revoir l'abbé Roux, prieur de Fraissinet, paroisse située au centre des volcans du Coiron, dont il reproduit plusieurs lettres. En octobre, il passait à Saint-Agrève, et, le 20, il couchait dans une cabane de pauvres montagnards, près du lac de Saint-Front. De là, il continuait ses courses dans le Velay et

en Auvergne et redescendait dans le Midi en passant par le Forez et le haut Vivarais, dépendant des diocèses de Valence et de Vienne. Il était à Montpellier au mois de décembre et à Nîmes le 1<sup>er</sup> février 1780. Il dut retourner à Paris en février ou mars pour s'y installer définitivement (1). C'est le point de départ d'une période nouvelle dans sa vie, période beaucoup moins paisible que l'autre, et dont nous allons suivre les péripéties dans les chapitres suivants.

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, I, préface; II, 136 et 328; III, 211, 220 et 274; IV, 202; V, 213; VII, 29 (2<sup>e</sup> pagination).

## CHAPITRE II

### LES PREMIÈRES ANNÉES DE SOULAVIE A PARIS

(1778-1782)

#### SOMMAIRE

L'imprudence d'une mère et les chansons du départ. — Les salons parisiens avant la Révolution. — M<sup>me</sup> de Bourdic. — Conversation avec Buffon en 1778. — Désormeaux. — La Touraille. — M. de la Borde. — M<sup>me</sup> d'Angivillers. — Le peintre la Tour. — Le chevalier de Turgot. — M<sup>lle</sup> Fel. — M<sup>me</sup> de Cheminot. — Fanny de Beauharnais. — Mémoires présentés à l'Académie des sciences (1779). — Publication de l'*Histoire naturelle de la France méridionale* (1780-84). — Conversation avec Benjamin Franklin. — Menées anglaises dans les Cévennes. — Conversation avec Malesherbes. — Promenade à Ermenonville. — Lettre de Soulavie au prince de Soubise. — *Histoire du Vivarais* (restée manuscrite). — Allocation pour continuer l'*Histoire du Languedoc*. — Projet de donation de sa bibliothèque à la ville de Largentière.

Quand Soulavie quitta le Vivarais, sa mère, inquiète de sa santé qui avait toujours laissé à désirer, et n'écoulant que sa sollicitude maternelle, lui donna, pour tenir son ménage à Paris, une personne du pays jouissant d'une bonne réputation, mais un peu jeune. Les femmes les plus pures ne sont pas toujours les plus clairvoyantes : c'était le cas de la mère de Soulavie. Nous ne voulons pas nous arrêter sur les résultats de cette imprudence. Il faut cependant en relever une des suites : l'opinion publique, et l'on sait si elle est maligne dans les petites villes, s'émut et chansonna les partants. Cet incident fut très sensible à Soulavie, comme on peut le voir dans une lettre de sa mère et même dans le tome de son *Histoire naturelle* où il fait le tableau des mœurs de sa ville natale.

Dès son arrivée à Paris, nous trouvons le jeune abbé lancé



dans la société la plus intelligente de la capitale. Il fréquente surtout les salons où l'on s'occupe de science, d'histoire et de philosophie. On sait qu'alors la philosophie tenait le haut bout dans la plus haute société comme dans la bourgeoisie et qu'elle avait même atteint les rangs supérieurs du clergé, puisque l'on comptait parmi ses adeptes plusieurs prélats, entre autres le futur ministre, Loménie de Brienne, plus tard cardinal. Les principaux salons étaient ceux de d'Alembert, du baron d'Holbach, de M<sup>me</sup> Helvétius, Geoffrin, de Bourdic (1), de Beauharnais, M<sup>lle</sup> Quinault, etc. Soulavie écrit en 1801 :

« J'ai fréquenté plusieurs de ces sociétés pendant la monarchie : les nouvelles opinions qui devaient être un jour si redoutables à l'autorité établie y étaient discutées, mais toujours avec les précautions que semblaient exiger les intérêts du maître de la maison (2). »

Soulavie a vu de près la plupart des notabilités de ce temps et des époques plus agitées qui vinrent ensuite. Dans l'*Histoire de la décadence*, il nous apprend que, dès 1778, il était en relation « avec des hommes remarquables dans le clergé et le gouvernement », qu'il a été « à portée d'étudier les écrivains remuants des vingt-cinq dernières années du xviii<sup>e</sup> siècle », enfin qu'il y avait « peu d'hommes célèbres dans la république des lettres qu'il n'ait connus et fréquentés (3) ».

Dans le même ouvrage, Soulavie nomme Diderot, Mably, d'Alembert, Dussaulx, Raynal, Buffon, parmi les philosophes qu'il a connus personnellement. Il eut, presque au lendemain de son arrivée à Paris, une conversation avec Buffon, que nous reproduisons à titre de curiosité, en faisant observer qu'elle se

(1) La baronne de Bourdic, née en 1744 et morte en 1802, était une quasi-compatriote de Soulavie, puisqu'elle sortait de la famille Payan de Létang, d'Aubenas. Successivement mariée au marquis de Rivière d'Antremont, au baron de Bourdic et à M. Viot, administrateur des domaines, elle a publié de nombreuses poésies fugitives, qui l'ont fait appeler par quelques-uns le *Cygne d'Aubenas*. Très liée avec M<sup>me</sup> du Boccage, à qui elle avait fait obtenir une pension, elle l'aidait à tenir un salon fréquenté par les littérateurs du temps. M. de Cazenave lui a consacré un article dans les *Mémoires de l'Académie de Nîmes* (1890).

(2) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 97. Voir aussi la note de Soulavie sur les salons féminins de ce temps, dans les *Mémoires de Maurepas*, I, 222.

(3) *Histoire de la décadence de la monarchie française*, I, 8.

trouve dans un des ouvrages de notre auteur paru en 1793 (1).

Après avoir exposé l'influence des philosophes, et de Buffon en particulier, sur les idées du temps, Soulavie ajoute :

L'auteur de ces Mémoires a beau avoir à se plaindre de ce grand homme, il rend à sa mémoire l'hommage qu'il doit à un génie supérieur, qui, semblable aux philosophes ses contemporains, avait dans l'esprit l'image d'une révolution éventuelle, qu'il ne désirait pas comme eux, mais que l'étendue de son génie lui faisait connaître.

Un jour du mois de novembre de l'année 1778, Buffon, qui n'avait pas encore publié ses *Époques de la Nature*, nous les ayant communiquées, nous lui parlâmes en ces termes :

— Voilà un ouvrage qui produira dans les opinions un grand effet, puisqu'il enseignera aux hommes la succession des révolutions physiques arrivées à la surface du globe, d'après les traces que ces grands événements y ont laissées. Mais, Monsieur, si vous avez décrit les catastrophes du monde physique, il me semble, en voyant nos anciennes institutions décliner comme elles le font chaque jour, lorsqu'il paraît quelque nouvel ouvrage des philosophes, que des catastrophes d'un autre genre agiteront la France et peut-être le reste de l'Europe. Cette Sorbonne, qui vous travaille dans ce moment-ci, et les prêtres n'ont pas peur pour rien.

Buffon ainsi interpellé répond :

— Examinez avec attention quelle est la partie du gouvernement la plus ferme, quelle autre partie est la plus faible ; voyez ensuite quelle est la partie la plus estimée, et la partie la plus avilie ; remplissez en idée les deux lacunes qui séparent ces deux sortes d'extrémités, et vous êtes assez jeunes pour voir que nos institutions politiques, les plus faibles et les moins estimées, commenceront à dépérir, après quoi vous verrez les plus robustes résister davantage. L'épiscopat et le sacerdoce seront en France le premier corps d'État sacrifié. Ils n'ont d'autre soutien que l'opinion qui n'est plus pour eux et qui ne veut pas de guerre de religion en cas de résistance. Un jour, dans la suite des temps, on réprimera la puissance des administrateurs de l'État. La royauté seule et la noblesse, se soutenant de leurs propres forces, par la puissance effective des grandes richesses qui en imposent aux pauvres et aux simples, seront nécessaires à un peuple du caractère des Français. Tout le reste sera dissipé.

— Mais, Monsieur, voilà des présages terribles, répartit l'auteur de ces Mémoires. Ces grands événements arrivés chez tous les peuples, comme le dit l'histoire, nous menacent-ils à la file ou en foule ? Dans le premier cas, nous pouvons les soutenir. Dans le second, nous serons noyés dans le chaos, comme le globe entraîné par une comète.

(1) *Mémoires de Richelieu*, VII, 347.

A cette demande ultérieure Buffon répondit :

Les deux manières sont possibles ; la première commence même à se manifester, et je vois le moment où nos prélats seront mis à 12.000 livres par tête, ce qui est encore payer fort cher les services qu'ils rendent à l'État et aux mœurs, dont ils sont les ministres. Le second cas est possible encore ; mais comme après le chaos les éléments se sont débrouillés et ordonnés avec harmonie, comme dans une fièvre ardente le corps se dépouille par des sécrétions que la nature exige, le corps politique, ou plutôt la même nature qui régit tous les corps politiques les guérit par des remèdes propres : le repos et le temps sont ces remèdes efficaces.

Telles furent les spéculations de Buffon sur la possibilité d'une révolution en France. L'abbé Bexon et l'abbé Soulavie, auteur de ces Mémoires, témoins de ce discours prononcé avec ostentation et dans une sorte d'enthousiasme prophétique, en ont conservé la mémoire par écrit. Une note à peu près semblable doit se trouver dans le portefeuille du premier.

Soulavie mentionne encore cette conversation dans un ouvrage (1) publié en 1801, en fixant la date au mois de décembre 1778.

Ailleurs, Soulavie parle de ses relations avec Malesherbes, avec l'érudit Désormeaux (2), le poète la Touraille (3), le chevalier de Turgot, frère du ministre ; Condorcet, l'illustre Benjamin Franklin, M. de Chambonas, le dernier ministre des affaires étrangères de Louis XVI ; les conventionnels Chabot, Bazire, Fauchet, Barère, etc.

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 183.

(2) Désormeaux, né en 1724, mort en 1793, membre de l'Académie des inscriptions. Historiographe de la maison de Bourbon, il a laissé, entre autres ouvrages, une Histoire de cette maison en cinq volumes in-4°. Soulavie le cite comme le plus érudit personnage qu'il ait connu sur les cinq derniers siècles de la monarchie.

(3) Le comte de la Touraille était le gentilhomme et l'ami du prince de Condé. C'est à ce titre sans doute qu'il fut jeté en prison par les révolutionnaires. Le 3 thermidor an II (31 juillet 1794), il envoyait à Soulavie, alors à Genève, des notes que celui-ci lui avait demandées sur le prince de Condé. Sa lettre se terminait ainsi : « Vous pourrez écrire un jour que j'étais un bon Français tout comme vous, et que M. le prince de Condé était digne de son sang et de son nom. » Le malheureux prisonnier fut guillotiné le 8 thermidor, la veille même de la chute de Robespierre. Soulavie en parle ainsi : « Mon ami Latouraille, trop peu connu et cruellement immolé par les tyrans de l'an II, était facétieux, spirituel, l'ami de Voltaire, poète peu distingué, mais avec des talents naturels et agréables. » (*Mémoires du règne de Louis XVI*, II, 131.)

Les relations de Soulavie avec Désormeaux et le comte de la Touraille font supposer qu'il était reçu chez le prince de Condé au palais Bourbon et à Chantilly, et qu'il se rencontrait là avec trois hommes qu'il paraît avoir pu apprécier de près : Chamfort, « qui est assez connu du public » ; Grouvelle, « qui portait dans cette société un esprit sage et délicat » ; Valmont de Bomare, « qui a enseigné à trois générations l'histoire naturelle ».

Parmi les personnes de son intimité, nous voyons figurer M. de la Borde, ancien valet de chambre de Louis XV, la marquise de Jaucourt, M<sup>lle</sup> Clairon et le peintre la Tour.

M. de la Borde avait une sœur, née en 1733 et morte en 1800, qui avait été l'amie de M<sup>me</sup> de Pompadour, et dont le salon fut célèbre. Veuve de M. Binet du Marchais, elle épousa en secondes noces Charles de la Billarderie, comte d'Angivillers. Ce dernier avait été d'abord attaché à l'éducation des Enfants de France, et c'est ainsi qu'il se fit apprécier de Louis XVI. Turgot lui dut en partie son élévation. Il fut plus tard nommé directeur général des bâtiments, jardins et manufactures du roi, et membre de l'Académie des sciences. En 1791, accusé d'avoir exagéré les dépenses dans un compte de 20 millions, et la saisie de ses biens ayant été décrétée, il émigra et voyagea en Allemagne, puis en Russie, où Catherine lui accorda une pension. Il revint en Allemagne mourir dans un couvent en 1810. Soulavie parle de M<sup>me</sup> d'Angivillers comme d'une « femme pleine de mérite, de grâce, de talents et d'esprit. Elle a soutenu avec courage les persécutions et les horreurs de la Révolution ; elle a vu son mari émigrer et son frère périr sur l'échafaud. Ce frère (M. de la Borde) est célèbre par l'entreprise des tableaux de la Suisse, *in-folio* ; par ses ouvrages sur la musique ; par des mémoires piquants sur le règne de Louis XV, son maître et son ami ; par des ouvrages sur la géographie, sur l'histoire ancienne ; par l'édition du procès de Chalais ; par des travaux sur le Masque de fer ; par une défense de la mémoire du roi contre des notices de M. de la Harpe dans *le Mercure* ; par la grande entreprise du Voyage pittoresque de la France, avec des gravures très curieuses, représentant nos monuments et nos vues pittoresques. C'est encore un homme de ce mérite que le gouvernement a fait tuer par son tribunal (1) ».

Les curieux détails que donne Soulavie sur la dernière maladie de Louis XV lui venaient de M. de la Borde. C'est à

(1) *Mémoires historiques et anecdotes de la cour de France sous la faveur de M<sup>me</sup> de Pompadour*, p. 214.



la même source sans doute qu'il avait puisé ce trait caractéristique de la timidité de Louis XVI, que ce roi allait jusqu'à redouter « que M. Necker fût instruit de l'opinion qu'il avait eue de lui (1) ».

Soulavie parle plusieurs fois dans ses ouvrages de « son ami », le peintre la Tour. Il tenait de lui de curieux renseignements sur l'incident de la statue de Louis XV à Rennes. De lui aussi, les réflexions populaires sur la statue équestre du même monarque qui fut élevée en 1763 à Paris, sur la place Louis XV. Dans les quatre vertus qui soutiennent le monument, les dames de la Halle virent l'image des maîtresses du roi. « Tiens, disaient-elles, vois-tu comment le Roi a fait mettre ses quatre guinches à côté de Sa Majesté. Cela leur apprendra à se tant frotter du Roi. A Versailles, il les tient à ses côtés, et à Paris il les place sous les pieds de son cheval. Tiens, celle-là, c'est M<sup>me</sup> de Mailly, et celle-ci M<sup>me</sup> de Vintimille. Voilà là, derrière M<sup>me</sup> de Châteauroux, et à côté d'elle M<sup>me</sup> de Pompadour (2). »

Il paraît que la Tour n'avait pas encore en 1739 la haute réputation que lui valut depuis son talent, car le duc de Luynes en parle à cette date dans les termes suivants : « L'on peint actuellement M<sup>me</sup> de Mailly en pastel : c'est un nommé la Tour. M<sup>me</sup> de Mailly disait ce matin que c'est le 16<sup>e</sup> peintre qui a fait son portrait (3). »

La Tour fit aussi le portrait de M<sup>me</sup> de Pompadour que celle-ci voulut un jour reprendre à son mari. « Allez dire à ma femme de venir le reprendre elle-même, » lui fit-il répondre par l'abbé Bayle (4). Après la mort de M<sup>me</sup> de Pompadour, ses héritiers « firent des profits scandaleux sur les ouvrages immortels des Vernet, des Pigalle et des plus distingués artistes de son temps : elle les avait achetés à un prix ordinaire ; ils furent vendus le double ou le triple, et souvent ces artistes, attachés

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, I, 162, et VI, 379.

(2) *Mémoires de Richelieu*, VII, 278 et 286.

(3) *Mémoires du duc de Luynes*, III, 90.

(4) *Mémoires historiques et anecdotes de la cour de France* (extraits du journal de Luynes), p. 351.



à la beauté de leur ouvrage, les rachetèrent avec cette perte. La Tour, le seul la Tour, se fit payer le triple du prix commun ce superbe portrait, haut de six pieds et le chef-d'œuvre de la peinture en pastel, que tous les connaisseurs du temps allèrent admirer dans le salon du Louvre (1) ».

La Tour avait le titre de peintre du Roi. Il était membre de l'Académie de peinture, et aussi membre de l'Académie des sciences, littérature et arts d'Amiens, et à ce titre il avait proposé un problème sur les fossiles que fait connaître Soulavie (2). Il mourut en 1788.

La Tour avait fait les portraits de Soulavie et de sa mère, Anne Faure. Ce dernier existe encore, mais très détérioré. Celui de Soulavie fut détruit par M<sup>me</sup> Soulavie, à cause du costume ecclésiastique sous lequel le peintre avait représenté celui qui devait être un jour son mari.

Soulavie dit qu'à son arrivée à Paris il a demeuré quelque temps avec le premier aumônier de Madame, c'est-à-dire l'abbé Madier, son compatriote de Tournon. Celui-ci l'assura que M. Turgot avait converti le Roi à la philosophie et surtout à l'économisme (3).

Vers 1780, le chevalier de Turgot fournit à Soulavie un certain nombre de notes pour défendre la mémoire de son frère, le célèbre économiste, contre les inculpations de ses ennemis (4).

Soulavie était l'un des habitués du salon de M<sup>lle</sup> Fel, ancienne pensionnaire du Roi à l'Académie royale de musique, qui réunissait à Passy toutes les semaines une société choisie. Il était aussi l'un des assidus de M<sup>me</sup> de Cheminot, qui avait fait bâtir une des premières maisons de la Chaussée d'Antin : c'était un des rendez-vous de la société savante, frondeuse et légère, qui donnait le ton à Paris, à la fin du règne de Louis XV et au commencement du règne de Louis XVI. Georges Avenel, dans son curieux ouvrage sur *Anacharsis Clootz*, cite

(1) *Mémoires de Richelieu*, VIII, 176.

(2) *Histoire naturelle de la France méridionale*, VI, 265.

(3) *Mémoires du règne de Louis XVI*, II, 328.

(4) *Mémoires du règne de Louis XVI*, II, 286, et IV, 24.

Diderot, d'Holbach, d'Alembert, le peintre David parmi les habitués de ce salon et nous apprend que, si cette dame, jeune et belle, s'était fait un nom parmi les philosophes et les savants, elle le devait bien moins « aux livres qu'elle avait lus qu'aux grands hommes qu'elle avait vus. Par toute l'Europe elle avait fréquenté. Le baron du Val-de-Grâce était devenu son protégé et ne l'appelait que sa très chère amie ». Le malheureux Prussien se compromet même plus tard en voulant faire rayer la pauvre femme de la liste des émigrés. Du moins on lui en fit un grief au tribunal révolutionnaire, mais il est bien probable qu'il eût payé quand même de sa tête la haine que lui avait vouée Robespierre. M<sup>me</sup> de Cheminot, qui n'est morte que vers 1820, presque centenaire, resta toujours l'amie de Soulavie.

Sous l'Empire, elle venait plusieurs fois par an dîner chez lui, et là, avec sa haute taille, son langage emphatique et ses airs de princesse, elle faisait l'admiration des jeunes gens qui l'entendaient parler de Franklin, du chevalier ou de la chevalière d'Éon et d'autres personnages disparus, comme si elle eût été l'intime de toutes les notabilités de son temps.

Un autre salon célèbre était celui de Fanny de Beauharnais, où Soulavie se rencontrait avec Bailly, Dussaulx, Lévêque, Robin, la Salle, Gudin, Cournaud, Brizard, de Sainte-Aldegonde, de Breghini, de Gardanne, de Vigneul, de Rochefort, Doyen, Bitaubé, d'Arnaud, Mercier, le cousin Jacques, Restif de la Bretonne et Dorat-Cubières (l'amant de la dame).

Avenel cite encore Soulavie parmi les habitués, en 1789, du salon du marquis de Villette, le fils adoptif de Voltaire, avec Lalande, Condorcet, Nageon, Camille Desmoulins, Montesquiou, d'Aiguillon, les Lamoth, Rabaut-Saint-Étienne (1), etc.

Soulavie fut aussi en relations particulières, comme on le verra dans diverses parties de cet ouvrage, avec le duc de Luynes, fils de l'auteur des *Mémoires*, et son oncle, le cardinal-archevêque de Sens et aumônier de la reine Marie Leczinska.

(1) Avenel, *Anacharsis Clootz*, I, 99 et 161.

Soulavie était sans doute peu connu à son arrivée à Paris, mais la vivacité de son esprit, son amour des choses littéraires et scientifiques, sa tendance aux idées nouvelles, sa qualité d'ecclésiastique qui, alors comme aujourd'hui, ouvrait toutes les portes à un homme intelligent, expliquent la promptitude avec laquelle il paraît avoir pénétré dans l'élite de la société parisienne. D'ailleurs, dès l'année suivante, le 14 août 1779, il présentait à l'Académie des sciences quelques extraits de son *Histoire naturelle de la France méridionale*, qui attirèrent sur lui l'attention du monde savant.

Le 10 mai de cette même année 1779, il avait envoyé à l'Académie des *Observations sur les climats naturels des plantes et des animaux*.

La publication de l'*Histoire naturelle de la France méridionale* était sa grande préoccupation (1). Les deux premiers volumes furent imprimés dès le commencement de l'année 1780, mais ne parurent que quelques mois après. L'Académie des sciences n'ayant accordé son approbation et son privilège qu'à la condition pour l'auteur de supprimer deux chapitres sur la création et sur la physique de Moïse. L'Académie n'approuvait ni ne condamnait ce chapitre, mais « comme son institut n'a pour but que des objets physiques, elle ne peut accorder des privilèges pour des objets étrangers (2)... »

Le premier volume parut en 1780, le deuxième et le troisième en 1781, le quatrième et le cinquième en 1782, le huitième (t. I, *des Végétaux*) en 1783, enfin le cinquième et le septième en 1784.

Nous avons sous les yeux trois lettres de Soulavie (49 no-

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, I, 34.

(2) *Histoire naturelle de la France méridionale*, VII, 28 (2<sup>e</sup> pagination).

Extrait des registres de l'Académie des sciences :

14 juillet 1779 : MM. Guettard et Fougeroux, commissaires nommés par l'Académie, ayant rendu compte d'un ouvrage de M. l'abbé Giraut de Soulavie (*sic*) intitulé : *Histoire naturelle du Vivarais*, etc., l'Académie a jugé cet ouvrage digne d'être imprimé sous son privilège. En foi de quoi j'ai signé le présent certificat. A Paris, ce 14 juillet 1779, le marquis de CONDORCET, secrétaire perpétuel.

8 juillet 1780 : MM. Morand et Fougeroux, ayant rendu compte d'un ouvrage de M. l'abbé Giraud-Soulavie, intitulé : *Histoire naturelle du Vivarais*, l'Académie a jugé cet ouvrage digne de paraître sous son privilège. En foi de quoi j'ai signé le présent certificat. A Paris, ce 8 juillet 1780, le marquis de CONDORCET.

vembre 1780, janvier et février 1781) écrites de Paris au savant Séguier, de Nîmes. Soulavie entretient Séguier de son arrivée à Paris, des démarches qu'il fait pour la vente de son ouvrage, et lui annonce l'envoi des œuvres de Hamilton, en le priant de lui expédier des dessins des volcans d'Agde et de Saint-Thibéry.

Nous aurons à parler plus tard de l'importance scientifique de l'*Histoire naturelle de la France méridionale*. Pour le moment, il suffira de signaler les incidents auxquels cette publication donna lieu, en suivant les faits et gestes de notre personnage pendant cette période.

Le 12 août 1781, Soulavie eut avec l'illustre Benjamin Franklin une conversation intéressante(1), dont l'histoire des montagnes du Midi forme l'objet principal. On y voit aussi que l'inventeur du paratonnerre avait pressenti la grande découverte d'Élie de Beaumont, puisqu'il constate l'affaissement et le soulèvement successifs du même terrain, démontrés par la découverte, au-dessous du niveau de la mer, de *roches herborisées* et, au-dessus de ce niveau, de roches voisines chargées de fossiles marins. « Dans tout cela, dit Franklin, il arrive comme dans le monde moral. Un continent devient vieux, un autre continent rajeunit et se perfectionne; mais le continent perfectionné corrigera l'autre à son tour. Les monarchies deviennent des républiques par voie de restauration; les républiques deviennent des monarchies par dégradation... »

La conversation étant tombée sur l'histoire de nos provinces méridionales, Soulavie exposa les efforts constants faits par l'Angleterre depuis 1627 pour soulever les protestants des Cévennes et les secours d'argent qu'elle leur envoyait.

Le fait mentionné ici n'est pas douteux, et l'historien protestant, Antoine Court, ne le dissimule pas dans son *Histoire des Camisards*; mais nous regrettons de ne pas connaître divers documents que Soulavie signale, à cette occasion, comme les ayant en mains, entre autres la note des subsides de

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 175.



l'Angleterre vers 1703 et 1709 et la correspondance de Justet (de Vals) avec les Anglais et les Hollandais (1).

Nous aimerions aussi à avoir la preuve que l'argent anglais a été pour quelque chose dans le mouvement des *Masques armés*, qui se produisit dans le bas Vivarais en 1783. A notre avis, l'auteur des *Mémoires du règne de Louis XVI* s'est ici laissé emporter par sa haine contre les Anglais, oubliant qu'il avait lui-même reconnu précédemment que cette insurrection avait été simplement occasionnée « par une longue suite d'exactions des gens de loi sur des citoyens faibles et ignorants (2) ».

Dans sa conversation avec Franklin, Soulavie indique les moyens qu'il croyait propres à écarter les périls dont le pays était menacé et qu'il exposa dans un article envoyé au *Journal de Paris* (26 juin 1782) ; mais le passage qui s'y rapportait fut supprimé. Ces moyens consistaient surtout à créer une dérivation à la turbulence des esprits, en les occupant de commerce, d'arts, de grands travaux publics, mais aussi de plaisirs et de fêtes, et enfin « en cherchant à amollir les caractères et à s'assurer des meneurs par voie de négociation ». Franklin n'approuvait pas ce dernier article, et il avait bien raison.

Soulavie rapporte une conversation qu'il aurait eue à la même époque avec M. de Malesherbes, à l'occasion de diverses excursions qu'il fit près du château de Malesherbes, pour y étudier les phénomènes d'éboulement d'une montagne. Elle roula sur le célèbre intendant du Languedoc, Lamoignon de Bâville, dont Malesherbes, dit-il, aurait voulu retrancher le nom du tableau de sa famille. On peut y voir le bienveillant scepticisme de l'honnête ministre de Louis XVI, qui aurait dit à Soulavie en souriant : « Allons à la messe ; je ne veux offenser ni le curé, ni les opinions de ces bonnes gens (les vassaux de Malesherbes) ; je ne veux pas perdre leur confiance. Mais, de retour à Paris, donnez cette anecdote à M. de Condorcet ; assurément, il voudra faire de moi, après ma mort, un

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 188.

(2) *Histoire naturelle de la France méridionale*, VII, 35.



grand homme dans son éloge, et il citera ce trait qu'il lira en public à l'Académie. »

Soulavie constate, à ce propos, les illusions de Malesherbes qui, dans ses paroles et ses écrits, avait déjà élevé ce qu'on appelait « la République des lettres », ce que Necker appela un peu plus tard « l'opinion publique », au rang de premier pouvoir de l'État, rendant des arrêts devant lesquels tout le monde devait s'incliner, et chargée, pour ainsi dire, de régulariser les gouvernements ; ce qui n'est pas l'avis de notre auteur, « le premier devoir des gouvernements étant, dit-il, dans tous les empires, de régulariser eux-mêmes l'opinion publique, comme la République des lettres indistinctement, pour ne pas en être étrangement régularisés (1) ».

Voilà ce qu'écrit Soulavie en 1801 ; mais il est permis de supposer qu'en 1782 ses illusions politiques étaient au moins aussi fortes que celles de M. de Malesherbes.

Notons ici une excursion à Ermenonville que fit Soulavie, le 2 octobre 1782, en compagnie de diverses personnes, parmi lesquelles le peintre la Tour, qui avait fait le portrait de Jean-Jacques Rousseau, et M<sup>lle</sup> Fel, qui avait interprété le principal rôle dans *le Devin du village*. M. de Girardin, le propriétaire de la terre où venait de mourir le philosophe de Genève, fit admirer à ses visiteurs les merveilles naturelles de l'endroit, et Soulavie rapporte les diverses inscriptions qui rappelaient le séjour de l'illustre écrivain. On voit par le langage de Soulavie qu'il professait une admiration profonde pour Rousseau, sans se dissimuler toutefois les lacunes de ce grand esprit. Il constate que Rousseau eut pour unique persécuteur sa propre imagination. « Éclairé autant qu'il l'était, il connaissait les opinions régnantes ; il voulut les braver, et, en les frondant, il consentit d'avance à toutes les suites fâcheuses. Quand on croit les hommes méchants, on ne s'expose pas aux coups de leur malice ; ou quand on s'y expose et qu'on les a subis, on ne se plaint pas... Rousseau traita les hommes, non comme ils sont, mais comme ils doivent être : « Pardonnez, ombre illustre,

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, II, 218.

ajoute-t-il, à ces observations écrites à côté de votre tombeau. Environné d'écueils, de périls et de dangers, plus timide que vous, aimant et respectant ma religion et la constitution de ma patrie, je crois honorer vos mânes en écrivant que nos semblables méritent des égards et qu'ils sont nos frères. S'il existe dans l'état de nature une égalité de condition, l'homme en société a détruit cette égalité primitive; il a établi des rangs et des puissances pour la tranquillité publique, et sous les auspices de cette paix universelle l'homme civilisé a pu connaître et pratiquer la vertu (1). »



Soulavie avait au moins commencé, à cette époque, son *Histoire du Vivarais*, car voici ce qu'il écrivait de Paris, le 20 octobre 1779, au prince de Soubise qui possédait, avant la Révolution, les baronnies d'Annonay, Tournon et la Voulte :

Monseigneur, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Altesse le plan de l'histoire naturelle et civile d'une province dont vous êtes en partie seigneur et où votre illustre nom n'est prononcé qu'avec le respect qu'imposent les grands ministres et les ministres bienfaisants. Son Altesse sérénissime madame la princesse de Marsan a bien voulu me permettre de faire des recherches dans ses archives de Joyeuse, etc., et je viens supplier Votre Altesse sérénissime de m'accorder la même grâce pour les archives de la Voulte, Tournon, etc. La partie d'histoire naturelle est finie et approuvée de l'Académie des sciences de Paris. La partie civile, pour être complète, doit renfermer ce qu'il y aura d'intéressant dans les archives de Votre Altesse; cet objet m'appelle dans ce pays-là, et je me croirais bien flatté si vous daigniez, Monseigneur, m'accorder par écrit la permission d'agir de concert avec vos agents pour ces sortes de recherches; et si je suis assez fortuné pour l'obtenir, voudriez-vous bien ordonner que vos volontés me fussent expliquées dans des lettres, poste restante, à Largentièrre en Vivarais, où je me rends pour ces objets. Pénétré de reconnaissance et du respect le plus profond, comme tous mes compatriotes et comme tous les bons Français dont vous faites le bonheur, agréés que j'aye l'honneur de me dire, Monseigneur, de Votre Altesse, le très humble et très obéissant serviteur. GIRAUD-SOULAVIE, *prêtre*.

Le 11 décembre, M. Desjobert, intendant du prince de Soubise à Paris, transmettait cette lettre à M. Salomon, agent du prince dans le Languedoc et avocat en Parlement à Tournon, avec une

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, VI, 92.

note du prince tendant à donner toute facilité à Soulavie pour ses recherches.

Le résultat de cette démarche se trouve dans un des volumes manuscrits saisis chez Soulavie après sa mort (1). Il consiste en une collection de pièces, se rapportant toutes à l'année 1628 et auxquelles une note de la main de Soulavie donne le titre suivant :

*Recueil de diverses pièces et lettres historiques sur le Vivarais pendant les guerres de religion, communiquées à M. Soulavie par ordre de M. le prince de Soubise, dans son château de Tournon. Ces lettres sont des correspondances officielles des consuls de divers endroits du Vivarais, écrites sur les affaires du temps à M. de Ventadour, duc et pair de France, commandant le Languedoc en 1628. Elles ont été collationnées par moi*

SOULAVIE.

Dans le même volume se trouvent beaucoup d'autres documents sur le Vivarais, notamment une copie *complète* des *Commentaires du soldat du Vivarais* (2), de Pierre Marcha, avec une notice sur l'auteur, écrite de la main de Soulavie.

La note suivante, qui est aussi de la main de Soulavie, mérite d'être reproduite : « Cette copie a été faite sous mes yeux par M. Baudet de Verne, sur l'exemplaire original que j'ai remis à M. l'archevêque de Narbonne et que je tenais de M. de Saint-Pierre-ville, héritier et descendant. »

La copie en question est de la même écriture que celle de l'*Histoire du Vivarais*, qui est à l'évêché de Viviers et que l'on peut considérer comme le manuscrit original de cet ouvrage, puisqu'il est en quelque sorte légalisé par des notes autographes de l'auteur (3).

(1) Archives du ministère des affaires étrangères. Fonds de France, 1620, fol. 131 à 153.

(2) Cet intéressant manuscrit a été publié par M. de Laboissière, à Privas, en 1811.

(3) Nous pouvons ajouter que c'était l'exemplaire de la bibliothèque de Soulavie, car sa reliure (maroquin vert et tranches dorées) est exactement semblable à celle des huit volumes de l'*Histoire naturelle de la France méridionale* et de deux autres ouvrages de Soulavie que nous tenons de sa famille.

Cette *Histoire* (civile) du *Vivarais*, que Soulavie annonçait, dans sa lettre au prince de Soubise, comme une continuation de l'*Histoire naturelle du Vivarais* (devenue plus tard l'*Histoire naturelle de la France méridionale*), était fort avancée en 1784, puisque l'auteur annonce alors qu'il va retoucher son manuscrit pour la dernière fois (1), mais elle ne fut terminée qu'en 1788, ainsi qu'on peut le voir par une lettre de cette époque adressée par l'auteur au comte de Balazuc, qui venait de présider l'assemblée des trois ordres du Vivarais, tenue à Privas. « Le tableau qu'a présenté cette assemblée, dit-il, était digne de terminer l'histoire du Vivarais que je vais publier, adhérant à tout ce qui a été fait à la réunion de Privas. » Le volume des Archives du ministère des Affaires étrangères, indiqué plus haut, contient la plupart des documents sur lesquels Soulavie s'est appuyé pour ce travail. Il y a même une série de notes (fol. 114 à 120) qu'il déclare avoir recueillies « après la composition de son histoire, sur divers manuscrits qui lui ont été communiqués ». Quoi qu'il en soit l'histoire en question, bien que pouvant être consultée avec fruit par les érudits, est une œuvre très imparfaite, pleine d'erreurs, et qui ne sera probablement jamais imprimée, car elle nécessiterait, si elle était présentée au public, une foule de rectifications et d'éclaircissements qui coûteraient au moins autant de travail que la refonte complète de l'ouvrage (2).

Soulavie, dont l'extrême activité ne reculait devant aucun projet littéraire, s'était chargé, paraît-il, de continuer l'*Histoire du Languedoc*, de dom Vic et dom Vaissette. Rien n'indique, à notre connaissance, qu'il se soit occupé de ce travail autrement qu'en recueillant des documents pour la partie relative au Vivarais ; mais le fait lui-même n'est pas douteux puisque des allocations lui furent accordées de ce chef pour les années 1789 à 1792 (3).

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, VII, 167.

(2) Nous possédons une copie de l'*Histoire du Vivarais* collationnée sur l'original. Une autre copie, trouvée dans les papiers de Charles d'Agrain, a été donnée à la bibliothèque du Puy par M. l'abbé Payrard, curé de Cayres, auteur de nombreuses publications sur la Haute-Loire.

(3) Extrait de la séance du 10 juin 1794 à la Convention nationale :



Vers le même temps, Soulavie paraît avoir eu l'idée de léguer à Largentièrre, sa ville natale, sa bibliothèque, composée de 4,000 volumes, la plupart relatifs à l'histoire et aux sciences. Il donne le texte de l'acte (ou projet d'acte) de donation, où l'on peut voir plus de bonnes intentions que de sentiment des difficultés pratiques. Le bibliothécaire à nommer pourra être, dit-il, ecclésiastique, avocat ou médecin. « S'il est avocat, il sera obligé de donner aux pauvres qui se présenteront des consultations gratuites, deux heures chaque semaine, un jour fixe; s'il est médecin, il sera tenu de secourir gratuitement les pauvres exposés à mourir sans secours, en les visitant une heure et demie fixe, par chaque jour de l'année; et s'il est ecclésiastique, il sera tenu d'enseigner le latin à deux pauvres écoliers... » Le donateur stipule que, s'il n'a été pourvu à l'achat d'un local pour les livres et à l'entretien d'un bibliothécaire, avant son décès, il abandonne pour ce double objet tout ce qui lui revient du patrimoine de son père (1).

Lors même que la Révolution ne fût pas venue peu après faire oublier à Soulavie ses généreuses résolutions, on peut douter que l'état du pays et les mœurs de ses habitants en eussent permis la réalisation. Dans des contrées où, à part de rares exceptions, les archives municipales ont toujours été au pillage, où les vieux parchemins ont servi le plus habituellement à faire des peaux de tambour pour les enfants ou à coiffer des pots de confitures, il est certain que les livres donnés par Soulavie eussent couru de grands risques et que l'indifférence générale eût seule pu les protéger. Encore aujourd'hui le

« M. Pottier fait adopter le décret suivant : « La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de liquidation, sur la proposition du directeur général de la liquidation, décrète ce qui suit : « Il sera payé par la Trésorerie nationale à chacun des citoyens Soulavie et Malherbe, chargés, par délibération des ci-devant Etats du Languedoc, de continuer l'histoire de cette ci-devant province, la somme de 1200 livres, à titre de gratification et indemnité pour les dépenses extraordinaires que leur ont occasionnées leurs travaux pendant les années 1789 et 1790, et qui égale celle qui leur a été accordée au même titre pour les années 1791 et 1792, par décret du 14 septembre 1792, vieux style, en justifiant néanmoins qu'ils n'ont pas été payés de cette indemnité pour les années 1789 et 1790, par la caisse des ci-devant Etats du Languedoc. Le présent décret ne sera pas imprimé, il sera inséré au bulletin de correspondance. » (*Moniteur* du 12 juin.)

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, VII, 33.



nombre des bibliothèques de l'Ardèche auxquelles on pourrait léguer utilement une collection de livres est-il relativement très restreint, et le progrès accompli sous ce rapport depuis un siècle est-il bien moindre qu'on ne le pense généralement.

Un autre indice du vif désir qu'avait alors Soulavie de se concilier les sympathies de ses compatriotes de Largentièrre se trouve dans l'épigraphe qu'il avait choisie pour son *Histoire naturelle de Largentièrre* qui forme une partie du tome VII de l'*Histoire naturelle de la France méridionale* (tome paru en 1784) :

« Fra Paolo, théologien en titre de Venise, fut l'âme et le conseil de la République, dans ses démêlés avec la cour de Rome. Il travailla toute sa vie pour la gloire et l'utilité de sa patrie; il la défendit contre les attaques ouvertes et cachées de ses ennemis extérieurs et domestiques. Sur le point de rendre le dernier soupir, il recueillit encore toutes les forces de son âme pour proférer ces mots, à l'adresse de la ville de Venise: *Esto perpetua*, paroles mémorables qui caractérisent son zèle patriotique. »

## CHAPITRE III

### LES DÉMÊLÉS DE SOULAVIE AVEC L'ABBÉ DE BARRUEL

(1781 à 1785)

#### SOMMAIRE

Le P. Jésuite Augustin de Barruel. — Les *Helviennes*. — La *Genèse* selon M. Soulavie. — La théologie et l'observation scientifique. — Le Dieu de Moïse et celui du vicaire naturaliste. — Soulavie repousse le reproche d'impiété et de matérialisme. — Fâcheuses conséquences pour lui des accusations de Barruel. — Lettres inédites de Barruel à son frère. — Guerre de brochures. — Procès au Châtelet. — L'archevêque demande son renvoi à l'officialité. — Soulavie refuse de faire partie du voyage autour du monde de la Peyrouse. — Le naturaliste Lamanon. — Abandon du procès. — Découverte restée et railleries oubliées.

Ici se placent les démêlés de Soulavie avec son compatriote l'abbé de Barruel.

Augustin de Barruel était né à Villeneuve de Berg, en 1741, d'une ancienne et noble famille du Vivarais. Élevé chez les Jésuites de Tournon, il était entré, à la fin de ses études, dans la compagnie de Jésus et avait professé avec distinction au collège de Toulouse. Quand l'ordre fut supprimé en France (1762), il passa à l'étranger où il occupa diverses chaires à Prague, Commoteau, Wratisch et Vienne. En 1772, il fut appelé à Paris par l'archevêque qui voulait le placer dans son diocèse. Deux ans après, il était gouverneur des enfants du prince Xavier de Saxe, oncle de Louis XVI. Une intrigue lui ayant fait perdre ce poste, il entra, en qualité d'aumônier, chez la princesse de Conti, et il y resta jusqu'à la Révolution.

Les premiers rapports de Soulavie avec l'abbé de Barruel datent de 1780. A la suite de la publication des deux premiers volumes de l'*Histoire naturelle*, Barruel désira voir Soulavie, et celui-ci, séduit par l'estime et l'amitié que lui inspirait son compatriote, et plein de confiance en lui, n'hésita pas à lui développer le plan de son ouvrage, à lui communiquer « des opinions qui n'étaient pas publiées », à agir enfin avec lui comme avec un ami à qui l'on ne cache rien, et dont on recherche même les conseils. Voilà, du moins, ce que dit Soulavie dans un document dont nous aurons à parler plus loin (1).

Peu après, notre auteur, ayant appris que Barruel devait l'attaquer dans les *Helviennes*, le pria de s'abstenir au moins de parler des parties de l'ouvrage non encore publiées et dont il avait eu communication. Barruel le promit de vive voix et par écrit et, comme garant de sa promesse, lui renvoya « le volume imprimé, mais non publié encore », où se trouvaient les parties qu'on le priait de ne pas attaquer.

Or, le tome I<sup>er</sup> des *Helviennes*, paru en mars 1784, prenait vivement à partie Soulavie, dont les théories géologiques et cosmogoniques avaient paru à Barruel en contradiction flagrante avec les Livres Saints. On y lit entre autres la note suivante :

Cette brillante idée d'un Océan qui produit du marbre au lieu d'huitres, et des montagnes au lieu de poissons, ou du moins bien longtemps avant de produire des huitres et des poissons, se trouve déduite très au long dans le premier volume de M. Giraud-Soulavie ; mais ne confondons pas cet auteur avec ceux qui ont secoué le joug religieux. Il n'a point fixé la durée de ses époques, et nous ne savons pas quels seront ses premiers résultats ; ainsi, nous supprimons tout ce que nous pourrions dire de son ouvrage ; nous n'en aurions pas même fait mention, sans le petit trait de ressemblance que les lecteurs verront entre son système et celui de M. Rupicole.

Soulavie reprochait surtout à Barruel d'avoir attaqué, non seulement les deux volumes parus, mais encore deux chapitres

(1) Consultation pour l'abbé Giraud-Soulavie, auteur de l'*Histoire naturelle de la France méridionale*, contre l'abbé Barruel, auteur des *Helviennes* et du libelle intitulé : *Genèse selon M. Soulavie*.

« qui n'étaient pas encore publiés et qui ne l'ont jamais été ». Il fut naturellement très froissé de ce procédé ; car attaquer ce qu'il n'avait pas encore publié, ce qui devait dès lors être considéré comme non existant, lui sembla un abus de confiance. Il faillit s'adresser aux tribunaux. Peu à peu, cependant, il se calma et finit même, paraît-il, par se réconcilier avec Barruel. Il y eut alors une sorte de trêve, Barruel ayant promis d'atténuer, dans le deuxième volume des *Helviennes*, ce qu'il avait dit dans le premier. Voici ce qu'il écrivait en 1782 à Soulavie :

« Il ne me fallait rien moins que le motif le plus puissant pour m'engager à prévenir mes lecteurs contre un homme dont je reconnaitrai toujours que les talents et les connaissances honorent ma patrie. Quant au matérialisme, loin de vous en accuser, je montrerai, par vos propres ouvrages, que vous êtes bien éloigné d'y croire. Les petites haines d'auteur n'ont jamais eu d'accès dans mon cœur, moins encore pour vous que pour tout autre. Aussi s'en faut-il bien que j'aie suivi toutes les impressions qui m'ont été suggérées. J'ai pris le parti de laisser tomber cette petite guerre. Mon intention est même d'insérer quelque chose dans mon second volume, qui puisse diminuer l'impression dont je sais que vous vous plaignez... »

Dans une autre lettre, il lui disait : « Je suis bien éloigné de vouloir vous tourner personnellement en ridicule. Je vous estime trop pour cela et je respecte trop l'attachement que vous m'avez témoigné pour les principes religieux. »

Les choses se gâtèrent complètement en 1783. Soulavie était parti, au moins de juin, pour aller prononcer, à l'ouverture des États de Languedoc, son discours de *l'Influence des mœurs sur la prospérité ou la décadence des empires* (1). C'est en son absence que parut *la Genèse selon M. Soulavie*, où ce dernier est dénoncé comme matérialiste et impie, et où toutes ses idées cosmogoniques et géologiques sont attaquées

(1) Discours que l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, l'empêcha de prononcer : il est reproduit dans le tome V de *l'Histoire naturelle de la France méridionale*.

avec l'impitoyable verve d'un croyant qui voit dans les théories du géologue des attaques indirectes et perfides contre sa foi. L'édition primitive de cet opuscule est introuvable (1), ce qui n'a rien d'étonnant si, comme on l'assure, le garde des sceaux en fit alors détruire tous les exemplaires ; mais, comme il est reproduit en tête du second volume des *Helviennes*, paru en 1784, Soulavie ne perdit rien pour avoir attendu.

Voici le début de ce pamphlet :

1° *Au commencement était la terre ;*

2° *Or, la terre n'était que de l'eau chaude et du verre fondu, car le feu dominait dans la formation de notre planète ;*

3° *Et comme cette eau chaude et ce verre fondu étaient une mer quartzeuse, vitreuse, vitrifiable, etc.*

Là où nous ne verrions aujourd'hui qu'une plaisanterie plus ou moins réussie, il y avait alors quelque chose de plus grave, vu le régime de la religion d'État et la qualité de prêtre de Soulavie. Il sautait aux yeux que le premier verset de cette Genèse, comparé à celui de Moïse, était une dénonciation d'impiété contre lui et équivalait à dire que Soulavie mettait Dieu à la porte de la création et supposait la terre existant de toute éternité.

Il y avait entre les deux écrivains un malentendu qui s'explique d'un mot : l'un faisait de la science, et l'autre faisait de la théologie. Soulavie exposait le résultat de ses observations sur les couches terrestres et les bouleversements du globe, et Barruel le suivait d'un œil défiant, toujours prêt à voir dans les faits exposés un démenti aux livres de Moïse et une entente souterraine avec les philosophes du temps acharnés contre la religion.

Soulavie avait dit : « Les grandes opérations de la chimie naturelle s'offrent encore dans ces régions sous les formes les plus imposantes. Nous décrirons l'état antique du monde physique, ses dégradations, ses réparations et ses métamorphoses diverses, sans que la matière, malgré l'inertie et

(1) Elle n'existe pas à la Bibliothèque Nationale.



l'inactivité dont les scholastiques ont voulu l'envelopper, paraisse avoir resté un seul moment en repos (1). »

Cette dernière phrase indigna Barruel qui s'écria :

« Ces petits tours d'adresse, ces petits traits lancés contre les scholastiques, ces promesses, surtout, si propices à nos matérialistes, vont sans doute étonner les bonnes gens... »

Et ailleurs : « Que M. le Vicaire tienne sa parole, et je lui promets, moi, de démontrer ce que tant de nos sages ont si souvent dit sans le prouver, que la force qui rend nos Cartouches menteurs, fripons, voleurs, nos Desrues scélérats, n'est qu'un pur mécanisme, qu'ils sont fort excusables d'en suivre l'impulsion, et que la liberté, le bien moral, ne sont qu'une chimère. »

Mais ce qui mettait le théologien hors de lui, c'est l'interprétation adoptée par Soulavie, et déjà admise, d'ailleurs, par d'éminents ecclésiastiques comme les Pères Nedham et Bertier, au sujet des six jours de la création. Soulavie démontrait, ce qui était la conséquence de ses observations, que ces six jours n'étaient pas des jours comme on entend généralement ce mot, mais des époques d'une durée indéterminée.

Or, ce n'était là rien moins qu'un épouvantable blasphème pour les oreilles de Barruel, et voici comment sa verve s'exerce aux dépens du malheureux naturaliste :

Jusqu'à nos vicaires, tout nous fournit des armes contre le bon Moïse... Je veux vous faire voir jusqu'à nos philosophes en rabat, bravant toutes les craintes et les réclamations des vieux pasteurs, déchirant les premières pages de l'historien sacré, forgeant des hypothèses en dépit de Moïse, nous assignant des faits, des faits incontestables, des faits qu'on ne peut croire sans déchirer la Bible, nous montrant des époques et un laps étonnant de siècles avant le premier homme, opposant enfin à l'antique Genèse la Genèse la plus favorable à nos systématiques. Quoi donc ! s'écrieront nos bons croyants, c'est là ce qu'un petit vicaire de village viendra nous proposer comme des faits prouvés, avérés, incontestables, puisés dans les archives de l'univers physique ! Au lieu de repousser les traits lancés par nos impies contre le premier monument de la révélation, il nous débitera tout ce qu'il y eut jamais de plus contraire à l'historien sacré ! C'est donc ainsi qu'une philosophie insensée a pénétré jusque dans le sanctuaire !... Et nos prêtres, eux-mêmes,

(1) Préface du 2<sup>e</sup> volume de l'*Histoire naturelle*.

ces hommes consacrés par état à défendre l'authenticité des Saintes Écritures, feront tout leur possible pour les rendre suspectes et nous faire adopter, en place de la révélation, des systèmes tout aussi ridicules qu'extravagants et imbéciles ! Non, non, cela n'est pas possible ; M. Giraud n'a pas oublié à ce point les prônes et le catéchisme qu'il faisait dans sa paroisse.

Poursuivant son idée, Barruel compare le Dieu de Moïse à celui du vicaire naturaliste, et l'on comprend que l'avantage ne reste pas à ce dernier.

Chez Moïse, l'ouvrage de la création se consomme en six jours, et c'est beaucoup si en six mille siècles l'homme paraît enfin après nos huitres dans le système de M. le vicaire. Un Dieu grand et sublime préside chez Moïse à la création : il dit, et l'univers ne connaît que l'instant pour obéir ; et l'ordre, la beauté, la richesse, la magnificence de la nature, tout, à l'homme naissant, annonce la puissance, la grandeur, la sagesse de son Dieu. Triste chronologiste ! Qu'est auprès de ce Dieu celui que tu m'annonces ? Ou lent et paresseux, ou impuissant, il abandonne aux mers le soin de se cristalliser à la faveur des siècles ; à la terre, le soin de se consolider ; aux montagnes, celui de s'établir sur leurs bases ; à l'océan, celui de creuser ses abîmes ; aux rivières, celui de tracer les vallées, de façonner le globe ; à un choc imbécile, celui de diviser l'empire du soleil et de la nuit. Et quand l'homme paraît, au lieu de cet Éden délicieux que le Dieu de Moïse lui prépare, que voit-il autour de lui ? des eaux qui se retirent lentement, laissant partout des champs couverts de fange, des fleuves dont le cours n'est pas encore fixé, des marais qui l'empesent, des volcans qui l'effrayent. . . Qu'est-ce encore que ce Dieu à la Giraud, ce Dieu qui ne se plait, pendant un laps étonnant de siècles, qu'à produire des huitres pour les voir digérer des montagnes ; qui ne se donne enfin un digne adorateur qu'après le long empire de tant d'êtres muets et sans intelligence ? Ah ! Monsieur le vicaire, était-ce le Dieu qu'au séminaire on vous avait appris à nous prêcher ?

Barruel revient plusieurs fois sur cette façon un peu exclusive d'entendre la puissance divine. C'est ainsi qu'il fait dire à son provincial :

Le Dieu que nous croyons n'a besoin ni des jours ni des temps. M. de Buffon créa cinq cents comètes d'une seule explosion. Notre Dieu créera dans un instant la mouche ou l'Univers. Il dit, et la lumière est faite : qu'il dise, et vingt millions de mondes paraîtront (1).

Il est certain que Barruel avait plus de verve et écrivait beaucoup mieux que Soulavie, et l'on peut supposer que cette polémique dut faire rire alors bien des gens aux dé-

(1) *Les Helviennes*, II, 103.

pens de son adversaire. Toutefois, son brillant tableau de la puissance divine ne suffisait pas à changer la constitution géologique du globe, et la preuve que les théories du petit vicaire n'étaient pas si extravagantes, c'est que la science les a consacrées et qu'elles sont acceptées depuis plus d'un demi-siècle, même dans les rangs les plus orthodoxes.

Il y a lieu de penser aussi que Soulavie n'avait pas les vues blâmables que lui prêtait Barruel. Le fait est qu'il protesta contre les accusations de matérialisme et d'impiété dont il était l'objet. Il déclara qu'il n'avait jamais entendu donner au monde une autre origine que celle indiquée dans l'historien sacré, et il se hâta de faire paraître le cinquième volume de son *Histoire naturelle*, où se trouvent sa profession de foi (1) et le discours qu'il devait prononcer à l'ouverture des États du Languedoc, discours dans lequel il déclare que l'athéisme perd les États. Mais l'intraitable théologien ne fut pas désarmé et continua d'accuser Soulavie d'impiété et d'athéisme. C'est alors que celui-ci se décida à porter l'affaire devant les tribunaux.

L'extrait suivant des *Mémoires de Bachaumont* nous paraît représenter assez bien l'opinion du public intelligent, extra-clérical mais non pas anti-clérical, sur cette polémique entre les deux prêtres vivarois, en même temps qu'il nous fait connaître certains détails ignorés, et notamment les fâcheuses conséquences morales et financières qu'avaient eues pour Soulavie les critiques de Barruel.

20 décembre 1783. M. l'abbé Giraud-Soulavie, prêtre du diocèse de Viviers, est un jeune physicien, auteur d'un ouvrage intitulé : *Histoire naturelle de la France méridionale*. Ce livre, ancien déjà, fut, à son origine, accueilli par l'Académie des sciences; il obtint son approbation, et comme S. M. a concédé à cette compagnie la permission de publier en son nom ses propres ouvrages et ceux qu'elle adopterait, elle permit à l'auteur de jouir de ce privilège. L'Académie des inscriptions et belles lettres, qui avait proposé aux savants et aux naturalistes des recherches sur les antiques limites de nos mers, honora celui-ci du titre de son correspondant. Les académies de Marseille, Dijon, Pau, la Rochelle, Châlons, Metz, Nîmes, Angers, se l'associè-

(1) Tome V, 237.

rent. Un censeur royal, nommé par l'administration, examina le livre de nouveau. On reconnut son utilité et son orthodoxie authentiquement et légalement. Le souverain, après une discussion ultérieure faite par l'ordre du ministre, daigna en accepter l'hommage. — Cependant, un M. Barruel, prêtre du même diocèse, l'un des auteurs de l'*Année littéraire*, après avoir été l'ami et le confident de son confrère, l'abbé Soulavie, l'a attaqué comme un hérétique, un impie et un athée; il a porté sa première accusation contre lui dans une espèce de journal périodique répandu en Vivarais, leur patrie commune, sous le titre des *Helviennes*, destiné spécialement, ce semble, à défendre la religion contre les livres hétérodoxes. Non content de cette première escarmouche, il lui a livré un combat plus direct et plus en règle dans un pamphlet *ad hoc*, qu'il a nommé dérisoirement *Genèse selon M. Soulavie*, où, entre autres choses, il lui fait un crime d'avoir observé dans les montagnes du Vivarais des couches de coquillages pétrifiés avant les couches de plantes pétrifiées, tandis que Moïse dit les coquilles créées après les plantes; et il part de là pour le dénoncer à la Sorbonne comme un philosophe audacieux, digne de la censure, pour lui prodiguer les qualifications les plus injurieuses et les plus atroces. — M. Barruel a si bien fait, il s'est tellement acharné contre M. l'abbé Soulavie, qu'il est parvenu à l'empêcher d'obtenir un canonat de Viviers, d'avoir des lettres de grand vicaire, de prêcher devant le Roi un sermon agréé, qu'il a fait suspendre les bienfaits du clergé envers ce membre si estimé, et qu'il est parvenu, sinon à le perdre tout à fait, au moins à le mettre dans le cas de se justifier. La patience de M. l'abbé Soulavie s'est lassée enfin, et il a attaqué au criminel son calomniateur. L'affaire est actuellement en instance au Châtelet et commence à faire du bruit; elle en fera sans doute beaucoup plus lorsqu'elle sera plaidée (1).

En décembre de la même année, parut un *Mémoire pour M. Giraud-Soulavie, prêtre du diocèse de Viviers, contre M. Barruel*. Ce mémoire, signé du nom d'un avocat peu connu, M. le Vacher de la Terrinière, ne parut pas répondre à l'importance du sujet. On le trouva long, embrouillé, mal écrit; mais malgré ces défauts, ajoutent les *Mémoires de Bachaumont*, on y juge le plaignant suffisamment attaqué dans son état, dans sa foi, dans son honneur, pour qu'il ait droit d'accuser son adversaire de calomnie et de lui demander les réparations ordonnées par les lois. Un *post-scriptum*, très favorable à l'abbé Soulavie, annonce que, tandis qu'on imprimait ce mémoire, M. le garde des sceaux a ordonné la suppression du libelle du sieur Barruel. Au reste, le sieur Barruel, provoqué depuis plusieurs mois, se tient sur la défensive, et reste

(1) Bachaumont, *Mémoires secrets*, XXVII, 78.



dans un profond silence. On n'en a encore arraché que quatre lignes : il s'est condamné lui-même devant M. l'archevêque de Paris ; il lui a dit que, *vraisemblablement*, il perdrait son procès dans ce malheureux siècle, où l'impiété domine si ouvertement ; mais qu'il y était tout résigné, qu'il lui serait glorieux d'avoir souffert quelque chose pour venger la majesté de la religion (1).

Voici, d'autre part, quelques lettres inédites de Barruel à sa famille, qui se rapportent à la période du débat où nous sommes arrivés :

Paris, 26 janvier 1784.

J'imagine, mon cher frère, que vous aurez reçu, en ce moment, et à peu près lu les deux volumes de nos *Helviennes*... Vous aviez trouvé la tête volcanique de Giraud-Soulavie un peu trop ménagée dans la réponse que j'avais insérée dans le journal de Monsieur. Pour le coup, vous me ferez peut-être le reproche opposé. Mais, en vérité, peut-on y tenir quand on lit des systèmes anti-mosaïques publiés avec tant de confiance et si détestablement combinés ! Franchement, où pouvais-je loger ailleurs qu'au petit Berne et cette tête, et toutes celles que j'y ai placées ! Ce n'est pourtant pas tout encore ; il faudra y revenir pour en entendre bien d'autres. En attendant, salut à tous nos Helviens, etc.

Paris, 7 décembre 1784.

Mon cher père, un petit tour d'adresse de M. Soulavie m'a empêché, depuis quinze jours, de répondre à votre dernière lettre ; vous allez voir à quoi il a abouti. N'espérant pas sans doute grand'chose des voies de la justice, il a cru pouvoir plus aisément surprendre l'autorité, et y a réussi pour un moment, en faisant croire au garde des sceaux que la Genèse qui se trouve au second volume des *Helviennes* n'appartenait nullement à cet ouvrage, et que les deux derniers volumes, eux-mêmes, avaient paru sans permission. En conséquence de son mémoire, la vente des *Helviennes* fut suspendue et tous les exemplaires restant encore chez mon libraire furent saisis, sans que mon libraire, mon censeur ou moi en eussions été prévenus. Le prétexte nous divertit d'abord, mais le coup était porté ; il aurait formé un préjugé contre moi, et il fallait se dépêcher d'obtenir mainlevée. C'est aussi ce que nous avons fait et la petite ruse n'a servi qu'à révolter bien des gens contre son auteur. Son triomphe éphémère m'a fait avoir une nouvelle approbation, une nouvelle permission bien exprimée particulièrement. Quant à la partie qui le regarde, il n'a pas été plus heureux auprès du cardinal de Luynes que, dans sa requête, il citait contre moi ; car, s'il y eut un compliment flatteur, c'est celui que j'ai reçu

(1) Bachaumont, *Mémoires secrets*, XXVII, 99.



de ce prélat, lorsque, me voyant entrer chez lui après l'invitation qu'il m'en avait faite, il me répéta plusieurs fois ces paroles : « Il me manquait un plaisir « en lisant votre ouvrage, celui de l'avoir fait... Quant à cet *imberbe juve-* « *nis* qui vous fait un procès, qu'il ne se montre plus chez moi ! »

Toutes les marques de protection que j'ai reçues depuis de Son Éminence ont répondu à ces paroles. Cependant notre homme n'a pas encore retiré sa requête, et notre procès en est resté là jusqu'ici. On me dit qu'il croit n'être jugé qu'au carême prochain, mais si notre archevêque, qui n'est que bonté pure, ne réussit pas à l'en détourner absolument, je vais moi-même presser ce jugement qui, d'ailleurs, exigera bien du temps, vu la marche que je dois nécessairement prendre. Ce monsieur évite, autant qu'il le peut, d'entrer dans le fond ; il se plaint des injures qu'il prétend trouver dans ma critique ; mais ces injures sont d'avoir déchiré la Genèse, de nous forger une histoire parfaitement contraire aux premières pages de la révélation, de nous avoir donné des idées propices aux matérialistes. Il est évident que ce ne sont pas là des injures, si son livre et sa doctrine autorisent ces qualifications. C'est donc de sa doctrine qu'il faut d'abord juger, et par conséquent il nous faut des commissaires de la Sorbonne qu'il a raison de redouter, mais qui ne me seront pas refusés. Il a voulu avoir au moins un docteur pour lui. Ce docteur de Sorbonne, très estimé, ne lui a donné, malgré toutes les sollicitations, que dix observations qui reviennent absolument à ma critique, et j'en ai une lettre qui constate combien il a désapprouvé son ouvrage. Tout cela n'est rien encore respectivement à la défense que j'ai à lui opposer s'il ne retire sa requête :

Vous me faites dire ce que je n'ai point dit ; vous interprétez mal ce que j'ai dit ; ce que j'ai dit, fût-il susceptible de vos interprétations, je suis prêt à le soutenir. Tous ces reproches que vous croyez y voir, que par ménagement j'avais mis dans la bouche de l'enthousiasme, vous les méritez tous, et je vous les fais, à présent, en mon nom.

Voilà quelle sera ma défense et j'espère l'appuyer si bien que, certainement, M. Soulavie ne s'applaudira pas de m'y avoir forcé. Un parallèle de ses opinions et de celles que la Sorbonne a déjà prosrites, de sa doctrine et de celle de Moïse, mettrait le tout en évidence. Mais on commence à croire qu'il ne me forcera pas d'en venir à ce point. Quoi qu'il en soit, je le crains si peu que si la vanité me conduisait, je ne désirerais rien tant que ce procès.

Comme il ne reste plus qu'un très petit nombre d'exemplaires des *Helviennes*, dès la semaine prochaine je vais en commencer une troisième édition du premier volume et une seconde des deux autres. Mais il est bien à craindre que les exemplaires ne manquent avant que cette nouvelle édition ne soit finie, quoique nous y mettions trois presses. Fâché d'avoir donné trop de réputation à notre Soulavie, je retire son nom de ma critique et quelques répétitions de ce *Monsieur le vicaire*. En général, j'y changerai très peu de chose et pas un mot à sa Genèse. J'en aurais fait de même pour toute sa critique, mais dans ses nouveaux volumes il a rendu, en quelque façon au moins, hommage à la révélation. C'est à cela seul qu'il devra une note que j'ajoute et quelques petits adoucissements.

Paris, 11 janvier 1785.

Mon cher frère... Je vous remercie bien de la lettre de change que vous m'avez envoyée. En auriez-vous déjà reçu une d'une toute autre espèce de la part de M. Soulavie ? Dans le moment où tout semblait prêt à se terminer sans procès, où l'archevêque lui avait défendu de publier son mémoire et le pressait de se contenter d'une déclaration par laquelle je constatais que je ne l'ai point attaqué, ni voulu attaquer sa foi personnelle, mais simplement son livre et ses erreurs ; dans ce moment, dis-je, il a répandu son mémoire et je sais, ou du moins il a dit qu'il vous en avait envoyé un exemplaire à vous et à mon père. Jamais on ne vit rien de plus faux et de plus grossier ; aussi la réponse ne s'est pas fait attendre ! Je vous en envoie un exemplaire par la poste. M. le chevalier d'Aleynac vous en porte trente, que je vous prie de répandre à Largentière surtout, et à Viviers, parce que je sais qu'il en a beaucoup envoyé en Vivarais. Qu'il y en ait un pour M. l'abbé Deydier, pour le grand et le petit séminaire, M. l'abbé Roux, Choran, Delint, et tous ceux que vous verrez devoir être particulièrement instruits. Mais, au reste, je vous en prie, vous et toute la famille, ne vous inquiétez pas plus que moi de cette affaire. J'espère suffire à la soutenir et m'y montrer surtout d'une manière un peu différente de celle de notre monsieur. Vous pourrez en juger par ce premier mémoire, sur lequel je vous prie de me dire votre avis et celui de mon cher père, et autres personnes à qui il faut le communiquer autant que vous pourrez, pour effacer les impressions du sien. Il y a apparence que nous plaiderons au Châtelet dans un mois et demi à peu près.

Nous n'avons pas l'avis du père et du frère de Barruel sur sa réponse à Soulavie, mais voici comment elle est appréciée dans le recueil de Bachaumont :

26 février 1785. M. l'abbé Barruel a rompu le silence et publié un factum qui n'est guère mieux digéré que celui de M. l'abbé Soulavie ; il roule uniquement sur les procédés, et comme ils consistent dans des faits, il les rend à sa manière, c'est-à-dire de façon à se disculper parfaitement. Le seul aveu qui échappe et qui décelez son caractère aux yeux de ceux accoutumés à sonder les profondeurs du cœur humain, c'est lorsque, en rendant compte d'un accommodement en train, il saisit avec empressement une infraction prétendue de la part de son adversaire, pour rompre la trêve et reprendre la plume ; ils s'écrient dans un accès de joie qui perce malgré lui : *Que la raison, armée du fouet de l'ironie, venge enfin la révélation !*

Le paragraphe de ce mémoire que M. Barruel aurait dû rendre le plus intéressant, qui était le plus susceptible d'éloquence, où n'aurait pas manqué de se peindre une âme forte et énergique, c'est celui où il reproche à M. Soulavie de tâcher à prévenir les magistrats en leur insinuant qu'il a été jésuite. Au lieu de saisir cette occasion de venger son ordre et lui-même d'une pareille qualification, comme s'il avait à en rougir, il n'y montre que cet esprit de prudence et de circonspection qui caractérisait en général ses anciens con-

frères, mais qu'on doit regarder en cette occasion comme pusillanimité (1).

Au mois de mars, l'affaire est évoquée, suivant les désirs de Barruel, devant les juges ecclésiastiques.

Le 12 mars 1785, l'abbé Motret, en sa qualité de promoteur général de l'officialité diocésaine de Paris, a remontré au lieutenant criminel du Châtelet avoir eu connaissance que les sieurs Barruel et Giraud de Soulavie sont en instance pardevant lui, pour raison d'injures, que le sieur Soulavie assure être contraires à sa foi, à son honneur, à sa réputation et qu'il prétend avoir été consignées par le sieur Barruel dans un livre intitulé *les Lettres helviennes*, imprimé avec approbation et privilège, dans lequel le sieur Barruel se propose, entre autres choses, de prouver qu'un autre livre, aussi imprimé avec approbation et privilège, et composé par ledit Giraud de Soulavie, contient des propositions dangereuses et un système de prétendus faits aussi contraires à la narration de Moïse et à l'enseignement public qu'à la saine physique et à la vérité; et attendu que ladite contestation ne présente qu'une action purement personnelle entre deux ecclésiastiques, et que d'ailleurs le jugement de la cause dépend en grande partie de l'examen d'un point de doctrine qui intéresse essentiellement la révélation, il a requis que, conformément aux lois canoniques observées dans le royaume et aux ordonnances de nos rois, il lui plût renvoyer les causes et les parties à l'officialité, etc. Sur un *soit montré* du lieutenant criminel du 13 mars au procureur du Roi, celui-ci a déclaré qu'il n'empêchait pour le Roi la cause et les parties d'être renvoyées, etc., à la charge néanmoins du délit privilégié, comme aussi à la charge par lesdites parties, dans le cas où il y aurait lieu à des dommages et intérêts, à se pourvoir par devant le juge laïque : et ledit jour, 13 mars, M. Bachois a mis un *soit fait ainsi qu'il est requis* (2).

Malgré cette démarche de l'officialité, et malgré les démonstrations d'estime et d'amitié que Barruel recevait dans les hautes régions du clergé, on est en droit de douter que les autorités ecclésiastiques eussent réellement envie de juger une affaire aussi épineuse pour elle dans les circonstances du moment, et l'on peut en voir la preuve dans le fait suivant que rapporte Bachaumont à la date du 3 mai 1785 :

L'affaire élevée entre MM. les abbés Soulavie et Barruel tracasse si étrangement M. l'archevêque qu'il voudrait user de toutes les tournures possibles pour *l'assoupir sans aucune décision*. Il est question d'un voyage autour du monde que M. de la Peyrouse, capitaine des vaisseaux du Roi, doit entreprendre incessamment par ordre de S. M. Comme il emmène avec lui plu-

(1) Bachaumont, *Mémoires secrets*, XXVIII, 145.

(2) *Idem*, XXVIII, 266.



sieurs savants, tels que des astronomes, des géographes, des naturalistes, le clergé avait imaginé d'y faire employer l'abbé Soulavie en cette dernière qualité, et le Président de l'assemblée prochaine, M. l'archevêque de Narbonne, le lui avait insinué avec la promesse d'une pension de 6.000 livres sur les économats s'il acquiesçait à la proposition. Ce voyage devait durer quatre ans ; c'était gagner tout le temps nécessaire, et il y avait à parier que le procès ne se réveillerait pas au bout de ce long intervalle. M. l'abbé Soulavie n'a pu se laisser gagner par des offres aussi obligeantes, aussi honorables mêmes ; il en a senti toute la séduction et a préféré de poursuivre la réparation due à son honneur attaqué. Mais, afin de ne pas trop indisposer ses chefs, il a pris le prétexte du mauvais état de sa santé (1).

A la suite du refus de Soulavie, c'est le naturaliste Lamanon qui fut désigné à sa place pour faire partie de l'expédition de la Peyrouse (2). On sait quelle en fut la funeste issue. Le 1<sup>er</sup> avril 1785, les deux frégates *la Boussole* et *l'Astrolabe* quittaient Brest, sous les ordres du comte de la Peyrouse qui montait *la Boussole*, tandis que le chevalier Fleuriot de Langle montait *l'Astrolabe*. A Tituila (île de l'archipel de Samoa), le 11 décembre 1787, Fleuriot, Lamanon et dix autres furent tués en allant chercher de l'eau. On ramena 20 blessés. La Peyrouse avait permis la descente bien à contre-cœur. L'expédition visita l'Australie d'où elle partait le 15 mars 1788 pour la Calédonie. Depuis, on n'en entendit plus parler et ce n'est qu'en 1828 que Dumont d'Urville trouva, sur la côte de la petite île de Vanikoro, les débris des deux frégates, qui ont été transportées au Musée de la marine du Louvre. Quant aux victimes de 1787, le P. Vidal en a retrouvé les restes en 1882.

Soulavie avait sur la cheminée de son cabinet de travail le buste de Lamanon et le montrait souvent à ses visiteurs en disant : « Voilà celui qui est allé mourir à ma place en Océanie ! »

Deux autres pièces étaient venues compléter, sur ces entre-faites, la polémique des deux prêtres.

La première est la consultation pour Soulavie contre Bar-

(1) Bachaumont, *Mémoires secrets*, XXIX, 7.

(2) Soulavie, en constatant, dans un de ses ouvrages, l'étendue des connaissances de Louis XVI, dit : « C'est lui qui composa les instructions pour le voyage autour du monde de M. de la Peyrouse, que le ministre crut dressées par plusieurs membres de l'Académie des sciences. » *Mémoires du règne de Louis XVI*, II, 49.

ruel, datée du 26 avril et signée par MM : Godard, Piales, Élie de Beaumont, Target, Blondel, Levacher de la Terrinière et de Sèze.

La seconde est la réplique de Barruel. La consultation, dont nous avons indiqué le sens plus haut, est beaucoup mieux rédigée que le premier mémoire de Soulavie. Elle fait ressortir le tort fait à ce dernier dans son honneur, et insiste pour une réparation, en repoussant, d'ailleurs, formellement le renvoi de l'affaire devant l'officialité. Barruel, dit-on, en offrant de faire la preuve que ses attaques étaient fondées, a espéré sans doute que les magistrats, pour éviter de se prononcer sur des questions physiques ou théologiques, mettraient les parties *hors de cour*. Or, Barruel n'a rien à prouver et ne doit être reçu à rien prouver à cet égard, car l'ouvrage étant revêtu de l'approbation d'un censeur, il n'en faut pas davantage aux magistrats pour juger.

La réplique de Barruel est absolument conforme aux indications contenues dans la lettre qu'il écrivait à son frère et se résume ainsi :

1° Vous m'imputez ce que je n'ai point dit, et le contraire même de ce que j'ai écrit formellement ;

2° Vos applications, fussent-elles une suite nécessaire de ce que j'ai écrit, je les soutiendrais toutes fondées sur vos ouvrages ;

3° Par des applications forcées et parfaitement opposées au caractère de ma réfutation, vous dénaturez ce que j'ai réellement écrit.

Tels sont les trois points de l'auteur des *Lettres provinciales philosophiques*. Au reste, il traite tout cela sommairement et son mémoire n'a pas en cette partie huit pages in-4°.

Son grand cheval de bataille consiste en trois tableaux qu'il qualifie d'*intéressants*.

« Dans le premier, il met Moïse d'un côté et M. Soulavie de l'autre : c'est-à-dire les propositions de celui-ci accolées au texte de la Genèse, et il en conclut qu'il a le droit de dire à son adversaire : *Vous avez déchiré les premières pages de la*



*révélation ; un petit philosophe à système ne s'y prendrait pas mieux pour les dénaturer.*

« Dans le second, c'est M. Soulavie et la Sorbonne. Il suit la même méthode et conclut : Donc, dire à M. Soulavie qu'il a bravé la Sorbonne, ce ne serait pas une injure, mais un reproche trop justement fondé sur ses écrits publiés.

« Dans le troisième enfin, M. de Barruel oppose M. Soulavie à M. Soulavie et prétend le trouver évidemment en contradiction avec lui-même quand il essaye de répondre à la critique de son antagoniste, ou de prouver que celui-ci a falsifié les écrits de M. Soulavie. »

Le plus clair de tout cela, c'est que les deux adversaires invoquaient deux juridictions différentes, Soulavie voulant faire condamner son adversaire par la justice civile comme diffamateur, et Barruel se retranchant dans le domaine théologique et réclamant en conséquence la juridiction ecclésiastique.

Barruel écrivait, le 28 juin 1785, à son père en Vivarais :

L'anonyme qui vous a envoyé le mémoire de M. Soulavie est M. Soulavie lui-même. J'ai du moins une forte raison de le croire, puisqu'il l'a dit ici à l'abbé de la Vèze, de qui je le tiens. Pour m'en assurer un peu mieux, faites-moi le plaisir de m'envoyer sa lettre. Elle ne serait pas une pièce bien essentielle au procès ; n'importe, je suis curieux de l'avoir. Mais ce qui m'importe surtout, c'est que vous et mon cher frère très particulièrement, vous soyez un peu moins inquiets sur cette affaire. Vous pouvez bien penser que, n'étant pas ce qu'on appelle un crâne ni un fanatique, j'ai fait, dans cette occasion, tout ce qu'il était possible de faire pour éviter un procès de cette espèce. Le cousin d'Aleyrac pourra vous donner un échantillon de ma complaisance et du peu de succès qu'elle a eu sur notre tête volcanique. Je ne sais trop ce qu'il va faire en ce moment, mais le procès va prendre la tournure qu'il redoutait le plus : l'archevêque est décidé à le faire évoquer à l'officialité par son promoteur ; et de peur que M. Soulavie ne se croie en droit d'en appeler comme d'abus, sous prétexte que ni lui ni moi ne réclamerons notre privilège ecclésiastique, il a été décidé que je le réclamerais, moi, et que le promoteur viendrait à l'appui. Dès lors, tous ses efforts pour être jugé au Châtelet seront inutiles, parce qu'il est constant que je puis réclamer mon privilège en tout état de cause. D'ailleurs, eussions-nous plaidé au Châtelet, ne croyez pas que je dusse avoir grand'peur.

M. le lieutenant criminel, qui aurait été, en ce cas, notre seul juge, est le plus honnête homme du monde, et personne ne voit mieux que lui l'indécence du procès suscité par M. Soulavie. Il m'a même demandé quelques jours pour l'amener à la raison, ce que je n'espère point du tout. Ainsi lundi

ou mardi prochain, je fais signifier (mon évocation à l'officialité et ce n'est pas là sans doute que vous craindrez la prépondérance du parti philosophique. Notre monsieur appellera infailliblement au Parlement. Eh bien ! je ne le crains pas davantage à ce tribunal qu'à celui de l'archevêque. Ne me demandez pas comment cela se fait puisque j'ai été jésuite ; je l'aurais été cent ans, qu'aujourd'hui, et surtout dans une pareille cause, je ne le craindrais pas davantage. Il suffirait même que le parti philosophique fût soupçonné de s'en mêler pour que je dusse être tranquille. Au reste, je ne m'endormirai pas. Mais j'ai tellement fait pour M. Soulavie que ce matin encore M<sup>sr</sup> l'archevêque m'a dit jusqu'à deux fois : « Vous avez fait pour lui tout ce qu'il était possible de faire » et, à moins de sacrifier la vérité et l'honneur, on ne peut pas en faire davantage. Mais je n'ai pas encore montré toutes mes armes. Je vous enverrai bientôt l'extrait de ma deuxième réponse et surtout le triple tableau de Moïse et Soulavie, Soulavie et la Sorbonne, Soulavie et Soulavie, pièce originale, mais qui prouvera combien j'avais droit de pousser ma critique plus loin, si je l'avais voulu. J'ai peu besoin de cette seconde réponse dans l'esprit du public, ma première a fait ici toute l'impression que je pouvais désirer et il s'en faut bien que le mémoire de M. Soulavie lui ait fait honneur. Il m'en avait annoncé un second particulièrement composé de ma correspondance. C'était ce que je souhaitais ; mais il n'a pas osé jusqu'ici faire imprimer mes lettres ; on verrait, en effet, qu'elles ont toujours été dans le goût de mon mémoire. Quelque parti qu'il prenne, je vous en prie, tranquillisez-vous, car dans mon procès, vos inquiétudes sont la seule peine que j'aie. Ne craignez pas non plus que la tranquillité de mon esprit m'empêche d'agir ; je ne le fais que plus librement et en gardant tout le sang-froid dont j'ai besoin. Tout ce que je regrette, c'est le temps perdu. Le cardinal de Luynes m'envoya encore demander dernièrement mon quatrième volume. L'archevêque et bien d'autres se fâchent de ce que tout ceci le retarde. J'en suis aussi fâché qu'eux, mais voilà tout. Je vois M. Soulavie sans haine, sans ressentiment, à peu près comme un mal nécessaire ; mais sans m'en irriter le moins du monde, priant Dieu pour lui bien franchement, mais, à vous dire vrai, n'espérant pas trop être exaucé, car je sais que son parti est pris. Il a dit cent fois qu'il lui faut un arrêt. Je crois qu'il s'attendait à une autre espèce de renommée qu'à celle qui lui en revient ; mais qu'y faire ? Réimprimer les *Helviennes*, puisqu'il n'y a pas de quoi en fournir aux acheteurs. C'est aussi ce que nous faisons actuellement. J'ai supprimé son nom à l'article de la Genèse, j'y ai mis une note dont il se contenterait s'il était raisonnable ; j'ai supprimé peu de choses, mais entre autres cette plaisanterie de M. le vicaire. C'est tout ce que je puis faire. Comme il a envoyé son mémoire à nos curés de côté et d'autre, je vous laisse le soin de faire courir le mien. J'espère qu'il fera la même sensation qu'à Paris.

S'il vous était possible, je vous prie, de faire passer un exemplaire de mon mémoire à MM. Laboissière, La Chadenède et Chomel, ou du moins de faire en sorte qu'ils le lisent. J'en fais passer un exemplaire à nos prieurs de Saint-Genis et de Charlieu.

Paris, 8 juillet 1785.

Mon procès ferait-il encore quelque bruit dans le pays ? Il a plu à M. Soulavie de donner encore ici un petit spectacle en distribuant une consultation de 48 pages, grande répétition de son mémoire. Je n'y ai répondu qu'en lâchant mon second mémoire que je conservais depuis six mois. Ce bon garçon aime à faire du tapage ; mais il se donne bien des gardes de paraître à l'officialité, par laquelle il prétend ne devoir pas être jugé, car je sais très positivement qu'il veut en appeler comme d'abus de l'évocation même. Il se tourmente beaucoup et je le laisse faire, mais, soit dit entre nous, puisqu'il ne veut pas en venir à l'officialité, je suis averti que l'assemblée du clergé pourrait bien se mêler de terminer cette affaire d'une autre manière. Je ne puis vous en dire davantage en ce moment. N'en parlez qu'à mon cher père et à personne autre. Vous trouverez ci-joint mon second mémoire. L'abbé de Surville, parti avec Montal, s'est chargé de vous en faire parvenir une douzaine d'exemplaires que vous distribuerez à ceux que cela pourrait encore intéresser. J'en ai fait passer à notre évêque et à M. l'abbé Deydier. Je crois vous avoir dit que tout ce tapage de M. Soulavie n'a pas empêché l'archevêque et l'assemblée provinciale de mettre l'auteur des *Helviennes* à peu près en tête de ceux pour qui elle demande des récompenses au clergé, et cela sans que j'en aie seulement parlé à Monseigneur. Cette affaire ne se décidera que vers le mois de septembre ou à la clôture de l'assemblée. En attendant, me voilà fort tranquillement remis à la suite des *Helviennes* ; elles sont en si bon train que j'espère vous envoyer la fin avant que l'hiver ne soit passé. J'ai un mémoire à présenter au clergé pour un objet qui pourrait bien me fournir une occasion que je désire beaucoup, c'est-à-dire celle d'aller vous embrasser l'année prochaine au milieu d'un voyage que je dois consacrer à un objet très essentiel et que bien des gens voudraient que je fisse ; mais, à dire le vrai, quelque utile qu'il fût aux objets qui m'occupent, je doute beaucoup qu'on en sente toute l'utilité. Je hazarderai et nous verrons, mais n'en parlez pas.

. . . . .

Paris, 10 sept. 1785.

Je ne vous parle plus de M. Soulavie, ce bon monsieur peut bien intriguer tant qu'il voudra. Je l'attends au moment. Il pourra m'ennuyer, mais il s'est trop nui à lui-même, pour pouvoir me nuire à moi. On sait ici estimer ses mémoires et consultations ; qu'il en débite encore mille, j'en dirai plus le mot que devant les juges quand il faudra paraître.

Paris, 15 décembre 1785.

Le cousin d'Alejrac, capitaine de Languedoc, ne m'a-t-il pas encore écrit pour M. Soulavie et pour terminer, *en payant les frais*, ce fameux procès qu'il a la bonhomie de regarder comme une chose désagréable ! Vous sentez bien que j'ai répondu : Qui a fait la sottise doit la boire, et tant pis pour M. l'abbé, s'il lui en cuit pour ses mille écus. Je l'attends sans trop savoir s'il



poursuivra ou non, mais m'en souciant fort peu. On dit assez ici que le triple tableau l'a écrasé ; je ne serais pourtant pas étonné qu'il donnât encore quelque mémoire de charretier, qui lui fût perdre encore le peu d'amis que le premier lui a laissés, car il lui a nui bien plus qu'à moi.

Comment se termina ce différend ? C'est encore à Bachaumont qu'il faut le demander :

17 mai 1786. On est surpris, sans doute, de ne plus entendre parler du procès de M. l'abbé Giraud de Soulavie contre l'abbé Barruel, entrepris dans les commencements avec tant de chaleur. On le sera bien davantage en apprenant qu'il ne sera vraisemblablement pas fini du moins de la part du demandeur. Son objet était de ne point laisser sa réputation suspecte ; mais la justice éclatante que vient de lui rendre le président de l'assemblée du clergé, M. l'archevêque de Narbonne, en lui procurant la pension accordée aux gens de lettres par les Etats du Languedoc, en l'invitant de venir loger chez lui, de devenir le coopérateur de ses travaux dans la dignité où il est constitué : toutes ces faveurs lui ont prouvé qu'il n'avait rien perdu dans l'esprit du haut clergé, et il n'a pu se refuser aux instances du prélat pour laisser s'assoupir un procès scandaleux, dont le principal objet aujourd'hui ne pourrait être que de donner en spectacle deux ministres des autels et de faire rire les profanes à leurs dépens.

Soulavie agit sagement en renonçant à un procès qui s'explique par le préjudice moral et pécuniaire que lui avaient occasionné les attaques de son adversaire, mais pour lequel la postérité seule pouvait être un tribunal compétent.

Aux yeux de la science, son rôle est incontestablement le meilleur. Il était le premier qui eût observé le grand fait de la différence des fossiles dans les diverses couches sédimentaires, et une preuve qu'il comprenait la portée de cette découverte se trouve dans un passage de son livre où il dit qu'il ne tient pas à la physique de son ouvrage, c'est-à-dire aux théories cosmogoniques auxquelles il s'était laissé entraîner sous l'influence de Buffon, mais qu'il tenait *aux faits, à l'ordre des faits, à la chronologie des faits* (1).

Cette découverte est, en effet, sa gloire ; elle est restée et les railleries de Barruel sont depuis longtemps oubliées.

Un autre passage montre que si Soulavie était sensible aux attaques, celles-ci étaient, du moins, impuissantes à l'arrêter

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, IV.

dans la carrière scientifique où il avait débuté avec tant d'éclat : c'est celui où, après avoir remercié ses souscripteurs, dont la liste se trouve en tête de ce volume, il dit que rien ne sera capable d'abattre son courage et qu'on s'attende à trouver en lui une résistance qui durera toute sa vie. Notre naturaliste avait trouvé en lui-même le vrai refuge contre les persécutions auxquelles tous les esprits supérieurs sont en butte, la vraie compensation aux petites misères inséparables de toute société humaine. Cette consolation n'est autre que la satisfaction intérieure que donne la découverte d'une vérité utile ou l'accomplissement d'un devoir rempli. Parlant des savants d'autrefois qui furent persécutés, il dit :

« Plus ils éprouvaient d'obstacles et plus ils s'élevaient contre l'infortune. Le sentiment d'une telle persuasion et d'une fierté si énergique est bien plus satisfaisant que les suffrages du moment dont on ne peut disposer, et qui ne sont recherchés que par le vulgaire des écrivains qui n'ont pas d'autres jouissances (1). »

Étranger aux sciences naturelles, Barruel ne pouvait apprécier la valeur des recherches de Soulavie. Il était d'ailleurs prévenu contre son compatriote, dont il connaissait les relations avec les philosophes du temps, et en qui il ne pouvait voir qu'un révolté, un traître faisant le jeu des ennemis de la religion. Qu'on joigne à cela le caractère exclusif de ses opinions, son tempérament passionné, son ardeur militante, et l'on comprendra aisément la vivacité de ses attaques contre Soulavie. Son excuse est dans sa parfaite bonne foi et dans la pureté de ses intentions, qui ne sauraient être mises en doute. Rien n'autorise, d'autre part, à suspecter la sincérité de Soulavie quand il affirmait que, dans ses études scientifiques, il n'était mû par aucune pensée hostile à la religion. Le conflit survenu entre eux était dans la force des choses, et chacun de ces deux hommes servait à sa manière la cause du progrès, en obéissant à ses convictions intimes : l'un représentait la

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, IV, 28.



science pure qui cherche avant tout la vérité dans les faits de l'ordre matériel, et l'autre, en s'inspirant uniquement de la tradition, constituait le tempérament nécessaire à toute science humaine pour ne pas devenir trop présomptueuse et pour se préserver de trop forts écarts.

## CHAPITRE IV

### LES DÉBUTS DE SOULAVIE COMME HISTORIEN

(1785 à 1789)

#### SOMMAIRE

Discours sur les mœurs. — Conversation avec l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne. — Diplômes de Soulavie. — Prospectus d'une nouvelle manière d'écrire l'histoire. — Ses rapports avec le maréchal de Richelieu. — Réponse de Soulavie au duc de Fronsac (1791). — Il est nommé curé de Sept-Vents (1787), puis vicaire général de Châlons-sur-Marne (1788). — M<sup>re</sup> de Clermont-Tonnerre. — Soulavie lui prête de l'argent pour émigrer. — Le couvent des Récollets, à Largentière. — Une lettre de Soulavie à M. de Saint-Pierre-ville.

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que Soulavie devait prononcer, en 1783, le discours politique et religieux d'usage à l'ouverture des États du Languedoc. C'est M<sup>re</sup> Dillon, archevêque de Narbonne, président-né des États, qui avait fait choix de lui pour cette circonstance. Toutefois, quand notre abbé eut terminé son travail, on l'engagea à communiquer son manuscrit à l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, qui avait beaucoup d'influence sur les États et était très jaloux de l'exercer. Dans ce discours, qui avait pour sujet *l'influence des mœurs sur la prospérité ou la décadence des empires*, Soulavie s'élevait contre la dissolution des mœurs, montrait qu'elle rendait indifférent pour la religion et la vertu, et produisait l'athéisme et l'impiété. « Voilà, disait-il, l'état abject où le crime précipita des empires vertueux et redoutables ; voilà la destinée de tous les peuples du monde... — Et de la France, par conséquent, lui objecta l'archevêque dans la

conversation qu'ils eurent à ce sujet, et comme on l'accuse d'être impie et athée, comme j'en suis accusé aussi, nous voilà perdus, la France et moi avec elle. N'est-ce pas ce que vous voulez nous dire aux États prochains? » L'archevêque reprocha à Soulavie ses prévisions pessimistes, lui déclara qu'il n'approuvait pas son discours et nomma un panégyriste des mœurs du temps et des institutions du Languedoc qui prononça le discours d'ouverture. — Tout le monde sait le rôle déplorable qu'a joué Loménie de Brienne avant et pendant la Révolution.

Soulavie n'ayant pu prononcer son discours le fit imprimer en mars 1784, à Paris, chez Jouy, et il l'a reproduit dans le tome V de son *Histoire naturelle*. L'édition de 1784 rencontra d'abord le refus des censeurs et n'eût pas été imprimée sans la bienveillance de M. de Sauvigny, censeur de la police. « L'abbé de Mably fut le seul à l'apprécier et à ne pas le regarder comme un roman, ainsi que l'abbé de Fontenay et l'abbé Aubert, qui en firent des analyses très étendues. Les autres journalistes en parlèrent dans le sens de l'archevêque de Toulouse. L'abbé de Mably dit en ma présence : *il a peint la nullité des grands qui tend à ruiner notre patrie* (1). »

Nous avons sous les yeux la plupart des diplômes ou certificats des sociétés scientifiques ou littéraires dont Soulavie faisait partie avant la Révolution. Voici les dates de son admission dans ces diverses sociétés :

Académie royale des inscriptions et belles-lettres, 4 février 1783 ;

Académie royale des belles-lettres de la Rochelle, 9 avril 1783 ;

Académie royale des sciences de Nîmes, 12 juin 1783 ;

Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, 14 août 1783 ;

Académie royale des sciences et belles-lettres d'Angers, 19 novembre 1784 ;

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 226.

Société royale de physique, d'histoire naturelle et des arts d'Orléans, 15 avril 1785;

Académie royale des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse, 19 mai 1785 ;

Académie royale des belles-lettres d'Arras, 4 février 1786 :

Académie des sciences de Saint-Pétersbourg, 13 mars 1786.

Soulavie était aussi membre de la Société d'antiquités de Hesse-Cassel et des Académies de Marseille, Pau, Metz et Châlons-sur-Marne.

La carrière scientifique de Soulavie était terminée, et ce sont les études historiques qui paraissent l'absorber entièrement, après la publication de l'*Histoire naturelle de la France méridionale*.

Dès l'année 1785, à propos d'une exposition de tableaux au Louvre, il publie des *Réflexions impartiales sur les progrès de l'art en France*, dans lesquelles, laissant cette exposition au second plan, il annonce « un vaste ouvrage qu'il se propose, et dont il a déjà répandu un prospectus, sur une nouvelle manière d'envisager et d'écrire l'histoire de France, c'est-à-dire celle de la nation et de ses grands hommes, plutôt que celle de ses souverains (1). C'est évidemment le germe du travail que nous retrouverons plus tard en tête des *Mémoires de Richelieu* sous le titre : *De la composition de l'histoire et des Mémoires historiques*.

Soulavie raconte que le goût de ces études lui vint d'une anecdote qu'il entendit raconter en 1778. On disait que le duc de la Vrillière avait fait enlever le manuscrit d'une histoire du règne de Louis XV, composée par Duclos par ordre du gouvernement. Cette anecdote piqua la curiosité du jeune abbé. Il recueillit plus de deux cents volumes imprimés sur le règne de Louis XV, et les lut sans y trouver l'histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il parvint, non sans peine, à pénétrer dans le cabinet de plusieurs personnages qui avaient, par eux-mêmes ou par leurs aïeux, joué un rôle important dans la politique du pays, et il avait, dit-il, composé une histoire, quand il fut présenté

(1) *Mémoires de Bachaumont*, XXIX, 211.



au maréchal de Richelieu comme historien du règne du feu Roi. Le maréchal lui dit qu'il ne croyait pas qu'on pût écrire complètement cette histoire sans avoir consulté ses portefeuilles, et il donna des ordres pour que sa bibliothèque lui fût ouverte. Soulavie passa trois ans à choisir, étudier, extraire les pièces originales, avec l'aide de M. Ploques, bibliothécaire du palais Richelieu. Le vieux maréchal paraît avoir eu une grande confiance dans son futur historien, du moins s'il faut en juger par les détails que donne Soulavie :

« Le maréchal, dit-il, venait dans sa bibliothèque pendant mes travaux; il m'aidait dans la recherche et le choix des matériaux; il liait les faits; il me montrait leur dépendance; il ajoutait des anecdotes; il faisait des portraits et parlait des illustres morts, comme s'ils eussent été vivants et en place... *Parlez, me disait-il, à la première personne, comme dans les Mémoires du maréchal de Villars; voyez comme il raconte naïvement et dans le même ton ses fautes et ses exploits. Il faudrait écrire de cette sorte; j'entends qu'il soit parlé de moi avec cette liberté dont on jouit à Londres cent ans après les événements.* M. le maréchal prit ensuite un tel intérêt à ce travail que, malgré sa faiblesse et tout ce qu'on fit pour traverser une entreprise aussi hardie, il persista à la favoriser hautement... Au lieu de blâmer les principes qui m'ont guidé dans le choix des faits, il me donnait du courage, et demandait encore, peu de temps avant sa mort, des nouvelles à M. Ploques de ses Mémoires, lors même que ses idées étaient sans liaison (1).

La lettre suivante (2), dont le destinataire nous est inconnu, montre que Soulavie s'occupait activement de ce travail à la veille de la Révolution.

Paris, place Maubert, n° 17,  
le 16 novembre 1788.

Monsieur, par sa lettre du 6 du courant, M. le comte d'Hauterive me fait l'honneur de m'écrire qu'il sera *très satisfait de me procurer les matériaux*

(1) *Mémoires de Richelieu*, préface du t. IV.

(2) L'original de cette lettre appartient à M. Rattier, de Saint-Fortunat (Ardèche).

*de son département, et qu'il voudra bien même vous engager à me donner toutes les facilités pour prendre des notes relatives à mon objet.*

Cet objet, Monsieur, ce sont les Mémoires de M. le maréchal de Richelieu, dont je me suis occupé pendant trois ans dans son cabinet, et ce que j'en ay extrait, de même que ce que j'ay eu de divers autres dépôts, est aujourd'hui si considérable que ce travail pourrait être appelé à plus juste titre *Mémoires du règne de Louis XV.*

Je viens donc avec confiance vous exposer mes vues et mon dessein ; je me flatte que vous daignerez m'accorder tous les secours nécessaires pour perfectionner ces recherches. Nous n'avons presque que des libelles sur le règne de Louis XV, et le temps est venu d'en écrire un ouvrage avoué et national, digne d'être opposé à tant de fausses histoires et aux récits infidèles qui partent aujourd'hui surtout de la Prusse. Veuillez bien me donner vos ordres pour cet objet-là. Je commencerais par la guerre contre Philippe V, pendant la régence du duc d'Orléans, ou par telle autre partie que vous pourrez avoir agréable et me rendray pour le travail où et quand vous voudrez.

Au reste, ce travail a été avoué par M. le maréchal de Richelieu et l'est par M. le duc de Richelieu qui m'a déclaré qu'il verrait avec bien du plaisir les Mémoires de son père ; c'est l'ouvrage d'un ecclésiastique (aussi éloigné de la satire que du ton des panégyristes et des éloges qui convient aux Académies) qui est bon Français et qui désire se faire honneur de son travail.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur.

L'abbé SOULAVIE.

Les événements de 1789 n'arrêtèrent pas l'ardeur de notre historien, car il publia quatre volumes des *Mémoires de Richelieu* en 1790, outre d'autres mémoires qui seront indiqués plus loin. Le maréchal venait de mourir. Son fils, le duc de Fronsac, protesta contre la façon dont l'historien avait rempli sa mission. Nous ne connaissons pas le texte de la lettre du duc de Fronsac adressée aux journaux du temps, mais voici la réponse de Soulavie qui fut insérée dans le *Moniteur* du 20 février 1791 :

A la mort de Monsieur votre père, je vous offris généreusement tout ce que j'avais de lui. Au lieu d'accepter, vous désirâtes que je continuasse mon ouvrage. Vous m'appelâtes de Caen pour le hâter, et parce qu'il s'y trouvait, disiez-vous, des vérités fort déplaisantes à la cour, vous publiâtes, dans les papiers publics, que vous en aviez chargé M. de Sénac, sans vous arrêter par l'idée qu'on recherche fort les mémoires désavoués et qu'on n'a jamais aimé les histoires de commande. Il paraît, à présent, Monsieur, une prétendue vie de M. votre père en trois volumes, chez M. Buisson, libraire ; la vérité y

est bien étrangement défigurée ; les lecteurs avouent déjà que ce n'est qu'un plagiat désordonné de mes quatre volumes, rempli jusqu'en 17.. d'anecdotes souvent fausses, et fournies par quelques valets mécontents. J'y trouve, Monsieur, avec mes apostilles, les pièces originales que je vous ai rendues, en retirant un récépissé en 1789, et qui ne devraient pas s'y trouver ; car, tenant ces pièces de M. le maréchal, vous les ayant offertes, et engagé par vous à continuer mes travaux, vous avez sanctionné ma propriété ; et, parce que le public, à cause de votre désaveu, à cause de M. de Sénac, à cause de cette *Vie privée*, peut être trompé, et qu'il n'entre point dans mes principes de le tromper, mais dans mes devoirs d'historien de dévoiler ceux qui le trompent, je me vois obligé, après tous les égards respectueux que j'ai eus pour vous, de publier deux de vos lettres, en attendant les autres.

Vous dites dans une : « Vous pouvez aller, Monsieur, quand il vous plaira, à la bibliothèque pour continuer votre travail ; vous y trouverez mon secrétaire qui vous donnera communication de ce que vous désirez. Je ne doute pas qu'il ne sorte de votre plume des choses intéressantes, etc. »

Vous dites dans une autre, lorsque je vous demandais des détails sur les affaires étrangères :

« Si M. Montmorin me parle de vos travaux, je me ferai un devoir de rendre justice à la vérité, puisque j'ai appris que vous avez eu effectivement connaissance des manuscrits de mon père, etc. »

Au reste, malgré M. de Sénac, malgré sa *Vie privée*, malgré l'avidité de la librairie, je publierai bientôt, et en totalité, sous le même titre de *Mémoires de Richelieu*, l'histoire scandaleuse d'un gouvernement que ses excès et ses folies ont conduit à la révolution de 1789, avec les pièces justificatives en tête de tout ce qu'on a fait pour empêcher la publication. Je ne sais pas écrire l'histoire autrement... »

Le *Moniteur* fait suivre cette lettre de la note suivante :

N. B. — Nous avons reçu cette lettre le 25 janvier, peu de jours avant la mort de M. Richelieu.



Entre temps, Soulavie s'était fait nommer curé de Sévent (aujourd'hui Sept-Vents, dans le Calvados), mais il ne paraît pas en avoir jamais exercé les fonctions d'une manière bien effective. On peut supposer qu'il obtint ce bénéfice par la protection du cardinal de Luynes, ancien évêque de Bayeux, dont il fait souvent l'éloge dans ses ouvrages, et à qui il avait dédié le t. VIII de son *Histoire naturelle de la France méridionale*, bien que, d'après les lettres de Barruel, ce prélat lui

ait donné tort dans son différend avec l'auteur des *Helviennes*. Sa nomination doit être des premiers jours de janvier 1787, car c'est le 17 de ce mois que son nom apparaît la première fois dans les registres paroissiaux avec la pièce suivante :

« En conséquence de la formule d'enregistrement des lettres d'approbation de M<sup>sr</sup> l'évêque de Bayeux, des desservants des paroisses, pour constater la validité des mariages célébrés par eux, lequel enregistrement est prescrit dans le rituel, je soussigné curé de N.-D. de Sévent, consens que M. Liot, légitimement approuvé de M<sup>sr</sup> l'évêque, administre dans cette paroisse les sacrements. A Sévent, le dix-septième janvier mil sept cent quatre-vingt-sept. SOULAVIE, curé de Sévent. »

La suite des registres montre M. Liot faisant les baptêmes, inhumations et mariages, tantôt avec la mention « par la permission de M. le curé de ce lieu », tantôt sans cette mention.

Le 4 avril 1787, Soulavie assiste à un baptême et signe au bas de l'acte : « SOULAVIE, curé de Sévent. » Le 7 avril, il est encore là, car il signe de nouveau au bas de la page, approuvant une rature. Il ne reparait, pour faire une inhumation, que le dimanche 1<sup>er</sup> mars 1789 et il signe : « SOULAVIE, curé de Sévent et vicaire général de Châlons-sur-Marne. » Il reparait pour la dernière fois en faisant une inhumation, le 24 août 1791, et signe seulement : « SOULAVIE, curé de N.-D. de Sévent. »

Par l'intitulé des actes, qui est le même que précédemment, on voit qu'il conserve son titre de curé au moins jusqu'en septembre 1792, où toute mention disparaît avec les nouvelles formules de « Liberté, Égalité ». C'est un nommé Ruelle, qui est alors desservant de Sévent (1).

Soulavie fut nommé, le 8 novembre 1788, vicaire général de Châlons-sur-Marne, par M<sup>sr</sup> de Clermont-Tonnerre ; mais ici encore plus qu'à Sept-Vents il s'agit d'un titre honorifique,

(1) Nous devons ces indications à l'obligeance de M. Maintien, curé de Sept-Vents (19 juin 1889).



auquel était peut-être attaché un bénéfice. — M<sup>sr</sup> de Clermont-Tonnerre se trouvait alors à Paris, comme il le dit dans l'acte qui institue Soulavie, vicaire général : *Datum Parisii, ubi negotiorum nostri cleri causâ degimus*. Ces lettres de vicaire général sont signées par l'évêque et par les deux témoins présents à la remise du titre : M<sup>e</sup> Pierre Pourteiron (ailleurs Pouteiron), prêtre de Périgueux, chanoine de la sainte chapelle de Paris, et M<sup>e</sup> Amance Dalmas Dièche, prêtre de Rodez, chanoine de Rodez, docteur en théologie de la Faculté de Paris et de la Société de Sorbonne, titulaire d'une chaire en Sorbonne. Notons que l'abbé Soulavie n'a d'autre titre, dans l'acte, que celui de prêtre du diocèse de Viviers, bien qu'il fût curé de Sept-Vents, depuis un an environ. Il ne paraît pas avoir exercé, dans le diocèse de Châlons, ses fonctions de vicaire général. Aucun acte, depuis celui de sa nomination jusqu'au dernier figurant dans les registres de l'ancien évêché (31 mars 1791), n'est signé de son nom. Peut-être l'évêque de Châlons l'avait-il nommé sans le bien connaître, car M<sup>sr</sup> de Clermont-Tonnerre était loin d'être favorable aux idées plus ou moins révolutionnaires que Soulavie ne tarda pas à manifester, et qui, en 1789, durent singulièrement faire regretter à ce prélat le choix qu'il avait fait de lui. Il semble cependant que les relations personnelles de l'évêque et de son grand-vicaire n'aient jamais été sérieusement mauvaises, car c'est à Soulavie que l'évêque, obligé de fuir, en 1791, pour sauver sa tête, n'hésita pas à s'adresser. M<sup>sr</sup> de Clermont-Tonnerre n'avait, paraît-il, que des dettes, par suite du luxe effréné de sa maison et, dans la position critique où il se trouvait, rien ne lui était plus difficile que de trouver l'argent nécessaire pour émigrer. Il accourut, éperdu, chez son ancien grand-vicaire. Soulavie venait justement de recevoir une assez forte somme de Buisson, son libraire. Il avait dans son secrétaire 10.000 fr., ce qui constituait alors presque toutes ses ressources. Cette somme était en or, métal bien rare en ce moment, où tant de fuyards ne pouvaient emporter que de l'or. Soulavie n'hésita pas : il les offrit au prélat qui, grâce à cela, put gagner

la frontière et ne rentra en France qu'avec Louis XVIII. Il avait fait de cette somme une obligation notariée à Soulavie qui l'égara dans ses paperasses et la chercha vainement pendant quinze ans. Un jour, sa jeune fille, perchée sur une échelle, furetant dans les livres de la bibliothèque paternelle, fit tomber un volume du *Moniteur*. L'in-folio s'ouvrit en tombant et il en sortit l'obligation notariée, si longtemps cherchée : elle est portée à l'inventaire de la succession Soulavie.

L'évêque, à son retour de l'émigration, parut un peu surpris de la présentation de ce titre, d'autant qu'il n'était peut-être pas bien en fonds. Il ne paya pas tout de suite. La veuve de Soulavie en parla alors à sa locataire, M<sup>me</sup> la duchesse de Brancas-Villars. La duchesse, quelques jours après, rencontrant M<sup>sr</sup> de Clermont-Tonnerre chez la duchesse douairière d'Orléans, lui dit : « Monseigneur, on dit que feu Soulavie était jacobin, c'est possible, mais si tous les Jacobins lui avaient ressemblé, aucun d'entre nous n'aurait eu le cou coupé, car sans lui nous n'aurions assurément pas l'honneur de recevoir votre bénédiction. Je vous recommande sa veuve et sa jeune fille : cherchez le moyen de leur être utile. »

Le prélat comprit. Il offrit, quelques jours après, de se libérer, à raison de deux cent cinquante francs par mois, jusqu'à parfait payement. Ce qui eut lieu. Tous les mois, la femme de chambre de la veuve Soulavie allait toucher cet argent au Petit Luxembourg qu'habitait alors le prélat, devenu pair de France, et mort cardinal, après avoir occupé dix ans le siège archiepiscopal de Toulouse (1820-1830).

Un jour, en 1814, le prélat fit dire à la veuve Soulavie qu'il aimerait à voir la fille de son ancien ami et pria de l'envoyer avec la femme de chambre. L'enfant, qui avait onze ou douze ans, fut amenée au prélat qui la caressa paternellement et lui dit entre autres choses : « On m'a assuré que vous aviez de l'esprit comme votre père ; est-ce vrai ? » L'enfant, toute confuse, ne répondit rien. Il y avait là plusieurs prêtres et elle savait l'histoire de son père. Elle fit la révérence et s'en alla (1).

(1) Souvenirs de M<sup>me</sup> de Susini, fille de Soulavie.

Soulavie fit, en 1788, l'acquisition du couvent des Récollets, de Largentièrre, dans des circonstances qui lui amenèrent des difficultés avec la ville. Ce couvent datait du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. En 1620, les consuls s'étaient obligés à faire une rente de 3.000 livres pour l'entretien de ces religieux, à condition que le local serait, en cas d'abandon, acheté par la ville et employé à un établissement communal. Ce couvent prospéra et rendit de grands services jusqu'en 1780 ou environ, époque où il fut abandonné faute de sujets. Ceux qui restaient partirent pour Lyon, laissant pour procureur spécial un tailleur, chargé du soin de la propriété. Alors les habitants, qui étaient désireux de jouir librement d'une fontaine située dans l'enclos des religieux, dont ils ne pouvaient user jusque-là qu'avec la permission de ces derniers, ouvrirent des brèches dans les murs, enlevèrent les portes avec les serrures, les barreaux de fer des fenêtres et se créèrent plusieurs passages dans l'enclos où ils coupèrent plusieurs arbres. En 1788, le P. Charlemagne, supérieur des Récollets dans la province de Lyon, voulut vendre, pour la somme de 5.000 fr., la propriété du couvent à Soulavie. Mais les consuls ne lui permirent que de l'affermir et exigèrent pour les habitants le droit d'user de la fontaine pendant la moitié du jour. Alors les Récollets, voyant qu'ils ne pouvaient ni occuper le couvent faute de sujets, ni le vendre à cause des oppositions, ni le laisser plus longtemps abandonné au public, prièrent Soulavie, et en son absence son oncle Alexis Dufour, de veiller à la conservation de cette propriété et de faire réparer le dégât, en laissant toutefois une des brèches ouvertes, afin que les habitants de la ville pussent aller chercher de l'eau sans passer par la maison.

C'était une sorte de transaction qui paraît avoir duré plusieurs mois. Une lettre de Soulavie, du 6 janvier de l'année suivante, à M. de Saint-Pierre-ville, maire de Largentièrre, précise la situation, en même temps qu'elle indique l'impression profonde qu'avait produite en Vivarais une récente délibération des États du Vivarais qui s'étaient déclarés indépendants de ceux du Languedoc et avaient envoyé une députation à la

cour. La lettre contient aussi un passage intéressant sur le Dauphin, fils de Louis XVI, qui mourut le 4 juin suivant. A ces divers titres, nous en reproduisons les parties essentielles :

Monsieur, on m'a fait connaître l'insurrection de la ville contre mon acquisition des Récollets. On ajoute même que très publiquement et très hautement vous avez dit que je vous avais trompé. Tromper et malentendre ou être mal entendu sont deux choses, et certainement je jure en face du ciel et de la terre que je ne vous ai jamais trompé ; cependant, quand même il y aurait eu à Pâque 1787 non de la tromperie mais du malentendu relativement au projet de délibération de la ville, très certainement, très évidemment, très démonstrativement, je ne vous avais pas trompé à Lyon dans mes actions avec les Récollets dont on s'est plaint publiquement en décembre 1788 ; mais ceux qui m'avisent ajoutent que vous étiez dans l'embarras et qu'il a fini ainsi. Quoi qu'il en soit, je préfère de croire que tout m'a été exagéré, comme on m'a déjà tant exagéré de choses à notre manière méridionale ; mais, pour être net, précis et clair, il y a une bonne œuvre à faire, et je pense que quand il s'agit de pareille sorte, vous vous portez de vous-même avec empressement. Soit donc qu'on attaque ou non mon droit qu'on a jugé bon à Toulouse, Lyon, Versailles et Paris et reconnu par arrêt du conseil valable, je viens vous dire que la grande joye de voir ma patrie ayant récupéré ses États me porte à vous faire l'ouverture que j'offrirais en don et hommage au Vivarais tous mes droits sur la possession Mouraret, sans autre condition que telle quelle elle restera en nature au pays pour l'établissement qu'il jugera utile, soit pour grenier à sel, soit pour vivres, manufactures, bibliothèque, 2<sup>e</sup> que la ville aura la moitié de la fontaine qui est à moi. Il n'appartient ni à M. Roure, parent d'un compétiteur, ni à la ville de juger cette affaire. Les États de province ont selon les loix le droit de les administrer. Si les États ne voulaient pas du don, j'entends défendre mon bien et en user. Vous voyez, Monsieur, que je parle clairement aujourd'hui que ma destinée m'éloigne peut-être davantage d'un pays où votre compagnie, celle de votre maison m'entraînaient... Au don de ma propriété aux États, j'ajouterai celui de ma bibliothèque à l'avenir. Il faudrait vous ménager l'église des Récollets qui pourrait servir à deux fins : à une chapelle et à une bibliothèque.

Je passe le commencement de l'année à Versailles. J'ai beaucoup vu M. le Dauphin, chez M. le duc d'Harcourt ; il est bossu, trop petit pour son âge ; il n'a que la peau et les os, trop prématuré pour l'intelligence, de la plus heureuse physionomie, ayant les plus beaux yeux du monde, bon, honnête, parlant lentement comme un homme fait. Je n'espère pas le voir en santé, mais le duc de Normandie est vigoureux et bien portant.

Veillez agréer, etc. (1).

Les temps devenaient de moins en moins favorables à la pro-

(1) Nous devons la communication de cette lettre à l'obligeance de M. le comte de Gigord, de Rocher.



priété monastique. Le 19 novembre 1789, le maire et les consuls de Largentière résolurent de s'emparer du couvent des Récollets. Ils nommèrent deux commissaires (Louis Blachère et Étienne Suchet, un oncle du futur duc d'Albuféra) pour procéder à l'inventaire de la maison et de l'enclos. Ceux-ci se rendirent au couvent, le 24, avec Armand, greffier; mais Dufour refusa les clefs. Furieux de ce refus, les commissaires se retirèrent en menaçant et, sur le soir, Dufour, ayant changé d'avis, offrit aux commissaires de leur remettre les clefs, à condition: 1° qu'ils lui donneraient décharge de la propriété, qu'il n'avait gardée que par suite de la procuration de Soulavie et de la bibliothèque dont il avait répondu aux Récollets; 2° qu'on lui permettrait d'emporter la récolte de l'année. Les consuls consentirent à tout et la remise de l'immeuble eut lieu le lendemain. Le couvent avait été dévasté. A la bibliothèque, on trouva 82 in-fol., 84 in-4°, 285 in-8 ou in-12. Le tout fut mis sous scellés dans une cellule, puis la maison et l'enclos furent loués à François Régis Blachère, à raison de 168 livres par an.

## CHAPITRE V

### SOULAVIE EN 1789

#### SOMMAIRE

Brochures politiques de Soulavie en 1789. — *L'Aristocratie enchaînée*. — La situation de l'Eglise et du clergé en France avant la Révolution. — Le curé de campagne. — La Pragmatique Sanction. — Le concordat de 1515. — Les abus de la commende. — Réformes insuffisantes. — La feuille des bénéfices. — Impuissance du pouvoir épiscopal contre l'abus des biens ecclésiastiques au profit du pouvoir civil. — Mécontentement du bas clergé malgré l'élévation de la congrue. — *Doléances du clergé du royaume*. — Réformes demandées par Soulavie. — L'épiscopat d'autrefois et celui d'aujourd'hui. — Lettre au comte de Balazuc. — *L'histoire, le cérémonial et les droits des Etats généraux*. — Histoire des assemblées du clergé à Bayeux et à Paris pour les élections de 1789. — Le rôle qu'y joua Soulavie. — Lettre de Barruel sur l'assemblée du clergé à Paris. — Résultat général des élections du clergé.

Nous voici en 1789. Comment Soulavie, étant donné son caractère, la tournure de son esprit, et enfin les abus trop nombreux dont souffrait la société française, abus que ses travaux historiques lui avaient permis d'étudier mieux que personne, n'y aurait-il pas pris une part active? On peut sans témérité présumer, — et la preuve en sera bientôt dans sa conduite, — qu'il songeait dès lors à jouer un rôle dans les grandes assemblées délibérantes. Solliciterait-il les suffrages dans sa province ou ailleurs? Voilà ce qu'il devait alors se demander. En attendant, le Vivarais avait déjà désigné des députés pour se rendre à la cour et porter au Roi les réclamations du pays. L'assemblée des trois ordres, tenue à Privas du 17 au 19 décembre 1788, avait délégué dans ce but le marquis de Satillieu, M. Boissy-d'Anglas et l'abbé de Pampelonne, grand-vicaire de l'évêque de Viviers. Ces députés sont à peine arrivés à Paris,

que Soulavie les invite à dîner, ce qui montre à la fois qu'il avait hâte de se mettre en rapport avec eux et qu'il jouissait d'une certaine considération auprès de ses compatriotes. M. de Satillieu lui faisait, le 30 janvier, la réponse suivante :

« M. de Satillieu attendait pour répondre à M. l'abbé Soulavie le rétablissement certain de M. de Boissy qui était indisposé au point de garder la chambre et le lit. Aujourd'hui les députés se portent tous fort bien et M. de Satillieu remercie M. l'abbé de toutes ses politesses, et accepte avec plaisir un dîner patriotique et littéraire dans un des jours de la semaine prochaine, le mercredi 4 février, non compris.

« M. l'abbé n'aura qu'à indiquer le jour qui lui conviendra ; les députés se ménageront leur liberté pour en profiter. Ils ont l'honneur de souhaiter le bonjour à M. l'abbé.

« Hôtel du Cygne Royal, 30 janvier 1789 (1). »

Or, à mesure que le mouvement libéral et réformiste s'accroissait, Soulavie s'y associait avec une passion croissante. Les nombreux écrits qu'il publia, dès les premiers mois de 1789, sur les grandes questions qui absorbaient l'attention de la nation tout entière, montrent assez que ses préoccupations et ses pensées étaient depuis longtemps tournées de ce côté-là. Ces écrits forment une série de brochures que nous avons eu la bonne fortune de trouver réunies dans un gros volume, provenant de la bibliothèque de l'auteur, avec ce titre au dos : *Œuvres de M. Soulavie. — Révolution de 1789-1790*. Leur simple énumération va donner une idée de la prodigieuse activité déployée par l'auteur au début de la Révolution :

1<sup>o</sup> *Mémoire du cardinal Dubois au Régent sur les États généraux que ce prince avait envie de convoquer, quand le système (de Law) eut mis l'État en désordre* (4 pages). (Le Régent, disait-on, avait résolu un moment de convoquer les États généraux, et le mémoire du cardinal Dubois avait pour

(1) L'original de ce billet est dans la collection de M. Rattier, de Saint-Fortunat (Ardèche).

objet de lui représenter les dangers d'une pareille détermination) ;

2° *Plan de conduite* donné à l'archevêque de Sens, principal ministre, au mois de juin 1788, dont l'original en chiffres a été trouvé chez lui en 1789 (15 pages). (Il s'agit du cardinal de Loménie, archevêque de Sens, ministre de Louis XVI de 1787 à 1788) (1) ;

3° L'ARISTOCRATIE ENCHAÎNÉE ET SURVEILLÉE *par le peuple et le Roi, suivi d'un mémoire des barons nés du Languedoc et de la réponse à leurs prétentions exorbitantes* par J. L. G. S. Premier cahier, 31 janvier 1789 (70 pages). La deuxième édition, qui a 75 pages et porte la date du 1<sup>er</sup> mars 1789, a pour sous-titre : *Aristocratie des provinces* ;

4° L'ARISTOCRATIE ENCHAÎNÉE, second cahier, *contenant l'état actuel du clergé de France*. 10 mars 1789 (50 pages). Cette édition se trouve à la Bibliothèque Nationale L 39 b 1387 ;

5° DOLÉANCES DES CURÉS DE NORMANDIE, présentées par le sieur Soulavie, curé de Sévent, au bailliage de Caen, vicaire général de Châlons-sur-Marne, correspondant de l'Académie des inscriptions de Paris, etc. (16 pages). On voit dans cet opuscule que Soulavie avait projeté la publication des œuvres du cardinal de Luynes, ancien évêque de Bayeux, ensuite archevêque de Sens ;

6° DOLÉANCES DES CURÉS DU ROYAUME, *et particulièrement des curés de Normandie* (16 pages), (ces deux derniers opuscules ne sont que la reproduction, à peu près textuelle, du second cahier de *l'Aristocratie enchaînée*) ;

7° A. M. LE COMTE DE BALAZUC DE MONTRÉAL, *président de l'Assemblée des trois ordres du Vivarais à Privas*, signé : *l'abbé Soulavie, vicaire général de Châlons-sur-Marne* (4 pages) ;

8° L'HISTOIRE, LE CÉRÉMONIAL ET LES DROITS DES ÉTATS GÉNÉRAUX, 1<sup>re</sup> partie, février 1789 (283 pages) ; cette première partie est du duc de Luynes (2) ;

(1) Cette pièce et la précédente sont reproduites dans les *Mémoires de Richelieu*.

(2) « De l'ex-duc de Luynes, » dit Soulavie (*Mémoires du règne de Louis XVI*, préface), ce qui montre qu'il s'agit du duc qui siégea à la Constituante, et non de son père, l'auteur des *Mémoires* publiés en 17 volumes.



10° HISTOIRE DES VAINS EFFORTS QU'ON A FAITS SOUS LES RÈGNES DE LOUIS XIV ET DE LOUIS XV POUR OBTENIR LA CONVOCATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX. Cette deuxième partie, écrite par Soulavie, est la continuation de l'ouvrage précédent, février 1789 (114 pages);

11° *Histoire des États généraux de Versailles*, 1<sup>er</sup> mai 1789 (325 pages).

De tous ces opuscules, *l'Aristocratie enchaînée* est celui qui paraît avoir fait en son temps le plus de bruit. Chassin (1) le cite comme « très répandu et très remarquable », mais sans avoir percé l'anonyme. A ce titre, nous allons en donner un aperçu qui, d'ailleurs, aura l'avantage de bien montrer quelles étaient alors les idées de l'auteur, en même temps que celles d'une très grosse partie du peuple français.

L'opuscule est adressé à un duc qui n'est pas nommé, mais qui aurait traité le même sujet. On a supposé qu'il s'agissait du duc de Luynes, celui que Rivarol, dans le *Petit dictionnaire des grands hommes de la Révolution*, qualifie de patriote inébranlable en ajoutant : « Il s'est établi dans le parti populaire ; il a fait signe qu'il s'y trouvait fort bien et on ne lui en a pas demandé davantage. On a eu soin seulement de mettre à ses côtés deux forts de l'Assemblée qui le soulèvent et le rasseoient quand il faut opiner pour la patrie. »

Les relations de Soulavie avec le duc rendent la chose assez vraisemblable. Toutefois, il est probable que la pensée de l'auteur pour la dédicace a flotté entre deux personnages, car, à la page 15, parlant du Languedoc, il l'appelle « notre commune patrie » ; enfin il résulte d'un manuscrit, qui est aux archives du ministère des Affaires étrangères, que l'opuscule avait été dédié d'abord au comte d'Antraigues.

*L'Aristocratie enchaînée* parut, comme on l'a vu, en deux cahiers séparés, le premier dirigé contre l'aristocratie des provinces, et le second consacré spécialement à la situation de l'église gallicane.

Dans le premier, l'auteur s'occupe de la réorganisation des pays d'États, attendu que « la constitution des provinces est

(1) *Les Cahiers des curés*, p. 187.

la base des libertés du pays ». Il traite la question de savoir si, dans une monarchie où le Souverain ne meurt jamais, commande les armées, distribue les grâces et les emplois, il faut des représentants héréditaires ou électifs ou bien partie électifs et partie héréditaires. Cette grande question, dit-il, tient aux principes fondamentaux des monarchies modérées et ne peut être assez approfondie dans le moment présent. Partant de l'idée que le pouvoir royal est indestructible, il demande s'il ne conviendrait pas « de lui opposer quelques puissances héréditaires pour représenter la noblesse, quelques pouvoirs successifs pour représenter le clergé, et quelques corporations municipales pour représenter le tiers état ». Il attache une plus grande force de résistance aux prérogatives héréditaires qu'aux prérogatives éligibles périodiquement. Il estime que les représentants des trois états, sortis de simples élections, sont incapables de résister à l'éternelle hérédité et à la force perpétuellement armée des monarchies.

D'autre part, il déclare anormal et injuste que la noblesse soit représentée par des barons-nés ou acheteurs de baronnies, au lieu de l'être par des nobles qu'elle aurait élus elle-même. Il ne veut pas que les évêques aient à gérer les biens du clergé. Enfin, il trouve très insuffisant que le tiers état ne soit représenté que par les maires des villes, sans que les campagnes aient aussi leurs délégués. Mais, comme il est opposé aux mesures radicales, il propose une transaction : on conserverait au Dauphiné, au Languedoc, à la Provence, à la Normandie, aux autres pays d'États, leurs barons, leurs évêques, leurs députés des villes, mais à côté de dix barons héréditaires, il se trouverait trois fois plus de gentilshommes électifs.

Dans l'ordre du clergé, il laisse aux sièges diocésains l'antique droit d'assister aux États ; mais il voudrait qu'on y appelât trois fois plus de bénéficiers de second ordre. Enfin, il veut bien conserver aux municipalités des villes le droit de députer tous les ans le syndic ou le consul ; mais il voudrait que, pour un envoyé des villes, il fût élu trois fois plus de consuls ou syndics des campagnes. Le pouvoir, dans les pro-

vinces, se trouverait ainsi partagé en deux parties égales entre les membres des États et les membres élus, et tout plan d'asservissement serait impossible.

En somme, ce que notre auteur réclame, c'est, avec l'introduction du contrôle national sur les affaires de l'État, une sorte d'extension du droit électoral en faveur de la petite noblesse, du tiers état et du bas clergé, de façon à empêcher toute action prépondérante des barons héréditaires et du haut clergé ; et il motive ses propositions par des précédents historiques autant que par des motifs de raison et d'équité.

« Périsse, dit-il, l'abus qui ferait détester d'être prêtre ou roturier languedocien, à la veille de l'assemblée des États généraux, puisque, sans être évêque, baron ou maire de ville, on ne peut être ni élu ni éligible pour les États... » Tout cela, d'ailleurs, entremêlé de grands éloges pour le Roi, « que la postérité placera à côté des Trajan, des Titus et des Marc-Aurèle ».



Le second cahier de *l'Aristocratie enchaînée* a pour objet la situation de l'Église et du clergé en France. Mais, avant de l'examiner, il est nécessaire de jeter un coup d'œil rétrospectif sur l'Église et le clergé sous l'ancien régime, et sur les efforts qui avaient été faits à diverses reprises en vue de les réformer.

A propos du curé de l'ancien régime, tout le monde a lu la page célèbre de Voltaire : « Quiconque exerce une fonction pénible doit être bien payé de ses concitoyens... Je plains le sort d'un curé de campagne, obligé de disputer une gerbe de blé à un malheureux paroissien, de plaider contre lui, d'exiger la dime de lentilles et de pois, d'être haï, de haïr, de consumer sa misérable vie dans des querelles continuelles, qui avilissent l'âme autant qu'elles l'aigrissent. Je plains encore davantage le curé à portion congrue, à qui des moines, appelés gros décimateurs, osent donner un salaire de quarante

ducats, pour aller faire pendant toute l'année, à deux ou trois milles de sa maison, le jour, la nuit, au soleil, à la pluie, dans les neiges, au milieu des glaces, les fonctions les plus désagréables et souvent les plus inutiles. »

Et plus loin : « Dans tout le Nord, dans la moitié de l'Allemagne, dans la Hollande, dans la Suisse, on paye le clergé de l'argent du trésor public. Les tribunaux n'y retentissent pas des procès mus entre les seigneurs et les curés, entre le gros et le petit décimateur, entre le pasteur demandeur et l'ouaille intimidée en vertu du troisième concile de Latran dont l'ouaille n'a jamais entendu parler (1). »

Ces lignes résument le sentiment qui prédominait avant la Révolution sur la situation matérielle du bas clergé, et sur le remède à y apporter. Or, si cette situation n'était pas ce qu'elle aurait dû être, ce ne sont pas les ressources qui manquaient à l'Église de France. Elle tenait de la piété des fidèles ou de la générosité des rois ou des seigneurs des biens considérables. Mais depuis des siècles la répartition des bénéfices donnait lieu à des abus qui avaient toujours été en croissant. Pendant les douze premiers siècles, les biens ecclésiastiques avaient généralement servi aux besoins du culte. Ce sont les évêques qui dispensaient alors les bénéfices. A partir du XIII<sup>e</sup> siècle, les évêques eurent à se défendre des entreprises de la chancellerie pontificale, Rome ayant alors la prétention d'avoir la hante main sur le temporel ecclésiastique dans tout le monde chrétien. Le grand schisme d'Occident et les nécessités où se trouvèrent les papes d'Avignon mirent le comble au désordre. La royauté chercha à y mettre un terme au moyen de la Pragmatique Sanction de Bourges, qui, se basant sur les décisions du concile de Bâle, abolit les droits fiscaux de la cour de Rome et rétablit les élections canoniques. Plus ou moins soutenue par les successeurs de Charles VII, la Pragmatique fut remplacée en 1515 par le fameux concordat conclu entre François I<sup>er</sup> et Léon X. Le pape abandonnait au Roi le droit de nommer aux évêchés et abbayes, moyennant l'institution canonique,

(1) DICTIONNAIRE PHILOSOPHIQUE, au mot *Curé de campagne*.



devenue une pure formalité, et lui reconnaissait le droit de régale, c'est-à-dire la nomination à tous les bénéfices vacants pendant les vacances des évêchés et abbayes ; mais de son côté, le pape recouvrait les annates et une partie des réserves : les annates étaient les revenus d'une année de tout bénéfice nouvellement conféré et représentaient quelques millions de rente. On tomba ainsi de Charybde en Scylla. Les chefs naturels du clergé, c'est-à-dire les évêques, qui avaient à se plaindre précédemment de l'abus des bénéficiaires envoyés par l'administration romaine, eurent à déplorer l'abus, encore plus grand, des bénéfices donnés en commende aux favoris du pouvoir, aux laïques comme aux ecclésiastiques, même à des femmes et à des enfants, au grand scandale de la religion, et au préjudice des ministres à charge d'âmes.

D'autre part, la plus grosse partie des revenus ecclésiastiques était retenue par les ordres religieux ou chapitres fondateurs des paroisses. Pendant les premiers siècles, les évêques confiaient souvent le service paroissial aux monastères et aux chapitres composés de chanoines réguliers. Il en résultait des inconvénients et des abus souvent signalés dans les conciles au moyen âge et qui firent reprendre aux évêques l'administration des paroisses. Or, tout en cessant leurs fonctions spirituelles, dont ils se déchargèrent sur des prêtres délégués, amovibles à leur gré, les monastères et chapitres se gardèrent de renoncer aux revenus et, se prétendant *curés primitifs*, continuèrent à percevoir les dîmes. Cet état de choses se perpétua pendant des siècles. Les monastères et les chapitres avaient le droit de nomination à bon nombre de cures et les desservants étaient généralement mal payés. Avant le xv<sup>e</sup> siècle, on leur donnait ce qu'on voulait. Les conciles s'occupèrent souvent de cette question, mais sans pouvoir vaincre les abus au maintien desquels trop d'intérêts étaient attachés. En 1571, cependant, un édit royal portait à 120 livres la congrue, c'est-à-dire le traitement considéré comme nécessaire à l'existence des curés et à la dignité de leur état ; et les Parlements, généralement favorables au petit clergé, élevèrent cette somme à

150 et 200 livres. A la suite des observations présentées aux États généraux de 1614, un édit de 1632 éleva la congrue à 300 livres ; mais il ne fut exécuté qu'imparfaitement, par suite de l'opposition des décimateurs, et les 300 livres ne furent guère payées qu'aux curés pourvus d'un vicaire.

En 1686, les 300 livres furent confirmées, et on put désormais les réclamer en justice. Une réforme plus importante fut accomplie cette année, puisqu'il fut décidé que toutes les cures unies à des chapitres ou à des communautés, ou soumises à des curés primitifs, seraient désormais servies par des vicaires perpétuels, pourvus en titres et inamovibles.

En 1695, un édit royal commença la réforme des abus auxquels donnait lieu la complication des juridictions ecclésiastiques. Il fut ordonné aux réguliers, c'est-à-dire aux ordres monastiques, généralement riches, et tombés en grand nombre dans le relâchement, de se soumettre, dans chaque diocèse, à l'ordinaire, c'est-à-dire à l'évêque, assisté de ses grands vicaires et de son chapitre. Cette réforme se poursuivit en 1766.

On éleva alors l'âge des vœux solennels à 18 ans pour les femmes et 21 pour les hommes, et on supprima tous les couvents ayant moins de seize religieux dans les villes, moins de douze dans les campagnes. On éteignit ainsi, en douze ans, douze congrégations entières et, au bout de vingt ans, 386 couvents étaient fermés. De 160.000 environ en 1764, le nombre total des religieux et religieuses était tombé, en 1788, à 60.000 (1).

Mais d'autres abus continuaient. Le titre et le revenu se donnaient en *commende*, n'y eût-il plus de religieux dans le couvent. Au lieu de servir au culte, l'argent, délivré par la *feuille des bénéfices*, allait aux courtisans, au détriment du clergé et des pauvres des campagnes. On sait qu'il n'était pas nécessaire de se faire recevoir dans les ordres pour jouir des bénéfices sans charge d'âmes. Il n'était pas même nécessaire d'être né, à en juger par les paroles indignées que prononçait l'évêque de Mâcon le 2 juin 1617, en présence du roi Louis XIII :

(1) Taine, *les Origines de la France contemporaine*.

« Nous voyons, s'écrie-t-il, la France remplie d'évêques et d'abbés qui sont encore, ou entre les bras de leur nourrice, ou régentés dans un collège. Il y a plus, l'abus devance la naissance : ils sont pères avant que d'être enfants, abbés premier que d'être nés. L'on ne sait pas encore s'ils seront mâles ou femelles, et tout le monde sait qu'ils sont chargés de mitres... »

Il y avait en France 12.000 prieurés, 2.800 canonicats d'église cathédrale, 5.600 canonicats d'église collégiale : c'était 20.000 fortunes viagères, distribuées aux protégés du pouvoir, presque exclusivement aux nobles, par le ministre en possession de la feuille des bénéfices. Taine évalue à 4 milliards 200 millions la valeur des biens fonds du clergé, produisant un revenu annuel de 80 à 100 millions (1); mais, en ajoutant à ce chiffre le produit de la dîme, de certains droits féodaux et du casuel des églises, on peut supposer que le revenu total arrivait aux environs de 250 millions. Sur ce chiffre énorme, on n'estime pas à plus de 40 à 45 millions la part réservée au clergé ayant charge d'âmes (2), c'est-à-dire aux 50.000 prêtres qui desservaient les 36.000 cures et les 50.000 annexes.

Les curés à portion congrue végétaient dans une véritable misère, car, le prix des denrées allant en augmentant, leurs 300 livres étaient devenues insuffisantes pour leur entretien. On s'occupa de cette situation dans plusieurs assemblées du clergé, notamment en 1755, 1760 et 1765. Dans cette dernière, on se basa sur le prix du blé pour déterminer le chiffre nouveau de la congrue. On calcula que la somme de 120 livres, fixée en 1571 et de 300 en 1686 représentait environ 29 setiers de blé suivant les prix de ces diverses époques, et l'on estima à 400 livres la somme à laquelle devait être fixée la congrue en 1765 pour représenter la même valeur.

(1) On est d'accord aujourd'hui, dit M. Rocher, dans une remarquable étude qu'ont publiée les *Tablettes du Velay*, t. IV, pour estimer toutes les valeurs mobilières et immobilières de l'Église de France à trois milliards, donnant un produit brut de 75 millions, et un produit net de 60 millions, défalcation faite des dettes du clergé et du don gratuit. Pour se répartir ces 60 millions, il y avait en France 17.000 religieux et 30.000 religieuses, ainsi que le constate la discussion qui se termina le 13 février 1790 par l'abolition des vœux monastiques.

(2) NECKER, *Administration des Finances*, II, 86.

Dans l'assemblée du clergé de 1793, l'abbé de Broglie, rapporteur, en exprimant la sollicitude de l'assemblée pour les curés, blâmait « l'empressement et la défiance condamnables » qui avaient porté quelques-uns « à présenter au ministère des mémoires indécents pour l'engager à prendre pitié de leur sort. Celui surtout des curés du Dauphiné, dont nous avons obtenu la suppression, portait le caractère de l'impatience et de la révolte... »

L'archevêque d'Arles, M. de Boisgelin, formulait les mêmes plaintes à l'assemblée de 1780.

Dans l'intervalle, en 1768, la congrue avait été élevée à 500 livres pour les curés et à 200 pour les vicaires. Enfin, en 1786, elle fut portée à 700 livres pour les curés et 350 pour les vicaires. 700 livres, payables de quartier en quartier et par avance, étaient le minimum que chaque curé pouvait réclamer en renonçant aux dîmes.

Or, si l'on songe que l'argent a beaucoup perdu de sa valeur depuis un siècle, on voit que le clergé français, à la veille de la Révolution, était mieux rétribué qu'aujourd'hui. Et cependant le mécontentement était aussi vif chez lui que dans le reste de la nation. Les raisons en sont aisées à trouver. Le jansénisme, dans lequel il faut voir, surtout, une réaction contre ce qu'on a appelé la religiosité des jésuites, l'illusion d'un retour à l'église primitive et une sorte d'indépendance de la conscience dans les limites de la pure orthodoxie, avait laissé une trace profonde dans le pays. Ce sentiment s'était accru, dans le clergé inférieur, de la répulsion qu'inspire l'exercice de tout pouvoir absolu, et des tendances égalitaires, ou simplement de l'instinct de justice qui est au fond de tous les cœurs, surtout dans les classes déshéritées. Comment, malgré l'élévation de la congrue, les curés auraient-ils pu voir d'un œil indifférent l'iniquité de la répartition des biens de l'Église? Comment auraient-ils pu s'habituer au spectacle odieux d'un privilège dont Montesquieu disait que, si un Persan venait en France, il faudrait six mois pour lui faire comprendre ce qu'est un abbé commendataire? L'irritation dont les



pauvres prêtres des campagnes avaient peine à se défendre en présence de cet état de choses se retrouve jusque dans leurs lettres de la *Collection du Languedoc* (1), malgré la réserve obligée de leur langage, puisqu'ils répondaient à des religieux, membres de la congrégation de Saint-Maur, une des plus riches du royaume.

Mais la plaie de la commende n'était pas la seule. Par suite de la confusion des deux pouvoirs, spirituel et temporel, et des appétits insatiables attachés à l'entourage de chacun d'eux, les affaires de l'Église étaient livrées à une déplorable anarchie, en même temps que ses biens étaient l'objet d'une véritable chasse à courre. Les privilèges des patrons laïques, qui conféraient les fonctions spirituelles en dehors de l'évêque, le cumul des bénéfices, le droit de prévention, gardé par la cour romaine, l'indult accordé aux membres des Parlements, le droit de résignation et de permutation, les vacances par dévolut, etc., ouvraient la porte à toutes sortes de simonies. « Tous ces droits si divers, si complexes, dit l'auteur d'une étude fort intéressante sur ce sujet, avec les abus multiples que le temps avait mêlés à leur exercice, avaient fini par créer à l'épiscopat, on peut dire à toute l'Église de France avant la Révolution, une situation intolérable. Les prélats n'avaient pas en main de quoi récompenser les prêtres méritants. Ce qui était ici particulièrement grave, c'est que les évêques n'étaient pas véritablement libres de donner ou de refuser l'institution canonique aux sujets présentés de toutes parts, c'est qu'ils étaient en quelque sorte condamnés à délivrer le *visa* forcé à des clercs qu'ils n'avaient pas choisis. Le clergé de France, dans l'assemblée de 1780, se lamente de cette situation. Il s'écrie qu'on n'extirpera totalement la racine de l'abus qu'en rendant aux premiers pasteurs cette branche précieuse de la collation. » Il voudrait, du moins, que le choix des collateurs ne pût se porter sur un ecclésiastique « s'il n'a pas exercé les fonctions de vicaire ou s'il n'a pas été approuvé

(1) BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, Mss. Collection des papiers provenant des Bénédictins qui ont écrit l'*Histoire du Languedoc*.

pour la confession ou pour la prédication le temps et espace de quatre ans ».

« Ces demandes, continue le même écrivain, étaient faites sans grand espoir. Dans l'ancien régime, l'esprit de tradition et une légalité jalouse perpétuaient les droits acquis, que ces droits fussent un bienfait pour la chose publique ou un abus insupportable. En matière ecclésiastique, les Parlements apportaient en outre une opiniâtreté de revendication, un esprit d'envahissement sur le spirituel, dont le résultat était, à chaque incident nouveau, une nouvelle servitude pour l'Église. A la veille de la Révolution, la situation de l'Église, par rapport à la distribution des bénéfices, nous paraît en quelque sorte inextricable. On est tenté de s'étonner qu'avec ce fonctionnement, qu'avec tant d'entraves apportées au choix et au contrôle des évêques, ce clergé renfermât tant de vertus (1). »

« Rattacher par un lien plus fort le clergé diocésain à son évêque et l'évêque au Saint-Siège, voilà, d'après un autre écrivain (2), la grande réforme qu'il aurait fallu viser. Mais c'est à quoi la royauté n'a jamais songé, malgré de nombreuses remontrances des assemblées du clergé. Quand on lit attentivement les comptes rendus de ces assemblées, on voit que les rapports du Roi et du clergé se résument dans cet éternel dialogue : Donnez-moi des réformes, dit le clergé. Donnez-moi de l'argent, répond le Roi. — Mais le clergé a beau donner de l'argent, les réformes sont toujours plus ou moins entravées par les courtisans intéressés à la perpétuité du *statu quo*. » Or, l'abus appelle l'abus. « L'ingérence tracassière des parlements dans les affaires ecclésiastiques, les privilèges des gentilshommes, possesseurs d'abbayes ou de pensions sur les abbayes, habitaient les esprits à voir dans les biens du clergé une propriété nationale et, dans le clergé, un fonctionnaire de l'État qui relevait au spirituel et au temporel de la juridiction civile du pays (3). » Cette situa-

(1) Abbé SICARD, *Correspondant* du 10 septembre 1889.

(2) ÉLIE MÉRIC, *le clergé sous l'ancien régime*, p. 74.

(3) ÉLIE MÉRIC, *idem*, p. 377.

tion contenait en germe la confiscation des biens ecclésiastiques et la constitution civile du clergé. En somme, il faut bien le reconnaître, l'ancien régime est responsable en grande partie des erreurs et des excès qui suivirent sa disparition. La royauté, malgré son titre pompeux de protectrice de l'Église, a toujours protégé ses favoris aux dépens de l'Église, et l'abominable trafic des bénéfices ecclésiastiques, qui s'est fait sous son manteau pendant des siècles, a, plus que toute autre choses, provoqué l'irrésistible réaction contre les privilèges nobles et ecclésiastiques qui a abouti à la révolution de 1789 et à la catastrophe de 1793.



Les brochures de Soulavie ne furent pas la première manifestation du mécontentement du clergé inférieur avant 1789. Sous l'influence de la misère, et parfois d'humiliations imméritées, beaucoup de ses membres se laissèrent aller aux séductions que porte en soi la perspective de tout changement. Ignorant ce que renferme d'épreuves et de déceptions la meilleure des révolutions, ils ne virent que la justice de leurs réclamations, croyant d'ailleurs à une réforme pacifique. Les premiers réclamants furent les curés du Dauphiné en 1776. Trois ans après, le Parlement de Grenoble leur permettait de s'assembler, mais uniquement pour arrêter les termes d'une requête sur l'insuffisance de leur salaire. Le clergé aristocratique irrité obtint du Roi, en 1782, une déclaration qui leur interdisait de former aucune réunion ou ligue et de prendre aucune délibération sans en avoir reçu l'autorisation expresse.

En 1786, parut une requête énergique en faveur de la réforme ecclésiastique sous ce titre : *Le vœu de la raison pour les paroisses, les curés et les pauvres, à Louis XVI, dans l'assemblée des notables*. Ce vœu resta sans écho auprès de l'assemblée des notables de 1787.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1788, l'assemblée des trois ordres du Dauphiné, réunie à Romans, posait en principe qu'on ne recon-

naîtrait plus dorénavant « pour représentants de MM. les curés que les *délégués librement élus par eux sous les yeux de leurs supérieurs* ». La fin de l'année 1788 vit paraître : un *Mémoire pour les curés de France, relativement à la constitution des États généraux* (à Avignon); la *Lettre des curés du Dauphiné à ceux de Bretagne*, et le *Projet de mémoire des curés du diocèse d'Angers*.

En janvier 1789, on a l'*Extrait des délibérations et des arrêtés des curés d'Orléans*, relativement à la convocation des États généraux, puis successivement des adresses au Roi, des curés de Bordeaux, des curés du diocèse de Saintes, de ceux de Toulouse, des Flandres, de Franche-Comté, de Nancy, etc. Les brochures deviennent de plus en plus nombreuses. La première de Sieyès : *Essai sur les privilèges*, montre l'iniquité de toute « dispense à la loi », et rappelle le nom que les anciens États généraux donnaient au cahier des deux premiers ordres : *le Couplet du mendiant*. Dans sa seconde : *Qu'est-ce que le tiers état ?* Sieyès note, en passant, l'iniquité de la répartition des biens de l'Église : 28.000 privilégiés à peine, vis-à-vis plus de 53.000 opprimés. On sait l'effet énorme que cette brochure produisit sur l'opinion publique.

Soulavie était alors curé de Sept-Vents, dans le Calvados. Mieux que personne il connaissait les abus qui révoltaient tout le monde, et s'il mit une vigueur toute spéciale à poursuivre leur redressement, on ne peut y voir que l'effet naturel de son caractère et des circonstances, un trait, en quelque sorte inévitable, du grand mouvement qui entraînait la nation entière.

Dans cette seconde partie de son travail, qui a été rééditée dans les *Doléances du clergé du royaume*, Soulavie pose en principe que l'Église gallicane est antérieure à la monarchie, puisque c'est elle qui a éclairé les barbares fondant le royaume. Il rappelle que les pasteurs sont faits pour le peuple et non le peuple pour les pasteurs, et que, s'il y a dans le clergé des bouches inutiles, des prêtres sans fonctions, vivant sans labeur et comme pour s'engraisser du plus pur sang des peuples, c'est



un abus auquel il est urgent de remédier. Il requiert que les évêques ne reçoivent plus pour les ordres sacrés que des sujets présentés par une délibération préalable des pasteurs, des seigneurs, de la magistrature et du peuple de la paroisse des clercs postulants. Il rappelle que cela existait autrefois et qu'il faut rendre au peuple ce que la féodalité lui a ravi. Il veut que, pour nommer le curé, on soit tenu de le prendre parmi les quatre plus anciens vicaires. La royauté a usurpé le droit de nommer aux évêchés et aux abbayes, de même que les seigneurs et les évêques ont usurpé celui de nommer aux bénéfices sans le concours du peuple. L'élection des évêques appartient à la nation qui n'a pas mérité d'en être frustrée. La Pragmatique Sanction, que François I<sup>er</sup> a illégalement abolie, est encore la loi nationale. C'est une institution antérieure à la monarchie. Les Parlements n'ont enregistré que par force le concordat de Léon X. Les dîmes furent données à titre onéreux pour le service des autels. Il n'y a pas eu d'usurpation plus injuste, plus déraisonnable que celle qui a consisté à ravir les dîmes aux pasteurs et aux pauvres des campagnes, en réduisant les curés à des gages toujours insuffisants, pour alimenter le luxe d'un bénéficiaire commendataire.

En conséquence, l'auteur requiert, « non qu'on dépouille les titulaires actuels des dîmes, parce qu'ils possèdent de bonne foi, mais qu'à mesure que les titulaires décéderont, les dîmes soient rendues au pasteur qui est propriétaire. On voit donc combien illégale, injuste et inconstitutionnelle est l'invention d'un bureau ministériel pour l'union des bénéfices. Le clergé de France est divisé en deux classes : *les titulaires en fonctions*, et les *commendataires*, ou, pour parler plus clairement, *les curés en exercice*, environnés de pauvres qui réclament la dîme, et les *commendataires* qui leur ont enlevé ces dîmes ».

L'auteur s'occupe de l'éducation ecclésiastique et veut que la gestion des séminaires soit publique comme celle des hôpitaux, des collèges et des fabriques, et que le supérieur, déchargé de l'administration temporelle, ne s'occupe que de l'enseignement. Il espère influencer, par les réformes qu'il demande, sur l'éduca-

tion cléricale, comme il a déjà influé « sur la réforme du grand séminaire de Saint-Nicolas d'Avignon, dont l'administration est confiée à un tribunal comme celle des fabriques, après avoir été, pendant cent ans, abandonnée à quelques despotes, dont personne ne vérifiait la conduite ».

Il n'aime guère les ordres religieux et requiert qu'à leur extinction « la province avise sur leur dépouille pour les convertir en établissements utiles à la patrie, en écoutant les fondateurs et les peuples sur cet objet ».

Il termine par la péroration suivante :

Augustes assemblées de bailliages, où vont être appelés les évêques, la noblesse et le clergé ! Jetez un regard de compassion sur ces vieux prêtres que les parchemins des Universités et le pouvoir absolu des collateurs éloignent des bénéfices ; sur ces pasteurs des campagnes que la puissante cupidité retient dans une congrue qui peut à peine suffire à leurs besoins ; jetez un regard de compassion sur ces villages infortunés, déjà écrasés d'impôts et forcés d'en payer un au commendataire qui prive la paroisse chaque année du plus net produit de son labour, et je requiers, en concluant :

Que, puisque le Roi veut bien rendre à sa nation, comme il en a donné sa parole royale, ses anciennes prérogatives, le Roi et la nation assemblés rétablissent la constitution du clergé, et pour cela qu'il n'y ait plus d'ecclésiastiques sans l'approbation du seigneur, du curé, des juges et du peuple de la paroisse ; point de curé, s'il n'est pris dans les quatre plus anciens vicaires ; point de canoncat que pour servir de retraite aux pasteurs infirmes et âgés qui ne pourront jamais mal édifier à cause de leur grand âge ; et enfin point d'évêques qu'ils n'aient été présentés au Roi par les évêques, par le clergé, par les nobles, les magistrats et le peuple des provinces. Point de dîme aussi que pour le service des autels ; mais je requiers encore que, les États généraux étant obligés de respecter la bonne foi, on ne prive ni commendataires, ni gradués vivants de leurs droits et jouissances.

Augustes pontifes et pasteurs de l'Église gallicane, notre état est comparable à la situation du clergé assailli par Calvin et Luther : l'Église voulut résister, refusa de se réformer, et elle vit le protestantisme s'élever de son sein et prendre racine... Vous êtes comparables encore à une place forte, assiégée de tous côtés avec opiniâtreté ! Pasteurs des âmes, si vous ne sacrifiez les bouches inutiles, si vous ne rejetez pas de votre sein les membres pourris, on prendra la place d'assaut et nous serons traités à discrétion.

Il y aurait beaucoup à dire sur tout ce qui précède. S'il est évident que l'énormité des abus rendait une réforme urgente, les leçons de l'histoire commandaient aussi d'y procéder avec ménagements, et les événements qui suivirent ne firent que

montrer une fois de plus le danger des résolutions précipitées et des solutions radicales (1). Mais, tout en faisant nos réserves sur le style déclamatoire de la brochure et le caractère trop absolu des réquisitions de l'auteur, il est permis d'y voir un véritable désir de justice, non moins qu'un sentiment exact des dangers que la résistance du clergé privilégié faisait courir au corps tout entier et à la religion elle-même. D'autre part, s'il est impossible de nier le caractère peu édifiant de quelques hautes personnalités cléricales, il serait injuste d'en conclure que le haut clergé tout entier ressemblait aux quelques évêques ou aux chefs d'ordre riches et dissipateurs qui, dans les écrits du temps, en sont représentés comme le résumé fidèle. S'il y a eu des Rohan, des Dillon, des Loménie, des Savines, il y a eu beaucoup d'évêques, dont le nom a fait moins de bruit, qui furent charitables, honnêtes, dévoués.

(1) On a malheureusement en France l'habitude des opérations radicales. On détruit la maison, on ne la répare jamais. Après avoir montré tous les services que rendait le clergé, régulier ou séculier, avec le produit de ses biens, un écrivain, que nous avons déjà cité, dit : « C'était la réalisation sans phrases de cette théorie si vantée en parole et si méconnue dans la loyale pratique : la séparation de l'Eglise et de l'Etat... Est-ce à dire que l'organisation temporelle du clergé français fût irréprochable et défiait toute critique et toute réforme ? On n'a jamais rien dit de pareil. — Le souffle libéral avait passé sur l'Eglise et tous les hommes de bonne volonté admettaient les redressements nécessaires... La législation qui précéda les mesures révolutionnaires avait conjuré les excès de la main morte... Il suffit de signaler l'édit de 1749, rédigé par le chancelier d'Aguesseau... En fait d'entraves à l'extension des biens d'Eglise, la législation moderne n'a rien imaginé de plus fort que cet édit... Les chefs du clergé proclamaient eux-mêmes la nécessité d'une réforme. On pouvait, d'un commun accord, et à cet égard l'entente s'était établie de toutes parts, mettre en vente, surtout dans les villes et gros bourgs, les couvents inutiles, les abbayes désertes, etc... On s'était, de plus, complètement accordé sur le principe du rachat des ventes perpétuelles, sur l'abolition des dîmes et censives, de certains droits de mutation, lods et relods, et sur l'anéantissement absolu des servitudes attachées à la personne. Enfin la soumission à l'impôt commun de toutes les propriétés de l'Eglise ne soulevait aucune objection. Si l'on ajoute à ces innovations essentielles la suppression des annates et des droits de déport, la prohibition de la pluralité des bénéfices au delà d'un revenu de 3.000 l., l'abolition du casuel des curés sous promesse spéciale de porter leur traitement minimum à 1.200 fr., l'interdiction des vœux perpétuels, la liberté des vocations religieuses, et enfin la participation du prêtre à tous les actes de la vie politique et civile, on possède dans ses grandes lignes cette révolution pacifique et bienfaisante qui s'était préparée en 1787, 1788 et se trouvait mûre à l'aurore de 1789. Alors tout était dit. Les changements nécessaires, légitimes, étaient consommés. Le délicat problème des rapports de l'Eglise et de l'Etat se dénouait sans secousse et sans déchirement. Les principes de 89, les vrais, ceux qui étaient issus de la nature des choses, et dont le clergé lui-même s'était fait l'apôtre, ces grands principes devenus la raison écrite d'un peuple initiateur, projetaient leur lumière paisible et sereine sur l'acheminement du vieux monde sacerdotal vers ses destinées. » ROCHER, *Tablettes du Velay*, t. IV.



La richesse a toujours été une grande corruptrice, et l'origine nobiliaire de la plupart des évêques était loin d'être une garantie de sainteté et de bonne administration religieuse. A ce point de vue, l'origine démocratique de la plus grande partie des prélats actuels est infiniment préférable; s'ils brillent moins, ils valent généralement mieux. L'épiscopat était trop souvent autrefois une carrière, tandis qu'il est redevenu, heureusement pour l'Église, ce qu'il devait être, c'est-à-dire un sacerdoce.



Après avoir exposé ses idées réformistes relativement au clergé, l'auteur de *l'Aristocratie enchaînée* aborde le terrain plus particulièrement politique et s'occupe de la constitution nationale, de l'administration des provinces, de la législation, de la liberté du citoyen, de la liberté de la presse et des mœurs publiques, des impôts, des mœurs des États généraux et des pouvoirs des élus.

Il demande des Assemblées nationales périodiques.

Pour la constitution et l'administration des provinces, il renouvelle le vœu déjà exprimé dans son premier cahier, c'est-à-dire qu'il y ait dans les États provinciaux trois fois plus de gentilshommes élus et d'ecclésiastiques non évêques, et que la présidence devienne élective.

A l'article Législation, il demande que la nation soit appelée à discuter et consentir la loi : *lex fit consensu populi, constitutione regis*. Voilà la base de l'ancienne législation à laquelle il faut revenir. Il trouve nos lois criminelles trop rigoureuses et propose, dans un but humanitaire, une expérience de deux ans pendant lesquels d'autres peines afflictives seraient substituées à la peine de mort.

Il demande, pour assurer la liberté du citoyen, que les lettres de cachet soient à jamais supprimées, et que le pouvoir judiciaire soit séparé du pouvoir exécutif.

Il demande la liberté de la presse, mais en réprimant les attaques contre la religion et les bonnes mœurs.



Il ne veut que « des impôts délibérés, consentis, libres, limités, répartis par les contribuables, sans conséquence pour l'avenir et en forme de don gratuit. C'est le premier droit des peuples libres; les pays d'États, le clergé de France l'ont conservé et les États généraux en ont toujours renouvelé la loi. » Il demande aussi que, « comme les besoins de la nation reviennent périodiquement, le consentement des impôts soit périodique aussi, et attaché au seul retour des assemblées nationales ».

Il demande qu'aux États généraux les créanciers de l'État soient écoutés, que la dette nationale soit vérifiée et assurée, que les propriétés véritables soient respectées, que les charges achetées et vénales ne soient pas abolies sans remboursement, que les véritables droits seigneuriaux soient non détruits, mais rachetés, puisque c'est la propriété et la subsistance de la noblesse qui a joui, acheté et vendu de bonne foi : « une banqueroute déshonorerait la France dans l'esprit de tous les peuples et de toutes les générations. »

Au sujet des pouvoirs des élus, il n'admet pas qu'ils soient limités. Il demande, au contraire, que les députés aient des pouvoirs illimités, moyennant les conditions suivantes qui résument la constitution désirée de tous et qui sont admis par « notre bon Roi, ce Roi, de tous les Rois le plus équitable » :

1° La liberté des personnes;

2° Le retour périodique des États généraux sans convocation;

3° Enfin, le consentement national à l'impôt.

Dans sa lettre au comte de Balazuc-Montréal, qui présida à Privas l'assemblée des trois ordres du Vivarais, Soulavie indique fort nettement les trois partis entre lesquels devra se décider le pays :

Le maintien de l'ancien régime ;

Un régime *populaire* « où la pluralité des voix et l'éligibilité des représentants décideraient de tout » ;

Un régime mixte dans lequel « la France et les provinces, soumises jusqu'à présent au pouvoir armé et absolu des minis-

tres qui gouvernent, depuis des siècles, sous le nom d'un roi héréditaire, lui opposeraient un corps de représentants héréditaires et éligibles comme en Angleterre ».

Soulavie trouve que l'Angleterre a sagement fait de se garrer du régime populaire, c'est-à-dire de la république, et de revenir à ce que nous appelons aujourd'hui la monarchie libérale et constitutionnelle ; et c'est dans ce sens qu'il conseille ses compatriotes du Vivarais.



Arrivons aux deux brochures de Soulavie concernant spécialement les États généraux.

Qu'est-ce que les États généraux ?

« Il y en a toujours eu dans l'Europe, dit Voltaire, et probablement dans toute la terre : il est naturel d'assembler la famille pour connaître ses intérêts et pourvoir à ses besoins. Les Tartares avaient leur *Cour-ilté*. Les Germains, selon Tacite, s'assembloient pour délibérer. Les Saxons et les peuples du nord eurent leur *Wittenagemot*. Tout fut États généraux dans les républiques grecque et romaine. »

S'inspirant de ce point de vue, l'auteur de *l'Histoire, le cérémonial et les droits des États généraux* passe une revue complète de l'histoire de France au point de vue des rapports de la royauté avec la nation. Énumérant toutes les assemblées convoquées par les souverains, il montre ces assemblées, sous la première race, composées seulement de militaires, auxquels, après la conversion de Clovis, furent adjoints des ecclésiastiques. Enfin, les conquérants s'étant alliés et confondus avec les vaincus, la classe du peuple français dite *libre* y fut appelée et compléta la réunion des ordres de l'État. Les assemblées nationales furent très fréquentes sous la première et la seconde race. Sous la troisième, elles commencèrent par perdre de leurs droits et cessèrent d'être périodiques.

Les derniers États généraux s'étant tenus en 1614, on n'avait, au début de la Révolution, que des données incertaines

sur leur composition depuis 1302. On avait donc invité les municipalités, les érudits et particulièrement les membres de l'Académie des inscriptions, à élucider la question. De nombreux mémoires répondirent à cet appel. Parmi les plus remarquables, se trouvent celui de Soulavie et celui d'un autre Vivarois, le comte de Launay d'Antraigues. Nos lecteurs savent déjà que la première partie de cette publication de Soulavie, composée de faits recueillis dans tous les ouvrages d'histoire de France, est du duc de Luynes, le député libéral de la Constituante et le fils de l'auteur des *Mémoires*.

La seconde partie, qui est l'*Histoire des vains efforts qu'on a faits sous les règnes de Louis XIV et Louis XV pour obtenir la convocation des États généraux*, est la partie vraiment originale de l'ouvrage, et l'on en retrouve d'ailleurs tous les éléments dans les autres travaux historiques de Soulavie.



La volumineuse série des publications de Soulavie, en 1789, se termine par l'*Histoire des États généraux de Versailles*, qui n'est, à vrai dire, que le compte rendu des assemblées électorales du clergé dans le bailliage de Caen et à Paris, auxquelles l'auteur prit une part active.

Déjà, en tête d'une troisième édition des *Doléances du clergé du royaume*, second cahier de l'*Aristocratie enchaînée*, Soulavie annonçait la publication d'un troisième cahier, dans lequel il promettait de donner l'histoire des élections successives des députés du bailliage de Caen aux États généraux, « l'histoire détaillée des combats, des factions des trois ordres, les vues et les desseins de ces factions, s'il s'en forme, et les mobiles secrets ou publics, afin de déconcerter et de montrer au grand jour, pour l'avenir, toute pratique qui nuirait à la liberté des suffrages, et s'opposerait aux vues du gouvernement et du patriotisme ».

Il annonçait encore « l'histoire de la conduite des députés de Normandie, qui certainement sera patriotique aux États

généraux : il est très essentiel de rendre compte à la patrie de la gestion de ses affaires ».

Ceci se rapporte à la période électorale du mois d'avril où Soulavie paraît avoir joué un rôle important dans l'assemblée ecclésiastique du bailliage de Caen.

A la suite de cette assemblée, dont nous rapportons plus bas les péripéties, Soulavie, renonçant à la forme projetée pour ses nouvelles publications, répandit un placard annonçant une *Histoire hebdomadaire des États généraux de 1789*, dont une « société d'ecclésiastiques » présidée par lui, devait rédiger chaque dimanche un numéro, qu'on aurait imprimé le lundi et le mardi, pour l'envoyer, comme les gazettes, le mercredi, contenant l'histoire de la semaine précédente. Cette entreprise dut se heurter à de sérieuses difficultés, puisqu'elle ne fut pas réalisée, ou du moins qu'elle s'arrêta aux trois premiers numéros que l'auteur nous a conservés, sous le titre peu justifié d'*Histoire des États généraux de Versailles*.

Mais cette histoire n'est pas dénuée d'intérêt et le tableau qu'elle contient des intrigues et des agitations existant dans les assemblées électorales de Paris et de la Normandie s'applique probablement, avec des nuances de détail, à toutes les assemblées du royaume.

L'assemblée générale du clergé du bailliage de Caen et des bailliages secondaires de Bayeux, Falaise, Thorigny et Vire se tenait dans la salle capitulaire de l'abbaye de St-Étienne de Caen. Elle était, comme toutes les assemblées ecclésiastiques, divisée en deux camps : celui des curés et bénéficiers de second ordre et celui des évêques et des gros commendataires, le premier plus nombreux, mais moins expérimenté et moins uni que l'autre. Il y avait 600 votants effectifs avec deux cents procurations.

Il s'agissait d'abord de nommer un secrétaire, ce qui était le poste important; les curés voulurent s'entendre entre eux pour choisir un candidat. L'orateur des moines de l'abbaye tenta de s'y opposer. Les curés répliquèrent que l'abbaye n'était pas au Roi qui en avait donné, pour le moment, l'usage à



l'assemblée. Le curé de la paroisse intervint et dit : A quoi bon discuter ? Venez dans mon église, nous y serons chez nous. Ce qui fut fait, et là on parvint, non sans peine, à s'entendre sur un candidat qui passa le lendemain, à la grande confusion de la faction des commendataires. Le parti aristocratique, représenté surtout par le chapitre de Bayeux, voulut contester la validité du *Règlement fait par le Roi pour l'exécution des lettres de convocation des États généraux*. Ce règlement, affiché partout depuis le commencement de février, portait que le Roi « a appelé aux assemblées du clergé tous les bons et utiles pasteurs qui s'occupent de près et journellement de l'indigence et de l'assistance du peuple ». Il a pris soin toutefois « que, dans aucun moment, les paroisses ne fussent privées de la présence de leur curé ou d'un ecclésiastique capable de le remplacer, et, dans ce but, S. M. a permis aux curés de donner leur suffrage par procuration ». Les ecclésiastiques, jouissant de bénéfices dans plusieurs bailliages, avaient la faculté de désigner un procureur fondé dans chacun, mais ne jouissaient que d'une voix dans la même assemblée.

Presque partout, le haut clergé protesta contre ce règlement, qui donnait la prépondérance dans les assemblées au clergé de second ordre. Mais presque partout aussi, les assemblées ecclésiastiques où les curés dominaient refusèrent de discuter le règlement royal. Il en fut ainsi notamment à l'assemblée de Caen. Au milieu de la confusion résultant des cris contradictoires, un jeune curé (Soulavie) monta sur la table et dit : « Nous perdrons une journée précieuse pour faire l'appel et pour compter les voix ; que ceux qui veulent juger le règlement de S. M. lèvent la main devant toute l'assemblée. » — Cinquante têtes pelées se dressent. — « Que ceux, au contraire, qui ne veulent pas examiner le règlement du Roi lèvent à présent la main. » — Et mille mains se lèvent.

Les vaincus déposent alors deux protestations préparées depuis quelques jours.

On y exprime la crainte que, vu la composition des assemblées, la représentation du clergé tout entière soit confiée à des

ecclésiastiques non possesseurs de bénéfices : « Un simple règlement ne saurait dépouiller les évêques de leur qualité de premiers citoyens de l'État, mais un règlement contraire aux intentions de S. M., toujours conformes à l'équité, peut-il les dépouiller et les dégrader ? Et n'est-ce pas les dégrader que de faire dépendre leur députation aux États généraux d'un clergé qui leur est subordonné ? » Les protestataires se retirèrent ensuite, le président (M<sup>sr</sup> de Cheilus, évêque de Bayeux) en tête, mais les curés tinrent bon et constituèrent l'assemblée sans eux. C'était en petit, comme on le voit, ce qui devait avoir lieu deux mois après aux États généraux de Versailles.

Soulavie, qui avait été déjà le *Deus ex machina* pour l'élection du secrétaire, reparut sur la scène pour l'élection des commissaires chargés de rédiger les cahiers. Il proposa que chacun des cinq bailliages (Caen, Lisieux, Falaise, Thorigny et Vire) nommât cinq commissaires et que la rédaction d'un cahier unique, dans lequel seraient fusionnés les vœux de tous les bénéficiers, fût confiée à ces vingt-cinq membres. La proposition fut acceptée et les curés consentirent à faire entrer cinq religieux dans cette commission. Celle-ci commença immédiatement ses travaux qui, paraît-il, furent très laborieux. On se perdait dans le chaos des cahiers particuliers. Soulavie se présenta alors avec son programme, basé sur les idées que l'on connaît. Il fut élu rédacteur général, mais le chef de la minorité des cinq (1), un bénédictin, « jeune, vigoureux et beau parleur » s'éleva avec la plus grande vigueur contre la partie relative aux biens du clergé, et parvint, en effrayant les commissaires, à les retourner complètement. La veille, ils avaient approuvé presque à l'unanimité les vues de Soulavie; le lendemain, celui-ci se trouva seul de son opinion. Le cahier qu'il avait préparé fut soumis à une nouvelle discussion et largement modifié, malgré l'opposition de son auteur. Ce cahier, lu ensuite à l'assemblée générale, fut une déception pour la

(1) Dom Menilgrand, prieur de l'abbaye de St-Étienne de Caen.

majorité qui avait compté sur le rédacteur général et qui se voyait déçue. La conséquence de cet incident fut la retraite de Soulavie qui, en donnant sa démission, fit distribuer la protestation suivante :

Avant la clôture des Cahiers, je prie de demander : 1° les vœux de tous les religieux à 25 ans et leur réforme dans la règle primitive ; 2° l'établissement d'une caisse ecclésiastique pour le soulagement des congruistes, des vicaires... peu partagés et autres ecclésiastiques ; 3° que cette caisse soit alimentée du revenu des monastères qui n'ont pas le nombre des religieux prescrit par les ordonnances de Louis XVI ; 4° que le revenu soit régi par l'ordre ecclésiastique des États de Normandie qu'on va former ; 5° le retour des dîmes au curé de la paroisse à la mort des décimateurs, etc., etc.

Je proteste solennellement contre le cahier que j'ai lu et que je ne signerai jamais. Je demande que l'assemblée fasse droit au moins aux six articles ci-dessus que Saint-Sauveur, Bonceil, Saint-Germain, Tracy surtout, etc., etc., ont combattu victorieusement. Dois-je abandonner la cause que mes frères m'avaient confiée comme leur rédacteur ? Je demande à prouver par témoins, à l'assemblée, que quelques commissaires m'ont fait offrir des présents par un curé qu'on a aussi joué, et je la remercie de tant de voix pour me créer scrutateur ; D. Ménilgrand m'a vaincu de deux voix. Fait à Caen, à 6 heures du matin.

Signé : SOULAVIE, curé.

La faction des commendataires tenta de perdre Soulavie, et donna lecture à l'assemblée d'un acte conçu en ces termes :

« Nous, grand bailli, vu le renvoi à nous fait, par le Président de la chambre du clergé, d'un imprimé en forme de protestation, après avoir fait appeler son auteur, *lequel ne s'est trouvé dans aucune chambre*, après perquisition faite, quoiqu'il eût paru le matin à l'assemblée, LES COMMISSAIRES DU CLERGÉ ENTENDUS, avons ordonné : 1° que ledit auteurs'ABSTIENDRA D'ASSISTER à l'assemblée du clergé ; 2° qu'il sera tenu de remettre les projets des cahiers dont il était resté saisi, etc. »

L'assemblée refusa de sanctionner cette exécution sommaire et, entourant Soulavie qui entra sur ces entrefaites, portant les cahiers, l'invita à ne pas tenir compte de la motion. Mais le bénédictin, chef du parti des commandataires, prit sa revanche le lendemain en faisant interdire l'accès de l'assemblée à Soulavie, qu'un suisse corpulent tint quelque temps séquestré dans un des parloirs, malgré son titre de grand-vicaire. Après

diverses tentatives infructueuses de curés, il fallut qu'un prêtre âgé, des plus respectés du pays, vint le délivrer. « Le rédacteur général fut porté dans l'assemblée et cent fois proclamé *le défenseur de l'ordre des curés* ; on l'éleva à côté du président et sur le plus haut des marches de son siège, ce qui en éloigna et confondit les moines qui l'environnaient. L'acte de la veille fut aboli ; la demande et les cris redoublés de l'assemblée l'ordonnèrent. » Malgré ce triomphe, Soulavie n'obtint pas ce qu'il désirait, sans doute, c'est-à-dire d'être élu député aux États généraux. Ce mandat fut conféré aux trois obscurs curés de Mutrecy, de Boncœil et de Tracy : Lefrançois, Letellier et Lévêque.

Les procès-verbaux de l'assemblée du clergé pour le bailliage de Caen, que nous avons consultés (1), sont beaucoup moins explicites, mais n'infirmement en rien le récit de Soulavie. Il y est dit que la nouvelle rédaction du cahier, faite après le rejet de la rédaction de Soulavie, fut adoptée à l'unanimité dans la séance du 26 mars. La fin de l'incident, en ce qui concerne ce dernier, y est aussi présentée d'une façon un peu différente :

Au moment de la clôture et signature du présent procès-verbal, M. l'abbé de Barbéry, président, a déclaré à l'assemblée qu'il s'était retiré vers M. le duc de Coigny pour obtenir la réintégration de M. de Soulavie, curé de Sévant, au nombre de ses membres ; ce qu'il a bien voulu accorder aux instances de mondit sieur abbé de Barbéry et aux prières de l'assemblée, pour quoi M. le curé de Sévant entré dans ladite assemblée, a déclaré rétracter l'imprimé distribué dans cette assemblée, et a exprimé sa sensibilité et sa douleur d'avoir eu le malheur de compromettre, quoique sans mauvaise intention, des confrères qu'il estime, qu'il honore et qu'il regarde comme incapables de manquer aux devoirs de bons citoyens et de bons ecclésiastiques, et vu la susdite déclaration, ledit sieur curé de Sévant a repris sa place en ladite assemblée et a manifesté publiquement sa reconnaissance, dont du tout nous avons accordé acte audit sieur curé de Sévant qui a signé avec nous.

Il paraît que Soulavie ne se serait pas borné, dans sa rédaction du cahier, aux questions purement cléricales, puisqu'il dit lui-même plus tard qu'il demanda la revision des traités avec les puissances étrangères, et il ajoute que « le duc de

(1) ARCHIVES NATIONALES, B III, 40.



Coigny fit enlever et les copies des traités, et le projet de cahier, et la personne du rédacteur (1) ».



La seconde partie de l'*Histoire des États généraux de Versailles* est consacré aux élections de la ville, prévôté et vicomté de Paris, où Soulavie paraît avoir aussi joué un rôle, mais où les idées qu'il représentait eurent aussi peu de succès que possible. « C'est, dit-il, dans les deux chambres du clergé de Paris que la monarchie diocésaine s'est montrée invulnérable; tout élan de liberté, tout effort pour abolir nos vices, nos abus, y ont été étouffés et traités comme la folie du siècle. »

L'auteur s'élève contre la pression exercée par les baillis sur plusieurs points de la France. Il dit que « tout pouvoir né ou vénal ou donné par autorité est un véritable fléau de la liberté publique, et, à ce propos, il déclare que les communes de Paris doivent être à jamais louées dans l'histoire pour avoir déposé tout président qui n'a pas voulu tenir sa dignité et son pouvoir de l'assemblée... ». Mais tandis que le tiers état dans Paris, celui surtout de la montagne Sainte-Genève, défendait les prérogatives des peuples libres, le clergé du pays latin, assemblé dans le voisinage, y montrait son goût pour la servitude...

Après une très vive critique du clergé enseignant, des études scholastiques, des exercices et de l'éducation du séminaire qu'il appelle une éducation d'hypocrisie, ne faisant exception que pour les Oratoriens, Soulavie fait un tableau, chargé sans doute, de la façon dont on procédait dans l'assemblée du clergé et des discussions puériles qui, parfois, remplissaient les séances : « On se querellait sur le cérémonial, sur le déisme, sur la théologie, les canons et les habits courts et longs... On ne fit pas de cahiers, mais on élut des supérieurs de séminaires et des professeurs. On ne nomma ni le curé de Saint-André-

(1) Voir plus loin, dans le chapitre consacré aux papiers et collections de Soulavie, l'extrait de son mémoire adressé à Napoléon I<sup>er</sup> en 1810.

des-Arts ni d'autres ecclésiastiques remarquables par les suffrages qu'ils réunissaient, par leurs travaux et par leurs écrits : l'abbé Sieyès y fut comme perdu dans la foule ; et, s'il eût été question de lui, un conseil de quelques commendataires et consorts, tumultueusement tenu en ma présence, dans l'assemblée, devait le déshonorer dans l'esprit des curés de campagne qui ne le connaissaient pas. Dans notre état, un impudent n'a qu'à dire dans une assemblée : Voilà l'ennemi de Moïse ! voilà un ami caché des protestants ! Sur-le-champ, il devient un membre odieux et inutile. »

Soulavie entre dans de longs détails sur les intrigues employées par le parti des commendataires pour diviser les curés et les empêcher de porter des candidats de leur ordre. Il rend compte aussi des débats et des intrigues des assemblées de la noblesse et du tiers état, et, s'il est prudent de n'accepter qu'avec réserve certaines de ses assertions, son récit est du moins précieux, en ce qu'il marque bien l'état des esprits à cette époque. Il semble que, des deux côtés, on comprenait la nécessité d'imposer des bornes et un contrôle au pouvoir absolu, afin de mettre un terme aux anciens abus qui avaient créé le gâchis où le pays se débattait ; mais les deux partis, d'accord sur le but, étaient profondément divisés sur les moyens pratiques, par des intérêts de classes et surtout par des défiances réciproques, qui rendaient presque inévitables les déchirements qui suivirent.

Soulavie expose avec détails les débats de l'assemblée du clergé de Paris *intrà muros* et constate que l'article des cahiers, reconnaissant à la nation le droit de vérifier la loi émanée du cabinet royal, ne passa qu'à la majorité de deux voix (46 contre 44).

Au sujet de la liberté de la presse, Soulavie intervint dans la discussion, pour protester contre le système des ordonnances, qui d'ailleurs avaient toujours été impuissantes, et demander qu'on leur substituât « des moyens plus efficaces et plus humains ». Il paraît qu'il fut hué.

Il intervint aussi pour le retour de la dîme au curé et aux

pauvres de la paroisse à la mort des titulaires de la com-mende, en faisant précéder sa proposition d'un autre article ainsi conçu : « Je demande que si les domaines du Roi sont vendus, après les déterminations nationales consenties par le Roi, les dîmes inféodées, attachées aux terres du Roi, ne soient point comprises dans la vente, mais retournent au curé et aux pauvres de la paroisse. » La motion fut rejetée.

Une autre proposition, tendant à empêcher l'augmentation du nombre des bénéfices attribués à la feuille des bénéfices royaux, n'eut pas plus de succès.

Sur la question des immunités ecclésiastiques, Soulavie raconte l'opposition que rencontra l'idée de faire participer le clergé aux charges communes. Il y eut des orateurs pour soutenir que le clergé ne devait rien, qu'il ne contribuait aux charges publiques que parce qu'il le voulait, que ses tributs étaient volontaires et ses dons gratuits, et qu'aucune puissance sur la terre n'avait le droit d'exiger de lui le moindre sacrifice. Ces paroles ne rencontrèrent pas, d'ailleurs, l'approbation générale. Alors « une voix aigre se fit entendre d'un coin de la salle en faveur des immunités, et l'abbé Barruel prit la parole pour démontrer à l'Assemblée qu'elle ne pouvait consentir au sacrifice de ses immunités, *sans ébranler les fondements de la religion*; car il est des grands saints, dit-il, que l'Eglise honore, à qui la défense de ces immunités a mérité la couronne du martyre ».

A titre d'éclaircissement et de correctif, il nous paraît bon de reproduire ici la lettre suivante que l'abbé Barruel écrivait à son frère le 28 avril.

... Enfin, nous tenons aussi à Paris nos assemblées pour l'élection de nos députés. J'assistai d'abord à celle du clergé de Saint-Sulpice, ensuite jeudi dernier, comme électeur, à l'assemblée générale des électeurs des trois corps. Il m'en souviendra de celle-ci. On n'en vit jamais de plus orageuse de la part de la noblesse et du tiers, et tout cela pour une circonstance qui ne signifiait autre chose que l'imperfection du règlement. Nous étions dans une même salle environ quatre à cinq cents ecclésiastiques à droite, cent cinq nobles seulement à gauche et trois cent trente-deux du tiers en face ou sur les galeries. Notre nombre effraya les deux ordres; on supposa des intentions où il n'y en avait point. Il était dit, dans le règlement, qu'il y aurait, dans



cette assemblée : 1° tous les curés de Paris, ce qui faisait d'abord 52 ; 2° un électeur ou procureur fondé de chaque communauté, ce qui en donnait environ 150 ; 3° qu'on se décimerait dans les chapitres, qu'on se vigésimerait dans les paroisses ; 4° que tout bénéficiaire de la prévôté serait électeur. Tout cela aurait produit un bien plus grand nombre encore. On ne le sentit pas d'abord. On ne vit pas que la noblesse aurait pu être bien plus nombreuse si elle se fût rendue aux assemblées préliminaires où elle aurait dû se décimer ; qu'on pouvait dire autant du tiers. Les deux ordres voulaient, de notre part, une réduction devenue impossible, chacun ayant son titre. D'ailleurs, que nous faisait ce nombre, puisque nous ne pouvons jamais nommer plus de dix députés, comme la noblesse ? Mais il y avait intention de délibérer par tête, de faire les cahiers en commun, et on sentait que nous n'en voudrions pas. Mais nous en aurions toujours fait autant et avec le même effet quand nous n'aurions été que cent, puisque l'opposition d'un seul ordre suffisait pour empêcher cette communauté.

Le tapage fut affreux depuis 9 heures du matin jusqu'à 11 heures du soir, excepté de la part du clergé, dont on loua beaucoup la tranquillité et le silence.

De toutes les circonstances de ce tumulte, les plus remarquables sont que la noblesse se retira et cria au tiers d'en faire autant. Nous les laissons faire sans démarrer députations sur députations qui ne gagnèrent rien. Enfin, on revient dans la salle. Nouveau tapage pour procéder aux vérifications de pouvoirs. M<sup>gr</sup> le duc d'Orléans, monté sur une table au milieu de la salle, ouvrit un avis qui fut fort applaudi, mais qu'on se garda bien de suivre. La noblesse, par ses orateurs à gosier de stentor, mendiait la fraternité du tiers qui, dès la première fois, répondit par quelques Non. Mais, sur le soir, à la même sollicitation, partirent comme des mille tonnerres de non ! non ! non ! de toutes les bouches du tiers. Enfin, quelques nobles offensés crièrent à leur orateur aussi : Non, Monsieur, non, ce n'est pas là le vœu de la noblesse ! et alors les non de redoubler à tue-tête de part et d'autre. Le clergé riait sous cape et n'attendait que le serment pour se retirer dans sa chambre. Le lieutenant civil nous renvoya au dimanche à midi. Alors redoubla le tapage, les cris du tiers et du clergé même : le serment ! Monsieur, le serment ! Le lieutenant civil se retira malgré ces cris sur les 9 heures. On protesta, on cria jusqu'à onze heures, mais il fallut bien aller se coucher.

Bien des fois, dans la journée, mes réflexions me navraient l'âme et je voulais me retirer, en prévoyant tout ce que cela annonçait pour les États généraux. Des ecclésiastiques ne voulurent point me laisser sortir ; à présent, je n'en suis pas fâché. — Il est bon d'avoir eu les hommes à observer dans une pareille circonstance. Enfin, le dimanche, après le serment, chaque ordre se retira dans sa salle. Les seules opérations essentielles que nous ayons faites jusqu'ici ont été d'arrêter : 1° que nous ferions nos cayers par ordre, en communiquant aux deux ordres ce qui aurait rapport à l'intérêt commun ; 2° de renoncer à nos privilèges pécuniaires et d'admettre l'égalité d'imposition pour tout ce qui aurait été consenti librement par la nation et nous. Je fus seul au milieu de quatre cents ecclésiastiques à oser élever la voix pour représenter qu'il fallait ici bien distinguer le privilège national du privilège ecclésiastique,



privilège du pauvre, et à la charge du prêtre, à laquelle il ne nous était pas permis de renoncer, sans trouver un moyen de dédommager le pauvre. La question fut débattue entre l'agent du clergé, M. de Montesquiou, et quelques autres de leur côté; moi seul du mien, quoique presque tous avouassent que mes principes étaient vrais. Je ne demandais pas qu'on ne payât pas, je demandais seulement qu'on conservât le privilège du pauvre ou qu'il en fût dédommagé. Le lendemain le grand archidiacre vint à mon secours; on crut que quelques expressions ajoutées à la délibération suffisaient. C'est une terrible chose que des délibérations si précipitées et où le zèle n'a pas le temps de s'éclairer. Le clergé a très bien fait de manifester tout le sien vers la patrie; mais je vois avec peine qu'on n'a pas assez senti la nécessité de dédommager le pauvre du sacrifice de ses droits, et que c'est notre faute à nous, ecclésiastiques, si nous avons rendu odieux un droit dont nous avons mal usé. Les États généraux sont renvoyés au 4 mai... (1).

La défiance était si vive contre le gouvernement que, dans beaucoup de provinces, les communes et la noblesse prorogèrent leurs séances jusqu'à la clôture des États généraux et leurs députés furent tenus de venir rendre compte à leurs mandants de leurs travaux et des opérations de l'Assemblée nationale. A Paris, les communes élurent un président et un secrétaire pour continuer de temps en temps l'assemblée pendant les États généraux, entretenir une correspondance avec les députés, et décidèrent qu'elles s'assembleraient de nouveau le 7 juin suivant. La chambre de la noblesse renvoya son assemblée future au trentième jour après la clôture des États généraux, mais l'assemblée du clergé repoussa comme illégale et odieuse toute motion de ce genre, et Soulavie, qui osa la faire, fut encore hué.

En résumé, les idées de réforme soutenues par le clergé inférieur prévalurent généralement, quoique d'une façon modérée, dans les cahiers du clergé. Il est à remarquer que, dans le bas Vivarais, les nobles se montrèrent encore plus hostiles que le tiers état aux congrégations religieuses. Ils demandèrent qu'il leur fût interdit de recevoir des novices, et qu'il fût offert à chaque monastère d'en séculariser les sujets, attendu, dirent-ils, que « les motifs qui, en des temps reculés, autorisè-

(1) Cette lettre, comme celles qu'on a lues au chapitre III, font partie d'une collection de lettres complètement inédites, adressées par l'abbé de Barruel à sa famille et dont celle-ci conserve précieusement les originaux.

rent l'établissement des corps monastiques, ne subsistent plus et quo ces corps, en s'éloignant eux-mêmes de l'esprit de l'institution, ont rendu également nuisibles à l'État leur existence et leur opulence (1) ».

Le clergé de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg présente le très rare spectacle d'un accord entre toutes les classes ecclésiastiques. Les élus sont un curé et un archidiacre de la cathédrale (2) remplaçant l'évêque qui refuse l'élection. Ils reçoivent le mandat impératif de *voter par tête* aux États généraux et d'obtenir avant tout « un règlement qui assure à perpétuité la liberté des personnes, la propriété des biens, le consentement libre et volontaire de l'impôt, une administration constitutionnelle et élective », détail qui n'étonne pas, si l'on se rappelle qu'en 1576 les gens du Vivarais, voyant leur pays dévasté par les guerres de religion, firent déposer les armes aux catholiques comme aux protestants et organisèrent la tolérance mutuelle : l'assemblée ecclésiastique de Villeneuve est une de celles qui s'abstiennent de réclamer le retrait de l'édit de tolérance de 1787, qui rendait l'état civil aux protestants.

A Annonay, où est nommé le curé de Saint-Péray official et archiprêtre, les États généraux sont suppliés de restituer enfin aux curés « leur place dans la hiérarchie ecclésiastique, de déclarer qu'ils *forment corps* et qu'ils seront appelés aux assemblées en nombre égal à nosseigneurs les évêques (3) ».

Au point de vue, non des mandats mais des personnes, le résultat général des élections du clergé en 1789 fut : d'une part, 205 curés, de l'autre 52 abbés et chanoines, 7 moines et 42 prélats (4).

Les brochures de Soulavie sont mal digérées et la forme en est plus que médiocre ; mais il y a une véritable connaissance du sujet et une chaleur communicative qui vient de la pro-

(1) L. DE PONCYN, *les Cahiers de 89 et les vrais principes libéraux*.

(2) M. Chouvet, curé de Chomérac, et l'abbé de Pampelonne.

(3) CHASSIN, *les Cahiers des curés de 1789*, p. 210.

(4) Il existe aux Archives Nationales 176 registres in-folio de 500 à 1.000 pages sur les actes relatifs aux élections de 1789.

fonde conviction de la justice de sa cause. Au reste, par leurs défauts même, elles étaient fort bien appropriées au temps et au milieu et devaient avoir un effet sur l'opinion publique. Il est à remarquer que si les allures en sont parfois grossières et agressives, les idées, au fond, sont généralement modérées. L'auteur ne prévoyait pas plus que la masse de la nation les excès où, par suite de la vitesse acquise, les revendications les plus légitimes devaient bientôt entraîner le pays.

Après la Révolution, il voit d'un œil assez différent les élections de 1789, et voici ce qu'il en dit alors :

« Une poignée d'évêques se trouva effacée et neutralisée par une masse de curés qui s'étaient élus eux-mêmes et qui portaient de tous les coins de la France aux États généraux leur jalousie, leur mécontentement, leurs principes égaliseurs, beaucoup de droits lésés, la pauvreté irritée et leurs prétentions contre le haut clergé (1). »

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 292.

## CHAPITRE VI

### SOULAVIE JACOBIN

(De 1790 jusqu'au 10 août 1792.)

#### SOMMAIRE

Mémoires historiques publiés en 1789-90. — Article dans le *Moniteur* pour ne pas laisser aux ministres le droit de déclarer la guerre. — La disparition de dom Patouillot. — Collection des mémoires historiques du règne de Louis XV. — Brouille avec le libraire Buisson. — Une nouvelle gazette de la Révolution. — Conseils aux législateurs. — La Constitution civile du clergé. — Soulavie présente à l'assemblée quelques prêtres assermentés. — Ses idées sur l'éloquence de la chaire. — Le mariage des prêtres. — Le club des Jacobins. — Gènes et Paris. — Conseil au Roi. — La reine Marie-Antoinette. — Le comte d'Antraigues. — Les embarras de la cour en juillet 1792. — Louis XVI. — Conversation avec M. de Chambonas. — Négociation de la cour avec Brissot. — Ajournement de la proposition de déchéance.

Soulavie employa la fin de 1789 et le commencement de 1790 à préparer diverses publications historiques. On voit paraître en 1790 la première édition des *Mémoires du duc de Richelieu* (4 vol.), les *Œuvres complètes du duc de Saint-Simon* (13 vol.), la première partie des *Mémoires de Duclos* (1 vol.), les *Mémoires du ministère du duc d'Aiguillon* (1 vol.), la *Correspondance du cardinal de Tencin* (1 vol.), et, en 1791 et 1792, les *Mémoires de la minorité de Louis XV*, soi-disant par Massillon (1 vol.), et les *Mémoires de Maurepas* (4 vol.).

Le 2 juillet 1790, le *Moniteur* publiait un article de Soulavie dont le titre dit assez l'objet et le sens : *Observations sur la guerre imminente entre l'Espagne et l'Angleterre, et sur les causes qui la préparent. — Caractère des guerres ministérielles des Français pendant le règne de Louis XV. — Prin-*



*cipes des Républiques, des Monarchies et des États despotiques sur la paix et la guerre. — Nécessité de lier les mains au ministère français sur cet objet.* C'est un discours que l'auteur devait lire, le 17 mai précédent, à la Société des amis de la Constitution. Soulavie ne veut pas qu'on laisse aux ministres le droit de paix et de guerre. Il soutient, en s'appuyant sur les guerres du règne de Louis XV, que toutes nos guerres ont été *inutiles, prétextées, ministérielles, injustes, désastreuses*. Il montre, du reste, qu'il en est de même dans les autres États, même en Angleterre, où, après avoir employé les prétextes *Papisme, France et Prétendant*, on emploie aujourd'hui le mot *Commerce*. L'article se termine par cette phrase comminatoire :

« Après ces faits, ces tableaux, ces résultats, si l'assemblée juge convenable d'associer le ministère à la fatale prérogative de déclarer la guerre, il me restera à prononcer dans cette assemblée un discours sur ce problème politique : la guerre ayant été toujours et partout l'instrument du caprice, de la politique et des passions privées du pouvoir exécutif, quel moyen peut-il rester au peuple pour garantir ses représentants des suggestions anti-patriotiques ? »

Deux jours après, le *Moniteur* publiait une autre lettre de Soulavie *sur la cage de l'abbaye de Citeaux et sur la personne de Dom Patrouillot qui y a été renfermée*. La lettre est adressée à l'abbé de Citeaux et aux départements qui renferment cette abbaye et celles de la Fremade, d'Oléron et des Chambons. Elle débute ainsi :

M. l'abbé et supérieur général de l'ordre. En parcourant, en 1776, nos montagnes méridionales, j'aboutis à une des abbayes de votre ordre, celle des Chambons, toute environnée de précipices, et j'y trouvai une pierre précieuse qui appartient à votre ordre et que je voudrais restituer à la nation ; je veux dire un de vos religieux inconnu, fait pour illustrer votre corps par ses talents, son amour de la liberté, son savoir dans l'agriculture et l'histoire naturelle, et surtout par ses mémoires sur l'ordre de Citeaux. Ce religieux vraiment précieux se nomme Patouillot. Il eut la bonté de me guider dans nos montagnes et, avec ce guide, je traçai sur nos cartes la division naturelle de nos terres primitives, calcaires, volcanisées, etc. Ce religieux disparut de la société en janvier 1780, et le prieur des Chambons m'écrivit, en ce temps-là, que vous

l'aviez renfermé à Citeaux quand il vous portait les doléances et la procuration des religieux de votre ordre. Toute l'année 1780 et 1781 se passèrent à vous écrire et à faire supplier votre révérence de rendre la liberté à mon ami Patouillot : vous ne daignâtes pas écouter mes prières ni les honorer d'une réponse. Je me liai avec plusieurs de vos religieux ; ils m'assurèrent que le logement que vous avez donné à mon ami à Citeaux était une cage de fer...

Soulavie raconte ensuite ses démarches auprès du ministre de la Bastille et des prisons, auprès d'un avocat de Nuits et enfin auprès du Parlement de Dijon, pour retrouver Dom Patouillot. Il apprend par l'avocat de Nuits, d'après des dires d'ouvriers, qu'un frère avait été enfermé dans une cage pour avoir donné un soufflet à l'abbé général de Citeaux. Il assure qu'il vient de recevoir d'un homme public et connu une lettre l'informant que des recherches de la municipalité de Citeaux ont amené la découverte d'une cage, non en fer, mais en bois, « où quelques religieux ont été placés de même que dans les *vade in pace*, où ils ont péri. Soulavie finit en répétant sa demande sur Dom Patouillot. Il veut savoir ce qu'il est devenu. Il a des raisons personnelles d'avoir son extrait mortuaire, s'il est mort, ou de le voir s'il est encore en vie. Si tout ce qu'on lui a dit est une fausseté, il sera le premier à le publier. En attendant, il appelle sur sa lettre l'attention des municipalités et des départements sur lesquels se trouvent des couvents de l'ordre de Citeaux.

Cette lettre marque un pas notable de Soulavie dans la voie des crédulités et des violences qui caractérisaient l'opinion régnante, dès qu'il s'agissait de la monarchie ou des ordres religieux.



Cette année de 1790 fut marquée par une grosse brouille entre Soulavie et son éditeur, Buisson. Soulavie, mécontent de Buisson, forma alors une société pour éditer toute une *Collection historique des Mémoires du règne de Louis XV*, dont faisaient partie les ouvrages cités plus haut, mais il y a lieu de croire que cette société ne comprenait pas d'autre personne

que lui-même. La *Collection* était sous forme de livraisons, d'environ cent pages, paraissant le 10, le 20 et le 30 de chaque mois; la publication commença le 30 septembre 1790 et se continua jusqu'à la 36<sup>e</sup> livraison. On peut suivre les phases de cet incident dans les *Mémoires de Maurepas*. En tête du 1<sup>er</sup> volume qui porte l'indication : A PARIS. Au bureau de la collection des *Mémoires relatifs à l'histoire du règne de Louis XV, rue Condé, n° 7*. 1791, se trouve la liste suivante des livraisons parues depuis le 30 septembre 1790 jusqu'au 20 avril 1791 :

- I. du 30 sept. Vie secrète de Richelieu.
- II. — 10 oct. Lettres de M<sup>me</sup> de Tencin.
- III. — 20 oct. Suite des lettres.
- IV. — 30 oct. — Suite des lettres.
- V. — 10 nov. Suite de la vie de Richelieu.
- VI. — 20 nov. Mémoires du duc d'Aiguillon.
- VII. — 30 nov. Mémoires de Duclos.
- VIII. — 10 décembre. Suite de Duclos.
- IX. — 20 déc. Suite des mémoires du duc d'Aiguillon.
- X. — 30 déc. Suite de Duclos.
- XI. — 10 janv. Suite des mémoires de Richelieu.
- XII. — 20 janv. Suite des précédents. 2<sup>e</sup> cahier.
- XIII. — 30 janv. Suite des précédents. 3<sup>e</sup> cahier.
- XIV. — 10 février. Suite des lettres de M<sup>me</sup> de Tencin.
- XV. — 20 fév. Suite des mémoires de Richelieu.
- XVI. — 28 fév. Suite des mémoires du duc d'Aiguillon.
- XVII. — 10 mars. Mémoires de Maurepas.
- XVIII. — 20 mars. Suite de Maurepas.
- XIX. — 30 mars. Suite de Maurepas.
- XX. — 10 avril. Suite de Duclos, sans lacunes.
- XXI. — 20 avril. Mémoires du président Rouillé.

À la suite de cette énumération on peut lire la note ci-après :

*État des Mémoires que des anonymes et les subalternes de l'ancien gouvernement ont opposé depuis quelque temps à la vérité de l'histoire, et que le public trompé reconnait en ce moment être tronqués.*

I. — *Mémoires de Saint-Simon*, d'abord en 3 vol., chez Buisson.

II. — *Mémoires de Saint-Simon*, depuis par supplément en sept volumes, chez Buisson aussi. M. Treuttel, possesseur des mémoires de ce duc et de son portefeuille, va publier les 13 volumes.

III. — *Mémoires du duc de Choiseul*, en 2 vol., chez Buisson. Le public déçu n'a trouvé que deux anecdotes dans cet ouvrage; l'original formerait à peu

près douze volumes dégagés des sottises insérées dans celui-ci et que le feu duc eût désavouées dans un autre moment.

IV. — *Mémoires de Duclos*, 2 vol., chez Buisson. Tous les lecteurs reconnaissent la lacune depuis 1729 jusqu'en 1757 ; la soustraction surtout de l'affaire citée par Duclos, p. 440, t. II.

V. — *Vie privée du maréchal de Richelieu*, 3 vol., chez Buisson, déjà jugés par le public (voyez la note p. 300, suite des *Mém. de Richelieu*). Ce libraire, cinq fois cité ici, ne pouvant obtenir de nous la suite des *Mémoires du maréchal*, a fait composer cette vie par ses salariés et publié contre nous et contre nos travaux des libelles signés de lui.

Voilà, en attendant, cinq ouvrages défigurés sur l'histoire que la librairie a produite, que le public a jugés, et nous défions le libraire de citer un homme connu qui s'en déclare l'éditeur.

Cette note est suivie d'une lettre adressée à Buisson par « la Société des gens de lettres qui s'occupent des mémoires du règne de Louis XV ». Il paraît que Buisson, ne pouvant obtenir de Soulavie les *Mémoires de Maurepas*, avait répandu partout des libelles contre ces mémoires avant leur impression. La lettre dit qu'on va montrer peu à peu les pièces justificatives à la main, la conduite de Buisson depuis huit mois contre des gens de lettres que le public sait avoir alimenté son commerce. « Aux monuments de notre histoire substituez des fragments historiques que le public juge deux mois après ; et dans six mois, vous verrez, Monsieur, le résultat de la guerre de librairie contre des gens de lettres que vous n'avez pu réduire ni assujettir ; vous verrez l'effet du conflit de vos fragments historiques et des vies de votre façon contre les mémoires historiques. »

Les pièces qui précèdent ont été ajoutées au volume après coup, car elles forment une pagination de huit pages, c'est-à-dire le double de ce qui avait été prévu, puisque le texte commence à la page 5. On peut en conclure que la brouille est survenue alors qu'une partie du texte était déjà imprimée.

Le tome II des *Mémoires de Maurepas* a un avis portant que si la Société « qui s'occupe de la collection des mémoires du règne de Louis XV » ne publie pas de suite les volumes des mémoires, c'est « la crainte bien motivée d'une contre-façon qui l'en empêche ». Du 30 septembre 1790 au 10 mai



1791, la Société a publié vingt-deux livraisons. Ainsi, la brouille continue avec Buisson, et c'est pour se garer de lui qu'on procède, comme on le fait, par livraisons.

Le tome III est daté, comme les deux autres, du bureau de la collection des *Mémoires*, rue de Condé. On y annonce l'ajournement des *Mémoires de Bouillé*, qu'on remplacera par deux livraisons de caricatures (lesquelles se trouvent effectivement à la fin du tome IV).

Ce tome IV montre qu'un arrangement s'est effectué. Il est daté : *Paris, chez Buisson, rue Hautefeuille, 20. 1792*. Un avis indique les *Mémoires de Richelieu* et autres publications de Soulavie comme se trouvant chez le même libraire, avec cette note significative au bas :

« Les *Mémoires de Massillon*, publiés par M. Buisson, forment la 31<sup>e</sup>, la 32<sup>e</sup> et la 33<sup>e</sup> livraison de la collection historique, publiée ci-devant *rue de Condé*. — Le présent volume, qui est le tome IV<sup>e</sup> et dernier des *Mémoires de Maurepas*, forme les 34<sup>e</sup>, 35<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup> livraisons du même ouvrage. La suite de cette collection est sous presse jusqu'à son complément. »

Les trois premiers volumes des *Mémoires de Maurepas* complètent évidemment ici les livraisons manquantes, à raison de trois livraisons par volume.

Soulavie s'étant donc réconcilié avec Buisson, celui-ci continua la publication des mémoires, non plus en livraisons, mais en volumes. C'est alors que fut activement poussée l'impression de l'édition complète des *Mémoires de Richelieu*, en neuf volumes, terminée le 18 décembre 1792.

Les *Œuvres de Saint-Simon*, en 13 volumes, avaient paru dans l'intervalle chez Treuttel et Wurtz, avec la date de 1791. Chaque volume de ce dernier ouvrage est suivi de « notes, explications et additions », qui sont pour la plupart des extraits des mémoires de Richelieu, de Maurepas, de Massillon, du duc de Luynes, du président Rolland, du maréchal de Villars, des manuscrits de Colbert, et quelquefois des appréciations personnelles de l'éditeur des *Mémoires*, où l'on peut voir la marche de ses idées à mesure que se développait la Révo-

lution. Tous les Mémoires qu'a publiés Soulavie sont d'ailleurs entremêlés de notes de ce genre, portant ordinairement la date du jour où elles ont été écrites, résumant ses impressions sur la question du moment, et leur ensemble forme une sorte de gazette qui n'est pas à dédaigner pour les historiens de la Révolution. C'est à ce double titre, c'est-à-dire autant au point de vue du caractère de l'auteur qu'au point de vue de la marche des idées pendant la Révolution, qu'il nous paraît intéressant d'en donner un aperçu à nos lecteurs.



La plus ancienne porte la date de 1787. A cette époque, on était loin d'un libéralisme outré, et Soulavie, à propos des projets de réforme de Saint-Simon, qui voulait que les pairs du royaume fussent colégislateurs du Roi, se borne à plaider la cause d'une représentation nationale quelconque auprès du monarque. « Comme tous les rois, dit-il, ne sont pas des Henri IV ou des Louis XII, il est indispensable qu'il y ait un conseil national, un corps représentant le peuple qui soutienne la royauté : un roi environné de courtisans avides peut-il connaître son peuple ? Que ce corps soit la pairie, que ce soit un parlement, que ce soit des nobles, ou des roturiers, ou mixte, il faut que ce corps existe et je trouve étrange qu'on déclarât un légiste, un magistrat, incapable de les représenter parce qu'il est magistrat : la nation sans doute serait mieux représentée par des envoyés du peuple : demandons à nos amis pourquoi ils préfèrent un parlement aux États généraux. » (*Note écrite en 1787.*) (1).

L'année suivante, à propos des considérations de Saint-Simon sur l'histoire et les révolutions du gouvernement en France, Soulavie s'attache à démontrer que les rois n'ont jamais ordonné la loi d'une manière absolue ; que le consentement du peuple était nécessaire ; que même les affaires de pure administration sous nos premiers rois étaient agitées et résolues dans

(1) *Œuvres de Saint-Simon*, XIII, 88.

l'assemblée nationale. « Les bons rois, dit-il, les bons ministres ont l'attention de conserver aux peuples leurs droits particuliers, c'est le propre du tyran de tout détruire pour ordonner l'égalité. En France, nous venons d'être témoins de la justice de notre bon Roi pour conserver à chacune de ses provinces sa constitution : il a éloigné de lui deux ministres (Loménie et Lamoignon) qui avaient conçu l'idée étrange de la bouleverser, et pourquoi n'a-t-on pas puni aussi sévèrement ces hypocrites écrivains qui ont enseigné des *erreurs* aussi dangereuses que les actions de ces deux ministres, qui n'ont rien oublié pour ôter, s'il eût été possible, au monarque cette tendre commisération qu'il porte dans son cœur pour ses pauvres sujets, et aux Français, cet éternel dévouement au trône qui les ont toujours animés et les animeront à jamais ? » (*Note écrite le 30 septembre 1788.*) (1).

Plus loin, il fait l'éloge de l'action civilisatrice du clergé dans les siècles passés. Il loue surtout le « clergé congruiste » et attaque les évêques comme des tyrans et les séminaires comme des écoles d'hypocrisie. En défendant les parlements contre Saint-Simon, il constate que, par suite d'un accord tacite, et à défaut des États généraux, les Parlements représentaient la nation. « Il est fâcheux toutefois que la nation soit si mal représentée. »

Résumant ses observations contre les vues du duc de Saint-Simon, Soulavie conclut « qu'il est de l'essence de la monarchie d'avoir un conseil, mais un conseil national et non secret, un conseil que le vœu de la France qu'il représentera puisse diriger, un conseil qui oblige le monarque à suivre ses décisions. L'autorité du despote n'appartient pas à nos rois ; la nation est formée d'un peuple franc, libre, qui a toujours réclamé contre les abus du pouvoir... Les Français ont mis la couronne sur leur égal ; ils n'appartiennent point au prince ; c'est le prince qui leur appartient et qui est leur créature. La volonté absolue d'un homme sujet à toutes les infirmités humaines

(1) *Œuvres de Saint-Simon*, XIII, 12.

n'est point le principe de la soumission ; un peuple libre ne peut être soumis qu'à des lois qu'il a faites ou consenties... *Lex fit consensu populi, constitutione Regis* : il n'y aura que de mauvais Français qui interpréteront dans un mauvais sens, dans le sens faux, le principe qui est la sûreté des nations et sans lequel elles sont tôt ou tard le jouet du despotisme ». (*Note écrite en France avant la Révolution.*) (1).

En mars 1789, Soulavie, racontant que le Régent ouvrit la Bastille (en 1715), et qu'on la trouva « pleine de bons citoyens, de théologiens, de jansénistes, de tous ces coupables-là », ajoute : « *Usque quo, domine ?* »

On trouve dans le même volume :

« Le temps où le peuple devait lui-même abolir cette Bastille et demander le ministre qu'il aime, avec plus d'efficacité, n'était pas encore arrivé en France ; mais l'esprit humain, s'éclairant peu à peu, préparait de loin le spectacle d'un peuple qui exécute enfin, après avoir trop longtemps gémi, soupiré, sollicité, demandé. » (*Note écrite après la Révolution de juillet 1789.*) (2).

On sait ce que furent les journées d'octobre 1789, quand la populace parisienne alla chercher la famille royale à Versailles et la ramena dans la capitale. Il est à remarquer qu'en parlant de cet événement Soulavie exprime encore des sentiments d'attachement au Roi et à la royauté, qui contrastent avec le langage hostile que nous lui verrons bientôt tenir. « Ce rapprochement, dit-il, sera favorable au monarque et au peuple..., et nous nous attacherons encore davantage, s'il est possible, à nos rois... L'aristocratie se plaint de voir le Roi au milieu de nous ; c'est qu'elle était intéressée à l'en éloigner et à le séparer de la nation... Le Roi est au milieu d'un peuple fidèle et l'amour des rois est une vertu innée dans le cœur français. Nous l'avons conservée, cette vertu, dans les horreurs mêmes de nos troubles, et nous laisserons les Américains, les braves Flamands, renverser le trône de leurs souverains ; nous, nous

(1) *Œuvres de Saint-Simon*, 36, 77 et 104.

(2) *Idem*, VII, 254 et 259.



répandrons notre sang pour le soutien et la gloire du trône. » (Note écrite le 25 décembre 1789.) (1).

Le 20 janvier 1790, à propos de la loi électorale alors en discussion, Soulavie présente quelques observations sur la constitution, « en comparant le caractère d'une représentation héréditaire à celui d'une représentation éligible ». Il constate la mobilité de l'esprit public en France, et craint que le pouvoir royal héréditaire n'arrive, comme par le passé, à faire prévaloir ses volontés sur celle du pouvoir législatif. Il craint l'influence d'un conquérant heureux, d'un autre Louis XIV, d'un César s'exerçant invinciblement au préjudice de l'esprit de liberté. « L'esprit militaire, dans les monarchies, n'a-t-il pas toujours étouffé les vertus civiles et patriotiques?... L'Assemblée nationale, instruite des temps passés, ne saura donc assez imaginer de lois pour contenir ce pouvoir qui avait tout envahi en France, tout aboli, tout détruit; car elle est bien persuadée que nous n'aurons pas toujours pour souverain un honnête homme (2).

La question religieuse tient naturellement dans ces notes une large place. On sait que la Constitution civile du clergé fut votée le 12 juillet 1790. Soulavie s'en occupe à diverses reprises. Il prêche à l'Assemblée une « tolérance bienfaisante », mais toujours « en se maintenant dans les principes et les libertés de l'Église gallicane ». Il blâme le ministère d'avoir demandé à Rome la sanction de la Constitution civile du clergé. Il sait bien que cette Constitution ne blesse pas la foi, et qu'elle ne porte que sur des questions de discipline, « mais sur ce point elle enlève au pape des prérogatives fort anciennes et, en s'en dépouillant lui-même, par la sanction qu'on lui demande, le pape reconnaîtrait que sa puissance était une usurpation. Or, quel désordre peut être amené par son refus ! Un schisme serait la chose la plus déplorable du monde ». L'auteur compte sur la sagesse de Pie VI : c'est un « bon prince, plein d'humanité..., un pape administrateur et le seul espoir

(1) *Œuvres de Saint-Simon*, I, 246.

(2) *Mémoires de Richelieu*, première édition, IV, 83 à 90.

qui reste à la liberté de l'Église de France au delà des monts. Vainement l'Europe, asservie à des puissances militaires, se liguera-t-elle contre nous. Pie VI se ressouviendra que l'Église de France avec toutes ses libertés est la plus illustre portion de la chrétienté; il reconnaîtra que l'Église comme les monarchies n'est pas toute composée d'aristocrates, mais d'un peuple fidèle qui en est le fondement; qu'il ne peut jamais manquer de cardinaux ni de prélats à l'Église catholique, mais qu'un peuple illustre et fidèle peut encore lui manquer (1).

Soulavie prêta le serment constitutionnel prescrit par le décret du 27 novembre 1790, mais il ne put trouver, dans la paroisse Saint-Sulpice qu'il habitait, « aucun prêtre amant de la liberté » pour l'imiter. Sept à huit ecclésiastiques, habitant dans son arrondissement, donnèrent seuls « l'exemple de la soumission à la loi ». Ils prêtèrent serment le 9 janvier 1791 et Soulavie rédigea, en leur nom, l'adresse suivante, qu'il présenta le lendemain à la barre de l'Assemblée nationale, et dont le président donna lecture :

Messieurs,

Les ecclésiastiques de la paroisse de Saint-Sulpice, ou qui résident dans son arrondissement, se font un devoir de vous apporter les motifs de leur soumission à la loi. Ils ont prêté leur serment parce qu'ils ont vu dans la Constitution civile du clergé le triomphe de la religion primitive et le retour à l'esprit de l'Évangile, dont le laps des temps et les passions humaines nous avaient éloignés depuis plus de mille ans; les fidèles demandaient cette restauration et l'esprit de l'Église nous démontre que des obstacles insurmontables l'ont toujours éludée. C'est donc à la nation française que le christianisme doit son retour à ses primitives institutions; et l'Assemblée nationale a opéré ce que que l'Église gallicane n'a jamais effectué, ce que les conciles ont vainement tenté, et surtout ce que les pères de l'Église n'ont cessé de désirer. Déplorant la décadence de notre discipline, nous n'avons donc vu, Messieurs, dans vos décrets que l'appui des premiers canons, et nos frères ecclésiastiques séparés ne tarderont pas de le dire, lorsqu'ils auront bien réfléchi que tout un peuple n'est pas fait pour son clergé, mais que le clergé est établi pour l'instruction, l'édification et l'exemple; lorsqu'ils auront reconnu que nous sommes sujets quoiqu'ecclésiastiques, et que si nous étions ecclésiastiques indépendants, nous ne serions pas sujets. Daignez accepter, Messieurs, ces motifs de notre soumission entière et sans restriction à la loi; l'obéissance

(1) *Mémoires de Richelieu*, V, 273 à 280.

des Français ne peut être aveugle ; une soumission motivée et raisonnable est celle d'un peuple libre.

Signé : SOULAVIE, envoyé des huit ecclésiastiques qui ont signé (1).

Le procès-verbal de la séance constate que l'Assemblée ordonna que cette adresse, « pleine de sentiments religieux et patriotiques, » serait imprimée et insérée dans le procès-verbal du jour.

Dans une note, datée du 1<sup>er</sup> janvier 1792, Soulavie s'élève violemment contre les résistances du clergé à la Constitution civile et considère les prêtres assermentés comme seuls dignes et vénérables. « La liberté est la divinité actuelle des Français ; ils lui sacrifieront les cultes et les autels qui lui seront contraires. » Il accuse les chefs du clergé de n'avoir que leur intérêt en vue ; « la religion n'est pour eux que l'instrument du vice et de l'ambition ; aussi ne tient-elle plus qu'à un fil (2). »

Dans la Notice sur Massillon, placée en tête des Mémoires historiques qu'il a publiés sous le nom de ce prélat, notre auteur tient un langage encore plus hostile. Après avoir cité divers passages du *Petit Carême*, en vue de montrer que Massillon a été un précurseur de 1789, « un prédicateur révolutionnaire, » puisqu'« il n'accordait aux grands que la prérogative d'être utiles au peuple, et aux rois que la première magistrature de l'État », il reproche à l'ancienne prélature d'avoir toujours empêché l'élévation des hommes de mérite. Il la déclare « en général inepte et ignorante, quoiqu'elle puisse encore s'honorer de quelques personnages vertueux, l'évêque de Viviers, par exemple ».

Cet évêque, Lafont de Savines, fut, on le sait, un des quatre prélats assermentés : c'était un homme de quelque talent, mais sans caractère, qui du reste regretta vivement ses erreurs plus tard (3). « Eh bien ! continue-t-il. Ils veulent donc la destruction de la religion ; ils y ont réussi. Une religion nouvelle s'élève, parce que le peuple la crée quand il le veut, comme il se crée de nouveaux gouvernements. Mais qu'ils sachent, les

(1) Soulavie a reproduit cette adresse dans les *Mémoires de Maurepas*, II, 206.

(2) *Mémoires de la minorité de Louis XV*, par Massillon.

(3) Voir l'opuscule de F. Boissin : *le Schisme constitutionnel dans l'Ardèche*. Toulouse, Edouard Privat, 1889.

prélats dépouillés, que cette religion sera simplifiée; qu'elle sera analogue au caractère d'un peuple réfléchi, et qui n'a plus besoin de processions, ni de chasubles, ni d'images, ni de clochers, ni de reliques, ni de tout l'attirail que l'opinion des siècles a ajouté à notre culte. *Des temples à l'Éternel* vont succéder à ceux de J.-C. comme ceux-ci s'élevèrent sur les débris des temples de Mercure et de Jupiter. C'est la marche de l'esprit humain; c'est le grand résultat des querelles sacerdotales; les prêtres osent tenter d'avilir la liberté; ils succomberont et elle les tuera. »

Il reconnaît cependant que « la religion chrétienne est la plus belle, la plus salubre que nous connaissions; la plus conforme à nos moralités européennes; mais « l'opinion versatile des siècles et les moines l'ont déshonorée ».

Il rappelle les millions de volumes qu'a produits la théologie monastique, ces « recueils de canons surannés et ridicules », et propose qu'il soit conservé un exemplaire de chacun dans la Bibliothèque Nationale, « comme monument de nos folies passées, et qu'il soit fait du reste un sacrifice au sens commun et à la raison dans une fête nationale ». Il ne fait d'exception que pour l'Évangile, l'Imitation de J.-C. et les Sermons de Massillon.

Cette même notice fournit à Soulavie l'occasion d'exposer ses idées sur l'éloquence de la chaire, et l'on va voir qu'elle ne diffère pas notablement pour lui de celle des clubs. « Bourdaloue devait beaucoup à la réflexion; — Bossuet, à l'ascendant de son caractère, et Fléchier à l'art, — Massillon dut tout au sentiment. Ces quatre genres primitifs, ainsi perfectionnés par les prédicateurs du règne de Louis XIV, sont comme ces ordres primitifs d'architecture qui ont plu et qui plaisent à tous les peuples. On n'a vu depuis que des genres subalternes, des subdivisions de caractère, qui portent plutôt l'empreinte de l'imitation et de l'art que celle du génie. La Tour du Pin, la Neuville, Poulle, Maury ont mérité sans doute l'attention de leurs contemporains; mais aucun ne s'est élevé jusqu'au niveau de ces quatre orateurs que j'appellerais vo-



lontiers *nos Pères de l'Église*. Un nouveau genre d'éloquence chrétienne honorera désormais le christianisme. Déjà Fauchet, Lamourette, Torné, Hervier, etc., associent au langage de l'Évangile celui de l'égalité et de la liberté. L'éloquence est républicaine de son naturel : les droits de l'homme et du citoyen ont été écrits d'abord dans l'Évangile ; cet amour de l'égalité fut même un des moyens dont se servit la Providence éternelle pour la propagation des vérités évangéliques. Les hommes civilisés gémissaient sous le joug des empereurs romains à l'époque de la fondation de la religion chrétienne, et la morale de J.-C., humaine, compatissante et toute républicaine, vint adoucir le sort de l'espèce humaine. L'art de la chaire éprouvera donc sa révolution particulière comme tous les arts. »

On comprend que, dans ces dispositions d'esprit, Soulavie songeât à consommer sa rupture avec l'Église, en jetant le froc aux orties pour prendre femme. Divers passages de ses publications, écrits en 1791 et 1792, font assez pressentir cette résolution.

A propos de M. Dupin, docteur de Sorbonne vers 1785, il fait dire à Maurepas : « Ce docteur était persuadé que le mariage ne devrait pas être défendu aux prêtres (1). »

Ailleurs (2), après avoir parlé de la vie scandaleuse d'un prélat, il met la note suivante :

« Je demande si un mariage sacerdotal ne serait pas plus honnête que ces mœurs dépravées : l'abbé Lamourette, élu évêque de Lyon, a de bonnes mœurs, des mœurs sévères et austères ; il purifiera un siège que tant de prélats avaient souillé, en attendant le mariage des prélats et des prêtres. »

Et plus loin, à propos des déportements vrais ou supposés d'un prélat :

« Voilà encore une victime des lois gothiques de l'Église. Si M. de Saint-Agnan eût eu une femme, il n'eût pas mené cette vie orageuse (3). »

(1) *Mémoires de Maurepas*, I, 288.

(2) *Mémoires de Maurepas*, II, 100.

(3) *Idem*, 108.

On sent trop dans toutes ces diatribes les ressentiments du prêtre dévoyé contre la loi qui l'astreint au célibat ; mais la passion qu'il met à trouver le plus de pécheurs possible parmi les membres du clergé, et surtout de l'épiscopat, nuit singulièrement à la thèse qu'il veut prouver.

Dans un volume paru en 1791, Soulavie, s'élevant contre « l'éducation jésuitique » donnée aux princes, ne veut pas que le soin de cette éducation soit laissée au Roi. Il reconnaît « la probité du roi Louis XVI, la candeur de son âme » ; mais « les rois futurs seront-ils également honnêtes hommes » ? Et quelle puissance est laissée aux rois !... « Rien ne résiste au retour d'un roi heureux et conquérant ; c'est donc une puissance effective qui peut être un jour l'ennemie de la Constitution ». Finalement il propose de soustraire au pouvoir exécutif l'éducation de l'héritier du trône, et, afin de la rendre nationale, d'en confier le soin, comme celui de la régence, au choix de la nation. « Tous les électeurs des départements doivent nommer les officiers de l'éducation, et l'Assemblée nationale choisirait entre les douze premiers qui auraient obtenu le plus grand nombre de suffrages (1). »

Les derniers mois de 1791 et les premiers de 1792 furent marqués par une tension croissante entre le parti révolutionnaire, représenté surtout par les Jacobins, et le gouvernement. Celui-ci était plus que jamais suspecté par le fameux club dont Soulavie était membre (2). Aussi notre auteur ne manque-t-il pas, dans les *Mémoires de Richelieu*, dont il écrivait à ce moment la seconde édition, d'attaquer le ministère, en l'accusant de se laisser conduire par les menées de l'Autriche. Dans un passage daté du 1<sup>er</sup> janvier 1792, Soulavie reproche à la cour de résister aux vœux de la nation. Elle peut essayer des coups de force comme en 1791, mais ils seront impuissants. « Vainement le ministère parviendrait-il à changer les formes, le nom et le local des Jacobins, la société actuelle, éteinte et

(1) *Mémoires de Maurepas*, I, 213.

(2) Le club breton, formé à Versailles en septembre 1789, par les mécontents bretons, prit le nom de club des Jacobins, après son transfert à Paris au mois d'octobre suivant.

dissoute, renaîtrait du sein de la terre, d'où elle sortit la veille de la Révolution, avec d'autres forces, et se rétablirait en d'autres lieux et sous une dénomination différente, parce qu'il est moralement impossible que, dans un empire où règne la liberté, il n'y ait pas un parti vigoureux d'opposition, et que les citoyens qui en sont animés ne se réunissent pas. L'opposition est dans la nature du cœur humain et sa manifestation dans la nature de la constitution française (1)...

Plus loin, l'incident de Gênes, en 1746, et la conduite du Sénat de cette petite république vis-à-vis des révolutionnaires qui avaient chassé les Autrichiens, lui fournissent l'occasion de mettre les patriotes en garde contre toutes les mesures du gouvernement royal. Il rappelle que le peuple génois, quoique désarmé, se souvenant qu'il avait sauvé la patrie malgré les indécisions et les velléités du Sénat, tenait encore chaque jour des délibérations libres comme les Jacobins en France en 1792 ; et les sénateurs, pour lui prouver qu'ils étaient attachés à la patrie, envoyaient encore leur vaisselle à la monnaie, et faisaient d'autres largesses ; mais ils méditaient d'abolir tous ces conseils populaires, de crainte que par habitude un conseil nouveau ne devînt légal, à peu près comme les reviseurs et les ministres de décembre 1791 veulent détruire ou diviser les clubs. »

Mais Soulavie tient à dire ce que « les peuples doivent attendre d'une révolution préparée par les rois ou les grands. La puissance autrichienne, dit-il, la médite contre les Français en janvier 1792. A-t-elle, comme à Gênes, autant de fois 40.000 hommes que nous avons de villes ? Les Génois esclaves triomphèrent de l'Autriche, malgré l'hypocrisie du Sénat. Et nous, qui combattons pour la liberté, pour la vie et pour nos foyers, nous écraserons, réunis en 83 départements qu'on n'a pu diviser, et les ennemis autrichiens du dehors et les ennemis autrichiens de l'intérieur. Cependant, comme le Sénat de Gênes, notre ministère perfide redoute et se laisse conduire par des suggestions étrangères (*anvier 1792*). »

(1) *Mémoires de Richelieu*, VI, 209.

(2) *Idem*, IV, 333.

Soulavie publia probablement alors, sous forme de brochure, comme pamphlet de circonstance, les derniers chapitres du t. VI des *Mémoires de Richelieu*, consacrés à l'incident de Gênes, car un exemplaire de cette brochure figure dans le catalogue de sa bibliothèque.

En mars 1792, le langage de Soulavie vis-à-vis de la cour et de ses ministres prend un caractère encore plus comminatoire. Prenant texte de la révolution anglaise de 1688, il fait observer que les Anglais anéantirent alors la race de leurs rois, tandis que les Français, en 1789, n'ont aboli qu'un préjugé, l'aristocratie, en respectant la dynastie régnante. Mais « puissent les scènes d'octobre 1789 et celles du mois de juin 1791 servir d'instruction à la maison de Bourbon, et lui dire sans cesse que de nouvelles révolutions suivraient de près un gouvernement perfide. Si la maison de Bourbon a le bon esprit de s'attacher à la nouvelle forme de gouvernement, si elle confie l'exécution de la puissance publique à des patriotes décidés et connus, elle peut devenir florissante et arrêter encore la marche des idées publiques vers l'indépendance républicaine... La versatilité et les faiblesses de la cour ont ruiné l'ancien gouvernement. La versatilité et l'indécision changeront les formes du nouveau, non par une révolution en moins, comme les mécontents le présument, mais par une révolution en plus, parce que c'est la marche de la nature de nos passions actuelles, et parce que ni la cour ni les mécontents ne sont assurés de la direction des piques. La cour peut se souvenir que le joug des grands est secoué, et qu'on se joue du joug religieux; il ne reste plus que celui des rois, et si jamais on se persuade en France que c'est véritablement un joug, c'en est fait de notre ancienne idole. En un clin d'œil, d'un bout de la France à l'autre, on dira que la cour, développant une volonté et des intérêts différents de ceux de la nation, on va substituer, comme en Amérique, un pouvoir exécutif éligible à un pouvoir héréditaire, ce qui établira l'unité d'intérêts dans la nation... La cour n'a pas le coup d'œil perçant qu'avait dans une pareille circonstance le fondateur de la



maison de Bourbon. Autant Henri IV avait été flexible et propre au nouveau gouvernement, autant la cour de Louis XVI paraît s'irriter et montrer de répugnance contre les nouvelles mœurs. »

Suivent des attaques contre « le ministère constitutionnel » et contre la reine « issue d'une maison qui fut perpétuellement ennemie déclarée du nom français... et qui n'a pu voir encore à côté d'elle, des dames françaises à cause de l'inconvénient de la rôtüre... ». Il déclare finalement que « si les Bourbons et leurs ministres se maintiennent dans leur indécision de caractère et dans leur faiblesse impuissante, une révolution est au bout (1) ».

Dans une autre note, probablement postérieure à la journée du 10 août, il est encore plus violent contre la reine qui, « au lieu de devenir en 1774 reine de France, ne fut qu'une vipère que nous réchauffâmes dans notre sein et que les Jacobins ont écrasée (2) ».

A propos d'un mémoire de M. Guignard de Saint-Priest, intendant du Languedoc, adressé à la marquise de Pompadour, Soulavie s'indigne contre l'indifférence des assemblées Constituante et Législative à l'égard des déprédations des anciens administrateurs de provinces. Il insiste « *sur la recherche des intendants* et de tous les agents du gouvernement, depuis l'année 1742, époque de la dilapidation moderne que le cardinal de Fleury avait longtemps réprimée, jusqu'à la Révolution ».

Soulavie prend texte du nom de Saint-Priest pour attaquer son compatriote, le trop fameux comte d'Antraigues, « qui fut d'abord démocrate pour être élu aux États généraux et ensuite aristocrate quand il fut député », dont la mère était fille de l'ancien intendant du Languedoc. « A présent, dit-il, le comte d'Antraigues écrit en faveur du clergé, de la dime, de la religion et de la noblesse de France. Il commença à se faire connaître par des brochures pour M. Necker et continua sous M. de Calonne par d'autres brochures contre M. Necker, bro-

(1) *Mémoires de Richelieu*, VII, 180.

(2) *Idem*, IX, 458.

chures si bien payées qu'un jour le comte en emporta 100.000 livres, avec quoi il a payé la dot de la comtesse de Viennois, sa sœur. Les brigands du Vivarais ont brûlé ses châteaux et il s'en venge par des brochures qu'il envoie du fond de sa retraite (1) ».

L'animosité particulière de Soulavie contre le comte d'Antraigues peut s'expliquer par le fait que l'ancien vicaire d'Antraigues connaissait mieux que personne l'impopularité bien méritée que le comte s'était acquise dans ses domaines, en maintenant rigoureusement ses privilèges de chasse et de pêche, malgré le libéralisme dont il faisait parade contre le gouvernement de Louis XVI.

Soulavie peint fort bien, dans les *Mémoires du règne de Louis XVI*, les embarras de la cour au commencement de juillet 1792, tandis que, d'un côté, l'armée prussienne avançait, en annonçant partout sur son passage qu'elle venait exterminer les Jacobins, et que, d'un autre côté, les fédérés, recrutés par la Gironde dans la jeunesse la plus ardente des provinces, s'assemblaient pour venir à Paris détrôner le Roi. Écoutons le témoignage de notre historien sur l'infortuné Louis XVI :

« La cour était dans la plus grande perplexité. Quant à Louis XVI, ce prince faible et sans volonté montrait pour la première fois le plus grand courage. Le clergé était banni de toutes parts, emprisonné, exilé, massacré; lui seul soutenait sa cause avec magnanimité; Henri IV avait abjuré sa religion pour la couronne, et Louis l'abdiquait pour conserver sa religion. Le faible Charles I<sup>er</sup>, refusant aux presbytériens de signer l'abolition de l'épiscopat, marchait droit à l'échafaud; Louis, en l'imitant, savait que le même sort lui était destiné, et, chaque jour, comme pour apprendre à mourir, il lisait un chapitre de Hume et de Rapin de Thoiras, étudiant la conduite de Charles I<sup>er</sup>. Abandonné peu à peu des princes de son sang, et de ses tantes qui erraient en Europe à l'aventure, n'ayant

(1) *Mémoires de Maurepas*, IV, 254.

pour conseil qu'une femme furieuse, qui avait contribué à le conduire à cette situation, environné de ses deux enfants qui avaient une figure angélique, il fut grand et intéressant dans l'adversité. Dans cet état de délaissement, il trouva à peine quelques hommes assez dévoués pour occuper les places du ministère; il ne put jamais en trouver de capable de réprimer la fougue révolutionnaire du temps (1). » Soulavie cite, parmi ces hommes dévoués, un de ses compatriotes du Vivarais, M. de Chambonas, qui accepta le portefeuille des Affaires étrangères et il raconte un de ses entretiens avec ce ministre. La cour, jugeant la situation désespérée, cherchait à gagner du temps. Elle avait résolu de recourir à des présents pour agir sur les membres les plus influents de l'assemblée. M. de Chambonas songea à Soulavie pour être son intermédiaire auprès de Brissot. Il s'agissait simplement de décider Brissot à suspendre son plan de déchéance. On avait à sa disposition cent mille écus, et on pouvait aller jusqu'à huit cent. On promettait comme récompense à Soulavie de lui donner une mission en Russie, afin d'obtenir la neutralité de Catherine.

Soulavie répondit qu'il estimait trop peu Brissot pour avoir aucune relation avec lui. Il ajouta :

« Si j'avais quelque lueur, quelque espérance de réussir, je me dévouerais à votre commission, mais je dois vous dire qu'une telle ouverture suffira pour que Brissot me repousse. Alors la crainte qu'il aura de moi sera telle que vous ne pourrez en obtenir par aucune voie ce que vous désirez. Je vous promets le secret et vous assure que, si vous prenez Brissot par la crainte de ce qui peut arriver à son parti si la nation n'adhère pas à son opinion sur la déchéance, vous en obtiendrez par la peur ce que vous voudrez plutôt que par des espérances. Quant à l'appât de l'argent, je crains que l'exaspération ne soit arrivée au point que l'espoir de la vengeance et le plaisir indicible que les gens en révolution en retirent, ne soient tels que vous ne vous trompiez dans votre calcul. Mais je

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 425.

pense que si on dit à Brissot qu'il est entre deux feux, entre les Jacobins énergiques et les royalistes, et qu'il peut, en manquant sa déchéance, se trouver dans la position, par exemple, des reviseurs de 1791, vous pouvez vous le gagner... »

Peu de jours après, Brissot prononça son fameux discours d'ajournement de la déchéance. M. de Chambonas confia ensuite à Soulavie que l'affaire avait été arrangée par l'intermédiaire du député Lacroix (1).

Dans une lettre écrite à Genève, le 26 juillet 1794, et adressée à un personnage qui a été « à portée de bien voir les événements, leurs causes et leurs enchaînements », Soulavie parle, dès cette époque, de la négociation dont M. de Chambonas l'avait chargé, de la part du Roi, et qu'il ne crut pas pouvoir entreprendre. Il pense qu'un traité secret fut conclu entre la cour et la Gironde, dans la période du 15 au 25 juillet 1792. Il demande des renseignements sur « les vues secrètes de la Gironde, qu'un des initiés dans les affaires actuelles appelle *indéfinissables* » et qui, d'après lui, aurait « voulu régner pendant la minorité présumée du fils de Louis XVI (2) ».

Soulavie donne enfin, dans un autre ouvrage paru en 1800, les détails suivants sur le plan des Girondins :

« La cour, effrayée des orages des sections de Paris et de l'arrivée des fédérés de Brest et du Midi, écouta la lettre menaçante écrite par les chefs de la Gironde et parut portée à des accommodements, se bornant, dans le péril extrême où elle se voyait, à demander, *pour le Dauphin une éducation distinguée, une retraite particulière pour le Roi, une pension de 500.000 francs et une sauvegarde dans le corps législatif en cas d'invasion des Tuileries par les fédérés, dont le concours devenait chaque jour plus menaçant*. Louis XVI abandonnait d'ailleurs l'autorité royale à la discrétion de la Gironde, inté-

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 431.

(2) BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. MSS. Nouvelles acquisitions françaises, 312, fol. 180 à 182. Manuscrit provenant de la collection Labédoyère.



*ressée*, disait-il, à *détruire la faction du duc d'Orléans*; et c'est pour aviser aux moyens d'exécuter ce plan conçu dans la terreur que Brissot demanda et obtint dans le corps législatif l'ajournement de la déchéance (1). »

(1) *Mémoires de Barthélemy*, p. 13.

## CHAPITRE VII

### SOULAVIE ENTRE DANS LA DIPLOMATIE

(Du 10 août 1792 à mai 1793)

#### SOMMAIRE

Le 10 août. — Conversation avec Chabot. — Soulavie est chargé, avec Verninac, de faire l'inventaire des papiers du Roi. — Le cabinet de Louis XVI à Versailles. — Soulavie demande le jugement du Roi et l'abolition de la royauté. — La proclamation de la République. — Conversation avec M. de Montmorin. — La séance du 22 septembre à la Convention. — Difficultés sociales que prévoit Soulavie. — Conseils pour les prévenir. — Il blâme le vandalisme révolutionnaire. — Les quatre mariages de Soulavie avec Madeleine Mayaud. — Les misères d'Anne Faure et de Soulavie cadet. — Comment ce dernier devint géographe. — Lettre de Soulavie à Robespierre. — Le ministère secret de Louis XV et les *Conjectures raisonnées* de Favier. — Soulavie admis dans les bureaux du ministère des relations extérieures. — Il est nommé ministre à Copenhague. — Il reste à Paris pour négocier avec le baron de Bernstorff et le baron de Staël-Holstein. — La politique du Danemarck et de la Suède. — Institution du comité de Salut public. — Changement de direction dans la politique étrangère de la France sous l'influence de Danton.

La révolution du 10 août vint mettre fin au malentendu, qui avait existé jusque-là, entre l'ancien régime revêtu encore des apparences du pouvoir, et le nouveau, qui, depuis le serment du jeu de Paume, était le maître en réalité. Le malheureux Louis XVI qui, imbu de l'ancien droit, ne pouvait s'imaginer qu'on pût le taxer d'illégalité ou de trahison, puisque l'État jusqu'alors c'était le Roi, dut comprendre enfin qu'un droit nouveau s'était levé, et que l'État, c'était la souveraineté nationale plus ou moins clairement manifestée.

A la suite de cette fameuse journée, Soulavie eut avec l'ex-capucin Chabot, l'un des puissants du jour, qu'il avait connu

dès sa jeunesse, une curieuse conversation qu'il est intéressant de rapporter. Elle avait pour objet les papiers de Louis XVI, que les vainqueurs de la royauté, sortant des Tuileries, avaient portés le soir même au comité de surveillance<sup>(1)</sup>. Pour obtenir la communication de ces papiers, Soulavie s'adressa à Chabot. Écoutons leur conversation, mais non sans nous rappeler qu'elle se trouve dans un ouvrage de Soulavie paru en 1802, et dont le ton est bien différent des opinions que l'auteur professait dix ans auparavant :

SOULAVIE. — Depuis que les hommes écrivent l'histoire, il ne leur a pas été donné de la puiser dans de pareilles sources. Les papiers du Roi doivent apprendre le pourquoi du pourquoi des événements de son règne. Vous connaissez, Chabot, l'importance d'un travail de cette sorte ; que serait la révolution française pour nos descendants, si nous les privions de la connaissance historique de ce qui se passe ! Je demande la communication en place des papiers du Roi antérieurs à la Révolution.

CHABOT. — *Des papiers du Roi !* L'expression n'annonce pas de grandes dispositions pour écrire l'histoire. Tu n'es pas même au courant. Parle le langage des révolutionnaires, et ils aideront tes recherches. Celui que tu appelles *un roi*, nous le nommons *un tyran*. As-tu fait cette demande à quelqu'un du comité ?

SOULAVIE. — J'ai la promesse de Fauchet et de Rovère. Bazire m'a dit qu'il s'en rapportait à toi : tu l'as entendu.

CHABOT. — Mais si nous te permettons d'extraire les pièces que tu désires, quelles garanties avons-nous que tu ne choisiras pas de préférence celles qui favoriseront les opinions de Capet, et que tu ne mépriseras pas les autres ? Au lieu de le peindre comme un monstre, comme un tyran, tu jugeras peut-être ceux qui l'ont détrôné, qui l'ont emprisonné et qui veulent sa tête ; tu jugeras ses juges. Voilà ce qu'on dira au comité de ton entreprise, quand je parlerai pour toi.

SOULAVIE. — Si c'est là ton opinion sur mon compte, garde tes papiers. Si ce n'est pas ton opinion, je n'accepte le service que tu me rends qu'à condition que tu feras valoir ton opinion.

CHABOT. — Mon opinion est que tu trouveras du Turgot, du Necker, du Malesherbes dans ces paperasses, et que tu te partialiseras en faveur de Capet, comme ce membre de notre comité que nous avons surpris pleurant comme une bête sur une lettre d'Élisabeth à son frère Capet. Écris cette anecdote. Est-ce que la majesté de notre révolution, l'insurrection du peuple,

(1) Ces papiers étaient ceux que le Roi conservait sur les années de son règne avant la Révolution, et où se trouvaient les pièces concernant Thugut et les menées de la cour d'Autriche, papiers qu'il avait cachés même à la reine. Il ne faut pas confondre ces papiers avec ceux de l'*armoire de fer*, découverts plus tard, qui n'étaient relatifs qu'à la Révolution. — *Mémoires du règne de Louis XVI*, I, LXXXIX.

son triomphe éclatant sur les ogres couronnés qui le dévoraient, n'a pas de quoi rendre l'histoire plus oratoire, plus imposante, plus curieuse que les misérables intrigues de cour que tu veux approfondir ? Souviens-toi que tes travaux te perdront, cela est bien sûr, si tu t'apitoies sur Capet. Tu vois ce que nous faisons des Cazotte, des Durosai. Quelle leçon pour les historiens et les gens de lettres !

SOULAVIE. — Ou je n'écrirai rien, ou j'écrirai la vérité sur tous nos événements. Mais pour rendre notre entrevue curieuse, dis-moi ce que vous allez faire en ce moment.

CHABOT. — Nous sommes dans de cruels embarras. Les Allemands arrivent ; ils veulent nous prendre et délivrer le tyran ; et nous, nous voulons prendre le tyran, chasser les Allemands, nous saisir de leurs rois, les conduire à la barre, en exiger un hommage à la souveraineté du peuple français, les tenir prisonniers et demander une rançon considérable qui sera distribuée à nos frères sans-culottes, vainqueurs du 10 août ; après quoi nous ferons le procès à Capet.

SOULAVIE. — Voilà sans doute de grands événements ; mais, dans l'intérieur, tout est-il bien d'accord pour leur exécution ?

CHABOT. — Nous tenons les aristocrates à l'Abbaye. Il est vrai que Brissot et la Gironde se séparent de nous et nous donnent de vives inquiétudes. Quand nous voulons révolutionner, ces caméléons, ces animaux amphibies se retirent. Quand nous avons voulu la déchéance, ils ont varié et dépaycé l'Assemblée législative, *dans laquelle à présent il ne se trouve pas douze patriotes*, parce que les Feuillants comme les Girondins sont vendus. Et nous, avec notre probité, notre pauvreté, notre patriotisme, nous avons à peine, dans notre parti, quelques habitués des tribunes et la masse des Jacobins, mêlée de faux frères.

SOULAVIE. — Mais aussi, aux Cordeliers, vous êtes forts et en nombre.

CHABOT. — Forts ! Voilà que depuis qu'ils ont dirigé le 10 août, à la tête des Marseillais, ils sont dissous ; on dirait qu'ils ne voulaient que des emplois ; car, maintenant qu'ils sont riches et emplumés, ils s'aristocratisent. Marat, je commence à le croire, est le seul génie de la Révolution ; et cependant nous allons le mettre à l'épreuve ; il sera député ; mais s'il s'enrichit, je renonce à croire à la vertu, et je me tue ; je ne veux plus vivre dans le sein d'une aussi abominable dépravation.

SOULAVIE. — Ta bonne foi, Chabot, tire les larmes des yeux sur la destinée de notre patrie et de la Convention qui se forme. Tu as donc oublié l'unanimité des vœux et des sentiments, le 14 juillet 1789, lorsque toute la France se déclare indépendante de l'autorité de l'ancien régime. Si les premiers révolutionnaires constituants ont été des aristocrates aux yeux du parti de Lameth ; si les Lameth et les reviseurs l'ont été aux yeux du parti fusillé au Champ-de-Mars ; si les Feuillants le sont devenus au jugement de la Montagne de la seconde législature ; si les Brissotins sont des aristocrates aux yeux des Cordeliers, et si maintenant les Cordeliers s'aristocratisent au jugement de Chabot et d'une douzaine de patriotes purs ; si le patriotisme français est réduit dans ces douze têtes, tandis que la masse des Français demeure aristocratique, souviens-toi que cette masse refusera les impôts, les dons patriotiques et toute soumission



au patriotisme des douze. Que si jamais les douze venaient à gouverner la France, je parie qu'après trois mois d'administration les douze patriotes se réduisent à un seul.

CHABOT. — Il y a longtemps que, sans arranger tout cela comme toi, j'en sens la vérité; aussi j'ai souvent maudit ma destinée et regretté mon ancienne condition. Je sais bien que, dans peu, nous pouvons être tués, mais nous en tuons aussi. Une soumission vaudrait mieux de la part de nos ennemis et de toutes les familles d'aristocrates; car il peut se faire que nous les exterminions. *Soumission ou extermination* : voilà la devise future du gouvernement : *Autrement, vivre libre ou mourir* !

SOULAVIE. — Se soumettre ! Les Français d'aujourd'hui ne sont plus les Français d'autrefois. Ne les avez-vous pas tous rendus et constitués souverains ? Et toutes ces factions aristocratiques de feuillants, de brissotins ennemis des douze patriotes qui, seuls, méritent, dis-tu, de gouverner la France, ne sont-elles pas dans la classe du souverain ? Le peuple souverain est donc en France en opposition aux douze, et tu parles de leur soumettre le souverain. *Se soumettre* ou être *exterminé* est autre chose. N'oublie pas que nous sommes convenus tout à l'heure que le souverain était une masse composée d'aristocrates, de feuillants et de brissotins ; songes-y bien, Chabot, les douze n'extermineront pas cette grande masse ; ils pourraient en être exterminés. Aperçois-tu déjà les effets du 2 septembre ? On a cru régner en tuant ; à côté du meurtre s'élève l'opposition nouvelle de la masse.

CHABOT. — Tes observations me tourneraient la tête et me rendraient hypocrite et faux ; car j'ai résolu de vivre et de mourir patriote, et dans la classe des patriotes les plus prononcés... Tes observations sont peut-être vraies ; mais que veux-tu que nous fassions ? Nous sommes-là, il faut y périr ou nous en tirer ; du canon, et puis du canon, voilà nos moyens. Je t'ai promis la communication des papiers, tu l'auras. Adieu, me promets-tu tous les quinze jours une conversation semblable sur les sottises que nous ferons ?

L'abbé Fauchet et Rovère ayant été favorables à Soulavie dans l'assemblée du comité, et Chabot ayant assuré qu'il était un bonhomme, on le laissa copier, analyser et faire des extraits.

Peu de jours après, Chabot arriva tout effaré et dit à Soulavie :

« Je l'avais bien dit que tu me donnerais des inquiétudes. On imprime de toi, chez Buisson, des mémoires apologétiques de l'ancien régime. On l'a dit au comité ; je me suis chargé de m'informer de tout cela et d'en rendre compte. »

Soulavie se trouvait avoir dans sa poche des épreuves des *Mémoires de Richelieu*, dont il allait faire paraître les derniers volumes. Il les montra à Chabot qui y lut cette phrase :

« Qui ignore que l'avilissement des principes sous Louis XV et les folles dissipations que nous avons déplorées sous le monarque *honnête homme* que nous bénissons ont enlevé pour jamais à la maison de Bourbon le pouvoir arbitraire que le Français, peuple loyal et généreux, avait laissé dans les mains de ses princes (1) ? »

A ce mot d'*honnête homme*, Chabot s'écria : C'est donc là ce que tu m'avais promis ! Ne va-t-on pas m'accuser au comité de soutenir un panégyriste de Capet ? Il faut que tu dises que si le peuple a fêté le Roi, quand il était populaire, il l'a honni et bafoué le 6 octobre, à son retour de Varennes, et à son entrée au Temple, dont il ne sortira que pour monter à l'échafaud, sans cela je ne puis désarmer Bazire. Il peut faire signer un mandat d'arrêt que je signerais comme un autre.

Soulavie répondit :

Tu feras ce que tu voudras, mais je n'effacerai jamais que Louis XVI était un honnête homme, parce que je le pense ainsi. Je te promets de mettre à la fin du tome IX un erratum explicatif, mais avec la date de son impression, à la fin de décembre 1792.

L'erratum fut rédigé, séance tenante, par tous les deux (2).

Soulavie ajoute qu'il se hâta de finir un travail aussi dange-reux, pour le continuer au château des Tuileries où Roland, ministre de l'Intérieur, avait ordonné de faire un inventaire des papiers les plus précieux du Roi. Il obtint ensuite du Conseil exécutif d'aller à Versailles, dans les petits appartements de Louis XVI, pour rechercher également des notes historiques relatives à son règne. C'est au mois de décembre 1792, que Soulavie put entrer dans le cabinet du Roi à Versailles. Il était

(1) *Mémoires de Richelieu* (2<sup>e</sup> édition), I, 42.

(2) C'est Soulavie qui rapporte cette conversation dans la préface des *Mémoires du règne de Louis XVI*. Malgré certaines contradictions, car l'auteur y parle des massacres du 2 septembre, tandis que les paroles de Chabot indiquent la période qui précéda, elle nous a paru curieuse à reproduire. En supposant le fond exact, on peut toujours supposer que les changements heureux survenus dans les idées de Soulavie depuis 1792 ont pu lui faire modifier à son avantage les paroles échangées avec Chabot. On sait que celui-ci avait péri sur l'échafaud le 5 avril 1794, à la suite des accusations de trahison et de vénalité auxquelles avait donné lieu son mariage avec une riche Autrichienne.

accompagné de Verninac, chargé avec lui de faire l'inventaire des pièces. Le serrurier Gamin, qui avait eu la confiance de Louis XVI, les guidait dans leurs recherches. Soulavie raconte que le Roi avait envoyé de Paris à Gamin le fameux *Livre Rouge* où étaient ses papiers secrets depuis la Révolution et que « la partie de ce *Livre Rouge* cachetée pendant l'Assemblée Constituante l'était encore en 1793. Gamin la cacha dans un lieu du château inaccessible aux recherches de tout le monde, où nous la trouvâmes. Ce fut de dessous des tablettes d'une armoire secrète qu'il la retira sous nos yeux. Cette anecdote persuaderait que Louis XVI espérait de retourner dans son château (1) ».



Sur cette époque troublée, le ton de Soulavie diffère notablement, comme nous l'avons vu, selon la date de ses diverses publications. Revenons à ses impressions de l'année 1792, alors qu'il écrivait les *Mémoires de Richelieu*, de *Maurepas* et autres du même genre, qui n'étaient, sous une forme historique, que de véritables écrits polémiques contre l'ancien régime.

Après la révolution du 10 août, Soulavie devient l'ennemi absolu, irréconciliable de la royauté. Le 18 août, il écrit qu'il a suivi « les intrigues sourdes de Louis XVI et de son épouse ». C'est eux « qui ont aboli la monarchie constitutionnelle comme ils avaient aboli par ineptie l'ancien gouvernement. L'un et l'autre auraient également anéanti toutes sortes de gouvernement. L'un et l'autre ont conduit la Révolution à l'état où elle est au mois d'août 1792 ; ils ont traîné la Constitution et la royauté au Temple ; ils l'ont ensevelie avec eux ». Il dit que le peuple demande à grands cris le jugement du Roi et l'abolition de la royauté. « La royauté serait un fléau en France, dans l'état actuel des choses ; ses éléments et ses bases étant détruits, nulle force intérieure ou étrangère n'est capable de nous assujettir à cette forme de gouvernement. La royauté a perdu en

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, I, cvi, et II, 47.

France ses ornements, ses préjugés et sa hiérarchie... Le vieux monstre est blessé à mort. » Il prend hautement le parti « du peuple, de la majorité de tout le peuple ; non de la *majorité du peuple propriétaire*, mais de la *majorité du peuple pris par têtes*... Il n'y a plus en France, ni de sacerdoce, ni de patriciat, ni de royauté, ni de haute bourgeoisie ». Il donne ses conseils dans ce sens à la future Convention et conclut ainsi : « C'est dans mon âme et conscience que je publie mes principes sur la *république* avant qu'elle existe, persuadé qu'elle est la dernière planche pour sauver la France, et que c'est le dernier moyen qui lui reste. L'ancien gouvernement, ce gouvernement perfide, a avili tout à la fois, en un an, et la Constitution et la royauté. Des flots de sang se répandraient encore, si on tentait de rappeler en France le fléau de la royauté dans la circonstance où nous nous trouvons (1). »

Le mot de *république*, que nous venons de souligner, mérite quelques réflexions. Ce mot avait été prononcé, lors de la fuite du Roi à Varennes, à la municipalité de Paris et aux Cordeliers. « Rien n'égalait à ce moment le ressentiment des révolutionnaires. Dumont, émissaire anglais et anarchiste genevois, réfugié en Angleterre, pensionnaire de cette puissance, et journaliste à Paris, articula le premier le mot *république française*. Il s'unit à Condorcet, à Brissot, à Duchatelet, pour en proposer l'établissement. L'Assemblée nationale, au contraire, sut calmer et réprimer avec beaucoup de prudence le ressentiment populaire (2). » Mais cette première manifestation n'avait rien eu de sérieux, et tous ceux qui ont étudié de près l'histoire de la Révolution savent qu'on ne songeait guère à la république avant le 10 août. Les Girondins voulaient une régence où ils auraient joué le rôle prépondérant. Danton, Marat et les Cordeliers étaient plus ou moins les hommes du duc d'Orléans. Parmi les Jacobins eux-mêmes, un très petit nombre voulaient la République. Soulavie était, paraît-il, de ce petit nombre, et le passage que nous venons de citer en serait une preuve, si l'on pouvait avoir

(1) *Mémoires de Richelieu*, IX, 54.

(2) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 367 et 397.



la certitude qu'il n'a pas été ajouté après coup, c'est-à-dire après la séance de la Convention du 22 septembre, au t. IX des *Mémoires de Richelieu*, dont l'impression est indiquée comme terminée le 18 décembre 1792. Même après le 10 août, où la royauté fut abolie de fait, le mot de République, dit M. Aulard (1), n'est pas prononcé. Il n'en est pas question, dans les procès-verbaux des assemblées électorales du 26 août et du 2 septembre. Il paraît qu'on ne l'entendit même pas dans la séance du 22 septembre, où Collot d'Herbois fit proclamer l'abolition de la royauté. Dans la séance du soir, deux députations seules prononcèrent ce mot. Enfin, on ne l'entendit pas encore le 23, bien que la République fût constituée de fait par les divers décrets qui commencèrent ce jour-là son organisation. Le nouveau régime fut accepté par nécessité, mais sans aucun enthousiasme.

Cette impression est confirmée par le témoignage de Soulavie, qui raconte que, le jour même de la proclamation, trois-quarts d'heure après la levée de la séance de la Convention, Condorcet et quelques Girondins se réunirent au palais royal dans la salle à manger du club de Valois. Tous paraissaient consternés et n'osaient se regarder. Condorcet, rompant le silence, dit à la compagnie : « J'avais toujours cru, dans le fond, que la république française n'était qu'un système sublime. »

Comment la chose s'était-elle passée ?

Les *Mémoires du règne de Louis XVI* rapportent à cet égard une série de circonstances assez curieuses dont nous n'oserions garantir la parfaite exactitude, mais qui laissent supposer que l'auteur a au moins joué un certain rôle dans cet événement. Avant d'indiquer ce rôle, il est nécessaire de mentionner une conversation que Soulavie aurait eue quelque temps auparavant avec un ancien ministre de Louis XVI, M. de Montmorin.

Le 21 août 1792, M. de Montmorin, récemment arrêté, après avoir subi un long interrogatoire à l'Assemblée nationale, avai

(1) Cours de M. Aulard à la Sorbonne, 20 janvier 1892.

été renvoyé dans le comité de surveillance où Soulavie était occupé de travaux historiques. Le lendemain, les députés, étant sortis, laissèrent M. de Montmorin seul avec Soulavie dans la dernière des trois salles des Feuillants où ils s'étaient établis. Deux gardes étaient postés dans la première salle. Une longue conversation sur la politique du pays et sur les causes de la Révolution s'engagea entre eux. M. de Montmorin développa l'idée que la proclamation de la république était la moins défavorable des solutions que comportait la situation actuelle, et qu'elle pouvait, mieux que toute autre, sauver la vie du Roi. Soulavie partagea cette opinion dont il résume ainsi les motifs (1) :

« Le Roi avait alors laissé dépérir dans ses mains deux couronnes : celle de l'ancien régime militaire de la France, et celle de la Constitution renversée le 10 août. Son épouse était à la tête du parti contre-révolutionnaire de l'ancien régime. Louis ne pouvait être rétabli qu'avec une puissance supérieure à celle qui lui avait été enlevée le 10 août. Avec une puissance inférieure, rien ne pouvait résister à la force de la Révolution. D'Orléans eût réuni contre lui un parti de plus, celui des constituants. Ce prince n'avait d'ailleurs aucune des qualités qui assurent le bonheur. Une dynastie étrangère ne pouvait pas même se proposer ; le gouvernement provisoire de Danton et de Roland était haï, méprisé et craint ; il fallait sortir des massacres de septembre. Le règne de l'enfant du Temple eût produit une régence qui ruinait la France. Aucune dynastie étrangère ne pouvait accepter les dangers d'une pareille couronne : la République était, au 22 septembre, la dernière planche de salut. »

A la fin de la conversation, Soulavie, à qui M. de Montmorin manifestait des craintes sur les papiers le concernant, qui pouvaient être remis au comité, lui répondit :

« Je ne puis toucher aux papiers du comité. Mais les voilà dans ce coin. Qui vous empêche de les mêler comme un jeu de

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 455.

cartes ? Ces députés s'occupent bien de papiers ! Ils sont ici pendant deux ou trois heures occupés à se quereller. Après quoi ils paraissent à l'assemblée et coulent la journée avec des femmes ou dans les plaisirs. Dans le moment actuel, il s'élève une rivalité entre eux et la municipalité. C'est ce qui pouvait vous arriver de plus heureux. »

M. de Montmorin suivit ce conseil. Il mêla les papiers du comité et décomposa les liasses. Le soir, Soulavie alla rassurer M<sup>me</sup> de Montmorin, fort inquiète du sort de son mari. Le lendemain, l'abbé Fauchet lui apprit que, sur sa motion, qui avait adouci le comité, il ne serait pas fait de rapport contre M. de Montmorin, mais que, pour calmer le peuple, on l'avait envoyé à l'Abbaye provisoirement. L'infortuné ministre y fut massacré le 2 septembre (1).

Soulavie avait été profondément impressionné par les idées de M. de Montmorin. Il résolut de les faire valoir pour le salut de la France.

Le 12 septembre, il proposait au club des Jacobins la suppression de la royauté.

Le jour de l'ouverture de la Convention, il apprit qu'on se préparait déjà à faire le procès du Roi. Il n'était pas député; cependant, comme l'accès de la Convention, le premier jour de son installation, était ouvert à tout le monde, il pénétra dans la salle, et causa successivement avec le célèbre peintre David, avec un député breton et avec Carra, pour les exciter à proposer la proclamation de la République. Tous trois refusèrent en déclarant qu'une pareille proposition devait être concertée d'avance.

Soulavie s'approcha alors de Collot d'Herbois et lui dit :

« N'est-il pas vrai que, depuis 1788 jusqu'au 10 août, personne n'a été ni libre, ni content ? Ou la France va se gouverner sous une forme monarchique, ou sous une forme républicaine. S'il s'agit d'une monarchie, ou ce serait Louis XVI,

(1) Il paraît que l'effet modérateur de la motion de l'abbé Fauchet ne fut pas de longue durée, car l'Assemblée législative vota un décret d'accusation contre M. de Montmorin, le 31 août, sur la proposition de Lasource.

et tout le monde en reconnaît l'impossibilité, à moins de vouloir voir périr sa patrie sous un monarque qui n'a aucune volonté ; ou bien la France serait soumise ou à d'Orléans ou au bambin du Temple. Il me semble qu'en couronnant cet enfant, c'est bien pis que de couronner le père. Quant à d'Orléans, la France serait déchirée par une faction de plus, par les Girondins qui veulent le bambin, et par les Feuillants, qui seuls se trouvaient bien de ce malheureux prince emprisonné. Il s'agit donc de nous établir en république ; monte à la tribune, et, sans préambule comme sans observation, dis à l'assemblée que la nature des choses l'a déjà proclamée en France.

Collot d'Herbois répondit qu'il aurait fallu concerter l'affaire avec Marat, avec Danton, avec Robespierre, avec les électeurs de Paris surtout, de qui il tenait ses pouvoirs.

Soulavie répliqua : « Si tu t'y refuses, je pars. Je monte, et je fais la motion. Je la regarde déjà comme décrétée unanimement. Si tu attends huit jours, les partis se seront tâtés ; l'intrigue s'en mêlera, des partis se formeront, et la guerre civile, à cause du roi de Prusse, qui est peut-être à Châlons en ce moment, se déclarera : monte, Collot, et fais la motion ! »

Collot descendit de deux bancs et donna un coup de poing à son interlocuteur pour se délivrer de lui. Celui-ci descendit aussi et, pour l'engager à faire la motion, il s'assit à côté de lui et dit :

« Monte, Collot, si tu ne veux pas que je monte ! »

A ces mots, Collot se lève, part, monte à la tribune et fait déclarer, sans discours préalable, que la France est une république. D'Orléans, placé au second angle à droite du président, fut le premier de la Convention à se lever. Il rougit, ses traits se défigurèrent ; on vit le feu lui monter sur le visage ; à ce rouge foncé succéda une couleur violette tirant sur le noir. *Je le prends au fait*, dit l'auteur de la motion à ses voisins : *le voyez-vous, le Roi de France (1) ?*

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 476.



Bien que Soulavie ne se désigne pas nominale-ment comme ayant été l'interlocuteur de Collot d'Herbois, le doute sur son identité n'est guère possible quand on a lu attentivement ce chapitre et surtout les pages 455 et 473. Quoi qu'il en soit des erreurs que peut renfermer ce récit, il est certain que jusqu'à 1793 la question république ou monarchie passionna peu le pays, même parmi les membres les plus influents des assemblées du temps. Pendant toute la période de 1789 à 1792, le public intelligent concevait la liberté et l'égalité aussi bien avec la monarchie qu'avec la république : ce sont les fautes de Louis XVI et de son entourage combinées avec les passions adverses et la fatalité des circonstances qui imposèrent à tous la république. Peu à peu ce mot s'identifia avec la patrie elle-même et provoqua alors des actes héroïques aussi bien que d'atroces cruautés.

Or, à peine la République proclamée, Soulavie se préoccupe des difficultés sociales qu'elle aura à résoudre. Il prévoit les troubles intérieurs qui peuvent résulter, quand viendra la paix, du retour de tant d'hommes occupés actuellement aux armées. Il propose une diversion par l'établissement d'une colonie française en Afrique. Une idée plus singulière, dans laquelle il faut voir une niche de défroqué plutôt qu'un conseil pratique, est celle d'envoyer une armée à Rome pour saisir les cardinaux et le pape, les amener en captivité en France et les jeter pendant six mois dans un séminaire, où on leur enseignerait les libertés de l'Église gallicane.

Si l'on ne prend pas des mesures, ajoute-t-il, pour occuper utilement nos sans-culottes, nous ne mourrons pas tranquillement en France. Il y en a trop parmi eux « d'intéressés à demander ce que proposait Helvétius », c'est-à-dire la répartition des terres. « Il serait encore très expédient et très facile d'accorder un minimum aux créanciers de l'État, aux prêtres et aux pensionnaires ; de changer en communaux les biens non vendus du clergé, de l'ancien domaine royal, des communes, des émigrés, des terres conquises et de les partager aux vainqueurs ; mais trop de vues particulières s'opposent si

bien à ces mesures que les administrateurs aveuglés ne voient la Révolution que jusqu'à eux et jusqu'à leur époque, et croient que tout doit être content parce qu'ils le sont. Ils ne voient pas qu'en France il y a deux millions de propriétaires de mœurs fort *aristocratiques*; six millions de petits propriétaires attachés à leurs récoltes et à la culture; six millions de manœuvres agriculteurs sans propriétés et d'un caractère assez tranquille; et six millions au moins d'ouvriers dans des métiers, dans des manufactures, ou soldats, qui sont tous d'un caractère éminemment révolutionnaire, et dont on doit s'occuper, parce que cette classe ne sera plus autant attachée à ses ateliers; parce qu'elle n'a ni feu, ni lieu, ni épouses, ni enfants, qui neutralisent le caractère révolutionnaire... » Il demande donc « qu'on s'occupe du bonheur des sans-culottes et de l'avenir (1) ». D'après quelques écrivains, le socialisme n'aurait commencé à se manifester que dans les discussions du terrible hiver de 1794-95. — On voit cependant que Soulavie en faisait assez notoirement dès la fin de 1792.

Du reste, notre auteur blâmait les excès du jour et l'on peut voir une leçon donnée aux terroristes dans les exemples héroïques qu'il cite de deux partisans des Stuarts. Lord Derenvater, marchant à l'échafaud, voulut que son fils l'accompagnât et lui dit : *Apprends à mourir pour tes rois, et que mon sang en jaillissant sur toi, fructifie!* Lord Lovat, son complice, âgé de 80 ans, prononça avant de mourir ce vers d'Horace : *Dulce et decorum est pro patria mori.* « Ces exemples de fanatisme royal, dit Soulavie, méritent de profondes réflexions de la part des fondateurs des républiques, dans une monarchie ancienne. Il y a des fibres royales dans la tête et dans le cœur de beaucoup de Français, qu'on ne pourra jamais arracher (2). »

Il blâme aussi, quoique indirectement, le vandalisme des révolutionnaires français, en leur opposant l'exemple du peuple anglais, qui « respecte les monuments qui ont un caractère et

(1) *Mémoires de Richelieu*, IX, 382.

(2) *Mémoires de Richelieu*, VII, 168.

les conserve comme pièce justificative et comme pièce historique. L'esprit français, au contraire, ajoute-t-il, plus dominé par les convenances du moment, *a souvent détruit les monuments des choses passées*. C'est un défaut de notre nation (1). »

Nous relevons dans un autre ouvrage une anecdote curieuse qui se rapporte à l'invasion prussienne de 1792 :

« Il s'était formé, dans ces circonstances, deux réunions de citoyens au Palais-Royal, au passage dit de Valois. Un Allemand, qui en était membre, s'adressa à moi pour donner avis au gouvernement, après le 10 août, de l'intention du roi de Prusse de ne pas séjourner en France, si on voulait lui accorder une indemnité. Personne n'osait aborder les membres de ce gouvernement, composé de la lie de la révolution de France et de Genève, à l'exception de Servan, frère du fameux avocat général de ce nom, et de Grouvelle, homme de lettres qui avait fréquenté la meilleure compagnie de l'ancien régime. L'Allemand demandait tant pour Frédéric et tant pour Bischoffswerder (2). »



Le mariage de Soulavie eut lieu à cette époque, c'est-à-dire vers la fin de l'été de 1792. Voici dans quelles circonstances :

La gouvernante de Soulavie était proche parente de la famille Mayaud du Vivarais, dont une branche habitait Paris. Il y avait là deux enfants : un fils mort en 1831, inspecteur aux revues, chevalier de la Légion d'honneur et de saint Louis, et une charmante jeune fille, Marie-Madeleine Mayaud, récemment sortie du couvent de la Visitation de Dijon (3).

Soulavie s'était épris d'elle dès le début, mais ce ne fut que

(1) *Mémoires de Richelieu*, VIII 298.

(2) *Histoire de la décadence de la monarchie française*, III, 418.

(3) Voici son acte de baptême : *Registres de la paroisse de Larentière* : « L'an 1774 et le 12 décembre, a été baptisée, née le jour précédent, Marie-Madeleine, fille légitime à M<sup>e</sup> Urbain Mayaud et à Marie-Madeleine Triboulin (ou Tréboulet). Le parrain M<sup>e</sup> François-Régis Mayaud, la marraine Catherine Coste, le père et le parrain signés. DENAN, curé. »

plus tard, après la démolition du trône et de l'autel, et après qu'il eut brisé les liens qui l'attachaient à l'Église qu'il la demanda en mariage. La jeune fille refusa longtemps avec énergie. On raconte qu'elle avait voulu se laisser mourir de faim plutôt que d'épouser un défroqué. Elle finit cependant par céder à la pression de sa famille. Comme elle était bonne catholique autant que royaliste, elle voulut qu'un prêtre donnât la bénédiction nuptiale. C'est Fauchet, l'évêque constitutionnel, qui officia, et l'on dit que Soulavie fut le premier prêtre qui se maria publiquement (1). Le mariage dut avoir lieu en septembre ou octobre, car c'est au mois de juin suivant que Madeleine Mayaud, que son mari emmenait avec lui à Genève, accoucha à Saint-Claude (Jura), dans une auberge. Soulavie fut obligé de l'y laisser et vint la chercher quinze jours après. Pour plus de sûreté, Soulavie l'épousa une seconde fois à la mairie de Carouge, pendant son séjour à Genève. On verra plus loin qu'au sortir de sa prison, en 1795, il jugea utile de renouveler encore son mariage civil, accompagné cette fois d'un contrat notarié, et qu'enfin, à la veille de sa mort, il reçut la bénédiction religieuse.

Pendant que Soulavie se faisait une situation importante comme écrivain et homme politique, sa mère et son frère cadet vivaient dans la gêne et ne paraissent pas avoir trouvé en lui tout l'appui sur lequel ils devaient compter. Voici ce qu'écrivait l'abbé Soulavie cadet à sa tante Dufour, à Largentièrre (2).

Étampes, 20 octobre 1792.

Ma mère est pleine de courage et se soutient fort bien. J'exerce encore mon ministère, mais je m'attends chaque jour à être renvoyé; alors ma mère pren-

(1) L'abbé Grégoire, dans son *Histoire du mariage des prêtres*, publiée en 1829, se prononce énergiquement pour le maintien du célibat ecclésiastique. Il n'indique comme s'étant déclarés partisans du mariage des prêtres que deux des curés agitateurs de la première époque révolutionnaire, Jallet et Lindet, élus députés par leurs collègues du Poitou et de la Normandie. Ce sont les réguliers, c'est-à-dire les moines, qui, alors comme au *xvii*<sup>e</sup> siècle, lancèrent le mouvement contre le célibat, « désirant légaliser leur libertinage ». Témoins le capucin Chabot, le chanoine Mulot, etc. L'abbé Grégoire évalue à 2.000 les ecclésiastiques mariés de la première République et constate que les séculiers y furent en petit nombre.

(2) Anne Faure avait une jeune sœur qui avait épousé Alexis Dufour, de Largentièrre.



dra probablement le parti d'un commerce pour avoir du pain et en donner à son cadet. Ici le commerce est florissant et tout le monde en vit. Nous avons l'espérance d'en vivre de même si nous l'entreprenons, et nous en serions tout à fait certains si nous avions un peu plus de fonds que nous n'en avons. Nous n'avons pas encore de parti bien pris et nous irions volontiers à Largentière si nous présumions faire là mieux qu'ici... Si nous allions auprès de vous, nous pourrions emporter d'ici, outre un peu de notre mobilier, encore mille écus. Voilà toutes nos ressources avec ce que ma mère a à Largentière... Il ne faut rien attendre de mon frère. Il n'a pas changé de caractère. Son Dieu et sa loi est lui-même et ses goûts. Il ne fera jamais pour nous que des vœux bien stériles. Il devient donc urgent, ma chère tante, que vous vendiez la terre de Volpilières... Mon frère gagne, à ce qu'il nous écrit, 25.000 livres cette année. Je vous répète qu'il ne nous prêterait rien. Nous avons été souvent dans le besoin et, loin de nous secourir, nous n'avons pas même pu obtenir de lui qu'il rendît à ma mère l'argent qu'il a reçu de la vente des terres.

L'auteur de la lettre termine en demandant si, vu toutes ces circonstances, sa mère ne peut pas, en conscience, faire le cadet de ses enfants son unique héritier.

Dans une autre lettre d'Étampes (juin ou juillet 93), adressée à la patriote *Dufour*, à Largentière, département de l'Ar-dèche, ci-devant Vivarais, Soulavie cadet donne à sa tante des nouvelles de sa mère Anne Faure.

Ma pauvre mère est toujours dans la même situation, c'est-à-dire bien faible et bien infirme. Il lui est survenu un rhumatisme qui, par surcroît, lui rend la vie déjà peu agréable, bien ennuyeuse, et toute sa piété, malgré mes représentations, n'allège pas, en certains moments, les douleurs de sa vieillesse qui est bien prématurée. Il y a pourtant un mieux réel en sa santé... Comme elle est au lit depuis six jours, elle ne peut vous écrire en ce moment.

La fin de la lettre est caractéristique du temps où elle fut écrite :

Nous souhaitons de tout notre cœur que vous jouissiez de la paix qui aujourd'hui est troublée de bien des manières. Tout ne va pas mal dans ce pays-ci, hors les alertes que nous recevons de temps en temps quand le trouble est à Paris ou que la République essuie quelque échec de la part de ces infâmes brigands de la Vendée, que nos braves patriotes n'ont pu encore exterminer. Mon frère est parti pour Genève où il est Résident pour les affaires de la République. Il a emmené M<sup>lle</sup> Mayaud, sa bonne amie (*suivent quelques lignes raturées*). Je vous renouvelle mon invitation de tirer de la culture de vos terres tous les fruits et denrées qu'elles seront dans le cas de vous donner pendant la bonne saison. La guerre n'est peut-être pas le pire de nos

maux. Il est à craindre que la disette des subsistances ne la suive et que le pain ne soit rare à l'avenir. Nous sommes ici au milieu du grenier de la France et depuis trois jours je ne peux avoir du pain. Cette disette n'est que factice, à ce qu'on dit. En attendant, on souffre et il sera bon d'avoir quelque denrée pour remplacer le pain aux jours où il pourra manquer. Au reste, la Convention prend des moyens très vigoureux pour que l'abondance règne partout, et si je crains la disette, c'est plus par excès de précaution que crainte peut-être bien fondée.

Anne Faure avait éprouvé une grande douleur en voyant son fils aîné suivre le parti de la Révolution. Le cadet, qui était alors aumônier de l'hospice d'Étampes, prêta le serment constitutionnel, soit qu'il fût influencé par l'exemple de l'archevêque de Sens (dont Étampes dépendait), soit qu'il ne comprit pas d'abord ce que la Constitution civile du clergé avait de contraire aux lois de l'Église. Mais bientôt, averti par la résistance de l'épiscopat français et par les brefs de Pie VI, il se rétracta sans s'embarrasser des suites que pouvait avoir sa conduite. Il échappa à la déportation ou à la guillotine, en se tenant caché et, à la faveur de divers déguisements, il put porter en secret les secours de son ministère aux fidèles qui les réclamaient. Il paraît toutefois qu'il fut pris une fois et emprisonné à Versailles. Comme il était habile dessinateur, il employa ses loisirs à faire des dessins et l'un d'eux fut trouvé si beau que le geôlier lui en donna 200 francs. A sa sortie de prison, il alla à la section de son quartier à Paris et demanda qu'on l'employât. — Que sais-tu faire, citoyen? — Hélas ! j'étais prêtre, vous avez supprimé mon état. Je ne sais faire ni des habits, ni des chapeaux, ni des souliers ; je ne sais que dessiner. — Ah ! tu sais dessiner, dit l'un des membres de la section. Eh bien ! nous allons te mettre au dépôt des cartes de la guerre. — Et voilà comment Soulavie cadet commença sa carrière de géographe ! C'est pendant sa captivité qu'Anne Faure mourut à Étampes, chez les religieuses de l'hôpital.

Dans la correspondance de Grenus et Desonnaz (deux Genevois dont il sera parlé plus loin), à la date du 23 janvier 1794, il est dit que Soulavie a perdu sa mère, et Grenus ajoute : « C'était une bien respectable femme, remplie de sens et d'es-

prit(1). » Les lettres de Grenus, qui était alors député suppléant du Mont-Blanc à la Convention et commissaire des guerres en Savoie, contiennent un passage où l'on peut voir que Soulavie n'avait pas complètement abandonné son frère, et il y a même lieu de croire que ses démarches ne furent pas étrangères au succès de ce dernier dans sa carrière nouvelle. Grenus écrit, en effet, de Paris le 3 février 1794 : « ... Vous sentez que j'avais des raisons pour me maintenir avec Beausobre (Soulavie), qui est très en peine d'un fait sur lequel il demande des explications, qu'il n'aura pas de sitôt ; c'est pour cela qu'il presse Lossier (le frère de Marat) de partir ; c'est peut-être pour nuire au patriotisme, à moi ou à tel autre ; cela se peut, mais, comme il est dans mes mains *pour son frère*, pour divers objets qui l'intéressent, je dois le voir. »

Un indice de l'état d'esprit de Soulavie à cette époque se trouve dans une lettre à Robespierre, qui se rapporte évidemment aux derniers mois de 1792 ou aux premiers de 1793 :

Nous sommes perdus ; nous tombons dans la contre-révolution bourgeoise, et de celle-là, dans les antérieures :

- 1° Parce que les sans-culottes sont détruits ;
- 2° Parce qu'il n'y a plus de finance ;
- 3° Parce que nous sommes fédéralisés ou royalistes ;
- 4° Parce que la Gironde et la bourgeoisie négocient pour une constitution à Vienne et à Londres ;
- 5° Parce que l'intérêt de Londres et de Vienne est que nous soyons fédéralisés pour être nuls à leur égard ;
- 6° Parce que l'Autriche et l'Angleterre ont toujours fédéralisé les peuples en insurrection, séparant ces peuples selon leurs caractères ; la Suisse, les États-Unis et la Hollande sont des fédéralistes.

#### REMÈDES

La constitution, et vite. — Le tableau du gouvernement perfide des Girondins. — Leurs vœux dans la déclaration de guerre à toute la terre. — Amitié aux fédérés, s'ils arrivent ; avoir le plus d'otages que nous pourrions au lieu d'en donner. — Expulsion sévère de tous étrangers. — Plus de tenue et de solennité aux Jacobins. — Un peu plus de langage d'humanité et de bienfaisance. — Un choix d'un ministre des affaires étrangères anti-anglais et anti-autrichien... si vous ne l'avez pas. Je vais continuer ouvertement le combat com-

(1) *Correspondance de Grenus et Desonnaz*. Genève, 1794.

mencé contre Lebrun (1). Il ne faut pas que Pitt et Kaunitz soient nos dictateurs.

Accordez quelque méditation à ma lettre, brave Robespierre; comme elle contient des faits nécessaires à mon histoire, conservez-la, je vous prierai de me la rendre. N'oubliez pas de faire ajouter à la Constitution ces articles-ci, si on les omet :

1° Le conseil exécutif se concertera avec les législateurs sur les moyens de défense, si la France est attaquée;

2° Nulle autorité ne peut déclarer offensivement la guerre, sans l'aveu du peuple français.

... Sans cela, tout est perdu dès la première guerre, car l'Autriche nous induira encore à la guerre, quand elle le voudra, et elle le voudra encore quand elle aura réparé ses pertes; ou un autre Pitt, quand une opposition violente menacera de le déposer; car c'est ainsi que le pauvre peuple est gouverné. Le plus fort fut toujours le jouet du plus adroit.

SOULAVIE (2).



Le 12 décembre 1792, par suite de l'extrême tension qui régnait entre la France et l'Angleterre, un projet de descente en Angleterre, qui n'était que la reproduction d'un ancien projet du comte de Broglie, fut soumis aux ministres. Nous serions fort étonné que cette communication n'émanât pas de Soulavie, qui avait déjà mentionné, dans plusieurs de ses mémoires historiques, la correspondance secrète du comte de Broglie et qui se préparait à publier ce qu'il en avait trouvé dans le cabinet de Louis XVI. C'est, en effet, dans les premiers mois de 1793 qu'il faut placer la publication d'un ouvrage en deux volumes qui fit grand bruit. Il est intitulé: *POLITIQUE DE TOUS LES CABINETS DE L'EUROPE PENDANT LES RÈGNES DE LOUIS XV ET LOUIS XVI, contenant des pièces authentiques sur la correspondance secrète du comte de Broglie; un ouvrage dirigé par lui et exécuté par M. Favier; plusieurs mémoires du comte de Vergennes, de M. Turgot, etc. Manuscrits trouvés dans le cabinet de Louis XVI.* Chez Buisson, libraire, 1793.

Cet ouvrage répondait à un sentiment général de curiosité patriotique. Depuis le traité de 1756, la haine de l'alliance

(1) Lebrun a été ministre des Affaires étrangères du 10 août 1792 au 21 juin 1793.

(2) *Papiers inédits trouvés chez Robespierre* (collection Barrière), I, 122.



autrichienne, comme ayant été le principe de la décadence de la France, était entrée de plus en plus dans l'opinion publique et constituait le premier article de foi de l'opposition dans le monde des politiciens et des philosophes. Une rumeur qui tenait du roman était venue, après la mort de Louis XV, ajouter à son crédit. On disait que le feu Roi lui-même, mécontent de ses conseillers officiels, avait organisé un ministère secret au moyen duquel il atténuait les effets de leur fatale politique. Le fait ne tarda pas à se confirmer. Le ministère secret avait commencé en 1743 avec le prince de Conti, qui avait des visées au trône de Pologne. La Pompadour, admise à la cour en 1745, n'avait pu en pénétrer le secret. Le duc de Choiseul, qui le soupçonnait, avait vainement fait enlever les papiers de Tercier, le chef de la correspondance secrète, après la mort de ce dernier. Le comte de Broglie succéda à Tercier en 1752, et le duc d'Aiguillon, aidé de la du Barry, s'épuisa, en vaines recherches pour découvrir cette « intrigue ». Après la mort de Louis XV, son successeur ordonna de brûler la correspondance secrète. Le duc de Broglie fit des objections, et l'affaire fut confiée par le Roi à l'examen du comte de Vergennes et du comte du Muy, dont le rapport, en date d'avril 1775, justifia complètement le comte de Broglie des soupçons qu'on avait inspirés au Roi contre lui. Or, en 1773, le comte de Broglie avait fait admettre Favier dans le secret pour écrire un état général de la situation. C'est ce mémoire qui forma les *Conjectures raisonnées*. Cet ouvrage, « connu seulement des adeptes et célèbre sans avoir jamais été livré au public, tenait lieu d'évangile à tous les opposants de l'ancien régime, devenus les meneurs depuis 1792. L'édition qu'en fit Soulavie donna un corps de système à une politique qui était jusque-là comme flottante dans les esprits et la popularisa (1) ». Soulavie avait trouvé dans les papiers de Louis XVI, après le 10 août, le mémoire de Favier et les lettres et rapports auxquels donna lieu la découverte de la correspondance secrète. Il se

(1) SOREL, *l'Europe et la Révolution française*, III, 393.

hâta de mettre à profit sa trouvaille, d'accord sans doute avec les puissants du jour (1), et il est aisé d'imaginer le succès d'une semblable publication. De là date son entrée, on pourrait dire son invasion, dans la diplomatie.

A force de compulsier les documents historiques et les arcanes de la politique royale, livrés pour la première fois à de profanes curiosités, Soulavie avait fini par se croire un homme d'État et un profond diplomate. L'étude du ministère secret de Louis XV paraît avoir exercé une influence décisive sur son esprit. Il s'était nourri des idées de Favier et il visait à une position où il pût les appliquer. Toutes ses haines étaient dirigées contre l'Autriche et l'Angleterre. Il considérait les États petits et moyens comme des amis nécessaires et la Prusse comme l'alliée naturelle de la France. Peut-être avait-il eu, dès le temps de M. de Chambonas (qui ne fut ministre que du 17 juin au 10 août 1792), l'accès des bureaux du ministère des affaires étrangères. Il est certain qu'après le 10 août il fut au moins l'un des familiers de la maison. Comment aurait-on pu tenir en dehors de notre politique étrangère l'homme qui allait en publier les principes fondamentaux, celui qui, dans un volume publié l'année précédente, déclarait que son ouvrage « devait servir en partie d'instructions historiques aux négociateurs de la République française, mettre nos ambassadeurs au courant des affaires européennes et faciliter le succès de leurs négociations » ; qui faisait même suivre ces lignes d'une sorte de résumé en dix points de la situation européenne et terminait ainsi : « Donc la France doit reprendre l'ancien système de protéger les petits contre les grands, et c'est pour cela que l'instinct populaire a renfermé au Temple l'Autrichienne. *Ce qu'il fallait démontrer* (2). »

Soulavie se mit donc à chercher un poste diplomatique, et c'est celui de ministre à Copenhague qu'il choisit ou qui lui

(1) On peut trouver un indice de la participation de Lebrun à cette publication dans un passage des *Mémoires du règne de Louis XVI* (VI, 341), où Soulavie parle de la correspondance secrète de Louis XV « devenue fameuse par l'imprudence républicaine qui a osé en publier en 1793 le résultat en deux volumes ».

(2) *Mémoires de Richelieu*, IX, 461.

fut offert. On connaît l'attitude hostile qu'avait prise l'impératrice de Russie contre la Révolution française et les efforts qu'elle fit pour lancer l'Europe contre la France, ce qui, d'ailleurs, devait avoir pour effet de lui laisser les mains libres en Pologne. Elle ne négligea rien notamment pour entraîner le Danemark et la Suède et fut bien près de réussir avec Gustave III, dont elle avait soin de flatter la vanité militaire. Quant au Danemark, il se montra constamment opposé à toute politique tendant à le faire sortir de sa neutralité.

A quelle époque remonte la nomination de Soulavie à Copenhague ? Dans une lettre à la princesse Daschkoff, présidente de l'Académie de Saint-Petersbourg, Soulavie dit qu'il était nommé à la légation du Danemark lorsqu'on trouva les papiers du Roi au 10 août. Plus loin il dit : « J'ai été nommé pendant sept mois à la légation de France en Danemark. Ma femme enceinte ne put faire ce long voyage. On y envoya Grouvelle et j'eus la légation de Genève... »

Nos recherches aux archives du ministère des Affaires étrangères ne confirment pas cette assertion. Il en résulte que l'abbé Louis, ci-devant conseiller au Parlement de Paris (le futur ministre des Finances sous la Restauration), avait été nommé, à la fin de décembre 1791, ministre à Copenhague, en remplacement de M. de la House, mais il n'alla jamais occuper ce poste dont l'intérim fut rempli par un intelligent secrétaire appelé Framery. Le comte de Vibraye, qui y fut nommé le 4 avril 1792, ne crut pas devoir, après le 10 août, continuer ses fonctions et remit les affaires à Framery. Celui-ci écrivait, le 23 octobre, qu'aucune nouvelle tentative n'avait été faite pour entraîner le Danemark dans la coalition et constatait que l'opinion publique danoise était entièrement favorable à la France. En même temps, M. de Blum, l'envoyé danois en France, simulait une maladie pour n'avoir pas à quitter Paris, comme les représentants des autres puissances. Au mois de janvier 1793, le Danemark renouvelait officieusement l'assurance de sa résolution inébranlable de rester neutre, en ajoutant qu'il reconnaîtrait la République française aussitôt qu'une grande

puissance l'aurait reconnue. C'est dans ces circonstances qu'eut lieu la nomination de Soulavie à Copenhague, et voici la dépêche qui fut rédigée, le 11 février 1793, par Lebrun, à l'adresse du comte de Bernstorff, ministre des Affaires étrangères de Danemark :

Monsieur le Comte,

Quels que soient les événements qui changent ou modifient le régime intérieur du gouvernement d'une grande nation, ils ne peuvent influer sur le système politique qui fixe ses rapports avec les autres États qu'autant que quelques puissances ambitieuses prétendraient intervenir dans une cause qui doit leur être étrangère, et enchaîner à leur char une nation qui veut être indépendante : telle est la situation de la France à l'égard des puissances coalisées qui prétendent lui dicter des lois. La nation française, trop longtemps avilie par la pusillanimité, l'insouciance et les déprédations d'un gouvernement corrompu, était devenue en quelque sorte la fable de l'Europe. Un nouvel ordre de choses a changé sa destinée, et si un ministère pervers et toujours subordonné lui a fait perdre le degré de considération qu'elle avait atteint, son énergie, son courage, la sagesse de ses lois, sa loyauté et l'immensité de ses moyens lui feront bientôt recouvrer cette salutaire influence qui doit être pour les États toujours maîtrisés par des voisins ambitieux, le rempart de leur indépendance. Telle est, Monsieur le Comte, le but que se propose une nation qui, sans calculer le nombre de ses ennemis, saura toujours s'élever à la hauteur des efforts qu'ils feront pour la combattre. Vous le savez, Monsieur le Comte, et la loyauté de vos principes vous a dès longtemps convaincu de cette grande vérité, c'est que l'indépendance absolue des gouvernements doit être le premier chapitre du Code des nations. C'est en se pénétrant de ce grand principe que le conseil exécutif de la République française, jaloux de cultiver l'amitié et la bonne harmonie qui subsistent depuis longtemps entre la France et le Danemark, a résolu d'envoyer à Copenhague le citoyen Soulavie, dont la prudence et les talents nous sont connus, pour succéder à M. Vibraye et résider auprès du gouvernement danois en qualité de chargé d'affaires de la République française. J'espère que Votre Excellence voudra bien ajouter foi à tout ce qu'il lui dira de la part du conseil exécutif, et particulièrement quand il l'assurera du désir sincère que nous avons de resserrer les liens qui nous unissent. Quant à moi, Monsieur le Comte, je ne puis qu'être infiniment flatté de correspondre avec un ministre que la sagesse de son administration et ses vertus publiques ont rendu vraiment recommandable.

Par des motifs que nous ignorons, cette nomination resta en suspens. En effet, Framery mande, le 5 mars, que le comte de Bernstorff lui a demandé s'il savait qu'on eût nommé un agent français à Copenhague. Le bruit en avait couru, et on disait que c'était Soulavie. Mais le ministre danois n'ayant rien



reçu de M. de Blum, ni M. Framery de son gouvernement, on pensait que c'était un faux bruit.

Le mois suivant seulement, on se déterminait à donner suite à la décision du 11 février et la dépêche suivante, datée du 1<sup>er</sup> avril, était expédiée le 3 à Framery :

Le conseil exécutif provisoire, citoyen, ayant nommé le citoyen Soulavie pour succéder au sieur Vibraye et résider à Copenhague en qualité de chargé d'affaires de la République française, vous voudrez bien lui remettre tous les papiers de la légation et lui donner tous les renseignements qui dépendront de vous pour le mettre à même de suivre avec succès la mission dont il est chargé. Je suis persuadé que vous le seconderez avec d'autant plus d'intérêt que votre expérience, votre zèle et votre dévouement à la chose publique me sont connus. Soyez assuré aussi que, de mon côté, je ne négligerai aucun des moyens qui pourront me mettre à même de reconnaître les services que vous avez rendus et ceux que je suis bien sûr que vous rendrez encore en Danemark, en secondant les efforts du citoyen Soulavie.

En attendant que Soulavie partit pour aller occuper son poste à Copenhague, il continua de suivre dans les bureaux de Lebrun les négociations ayant pour objet le maintien de la neutralité du Danemark. Depuis le mois de janvier, c'est son écriture que l'on peut reconnaître aux notes marginales mises aux dépêches de Framery, et du 9 au 27 avril, les brouillons de plusieurs dépêches de Lebrun concernant le Danemark sont de la même main. Soulavie paraît avoir négocié à cette époque à Paris avec le baron de Benrstorff, le frère du président du conseil danois, qui était accrédité en France comme « représentant de la cour de Copenhague », et qui continua d'y résider après le départ de M. de Blum.

Voici, en effet, l'extrait d'une note de Lebrun qui se trouve dans un opuscule publié par Soulavie, après sa mission de Genève (1) :

« *Second supplément aux instructions du citoyen Soulavie, chargé des affaires de la République pour le Danemark...* Depuis ses instructions précédentes, le citoyen Soulavie a parlé d'affaires à... Il l'a disposé à des principes favorables à la conservation des forces de la France et de son influence en

(1) *L'Insurrection des clubs genevois.*

Europe... Le citoyen Soulavie, avant son départ, rédigera ses négociations avec... et ses conférences avec... et les remettra au département. Signé : **LEBRUN** »

Il s'agit ici, non seulement des négociations avec le baron de Bernstorff, mais encore de conférences avec un autre personnage qui n'est autre que le baron de Staël-Holstein. On sait le rôle favorable à la République française que ne cessa de jouer le mari de la femme célèbre qui a écrit *Corinne* et *l'Allemagne*, rôle d'autant plus méritoire que le roi Gustave III professait ouvertement des sentiments tout opposés et ne cachait pas son projet de se mettre à la tête d'une coalition européenne contre la France, quand il fut assassiné, le 13 mars 1792. Le baron de Staël, qui était ambassadeur à Paris depuis l'année 1783, était déjà en disgrâce en 1792 à cause de ses sympathies françaises, et venait d'être rappelé à Stockholm. Le duc Charles de Sudermanie, régent du royaume après l'assassinat de Gustave III, était loin de partager les préventions de ce dernier contre la France; mais la tournure des événements à Paris rendait une intimité, difficile et la Suède n'eut plus dès lors avec le gouvernement français que des rapports intermittents. Toutefois, quand il y eut des négociations entre les deux pays, c'est toujours le baron de Staël qui en fut chargé. Ce diplomate reçut, en décembre 1792, l'ordre de se rendre à Paris. Il négocia, en passant à Copenhague, une entente avec le comte de Bernstorff, chef de la chancellerie danoise. De là il vint à Bruxelles, où il resta un mois, retenu par les nouvelles de Paris. L'exécution de Louis XVI fit tout ajourner. Le duc Régent écrivait le 12 février 1793 qu'après de pareilles horreurs, « nul ne saurait songer à s'allier à la France, sans encourir la juste colère de toute l'Europe ». A la fin de février, le diplomate suédois allant à Paris vit à Mordeck le général Dumouriez, qui insista sur les intérêts mutuels de la Suède et de la France et lui donna une lettre pour Lebrun. Staël rencontra à Paris les meilleures dispositions. Les négociations s'ouvrirent vers la fin de mars 1793, et c'est ici sans doute que se place l'intervention de Soulavie; mais le

soulèvement de la Vendée et la défaite de Dumouriez à Nerwinden (18 mars) amenèrent un nouvel ajournement. Staël reçut l'ordre de s'abstenir. La Suède maintint cependant sa neutralité, malgré les obsessions de la Russie et de l'Angleterre. Aux observations qui lui étaient faites sur le séjour persistant de Staël à Paris, le duc Régent répondait que le baron restait à Paris uniquement pour être avec sa femme. Celui-ci résolut d'en finir par un coup d'éclat et, le 16 mai 1793, il concluait avec Lebrun un traité d'alliance, par lequel la Suède s'engageait à reconnaître la République française et à fournir une armée et une flotte en cas de guerre, moyennant un subside de 18 millions donné par la France. Le duc Régent n'osa pas ratifier le traité. Comme moyen de résoudre la difficulté, il demanda préalablement la mise en liberté de Marie-Antoinette et de la famille royale, ce qui amena la rupture des négociations (1).

Dans un mémoire sur l'Angleterre, envoyé à l'empereur Napoléon en 1807 (2), Soulavie donne sur les intrigues du gouvernement anglais en 1792 et 1793 de curieux détails où le nom du baron de Staël se trouve mêlé.

Voici, ce que j'en sais de positif, ayant vu les pièces et entendu les projets. En 1792, le ministère jacobin, ainsi appelé parce qu'il était composé de Clavière, Roland, Dumouriez, crut avec beaucoup de raison que le Roi était arrivé au bord du précipice et qu'il ne pourrait plus se maintenir. L'armée de la monarchie était dissoute. Ses chefs avaient émigré ou n'étaient pas sûrs. Depuis Louis XV, l'état-major était discrédité. Deux étrangers, Lovendhal et le maréchal de Saxe, étaient nos seuls généraux à citer. La Prusse les avait tous déshonorés. On n'avait aucune idée qu'il pût sortir de l'armée de la Révolution, qui succédait à l'armée royale, des hommes de génie, et des généraux du sein de nos troupes. Le ministère jacobin, qui avait déclaré la guerre, était alarmé. L'on ne pensait pas du tout à la ressource d'une république. Il y eut une négociation, tant que le ministère jacobin fut en place, avec le héros de la guerre de Sept ans, avec le prince Ferdinand. J'ai vu les pièces de la négociation qui devait lui donner le commandement de nos armées et s'assurer de la couronne française si la maison de Bourbon était détrônée. Ce prince Ferdinand était dans la coalition. Choisi déjà par l'Autriche pour comman-

(1) LÉOUZON LEDUC, *Correspondance diplomatique du baron de Staël-Holstein*, Paris, 1881.

(2) Archives Nationales, F<sup>7</sup> 6572.

der au détriment de Gustave III, qui remuait le ciel et la terre pour les commander, cet envoyé du ministère jacobin fut éconduit et remercié avec beaucoup de politesse, et ses commettants furent renvoyés par Louis XVI.

En 1793, les plans de l'Angleterre furent consommés. J'ignore les intrigues du régent de Suède avant le mois de mars, et après le mois de juillet ; mais, chargé de négocier à Paris la neutralité du Danemark et d'éclairer par des mémoires l'ancien comte de Bernstorff sur la puissance effective de la Révolution française, je puis dire ce que j'ai vu et entendu pendant la mission à Paris du baron de Staël, envoyé du Régent pendant les mois de mars, avril et mai 1793.

Arrivé à Paris, à la fin de février, de Suède et d'Angleterre, cet agent donna mille écus à sa section pour les indigents et rechercha les notables individus des deux factions qui divisaient la Convention nationale. Il assurait à tous que le duc d'York était loin d'aspirer à la couronne ; que la République qui allait être assaillie de toute l'Europe pourrait succomber ; que les républicains seraient heureux d'éviter les vengeances des Bourbons, et de pouvoir se confier à un prince suédois, à un Français du Nord, qui accepterait telle charte ou constitution qui lui serait présentée et qui, né protestant, ne donnerait pas lieu de craindre une indulgence dangereuse avec les prêtres réfractaires. Il annonçait la paix avec l'Angleterre, mais en attendant il fallait lui compter onze millions qu'il offrait de donner en partie aux individus de la Convention qui entreraient dans ses vues. Nous étions tous ardents pour le maintien de la République, et cependant je menai Staël à Barère ; et, curieux il y a six mois de savoir ce que le baron avait tenté au comité de Salut public au moment de son institution, à l'époque de la désertion de Dumouriez, lorsque je partis pour Genève, Barère m'a dit que Staël avait demandé, en effet, onze millions pour la neutralité et que Danton lui avait fait compter 150.000 livres en témoignage d'amitié.

Le baron de Staël ne quitta Paris, avec sa femme, qu'à la fin de 1793, pour se rendre à Coppet. On verra plus loin la conférence qu'il eut avec Soulavie à Genève.

Or, de graves événements intérieurs avaient marqué en France le mois d'avril 1793. C'était le moment où la lutte entre les Girondins et les Jacobins était le plus acharnée. De cette époque date aussi l'institution du comité de Salut public, dans lequel Danton et Héroult de Séchelles furent particulièrement chargés de la politique étrangère. Un grand et salutaire revirement se produisit alors dans la politique de la France. « Par son fameux décret du 19 novembre 1792 sur l'affranchissement des peuples et par celui du 15 décembre sur la révolution forcée, la Convention nationale s'était mise à



des toutes les puissances européennes. Les échecs militaires de l'hiver 1792-93 refroidirent bientôt son enthousiasme de républicanisme cosmopolite, et Danton, que les événements et les sages conseils envoyés de Londres par Talleyrand avaient singulièrement assagi, se fit l'interprète de ce sentiment, et il en résulta le décret du 13 avril, qui faisait rentrer la France dans l'ancien droit public et remplaçait la guerre de révolution par la guerre d'État (1). »

Ce changement de direction ne pouvait qu'être favorable à Soulavie qui, par sa tournure d'esprit et ses travaux historiques, se rattachait notoirement à l'ancienne diplomatie. Il avait, paraît-il, l'appui des députés de l'Ardèche et des membres du comité de Sûreté générale, et comme, en outre, il était en bonnes relations avec Hérault de Séchelles, il en profita pour se faire nommer à un poste moins éloigné et plus approprié à ses vues que celui de Copenhague.

(1) ALBERT SOREL, *l'Europe et la Révolution française*, III, 388.

## CHAPITRE VIII

### LA RÉPUBLIQUE DE GENÈVE

#### SOMMAIRE

Nomination de Soulavie à Genève (25 mai 1793). — Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse. — Soulavie part le 31 mai pour se rendre à son poste. — Résumé de l'histoire de Genève. — L'aristocratie, la bourgeoisie et les natifs. — L'intervention franco-suisse en 1737. — Les négatifs et les représentants. — Démarche des agitateurs genevois auprès du gouvernement français. — La révolution de 1782 et l'intervention franco-sardo-suisse. — Réquisitoire de Soulavie contre l'esprit révolutionnaire genevois. — La politique de M. de Vergennes. — Le subside accordé aux révolutionnaires genevois par le gouvernement anglais. — Les intrigues de Clavière. — Le général Montesquiou. — La révolution démocratique de Genève (décembre 1792). — Le ministre Lebrun. — Les instructions données à Soulavie et l'état des partis à Genève. — Craintes d'une occupation piémontaise de Genève (juin 1793).

Soulavie fut nommé ministre Résident de France à Genève et dans le Valais, le 25 mai 1793. « Genève, dit un éminent écrivain (1), est une ville française qui n'est pas en France et qui tient à ne pas y être. » En attendant qu'on voie l'histoire confirmer, dans notre travail, cette appréciation du romancier, il est essentiel d'observer que le poste de Genève était à cette époque, où la France était pour ainsi dire bloquée en Europe, beaucoup plus important qu'on ne serait aujourd'hui tenté de le supposer. Genève, comme Bâle où l'on avait établi Barthélemy (2), était une sorte d'observatoire d'où les agents fran-

(1) CHERBULIEZ, *Paule Méré*, p. 83.

(2) François Barthélemy, né à Aubagne en 1750, entra jeune dans la diplomatie, grâce à l'appui de son oncle, l'auteur du *Voyage du jeune Anacharsis*, qui était l'ami du duc de Choiseul. Nommé ministre de France en Suisse en 1792, il montra, dans ces fonctions, autant d'habileté que de modération et conclut à Bâle, en 1795, des traités de paix avec la Prusse et avec l'Espagne, qui diminuèrent le nombre des enne-

çais devaient, non seulement veiller aux intérêts de voisinage, mais surveiller les menées diplomatiques et les mouvements militaires hostiles à la République. Il y eut un moment où la France, en guerre avec tous ses voisins coalisés, ne pouvait plus communiquer que par la Suisse avec le reste du monde. C'est ce qui donne un intérêt tout particulier aux *Papiers de Barthélemy*, qu'a récemment publiés M. Kaulek, et ce même intérêt se retrouve, quoique à un degré moindre, dans la correspondance de Soulavie.

Soulavie quitta Paris le 31 mai, pour se rendre à son poste, avec sa jeune femme, qui était enceinte de son premier enfant. Il put entendre, à son départ, le tocsin qui sonnait le glas funèbre de la Gironde. Sa femme fut prise des douleurs de l'enfantement à Fontainebleau. Elle poursuivit néanmoins son voyage en poste jusqu'à Saint-Claude (Jura), où elle accoucha d'une fille qui mourut à Genève, âgée d'environ treize mois.

Mais avant d'aller plus loin, avant d'exposer avec quelques détails, sur la base de pièces authentiques, la mission de Soulavie à Genève, c'est-à-dire un des épisodes diplomatiques les plus curieux de la Révolution, il est nécessaire, pour la clarté du sujet, de résumer brièvement l'histoire de Genève.



Genève, du temps de Jules César, était la dernière ville à l'Est d'un pays qui est devenu, depuis longtemps, partie intégrante de la monarchie française : *extremum oppidum Allobrogum proximumque Helvetiorum finibus*. Après avoir fait partie de l'empire romain pendant cinq ou six siècles, Genève passa sous la domination bourguignonne, et c'est là, au dire des historiens, qu'habitait Clotilde, la future reine des Francs, quand Clovis l'envoya demander en mariage. Annexée à l'em-

mis de la France. Nommé membre du Directoire le 20 mai 1797, il fut une des victimes du 18 Fructidor et déporté à Cayenne d'où il parvint à s'échapper. Rentré en France après le 18 Brumaire, il fut membre du Sénat et, après 1816, membre de la Chambre des pairs. Il est mort en 1830.

pire par Conrad, vers 1032, Genève forma un État quasi-indépendant avec des évêques et des comtes qui eurent entre eux de longs démêlés. Au commencement du xv<sup>e</sup> siècle, elle appartenait aux ducs de Savoie, mais peu à peu elle s'affranchit de leur joug, fit alliance avec Berne et Fribourg et devint, en 1535, le siège et le foyer du calvinisme. Calvin y exerça depuis cette époque jusqu'à sa mort (1564) une autorité politique et religieuse incontestée. En 1602, le duc de Savoie échoua dans la fameuse tentative de l'escalade, dont l'anniversaire a été, pendant deux siècles, la grande fête patriotique de Genève. Il fut obligé, l'année suivante, de reconnaître l'indépendance de cette ville, sous la garantie de la France, de Berne et de Zurich. Au siècle dernier, Genève formait, non pas un canton suisse, mais une République alliée des cantons, et ce n'est qu'en 1815 qu'elle a été réunie à la Confédération helvétique, après avoir été accrue de quelques communes, notamment Carouge et Versoix, qui, à l'époque de la Révolution, appartenaient à la France.

Pendant les trois derniers siècles, le pouvoir à Genève fut entre les mains de ce qu'on appelait l'aristocratie, c'est-à-dire de la classe des anciens bourgeois qui, d'ailleurs, dirigea généralement avec habileté les affaires de la cité, et rendit le pays prospère, en même temps qu'il sut écarter tous les dangers qui menaçaient son indépendance.

L'aristocratie comprenait environ 500 familles contre 1.500 autres appartenant à la nouvelle bourgeoisie ou tiers état, et 4 ou 5.000 familles privées de tous droits politiques, qu'on appelait les *natifs*, parce qu'ils étaient nés à Genève de parents immigrés. Cependant, à mesure que s'effectuait le progrès des idées libérales, le tiers état genevois manifestait son mécontentement d'être exclu du pouvoir et son désir d'occuper au soleil la place à laquelle il croyait avoir droit. De là les agitations fréquentes dont ce pays fut le théâtre, surtout au xviii<sup>e</sup> siècle. Les dangers extérieurs avaient alors à peu près cessé pour la république du Léman. Elle avait l'appui moral des États protestants; les rois de France se tenaient pour satisfaits, à la condition qu'elle n'allât grossir le territoire d'aucun de



ses voisins ; enfin, le corps helvétique, où le régime aristocratique dominait dans les principaux cantons, ne se souciait nullement d'annexer un État perpétuellement agité, pourvu que son indépendance fût également respectée par les autres.

Rassurée au point de vue intérieur par cet équilibre protecteur, Genève commença à murmurer contre le régime de sévérité paternelle qui portait la forte empreinte de Calvin. Le tiers état demandait le retour aux anciennes coutumes, c'est-à-dire la participation effective de la bourgeoisie à la direction des affaires, qu'avait accaparée le conseil des Deux-Cents. La demande de l'élection à la *ballotte*, c'est-à-dire au scrutin secret, et celle de l'impression et de la revision des édits, qui servirent de mot d'ordre à la bourgeoisie en 1706 et les années suivantes, furent les formes de l'opposition naissante. L'exécution de Fatio en marqua la page sanglante. En 1737, le mouvement aboutit à une véritable révolution qui nécessita l'intervention combinée de la France et des cantons suisses. Les revendications du tiers état reprirent à partir de 1763, à la suite de la condamnation des écrits de Rousseau par le gouvernement aristocratique. Le peuple genevois se trouva alors divisé en deux partis : les *négatifs* et les *représentants*. On appelait *négatifs* les membres du grand et du petit conseil et leurs partisans, parce que les conseils s'arrogeaient le droit d'empêcher, par un avis négatif, que les questions litigieuses fussent portées devant le *Conseil national*, c'est-à-dire la bourgeoisie. La barque de Genève voguait entre deux écueils : une aristocratie qui avait dû son dernier triomphe à l'appui étranger, et une démocratie dangereuse. Les uns ne voulaient pas d'égaux et les autres pas de supérieurs. La sagesse indiquait des concessions mutuelles, mais la sagesse est ce qu'on écoute le moins dans les différends politiques, surtout quand les rivalités locales ajoutent à leur acuité naturelle. La démocratie bourgeoise parvint à faire prévaloir une partie de ses vues en 1768. Mais alors il arriva ce qui devait arriver. La troisième classe, celle des natifs, formula, à son tour, ses revendications ; elle avait pour elle toute la philosophie du

temps, et Voltaire en particulier lui prêta un appui efficace. Les bourgeois voulaient bien obliger les aristocrates à partager avec eux le pouvoir, mais ils ne reconnaissaient pas ce droit aux natifs, et ils ne changèrent de sentiment à cet égard que lorsqu'ils eurent vu les natifs s'entendre avec les aristocrates. En 1777, une commission mixte fut nommée pour préparer l'impression d'un code général des édits et règlements, car cette question était restée la plateforme de la bourgeoisie.

En 1780, Duroveray devint procureur général de la république. Les principaux agitateurs bourgeois de cette époque étaient, avec ce dernier, Clavière, Dumont, d'Ivernois, Reybaz, etc. Reybaz écrivit l'apologie de son parti. Une députation, dont faisaient partie Clavière et Duroveray, fut envoyée auprès du ministre des Affaires étrangères de France, M. de Vergennes. Celui-ci, dont toutes les sympathies étaient acquises au parti aristocratique, ami de la France, leur conseilla la modération et déclara qu'il ferait tout, de concert avec ses amis les Suisses, lesquels, de leur côté, conseillaient aussi fort que la France la modération aux Genevois.

Un peu plus tard, le jeune d'Ivernois étant allé solliciter, pour les démocrates genevois, la bienveillance de Maurepas, le vieux ministre lui répondit : « Croyez-moi, mes enfants, ne faites pas parler de vous dans le monde. Vos magistrats disent, comme sous mon premier ministère, que leurs horlogers sont trop heureux qu'on veuille bien les gouverner. Le mauvais ouvrage, dont nous vous fîmes présent en 1738, aurait dû nous guérir pour toujours de la démangeaison des constitutions républicaines. Mon avis particulier est que nous avons assez à faire dans notre administration, et beaucoup moins dans la vôtre. La première protection que nous vous devons, c'est de ne pas même vous observer. Ce qui m'étonne, c'est qu'on ne soit pas enfin las de vous et qu'en vous livrant à vos débats de municipalité, on ne les sache pas abandonner dans l'enceinte étroite qui les a vus naître (1). »

(1) SOULAVIE, *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 226 à 229.

Sur le conseil de la France, le parti aristocratique, pour se faire des alliés contre le parti populaire, promit de grandes concessions aux natifs. Le parti populaire, voyant là une imixtion étrangère, dénonça hautement, par l'organe de Duroveray, un de ses chefs, « les intrigues criminelles » du Résident français d'alors qui était Châteauneuf. L'insurrection du 8 avril 1782 suivit de près cette protestation. Les membres du gouvernement furent emprisonnés. Ce fait détermina l'intervention qui fut alors concertée entre Versailles, Turin et Berne. On craignait partout la contagion de l'exemple, et ce n'est pas sans raison qu'on a dit que la répétition du grand drame français avait eu lieu à Genève. Il est à craindre, disait M. de Vergennes, que les Genevois et leurs écrits ne portent au dehors le fanatisme politique dont ils sont remplis, et que nos voisins ne passent de la curiosité à l'imitation.

Soulavie fait, dans divers écrits, un vrai réquisitoire contre les révolutionnaires genevois, Necker, J.-J. Rousseau, Dumont, Clavière, Marat, d'Ivernois, etc. Il montre et peut-être exagère l'action que quelques-uns ont exercée sur notre révolution, en les accusant formellement d'avoir été les agents payés de l'Angleterre. « C'est, dit-il, cet esprit propagateur de révolution, cet esprit genevois, introduit en France, qui arma contre nous l'Europe entière (1). »

La triple intervention à Genève eut lieu au mois de juin, sous les ordres des généraux de Jaucourt, La Marmora et Steiger, et Genève ouvrit ses portes, malgré les excitations des meneurs. Vingt-un des plus compromis furent bannis pour dix ans. C'étaient : Vernes, Anspach, Dentand, Vieusseux, Flournoy, Clavière, Duroveray, d'Ivernois, Rochette, Grenus, Chauvet, Janot, Ringler, Breuffe, La Motte, Thuillier, Bourgeois, Gasc, Schraidl, Bonnet et Girard. A peine sortis de Genève, les bannis nommèrent six commissaires : d'Ivernois, Clavière, Grenus, Ringler, Duroveray et Gasc, qui se rendirent aussitôt à Londres, où se trouvaient déjà Siordet et quelques autres, et où arrivèrent bientôt Dumont et Chauvet. Le gouvernement

(1) SOULAVIE, *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 308.

anglais leur accorda un subside de 50.000 livres st., dont moitié pour bâtir une autre Genève en Irlande, et l'autre moitié pour les besoins particuliers des bannis. L'administration du subside fut confiée à huit membres du conseil privé, à quatre membres du Parlement et aux six commissaires genevois nommés ci-dessus (1).

En France, la politique d'intervention provoqua quelques critiques. Mirabeau, Condorcet, Mably, tous les libéraux du temps, circonvenus par les bannis de Genève, la blâmèrent. M. de Vergennes fit une réponse topique : « Les insurgés de Genève, dit-il, sont les alliés de l'Angleterre, tandis que la bonne et vieille bourgeoisie de ce pays est notre amie nécessaire : voilà ma raison d'État ! »



En décembre 1792, le parti démocratique reprit le dessus, grâce à la décadence de l'autorité royale en France et aux menées de Brissot et de Clavière. Brissot avait fait le voyage de Genève en 1782 et y avait connu les principaux meneurs de la révolution. L'esprit de Clavière le séduisit. « Il n'était pas avantageux, dit-il dans ses *Mémoires*, point présomptueux comme la plupart de ses compatriotes. Il doutait de lui-même, se défiait des faits et des hommes, en même temps qu'il était constamment occupé à leur faire du bien. Duroveray, ajoute-t-il, était peut-être plus instruit, plus méthodique, mais plus opiniâtre et plus tranchant. On comparait Grenus aux anciens Romains et il cherchait à leur ressembler... (2). » Banquier, spéculateur heureux, collaborateur financier de Mirabeau, Clavière dut à l'amitié de Brissot son avènement au ministère des Finances dans le ministère girondin. On a vu qu'il était un des

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 270. Voir aussi dans cet ouvrage, V, 284, le texte de l'acte du gouvernement anglais, daté de Dublin, 4 avril 1783, qui accorde aux bannis genevois le subside de 50.000 l. st. On lit dans l'*Histoire de Robespierre*, de M. Ernest Hamel (I, 489) : « Dumont, s'il faut en croire M. Michelet, qui n'indique pas ses preuves, était pensionné de l'Angleterre... M. Hamel ne connaissait donc pas les *Mémoires du règne de Louis XVI*. M. Michelet, par contre, les connaissait fort bien ; seulement il a jugé à propos de ne pas les citer.

(2) *Mémoires de Brissot*, II, 126.



exilés de Genève en 1782. Il avait donc des ressentiments personnels contre le gouvernement aristocratique, et la haute position à laquelle il était parvenu en France avait redoublé chez lui le désir de réunir Genève à sa nouvelle patrie. Ses intrigues, antérieurement aux événements de décembre 1792, sont ainsi racontées par Marc Monnier, d'après les mémoires manuscrits du comte Gorani, un agent secret de la diplomatie française pendant la Révolution, dont nous aurons à parler plus loin (1) :

Tout le monde sait que Clavière, ancien banquier genevois, chassé de son pays par les troubles politiques, s'était acquis à Paris, par son génie de financier, beaucoup de crédit et de faveur ; il attaqua Necker, il soutint Mirabeau, parvint à la direction des finances, d'où il fut écarté par le Roi, puis, après le 10 août, redevint ministre. Il engagea donc Gorani à se rendre à Genève, afin d'exciter les démocrates à demander la réunion de leur petite république à la grande ; après quoi l'agent secret serait allé à Berne pour prouver aux magistrats de cette ville que l'annexion de Genève à la France était ce qui pouvait arriver de plus heureux à leur pays.

« Clavière, nous dit Gorani, avait gagné les autres ministres, ainsi que Brissot, son ami, et tous ceux qui étaient alors connus sous le nom de Girondins ; il n'avait été déterminé à ces mesures par aucune de ces raisons qui doivent gouverner les véritables hommes d'État, car il n'y avait ni raison, ni justice, ni utilité réelle à disloquer ainsi la petite république de Genève, et à lui ravir son bien le plus précieux, l'indépendance... Aussi je refusai tout net à Clavière, en l'assurant, d'un ton fort animé, que ce projet n'était ni honnête, ni politique, ni moral, ni raisonnable ; que l'indépendance de Genève était une chose sacrée, tant de fois très solennellement jurée par le gouvernement français, que toute tentative pour la lui ravir ne pourrait être envisagée que comme une vengeance de sa part... » Cette discussion brouilla trois fois l'ex-Italien et l'ex-Genevois, devenus tous deux citoyens français, mais la paix se refit toujours entre eux, parce qu'ils avaient besoin l'un de l'autre.

Dans un autre endroit, Gorani prétend que sans lui Genève aurait été réunie à la France au mois de juin 1793.

L'expédition du général Montesquiou en Savoie parut à Clavière une occasion favorable de réaliser ses projets. Les troupes françaises étaient entrées à Chambéry le 25 septembre 1792. Dès le 29, Clavière faisait expédier au général Montesquiou l'ordre de marcher sur Genève. Une lettre du ministre

(1) *Un aventurier italien*. Paris, Calman Lévy, 1885, p. 229.

de la guerre du 3 octobre enjoignait à ce général d'y entrer de gré ou de force, parce que cette place était nécessaire pour assurer la possession de la Savoie, et qu'il devait y prendre 20.000 bons fusils dont la France avait besoin. « Si on vous représente que ces armes sont nécessaires pour la défense de la ville, vous les rassurerez en leur laissant 4 à 5.000 hommes armés suivant votre prudence. Vous ferez ainsi de Genève le boulevard de la France. » Cédant aux conseils de Clavière, qu'appuyait l'influence toute puissante de Brissot, Lebrun, ministre des Affaires étrangères, informait Montesquiou que le but unique de ses négociations avec les Genevois devait être d'introduire dans cette place une garnison française. Genève, ayant appelé les Suisses à son secours, Châteauneuf, résident de France à Genève, quitta Genève le 3 octobre, en déclarant que son gouvernement considérerait l'entrée des Suisses comme une violation des traités. Brissot, dans un rapport du 16 octobre, admit que les troupes françaises « doivent respecter l'indépendance et la neutralité de Genève ». Danton, plus franc, voulait qu'on supprimât cette phrase et qu'on pût, quand on voudrait, occuper Genève. Le général Montesquiou, mis au courant des intrigues de Clavière par les députés genevois, et comprenant les vrais intérêts français mieux qu'on ne les comprenait à Paris, envoya à Lebrun des observations sur les instructions qu'il avait reçues. Il exposa le mauvais effet que ferait partout l'emploi de la force vis-à-vis d'un État faible, l'injustice d'un semblable procédé à l'égard d'une population amie, et surtout l'imprudence qu'il y aurait à s'aliéner le corps helvétique qui couvrait soixante lieues de frontière. En même temps il entra sérieusement en conférence avec les Genevois (20 octobre) et concluait avec eux le traité de Carouge, qui, dès le 27 octobre, était ratifié par Berne et Zurich. Le départ des troupes suisses était la condition essentielle de l'arrangement et Montesquiou se tint pour satisfait quand ce résultat fut obtenu. Mais Brissot et Clavière ne l'entendaient pas ainsi. Montesquiou fut révoqué de ses fonctions, décrété d'accusation et obligé de fuir pour échapper à l'échafaud. Barère l'accusa à

la tribune (8 novembre) d'avoir « enchaîné la valeur de nos soldats », terni la gloire du nom français, usurpé le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, livré les patriotes genevois, etc. Il est vrai que peu après (le 19 novembre) le traité fut approuvé par la Convention sur un rapport même de Brissot ; mais il faut, disait Brissot, « que Genève naturalise l'égalité politique dans ses murs ; elle n'obtiendra d'autre traité que la communication des principes français ; la révolution se fera à Genève ou la nôtre doit rétrograder (1) ».

Comment, après de pareilles déclarations, la révolution ne se serait-elle pas faite à Genève ? Elle eut lieu le mois suivant, presque sans secousse, le parti aristocratique comprenant trop l'impossibilité de lutter contre des adversaires soutenus par l'influence morale de la grande nation voisine. En attendant le vote d'une constitution définitive, le pouvoir fut confié à un gouvernement provisoire composé de deux comités : l'un dit de sûreté et l'autre d'administration. Cette organisation fut approuvée le 30 décembre par le Conseil national. Le 3 janvier, le général Kellermann informait le gouvernement que Genève avait opéré la révolution et appelé les démocrates au pouvoir. Le Conseil exécutif se contenta d'envoyer à Kellermann des exemplaires du décret du 19 novembre et d'inviter ce général à notifier, le cas échéant, qu'il avait ordre d'occuper Genève, si une intervention étrangère y menaçait le nouveau gouvernement (2).

Malgré la sage reculade de la Convention nationale à l'égard de Genève, nos relations avec la Suisse n'avaient pas le caractère amical d'autrefois. La propagande révolutionnaire en Suisse, la grâce du régiment de Châteauvieux, le massacre des Suisses au 10 août, la dissolution des régiments helvétiques, la crainte de la suppression des pensions des Suisses qui avaient servi en France, l'approvisionnement du sel que les

(1) *Relation des faits accomplis par les révolutionnaires Genevois*. Genève, Fick, 1850. — *Correspondance du général Montesquiou*. Genève, 1793. — SOULAVIÉ, *Mémoires du règne de Louis XVI*. — F. MASSON, *le Département des affaires étrangères pendant la Révolution*.

(2) SORBI, *l'Europe et la Révolution française*, III, 254.

Suisses faisaient en Lorraine et en Franche-Comté et que la monarchie leur délivrait à moitié prix, enfin la crainte de voir la France annexer quelques territoires alliés de la Suisse, plus ou moins enclavés dans le territoire français, avaient refroidi tous les cantons pour leur voisin de l'Ouest. L'exécution de Louis XVI produisit une impression détestable sur les cantons catholiques, où les rois de France avaient été toujours très aimés, parce qu'on les considérait comme les protecteurs non seulement du catholicisme, mais aussi de l'indépendance de la Suisse. Il ne fallut rien moins qu'un homme sage et habile comme Barthélemy pour faire disparaître peu à peu toutes ces causes de défiance (1). Dans ces circonstances, Barthélemy provoqua la mission à Paris du colonel suisse Weiss, avec lequel il s'était concerté pour déjouer les manœuvres de Clavière et de Brissot. Soulavie indique le langage que Weiss tint à Lebrun et aux comités de la Convention, langage qui obtint un plein succès (2).

Après le départ du Résident Châteauneuf (mars 1793), Lebrun chargea deux de ses agents, le comte Gorani et Chépy, de lui faire des rapports sur les vrais sentiments des Genevois. On sait déjà l'opinion de Gorani, celle de Chépy ne fut pas différente. Aussi, dès le 3 mai, Lebrun démentait-il très nettement à la tribune que la France songeât à s'incorporer Genève. « Il y a plus, disait-il, Genève demanderait sa réunion qu'elle ne serait pas acceptée. » A la fin du même mois (28 mai), Chépy écrivait : « L'indépendance est l'idole de ce peuple commerçant. Il est persuadé de ce que dit J.-J. Rousseau que les petits États sont toujours les plus heureux. Sur le point de la non-francisation, j'ai vu s'accorder et les aristocrates et les englués, et les patriotes et les Marseillais. Grenus et quarante autres au plus désirent l'incorporation dans la grande famille. »

Un arrêté du comité de Salut public, du 25 avril, avait donné aux Suisses toute satisfaction sur les points litigieux. — Les pensions étaient assurées. La question du sel d'alliance

(1) AULARD, *la Révolution française*, 11 juillet 1890.

(2) *Mémoires de Barthélemy*, pp. 22 et suivantes.



fut réglée le 1<sup>er</sup> juillet suivant. La situation s'était donc notablement améliorée quand Soulavie partit pour Genève. Dans les instructions officielles qui lui furent expédiées dès le lendemain de son départ (1<sup>er</sup> juin 1793), Lebrun (1) exposait ainsi l'état des partis à Genève :

Au moment où cette révolution (de 1792) s'est opérée, on distinguait à Genève trois partis : celui de l'aristocratie composée de ceux des habitants dont les familles étaient en possession des places de la magistrature, qui regrettaient les prérogatives que leur assurait l'ancien régime et s'opposaient à tout changement dans l'ordre des choses ; le parti de ceux qui professaient hautement les principes de l'égalité, de la liberté et de l'indépendance politique ; enfin le parti de ceux qui, professant les mêmes principes d'égalité et de liberté, pensaient que, pour en assurer l'existence et le règne, il était nécessaire que Genève se réunît à la République française.

Le nombre de ces derniers était peu considérable et ne se portait guère qu'à 300 ou 400. De son côté, l'aristocratie n'avait pas plus de 1.500 partisans. Le reste des citoyens, au nombre de plus de 4.000, formait la classe des patriotes qui voulaient, avec une constitution libre et populaire, un gouvernement indépendant.

Tel était l'état de choses lorsque l'Assemblée nationale de Genève a commencé ses travaux. Il avait été établi des comités pour exercer provisoirement les fonctions du gouvernement. L'autorité de ces comités n'a pas tardé à éveiller l'inquiétude et la défiance et à faire naître l'idée d'une surveillance populaire. Un club révolutionnaire s'est élevé. Il a étendu sa surveillance de plus en plus, et son influence sur l'Assemblée nationale s'accroît de jour en jour.

Il est à désirer que l'Assemblée nationale presse la confection de sa constitution.

Le citoyen Soulavie mettra donc tous ses soins à convaincre les Genevois de la nécessité de s'organiser promptement et définitivement. Mais, respectant leur indépendance, il se gardera de manifester aucune opinion, aucun vœu pour un mode quelconque de gouvernement.

Il se bornera à annoncer que, quel que soit ce mode, le vœu de la République française sera rempli si le gouvernement que l'on adopte est populaire, et s'il assure aux Genevois les avantages de la liberté et de l'égalité.

Loin de s'intéresser au succès d'un parti, il paraîtra ignorer qu'il en existe

(1) Lebrun fut destitué trois semaines plus tard et guillotiné au mois d'octobre suivant. Du 21 juin 1793 au 6 novembre 1795, il y eut (au lieu de ministres) cinq *commissaires aux relations extérieures*, savoir : Deforgues, Hermann, Buchot, Miot et Colchen. Mais la direction politique de ce ministère ne paraît pas avoir varié beaucoup dans cette période, au moins en ce qui concerne Genève ; c'est un nommé Lemarchand qui était chargé de la rédaction des dépêches et instructions destinées au Résident de France à Genève. On sait, d'ailleurs, que la haute direction de la politique étrangère était passée entre les mains du comité de Salut public, spécialement de Barère et Danton, et plus tard de Barère et Robespierre.

plusieurs et emploiera tous les moyens qui pourront dépendre de lui pour éteindre les passions et les haines particulières, et rappeler tous les esprits et toutes les affections au seul intérêt de la patrie.

On cherchera sans doute à le pressentir sur le projet de réunir Genève à la République française. Ce projet, qui n'était d'abord que celui d'un petit nombre d'individus, paraît avoir acquis de nouveaux partisans. Mais, d'après l'immense majorité des citoyens qui se sont prononcés pour le système de l'indépendance, il est difficile de penser que celui de la réunion puisse jamais prévaloir.

Au surplus, sans examiner ici s'il convient ou non aux intérêts des Genevois de se réunir à la France, et s'il conviendrait aux nôtres d'accéder au vœu qu'on pourrait nous manifester pour cette incorporation, il suffit au citoyen Soulavie de savoir que rien n'est préjugé sur ces questions, pour qu'il évite avec soin d'entrer en aucune discussion sur leur objet. Il doit même écarter toute proposition qui y serait relative. Il déclarera que la République française, fidèle à l'engagement qu'elle a contracté envers tous les peuples, et particulièrement envers la République de Genève, de respecter leur indépendance, ne veut ni ne peut prendre aucune part aux affaires qui intéressent leurs gouvernements, qu'elle ne fraternisera jamais qu'avec des peuples libres, mais qu'elle s'abstiendra constamment de toute mesure et de toute insinuation propres à influencer les peuples dans l'exercice de leurs droits.

Pendant que Soulavie était sur la route de Genève, une grande fête avait lieu dans cette ville (le 9 juin) pour la Déclaration des droits et des devoirs de l'homme social, et, cédant aux injonctions du club révolutionnaire, les aristocrates consentaient à prêter serment à la liberté, à l'égalité et aux fonctionnaires chargés de l'exécution des lois.

Une dépêche de Delhorme, le secrétaire de la Résidence de France à Genève, en date du 18 juin, mentionne la crainte que le roi de Sardaigne, en prévision de troubles à Genève, ne voulût occuper cette place, ce qui serait un danger pour la France. On y voit que l'ex-Résident Châteauneuf avait été chargé de faire, à cet égard, des représentations au Conseil de Genève et qu'on soupçonnait les magistrats genevois d'être d'intelligence avec Berne et Turin et de n'avoir pour la France que des intentions hostiles. Il faut encore mentionner ici une dépêche du commissaire des relations extérieures du 28 juin, invitant Soulavie à agir à Berne, afin que Berne et la France évitent les pièges qui leur seraient encore tendus afin de les brouiller.

## CHAPITRE IX

### LES PREMIERS TIRAILLEMENTS ENTRE SOULAVIE ET LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (1)

(Juillet-août 1793.)

#### SOMMAIRE

Réception officielle de Soulavie par les Comités de Genève (3 juillet). — Le voyage à travers le Jura. — Projet de visite à Coppet. — Lettre de Soulavie à Barère et Danton. — Comment Soulavie entendait sa mission à Genève et comment l'entendait Deforgues. — Soulavie va se faire reconnaître dans le Valais. — Mauvaise impression produite par le rattachement de la légation du Valais à celle de Genève. — L'opinion de Barthélemy. — Rétablissement d'une légation indépendante dans le Valais.

Le nouveau Résident de France à Genève arriva à son poste le 3 juillet et obtint audience du gouvernement genevois le jour même. Sa lettre de créance était ainsi conçue :

Nous, les citoyens formant le conseil exécutif provisoire de la République française, etc.

Très chers et bons amis, les circonstances nous ayant déterminés à rappeler le citoyen Châteauneuf, nous avons choisi le citoyen Soulavie pour séjourner auprès de vous en qualité de Résident, et pour vous porter l'assurance du désir sincère où nous sommes de maintenir et de cultiver les liaisons de la France avec la République. La connaissance que nous avons des principes et des sentiments du citoyen Soulavie nous autorisent à penser que sa nomination ne pourra que vous être agréable, etc.

Voici le texte de son discours de réception :

Citoyens, la République française n'est pas la seule puissance qui jette ses

(1) Tous les faits et documents, signalés ou mentionnés dans ce chapitre et les suivants, dont la source n'est pas indiquée, sont puisés aux archives du ministère des Affaires étrangères (Correspondance de Genève).

regards sur la nation genevoise. Tous les peuples libres savent combien elle est intéressante par ses vertus, son industrie et ses lumières ; ils savent que Genève, la première en courage, a renversé depuis des siècles et le despotisme du trône et le despotisme des autels. Genève lutta aussi pendant des siècles contre l'aristocratie, le plus vivace ennemi de la liberté populaire ; mais enfin, après tant de mémorables combats, elle demeure victorieuse de son ennemi domestique.

Vous voyez parmi vous, citoyens genevois, un Français touché de vos vertus républicaines et de votre beau caractère, qui servira de modèle aux peuples sensibles à la liberté. Les envoyés de la nation française vivront désormais parmi vous avec simplicité, avec amitié et fraternité. Les représentants du peuple français ne seront fiers qu'avec les rois qui abusent de la crédulité populaire pour réprimer la marche de la liberté au profit de la tyrannie. Le plus beau jour de ma vie, citoyens genevois, est celui où je puis, au nom du peuple français, vous témoigner ces sentiments, et je me croirai heureux en mon particulier, si je puis mériter et obtenir votre estime et votre amitié !

Bourdillon-Dieday, parlant dans ses Mémoires de l'arrivée de Soulavie à Genève, dit : C'est le premier prêtre qui se soit marié ; il succéda à Delhorme, le chargé d'affaires avec qui j'étais très lié, qui assista à toutes nos fêtes et qui dansa avec nous à celle de Rousseau (1).

La première dépêche expédiée de Genève par Soulavie est du 5 juillet :

J'arrive à Genève après avoir passé dans les départements amis ou insurgés contre la Convention. Le résultat de mes observations est : 1° que les prêtres réfractaires, les royalistes, les aristocrates restés dans l'intérieur de la France et les émigrés sont tous Brissotins, Rolandins et Buzotins ; 2° que le pouvoir exécutif doit veiller avec le plus grand détail sur les efforts de cette coalition criminelle, parce que j'ai trouvé sur le Jura les racines d'une véritable Vendée, si on n'y prend garde ; 3° et parce que la coalition s'attache à gagner le peuple des campagnes et les curés constitutionnels. Le Jura, qui est une grande plaine en montagne, vaste et élevée, et dans laquelle on ne pénètre qu'à travers des gorges et des défilés très difficiles, se trouvant entre Lyon d'un côté et l'aristocratie de Fribourg, de Berne et du Valais, de l'autre, mérite l'attention de l'administration de la République française.

En passant sur le plus haut Jura, le tocsin a sonné à minuit dans tous les villages. Tous ces bons paysans, simples et vertueux comme des patriarches, s'assemblaient sans savoir de quoi il s'agissait, armés de piques, de faux manchées à rebours, de broches, de haches, de longs bâtons, etc. Les officiers du département, qui ont fait sonner le tocsin, n'auront pas été peu surpris de voir que ces bons villageois du Jura avaient l'esprit et les intentions

(1) Manuscrit de Bourdillon à la Bibliothèque de Genève.



plus sains et plus patriotiques et qu'ils ne voulaient pas s'organiser en *armée brissotine*. La troupe s'est dissipée. Ma femme, en attendant, me faisait père d'une fille. Je l'ai appelée, sur ce champ de bataille, *Montagne, Constance, Victoire, Félicité, Perpétue*.

J'ai été fort bien reçu à Genève. On a arrêté l'impression de mon discours que j'adresserai au ministre des Affaires étrangères. On m'a offert, selon l'usage, deux truites du lac et autres productions du pays. Je voudrais qu'il ne fit pas si chaud, j'en enverrais une au citoyen ministre. Je vais dans le Valais me faire recevoir et observer les dispositions de ce peuple fanatisé par les prêtres réfractaires et les émigrés. — Je passerai à Coppet où est, chez M. Necker, le baron de Staël, le bon ami de la France ; il peut être effrayé de la révolution du 31 may et, comme il est nécessaire de maintenir la Suède dans ses bonnes intentions et le système surtout qu'a embrassé le comité de Salut public, je verrai, avec le secrétaire de légation, le baron de Staël et je lui démontrerai que la révolution du 31 est un triomphe des Suédois, dont les Brissotins et leurs agents ont tantôt méprisé, tantôt négligé, et tantôt traversé l'alliance.

Il est sans doute un peu délicat de voir le baron de Staël chez son beau-père à Coppet, mais nous avons résolu, Delhorme et moi, de le voir un moment dans le beau parc, ensuite, si après cette démarche il reste toujours l'ami de la France, il viendra nous voir dans notre Résidence. Il est déjà venu voir le secrétaire de la légation de France à Genève et il luy a proposé des mesures d'utilité et d'alliance. Il m'avait assuré en France que sa femme ne s'occupait aucunement de diplomatie ni son beau-père non plus ; il est si important toutefois de distinguer les amis et les ennemis secrets de la France que je reconnaitray, j'espère, en passant à Coppet, si nous pouvons toujours compter sur la Suède.

Deux jours après, Soulavie, dans une lettre particulière et non officielle, adressée à la fois à son nouveau supérieur, le ministre Deforgues, et aux citoyens Barère et Danton, membres du comité de Salut public (1), exposait tout un plan de politique étrangère, et l'on peut voir, par ce curieux document, qui, d'ailleurs, n'est pas sans jeter quelque lumière sur la situation internationale à cette époque, l'importance diplomatique que s'attribuait le nouvel agent de France à Genève.

Citoyens ministre et législateurs,

Avant l'établissement du comité de Salut public, les Brissotins diploma-

(1) Le comité de Salut public avait été institué le 6 avril 1793. Ses premiers membres furent : Barère, Delmas, Bréard, Cambon, Danton, Guyton-Morveau, Treillard, Delacroix et Robert Lindet. Barère et Danton étaient spécialement chargés des affaires étrangères. Plus tard, ce fut Barère et Robespierre. Celui-ci n'entra au comité qu'à la fin de juillet, et Carnot au mois d'août.

tiques ont éludé toute alliance avec la République et n'ont songé qu'à lui faire des ennemis, et la coupable faction de la Convention, qui renvoyait au peuple le jugement de Louis Capet, avait osé elle-même déclarer la guerre à toute la terre sans consulter ce peuple qui la paye de son sang et de son argent. Un petit nombre de patriotes s'étudièrent à faire des ennemis à l'Autriche et à chercher des amis à la France, et on les fatigua, on les éloigna, on amusa le tapis. Staël se présenta avec un traité, on le fit insulter, on lui fit enlever ses armes, etc. Verninac et moi nous travaillâmes à un projet d'alliance avec le nord pour y attaquer en dos nos ennemis et dégager nos foyers : Verninac et Staël ne furent pas écoutés et pendant quatre mois on m'empêcha de partir. Je puis démontrer que, pendant la République jusqu'à l'établissement du comité de Salut public, on a servi l'Autriche dans presque toutes nos opérations. Ce comité est institué et le traité avec la Suède est consenti par Barère et Danton. Il est signé, et Verninac, la veille de notre nomination, pourvu de tout pour aller le signer en Suisse avec le baron de Staël, devait accomplir une affaire qui a exercé la patience des patriotes qui avaient réussi à faire un ami à la République ; Verninac est arrêté à Paris.

Voilà, citoyen ministre, quinze jours de retard. Staël n'était pas surpris que le comité diplomatique méprisât ses traités, ni que Danton anti-autrichien les accueillît et les fît accepter par le comité. C'était dans l'ordre. Mais maintenant que tout est prêt, que la Suède ne respire que pour la conservation de la France, que pour l'humiliation de ses ennemis, pourquoi retarder un départ qui est le complément d'une longue, pénible et difficile négociation, d'abord que le ministre et le comité sont, n'en déplaise aux ennemis de la Montagne, les meilleurs patriotes et les plus zélés anti-autrichiens ?

Votre prédécesseur, instruit de tout ce que j'avais fait sur le Nord, m'ôta de Copenhague et m'envoya à Genève : en me donnant cette place, il me dit que je pourrais faire ici le bien que je me proposais pour le Nord, que je pourrais travailler à séduire le fils du Roy de Sardaigne et à diriger un jour contre l'Autriche les armes piémontaises en leur abandonnant les possessions autrichiennes en Italie. Je lui ajoutai que j'étais bien plus convaincu que nous aurions les Suisses quand nous le voudrions bien. Quel a donc été mon étonnement, en arrivant ici, de me trouver des instructions insignifiantes relativement à la position actuelle de la République, et de me voir obligé à présent de vous demander la permission de chercher des amis à la République et de chercher des ennemis à nos ennemis !

Dans cette position, citoyen ministre, je vous prie de me donner les moyens de travailler au bien de la République. Nous aurons les Suisses quand nous le voudrons, malgré les suggestions autrichiennes qui les travaillent. Nous aurons le roi de Sardaigne si nous avons encore quelque succès, non pour nous, mais nous pourrons le diriger contre l'Autriche et le faire aider par les Suisses, si indignés du système copartageant des Autrichiens qui les menacent. — Que si on avait voulu profiter de cette indignation, on eût tout fait ici...

L'Autriche a amusé pendant cinq années le cabinet de Louis XV, et elle y

a sans cesse payé un parti à elle pour y opiner. La dépopulation de la France obligée d'avoir onze armées est un principe de contre-révolution. L'ennemi ne triomphe à Lyon, à Marseille que parce que les Brissotins formant la majorité ont réussi à en faire sortir les sans-culottes pour faire la guerre. Quand le Sénat romain était embarrassé des plaintes du peuple, il ordonnait deux ou trois troupes de Gaulois et des Vendées ; le peuple accourait au secours de la patrie et le Sénat dégagé régnait à Rome. Voilà, citoyens, le fin mot des Brissotins qui ont égaré l'Assemblée nationale et l'ont portée à déclarer la guerre à toute la terre. En conséquence, tout ce qui nous conduira à la paix sera montagnard et national. Nos finances, qui sont dans le chaos, et notre population seront soulagées, le sang républicain sera conservé. Il faut donc la paix, mais à quelque titre que ce soit, pourvu que la République indivisible et l'honneur français soient sauvés. — Eh bien ! citoyen ministre, vous n'aurez la paix qu'avec deux moyens : 1<sup>o</sup> par des succès dans nos armées ; 2<sup>o</sup> par la menace d'union des Français avec les ennemis ; 3<sup>o</sup> ou par des alliances effectives avec des ennemis de l'Autriche... Voilà les Suédois qui sont ses ennemis et qui vous tendent les bras. Voilà les Suisses que vous pouvez gagner, les Piémontais que nous pouvons mettre dans une position à être obligés d'attaquer l'Autriche. Reculeriez-vous comme les Brissotins à la vue de ce secours ? Je vous demande donc, citoyen ministre, d'unir les négociations au succès de nos armées, d'envoyer Verninac pour la signature des traités et de me permettre de chercher des amis à la France, et des ennemis à nos ennemis. Je n'ai accepté Genève, où il n'y a rien à faire, que parce que Lebrun m'a dit que je pourrais travailler dans ce sens.

Je vais me faire recevoir dans la république du Valais. Elle a constamment refusé de reconnaître la République française. L'Autriche y travaille contre nous. Je passerai en divers cantons de Suisse. Je suis convaincu que nous aurons les Suisses, si vous le voulez, les Génois de même ; il n'est pas impossible d'avoir les Vénitiens, car je reviens au principe que, ne pouvant les avoir pour nous directement, nous pouvons les diriger contre la coupable et déprédatrice maison d'Autriche, si criminelle par ses envahissements envers toutes les nations. Or, si vous les dirigez contre elle, là sera le salut prochain de la France. Par ce plan on peut la sauver ; sans ces mesures prochaines, elle périclité.

SOULAVIE.

\*\*\*

On se rappelle que la mission de Soulavie comprenait non seulement la république de Genève, mais aussi celle du Valais. Les instructions ministérielles portaient que Delhorme, le secrétaire de la légation à Genève, irait remplacer à Saint-Maurice le titulaire actuel qui s'appelait Hellsinger, et de là correspondrait avec Soulavie, dont il prendrait les ordres. Darneville,



l'autre secrétaire de légation, devait résider à Genève avec Soulavie. Or, on avait fait un pas de clerc à Paris, en prenant une mesure qui devait froisser l'amour-propre du gouvernement et du peuple valaisans, connus par leurs sentiments réactionnaires, et Soulavie aggrava encore la chose parla façon dont il agit en cette circonstance. En effet, le Résident de Genève, aussitôt après sa réception par les autorités genevoises, se hâta de repartir pour aller installer Delhorme dans le Valais. Il y arriva en même temps que la nouvelle de sa nomination, ce qui froissa considérablement le gouvernement valaisane qui lui fit un assez mauvais accueil. Helflinger, quoique très froissé lui-même de la manière dont on avait procédé à son égard, parvint à apaiser le grand bailli du Valais. Barthélemy communiqua à Deforgues les craintes que lui inspiraient de telles façons d'agir : « Nous nous compromettons, dit-il, bien gratuitement. Si le citoyen Delhorme fût arrivé seul auprès du citoyen Helflinger, et que celui-ci, après très peu de jours, l'eût annoncé au gouvernement du Valais comme la personne qui doit le relever dans ses fonctions, cet arrangement n'aurait éprouvé aucune difficulté : j'en prévois de très grandes à ce que le citoyen Soulavie, Résident à Genève, se fasse reconnaître Résident en Valais... »

Voici d'autre part comment Soulavie, dans une lettre datée de Saint-Maurice, 8 juillet, racontait à Deforgues son voyage dans le Valais.

En passant dans le territoire de Lausanne et dans les environs du bord du lac de Genève, je trouve ce pays des dieux infesté d'émigrés et de prêtres réfractaires... Le domestique, le secrétaire et le cocher, nous avons transporté haut la cocarde aux trois couleurs et conservé dans les auberges et partout ce ton d'assurance et de supériorité qui appartient au peuple français; nous les avons déconcertés. Vous trouverez convenable peut-être d'engager l'ambassadeur de France qui a ce territoire dans sa légation de négocier l'éloignement de ces hommes-là. Nous avons été le dimanche dans les prêches. Les protestants ont paru sensibles à cet hommage rendu aux vertus religieuses d'un autre culte. Celui des protestants est ici simple et majestueux. Le ministre en chaire nous a adressé indirectement la parole fort honorablement.

Nous entrons dans le pays catholique où la troupe des prêtres réfractaires



augmente et se change en légion. Il y a en Valais cinq cents déportés de France et cinquante du Mont-Blanc. Ils ont à leur tête l'évêque réfractaire du Puy, à qui l'évêque de Sion en Valais a donné des pouvoirs. Vous sentez, citoyen ministre, combien un diocèse français et contre-révolutionnaire transporté ici peut faire de mal. Ce sont les valets de pied des Piémontais qui, par des allées et des venues perpétuelles, servent les royalistes et les contre-révolutionnaires de France, et mon premier devoir sera de négocier l'expulsion des traîtres envers la patrie, en commençant par les chefs...

Les réponses de Deforgues à Soulavie montrent combien le langage et les allures du Résident de Genève avaient déjà déplu au ministère des Affaires étrangères, et renferment à son adresse d'assez dures observations dont malheureusement il ne sut pas profiter.

13 juillet. — Je ne m'oppose point au désir que vous me marquez d'entretenir M. de Staël à Coppet; cependant il ne vous échappera pas que les rapports qui lient ce ministre à M. Necker et la présence de ce dernier pourront donner lieu contre vous à des soupçons dont les sentiments républicains qui vous animent devraient sans doute vous garantir, mais dont il est possible aussi que les patriotes qui ne vous connaissent pas encore ne puissent se défendre. C'est à vous à calculer ce qu'une entrevue de ce genre peut avoir d'inconvénient, et si l'avantage que vous croyez pouvoir en retirer est de nature à contrebalancer le danger que vous auriez à courir de provoquer des doutes sur vos vrais sentiments.

18 juillet. — Vos observations sur la nécessité de chercher des alliés à la République française et les vues que vous présentez à cet égard ne peuvent manquer d'être prises en considération par le comité de Salut public et par le conseil exécutif. C'est à eux qu'appartient le soin d'examiner ce qui convient le mieux aux intérêts de la République et à proposer en conséquence les mesures à prendre et les négociations à entamer.

Quant à vous, citoyen, vous aurez rempli votre rôle, lorsqu'après avoir communiqué à ceux qui sont appelés à la direction des affaires les pensées que votre amour pour la chose publique peut vous avoir inspirées, vous rentrerez dans la sphère des honorables fonctions qui vous sont déléguées, et que vous mettrez toute votre application à les remplir dignement.

Je ne puis vous dissimuler ma surprise en voyant le dédain que vous montrez pour le poste qui vous a été assigné. Aspirant à tenir le fil des négociations de la France à l'extérieur, vous vous plaignez de n'avoir pas été autorisé par mon prédécesseur à chercher à la nation des amis, et des ennemis à ses ennemis. En vous envoyant à Genève, on n'a pu avoir d'autre intention que celle de vous charger près de ces États des intérêts de la République, et vous n'avez pu croire que de ce point vous pouviez suivre avec succès, à l'égard d'autres puissances, des négociations dont la conduite appartient de préférence et nécessairement aux agents que nous entretenons près d'elles.

Je crains, citoyen, que ce ne soit parce que vous n'avez pas encore apprécié l'étendue et l'importance de vos fonctions, que vous en cherchez de nouvelles. Cependant un poste qui vous met en présence d'un peuple se donnant une constitution, et dont l'existence, les principes et les rapports nous touchent d'aussi près, me paraissait devoir solliciter toute l'attention d'un observateur patriote. J'étais loin de m'attendre, je vous l'avoue, à des plaintes de votre part sur la nullité à laquelle vous prétendez être réduit...

Je vais communiquer à l'ambassadeur en Suisse les articles de votre lettre du 8 relatifs aux émigrés et déportés que vous avez rencontrés dans le pays de Vaud et dans le Valais. Je concerterai avec lui les moyens qu'il est possible d'employer, soit pour les écarter, soit pour détruire leur influence.

Vous me mandez qu'en traversant le pays de Vaud vous et les gens de votre suite avez gardé la cocarde tricolore et conservé dans les auberges ce ton d'assurance et de supériorité qui appartient au peuple français. Sans doute, vous ne pouviez vous dépouiller du signe qui caractérise la nation française, mais je vous observe, quant au ton de supériorité que vous avez pris comme appartenant, dites-vous, au peuple français, que c'est une grande erreur de penser que ce ton appartient jamais à un peuple quelconque sur un autre. Le peuple est partout souverain de fait et de droit; il est l'égal de tous les autres, et partout il a les mêmes titres aux égards et au respect des étrangers qu'il reçoit chez lui... C'est par une suite de ce principe que je vous recommande, citoyen, d'apporter la plus grande attention à ne pas fronder les préjugés religieux auxquels vous trouverez les Valaisans soumis. Vous chercherez à vous concilier l'estime et la confiance de ce peuple simple et bon, dont l'attachement nous est nécessaire.

Le 13 juillet, l'héroïque jeune fille, qu'on a appelée « l'ange de l'assassinat », frappe Marat dans son bain. La famille de Marat, domiciliée à Genève, avait déposé à la Résidence de France divers actes que Soulavie envoie à la Convention avec une lettre datée du 19 juillet dont voici un passage :

J'ajouterai que les bons patriotes genevois se sont écriés en apprenant cette cruelle mort : « On voit maintenant de quel côté étaient les désorganiseurs, les assassins, les ennemis de la République, et les agents des Autrichiens et des Anglais. » Vous apprendrez avec plaisir, citoyen président, que l'Assemblée nationale genevoise continue ses travaux constitutionnels dans les principes de l'égalité et de la liberté, et que si l'ancienne aristocratie de ce pays, persécuta jadis J.-J. Rousseau le peuple victorieux a établi maintenant à son honneur des fêtes annuelles (1).

Les dépêches suivantes de Soulavie sont consacrées au récit de son voyage dans le Valais. Le 25 juillet, il rend compte

(1) ARCHIVES NATIONALES, F<sup>7</sup> 4385. Dossier Marat.

de sa réception par le grand bailli du Valais, à qui il a démontré que la France était « l'alliée naturelle et nécessaire du Valais, tandis que l'Autriche considérait les Suisses comme des révoltés ». Il a eu la douleur de voir lever des troupes en Suisse pour le service piémontais et hollandais. Il a vu beaucoup de prêtres réfractaires dans le Valais. Répondant ensuite aux justes semonces du ministre, il assure qu'il s'est bien gardé de fronder les préjugés religieux des Valaisans. Il a même visité l'abbaye de Saint-Maurice, sa bibliothèque et son trésor, et les religieux (qui logent l'évêque du Puy *déporté*) l'ont comblé d'honnêtetés. — « Il faut, ajoute-t-il, que nous nous soyons mal exprimé dans notre dernière dépêche. Nous n'avons pas cherché à montrer aucune supériorité nationale envers la nation helvétique. Notre ton d'assurance et de supériorité n'a été soutenu que vis-à-vis cette horde d'émigrés ou de déportés qui remplissent les auberges. »

Quelques jours auparavant (20 juillet), Barthélemy, dans une dépêche adressée à Deforgues, démentait l'augmentation du nombre des émigrés en Suisse et de prétendues insultes adressées à Semonville à Berne et à Soulavie à Lausanne.

Le 25 juillet, Barthélemy insistait sur l'attitude correcte de la Suisse à l'égard des émigrés... « Quant au Valais, ajoutait-il, il est certain qu'il s'y est réfugié un très grand nombre de nos prêtres, à la grande douleur du gouvernement valaisan. Il ne dépendait pas de lui de les éloigner dans le principe; il en a bien moins les moyens aujourd'hui. Faible et constitué comme il est, il est bien obligé de plier devant l'ignorance et la superstition du peuple... Je désire que les citoyens Soulavie et Delhormes sentent la force et la nécessité des ménagements que vous leur avez recommandé d'observer à cet égard... »

Pour en finir avec cette affaire du Valais, il nous faut encore citer une dépêche de Barthélemy, du 24 août, constatant que la nomination de Soulavie au poste du Valais et son voyage dans ce pays « ont tellement exaspéré les esprits que nos intérêts en ont beaucoup souffert. La malveillance y a poursuivi avec non moins de fureur le citoyen Delhorme. Il me paraît,

ajoute l'ambassadeur de France en Suisse, que le peuple valaisan serait capable de se porter aux plus violentes extrémités». Barthélemy continue en déclarant que la réunion des deux postes du Valais et de Genève est inexécutable. « Je suis fâché, dit-il, que la vérité et le devoir m'imposent l'obligation de m'exprimer ainsi, car en lisant les deux premières lettres assez extraordinaires que le citoyen Soulavie m'a écrites et que je joins ici, on pourrait croire que j'obéis à d'autres sentiments. »

On finit par comprendre à Paris la justesse de ces observations, et, dès le mois suivant, il fut décidé de rétablir le poste du Valais comme il était précédemment, et d'y laisser Helflinger, qui avait l'expérience du pays et la confiance de son gouvernement. Soulavie reconnut lui-même la nécessité de rétablir en Valais une légation indépendante de celle de Genève et, dans une dépêche du 6 novembre, il conseilla d'y laisser Helflinger, « dont le rappel serait désavantageux à la France, quoique Helflinger soit noble »... Toutefois, la légation du Valais ne fut officiellement séparée de celle de Genève qu'au mois de décembre suivant, et c'est seulement au mois de février 1794 que Delhorme la quitta pour venir reprendre son poste de secrétaire à Genève.



## CHAPITRE X

### LES CAUSES D'UNE PREMIÈRE RÉVOCATION

(du 31 juillet au 16 décembre 1793.)

#### SOMMAIRE

Soulavie émet des appréciations défavorables au gouvernement de Genève. — Tableau des partis. — Les Piémontais violent le territoire du Valais. — Démarches imprudentes de Soulavie. — Salomon Reybaz. — Conférences de Français à l'hôtel de la Résidence. — La situation en Savoie. — L'abbé de la Bastide. — Armement de volontaires. — Lettre au général Verdelin. — Lettre à Robespierre. — Dénonciation contre Kellermann. — Note de Janot démentant le bruit que le gouvernement de Genève protège les prêtres et les émigrés. — Faux bruits de projets agressifs contre Genève. — Proposition d'espionnage pour M<sup>me</sup> de Cheminot. — Les agents secrets de la France à Genève. — Dénonciation contre Gorani. — Réponse de Soulavie à la note de Janot. — Note sur le personnel diplomatique en Suisse. — Autre lettre de Soulavie à Robespierre. — L'affaire des passeports. — Brouille irrémédiable du gouvernement de Genève avec Soulavie. — Grenus. — Lettre de Gorani sur Soulavie. — Barthélemy et la neutralité suisse. — Deforgues blâme l'attitude de Soulavie. — Soulavie se prononce pour que Genève reste indépendante et qu'on facilite son approvisionnement. — La capitulation de Lyon détend la situation. — Entrevue avec M. de Watteville. — Soulavie dément qu'il ait conseillé l'envoi d'une garnison française à Genève et accuse Delhorme et Darneville d'avoir eu cette idée. — Explications de Darneville. — Dénonciations de Desonnaz aux Jacobins contre Kellermann et Montesquiou. — Soulavie dénonce les « agioteurs genevois ». — Proposition de Soulavie pour mettre la division entre la Sardaigne et l'Autriche. — Suppression du culte catholique à l'hôtel de la Résidence. — L'anticléricalisme de Bourdillon-Dieday. — Entrevue de Soulavie avec un sénateur bernois. — Deforgues blâme Soulavie au sujet de l'affaire des passeports. — Chaumette dénonce Soulavie aux Jacobins. — Incident Maligny. — Mémoire des Genevois contre les entraves mises à la liberté des communications. — Lettre de Barthélemy sur la nécessité de ne pas toucher à Genève. — Nouvelle lettre de Soulavie à Robespierre. — Réflexions sur l'état de la France. — Soulavie applaudit au rapport de Robespierre sur la politique extérieure. — Il envoie le frère de Marat à Paris. — Desonnaz dénonce aux Jacobins le général Carteaux. — Entretien de Soulavie avec Carteaux. — Soulavie remet solennellement aux Comités de Genève le rapport de Robespierre. — Manifestations au club des Montagnards en faveur de Soulavie. — La fête de l'Escalade. — Plaintes officielles des Comités de Genève contre Soulavie. — Rapport contre Soulavie au comité de Salut public. — Sa révocation et son remplacement par Rivalz (16 décembre).

L'inexpérience de Soulavie et ses défauts de caractère et

de jugement, déjà trop manifestes pendant les deux premiers mois de sa mission à Genève, ne tardèrent pas à s'accroître, de façon à rendre ses rapports avec le gouvernement genevois de plus en plus difficiles et à lui attirer de Paris de nouvelles et plus dures observations. Trois mois ne s'étaient pas écoulés depuis son arrivée à Genève que les autorités de cette ville demandaient son rappel. En novembre, Hébert et Chaumette le dénonçaient aux Jacobins. Enfin, le 16 décembre, le comité de Salut public, cédant aux plaintes générales qui lui étaient adressées, signait un décret de révocation qui, d'ailleurs, resta longtemps lettre morte. Nous allons résumer aussi brièvement que possible la série des faits qui amenèrent ce résultat.

Dès le 31 juillet, Soulvie, dans une dépêche à Deforgues, émettait des appréciations qui révélaient chez lui des tendances peu favorables au gouvernement de Genève, et qui devaient, dès qu'elles seraient connues, lui aliéner ce dernier. Il ne cache pas ses sympathies pour la fraction exaltée, dite des Marseillais, qui censurent « la faiblesse et l'inaction des autorités constituées ». Les Marseillais s'étant livrés à des actes de violence, les autorités firent arrêter quelques-uns d'entre eux « et elles prétendent que ceux-ci sont payés par les aristocrates ». Et il ajoute : « Quelque difficile qu'il soit de se persuader que les aristocrates ont payé les Marseillais pour se faire châtier, j'ai entendu des plaintes vives contre le pouvoir exécutif, qu'on accuse de trop d'indulgence envers les aristocrates ; et il est cependant bien assuré que les patriotes qui gouvernent l'État de Genève sont la plupart ces illustres défenseurs de la liberté et de l'égalité, qui furent exilés en 1782 par les *Magnifiques*. Dans cet état de choses, il me semble que je vois ce qui prépare de loin la destitution de ceux qui ont le pouvoir en mains... Le parti des Marseillais, comparable en quelque sorte à celui de la Montagne, l'emportera tôt ou tard, et alors peut-être on parlera ici de la réunion de Genève à la République française. »

C'est la première dépêche où Soulvie parle de l'état des

partis à Genève. Il y revient dans une dépêche du 4 août, où il raconte d'abord la fin de l'incident signalé par sa lettre précédente. « L'orage, écrit-il, paraît dissipé, du moins pour le moment. Quelques Marseillais ont été emprisonnés en châtiment des coups de nerfs de bœuf qu'ils avaient appliqués. Les Jacobins ont même sanctionné par beaucoup de calme au moins cette mesure, et ils ont déclaré que Janot, qui en est comme le chef, méritait la confiance de la nation. On a déterminé encore dans le club qu'il n'y aurait désormais d'autre dénomination que celle de citoyens de Genève et qu'ils ne seraient plus distingués du nom de Marseillais. Enfin les *Patriotes* et les *Marseillais* se sont donné en public le baiser de paix en signe de réunion. Cette fête avait été préparée et quelqu'un m'avait assuré que ma présence dans ma loge ferait du bien. J'y ai été et un mouvement spontané a porté les chefs des deux partis, après la réunion, à venir m'embrasser, ce qui a été fait au grand applaudissement de tout le monde. On m'a dit : « Nous sommes ravis que vous soyez témoin et spectateur de notre union. » Suit le tableau des partis à Genève.

Il y en a quatre : les *Aristocrates*, les *Englués*, les *Patriotes* qui forment la grande majorité, et les *Marseillais*, correspondant aux sans-culottes français ; ils ont un club à eux, dit de la *Réunion à la France*. On les accuse de vouloir le pillage et le meurtre, cependant ils n'ont tué ni volé personne.

Quant au parti des *Patriotes*, c'est le nom qu'a pris la majorité des Genevois. Ses vrais principes sont la liberté, l'égalité et surtout l'indépendance. Cette indépendance leur est si chère que mille horreurs sanguinaires précéderaient l'union à la France si nous la déterminions. La tête de ce parti est d'ailleurs composée de personnages célèbres par la persécution combinée qu'ils ont soufferte des despotes de France, de Piémont et de Berne en 1782, époque de leur exil, en punition de leur amour de l'égalité. Ils n'ont reparu récemment à Genève que pour y établir le gouvernement que depuis longtemps ils avaient dans le cœur et dans la tête. Ils l'ont fait sans effusion de sang et ils gouverneraient à l'aise, si la nature d'un État démocrate n'exigeait de fréquentes mutations dans les autorités constituées. Je suis si convaincu de leur attachement à notre République que je les vois s'étudier à servir la France dans ces environs comme leur propre patrie. Nous les traitons cependant comme les Espagnols, les Piémontais, les Allemands sur les vivres. C'est d'eux que je retire les indices les plus sûrs pour le bien du service ; ils partagent nos joies et nos malheurs, ils adoptent la plupart de nos lois.

Soulavie parle ensuite des *Englués* qu'il traite fort mal : « ce ne sont que des valets des aristocrates. » Quant aux *aristocrates*, ce sont des ennemis de la Révolution française « faisant des vœux pour les succès de l'Autriche et la ruine de la France. Si la révolution genevoise fait encore quelques progrès, je vois arriver le moment où leurs biens seront confisqués pour soutenir les dépenses nationales de la Révolution ».

Soulavie, parlant des clubs établis à Genève, dit qu'on les regarde « comme si essentiels à la révolution qu'ils entrent légalement dans la forme de gouvernement. Le grand *Club révolutionnaire* est ici ce que sont à Paris les Jacobins, et celui de la *Réunion* ce que sont les Cordeliers. Dans le premier est une loge pour le Résident de France et sa maison. L'esprit de suspicion ou de dénonciation des hommes publics, qui caractérise les peuples républicains, est ici le même qu'à Paris aux Jacobins ». Il fait l'éloge des mœurs sévères du peuple genevois. « Les aristocrates avaient appelé des histrions ; Genève république a changé la salle de spectacle en salle de Jacobins. Le Président siège à la loge du 1<sup>er</sup> à droite ; celle qui est vis-à-vis a été adjudgée au Résident de France et la tribune de l'orateur est au-dessous. »

Le 12 août, Soulavie fait part à Deforgues d'une démarche qu'il a faite auprès du gouvernement de Genève, démarche assez inattendue dans les circonstances du moment et qui dut paraître au moins singulière aux autorités genevoises. Le Résident s'était avisé qu'il existait à Genève une loi excluant de l'état de citoyens les catholiques. Il fit observer officieusement que c'était de l'intolérance. « Selon cette loi, dit-il, Robespierre et Barère, par exemple, qui se retireraient ici pour respirer l'air de votre lac, ne seraient jamais de leur vie citoyens ! » On lui répondit que la loi serait rapportée ou modifiée. Il ajoute qu'il n'a pas « paru en public » sur cet objet, et qu'il a répété que la France « ne se mêlait du gouvernement d'aucun peuple ».





Un incident militaire, survenu en Valais, dans les premiers jours du mois d'août, fournit à Soulavie l'occasion de démarches beaucoup plus imprudentes. Un corps de 250 Piémontais, descendu par le grand Saint-Bernard, avait violé le territoire valaisan, et il y avait lieu de craindre qu'il voulût attaquer les troupes françaises en Savoie. Les dépêches de Barthélemy constatent que le gouvernement du Valais n'avait pas attaché d'importance à ce fait, mais qu'on s'en était ému en Suisse, en sorte que l'effet en serait bon pour l'avenir. Au lieu de se borner à de légitimes réclamations auprès du gouvernement valaisan, comme c'était son devoir, tout en signalant le fait à Barthélemy pour qu'il agit de son côté auprès du corps helvétique, Soulavie en prit texte d'adresser au gouvernement de Genève des demandes inopportunes. Il voulait que celui-ci prêtât à la France quatre canons, deux cents fusils et quelques canonniers de bonne volonté, en vue de repousser une attaque éventuelle des Piémontais. Les membres du pouvoir exécutif de Genève furent unanimes pour répondre qu'on ne pouvait faire droit à cette requête, parce qu'elle constituait une violation flagrante de la neutralité, et ils se hâtèrent de signaler le fait à Reybaz (1), leur représentant auprès du gouvernement français.

Quelques jours après, Soulavie demandait 3.000 coupes de blé pour les troupes du Mont-Blanc, et le gouvernement répondait encore par un refus, « car un acte semblable serait contraire à la neutralité ».

C'est aussi à l'occasion de cet incident que Soulavie commença des réunions de Français à l'hôtel de la Résidence, qui blessèrent vivement les susceptibilités des autorités genevoises. En rendant

(1) Reybaz (Salomon), né à Nyon en 1737, fut reçu ministre évangélique en 1765 et bourgeois de Genève en 1772, après avoir épousé une Genevoise, grande admiratrice de Rousseau. On a vu qu'il avait été compromis dans la Révolution de 1782. Au début de la Révolution française, il faisait partie, avec Dumont, Clavière et Duroveray, de l'entourage de Mirabeau, et M. Philippe Plan a prouvé, dans une récente notice (publiée chez Fischbacher et Sandoz en 1874), que ce personnage avait aidé le célèbre orateur dans l'élaboration de plus d'un de ses discours.

En 1792, Reybaz succéda à Armand Tronchin, comme ministre de la République de Genève à Paris et garda ce poste jusqu'en 1796. Il mourut en 1804. On a de lui une *Lettre sur la déclamation théâtrale* (Fréron, *Année littéraire* 1777, nos 21 et 22) et un poème sur l'art de prêcher.

compte de la première de ces réunions, dans une dépêche adressée le 25 août à Deforgues, Soulavie dit qu'il s'agissait de recruter des volontaires pour combattre les Piémontais en Savoie ; « mais sur quarante assistants, deux seulement se déclarèrent disposés à partir pour la frontière. » On chanta « les chansons chères aux républicains » et le Résident fit un discours « sur les vices des États monarchiques et sur les vertus et le courage des peuples républicains ».

Soulavie continue en racontant les derniers événements de Savoie et les termes de sa dépêche indiquent une exaltation patriotique qui va jusqu'à l'oblitération du sens moral. Il dit que la petite armée républicaine de la vallée de Chamouny est toujours en présence de l'ennemi. Les patriotes ont triomphé à Annecy des contre-révolutionnaires. « Le Savoyard qui s'était proclamé gouverneur pour le roi de Sardaigne a été frappé d'un coup de pistolet, de même que deux autres contre-révolutionnaires. Trois patriotes les ont attirés par des invitations anonymes dans un lieu écarté ; ils ont donné dans le panneau et ils ont été victimes de leur perfidie. Dans tout le Mont-Blanc, ils n'ont pas même une seule guillotine pour punir avec des formes les contre-révolutionnaires, et cette guillotine, dont le nom seul fait trembler ici toute âme vivante, ferait beaucoup de bien. » Il ajoute : « Le premier fil des soulèvements est à Paris ; les prêtres, les émigrés, les mécontents de Lyon et du Jura ont des intelligences avec la capitale et avec les environs du pouvoir exécutif. » Il prie les ministres de la République de faire saisir sur le fait le correspondant de Bonnet, Genevois qui reçoit très fréquemment sous leur couvert de gros paquets d'assignats. « C'est ce Bonnet qui reçoit sous leur couvert des lettres que Lyon envoie à Turin. Il espionne l'armée de Carouge. Un de ces jours, je le ferai saisir militairement. — Je joue ici, citoyen, le rôle d'un chef de police plutôt que le ministère tranquille d'un agent politique, mais il faut que nous laissions égorger les patriotes ou que les ennemis de la République périssent. »

Trois jours après (28 août), Soulavie se plaint de n'avoir pas

d'armes pour les vingt-quatre Français de Genève qui veulent partir pour la frontière... Revenant sur l'état des partis à Genève, il dit que les divisions entre les autorités constituées et les Marseillais ont reparu aux Jacobins. « Les Marseillais sont fatigués de ceux qui gouvernent. » Soulavie croit que les Marseillais l'emporteront un jour ; ils se rapprochent de lui, mais il n'appuyera aucun parti ; il se sert d'ailleurs du dévouement de tous deux au profit de la France. « Quant aux aristocrates genevois, coalisés avec Lyon, le Jura et les émigrés, ils espèrent que Delhorme désorganisera tout en secouant la dépendance du Résident à Genève. L'abbé la Bastide, de mon pays, que nous croyions tous massacré à la révolte de Jalès, dont il était l'auteur, prêchant, le crucifix d'une main et le sabre de l'autre, m'écrivit que, si je veux favoriser son retour en France, il me rendra des services importants. Ce chef de conspiration est à Fribourg à moins qu'il ne soit entré à Lyon ; avant 1789, c'était un *espèce* (sic) et un *malhonnête homme* (1). »

Le 4 septembre, Soulavie raconte qu'il a armé les volontaires, et que des scènes touchantes ont eu lieu à la Résidence. Une femme lui a apporté une épée de 1414, qui servit à repousser l'escalade des Savoyards. Il a envoyé cette épée au général Verdelin avec l'adresse suivante :

Citoyen général,

Trop longtemps les marquis et les barons ont hanté et souillé cette Résidence. Je ne recevrai désormais chez moi que des généraux patriotes tels que vous, de bons Jacobins et des républicains sans-culottes. Tout aujourd'hui nous avons chanté des poésies chères aux amants de la liberté et je vous annonce une petite compagnie de défenseurs de la patrie.

Je vous envoie, général, une épée qui mérite l'attention de toute votre armée. Elle a été fabriquée en 1414. Elle a servi à mettre honteusement en déroute l'ancêtre du despote sarde lorsqu'il tenta d'escalader Genève. Le vœu de l'assemblée tenue chez moi est, général, que vous présentiez cette épée

(1) Il y a ici une confusion évidente. L'abbé la Bastide de la Molette (d'Uzès) avait été massacré, le 13 juillet 1792, avec le chevalier d'Entremieux sur la place publique de Joyeuse (Ardèche), à la suite de la tentative contre-révolutionnaire de Jalès. Mais il y avait un abbé Constant de la Molette, ancien vicaire général de Vienne, ancien constituant, assez mal famé, et peut-être est-ce de celui-ci que veut parler Soulavie. (Voir *les Camps de Jalès*, par F. Boissin, p. 19.)

respectable, cette épée historique, cette vieille épée républicaine, à l'armée, et que cette épée marche à côté de notre étendard, et que, victorieuse comme vous du tyran, vous la rapportiez à Carouge pour être déposée dans la salle de mes bons et chers frères les Jacobins carougiens, que vous et moi nous aimons de toute notre âme à cause de leur énergie républicaine. Je vous embrasse de tout mon cœur, frère et ami général. — Victoire, liberté, haine des tyrans, honneur à Brutus : voilà nos devises. »

Le général Charles Verdelin, de son quartier général à Bonnevillle, lui répond sur le même ton.

La lettre suivante de Soulavie à Robespierre (1) doit vraisemblablement trouver place ici, c'est-à-dire à la fin d'août ou au commencement de septembre :

Au citoyen Robespierre, l'aîné,

Outre ce que je vous ai marqué, mon cher Robespierre, sur le général, dans les deux lettres que je vous ai écrites, la première par le père et la sœur, la seconde par la poste, sous le couvert du président du comité de Sûreté générale, j'ai reçu depuis une dénonciation contre Kellermann de la part d'un patriote très bon (2).

En voici aujourd'hui une autre, qui me vient d'un patriote, qui m'a déclaré être fondé dans son accusation, pour avoir ouï chez les plus notables du pays que Kellermann était vendu à l'Empereur et au Piémont. Kellermann, me dit-il, attend le moment favorable de nous livrer.

La même personne me dit que Lyon a des intelligences avec Mâcon et Châlons-sur-Marne, et me prévient que je ne dois pas mettre ma lettre à la poste dans ce pays-ci, mais l'envoyer de Suisse. Je l'envoie en Suisse par le retour de cette personne-là, et elle vous reviendra sous le couvert du président du comité de Salut public.

Vous connaissez le projet des bureaux des affaires étrangères de ne pas distraire le Valais de la surintendance de M. Barthélemy, ambassadeur en Suisse.

Tous ceux qui prévoyaient l'invasion sacerdotale et piémontaise et qui la désiraient, tous les aristocrates, tous les Brissotins du pays ont été désolés de voir sous la même surveillance d'un seul agent français le Valais et Genève, pays presque contigu et séparé seulement par une langue de terre du Mont-Blanc. Ils étaient furieux que j'eusse la source de cette Vendée et le remède dans ma légation : la source, parce que le passage des Alpes est dans

(1) *Papiers inédits trouvés chez Robespierre*, I, 122 (collection Barrière).

(2) Il s'agit évidemment ici de Desonnaz, qui était alors dans l'intimité de Soulavie, en attendant de devenir son ennemi acharné. (Voir *Correspondance de Grenus et Desonnaz*, III, 18 et 238.) Robespierre ne paraît pas avoir attaché beaucoup d'importance à ces dénonciations contre Kellermann, car celui-ci ne fut frappé que d'une disgrâce provisoire. Quand, plus tard, sur une dénonciation formelle de Levasseur, le général fut livré au tribunal révolutionnaire, qui l'acquitta, Robespierre n'était plus.



le Valais; le remède, parce que Carouge, ville dévouée à la Montagne, s'est levée sur-le-champ et, au nombre de deux mille hommes, on a été prévenir les effets de cette Vendée, et comme je suis Jacobin de Carouge, et que nous concertons tout avec fraternité, les Jacobins de Carouge ayant été réprimer cette trouée, on a été fort scandalisé de ce que le mal et le remède étaient dans la même agence. J'ai prévenu tous les obstacles contre ma réception dans le Valais, en étudiant le jour d'entrée du grand bailli dans le Valais, et, en entrant chez lui, j'ai vu à mes côtés l'évêque réfractaire et déporté du Puy y entrer également, uni à tous ceux qui ne me veulent pas en Valais. Le grand bailli, toutefois, m'a très bien reçu et nous avons traité des intérêts des nations. Ce n'est pas tout : les royalistes, n'ayant pu empêcher cette réception, l'ont traversée depuis.

Je n'aurais pas cru que le secrétaire de légation dans le Valais, qui a pris le titre de Résident de France, allât à Paris pour désunir l'union des deux légations. Si on en parle au comité de Salut public dont vous êtes membre, je vous prie de représenter que, pour des raisons de sûreté, on a voulu que l'agent en Valais, en cas de trouée, pût appliquer le remède, ce qui est arrivé, et que la séparation des deux légations serait sujette à des dangers. Donnez-moi signe de vie et de santé et faites-moi connaître que cette lettre-ci vous est parvenue. C'est la troisième. Genève est effrayée pour les pensions dues à ce pays par la nation. Un décret, sans doute mal énoncé, dit qu'on ne payera plus les sommes dues à Louis Capet. On ne peut croire que ce soit autre chose que la dette contre-révolutionnaire et secrète faite pendant la législature.

Le plan de dire à présent que tout bien appartient à la nation, même la récolte, effraye aussi tous les environs. Dans ce moment de crise, je vous recommande trois choses : les généraux, les négociants, les prêtres et les riches ; ils peuvent tout culbuter, tout ruiner de fond en comble. Ménagez, au nom de la patrie, ces ennemis naturels des républiques ; ils étoufferont la nôtre à sa naissance, si vous n'allez très prudemment avec eux.

J'ai le cœur navré de tant de nouvelles, mais l'âme pleine de courage.



On a vu, par la dépêche de Soulavie, avec quelle facilité il voyait partout des conspirateurs et combien la présence de nombreux émigrés en Suisse le préoccupait. Selon toute vraisemblance, il n'était guère plus réservé dans ses paroles que dans ses écrits, et c'est pour cela sans doute que Janot, au nom des Comités, c'est-à-dire du gouvernement provisoire de Genève, venait, le 29 août, invoquer son témoignage contre ceux qui disaient que les prêtres et les émigrés pullulaient à Genève, sans être l'objet de mesures d'expulsion. On verra

plus loin, dans une dépêche du 13 septembre, la réponse maladroite et irritante faite par le Résident.

Les bruits les plus alarmants couraient en ce moment à Genève, à cause de la présence des troupes piémontaises en Savoie. Une dépêche de Bertrand, secrétaire du gouvernement genevois à Reybaz, mentionne, en le démentant d'ailleurs, le bruit que Dubois-Crancé, alors occupé au siège de Lyon, devait, aussitôt cette ville réduite, se porter sur Genève (1).

D'après une autre rumeur, le roi de Sardaigne se proposait d'attaquer Genève. On disait encore que la France songeait à occuper cette ville pour la soustraire aux Piémontais. Soulavie, en signalant ces bruits dans une dépêche du 4 septembre, conclut : 1° qu'il est de notre intérêt de soutenir Genève en cas d'attaque ; 2° d'avoir ici des troupes d'observations ; 3° de ne pas commencer un siège nous-mêmes ; 4° de ne pas souffrir qu'on le commence ; 5° de soutenir Genève indépendante.

C'est ici qu'il faut signaler une idée de Soulavie relative à M<sup>me</sup> de Cheminot, la dame d'un des salons qu'il fréquentait au début de son séjour à Paris. Le Résident de Genève avait songé à la faire venir à Lausanne, Versoix ou Genève, pour y surveiller les émigrés, et il avait communiqué à Deforgues un projet de lettre à lui adresser dans ce but. « En cas d'acceptation, elle doit montrer sa lettre à Cloutz, à Cubières, à Hérault de Séchelles, etc. Elle connaît la société qu'elle aurait à surveiller. On ne lui propose pas de traitement pécuniaire, car elle n'en a pas besoin ; mais on lui payera ses frais de voyage et de séjour. » Deforgues fit mettre cette lettre de côté, en décidant qu'il n'en serait fait aucun usage. Quelques jours après, il la renvoya à son auteur.

Outre les agents officiels et reconnus comme tels, le gouvernement français avait en Suisse plusieurs commissaires ou agents secrets, dont cinq se trouvaient en ce moment à Genève. C'étaient : Merle d'Aubigné, Rovère, Dubuisson, Mengaud et Gorani. Ce dernier est assez maltraité dans les dépêches de son collègue Dubuisson, ainsi que dans celles de Soulavie.

(1) BIBLIOTH. DE GENÈVE, Mss. *Correspondance de Reybaz.*

Le 2 septembre, Dubuisson écrit à Deforgues, qu'il vient d'avoir un entretien avec les chefs du gouvernement genevois : « il en résulte que nous pouvons être parfaitement tranquilles tout l'hiver sur les mouvements intérieurs de cette ville. Elle maintiendra son gouvernement actuel et restera, par conséquent, notre amie. » Dubuisson soupçonne Gorani d'être « l'auteur de l'enlèvement de Sémonville et Maret, par la correspondance qu'il entretient avec le gouvernement du Milanais, avec lequel il s'est réconcilié à nos dépens, si toutefois il s'est jamais brouillé ! Mes informations continuées sur cet agent perfide de notre république m'ont prouvé de plus en plus que c'est un scélérat et un lâche espion. Je vous demande son rappel, et, s'il est possible, son arrestation. Je vous réitérerai ce paragraphe sur Gorani jusqu'à ce que j'apprenne qu'il ait eu son effet. Je le termine en réfléchissant avec quelle facilité le ministère donne sa confiance à des gens que leur patrie seule doit nous rendre suspects. »

Presque à la même date Soulavie écrit à Deforgues :

J'ai vu trois fois le citoyen Gorani. J'ai lu dans une lettre de Lebrun que cet agent devait entretenir une correspondance avec le pouvoir exécutif et qu'il en avait une avec des députés de la Convention. Le citoyen Gorani est étranger. Hors du sein de la République, il peut avoir telle opinion sur la forme des gouvernements qui pourra lui convenir ; mais ayant eu des correspondances avec des députés que la révolution du 2 juin a jetés dans les fers, et ne cachant pas ses sentiments peu favorables aux députés avec lesquels il ne correspondait pas, ni ses opinions contraires à notre constitution, j'ai cru devoir faire part, en mon âme et conscience, au ministre de l'esprit de cet agent français qui s'y attend si bien qu'il n'a cessé de me dire qu'il avait donné au citoyen Deforgues un homme de confiance, élève de lui, Gorani, et que le ministre le logeait près de lui en son hôtel.

On verra plus loin que l'inimitié était réciproque, et que si Soulavie ne ménageait pas Gorani auprès du ministre des Affaires étrangères, l'autre ne manquait pas l'occasion de lui rendre la pareille. Le 13 septembre, Soulavie communiquait à Deforgues sa réponse à la note de Janot, en la faisant précéder de ces réflexions :

Genève, en ce moment, est dans une sorte de morosité sur sa révolution

et sur la nôtre. Vous en jugerez par la note officielle qu'elle m'a fait remettre et par ma réponse que je joins ici avec une affiche de Berne qui déclare qu'elle ne veut pas qu'on s'occupe du gouvernement de Genève. Les Comités de cette ville peuvent avoir eu quelque vue secrète en me demandant par leur note une sorte de certificat de civisme. J'ai dû, en avouant ce qu'ils ont fait de bien, faire le tableau de ce qui leur reste à faire et leur donner très impartialement un état de leur république...

Dans sa réponse à la note genevoise, Soulavie reconnaît que les autorités ne tolèrent pas de prêtres et d'émigrés, mais « Genève est au centre d'une chaîne non interrompue d'ennemis, de Turin à Lyon. Cette chaîne est formée : en Valais de 500 prêtres déportés de France et du Mont-Blanc ; dans le pays de Vaud, des émigrés de nos deux nations et de prêtres ; à Genève, de quelques ci-devant Magnifiques et de leurs plus nombreux adhérents ; dans le Mont-Blanc, l'Ain, le Jura et Lyon, des ennemis si connus de la liberté publique. Genève est un point d'appui de cette trainée de traitres. Elle est l'entrepôt invisible des lettres et projets contre-révolutionnaires qui entrent en France et en sortent sous l'enveloppe d'un Genevois. Elle est le rendez-vous des aristocrates qui font ici des tournées, paraissent et disparaissent en un moment, insultant dans les auberges, dans les rues, cette terre de la liberté, etc. » Soulavie ne veut pas s'immiscer dans le gouvernement intérieur de Genève, mais, dit-il, « la singulière situation topographique de votre république peut rendre, à la première occasion, votre cité fatale à la R. F... » Il ajoute qu'agissant plutôt en ami de la liberté qu'en qualité d'agent de la République française il présente aux Comités une suite d'objets qui méritent leur attention. Il laisse dix articles à leur attention et à leur sagesse : 1° fractions intérieures ; 2° dépôts d'armes encore entre les mains des Magnifiques ; 3° richesses entre leurs mains et habitude du gouvernement ; 4° contrebande de lettres contre-révolutionnaires ; 5° allées et venues des émigrés genevois ; 6° possibilités de trahisons dans le Mont-Blanc ; 7° possibilité de succès des Piémontais ; 8° hivernage possible de l'ennemi à Genève ; 9° impuissance de Genève à se défendre ; 10° artillerie suffisante dans les places que l'ennemi aura conquises avant d'effectuer



le projet d'attaquer Genève.— Il y a même un passage qui est une attaque contre les ministres puritains de Genève.

Le 15 septembre, une seconde conférence des Français de Genève avait lieu chez le Résident sur des objets relatifs au salut public, notamment sur l'éventualité du siège de Genève par les Piémontais. Le lendemain, Soulavie proposait à Deforgues d'établir sur toute la frontière des compagnies d'observation de garde nationale et des bureaux de décachetage des lettres.

On comprend l'effet qu'une pareille attitude et surtout la réponse au gouvernement de Genève devaient produire auprès de ce dernier. On savait déjà que Soulavie était loin de jouir d'une pleine et entière considération au ministère des Affaires étrangères de France, et Gorani communiqua alors aux Comités de Genève des lettres de Paris qui ne laissaient aucun doute à cet égard. On y disait même qu'il avait été question plusieurs fois de la destitution de Soulavie (1).

Dans des notes sur le personnel diplomatique, « remises au ministre pour lui seul, » le 22 septembre, on lit, après des éloges mérités de Barthélemy et d'autres agents, les trois paragraphes suivants concernant Soulavie et les deux secrétaires de la légation de Genève :

Le citoyen Soulavie est d'un patriotisme bien constaté. Il débute dans la carrière diplomatique. Il a à faire ses preuves. Il ne paraît pas encore s'être fait une idée juste de la conduite, des formes et du langage qui conviennent aux agents de la République dans les pays étrangers. Son voyage en Valais, ses procédés et ses discours ont été hors de toute convenance.

Le citoyen Delhorme, patriote très prononcé. Beaucoup d'instruction et d'activité. Il a été chargé des affaires de la République à Genève depuis le mois de décembre 1792 jusqu'au mois de juillet 1793.

Il a eu grande part à la révolution populaire qui s'est effectuée dans cette ville.

Le citoyen Darneville. Bon patriote, bon esprit. Très attaché à ses devoirs. Il est marié. Ses propriétés à Saint-Domingue ont été anéanties par suite de l'insurrection des nègres (2).

(1) SORDET, *les Résidents français à Genève*.

(2) KAULKE, *Papiers de Barthélemy*.

Voici une autre lettre de Soulavie à Robespierre (1). Elle est sans date comme la précédente, mais elle a été évidemment écrite vers le 23 septembre, car ce jour-là le Résident de Genève envoyait à peu près les mêmes informations à Deforgues.

Au citoyen Robespierre l'aîné,

Je vous ai adressé, mon cher Robespierre, des notes sur les différentes classes de conspirations...

Comme vous avez l'esprit juste et le cœur bien fait, vous aurez jugé en vous-même que j'étais un bon citoyen, puisque je dénonçais tous les ennemis de la chose publique et puisqu'on ne dénonce pas les partisans d'une trahison dans laquelle on tremperait. C'est le langage que l'intérêt public veut qu'on parle en cette occasion. Mais je dois, en vous envoyant les notes que vous avez reçues de moi, vous dire que je les tiens des ressources que me donne mon état, et j'ajoute que si j'étais appelé en témoignage, on perdrait notre état et on le rendrait inutile à la République. Aucun agent n'écrirait plus des vérités qui risqueraient de le faire appeler en témoignage. Ce n'est pas que je rougisse ou que j'eusse la moindre timidité, si j'étais appelé. Je ne vous ai rien écrit que d'après ma conscience, mais tout ce que je pourrais dire aux juges, c'est que dans ma place j'ai appris tel et tel fait. Après ces observations, je viens vous annoncer qu'il se trame en Europe, à Paris, un coup terrible : j'ignore ce que c'est ; mais c'est une conspiration contre la République et la Convention. Le Genevois, le clubiste, le patriote que j'ai envoyé en Suisse chez les émigrés et qui s'est mêlé avec eux et a parlé leur langage, me l'a dit, mais peu d'émigrés en sont instruits... Ce n'est pas tout : les chefs de l'aristocratie genevoise qui tiennent avec nos ennemis ont dit en secret : Encore quelques jours, et nos affaires à tous iront bien ! Ajoutez à cela que je tiens de deux endroits différents, et par divers canaux, qu'il a été dit, à table, chez le scélérat d'Erlach, notre ennemi juré : « Encore quelques scélératesses de la part de cette Montagne et elle croulera ! » Enfin l'homme que je ne puis nommer et qui m'a donné la note sur Kellermann m'a dit que les Brissotins, dans peu, seraient satisfaits. J'ai envoyé ces notes au ministre et le duplicata au comité de Salut public. Il me vient une idée ; la conjuration des poudres est possible en France, et si Roland, qui vous a placés dans une salle suspendue sur des souterrains, avait pratiqué le moyen de vous faire tous sauter ! Et si la garde et la sûreté du lieu étaient confiées à un Brissotin ! Mon imagination qui m'entraîne me porte peut-être dans les espaces imaginaires ; mais enfin il faut prévoir toutes les scélératesses et, après la mort cruelle de Marat et de Pelletier, il faut s'attendre à tout. Veuillez, mon cher Robespierre, prendre en considération mes idées, elles ne sont pas tant gigantesques. Voici, mon très cher Robespierre, un fait qui m'a glacé le sang, et qui m'a jeté dans un moment de désespoir sur le salut et la délivrance

(1) M. Rattier, de Saint-Fortunat, possède l'original de cette pièce qui, d'ailleurs, a été déjà publiée dans les *Papiers inédits trouvés chez Robespierre*.

de notre République... Un patriote, qui sert cette résidence de cœur et d'âme, est venu me porter une lettre contre-révolutionnaire, sans signature, d'un Genevois ; elle est du maître des cérémonies qui, depuis la Révolution, observe les autorités constituées au profit de l'ancien gouvernement qu'il instruisait de tout : cet homme, avec les dehors les plus patriotiques, était le premier à prévenir les Comités des délits contre la liberté publique. Eh bien ! cet homme avait écrit une lettre diabolique contre les Genevois et les Français, lettre que j'envoie aux Comités réunis, sous enveloppe. Lui-même, chargé de ma lettre, en vertu de sa place, forme la réunion des Comités et porte au nom du Résident de France, en présence de tout le monde, une lettre qui intéresse le salut des deux nations. (Ce scélérat écrivait à un émigré en Suisse.) On ouvre la lettre, il entend la lecture, s'échappe, disparaît, s'enfuit, trouve le lac fermé, les avenues de France gardées, est pris chez lui... On lui fait son procès... Nous sommes donc condamnés à nourrir à nos côtés, à vivre, à converser avec des traîtres ! C'était un homme pour les mœurs, le ton, la décence, les propos, le patriotisme, à canoniser.



Soulavie mit le comble à ses maladresses en soulevant l'affaire des passeports qui amena, entre lui et les Comités genevois, une brouille irrémédiable.

Le 23 septembre, le Résident de Genève informe Deforgues qu'il vient de signaler au gouvernement genevois un fait grave : « La chancellerie genevoise a délivré, la semaine passée, une centaine de passeports qui ont été payés, la plupart jusqu'à vingt-cinq louis. » Le même jour, Soulavie remet une note sur ce sujet aux Comités. Le 24, les Comités le somment de faire connaître *incontinent* le dénonciateur, afin de vérifier le fait et de punir, soit le coupable, soit le calomniateur. Le lendemain, les Comités reviennent à la charge et font comprendre qu'ils se plaindront à Paris, au comité de Salut public, si le Résident ne leur donne pas satisfaction. La correspondance échangée est des plus aigres.

Les événements de Lyon, qui s'était insurgé depuis le mois d'août et qui passait pour recevoir du dehors des secours considérables en hommes et en argent, expliquent, vu la facilité des relations entre cette ville et Genève, la gravité que prit dès le début l'affaire des passeports. On peut, pour cette cir-

constance, excuser Soulavie, dans une certaine mesure, d'avoir outré les précautions que son patriotisme lui conseillait de prendre, mais il est certain, dans tous les cas, qu'il agit avec une légèreté et une précipitation inexcusables et qu'à sa place un diplomate mieux avisé fût arrivé aux mêmes résultats, sans froisser personne et sans nuire à la bonne entente entre les deux pays.

Le 25 septembre, Deforgues, répondant aux précédentes dépêches de Soulavie, dit qu'il ne croit pas à l'intention prêtée aux Piémontais de prendre Genève. « La Suisse n'en veut pas, ni Genève non plus... Cette ville tient beaucoup à son indépendance... Nous devons respecter aussi sa neutralité, mais surveiller les Piémontais pour empêcher toute surprise de leur part. »

En attendant, la question des passeports s'aggravait par le fait que la municipalité de Carouge, devenue française, municipalité dévouée à Soulavie, refusait de viser les passeports délivrés à Genève. C'est alors (27 septembre) que les Comités de Genève décidèrent d'envoyer à Paris deux délégués (Dupin et Butin) pour demander au comité de Salut public le rappel de Soulavie. En communiquant cette résolution à Barthélemy, Janot écrivait : « Nous sommes si fort molestés par la légation française, ou plutôt par Grenus (1), qui la maîtrise, que nous nous sommes déterminés à envoyer une députation à Paris pour nous plaindre de ces procédés. »

Le 28, Soulavie entretient Deforgues de l'affaire des passeports. Il se plaint des autorités de Genève. Quand il a signalé la vente des passeports, on lui a répondu qu'il fallait commencer par faire connaître le dénonciateur. Or, c'est ce qu'il ne peut faire. On a abusé des passeports. On se servait comme passeports des certificats de civisme que les clubs délivraient et que le Résident était obligé de légaliser. Maintenant, il ne veut plus délivrer de passeports qu'à des Genevois notoires.

(1) Grenus, un des bannis de Genève en 1782, celui que, d'après Brissot, on comparait aux anciens Romains, était devenu député suppléant du Mont-Blanc à la Convention nationale. On verra plus loin d'autres détails sur lui à propos de sa correspondance avec Desonnaz.



ment patriotes. Mais il sait qu'on va agir auprès du comité de Salut public pour se plaindre de lui à ce sujet.

Le lendemain, nouvelle dépêche de Soulavie à Deforgues. Il dénonce les agents secrets que Monsieur et les Brissotins entretiennent auprès des puissances étrangères. Il revient sur la question des passeports. Il faut être ferme sur ce chapitre ; c'est une nécessité de salut public, à cause des rapports de Genève avec Lyon insurgé. Le ressentiment des Genevois, qui se manifeste par l'insolence de leurs réclamations, s'explique par notre sévérité à leur égard au sujet des vivres. Nous devrions excepter Genève de la mesure qui interdit l'exportation des denrées.

Il résume ainsi sa lettre :

Pour les passeports, il faut être ferme : il ne faut point exposer aux yeux du parti français les preuves variées des abus ou plutôt des délits de la chancellerie genevoise qui retournerait contre ses autorités constituées ; il faut ménager ces autorités, crainte que le gouvernement ne tombe entre les mains des Englués qui nous trahiraient bien autrement. Je ne crois pas que pour le moment les Marseillais soient assez considérés de la majorité, ni assez nombreux, ni capables de faire à leur profit aucune révolution à Genève. Enfin, je pense qu'il faut, de toute nécessité, excepter Genève (mais avec des modifications) de la loi sur la sortie des comestibles, parce que si, d'un côté nous lui refusons du pain, et si de l'autre nous la cernons et nous tenons ses Englués et ses aristocrates chez elle, elle imaginera quelque expédient pour sortir de cette situation, et cet expédient ne sera pas à notre avantage.

Le ministère des Affaires étrangères de France avait fait demander à Gorani des renseignements sur Soulavie et sur sa situation à Genève. Gorani répondit à Deforgues le 30 septembre. Après avoir déclaré loyalement que Soulavie a toujours été son ennemi déclaré, bien longtemps avant son entrée dans la diplomatie, il dit que Genève est une ville à beaucoup ménager et continue ainsi :

Il y faut pour Résident un homme d'expérience, doux, loyal, poli, vrai et en même temps capable d'une dextérité loyale. Or, Soulavie n'est rien de tout cela. Il n'a cherché qu'à entraver le gouvernement, à empiéter sur ses attributions ; il a fait des demandes insensées. Je regarde comme très odieux que de tendre des pièges aux autorités genevoises, si légitimement et si démocratiquement constituées, de les charger de reproches qu'elles n'ont point mérités,

ainsi que d'attenter à son indépendance, et c'est vers ce but que tendent tous les services du curé Soulavie depuis qu'il est ici en qualité de Résident. Cet homme n'a pas assez d'esprit pour sentir que Genève indépendante et laissée à elle-même nous est cent fois plus utile que si elle était réellement agrégée à notre territoire... Le favori de Soulavie est Grenus, un exilé de 1782, qui a gardé contre son pays natal un haine mortelle, et ne respire que la vengeance. Un autre de ses confidents est Desonnaz, le déserteur des Allobroges, dénonciateur de Kellermann au club de Genève. Je connais Desonnaz, c'est une très mauvaise tête, c'est un pauvre faiseur de mauvais vers, un politiqueur ridicule et incapable de lier trois idées solides de suite.

Gorani regarde l'accusation de Soulavie sur les passeports comme une indigne calomnie. Il présente les Genevois comme étant tous, dans l'administration publique, d'une intégrité admirable. La lettre a un P. S. ainsi conçu :

Je vous félicite, citoyen ministre, pour les heureux succès des armées françaises ; je n'en suis point étonné ; car vous avez pour vous le nombre des combattants et le courage. Je souhaite que vous puissiez remporter des victoires d'une autre espèce qui seraient encore plus nécessaires à votre bonheur, et que vous vous mettiez dans la position heureuse de calmer la violence de vos passions qui sont vos ennemis les plus redoutables. Je souhaite surtout que vous vous rendiez plus difficile à l'accès des inculpations calomnieuses, car cette facilité funeste vous nuira plus que toutes les puissances réunies contre vous et elle éloignera toujours de votre pays les âmes honnêtes.

Le même jour, Barthélemy écrivait de Baden à Deforgues :

... Aujourd'hui j'ai à vous mettre sous les yeux une lettre que le gouvernement de Genève m'adresse. Son contenu est infiniment délicat. Je n'ai rien à dire sur les plaintes qu'on y forme de la conduite du citoyen Soulavie, et sur la demande qu'on y établit de son rappel, si ce n'est que je regrette d'être l'organe de ces dénonciations et que je suis affligé de voir qu'un agent de la République soit accusé de la compromettre aux yeux du peuple auprès duquel il la représente. Mais voilà Genève dans la même situation que Mulhausen. Elle est également presque bloquée. Ses passeports ne sont plus reconnus, son commerce est paralysé. Je sais bien que la pensée de réunir Genève au territoire français flatte quelques imaginations, mais l'exécution de ce projet aurait des inconvénients graves. La correspondance entre cette ville et les deux premiers cantons helvétiques est absolument interrompue. Ils n'ont pas reconnu le gouvernement provisoire de Genève. Cependant, les traités subsistent. Genève n'a point cessé d'être une des clés de la Suisse, ni la Suisse de s'intéresser vivement à son indépendance. Nous avons à peu près fait connaître au corps helvétique que, quand même Genève voudrait se donner librement à nous, nous repousserions son vœu. Ainsi donc, si les gènes que cette

ville éprouve étaient dirigées par le calcul d'une réunion, il serait difficile qu'il n'amenât pas des discussions sérieuses avec la Suisse et qu'en même temps il ne compromit pas la réputation de la loyauté française. Veuillez donc, par ces motifs, prendre en considération la situation de Genève. Prenons quelques précautions pour maintenir un ordre de choses (la neutralité) si utile pour nous, si cher aux cantons, si désagréable à nos ennemis (1).

Les mémoires de Bourdillon-Diéday contiennent un passage qui se rapporte à cet incident. Bourdillon raconte que son fils fut député, en cette circonstance, avec Constantin, auprès de Barthélemy. Celui-ci leur dit que la Suisse tenait beaucoup à Genève, tout en désapprouvant sa constitution trop avancée. Toutefois Berne vient de repousser une proposition aristocrate par 89 voix contre 28. « Barthélemy parut fort instruit de ce qui se passait dans Genève et recommanda à nos envoyés de ne pas céder aisément aux impulsions qui nous seraient données par Soulavie. On parla de diverses choses et de l'indépendance de Genève menacée par les Piémontais, et Barthélemy les satisfait de la façon la plus gracieuse. Il les assura que Genève n'avait rien à craindre pour le présent, mais que dans la suite il était à craindre que l'une des trois puissances qui l'environnent ne cherchât à prévenir les autres pour l'occuper par le droit de primauté (2). »



La note de Soulavie du 4 septembre, qui semblait conseiller l'envoi d'une garnison française à Genève, avait été, à Paris, l'occasion d'un rapport très raide sur l'imprudence de sa conduite à Genève ; mais ce rapport ne fut pas envoyé au comité de Salut public et l'on se contenta de lui communiquer une lettre du ministre à Soulavie en date du 3 octobre. Dans cette lettre, après avoir démontré l'impossibilité d'une occupation de Genève par les Piémontais et les autres motifs qui devaient écarter l'idée d'une occupation française, le ministre ajoute :

(1) KAULEK, *Papiers de Barthélemy*.

(2) BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE. Mss.

C'est cependant, citoyen, dans ces circonstances que vous avez remis au gouvernement une note officielle dans laquelle vous lui dites que *la ville de Genève est à la veille d'être attaquée*, et que vous lui faites sentir que *sa population est loin de suffire à sa défense* et que vous lui observez que *des administrateurs prévoyants doivent s'attacher à remédier au danger de cette position...* N'est-ce pas lui faire, implicitement il est vrai, mais de la manière la plus claire, la demande de l'introduction des troupes françaises? N'est-ce pas supposer à la République française un dessein qu'elle n'a pas, exciter l'alarme dans les cantons et peut-être y provoquer des dispositions contraires à leurs intérêts et aux nôtres?

Le ministre reproche à Soulavie d'avoir fait abus de ses fonctions. Il déclare sa note irrégulière et déplacée. Il lui reproche d'avoir fini par des sortes d'excuses nuisibles à sa dignité. Il lui reproche d'avoir formé une sorte de conseil dans lequel on a examiné toutes les éventualités relatives à Genève, même la question d'une occupation française. « De pareilles conférences n'ont pas d'exemple et supposent un oubli total de toutes les notions et de tous les principes. Vous n'avez pas le droit d'attirer des Français à Genève; vous n'avez pas celui d'y conférer dans des assemblées publiques sur les intérêts de la France, et encore moins sur ceux de Genève. » Le ministre rappelle à Soulavie qu'il doit se renfermer dans les instructions qu'il a reçues, rester étranger à tous les partis à Genève, ne manifester aucune opinion personnelle, etc. Telles sont les règles qui doivent diriger sa conduite. « Je ne saurais trop vous inviter à ne plus vous en écarter. »

La lettre contient à l'adresse de Soulavie des reproches d'un autre genre : « Je vous engage aussi à mieux soigner votre correspondance; les ratures, les surcharges, le désordre et l'incohérence des idées que présentent vos dépêches, les rendent peu dignes de vous et accusent la précipitation avec laquelle vous les rédigez. » Le ministre le prie de ne pas confondre les objets politiques avec les objets particuliers et de faire, à cet égard, des lettres distinctes; il aurait dû écrire directement aux administrateurs de l'Ain, du Jura, ainsi qu'aux représentants du peuple envoyés dans cette partie de nos frontières, pour ce qui pouvait les concerner. — Répondant à la plainte de Soulavie sur la rareté des dépêches qui lui vien-



nent du ministère, Deforgues dit : « Je ne partage pas votre crainte; si notre correspondance devait un jour s'imprimer, ce que vous ne désirez certainement pas, on nous jugerait, non par le nombre de nos dépêches respectives, mais par les résultats qu'elles présentent. On se demanderait si je vous ai donné les instructions et les avis qui vous étaient nécessaires et si vous vous y êtes exactement conformé. Or, sous ce rapport, je ne redoute aucun jugement. Croyez-moi, citoyen, n'attachons d'amour-propre qu'à bien remplir les fonctions qui nous sont confiées. Notre gloire est là et n'est que là. »

Soulavie écrit de Genève le 5 octobre à Deforgues : « Nous faisons tout à Genève pour nous faire détester. Nous lui refusons du blé, et ce sont les Autrichiens qui lui en vendent, craignant qu'elle ne se donne à la France. Nous les vexons par les passeports, et cependant ces restrictions sont nécessaires tant que Lyon est insurgé. » Soulavie est pour l'indépendance de Genève. Il craint qu'elle ne se donne à la Suisse. Il faut que Genève reste indépendante de nous, de nos ennemis (les Autrichiens) et de nos voisins (les Suisses). Il faut la traiter en amie, ne pas toucher à son gouvernement et laisser le plus qu'on pourra les partis en balance. « Vous avez pu voir, citoyen ministre, mon zèle emporté quelquefois au delà des devoirs ordinaires des agents français chez l'étranger, mais ma position est toute particulière. Placé dans le sein des conjurations, dans une ville en révolution, environné de villes françaises ou suisses travaillées par des brissotins, des aristocrates, des émigrés ou des royalistes ou des ennemis étrangers, je ne puis croire qu'un autre agent patriote eût pu agir autrement. »

Dans une autre lettre (7 octobre), Soulavie se désole des bruits répandus que la France veut annexer Genève. « Depuis cinq jours, dix à douze personnes ont osé me pénétrer là-dessus. Je leur ai répondu par les trois articles de la Constitution qui lient les mains à tout projet sur cette matière qui contrarierait la parfaite indépendance de Genève. Il revient sur le mauvais effet des mesures de prohibition d'exportation

des grains de France et sur les restrictions des passeports. « De malheureux incidents aigrissent les rapports des deux pays. Des gardes nationales ont confisqué quinze louis à des Genevois rentrant chez eux. Des gens de Genève ont assassiné un patriote aux confins des deux États. On a hué les femmes des présidents du district et de la municipalité de Carouge qui portaient la cocarde. Grenus a été exclu du club révolutionnaire comme ayant été fonctionnaire français. Les aristocrates inclinent vers le Piémont et vers la Suisse et répandent le bruit que nous affamons Genève, afin de la forcer à se jeter dans nos bras. Il faudrait conclure un traité avec Genève, afin de ranimer le parti chancelant patriote et d'imposer silence aux bruits d'annexion. Il faut permettre l'exportation du blé pour Genève, mais il faut qu'on sache bien qu'on le doit à la demande du Résident. »



La reddition de Lyon, qui eut lieu le 9 octobre, vint améliorer considérablement l'état des choses à Genève. Soulavie écrit à Deforgues, le 12 octobre, qu'il a reçu la visite de plusieurs membres des Comités. On a examiné la question de savoir s'il fallait armer Genève pour la mettre à l'abri d'une attaque des émigrés. Soulavie a répondu qu'il croyait la chose inutile. La situation se détend.

Le 17 octobre, Soulavie envoie à Deforgues le récit de deux entretiens qu'il a eus avec M. de Wateville, notable de l'aristocratie bernoise et bailli de Vevey. Ce personnage s'est plaint des difficultés des passeports. Soulavie lui a démontré que c'était une nécessité pénible et momentanée, provenant de la facilité qu'ont mise les autorités suisses à délivrer des passeports au premier venu. — C'est grâce à cela que les émigrés ont pu insurger Lyon. Actuellement, il s'agit d'empêcher d'autres émigrés de rentrer pour aller se joindre aux fuyards de Lyon et exciter peut-être une autre guerre civile. M. de Wateville a paru convaincu.

Le 19 octobre, le gouvernement de Genève envoie à Reybaz un note contre Soulavie et Grenus, en le priant de la remettre au ministre Deforgues (1).

Le 21 octobre, Soulavie informe Deforgues que M. de Wateville a destitué beaucoup d'employés suisses, coupables d'abus dans la délivrance des passeports. Les autorités genevoises, de leur côté, se sont beaucoup adoucies à cet égard.

Le même jour, les Comités genevois signalent à Reybaz une note de Soulavie qui se serait plaint à Paris au sujet d'une brochure et du portrait de Charlotte Corday, brochure renfermant une foule de principes et d'articles favorables aux tyrans, et, par suite, hostiles à la République française (1).

Le 23 octobre, Soulavie répond aux reproches de Deforgues au sujet de sa note du 7 septembre, d'où les Comités de Genève avaient pu conclure qu'il voulait introduire une garnison française dans cette place. « Les Comités, dit-il, m'ont souvent sondé là dessus ; leur suspicion et votre lettre augmentent ma surprise. » Il cherche d'où cela peut venir. C'est un fonctionnaire français (Darneville), qui a fait à Janot la proposition d'introduire des troupes françaises à Genève. Ce fonctionnaire est venu pour la troisième fois prier Soulavie de ne pas parler de cette affaire à Paris. Le Résident en a la preuve dans son portefeuille. Pareille demande a été faite à Janot par un des fonctionnaires français qui sont ici, mais Soulavie n'en a pas la preuve. « Or : 1° ces demandes et insinuations ; 2° un mémoire de Delhorme sur les *avantages de la réunion de Genève à la France* que je vous supplie de lui demander (il ne l'a pas laissé ici) ; 3° la communication faite récemment de ce mémoire aux Comités, je ne sais par qui ni comment ; 4° l'opinion que proclamait sur cet objet le général Kellermann sont les seules causes des terreurs paniques des Genevois sur un objet, sur lequel j'ai été sans cesse dans une réserve la plus étudiée. » Soulavie assure, du reste, qu'il est

(1) BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE, Mss. *Correspondance de Reybaz.*

(2) BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE, *idem.*

actuellement dans les meilleurs termes avec les autorités de Genève.

Le 24 octobre, Soulavie répond à Deforgues au sujet des conférences tenues à l'hôtel de la Résidence. « Il faut, dit-il, se reporter aux circonstances : l'ennemi était à une lieue et demie d'ici ; le Chablais était insurgé ; le mal communiquait ; la Suisse vomissait ses émigrés ; Genève se fédéralisait ; Lyon et Turin tenaient ensemble et le général *Sans-Terre* dormait... » Depuis la prise de Lyon et l'expulsion des Piémontais du Mont-Blanc, la situation a changé, et il n'y a plus de conférences, mais de simples réunions de citoyens qu'il ne veut pas renvoyer, ayant besoin de ce monde. Il rappelle qu'il n'est aucunement responsable des bruits que ont couru d'une garnison à Genève. Il apprend que « Delhorme ne pouvait refuser son mémoire à d'excellents républicains qui n'ont jamais eu que de bonnes intentions, mais les Genevois, qui ne sont pas obligés de connaître ces motifs, ne sont pas moins autorisés à avoir pour nous la plus grande méfiance. J'ai mis d'ailleurs sous vos yeux et avant son arrestation, les propos du général Kellermann, et j'ajoute aujourd'hui qu'il a si bien persuadé les troupes de Lyon et du Mont-Blanc, des avantages d'hiverner à Genève, qu'elles manifestent hautement leur désir, et ce bruit, qui se répète ici, glace d'effroi tous les habitants. » Soulavie revient aussi sur la proposition de Darneville, à qui il ne laisse plus désormais voir sa correspondance. Il défend de nouveau sa note du 7 septembre et, rappelant les deux compagnies de Français de Genève formées par ses soins, et envoyées l'une dans le Mont-Blanc, l'autre en Alsace, il montre que, loin d'avoir négocié avec les Comités genevois l'introduction de troupes françaises à Genève, il a fait l'opération inverse, savoir : *l'introduction de Français qui étaient à Genève dans le sein de la République*. Il ajoute qu'il a tout fait pour se concilier les Suisses. « J'ai obtenu, citoyen ministre, la confiance des gens du Mont-Blanc, des patriotes genevois et des Suisses du voisinage ; je serais bien fâché d'être privé de la vôtre. » Il termine en deman-



dant au ministre de lui envoyer un secrétaire de confiance.

Notons ici que les accusations de Soulavie contre Darneville furent démenties par une lettre de Janot à Deforgues, en date du 5 décembre. Janot déclare que l'accusation est entièrement fausse. Si quelqu'un lui eût fait une pareille proposition (celle d'introduire une garnison française à Genève), il l'aurait fait arrêter. Sa lettre se termine ainsi : « Citoyen ministre, au nom de la dignité du peuple français, au nom de la justice, donne-nous un autre Résident. »

Dans une lettre datée du même jour, Darneville explique à Deforgues ce qui a pu donner lieu à l'accusation dont il est l'objet. Un jour, dans une conversation avec Janot, il lui demanda si, au cas d'une victoire des Piémontais, les troupes françaises ne recevraient pas aide et protection sur le territoire genevois. Il n'avait en vue que de procurer aux défenseurs de la patrie une retraite assurée en cas de malheur. C'est là-dessus que Soulavie le calomnie aujourd'hui. Darneville attaque longuement Soulavie comme fourbe, méchant, intrigant, « mais enfin c'est un prêtre, il n'a pu changer de caractère comme il changeait de masque ». Il dit que, par l'affaire des passeports, Soulavie a voulu tracasser les autorités genevoises, qu'il déclamait contre elles avec tous ceux qui venaient le voir ; que Soulavie lui faisait tout faire, afin de s'épargner les frais d'un secrétaire particulier, prétendant qu'il n'avait été envoyé à Genève que pour y travailler à son histoire de la Révolution ; que Soulavie ne se levait qu'à 10 ou 11 heures du matin, comme les ci-devant chanoines... Darneville croit que Soulavie a voulu lui faire perdre sa place, parce qu'il n'a pas voulu lui abandonner le produit total du secrétariat qui, selon l'usage, a été toujours partagé entre le secrétaire et le Résident.



Reprenons la série des événements : Le 31 octobre, Soulavie envoie à Deforgues un véritable réquisitoire contre « les agio-

teurs genevois » qui ont fait passer à Lyon une partie des fonds qui ont servi au soulèvement.

Instruments de Pitt et de la Hollande, ils ont servi tout à la fois et nos ennemis du dehors et nos ennemis du dedans. Maintenant que le coup est manqué, ils ne se cachent pas : ils disent qu'il sera remonté d'une autre manière pour l'année prochaine. Ils m'envoient des papiers de finances à légaliser ; il y en a en espagnol, en hollandais, en anglais et en allemand. Les agioteurs tiennent à toute la terre. Et parce que je refuse mon seing, vous pouvez juger, citoyen ministre, dans quelle situation je vais être ici ; car les agioteurs tiennent à toute la ville, à l'aristocratie comme aux patriotes. Ils se sont placés dans un poste intermédiaire. En légalisant leurs papiers sur Lyon, le paiement des sommes qu'ils y avaient fait passer pour l'insurrection leur est assuré et accéléré. Jamais de ma vie ma main ne signera que pour le service du peuple. J'en ai écrit aux représentants du peuple à Lyon et j'ai proposé deux arrêtés : par le premier, il serait défendu aux Lyonnais de payer tout effet qu'ils doivent à Genève jusqu'à l'épurent des affaires ; par le second, les effets des négociants genevois seraient soumis à une revision à Ville-Affranchie. Sans ces précautions, Genève va devenir l'entrepôt de l'argent que les contre-révolutionnaires lyonnais voudront y faire passer. Les agioteurs ont ici mille virements de parties pour pallier leurs opérations et pour frustrer ma patrie des sommes confisquées.

Soulavie parle ensuite du baron d'Erlach, bailli de Lausanne, comme étant l'un des plus ardents ennemis de la France. Ce baron vient de passer au conseil secret à Berne. « S'il parvient à s'attribuer la partie des affaires de Genève, la place du Résident de France à Genève sera infiniment plus délicate encore. » Suit le récit d'un nouvel incident relatif à « l'éternelle affaire des passeports ».

Dans une autre dépêche de la même date, Soulavie, abordant la politique générale, écrit à Deforgues que le moment est venu de mettre la division entre le roi de Sardaigne et l'Autriche. Il faut montrer au roi le Milanais et le Mantouan en perspective comme compensation du Mont-Blanc, lui promettre même de payer des Suisses pour l'aider à démembrer l'Autriche, pourvu : 1° qu'il se détache de la coalition ; 2° qu'il renonce à la Savoie ; 3° qu'il attaque le Mantouan et le Milanais. Soulavie a souvent vu à Paris le dernier héritier du duc de Mantoue, dépouillé par l'Autriche, lequel lui a dit cent fois : « Qu'on me procure un dédommagement et je cède au

roi de Sardaigne mes propriétés et mon duché. — Si vous approuvez mon projet, j'écrirai dans ce sens, et comme venant de moi-même, à des condisciples, sujets du roi sarde, avec lesquels j'ai fait à Avignon mes études (1). »

Ici se place un trait de la mission de Soulavie, que rapporte ainsi Bourdillon-Dieday dans ses Mémoires (2) :

30 octobre. — Une suppression à laquelle on ne s'attendait pas encore. Le Résident Soulavie supprima entièrement tout culte catholique dans sa chapelle. A cet effet, il invita nombre de Genevois et prit toute notre musique. Il monta en chaire et, par un excellent discours, il prouva que la France devait à Genève et sa liberté temporelle et sa liberté spirituelle; que c'était de Genève qu'étaient sortis toutes les lumières et tous les grands hommes qui lui avaient procuré des biens aussi précieux. La musique accompagnait les applaudissements. Puis il fit sentir tout le ridicule des hochets de la superstition et les jetait, les uns après les autres, au milieu de l'assemblée, à quoi la musique applaudissait. Ensuite il ouvrit l'arche; il en sortit tous les ameublements et vêtements, mais il ne voulut pas que rien fût brisé ni déchiré, afin que les pauvres, auxquels il fit tout distribuer, pussent en profiter. Il envoya la clochette au cercle des citoyens mineurs avec de sages avis. Il ne se réserva que les vases d'argent pour les envoyer à la Convention nationale. Il ne lui restait donc que la Bible, sur laquelle il fit dresser le verbal de tout ce qui s'était passé et l'envoya à notre Bibliothèque pour en conserver le souvenir. Ce fut donc lui qui fit cesser le service de la messe établi depuis 114 ans dans la chapelle du Résident, lorsque Louis XIV nous envoya Chauvigny pour remplacer Jean Favre, qui fut le dernier citoyen revêtu de cet emploi. Le soir, Soulavie se rendit au club fraternel où il fut accueilli par les plus vifs applaudissements. La musique entonna l'hymne marseillaise, que toute l'assemblée répéta en chœur, et avec tant d'ordre et de méthode que les voix des femmes s'y distinguèrent beaucoup. Après quoi, le président Anspach adressa au Résident un excellent discours que la musique termina par ce morceau : Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille !

Ce Bourdillon, que l'on verra plus loin jouant le rôle décisif dans la révolution de juillet 1794 à Genève, était renommé par sa haine du cléricalisme protestant aussi bien que catholique. Le 14 octobre de cette année, il avait relu au club un discours, déjà prononcé par lui le 5 juin 1786, par lequel il demandait de supprimer la lecture du *Credo* dans les églises. Sa proposition fut naturellement rejetée.

(1) On peut voir quelques détails sur ce prince de Mantoue, dans les *Mémoires de Richelieu*, VI, 198.

(2) Manuscrit de la Bibliothèque de Genève.

Le 2 novembre, le gouvernement genevois informe Reybaz que Soulavie refuse de légaliser tous actes quelconques, ce qui était la conséquence de sa dépêche du 30 octobre (1).

Le 4 novembre, Soulavie rend compte d'une conférence qu'il a eue avec le sénateur bernois, M. de Sinner. Ses explications sur l'affaire des passeports sont les mêmes qu'avec M. de Watteville. Il a reproché aux Suisses le choix du baron d'Erlach pour le comité secret. — M. de Sinner lui a parlé des révolutions de Paris. « Tant de révolutions ! Tant d'incertitudes ! A qui pouvons-nous nous fier ? » Soulavie s'est attaché à lui démontrer que ces révolutions avaient été profitables à la Suisse : Robespierre et les Jacobins ont toujours été les partisans de l'alliance suisse, et, sans eux, les intrigants auraient brouillé la France avec la Suisse comme avec le reste de l'Europe. « Cette conférence et tout ce que j'apprends d'ailleurs me porte à vous dire que si nous savons prendre les Suisses comme il faut, nous en ferons ce que nous voudrons. Nous les attacherons même à notre cause contre nos ennemis. L'effroi gagne tout le pays à cause de l'énergie actuelle de notre gouvernement. Béni soit le comité de Salut public ! *Le nom français sera enfin respecté !* »

Le 9 novembre, Deforgues fait connaître à Soulavie son sentiment sur l'affaire des passeports. Il reproche à son agent un excès de zèle, et (c'est la première lettre où on se tutoie) il ajoute :

La prise de Lyon, les avantages remportés sur les Piémontais doivent avoir rendu ta position plus simple et diminué nécessairement la défiance qui t'avait engagé à prendre sur la délivrance des passeports toutes les précautions qui, bien qu'elles aient pour motifs le zèle et le patriotisme, t'ont cependant porté souvent au delà de tes pouvoirs. Tu te renfermeras à l'avenir dans les seules fonctions que t'attribue le conseil exécutif par son arrêté du 25 mai et qui se bornent à la légalisation pure et simple et sans opposition des signatures des autorités qui ont, suivant le gouvernement provisoire de Genève, le droit de donner des passeports. Cette marche, dont tu n'aurais jamais dû réellement t'écarter, n'interdit pas la surveillance que tu peux exercer sur des abus dangereux ; elle ne t'ôte en aucune manière la voie de

(1) BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE, Mss. *Correspondance de Reybaz*.



représentation ou officielle ou confidentielle suivant la circonstance. Par une semblable mesure dans ta conduite, tu concilies à la fois les devoirs de la place qui t'est confiée, avec les égards dus à la nation chez laquelle tu es accrédité, et dont tu dois être le premier à respecter la souveraineté et les droits, sans prendre jamais aucun parti, du moins publiquement, dans ses querelles intérieures, ou dans la différence d'opinion qui se manifeste chez elle sur le régime qu'elle se propose d'adopter. Les décrets de la Convention nationale, qui a déclaré ouvertement que le peuple français ne s'immiscerait aucunement dans les gouvernements étrangers, sont une loi dont l'exécution est particulièrement confiée à ses agents extérieurs, et de l'infraction de laquelle tu es, par conséquent, plus responsable que tout autre. En partant de ces principes, la suspension des passeports qui a eu lieu aurait dû être le résultat de tes communications avec les autorités constituées de Genève dans le moment où tes craintes sur l'introduction des émigrés dans Lyon étaient réellement fondées, et non pas la suite d'un refus positif de ta part de les viser. Notre influence à Genève nous aurait sans doute fait obtenir tout ce que nous aurions demandé sur une mesure momentanée et que tu jugeais indispensable, mais au moins nous n'aurions pas engagé de querelles et nous n'aurions pas, en quelque sorte, abusé de notre force, et, ce qui est encore plus essentiel aux yeux d'un républicain, nous n'aurions pas cessé de respecter dans un État faible nos propres principes...

Deforgues continue par des reproches analogues au sujet de l'accusation de vente de passeports, dirigée par Soulavie contre la chancellerie genevoise :

Toute ta correspondance sur cet objet est couverte, en quelque sorte, d'un voile que je ne puis percer et je n'y trouve aucune lumière faite pour satisfaire et justifier la conduite étrange que tu as tenue en cette circonstance. Les mauvais effets de cette foule d'inconséquences sont faciles à deviner. Elles ont aliéné l'esprit de ceux avec lesquels tu es chaque jour dans le cas de traiter et affaibli le respect et la considération que doit inspirer tout agent de la République française ; il est indispensablement nécessaire qu'une conduite plus mesurée rétablisse l'harmonie entre toi et les autorités constituées, quelles qu'elles puissent être, tant qu'elles tiendront du peuple de Genève un pouvoir légitime ; que tu te renfermes entièrement dans les limites de tes instructions et des fonctions qui te sont attribuées ; enfin, que tu fasses parler la nation française avec la dignité et la gravité qui lui convient, en ne mêlant jamais son nom à des discussions domestiques étrangères à ta mission. Une telle circonspection est indispensable...

Le 10 novembre, Soulavie écrit que les agioteurs, voyant qu'on ne légalise aucun de leurs papiers sur Lyon, sont dans une fureur concentrée ; ils disent que l'an prochain le Jura ne sera pas à nous. Des faits fâcheux sont signalés à la

frontière : le 8 novembre, à Chesne, des cavaliers français ont arraché à des Genevois leurs cocardes genevoises. Les Comités réclament auprès de Soulavie. Celui-ci a réclamé auprès du général Verdelin et on a emprisonné les coupables.

Il était impossible que les sottises de Soulavie à Genève ne parvinssent pas à attirer l'attention publique à Paris. C'est Chaumette qui posa la question dans la séance du 8 novembre aux Jacobins. Le *Moniteur* du 12 novembre rapporte brièvement le fait en ces termes : « Chaumette dénonce notre agent de Suisse, l'abbé Soulavie ; il demande son rappel et désire que la société mette à son grand ordre du jour s'il est convenable que la nation française entretienne près des autres puissances des ambassadeurs. »

Reybaz est plus explicite, dans une dépêche adressée le 10 novembre à son gouvernement. Il dit que le citoyen Chaumette, procureur général de la Commune de Paris, et Hébert, son substitut, ont exposé avec beaucoup de force, dans une séance des Jacobins, l'intérêt qu'a la France à vivre en bonne harmonie avec la Suisse et Genève, et qu'ils ont dénoncé le Résident Soulavie comme formant des plans antirévolutionnaires et déshonorant sa place. Les Jacobins ont chargé une commission de se transporter au comité de Salut public pour demander que Soulavie soit promptement rappelé.

Notons ici une lettre de Grenus à Desonnaz, qui se rattache évidemment à cette séance des Jacobins. Le député suppléant à la Convention écrit, le 12 novembre, que les Jacobins veulent conserver à tout prix la neutralité helvétique... « Nul n'en veut à *la chère indépendance* (de Genève). En effet, on ne veut pas, pour un petit coin de terre, au fond très insignifiant, se découvrir soixante lieues de frontière. »

Le 16 novembre, Soulavie écrit qu'il prévoit des événements à Genève : les Montagnards (ou Marseillais) veulent tenter l'assaut du pouvoir. Tout en leur étant sympathique, il trouve cependant qu'ils parlent trop tôt de proscriptions, de confiscations et de guillotine. Les Montagnards cherchent à se concilier le Résident ; mais celui-ci est bien résolu à ne pas se dé-

partir de son attitude de pure observation. Il ne croit pas que les nouveaux Comités (à élire) vaillent plus (pour la France) que les anciens. « J'en conclus que Genève, dans tous les temps et avec toutes les sortes de gouvernement, ne pouvant se nourrir que par l'agio et l'industrie, parce qu'elle n'a pas de territoire, nous donnera souvent des inquiétudes et que, lorsque la vertu la plus pure ne sera pas à la tête du gouvernement, la France n'achetant personne, Genève se vendra au plus offrant. » Soulavie constate que les Suisses ont décidé de laisser Genève à ses affaires intérieures, « à son sens réprouvé, » mais qu'ils sont très jaloux de son indépendance. Il se plaint de l'attitude de Berne dans l'affaire Maligny. Il applaudit au choix de M. de Weiss comme envoyé de Suisse en France. Cette lettre contient le passage suivant : « Le temps est arrivé de proscrire en France tout papier étranger, d'ouvrir toutes les lettres, de publier toutes les perfidies autrichiennes, tous les actes sanguinaires de nos ennemis... »

L'affaire Maligny, dont il est ici question, ne fait pas honneur à Soulavie. M. de Maligny, après avoir été longtemps le secrétaire de M. de Castelnau, Résident de France (1781 à 1791), avait été lui-même chargé d'affaires auprès de la République de Genève, du 29 janvier au 25 avril 1791. Il avait rempli ses fonctions avec beaucoup de sagesse et de modération, et quand il se retira le gouvernement genevois lui exprima sa gratitude et lui fit un présent de la valeur de quarante louis (1). Soulavie accusa son prédécesseur d'avoir emporté, dans son émigration, une partie des archives de la légation, « afin de détruire, disait-il, la mémoire de la coalition de l'aristocratie et de la royauté contre le peuple ». Maligny répondit que, suivant l'exemple de ses prédécesseurs, il avait emporté la correspondance qui le concernait, mais que cela n'avait pas d'importance, car les originaux sont aux archives des affaires étrangères à Paris. Deux délégués, dont l'un était Monachon, juge de paix de Carouge, furent envoyés à Lausanne pour

(1) SORDET, *Histoire des Résidents français à Genève*.

retirer les papiers. — Dans leur rapport, daté du 21 novembre, ils constatent que les Suisses « sont singulièrement attachés à leur gouvernement, qu'ils l'aiment et se battraient comme des forcenés contre quiconque voudrait leur en dicter un autre. Du reste, ils sont très sympathiques à la Révolution française, et il n'y a pas à craindre de les voir sortir de leur neutralité ».

Le 26 novembre, Deforgues blâme la voie suivie par le Résident de Genève dans l'affaire Maligny et, comme Soula-vie s'était adressé au gouvernement de Berne, le ministre lui rappelle assez durement qu'il n'a rien à faire avec ce gouvernement et qu'il aurait dû s'adresser à Barthélemy.

Le représentant de Genève à Paris, Salomon Reybaz, soumit à cette époque, au comité de Salut public, un mémoire sur la situation politique de Genève et sur les entraves dont cette ville était environnée. Le mémoire rappelle que Genève fut toujours amie de la liberté. En décembre 1792, une révolution salubre renversa de fond en comble l'ancien ordre de choses, soutenu par la ci-devant cour de Versailles. Le peuple, réuni en assemblée générale, a élu une assemblée nationale chargée d'élaborer une Constitution, mais il s'est réservé de la reviser. En attendant, le peuple a créé deux comités, l'un d'administration, l'autre de sûreté, dont il a élu tous les membres. Les Comités réunis traitent les questions générales et les rapports avec les puissances étrangères. « Enfin, le peuple a beaucoup augmenté ses moyens d'union, d'instruction et de force, en réunissant tous les clubs politiques patriotes, dont l'antique institution avait déjà rendu de si grands services à la liberté, en un grand club, dit fraternel, des révolutionnaires genevois : telle est exactement la situation politique intérieure de Genève. » Le mémoire constate les sympathies du gouvernement genevois pour la France. L'objet principal de la réclamation, ce sont les atteintes portées à la liberté des communications soit par terre, soit par eau. Déjà Genève s'était plainte en mai dernier. Il s'agit surtout des communications entre Genève et la portion de ses territoires qui est enclavée dans le territoire français. Le mémoire demande



qu'on donne des ordres à cet effet aux municipalités de l'Ain et du Mont-Blanc. Ce document est daté du 28 brumaire; il ne contient aucune attaque contre Soulavie.

Le 23 novembre, Barthélemy mande à Deforgues :

... Tu vois par la lettre de Zurich qu'on croit que nous avons des vues sur Genève. Ce ne sont pas seulement les Genevois eux-mêmes qui s'occupent d'éveiller la jalousie des Suisses sur ce point, nos ennemis prendront à plus forte raison ce soin. J'ai lieu de croire positivement que le nouveau ministre sarde en Suisse a déjà fait des démarches à cet égard et qu'il a annoncé que le roi de Sardaigne ne tarderait pas à faire des instantes demandes aux deux premiers cantons pour veiller, comme ils le doivent en effet par les traités, à l'indépendance de Genève. Cette sollicitude sarde est au moins singulière, mais au moins est-il certain que l'acquisition de Genève nous mettrait en démêlés avec la Suisse... Ne prends pas en mauvaise part si je laisse subsister ce qu'on dit dans la lettre de Zurich du citoyen Soulavie. Je ne doute pas que ce ne soit uniquement le langage de la passion. J'ai cru ne pas devoir supprimer ces inculpations afin que tu saches tout ce qu'on me mande (1)...

Ici se place une autre lettre de Soulavie à Robespierre.

Mon cher Robespierre,

Nous triompherons, mais avec de la sagesse et de la prudence.

Je persiste à vous prier de demander en original ma correspondance. J'écris le 15<sup>e</sup> numéro, voici des pièces dont vous ferez ce que votre prudence vous persuadera. — Faites saisir, je vous prie, le vieux Hennin.

La première des pièces en question contient une déclaration du directeur de la poste de Genève, en date du 27 novembre, constatant qu'un inconnu, à mine suspecte, avait jeté ce jour-là, dans la boîte aux lettres, quatre plis dont un contenait une proclamation imprimée de Georges III.

Voici le texte de la seconde :

*Réflexions sur l'état de la France.*

*Réponse à quelques demandes qui m'ont été faites.*

Il faut prendre bien haut pour avoir l'ensemble. La cours'est réservé, pendant toute l'Assemblée constituante, de s'occuper seule des affaires étrangères. Elle a eu soin d'écarter l'Assemblée nationale de toute connaissance. Là est la source des maux que nous souffrons.

C'est avec la cour de Vienne que la cour de France a tout arrangé; c'est

(1) KAULEK, *les Papiers de Barthélemy*.

cette cour qui a dit à Louis XVI : il faut sacrifier une portion pour avoir l'autre.

Si Gustave III ne fût pas mort, vous l'eussiez eu à la tête de vos ennemis.

Pour faire déclarer la guerre, il fut résolu d'en ôter l'odieux à Louis XVI, en la faisant demander par les Jacobins qui donnèrent dans le panneau.

Il fut résolu de la faire conduire par des Jacobins aussi, et on est certain que Dumouriez était vendu à l'Autriche et au Roi et plusieurs autres aussi.

La guerre étant déclarée, on était bien sûr qu'elle serait conduite comme la cour le voudrait. Lafayette et les autres généraux disaient hautement : *Jamais je ne me battrai au profit des Jacobins.* L'armée seule était fidèle.

Le peuple, qui ne se trompe pas, surprend la cour de France dans ces trahisons et jette le Roi dans une tour du Temple, malgré la majorité de l'assemblée dont les meneurs avaient quitté les Jacobins et s'étaient retirés à Saint-Roch, demandant la punition des contre-révolutionnaires républicains et de ceux de Coblenz.

On croit que c'est par l'organe de Manuel que la cour prisonnière a continué d'intriguer. C'est en cette circonstance que l'Autriche intrigua encore avec le pouvoir exécutif et la Convention nationale qui commence à se diviser en deux partis.

L'Autriche en choisit un, et c'est le parti qui a fait déclarer la guerre, et qui a constamment voulu un roi. L'Autriche a traité avec lui pour sauver Louis Capet. Elle a traité avec lui pour tous les grands décrets qui ont été combattus et contestés par la Montagne. Elle a traité avec lui pour chasser les Orléans ou les poursuivre.

Il n'y a pas un seul décret qu'ait fait passer le côté noir qui ne soit dans le sens des Autrichiens. Ils se sont emparés des finances par les vivres ; ils s'en sont emparés par les vivres des armées ; ils s'en sont emparés par les blés de Roland. Ils se sont emparés de l'esprit du peuple par tous les journaux, tous à la solde du parti, sans en excepter aucun de ceux qui existaient à l'époque du 10 août. Ils soudoyent même les journaux monarchiques, tel, le *Journal français*, qui n'a pas 400 souscripteurs.

Ils se sont emparés des affaires étrangères et voici comment ils les ont gouvernées.

Aucune négociation de l'Autriche n'avait pu déterminer contre nous ni l'Espagne ni l'Angleterre. Celle-ci craignait les commerçants. Maîtres du pouvoir exécutif, ils irritent l'Angleterre par l'ouverture de l'Escaut.

Le cabinet de Londres est composé de deux factions : la hanovrienne despotique qui voulait la guerre : ce parti est conduit par Pitt ; et la faction anglaise qui veut et a toujours voulu la paix.

L'Escaut, ouvert arbitrairement par Lebrun aux instigations de l'Autriche, l'Angleterre gronde et menace, le parti anglais mollit et Pitt triomphe. C'est quand il parle de guerre que nous la lui déclarons et à la Hollande et à l'Espagne.

Il est inouï en Europe qu'aucune puissance ait fait la guerre sans allié, qu'elle n'ait été démembrée.

C'est parce que la Pologne n'en avait pas en 1772, pendant la nullité de

Louis XV, ni en 1793, par la nullité de son prédécesseur, qu'elle a été démembrée.

Les puissances coalisées n'ont en idée un démembrement que parce qu'elles nous ont surpris sans alliés, et nous sommes sans alliés, parce qu'Antoinette, voyant arriver la Révolution, nous avait mis en cette situation. . . . .

Cette lettre, publiée sans date dans les *Papiers inédits*, dut être écrite à l'occasion du rapport de Robespierre sur la situation politique de la République française à l'égard des autres peuples.

Peut-être Robespierre avait-il demandé à Soulavie quelques notes sur les intrigues diplomatiques des derniers temps. Le rapport de Robespierre fut suivi d'un décret (1) qui avait surtout pour objet de proclamer l'exécution loyale des traités avec la Suisse, afin d'empêcher celle-ci de céder aux obsessions austro-anglaises, mais qui contenait aussi un sévère avertissement à l'adresse des hébertistes, dont les folies antireligieuses, très vivement désapprouvées par Robespierre, venaient de faire à la République des millions d'ennemis nouveaux.

Deux jours après, 21 novembre, Robespierre attaquait l'hébertisme au club des Jacobins et, le 5 décembre suivant, il plaidait éloquemment, à la tribune de la Convention nationale, la cause de la liberté religieuse foulée aux pieds par l'hébertisme. Répondant aux attaques des rois coalisés, il disait : « Ils nous accusent d'irréligion, ils publient que nous avons déclaré la guerre à l'humanité. Qu'elle est édifiante la piété des tyrans !... » Séparant la cause des peuples de celle des rois, il ajoutait : « Vos maîtres disent que la nation française a pros crit toutes les religions, qu'elle a substitué le culte de quelques hommes à celui de la Divinité; ils nous peignent à vos yeux comme

(1) Du 18 novembre 1793 :

La Convention nationale, voulant attester à tous les peuples les principes qui la dirigent et qui doivent présider aux relations de toutes les sociétés politiques; voulant en même temps déconcerter les mouvements perfides employés par ses ennemis pour alarmer sur ses intentions les deux fidèles alliés de la nation française, les cantons suisses et les États-Unis d'Amérique, déclare, au nom du peuple français, que la résolution constante de la République française est de se montrer terrible envers ses ennemis, généreuse envers ses alliés, juste envers tous les peuples; les traités qui lient le peuple français aux États-Unis d'Amérique et aux cantons suisses seront loyalement exécutés, etc.

un peuple idolâtre ou insensé. Ils mentent. Le peuple français et ses représentants respectent la liberté de tous les cultes et n'en proscrivent aucun ; ils abhorrent l'intolérance et la persécution, de quelques prétextes qu'elles se couvrent ; ils condamnent les extravagances du philosophisme comme les crimes du fanatisme... »

Dans cette même séance, la Convention rendit son décret relatif à la liberté des cultes, ce qui n'empêcha malheureusement pas les démolisseurs d'autels et les persécuteurs de consciences de continuer leurs tristes exploits.

Sur toutes ces questions, il existait un complet accord de vues entre le célèbre membre du comité de Salut public et le Résident français à Genève. Aussi ce dernier, dans sa dépêche du 29 novembre, s'empresse-t-il d'applaudir aux idées émises dans le rapport. « Depuis que je suis ici, écrit-il à Deforgues, j'ai travaillé dans le sens du beau rapport de Robespierre qui fait ici la plus grande sensation. Les seuls Comités et les seuls aristocrates ne l'ont pas lu avec enthousiasme. Marat (le jeune) voulait partir dans quelques jours pour être témoin des fêtes de son frère. Je l'ai engagé à être le courrier des lettres d'Autichamp. C'est un bon et honnête garçon qui, sans avoir l'ouverture de son frère, en a les principes. Il a à Paris une sœur qui a beaucoup d'esprit, qui voit beaucoup de monde et des députés, qui veut reprendre le journal de son frère, qui a les talents propres à cet emploi, et qui est attachée à sa patrie, Genève... »

Les lettres d'Autichamp, saisies à Lausanne, dont parle cette dépêche n'avaient pas, à ce qu'il semble, beaucoup d'importance. Au moins, le ministre déclara qu'elles n'auraient pas dû motiver l'envoi d'un courrier extraordinaire. Il fit compter toutefois au frère de Marat 600 livres pour son retour à Genève.

Le 30 novembre, Desonnaz écrit aux Jacobins : « Je vous dénonçai la perfidie des généraux Montesquiou et Kellermann, celle de leur état-major et les trames qui s'ourdissaient dans le midi de la République française : je viens vous entretenir



aujourd'hui de nouvelles trahisons, non moins dangereuses pour les intérêts de la liberté ...» C'est le général Carteaux que Desonnaz dénonce cette fois. Il l'accuse de vouloir « faire rompre au corps helvétique une neutralité si nécessaire aux intérêts de la République française. C'est par le moyen de Genève qu'il prétend réussir dans ce perfide projet ». Il envoie donc aux Jacobins un mémoire, en les priant de le communiquer au comité de Salut public.

Le 2 décembre, nouvelle lettre de Desonnaz au club des Jacobins. Il défend Genève contre ceux qui la calomnient et accuse Soulavie de comploter contre son indépendance. Il dit que Pitt a des agents dans la Suisse et à Genève et que leur chef est Duroveray, qu'il serait bon de faire arrêter, s'il est sur les terres de la République française. Il signale les relations de Soulavie avec le baron de Staël. Il cite enfin la conversation suivante de Soulavie avec Carteaux, lors du passage de ce général à Genève :

CARTEAUX. — De combien est la population de Genève ?

SOULAVIE. — De 30.000 âmes.

CARTEAUX. — Combien y a-t-il, sur ce nombre, d'hommes en état de porter les armes ?

SOULAVIE. — 4 ou 5.000.

CARTEAUX. — Cela n'est pas beaucoup. Les Genevois ont-ils beaucoup d'artillerie ?

SOULAVIE. — Passablement.

CARTEAUX. — Les artilleurs sont-ils bien exercés ?

SOULAVIE. — Pas extrêmement, que je sache.

CARTEAUX. — Il ne serait pas difficile de faire un coup...

SOULAVIE. — Vous dites bien, mais il faudrait qu'il fût assez prompt pour que les Suisses ne fussent pas avertis à temps.

CARTEAUX. — Combien les Suisses pourraient-ils envoyer de troupes à Genève et dans combien de temps ?

SOULAVIE. — 40.000 hommes dans deux fois 24 heures.

La conversation, ajoute Desonnaz, fut interrompue ici, et on n'a pas pu en entendre la suite (1).

On verra au 3 janvier la réponse des Jacobins à Desonnaz. Bourdillon, dans ses *Mémoires*, croit que Carteaux conspi-

(1) *Correspondance Grenus et Desonnaz*, I, 46.

rait avec Soulavie, et que celui-ci voulait provoquer une sédition à Genève, afin de la forcer de se donner à la France. Il ajoute que Robespierre tenait le fil des événements.

Le 3 décembre, Soulavie écrit à Deforgues :

Citoyen ministre, tu as été bien étrangement trompé par quelques ennemis de leur patrie et de la mienne, lorsque tu as pu croire que l'État de Genève avait cessé d'avoir pour le Résident de la République française la considération qu'il n'a pas cessé un instant de mériter. Trois fois depuis ta lettre, il a voulu savoir de la nation si cette inculpation était fondée, et trois fois il a reçu du grand club des révolutionnaires, bien plus nombreux que les assemblées du souverain, plus de démonstrations d'amitié et de vénération même qu'aucune autorité constituée genevoise en ait encore reçu depuis la Révolution.

Soulavie demande qu'on écarte les troupes placées à Versoix, qui arrêtent les voitures de Suisse : ce sont des vexations de nature à nous aliéner les Suisses. Il voit dans tout cela un complot des Brissotins et des aristocrates genevois.

Le 7 décembre, Soulavie, ayant obtenu une audience des Comités, fit un discours pompeux où il disait que le peuple français, plus juste et par cela même plus grand que le peuple romain, puisque ce dernier dépouillait les faibles qui se confiaient à lui, venait de rendre un décret par lequel, en déployant sa vigueur contre ses ennemis, il promettait justice et amitié aux États qui n'étaient point en guerre avec lui. Il remit ensuite le rapport fait par le citoyen Robespierre, au nom du comité du Salut public, sur la situation de la France, auquel était joint le décret adopté par la Convention nationale (1).

Le même jour, Soulavie signale à Deforgues les menées des Anglais et des Autrichiens en Suisse. Mais, dit-il, la Suisse gardera la neutralité. Il constate que Necker reste en dehors de toutes les manœuvres hostiles contre la France. Le Résident a été, le 22 novembre, dans sa loge, au club des révolutionnaires de la Montagne, l'objet d'une ovation. « Le procès-verbal du club ci joint n'exprime pas l'enthousiasme avec le-

(1) SORDET, *les Résidents français à Genève*.

quel je fus reçu et dans un moment où les Anglais me disaient émigré ou rappelé à cause de la dénonciation de Chaumette. De nouvelles manifestations ont eu lieu les jours suivants. » Soulavie montre la situation délicate du Résident à Genève. Il croit avoir toujours fait preuve de réserve et de prudence.

Le 8 décembre, Darneville écrit à Deforgues que la présence de Grenus à la Résidence a beaucoup indisposé les Genevois contre le Résident. On a vivement accusé Soulavie d'intriguer avec Grenus pour la réunion de Genève à la France.

A la même date, Grenus informe Desonnaz que « le malheureux Clavière s'est tué, victime de la faction Brissot, Girondins et autres, auxquels il s'était livré; un des hommes qui, je crois, l'a le plus infecté, est Reybaz... ».

L'anniversaire de l'Escalade (12 décembre) fut célébré cette année à Genève comme les années précédentes. Les Mémoires de Bourdillon rendent compte de la fête et du discours prononcé à cette occasion par le Résident de France. Soulavie parla des sentiments d'estime et d'affection de la République française « pour le peuple genevois ». On vit, paraît-il, dans cette expression une nuance dans le sens français. Bourdillon dit qu'elle n'échappa pas à Gasc, qui répondit à Soulavie que « l'honneur d'appartenir à la République française ne valait pas l'incalculable avantage de se gouverner soi-même ».

Desonnaz raconte ainsi à Grenus la fête de l'Escalade.

Vous savez sans doute que Soulavie est rappelé et que Delhorme vient à sa place. Beausobre (Soulavie), je ne saurais trop vous le répéter, est le plus grand scélérat que j'aie jamais connu. C'est un fourbe à qui les crimes sont familiers... Il est toujours avec Goehring et C<sup>ie</sup>. Carteaux a dîné hier à la Résidence avec quelques officiers de son état-major. Dupas, adjudant général de l'armée des Alpes, m'a assuré qu'il y avait quelque chose à la charge de l'ex-prêtre tonsuré. Je le croirais sans peine : tout ce qui tient ou tint à l'Église m'est suspect. Je suis toutes les trames qui s'ourdissent dans ces contrées, et j'espère, dans peu, pouvoir vous faire passer, ainsi qu'aux Jacobins, avec lesquels je suis toujours en correspondance, un mémoire qui ne sera pas inutile à la cause de la liberté...

Le gendre de Necker est à Coppet avec son beau-père. Quant à l'ancien secrétaire de l'ex-ministre financier (Coindet), il ne fait que voyager de Genève à Coppet, et je le crois très fort un agent; je l'ai rencontré plusieurs

fois chez Beausobre. Je crois que Gorani est un être peu dangereux ; cependant, je le surveillerai exactement...

Le 15 décembre, Soulavie raconte que, l'avant-veille, au club, un orateur (Bourdillon) a vivement attaqué les autorités de Genève, en priant le Résident de faire connaître le véritable état de Genève au comité de Salut public. — Le Résident a aussitôt répliqué que, fidèle aux lois du peuple français, il ne partageait pas les sentiments de l'orateur sur les autorités constituées. Les autorités l'ont fait remercier. Le club a voté l'impression de son discours. En recevant chez lui les remerciements des autorités, Soulavie a constaté qu'il n'y avait eu quelques nuages entre lui et les autorités qu'à l'occasion des passeports, mais que maintenant, la situation étant changée, tout était terminé. Soulavie réfute, à ce propos, les accusations portées contre lui par les Comités dont il démontre les torts ; mais, ajoute-t-il, « mes instructions ne portaient pas d'être leur premier commis, comme tant de mes prédécesseurs. » Il revient sur l'idée que dans tout ce qui s'est passé, il y a une machination pour attirer les Suisses à Genève et les brouiller avec la France.



Le sort de Soulavie était décidé à Paris, bien avant que cette dernière dépêche y parvint. Voici le texte du rapport présenté au comité de Salut public sur les plaintes du gouvernement de Genève, avec le décret de révocation qui en fut la conséquence :

*Plaintes portées contre le citoyen Soulavie, ministre Résident  
de France à Genève.*

Les Comités, qui composent le gouvernement provisoire de la République de Genève, ont envoyé à Paris deux députés chargés d'y porter leurs plaintes contre la conduite du citoyen Soulavie.

Ces députés ont consigné les griefs de leur gouvernement dans un Mémoire remis au ministre des Affaires étrangères par le ministre de la République de Genève. Voici l'énumération des griefs exposés dans ce mémoire :



1° Le 13 août, le citoyen Soulavie a remis au gouvernement une note par laquelle il lui demande des fusils, du canon et des canonniers. Le gouvernement n'a pas dû accéder à cette demande. Genève neutre, exposée aux ressentiments des Piémontais, qui semblaient menacer ses murs, dépouillée, depuis 1782, d'une partie de son artillerie et de ses fusils, ne pouvait, sans compromettre sa sûreté et violer sa neutralité, abandonner le reste de ses armes.

2° Le 30 du même mois, le Résident fit demander par son secrétaire de légation le prêt de 3.000 coupes de bled. Genève qui ne reçoit pas de grains de ses voisins, et qui ne tire ses approvisionnements de l'Allemagne qu'à la condition et sous l'engagement de ne les employer que pour ses habitants, s'est encore trouvée dans l'impossibilité de satisfaire à cette demande.

3° Des malveillants avaient répandu que le gouvernement tolérât à Genève beaucoup d'émigrés. Les Comités demandèrent par une note du 29 août que le Résident attestât la fausseté de ce bruit. Par une note du 7 septembre, le citoyen Soulavie fit la déclaration qu'on lui avait demandée. Mais son écrit contenait les principes les plus contraires à ceux que professe la République française. Il y annonce qu'en conformité des décrets de la Convention il ne s'immiscera point dans le gouvernement de Genève, et, en même temps, il s'en occupe de la manière la plus directe et la plus affligeante pour les Comités.

4° Le 23 septembre, le citoyen Soulavie remit au comité de Sûreté générale une note dans laquelle il expose qu'un patriote s'est plaint de ce que, la semaine précédente, il a été remis à des émigrés, par la chancellerie de Genève, une centaine de passeports qui ont été payés la plupart jusqu'à 25 louis. Un fait d'une aussi haute importance devait être vérifié sans délai. Le comité de sûreté générale requit le Résident de lui nommer incontinent le patriote qui avait connaissance de ce fait et lui déclara qu'il resterait en permanence jusqu'à ce que l'affaire fût entièrement éclaircie. Le Résident ne tint aucun compte de la note qui contenait cette réquisition. Le comité de Sûreté générale se vit, en conséquence, obligé de porter l'affaire au comité d'administration, et les deux Comités réunis firent remettre une nouvelle note au citoyen Soulavie. Dans un entretien qu'il eut avec le membre du comité d'administration chargé de la remise de cette note, le citoyen Soulavie déclara qu'il prenait, au nom de la nation française, tous les dénonciateurs et délateurs sous sa protection et il laissa la note des deux Comités sans réponse.

5° Bientôt une nouvelle circonstance força les Comités de lui remettre une autre note. Depuis quelque temps, il avait refusé de viser les passeports délivrés par le gouvernement de Genève. Cependant ces passeports n'étaient pas méconnus par les municipalités françaises des départements voisins. Mais tout à coup il les engagea à ne pas y avoir égard et à empêcher ceux qui en seraient munis de passer outre. Les Comités se plaignirent d'un procédé aussi étrange. Le Résident avoua qu'il avait donné aux municipalités l'avis dont il était question. Mais il ne répondit pas plus à la note relative à cet objet qu'à celles qui lui avaient été précédemment remises.

On ne sera pas surpris, disent les députés de Genève, de voir le Résident de France se conduire d'une manière aussi extraordinaire à l'égard des Gene-

vois, lorsque l'on saura que l'ennemi de la France, de la Suisse et de Genève, s'est depuis quelque temps emparé de lui. Cet ennemi est Grenus. Il loge à la Résidence : le citoyen Soulavie l'a associé à ses fonctions, c'est à lui qu'il renvoie les personnes qui s'y présentent, c'est lui qui expédie les affaires. Grenus est Genevois. Mais il est, en même temps, ci-devant noble français. Sa mère possède un domaine dans le district de Gex. Dès le commencement de la Révolution, il s'attacha au parti des aristocrates ; il se mit à la tête de la noblesse du pays de Gex, il en fut syndic. Au 10 août, il était à Paris et passa soudain en Angleterre. Quelque temps après, il reparut dans le Mont-Blanc et fut nommé député suppléant à la Convention nationale. Il allait et venait, intriguant sans cesse de Chambéry à Genève. Il se fixa dans cette dernière ville, s'introduisit dans le club fraternel, et y prêta le serment porté par les règlements. Nommé membre du comité de constitution que ce club avait établi, il s'en rendit maître, développa ses idées et proposa, sous de fausses couleurs, le rétablissement de l'ancien régime avec quelques modifications. Son projet fut écarté et l'on cassa le comité qui l'avait proposé. Grenus a voulu dernièrement reproduire ce projet dans le club fraternel ; on l'en a chassé.

D'après l'exposé de ces faits, et particulièrement d'après l'inculpation outrageante faite aux Comités de Genève, les députés de ces Comités s'en référent au ministre des Affaires étrangères pour juger s'il est possible qu'il existe des relations de confiance entre leur gouvernement et le Résident actuel de France.

#### *Observations.*

Le citoyen Soulavie a compromis la République française en faisant des demandes officielles dont le résultat devait être des refus, puisque le gouvernement de Genève n'aurait pu y accéder sans compromettre sa neutralité et même son existence politique, si l'on considère les circonstances où ces demandes étaient faites.

Il a compromis la République française en outrageant le gouvernement de Genève. C'était, en effet, l'outrager que de lui imputer hautement un délit de la nature de celui que présente la vente de ses passeports, sans en administrer aucune preuve et en refusant obstinément de nommer la personne sur la foi de laquelle il avait fait cette imputation au gouvernement.

Il a excédé les bornes de l'autorité qui lui est confiée, en refusant d'apposer son visa à tout passeport délivré à des Genevois par le gouvernement de Genève. Le visa n'étant qu'une formalité prescrite pour assurer en France l'authenticité des pièces délivrées par les gouvernements étrangers, les agents extérieurs ne pourraient le refuser que dans des cas rares, et après avoir fait part de leurs motifs au gouvernement vers lequel ils sont envoyés.

Le citoyen Soulavie a manifestement contrevenu aux décrets de la Convention en s'immisçant dans les affaires du gouvernement de Genève et en établissant dans sa maison une espèce de club, dans lequel on présentait à la discussion publique, non seulement les affaires relatives au gouvernement, mais même celles qui concernaient la République française. Et cette conduite est

d'autant plus étrange que ce club était composé de maires et d'officiers municipaux des communautés du Mont-Blanc qui ne pouvaient se rendre à Genève sans être réputés émigrés.

Enfin le citoyen Soulavie, sous le rapport de ses liaisons avec Grenus, est encore très reprehensible. Si Grenus est, en effet, un Français, s'il a rempli dans le Mont-Blanc les fonctions d'agent du pouvoir exécutif, s'il est, en un mot, député suppléant à la Convention nationale, il n'a pu se rendre à Genève sans émigrer, et le citoyen Soulavie n'a pu le recevoir chez lui sans crime.

Le ministre consulte le conseil exécutif sur le parti à prendre relativement au citoyen Soulavie.

*Rapport sur le citoyen Soulavie, ministre-résident à Genève.*

Le citoyen Soulavie avait été désigné pour ministre plénipotentiaire en Danemark. On s'aperçut que ses moyens et ses qualités le rendaient peu propre à remplir cette mission; on le nomma ministre-résident à Genève.

Depuis cinq mois qu'il exerce les fonctions de cette place, le ministre s'est convaincu que ses talents ni sa conduite ne répondaient point à l'opinion qu'on s'en était formée. Il a déjà compromis plusieurs fois la République. Il est instant de le rappeler, et le ministre n'attend à cet égard que l'autorisation du comité de Salut public.

Approuvé par le comité de Salut public.

Le 26 frimaire, l'an second de la République (16 décembre): Signé : CARNOT, BILLAUD-VARENNE, BARÈRE, ROBESPIERRE.

26 frimaire.

Le comité de Salut public, sur le rapport à lui fait par le ministre des Affaires étrangères, arrête que le citoyen Soulavie, Résident de la République française à Genève, sera rappelé sans délai et que la mission dont il était chargé près la République genevoise sera confiée au citoyen Rivalz. Le ministre des Affaires étrangères demeure chargé de l'exécution du présent arrêté, de laquelle il rendra compte au comité de Salut public.

CARNOT, R. LINDET.

Suit un rapport sur Rivalz, ci-devant secrétaire de légation à Berlin (1).

Cet agent a rempli une mission particulière en Suisse. Le ministre en a la plus haute idée d'après sa correspondance.

(1) Rivalz, agent français à Bâle, nommé ensuite en Suède. Voir dans *les Papiers de Barthélemy* sa correspondance avec Deforgues, Buchot, le comité de Salut public, etc.

## CHAPITRE XI

### POURQUOI LA RÉVOCATION DE SOULAVIE NE FUT PAS MISE A EXÉCUTION

(Décembre 1793 et janvier 1794.)

#### SOMMAIRE

Conférence de Soulavie avec le baron de Staël. — Impression produite en Europe par le culte de la Raison. — Le gouvernement du bourreau. — Conduite à tenir vis-à-vis des prêtres et de la population des campagnes. — Irritation de Robespierre contre les Hébertistes. — Portrait de Soulavie par Grenus. — Complots pour brouiller la France et la Suisse à propos de Genève. — Le général Dumas. — Joie causée à Genève par la prise de Toulon. — Manifestations au club des Montagnards. — Lettre de l'agent Payan. — M<sup>re</sup> de Staël. — Soulavie dénoncé par Darneville. — On le met sous la surveillance de Delhorme.

Au moment même où la destitution de Soulavie venait d'être signée, le comité de Salut public recevait du délégué aux relations extérieures communication d'une dépêche dans laquelle le Résident de Genève rendait compte d'une conférence qu'il venait d'avoir avec le baron de Staël. Voici le texte complet de cette dépêche qui constitue certainement une des pièces les plus curieuses de notre correspondance diplomatique pendant la période révolutionnaire (1).

Genève, 16 frimaire (6 décembre).

Cet homme que Robespierre vous nommera et qui me donna, quand j'étais à Paris, une idée des complots girondins, relativement à nos affaires étran-

(1) Soulavie a publié la plus grande partie de cette dépêche dans ses *Mémoires du règne de Louis XVI*, mais le texte intégral, d'après l'original qui est aux archives des affaires étrangères, est ici publié pour la première fois.



gères, complots que je fis connaître à Robespierre, à son secrétaire, à Billaud de Varennes, à plusieurs autres bons patriotes, à Pache et à Chaumette, une carte à la main; ce même homme qui exige que son nom ne soit jamais écrit dans mes correspondances, parce que, dit-il, l'Autriche sait tout, et qu'il ne veut pas être assassiné; cet homme, dis-je, sort de cette Résidence où il a resté près de trois heures... et parce qu'il voit *les ambassadeurs anglais et autrichien envoyés au corps helvétique et les syndics aristocratiques, ses parents* (1); parce que jamais il ne m'a trompé; parce que je n'ai à lui reprocher de ne m'avoir pas tout dit, ce qui, de sa part, m'a paru être l'effet de diverses considérations, j'avais vous rendre le résultat d'une longue conversation dont le récit n'est pas très consolant.

Tous les gouvernements, m'a-t-il dit, sont en fureur de nos fêtes de la Raison. Nos ennemis vont, cet hiver et à l'avenir, en tirer le parti convenable à leurs intérêts. Nous trouverions encore en Europe des alliés fidèles, des amis que notre résistance, notre courage attacheraient à notre cause, mais il a assisté, en dernier lieu, à des conversations de plusieurs hommes d'État qui ne croyent pas même en *Dieu*, mais qui ont tous unanimement répondu :

Quelle confiance le peuple aurait-il en nous, si nous favorisons ouvertement la cause des Français qui viennent d'abjurer Dieu et qui, à la place des anciennes idoles révérees, élèvent sur des brancards des femmes publiques parce qu'elles sont belles, et cela pour représenter la liberté qui est un être idéal? Cette idée de substituer un être de raison à un autre qui est vénéré en Europe a dû être dictée par Pitt, pour soulever contre nous la religieuse Angleterre et tous les peuples qui cultivent les anciennes divinités. A la bonne heure que la France change son calendrier et son culte et ses prêtres; mais encore fallait-il attendre à la paix.

Le projet de corrompre les patriotes est toujours permanent, et le projet aussi d'en assassiner au moins une douzaine (ce mot d'assassinat m'a été répété au moins cinq ou six fois). Pitt et l'Autriche sont les auteurs de ces projets et tant que l'Autriche sera ferme dans son inimitié, tant que notre gouvernement souffrira des mutations révolutionnaires, tant que le gouvernement en place reconnaîtra lui-même sa faiblesse et offrira les rênes au parti de l'opposition, nul ne traitera avec nous, nul ne reconnaîtra notre gouvernement; notre crédit restera nul, la guerre durera. Et d'ailleurs il n'y a pas de gouvernement lorsqu'il cède à un orage, lorsqu'il ignore l'art de contenter les mécontents, lorsqu'il déconcerte les meilleurs plans des amis secrets de la France, lorsqu'il laisse pénétrer ses propres secrets au point qu'il n'y a presque aucun plan d'exécution que Pitt et l'Autriche ne connaissent, ni aucun département où l'ennemi n'ait des créatures, ni aucun homme public un peu connu dont on ne connaisse aussi le caractère, la faiblesse et les moyens ou de le neutraliser, ou de l'annuler par la corruption, ou de le dégoûter.

Dernièrement, on a fait à un homme d'État bien intentionné pour nous la proposition de s'exécuter sur quelque point en faveur de la France. *La poire n'est pas mûre*, a-t-il dit, *c'est encore le gouvernement du bourreau*; je ne

(1) Les mots soulignés sont en chiffres.

puis me déshonorer aux yeux du peuple que nous gouvernons ; par le kalendrier et le culte nouveau, on vient de tout gâter en France et pour longtemps.

Pitt, dans cette circonstance, a beau jeu ; il est avoué de toute l'Europe que, ne détruisant pas la République, sa tête périra. C'est sa tête que Pitt défend. Malheureusement la France n'a aucun négociateur qui ait du crédit en Europe par des moralités connues ou des talents. L'arrestation de Chauvelin (1) va nous priver de ceux qui pourraient faire du bien et qui, pour bien faire leur métier, sont obligés de faire beaucoup de choses qui peuvent être mises en mauvais sens et punies selon cette interprétation.

Le crédit de la France est donc nul encore cette année-cy dans l'esprit des puissances de l'Europe ; aucune n'est encore dans l'intention de nous reconnaître. Nos dernières campagnes, dont on attendait des succès, ont donné la plus grande défaveur à notre cause ; la corruptibilité de nos agents effraye, la mutabilité des places ôte la confiance. Aussitôt qu'un homme à talent est élevé, son éclat est celui de l'éclair, tant dans le ministère que dans le comité de Salut public, à l'armée, aux Jacobins et à l'Assemblée nationale. Une éclipse a caché Danton dans un village (2).

L'ennemi à la vérité ne vaut pas davantage ; ses trahisons ont prouvé quelle était sa réelle puissance ; mais il va changer de théorie et de plan. Si cet hiver sa cavalerie n'est pas détruite, son éternel projet est toujours de tenter à Paris une descente. Paris est son but, il veut y régner ou le dissiper et le détruire. En cas de défaite de sa cavalerie, il a tout prévu. Il y a des ordres pour augmenter cette redoutable cavalerie. Condé et Valenciennes sont ses deux points d'appuy pour ses projets du printemps prochain. Ce qui le désole le plus, c'est l'activité et la justesse de notre artillerie. Ne la détériorons pas, perfectionnons-la. Faisons de cette partie encore une meilleure étude. Prenons garde à nos grandes villes frontières. La faiblesse de la France est là à cause des partis de l'intérieur qui les divisent. Le gouvernement compte trop sur la faiblesse des royalistes de l'intérieur. Leur force est considérable. Celle des Jacobins est, en beaucoup de parties, factice et faible, du moins l'ennemi le croit encore. Les royalistes sont forts de leur réserve. Ils ajournent leurs vengeances ; ils ont des signes pour se reconnaître et, comme le signe serait un crime digne de mort, il est peu connu.

Pour renforcer le parti des royalistes, Monsieur va à Toulon et M. d'Artois à la nouvelle Vendée. On ne compte plus sur la vie du fils de Louis XVI, mais les enfants de d'Artois sont là. Quand même les deux frères et les enfants n'iraient pas, on veut faire croire qu'ils sont à Toulon ou à la Vendée nouvelle, pour relever le courage des royalistes qui sont dans l'abattement.

Voilà, citoyen ministre, le discours que m'a tenu cet homme qui m'a répété tout ce qu'il m'avait assuré avec vérité à Paris ;... homme de probité et pré-

(1) Le marquis de Chauvelin, après avoir été ambassadeur en Angleterre en 1792, sous la direction de Talleyrand, avait été ensuite envoyé à Florence. A son retour, en novembre 1793, il fut emprisonné comme suspect et ne recouvra sa liberté qu'après le 9 Thermidor.

(2) Danton s'était retiré à Arcis-sur-Aube, son pays natal, où il resta quelques semaines, les uns disent par raison de santé, les autres par dégoût de la politique du temps.

cieux que les personnes dénommées dans les chiffres de cette lettre travaillent de toute manière pour l'avoir à eux ; et il m'a dit que *c'était la réponse qu'il faisait au préjudice que lui a porté un député qui doit lire sans doute ma lettre ou l'entendre*, et qu'il ne faisait pas pour cela moins de vœux pour le salut de la France qu'il servirait toujours tant qu'il pourrait.

Je ne diray pas ici combien j'ay réfuté victorieusement la plupart des idées que j'ay rapportées cy-dessus ; vous sentez, citoyen ministre, qu'on ne tiendra pas devant moy des discours qui affaiblissent les vertus et le courage du *peuple français*, sans que je ne parle sur ma patrie comme je sens ; mais j'ay dû vous dire toutes les nuances de cette conversation et les erreurs comme les vérités relatives aux opinions que conçoivent de nous les agents des puissances étrangères. J'ay été plus loin, je lui ay demandé ses opinions sur le remède à tant de maux. Voici ceux qu'il croit urgents et nécessaires.

1<sup>o</sup> Observer les prêtres constitutionnels, surtout les évêques, faciliter les mariages, accorder à la femme qui épouse un prêtre et qui n'aurait rien la moitié du traitement du prêtre après sa mort. Ce prêtre sera tenté par la servante et la maîtresse ;

2<sup>o</sup> Éviter, avec les prêtres sermentés, les fautes qu'on a commises avec les prêtres non sermentés ;

3<sup>o</sup> Ne pas inquiéter les campagnes à ce sujet ;

4<sup>o</sup> Permettre tel culte que le peuple voudra ;

5<sup>o</sup> Laisser aux municipalités la puissance la plus absolue sur les objets du culte à détruire ou à conserver ;

6<sup>o</sup> Substituer un vrai culte au culte passé ; le substituer sur-le-champ. Le peuple en France a encore besoin d'une manière d'opéra ou d'un amusement quelconque ;

7<sup>o</sup> Quant aux puissances étrangères, éviter d'offrir à l'opposition le gouvernement, récompenser par des emplois les chefs de cette opposition dignes d'un tel traitement ; ne pas les châtier ni les punir sans mettre en évidence le délit. Tous débats d'autorité avec l'autorité populaire annoncent à l'Europe l'instabilité dans notre gouvernement. Chez l'étranger, on attend la chute ou le triomphe pour agir pour ou contre ;

8<sup>o</sup> Faire valoir partout aux yeux des puissances de l'Europe et dans l'intérieur la bassesse et les trahisons de Pitt, démontrer chaque jour par des faits que la perfidie est leur force ;

9<sup>o</sup> Tout sacrifier pour la destruction de la Vendée et la prise de Toulon. La paix PEUT-ÊTRE est là. J'ajoute que de Berne il m'est venu vingt fois cette phrase cy : Que font des troupes inutilement à nos portes ? — *A la Vendée ! A la Vendée !*

10<sup>o</sup> Ne pas se reposer cet hiver. Diriger toutes nos forces contre la cavalerie ennemie. La boue et la glace perdront leurs chevaux. Cette cavalerie est la dernière ressource de l'ennemi. Si nous la détruisons, la paix est ASSURÉMENT LA ;

11<sup>o</sup> Détruire absolument la mauvaise impression que le culte nouveau a faite en Europe. Nous y avions encore des amis chez le peuple protestant ; nous les avons perdus. Et cependant on croit que si la Convention déclarait *que la nation ne veut privilégier aucun culte, mais que si elle voulait s'expliquer*



*ce serait celui des protestants, comme plus analogue à la simplicité de la vraie religion ; cette déclaration ou un discours d'un notable député, ne fût-il suivi d'aucun décret, mais d'applaudissements, ferait beaucoup chez les États protestants cela m'a été dit et demandé pendant trois fois ;*

12° Accorder aux pasteurs protestants les mêmes émoluments qu'aux prêtres catholiques en place ou retirés.

Voilà, citoyen ministre, une conversation dont j'ai dû être l'historien fidèle ; l'homme qui l'a tenue avec moi m'a paru désirer qu'elle fût connue du comité de Salut public, et toutefois être ignoré. Robespierre vous le nommera.

SOULAVIE (1).



Pour qui connaît les idées qui prévalaient alors dans le comité de Salut public, et surtout dans l'esprit de Robespierre, le document ci-dessus, malgré les préoccupations personnelles trop visibles du prêtre marié, suffirait à indiquer pourquoi le décret de destitution de Soulavie resta nul et non avenu. Disciple de Rousseau, Robespierre croyait à Dieu, et l'on connaît ses démêlés avec Guadet aux Jacobins à propos de la Providence. Les mascarades du culte de la Raison, qui nous rendaient la risée de l'Europe, la guerre faite au culte catholique, sous l'impulsion des Hébertistes, l'avaient profondément irrité contre Hébert, Chaumette, Anacharsis Clootz et leurs adhérents ; il est possible qu'en les poussant peu après à l'échafaud il ait songé au débarras qui en résulterait pour ses desseins ambitieux, mais il est certain que leur action lui paraissait réellement funeste à la République, à cause des ennemis innombrables qu'elle lui faisait en province ; peut-être même était-il sincère en leur reprochant, ce qui était d'ailleurs le grief inévitable fait à tous les condamnés, d'être des agents de Pitt, des traîtres payés par le gouvernement anglais pour semer l'agitation et la discorde en France. Tout ce que disait Soulavie

(1) On peut rapprocher de cette dépêche le compte rendu d'une autre conférence avec le baron de Staël, qu'eut, peu après, à Zurich, un autre agent français appelé Schweizer. La lettre de Schweizer, qui se trouve dans la correspondance diplomatique de Suède, aux archives du ministère des Affaires étrangères, est du 8 nivôse an II (27 décembre 1793) ; elle constate, comme celle de Soulavie, le tort immense que les folies anti-religieuses des hébertistes avaient fait à la France au dehors et le discrédit qui en était résulté pour ses agents auprès des diverses puissances.



sur l'attitude à tenir à l'égard du clergé et des populations des campagnes, sur la désastreuse impression produite en Europe par le culte de la Raison et sur la nécessité urgente de « substituer un vrai culte au culte passé » allait droit au cœur de Robespierre qui puisa peut-être dans la lettre de Soulavie les motifs déterminants pour l'établissement du culte de l'Être Suprême.

Quant à l'allusion au gouvernement du bourreau, elle ne pouvait rien avoir de personnel pour Robespierre qui, au dire de ses historiens, n'a jamais cessé de réagir contre le système de la Terreur, et dont la chute serait venue en grande partie de ce qu'il aurait voulu mettre un frein au courant révolutionnaire (1). Soulavie s'était déjà trouvé en communion d'idées avec Robespierre sur la question de la guerre, déclarée inconsidérément sous l'influence girondine. Dans sa dépêche du 16 frimaire, il insistait sur la nécessité de tenir compte de l'opinion de l'Europe, et de former un gouvernement stable avec lequel celle-ci pût traiter. Toute cette manière de voir ne pouvait encore qu'être agréable à l'homme qui était alors le véritable directeur du gouvernement français et rien ne se conçoit mieux que l'appui persistant qu'il ne cessa dès lors de prêter au Résident de France à Genève. Il est bon d'observer ici que, si Soulavie avait été fortement battu en brèche par les Comités de Genève, il avait été vigoureusement soutenu par les autorités de la frontière et principalement les municipalités françaises de Versoix et Carouge.

Une lettre de Grenus à Desonnaz, en date du 1<sup>er</sup> décembre, faisait déjà pressentir ce qui devait arriver au sujet de Soulavie. « On a voulu, écrivait le député suppléant du Mont-Blanc, m'impliquer dans l'affaire du Résident, que j'ai cru devoir justifier auprès des personnes en place, parce qu'on l'a calomnié jusqu'ici. Il est conservé, et il le sera, à ce que je crois, quoique la prévention soit grande contre les prêtres; mais il s'est marié, il a renoncé de bonne heure, etc. Il peut paraître

(1) Voir l'*Histoire de Robespierre*, par M. Ernest Hamel.

utile et être chargé de négociations importantes et dont il aurait le fil. Enfin, il pourra arriver que les persécutions des Comités, les dénonciations de ses agents, finissent par être un brevet de plus de patriotisme (1). » Grenus avait, du reste, la plus mauvaise opinion du caractère de Soulavie et, quelques jours après, le 29 frimaire (19 décembre), dans une nouvelle lettre à Desonnaz, il en faisait un portrait à l'emporte-pièce, aux traits évidemment grossis, mais dans lequel un côté au moins de la physionomie du Résident de Genève est vivement dessiné.

Voici le caractère de Beausobre (c'est le nom sous lequel Grenus et Desonnaz sont convenus de désigner Soulavie) : il n'est pas très beau, mais ce n'est pas ma faute. Il est d'après nature. Né avec des passions ardentes, un caractère bilieux, et un caractère concentré, son état et son éducation l'ayant trouvé disposé à l'hypocrisie, ils l'ont parfaitement secondé. Ambitieux et avare : c'est là la base de ses principes, ils tendent uniquement à ses succès. Il ne se fait des amis que pour réussir dans ses vues et est toujours prêt à les sacrifier à son but. Il servira la Révolution parce qu'il dépend de la Révolution et que l'amour l'a mis dans le cas de n'avoir plus à balancer. On prétend qu'il a été brissotin, qu'il a changé d'habit et de couleur selon la circonstance (voilà ce que j'ignore), mais cela se peut, ce genre d'être se prête à tout. Il eut les faveurs de l'ancien régime par intrigues ; il veut la même chose sous celui-ci. Son orgueil le portait aux plus vastes prétentions. Je soupçonne qu'il a échoué sous l'ancien. Mais ayant plus vécu dans la solitude qu'avec les hommes, il est de mœurs grossières ; il choisit mal ses agents, son imagination le séduit. Il a trop l'air fin pour l'être. On voit que tout ce qu'il dit est préparé, qu'il ne parle que dans un but qui lui est personnel ; d'ailleurs sa préoccupation le rend distrait. Quand il ne parle pas, on le voit s'occuper de ce qu'il va vous dire. Il a dans ses méthodes celle des fausses confidences, qu'il fait précéder de protestations de franchise... Il ne réussira pas. Il se confie à tort et à travers, et se méfie de même ; il est soupçonneux à l'excès ; il ne suppose jamais qu'on fasse ou qu'on dise quelque chose sans un but personnel... Il a été zélé pour le Mont-Blanc, pour la République, mais quand ensuite je vois sa manière de faire, il me survient des espèces de doutes, ou du moins je suspens mon jugement. Je l'ai soutenu ici parce qu'on l'accusait mal et méchamment ; mais actuellement, je serais très embarrassé de donner un jugement sur une tête aussi mauvaise et sur une âme aussi double et un caractère si faux.

C'est le 2 nivôse (22 décembre) que Deforgues communiquait officiellement au président du comité de Salut public la dépêche de Soulavie, en l'accompagnant du billet suivant :

(1) *Correspondance de Grenus et Desonnaz*, I, 71.

Je m'empresse, citoyen député, d'exposer sous les yeux du comité que vous présidez, la copie collationnée d'une dépêche qui m'est adressée de Genève, en date du 16 frimaire, contenant le récit littéral d'une conversation secrète recueillie par notre agent sur les sentiments et les projets de nos ennemis, dans les circonstances présentes. Des mesures qui ne paraissent pas moins dignes d'être méditées, sont proposées par cet agent. J'ai pensé qu'outre l'envoi que je fais aujourd'hui de cette dépêche, dans la correspondance pour le comité de Salut public, je devais lui en adresser un *duplicata* isolément, pour fixer plus particulièrement son attention et sa sollicitude.

Salut et fraternité,

DEFORGUES.

En même temps, le délégué aux relations extérieures envoyait à Soulavie l'arrêté du 26 frimaire (16 décembre) qui séparait de nouveau les légations du Valais et de Genève, sans souffler mot des deux autres arrêtés de la même date qui destituaient Soulavie et lui donnaient Rivalz pour successeur. Deforgues envoyait encore au Résident de Genève, ainsi tacitement confirmé dans son poste, un arrêté du 28 frimaire, destiné à faciliter les communications pour les Suisses et leurs propriétés, et un autre arrêté du 29 frimaire, tendant à faire acheter en Suisse autant de poudre que possible.

Sachant la violence des attaques dont il était l'objet, Soulavie défendait auprès du ministre, le 17 décembre, sa conduite à Genève.

Quatre mois avant mon arrivée, on complotait de divers côtés pour introduire les Français à Genève, et y attirer ainsi les Suisses. Le coup a raté.

1<sup>o</sup> Pacifier les deux partis de Genève : celui des Montagnards ou Marseillais, et celui du gouvernement actuel ;

2<sup>o</sup> Les empêcher de venir aux mains ;

3<sup>o</sup> Donner de bons avis en secret au parti montagnard quand l'autre l'opprime ;

4<sup>o</sup> En donner à celui-ci, dans le cas contraire, pour les empêcher d'avoir recours à la prise d'armes seulement, et pour tenir les Suisses chez eux :

Voilà ce à quoi je me suis, nuit et jour, étudié depuis que je suis ici ; voilà ce qui a déplu en cette ville aux conspirateurs et aux fédéralistes et ce qui me fera perdre ma place, si le ministre se laisse tromper et si le comité de Salut public est trompé. Je pourrais faire ici un supplément de révolution en faveur de la Montagne, mon inclination personnelle eût été satisfaite. Il est notoire que j'ai travaillé constamment au maintien des choses telles que je les ai trouvées à Genève.

Le 3 nivôse (23 décembre), Soulavie raconte des tentatives de corruption dont il aurait été l'objet. (Les faits cités ne paraissent pas bien graves.) On lui a dit que tous les Résidents avant lui s'étaient enrichis et qu'il lui serait facile d'en faire autant. On lui a dit cela la dernière fois qu'il a dîné avec Simon (1), Dumas (2), les généraux, les autorités, etc. Il raconte une entrevue avec le général Carteaux, qui avait des projets d'annexion de Genève. « Depuis six mois que je suis ici, c'est le troisième général que je prends sur le fait d'avoir voulu s'emparer de Genève. » Soulavie est contre ce projet. Il mentionne que Barère a dénoncé Carteaux à cette occasion. Cette affaire de Carteaux revient plusieurs fois dans la correspondance de Grenus et Desonnaz. D'après ce dernier, le général Carteaux aurait dit qu'il *avait des ordres sur Genève*, mais qu'il ne voulait pas les suivre, parce qu'ils étaient contraires aux vues du comité de Salut public. Le même jour, 22 décembre, Grenus écrivait de Paris : « On m'a dit qu'un des sujets de l'arrestation de Carteaux était pour avoir voulu, étant général de l'armée des Alpes, semer des mésintelligences entre la République française, la Suisse et Genève. Je n'ai vu cela dans aucun papier ni rapport, que des mots vagues dans Perlet. On m'a dit plus, qu'il avait ou voulu assiéger Genève ou menacer de l'assiéger. Comme personne ne m'a écrit un mot de cela, ni de Genève, ni des départements de l'Ain et du Mont-Blanc, cela me paraît très extraordinaire et, si cela était, très extravagant... »

Quelques jours après (le 5 janvier) 1794, Grenus écrivait encore : « Carteaux ne peut avoir eu *des ordres sur Genève* ; cela est trop contraire aux vues du comité de Salut public... »

(1) L'ex-prêtre Simon, député du Mont-Blanc à la Convention nationale.

(2) Le général Dumas (le père d'Alexandre Dumas) était né à Villers-Cotteret en 1762 et mourut à Paris en 1806. Il fut nommé général de division le 13 septembre 1793. Appelé au commandement en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales, il la quitta presque aussitôt pour passer à l'armée des Alpes. Il enleva les redoutes placées sur le mont Saint-Bernard et défendues par les Piémontais. Le Mont Cenis fut attaqué avec la même vigueur et Dumas s'empara de tous les bagages de l'ennemi, de trente pièces de canon et de dix-sept cents prisonniers. Il commanda ensuite, mais peu de temps, l'armée de l'Ouest.



La reprise de Toulon excita à Genève un enthousiasme général. Les sans-culottes vont faire une ovation à la Résidence. « La foule, écrit Soulavie (le 23 décembre), se porte au grand club. Ce club, par jalousie, a ajouté à son nom de *révolutionnaire* celui de *la montagne*, parce que les Montagnards s'en sont retirés pour aller dans un club séparé où ils ont obtenu l'affiliation avec les Jacobins de Paris. Il y avait 2.500 personnes au club. On demande les canons pour fêter l'événement. Le Résident consulté répond qu'il faut s'en rapporter à la sagesse des Comités. Il sort aussitôt après. La foule réclame les canons. Des membres des Comités font observer que c'est rompre la neutralité. On persiste. — J'étais sorti du club avant ces mouvements et j'avais rencontré des groupes qui disaient tout haut : *Que tardons-nous à nous dire Français ? N'aurons-nous pas les canons ?* — J'ai été tellement saisi de ce bruit étrange, sachant bien que ce n'était qu'un vœu partiel, que j'ai demandé aux Comités une conférence pour écarter du Résident tout soupçon s'il arrivait du désordre... » Il reçoit un bon accueil des Comités qui reconnaissent la correction de son attitude. Il évite une députation des Montagnards. Il retourne au club et remercie l'assemblée de ses manifestations sympathiques. « Ainsi s'est écoulée une journée qui a donné bien des sollicitudes. Je ne sais encore ce qu'ont fait cinq ou six meneurs montagnards dans un comité secret ; mais je suis bien sûr que le projet de nous brouiller avec les Suisses par Genève dure encore, et que des membres des Comités sont du complot. Je suis bien sûr qu'il y a à Genève un parti qui veut la réunion à la France, qui la veut absolument et fortement, et ce parti prend des forces chaque jour. » Soulavie craint un choc entre les deux partis. Il fera tout pour le prévenir « parce que la Suisse est à nos portes ».

Desonnaz raconte ainsi à Grenus la joie produite à Genève par la nouvelle de la reddition de Toulon.

J'ai dîné à la Résidence avec le général Verdelin, quelques officiers de l'état-major et un commissaire du pouvoir exécutif. Sur la fin du repas, nous avons été surpris agréablement par l'arrivée de six cents patriotes en

bonnets rouges, qui sont venus danser à la cour de la Résidence. Soulavie leur a adressé la parole et leur a témoigné, au nom de la République française, qu'il était très sensible à cette démonstration d'amitié du peuple genevois. Le soir, la Résidence a été illuminée, et les processions de patriotes en bonnets rouges et le flambeau à la main se sont promenées toute la nuit... J'ai sondé Beausobre (Soulavie) sur Staël, et il m'a avoué qu'il le voyait très souvent ; il m'a dit que l'ambassadeur de Suède était très favorable à la République française... Il se fait des rassemblements d'aristocrates à Céligny ; c'est là où Gorani s'est réfugié... J'ai changé d'avis sur Gorani. Je le crois, au contraire, un homme extrêmement dangereux... J'apprends de Lyon que Carteaux est mandé par les représentants du peuple.

Tandis que Soulavie accusait bien des gens, et notamment les Comités de Genève, de chercher à brouiller la France et la Suisse au moyen de Genève, il était lui-même à Paris l'objet de la même accusation, émanée d'un agent nommé Payan, qui avait été chargé d'une mission en Suisse par Deforgues. Cet agent expose, dans une dépêche fort curieuse, que si l'on peut, si l'on doit même être révolutionnaire à Paris, il faut être conservateur en Suisse. L'une des principales causes des maux de notre patrie, dit-il, a été cette rage de *municipaliser* ou de *réunir*, inspirée par des traîtres ou des imbéciles. Il indique les causes de désaffection des Suisses. Grâce à Barthélemy, ils sont restés neutres. « On peut être exalté en France, il le fallait ; en Suisse, il faut de la modération, de la persuasion. Qu'un modéré français soit guillotiné, c'est cette race maudite qui a entravé la marche révolutionnaire ; qu'un modéré suisse, qui n'a aucunement intérêt à notre gouvernement, soit regardé comme un patriote, qu'il soit ménagé. »

Parmi les mesures que Payan conseille de prendre figure la suivante :

« Expulser Soulavie de Genève ; il s'est rendu odieux et méprisable ; il suit toujours le système de révolutionner en Suisse ; il y a des agents qui alarment les cantons. »

Payan attaque le général Vieusseux « qui menaçait de brûler Bâle ; c'était un parent de Clavière, il a émigré. Vous devez voir par là, ajoute-t-il, qu'il existait réellement un complot de nous brouiller avec la Suisse : Vieusseux à Huningue,

Soulavie à Genève, Rengguer à Porrentruy, Gobel à Paris ». La même lettre fut adressée à Robespierre (1).

Le 7 nivôse (27 décembre), Soulavie raconte à Deforgues son refus d'aller au club des montagnards et son entretien avec la députation chargée de l'inviter. « Je n'irai au club des Montagnards que lorsque les Montagnards auront la considération requise et assurée pour être auprès d'eux sans inconvénient. Croiras-tu que tous les sans-culottes étant venus en armes à la Résidence, la musique de la République en tête, pour m'accompagner au grand club, m'offrirent : 1° un bonnet rouge ; 2° un sabre nu pour commander la marche jusqu'au grand club. J'eus beaucoup de peine à me débarrasser de leurs instances. »

Le 28 décembre, Soulavie écrit : « Genève s'est toujours maintenue entre ses trois voisins (France, Suisse et Piémont) en s'appuyant contre un sur les deux autres. La défaite des Piémontais dans le Mont-Blanc la privait d'un de ses moyens et ne lui alla pas. La prise de Toulon, au contraire, ne change rien à sa situation, et elle s'en réjouit. Le lendemain de ce jour, Genève fut très sombre sur la nouvelle de l'arrestation de Carteaux, prévenu d'avoir voulu attenter à l'indépendance de Genève. Les Comités se déclarèrent en permanence. Vainement avais-je démontré que l'arrestation de Carteaux prouvait la bonne foi du comité de Salut public; des trames contre Genève étaient présentes dans toutes les imaginations... »



L'année 1794 s'ouvre par de nouvelles dénonciations du jeune fanatique Desonnaz. Il écrit le 1<sup>er</sup> janvier à Grenus : « Voici de nouvelles découvertes sur Staël. Il a loué une maison entre Coppet et Nyon. De là il se rend à Céligny, où il a de longues conférences avec Gorani et Naville. Necker est à Lausanne depuis quelques jours. Coindet (le secrétaire de

(1) *Papiers de Barthélemy*, dépêche du 24 décembre 1793.

Staël) ne fait que voyager de la Suisse ici. Il a de secrètes conférences avec Soulavie. Staël vient moins rarement chez ce dernier depuis quelques jours. Toutes ces manœuvres finiront, je l'espère, par conduire à la guillotine les principaux acteurs. »

Desonnaz recevait, quelques jours après, la réponse suivante du club des Jacobins de Paris au sujet de ses dénonciations contre Soulavie et le général Carteaux : « Tu nous communique, par ta lettre datée de Genève le 2 décembre 1793 (vieux style), des renseignements dont nous te remercions; tu parais flatté de l'estime que la Société t'accorde; tu dois, en effet, t'en faire honneur, car les francs Jacobins ne sont point prodigues de leurs sentiments, et ils ne les accordent qu'aux personnes qui leur en semblent dignes; nous ferons tel usage que de raison des diverses notes contenues dans ta missive. »

Le 16 nivôse (5 janvier), Soulavie dénonçait à Deforgues de prétendues menées de M<sup>me</sup> de Staël.

La fille de Necker est de retour de Londres avec un vernis d'intrigue contre nous. Je viens de déjouer une intrigue atroce de cette dernière. Elle s'est dévoilée depuis le départ de son mari. C'est elle qui a remis à son secrétaire treize louis qu'il s'est fait saisir *en transit*; c'est elle qui a animé cet homme qui ne désire rien tant que de perdre son procès, pendant à Gex sur cette saisie, pour aller parcourir les cantons et leur montrer authentiquement que les décrets sur la neutralité sont illusoires, puisque nos tribunaux les annulent. Elle m'écrit toutefois que son mari est parti et que, l'ayant assurée que j'avais prédit tous les événements actuels, elle désire que j'aye avec elle les rapports que j'avais avec lui. Comme les devoirs de ma place me permettaient de voir l'ambassadeur, je ne crois pas pouvoir avoir avec elle aucun rapport sans ta permission expresse; je te déclare néanmoins que j'ay à présent des indices qu'elle est à la tête des intrigues du pays et il serait bon de les connaître.

Pour déjouer ses complots, j'ay demandé à la commune de Prégny qui a arrêté les louis de me les remettre et que j'en répondais. J'ay mis ainsi les juges dans la perplexité, et dans le cas où ils jugeraient contre Coindet, j'annule ses efforts en Suisse; j'ai pris les moyens pour qu'on y sache que si nos juges condamnent les traités l'agent de Genève les maintient...

Soulavie énumère ensuite les causes de division avec la Suisse:

Arrestations arbitraires d'argent,



Sévérité de nos tribunaux,  
 Ton insultant de nos militaires,  
 Violation des droits sur le lac,  
 Effronterie et imprudence des gardes,  
 Conduite de Genève où l'on fait tout pour monter le peuple contre nous...  
 La destruction à tout prix du parti des Montagnards genevois est résolue,  
 parce qu'ils désirent, sinon la réunion actuelle, du moins une alliance avec  
 nous, plutôt qu'avec les Suisses.

Soulavie avoue, dans cette dépêche, que les Montagnards à Genève « *ne parlent que de guillotine* », ce qui ne fait que trop comprendre les défiances excitées par ses relations connues avec ce parti.

Il termine par l'exposé suivant de faits et observations qui, dit-il, seront longtemps des principes pour cette Résidence et des vérités à méditer :

1° Le gouvernement genevois déteste ici le parti français ou montagnard, et c'est en général l'esprit des Genevois ;

2° Le gouvernement est dans une perpétuelle perplexité, craignant sans cesse la proclamation de l'Union ;

3° Jamais le parti montagnard ne réunira le vœu libre du souverain pour les emplois ;

4° Le parti français sera perpétuellement ici le seul parti de l'opposition, le parti le moins nombreux, le parti le plus ardent pour la liberté, le parti le plus orageux ;

5° Si un Résident de France est jacobin, le gouvernement se défiera sans cesse de lui, quelque homme de probité qu'il soit ;

6° Si un Résident a l'adresse de bien vivre avec les Montagnards et avec le gouvernement, il sera détesté dans les environs ;

7° Le gouvernement genevois, travaillé lui-même par tous les partis de l'intérieur et du dehors, cherche naturellement à se débarrasser de la crainte que lui inspirent les partis ;

8° Le gouvernement genevois a dit, en conséquence, à Berne : Donne-moi de la force contre les partis, garantis ma constitution et mon indépendance ;

9° Je te donnerai, en échange, l'influence et la force de nos fortifications et t'assurerai le pays de Vaud ;

10° Par la raison des contraires, le pays de Vaud et les environs le détestent ;

11° Et d'abord le pays de Vaud le déteste parce qu'il est l'instrument et moyen possible de subjection.

La prise de Lyon, l'évacuation du Mont-Blanc, la prise de Toulon et plus encore le rapport de Robespierre ont si bien animé tous les partis que les vérités ci-dessus sont sorties comme du sein de la terre.

Un Résident de France zélé pour sa patrie regardera les partis comme autant de machines à employer à l'utilité de la République ; ne se partialisera pas ; mais il ne peut, il ne doit sacrifier le parti français ; le parti de l'opposition fut toujours en Europe un moyen d'énergie, de force et d'influence contre tous nos ennemis. C'est une vérité que la nature ne désavoue pas ; et comme dans tous les gouvernements, même les plus despotiques, il y a toujours une opposition, la France, par l'opposition seule, pourra s'en aider avec fruit.

Le 7 janvier, Soulavie annonce que les Montagnards ont fait une nouvelle démarche auprès de lui. Il faut empêcher l'alliance de Genève avec la Suisse, mais en secret.

Le 8 janvier, Deforgues informe Soulavie que sa dépêche du 16 frimaire lui a paru assez intéressante pour qu'il ait cru devoir en envoyer copie au comité de Salut public. Les autres sont peu importantes. Il le blâme de s'être arrogé un pouvoir qu'il n'avait pas, par l'espèce de proclamation qu'il fit à l'occasion d'une plainte du Directeur des postes de Suisse à Genève, bien que l'objet de cette proclamation soit louable en soi. Il lui dit que ses dépêches au sujet de Darneville sont contradictoires. Il résulte des informations prises que Darneville ne mérite aucun reproche ; cependant, comme c'est un ci-devant noble, on lui donne l'ordre de cesser ses fonctions et de rentrer en France aussitôt après l'arrivée de son successeur.

Le 9 janvier, Desonnaz écrit à Grenus : « La conspiration de Soulavie et de tous les scélérats, ses complices, est diablement déjouée par l'arrestation de Carteaux et autres. Nous n'avons pas médiocrement contribué à faire échouer leur projet... Staël est parti pour la Suède, à ce qu'on assure. »

Le 13 janvier, le club de la Montagne de Genève demanda le rappel de Reybaz. Les Comités de Genève virent naturellement dans cette démarche un effet des conseils de Soulavie. Le lendemain, Darneville rendait compte à Deforgues d'un entretien qu'il avait eu avec Desonnaz « qui a été longtemps le confident de Soulavie ». Desonnaz est convaincu que Soulavie est un contre-révolutionnaire payé par Pitt... Les citoyens Adam, Goëhringer, Gonton, Nef, Marat, sont ses agents en Suisse. Le maire de Versoix est son intermédiaire. Soulavie a offert 12.000 fr. à Desonnaz pour une mission à Paris.

Soulavie a l'intention d'émigrer. Il a déjà fait passer sa bibliothèque en Suisse ; elle est chez le baron de Staël. Desonnaz a dénoncé Soulavie aux Jacobins de Paris, qui l'ont engagé à surveiller ce personnage. Soulavie, qui n'est pas riche, a voulu acheter une propriété en Suisse, etc., etc.

Trois jours après, Darneville est obligé de revenir sur ce qu'il a écrit au sujet de la bibliothèque de Soulavie. Il a vérifié qu'elle n'avait pas quitté la Résidence.

Si l'on avait renoncé pour le moment à rappeler Soulavie, on voulait au moins le mettre en surveillance, et c'est Delhorme, l'ex-secrétaire de la légation de Genève, que l'on choisit pour remplir ces délicates fonctions. Le 26 nivôse (15 janvier), Deforgues écrivait à Delhorme d'aller reprendre son poste de secrétaire à Genève. Il le priait de lui exposer l'état de Genève, de dire franchement son opinion sur les hommes et sur les choses. Le ministre informait, en même temps, Soulavie du retour de Delhorme.

## CHAPITRE XII

### LE PASSAGE D'UN PROSCRIT GIRONDIN A GENÈVE

(Janvier 1794)

#### SOMMAIRE

Une visite inattendue. — La dénonciation après le départ. — L'enquête des autorités de Genève. — Nouveau projet de révocation. — Projet de lettre de Deforgues au comité de Salut public. — Gamon à Vevey. — Delhorme dénonce Soulavie. — Celui-ci est défendu par Barère dans le comité de Salut public. — La vie et les ouvrages du conventionnel Gamon.

Un incident tragi-comique marqua, pour Soulavie, la seconde quinzaine de janvier 1794. On a vu que les prêtres et les émigrés étaient ses bêtes noires, et qu'il ne manquait pas une occasion de se plaindre de la tolérance réelle ou supposée des autorités de Genève à leur égard. Or, il arriva qu'un jour les sentiments intimes du Résident, de vieilles relations de pays et de famille, se trouvèrent en opposition avec son fougueux patriotisme et ses devoirs officiels. Un proscrit girondin, le conventionnel Gamon, de passage à Genève, vint lui demander asile, et Soulavie, donnant un démenti à ses déclamations habituelles, n'hésita pas à faciliter sa fuite, au risque de se compromettre gravement, ce qui, du reste, ne manqua pas d'arriver.

Les détails de cette aventure vont faire l'objet de ce chapitre.

Le 28 nivôse (17 janvier), Soulavie envoie à Deforgues la dépêche suivante dont la forme et le fond indiquent assez le trouble de son esprit :



Je sors d'une terrible crise ou épreuve. Celle-ci est pour te dire que je vis encore, que je n'ai pas perdu la tête un moment, que le service va toujours et que mon dernier soupir sera pour la République. Un homme, dont je ne dirai pas l'état en France dans cette lettre, et que tu ne peux connaître que par le chiffre, conduit par deux Genevois en cette Résidence, à 8 heures du soir, m'a demandé un asile ; il a pris pour s'introduire le nom d'un de mes parents nommé Filliat et m'a montré ses deux pistolets. Obligé de chiffrer, composer, copier mes lettres et excédé de travail, je renvoie au prochain ordinaire le détail de cette étrange affaire et la conduite des Comités à notre égard...

On pourrait croire que l'affaire avait eu lieu le 17 janvier, jour de l'expédition de la lettre de Soulavie. Mais on voit par les documents ultérieurs qu'elle remontait à cinq jours.

Le 13 janvier, Soulavie avait requis les autorités genevoises d'arrêter un émigré de trente ans, descendu à l'auberge du Cheval-Blanc, où il était inscrit sous le nom de « François Filliat, d'Aubenas, district de Valon ».

Le gouvernement de Genève, voyant du louche dans la conduite de Soulavie, et heureux de trouver une occasion de le prendre en faute, se hâta de faire une enquête sur ce qui s'était passé, et son rapport expose les faits suivants :

Soulavie l'a requis, le 13 au matin, d'expulser Filliat. Les autorités sont allées au Cheval-Blanc, où elles ont appris que Filliat était arrivé la veille au soir, qu'il avait aussitôt écrit au Résident, et que celui-ci l'avait mandé à son hôtel, où il lui avait fait beaucoup d'accueil et *l'avait embrassé*. L'aubergiste continue ainsi sa déposition : « Filliat est parti ce matin à 9 heures ; il a laissé un paquet et un sabre. Il m'a donné un assignat de 400 livres, sur lequel je lui ai donné deux louis, et a dit qu'il allait à Carouge et reviendrait dans quelques jours. Il a remis à mon beau-frère un louis d'or, avant que je lui eusse remis les deux dont il est question ci-dessus. » On fait déposer la cuisinière. Celle-ci dit que l'étranger ne fut pas content des draps qu'on lui donnait à l'hôtel ; il se disait négociant. Filliat a écrit, le 26 nivôse (15 janvier), à l'aubergiste qu'il ne reviendrait pas et l'a prié de lui renvoyer son paquet contenant deux habits, ses bottes et du linge, ainsi que son sabre.

Le rapport des autorités souligne dans les pièces ci-dessus les circonstances prouvant que Soulavie connaissait l'émigré. Il en résulte que Soulavie a requis contre l'émigré quand il savait bien que celui-ci était déjà parti. — Soulavie fit sa réquisition à 9 h. 3/4 ; les Comités ne la reçurent qu'à 11 heures.

Le 29 nivôse (18 janvier), Soulavie donne à Deforgues les explications suivantes :

Le fils de l'aubergiste du Cheval-Blanc vint, le 12 janvier, jour de dimanche à Genève, vers 8 heures du soir, portant au Résident une lettre signée *Filliat*, qui demandait audience. Filliat est un papetier d'Antraigues, près Aubenas, département de l'Ardèche, ma patrie. Il est mon cousin, et je réponds qu'il peut entrer.

Conduit par le fils de l'aubergiste, ma femme croit, en le voyant, reconnaître Pampelonne, ex-constituant et notre compatriote ; moi je crois voir Filliat qui me saute au col ; et en peu de temps je reconnais celui dont le nom est sous le chiffre ci-joint. Il se place entre moi et la porte. Il conserve toujours cette position et debout. *Ma vie est dans vos mains*, me dit-il, *si vous me refusez votre assistance, voilà le parti qui me reste*, et, se déboutonnant, il met les mains sur deux pistolets ; il demande un asile sûr à Genève dans cette situation, et il dit que s'il voyait Gouly (1) pour le saisir, il lui tirerait dessus.

Avec plus d'assurance que Filliat, j'observe que je suis bien surpris qu'il s'adressât à un Jacobin bien connu pour tel. Filliat réplique qu'il attendait ce service de moi ; que, du reste, il avait deux pistolets, l'un pour celui qui le nommerait, l'autre pour lui Filliat ; or, cette jactance a été répétée trois fois dans le discours, et il ne l'a ensuite modérée que lorsque je lui ai dit que l'heure de recevoir mes espions était arrivée.

A ces demandes ou sommations pour obtenir un asile, je réponds que s'il voulait quelque chose de moi, il fallait m'instruire au préalable de tous les secrets complots de la Gironde et m'apprendre d'où il venait, où il allait, qui lui avait remis des passeports, ses rapports avec Genève, qui il y voyait et quels complots se tramaient contre la Convention et les autorités.

Filliat a dit qu'il venait d'arriver depuis un quart d'heure à l'auberge (tandis qu'à 8 heures les portes étaient fermées depuis 2 heures et demie de temps). Il sortait donc d'une autre maison pour venir momentanément dans celle du Cheval-Blanc pour faire la scène. Quant à ses réponses sur mes questions, il m'a dit que *la masse des Girondins était ignorante des complots, trompée par quatre à cinq meneurs*, vrais criminels qui voulaient perdre le Roy avant le 10 août 1792, substituer une régence et la gouverner. Quant à la guerre civile, il soupçonne qu'on voulait détruire la République

(1) Représentant du peuple alors en mission dans l'Ain et le Mont-Blanc.

au profit d'un roi, par le parti royaliste, et il a parlé avec mépris de Brissot... Filliat a dit qu'il avait un passeport faux à son auberge et a déclaré avoir des amis à Genève dont il ignore l'adresse, et notamment l'ex-député Bonnet, d'un département dont j'ai oublié le nom. Il a parcouru à Paris toutes les autorités nécessaires et les sections pour se faire viser des passeports. Il m'a renouvelé plusieurs fois que les députés l'avaient aidé à s'évader, que le comité de Salut public était environné d'écueils, qu'un parti puissant le perdrait, et que bientôt ses membres seraient où sont les Girondins. Depuis deux mois, dit-il, Genève contient dix à douze personnes de son parti qui profitaient en toute sûreté de l'indépendance de Genève. Il me dit que, *pour nous*, nous l'avons échappé belle, mais que d'autres nous le rendront de la part des Girondins. Un homme annoncé par mon domestique entre. Filliat disparaît avec frayeur en le voyant arriver. Je le fais suivre par mon domestique qui le reconduit au Cheval-Blanc, après une demi-heure environ d'audience, ses guides n'ayant pas reparu.

Le lendemain, à l'ouverture des portes, j'envoie à Carouge son signalement et le nom de Filliat avec la demande de garnir les voyes. Je veux assembler les Comités pour le faire arrêter. Les pièces qui suivent diront comment ils ont accueilli ma requête.

*Note chiffrée.*

Le nom dont il s'agit dans mon n° 66 est Gamond, mis hors la loi. Si je l'avais nommé à d'autres que dans mes notes officielles de son vrai nom, tant à Genève qu'à Versoix et à Carouge l'émotion qui règne à Genève, la surveillance des Montagnards, leur irascibilité, celle des habitants de Carouge pouvaient exciter des mouvements. Zurichois et Suisses sont là aussi. Je suis dans une terre étrangère. Dans le moment actuel, les ménagements sont prescrits impérieusement. Je ne pouvais prouver le vrai nom. J'ai dû conserver partout celui que l'émigré s'est donné. Je suis persuadé que c'est parce que les fugitifs se sont nommés que l'on a dirigé l'attention vers Carouge en le disant en cette ville, lorsque trois barques étaient prêtes pour l'y faire passer par le lac.

Le 5 pluviôse (24 janvier), Soulavie écrit sur le même sujet à Deforgues.

Dans mon dernier numéro, tu as vu des Genevois conduire chez moi Filliat à 8 h. du soir ; tu as vu le lendemain le Résident demander au lever du soleil aux Comités l'arrestation de Filliat, ou au moins l'exécution des lois sur les émigrés. Tu les as vus amuser le Résident jusqu'à onze heures, lui supposer des défauts de forme dans la réponse à sa note, laisser impunément Filliat revenir à 1 heure et demie à son auberge, reprendre ses effets que l'on avait respectés, indiquer par une note officielle au Résident l'existence de Filliat à 5 h. du soir à Carouge et le faire partir alors par le lac avec trois barques pleines sous la direction de Gando et de Dupin, ci-devant recruteurs à Paris des Girondins fuyards...

Soulavie s'indigne ensuite de l'enquête faite par les Comités sur ce que Filliat a pu dire ou faire à la Résidence. Il est faux qu'il ait embrassé et caressé Filliat, c'est Filliat qui lui a sauté au col.

Ici se placent, dans la correspondance officielle de Genève aux archives des affaires étrangères, trois documents qui prouvent que l'incident Gamon faillit décider le comité de Salut public à rappeler Soulavie.

Le premier est un projet d'arrêté (sans date) pour le rappel de Soulavie et son remplacement par Rivalz. Il est ainsi formulé :

Le comité de Salut public, sur le rapport qui lui a été fait par le ministre des Affaires étrangères, arrête : que le citoyen Soulavie, Résident de la République française à Genève, sera rappelé sans délai et que la mission dont il est chargé auprès de la République genevoise sera confiée au citoyen Rivalz. Le ministre des Affaires étrangères demeure chargé de l'exécution du présent arrêté, de laquelle il rendra compte au comité de Salut public. Signé au registre : Billaud de Varennes, Barère, Robespierre, Prieur, Robert Lindet, etc. (1).

La pièce suivante, qui suit le projet d'arrêté, porte la date du 24 pluviôse (12 février) :

*Le comité de Salut public à la Convention Nationale de Genève.*

Très chers bons amis,

Des considérations particulières nous ayant déterminés à rappeler le citoyen Soulavie, nous le chargeons, en prenant congé de vous, de vous renouveler les assurances des sentiments d'amitié dont nous sommes animés pour vous. Nous ne doutons pas que vous ne donniez une entière confiance à ces témoignages et que vous ne les regardiez, très chers bons amis, comme une nouvelle preuve de l'intérêt que le peuple français ne cessera de prendre à votre république.

Cette pièce avait été préparée et avait déjà reçu la signature de Barère, qui fut ensuite effacée.

(1) Soulavie reproduit ce texte dans ses *Mémoires du règne de Louis XVI*. Il assure que dans une expédition de cet arrêté, après les mots : *sera rappelé sans délai*, il y avait : *et conduit au tribunal révolutionnaire*. Il signale le fait « comme un titre honorable pour lui de la haine de Robespierre qui l'avait dévoué à l'échafaud ». Mais il écrit cela en 1801 et il y a lieu de croire, au contraire, que Robespierre fut son constant protecteur dans le comité de Salut public.



Le troisième document est la lettre suivante de Deforgues au comité de Salut public (sans date), qui fut également *ajournée* :

Je vous fais passer ci-jointe, Citoyens, copie de deux lettres que m'a adressées le citoyen Soulavie, Résident de la République à Genève, en date des 28 et 29 nivôse, et celle de deux pièces dont la seconde de ces lettres était accompagnée.

Je vous envoie, en même temps, copie de plusieurs pièces qui me sont parvenues par une autre voie et qui contiennent des renseignements relatifs au citoyen Soulavie.

Vous verrez, Citoyens, que, dans la première, ce Résident, après un début qui semblait préparer à des détails plus étendus, se borne à m'annoncer qu'un homme qu'il ne désigne en aucune manière propre à fixer les idées sur ce qu'il peut être, conduit par deux Genevois, s'est présenté chez lui, vers 8 heures du soir, le jour même de la date de sa lettre, sous le nom d'un de ses parents appelé Filliat, et lui a demandé un asile en lui montrant deux pistolets. C'est à quoi se réduit le compte qu'il me rendait le 28 nivôse de cet événement.

Dans sa lettre du lendemain 29, ce n'est plus le 28, ce n'est plus un moment avant celui où il m'écrivait, sortant, dit-il, d'une terrible crise ; mais c'est le 23, c'est-à-dire cinq jours auparavant, que le nommé Filliat s'est présenté chez lui ; ce n'est plus par deux Genevois qu'il y a été amené, mais par un seul, fils de l'aubergiste chez lequel ce Filliat s'était logé.

Il me raconte, dans cette seconde lettre, ce qui s'est passé entre lui et ce prétendu Filliat, dont il m'envoie séparément et en chiffre le vrai nom qui est celui de Gamon. Il me fait part de la prétendue conversation qu'ils ont eue, des questions qu'il lui a faites, des réponses qu'il en a reçues, de la manière enfin dont il en a été quitté, de celle dont il s'est conduit après son départ, notamment de ses démarches auprès des Comités du gouvernement genevois et de l'effet qu'elles ont produit.

Vous apercevrez sûrement, Citoyens, dans le narré du citoyen Soulavie une confusion, un désordre, un trouble et un embarras propres à inspirer la plus grande défiance. Telle est du moins l'impression que j'ai éprouvée à la lecture de la première lettre, et que celle de la deuxième n'a fait qu'accroître et fortifier ; l'inspection des pièces que j'ai reçues d'une autre part et que je vous transmets achève encore, par leur contraste avec ses rapports, de me rendre en cette occasion sa sincérité tout à fait suspecte.

Selon ces pièces, le soi-disant Filliat lui a écrit avant de l'aller trouver et ne s'est rendu chez lui que sur sa réponse qui l'engageait à y venir. Pourquoi le citoyen Soulavie a-t-il omis cette circonstance ?

Mais pourquoi surtout a-t-il été cinq jours entiers sans me donner avis de la scène qu'il ne fait encore qu'ébaucher imparfaitement le sixième jour et qu'il m'annonce, ce sixième jour, comme venant à l'instant même d'arriver ? Les motifs d'un pareil retard ne sauraient être que très répréhensibles et sa conduite me paraît mériter d'être sévèrement examinée. Je m'occupe, Citoyens,

du soin de l'approfondir, mais j'ai cru de mon devoir de ne pas différer d'en mettre sous vos yeux ce premier rapport...

Pour que de paroilles accusations en ce temps-là restassent sans effet, pour que Barère se crût obligé de retirer sa signature et Deforgues d'ajourner son rapport, il fallait que Soulavie eût de puissants protecteurs au comité de Salut public. Mais ses ennemis ne se lassèrent pas et l'écho de l'affaire Gamon revint souvent dans la suite.

Le 26 mai, Delaplanche, secrétaire du gouvernement genevois, signalant à Reybaz diverses vexations de Soulavie, l'informe que Filliat n'était autre que le conventionnel proscrit Gamon, « lequel a fait des vers contre Marat, dans lesquels il le représente arrivant aux enfers, et la famine, la guerre, etc. accourant au devant de lui (1). Ce Gamon réside actuellement, sous le nom de Filliat, à Vevey, où il vit fort considéré par tous les émigrés qui s'y trouvent ». Delaplanche recommande à Reybaz d'insister sur la perfidie de Soulavie en cette circonstance. « Nous venons, ajoute-t-il, d'envoyer à Vevey un des magistrats de police, accompagné d'un jeune homme qui a vu ce Filliat ici, afin de nous assurer davantage de la vérité des faits et de l'identité du personnage (2). »

Le 28 juin, le nouveau délégué aux relations extérieures, Buchot, demandait à Delhorme des renseignements sur le passage de Gamon à Genève et sur ce qu'il était devenu.

Delhorme, dans sa réponse du 10 juillet, montre que Soulavie, par ses lenteurs calculées, n'a cherché qu'à faire évader Gamon. « Le Résident, dit-il, avait douze heures de recherches et de démarches à faire dans la ville avant que Gamon pût s'échapper. Il pouvait, dès le soir, faire toutes les réquisitions nécessaires au Gouvernement; il pouvait demander aux magistrats de police des perquisitions pour rendre impossible l'évasion de Gamon; j'ai fait au citoyen Soulavie cette

(1) Ceci fait évidemment allusion à la tragédie en trois actes et en vers de *Charlotte Corday*, que Gamon fit imprimer à Vevey en 1795, mais dont il avait lu, dès cette époque sans doute, des fragments à ses amis.

(2) BIBL. DE GENÈVE, Mss. *Correspondance de Reybaz*.

objection... Il connaissait la demeure de Gamon, il avait son signalement, il était sûr de le trouver à son auberge, où il demeura jusqu'à 9 heures du matin... Quoi ! c'est de Gamon, d'un député fugitif, d'un membre du parti fédéraliste, d'un homme mis hors la loi qu'il s'agit, et Soulavie se contente de le dénoncer comme un jeune émigré et demander son expulsion du territoire genevois ! » Soulavie lui a dit, il y a environ deux mois, qu'il avait reçu une lettre de Gamon, où l'on annonçait que *les ennemis de la Gironde ne tarderaient pas à être punis*. Soulavie répondit à Gamon afin d'avoir des renseignements à cet égard. Delhorme a appris, d'autre part, que « Vevey a été longtemps le lieu de la retraite de Gamon ; il portait le nom de Filliat, mais son vrai nom y était connu ; il vivait avec les émigrés et avait acquis leur confiance en composant avec eux une pièce de vers contre Marat... Depuis, il s'est retiré à Zurich, où je crois qu'il est encore. Il a été l'élève du citoyen Soulavie. »

Le 15 juillet, Gasc, écrivant à Reybaz, lui dit : « Delhorme a informé le comité de Salut public de l'affaire Filliat. Soulavie, en voulant nous perdre, s'est nui à lui-même. Il faut laisser agir Delhorme, tout en plaçant son mot à l'occasion (1). »

Mettant à profit tous ces renseignements, Buchot revint sur l'affaire Gamon dans son rapport au comité de Salut public qui précéda, au mois d'août suivant, la disgrâce finale de Soulavie et fit ressortir la connivence de ce dernier avec Gamon.

En rapportant cet incident dans un de ses ouvrages (2), Soulavie insinue que les Genevois lui tendirent un traquenard en dirigeant vers la légation un Girondin proscrit qui s'y réfugia, mais cela ne ressort nullement des faits que nous venons d'exposer d'après la correspondance officielle des deux gouvernements. Il reconnaît, d'ailleurs, sa participation à l'évasion de Gamon et nous apprend quel fut, à cette occasion, son défenseur dans le comité de Salut public. « Je fais con-

(1) BIBL. DE GENÈVE, *idem*.

(2) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 358.

duire Gamon en sûreté à minuit dans une auberge par mon fidèle Benoit ; je dirige son émigration, et le gouvernement de Genève, de concert avec plusieurs Français, peu dignes de ce nom, dressent des enquêtes et des rapports contre moi. Je veux dire, en face de la terre, que Barère, qui a sauvé Delille-Desalles dans une pareille rencontre, ayant signé l'arrêté de Robespierre, en empêcha l'exécution par quelques paroles remarquables : *Je connais le Résident de Genève depuis très longtemps. Si Chaumette nous met hors la loi, et si nous nous réfugions dans cette Résidence, Soulavie nous recevra comme il a reçu Gamon et il amusera les syndics avec des notes. C'est là de la bonne diplomatie.* »

Le conventionnel Gamon, qui fait l'objet de cet incident, était d'Antraigues-sur-Volane, dans l'Ardèche, où Soulavie avait été vicaire de 1776 à 1778, et il est possible que celui-ci lui ait alors donné quelques leçons de belles-lettres ou de sciences. Gamon avait été un des 73 signataires de la protestation contre les journées du 31 mai et du 2 juin 1793. Proscrit le 3 octobre avec la plupart de ses amis, il se réfugia dans le canton de Vaud, où il fit la connaissance d'une jeune veuve, Louise Roulet, de Vevey, qu'il épousa plus tard à Paris (le 24 prairial an V). A sa rentrée en France, il fut membre du comité de Salut public (du 5 juin au 6 octobre 1795). Sorti du conseil des Cinq-Cents en mai 1797, il fut nommé juge au tribunal de cassation et y resta jusqu'en 1799. — Plus tard, il fut président du tribunal criminel de l'Ardèche (1800), président de chambre à la cour de Nîmes (1811) et membre de la chambre éphémère de 1815. Il est mort en 1832.

Gamon est l'auteur de plusieurs ouvrages de poésie devenus presque introuvables : une tragédie de *Cléopâtre* (Amsterdam, 1788), une tragédie de *Charlotte Corday* (1795), une tragédie de *Beaurepaire* (1806), une tragédie d'*Adonias* restée manuscrite, un *Voyage en vers dans le département de l'Ardèche* et d'autres poésies fugitives ; enfin la traduction en vers français des six premiers livres de *Télémaque*.



## CHAPITRE XIII

### LE DÉSACCORD PERSISTE ET S'AGGRAVE ENTRE SOULAVIE ET LE GOUVERNEMENT DE GENÈVE

(Février à juin 1794)

#### SOMMAIRE

La Bourse française à Genève. — La main de l'Angleterre en Suisse. — Rapport de Buchot. — La nouvelle constitution genevoise. — Arrivée de Delhorme. — Darneville dénonce Soulavie à Paris. — Lettre de Delhorme sur la constitution de Genève. — Dépêche de Reybaz sur la difficulté d'obtenir le rappel de Soulavie. — La saisie des papiers de Desonnaz. — Le gouvernement de Genève proteste de son amitié pour la France. — Encore l'affaire des passeports. — Tentative pour arrêter Gorani. — Buchot. — Delhorme déclare qu'il ne peut plus rester avec Soulavie. — L'incident Réal. — Buchot insiste pour le rappel de Soulavie. — Les procédés irritants du Résident ont pour effet de rapprocher Genève des Suisses. — Réception officielle de Soulavie par les autorités de Genève. — Nouvelles plaintes du Résident contre le gouvernement genevois. — Note de celui-ci contre Soulavie.

Comme il était dans la destinée de Soulavie de soulever constamment des questions au moins inopportunes, voici ce qu'il écrivait à Deforgues le 9 pluviôse (28 janvier 1794) :

Citoyen ministre, tu crois que la République française m'a envoyé à Genève ; cette lettre t'apprendra que je t'écris de Vienne et de Londres ; ces deux villes sont dans Genève, et autant le peuple nous chérit et nous le témoigne, autant le gouvernement en a de dépit et nous déteste. Je vais te montrer dans Genève l'instrument de la cour de Londres depuis un siècle, et spécialement à l'époque de chaque guerre que nous avons soutenue contre les Anglais. La révocation de l'édit de Nantes ayant jeté dans un état de désespoir les protestants de France, tu sais qu'ils portèrent leurs richesses dans tous les Etats protestants et qu'ils y établirent des colonies riches et industrieuses. Une partie considérable se jeta dans Genève, s'y forma en communauté sous la dénomination de *Bourse française* avec un fonds de 16 à 20 millions de ce temps-là. Cet arrivage de tant de richesses et de tant de Français effraya le gouvernement genevois qui craignait que, si la persécution française et sacer-

dotale durait longtemps, la colonie n'envahit toutes les propriétés de la République. On continuait alors à rebâtir la ville de Londres incendiée ; Genève négocia et obtint au profit de la *Bourse française* l'acquisition du terrain de deux ou trois rues. Le reste fut placé à Livourne et à Gènes, etc. Genève, depuis cet établissement, eut des intelligences nécessaires avec le gouvernement d'Angleterre et fut comme dans sa dépendance.

Soulavie montre la main de l'Angleterre à Genève en 1707, en 1733, en 1762 et en 1766. En 1792, une occupation suisse de Genève fut empêchée par l'attitude ferme de la Convention. Soulavie propose de mettre la Bourse française sous la surveillance du Résident pour la soustraire à l'influence anglaise. Le reste de la lettre est destiné à faire ressortir l'hostilité des Comités genevois.

Quelques jours après, 2 février, le Résident écrivait aux Comités, les priant de donner les ordres nécessaires pour qu'il pût visiter la Bourse française et fraterniser avec ses frères et amis. Les Comités répondaient, le 4 février, que la Bourse française était un établissement public, conséquemment ouvert à tout le monde.

Le 6 février, Soulavie alléguait qu'on avait tenu des propos faisant pressentir qu'il y serait assez mal reçu. Les Comités répliquaient, le 13, en priant le Résident de leur signaler les propos tenus et ceux qui les avaient tenus. — Ils faisaient observer que la Bourse française n'avait jamais été sous l'inspection ou même la protection de la France. Cet établissement doit son origine à des Genevois et ceux-ci l'ont constamment entretenue et administrée. Il en est de même de la Bourse allemande et de la Bourse italienne, sur lesquelles l'Allemagne et l'Italie n'ont jamais prétendu exercer aucun droit.

A la suite de cet échange de correspondances, Soulavie lut à Voullaire, un des membres des Comités, une note dans laquelle il s'attachait à prouver que la Bourse française était un établissement français, puisque les fonds avaient été apportés par des réfugiés français. Il n'admettait donc pas sa réunion projetée à l'hôpital.

Signalons ici, pour en finir avec cette question de la Bourse

française, les diverses dépêches qui s'y rapportent dans la correspondance des deux gouvernements :

Le 13 mars, Soulavie informe Deforgues que Goehring, le président du club des Montagnards, « ce Genevois connu par son patriotisme, » a été poursuivi. Le jugement rendu n'ayant pas satisfait quelques individus qui voulaient s'emparer de lui, Goehring se réfugia à la Résidence. Soulavie, d'accord avec Delhorme, ne crut pas devoir lui refuser asile. On l'a prié, du reste, de faire cesser cette situation et il n'y est resté que fort peu.

On lit, en marge de cette pièce, la note suivante du ministre : « Cit. Le Marchand, Soulavie a eu tort. Il y aurait peut-être du danger à le lui marquer. Rien à répondre. 8 germinal. »

Le 24, Soulavie écrit que Goehring a été arrêté surtout parce qu'il avait élaboré une motion ayant pour but de faire rendre à la Bourse française de Genève son véritable caractère. Il y a des Bourses françaises à Nyon, Lausanne, Berne et ailleurs ; partout on les respecte ; elles sont administrées par des Français. Genève, seule, a envahi les biens et l'administration. Sur les observations de Soulavie, le gouvernement genevois a suspendu son projet de réunion de la Bourse française à l'hôpital. Il se contentera de l'appeler *second hôpital de Genève*.

Le ministre avait demandé un rapport sur la Bourse française de Genève. L'auteur du rapport croit que, par suite de la Révolution, les Français réfugiés ont repris leurs droits et ont droit à la protection française. Il en est de même des établissements fondés par eux. Toutefois, il faudrait voir, avant tout, l'acte de fondation. « Le commissaire des relations extérieures a, dernièrement, transmis au comité de Salut public, un mémoire du ministre de Genève concernant l'objet traité dans ce rapport. Il lui observe que, d'après la manière dont cette affaire a été entamée par Soulavie, et l'aigreur qui en est résultée entre le gouvernement genevois et lui, il paraît convenable de l'ajourner jusqu'au moment où le successeur désigné par le comité de Salut public à ce Résident sera rendu à son poste. »

Ce rapport est suivi d'un projet de lettre à Rivalz, daté de *ventôse*, par laquelle on charge ce successeur projeté de Soulavie de prendre des renseignements sur la Bourse française.

En avril, Soulavie envoie à Deforgues la déposition d'un ex-portier de la Bourse française de Genève, déclarant qu'il a aidé à porter, il y a trois ans à peu près, au comte d'Artois 1.800 mille livres, provenant de la caisse de la Bourse, et 600 mille au régiment de Châteaueux.

En mai, Soulavie signale au gouvernement de Genève la présence à la Bourse française d'un prêtre émigré de Lyon, qui lit le bréviaire romain et porte la cocarde genevoise. Il réclame son expulsion.

Le 4 juin, il demande qu'on maintienne à cette Bourse un vieil employé, nommé Dominique, qu'on vient d'expulser avec une mince retraite.

Le 3 juin, Delhorme réfute, au sujet de la Bourse française, les vues de Soulavie. Il dit que les fugitifs qui la fondèrent se mirent entièrement, eux et leurs biens, sous la protection du gouvernement de Genève. Cette Bourse n'a pris d'importance que par les dotations genevoises et n'a jamais cessé d'être dirigée par des Genevois. La France n'a rien à y voir, sauf peut-être le retour de la donation primitive, si cette clause de retour existe ; mais c'est là une négociation qui est impossible tant que Soulavie est là. Delhorme revient sur cette question quelques jours après (9 juin) pour réprouver encore « la malheureuse intervention de Soulavie qui envenime tout », et il insiste sur l'urgence de nommer un nouveau Résident.

On trouve, à la date du 6 juin, un projet de note pour le maintien d'un nommé Baron, qui a été expulsé de la Bourse française pour avoir révélé la présence du prêtre réfractaire ; mais cette note ne fut pas présentée, Genève ayant déclaré laisser au jugement du comité de Salut public ce qui concerne la Bourse.

Le 15 juin, Buchot, répondant à la note de Delhorme sur la Bourse française, lui dit qu'il est absolument de son avis.

Le 25 juin, Reybaz remet une note réfutant les vues de Sou-



l'avie sur la Bourse française et protestant contre son intervention dans les affaires de cette Bourse, qui est une fondation genevoise.

Le 27 juin, Buchot communique au comité de Salut public la note de Reybaz et conclut dans le sens de Delhorme en blâmant Soulavie.

Le 5 juillet, Delhorme réfute les idées de Soulavie sur la Bourse française. Il a fait une enquête de concert avec les Comités de Genève et a reconnu la fausseté des dénonciations de Soulavie sur de prétendus envois d'argent à d'Artois et au régiment de Châteaueux. Il n'y a de vrai qu'un prêt de 100.000 francs fait au colonel de Châteaueux (genevois). Delhormetermine ainsi : « Il est bien étonnant qu'un représentant français ose inculper sans examen un gouvernement étranger sur des dénonciations vagues, absurdes et évidemment controuvées ; il n'y a plus alors aucune possibilité de travailler au bien de la République. »

Le document final sur l'affaire de la Bourse française est un rapport de Buchot qui ne fut présenté au comité de Salut public qu'après les événements du 9 Thermidor, c'est-à-dire le 12 août. Le rapport expose les raisons de Soulavie et les réponses de Reybaz. Il propose de demander au gouvernement de Genève communication de l'acte de fondation et des statuts de la Bourse française, ainsi que les titres et conditions des placements de fonds faits par des Français en faveur de cet établissement. Mais cette démarche ne devra être faite que par le successeur de Soulavie.



Reprenons la suite des événements.

La nouvelle Constitution genevoise fut sanctionnée par le peuple, le 5 février, à la majorité de 4.210 voix contre 200.

Peu après, Delhorme arrivait à Genève, et Soulavie écrivait à Deforgues, le 18 février, qu'il ferait tout, d'accord avec le nouveau secrétaire.

Le deuxième secrétaire, Darneville, resta encore longtemps à Genève quoique rappelé en principe. Comme son collègue, il correspondait directement avec le ministre, à l'insu de Soulavie, et bien que, dans les derniers temps, Soulavie se fût réconcilié avec lui, il ne manquait pas une occasion de desservir son chef à Paris.

Le 21 février, Darneville envoie à Deforgues une copie remise par Delhorme, de la conversation de Soulavie avec Carreaux, que Soulavie avait envoyée tronquée. Darneville souligne les passages omis. Il envoie aussi une lettre de Monachon, juge de paix de Carouge, sur une conversation tenue à la Résidence lors de l'invasion des Piémontais. Darneville avait émis l'avis que la France n'abandonnerait pas le Mont-Blanc. Soulavie, au contraire, aurait manifesté des appréhensions à cet égard et il aurait dit à Monachon : « Vous devriez vous faire un parti, chercher à vous allier avec les Suisses et vous pourriez encore résister aux Piémontais ! » Monachon trouva ce propos si absurde et si ridicule qu'il se retira.

Le 2 mars, Delhorme, faisant son rapport à Deforgues sur l'état de Genève, dit que la nouvelle Constitution est un vrai progrès. Toutefois elle n'est pas assez démocratique. Elle contient ceci : « Ne seront réputés citoyens que ceux qui professent la religion protestante ou réformée. » Le gouvernement provisoire a assez bien maintenu l'ordre. La lutte n'est pas entre lui et l'aristocratie ; celle-ci attend son triomphe d'une contre-révolution extérieure et non à Genève. La lutte est entre lui et le club des Marseillais, aujourd'hui club des Montagnards. Celui-ci prétend être seul dans les vrais principes de la Révolution française. Les Comités ont profité de la circonstance pour dire que les Montagnards voulaient la réunion à la France. « Ce reproche, s'il en est un, n'était peut-être pas sans vraisemblance ; quoi qu'il en soit, les Comités en ont fait usage pour faire perdre aux Montagnards l'influence qu'ils avaient droit d'espérer et pour les réduire à un nombre peu considérable. Delhorme mentionne deux incidents récents : 1° un projet de plantation de l'arbre de la liberté sur la frontière et dans la

cour de la Résidence par les Montagnards, qui a été empêché par les Comités; 2° des violences exercées contre Micheli (1), un membre notable de l'aristocratie genevoise. « Nous aurions dû, ajoute-t-il, travailler au bonheur des Genevois en les éclairant doucement et sans aigreur sur leurs véritables intérêts, et en leur faisant sentir amicalement, mais toujours extra-officiellement, le danger de se donner des lois en opposition avec les principes. Cette conduite, si conforme à tes vues, n'a pas été suivie les maximes contraires ont même été adoptées avec ardeur et soutenues avec violence. C'est sur quoi je ne tarderai pas à fixer incessamment ton attention... »

Delhorme ne croit pas que le gouvernement genevois soit vendu à l'Angleterre; toutefois il a cru voir, dans un grand nombre de Genevois, le désir secret de rétablir quelques liaisons avec le corps helvétique, ou plutôt avec les cantons de Berne et Zurich; mais ce désir est une suite de l'état fâcheux de Genève par rapport aux subsistances. Il constate que le parti des Comités est actuellement en grande majorité...

Par suite de la mise en vigueur de la nouvelle Constitution genevoise, les pouvoirs de Reybaz, le ministre de la République de Genève à Paris, avaient besoin d'être confirmés. Gasc et Constantin, deux membres du gouvernement genevois, lui avaient écrit, le 8 février, qu'on voulait le conserver, mais qu'on lui demandait quelques explications; on voudrait savoir aussi s'il n'est pas trop l'ami des aristocrates.

Dans une longue réponse datée du 24 ventôse (14 mars), Reybaz donne des explications qui réduisent à néant les projets attribués à la France d'une attaque contre Genève (projet attribué à Brissot) en février et mars 1792. Il déclare qu'il reçut alors les meilleures assurances du ministre, assurances conformes à celles que Kellermann avait données à Genève. Il n'y

(1) Le 23 janvier, les révolutionnaires de Genève partirent, au nombre de trois cents, pour arrêter les Micheli qui habitaient leur château de Jussy. Le gouvernement genevois, ne pouvant empêcher l'expédition, voulut au moins la diriger, et Gasc, un de ses membres, se mit à la tête. Il put ainsi sauver les Micheli, qu'on se contenta d'arrêter, et qui, amenés à Genève, furent, bientôt après, acquittés et indemnisés, mais il y eut un homme assassiné, et le château des Micheli fut mis au pillage.

croit donc pas et se moque de ceux qui se disent sûrs de la chose.

« Il y a dit-il, des gens qui sont sûrs de tout, pourvu qu'on ne leur demande la preuve de rien. »

Au sujet de Soulavie, Reybaz répond d'une manière très significative à ceux qui lui reprochaient de n'avoir pas encore fait rappeler cet agent :

Citoyens, tout ce qui était de mon devoir à cet égard je l'ai fait, et je n'ai jamais perdu cet objet de vue, quelque désagréable qu'il fût. Mais il est un point par delà lequel il est difficile de pousser les affaires, et il est souvent dangereux de les forcer. Ceci est un objet personnel, c'est-à-dire du genre le plus pointilleux, où les intérêts particuliers et les passions s'agacent le plus aisément. Je suis convaincu que cette affaire ne tient ni au ministre ni à ses bureaux. Je sais de plus que bien des membres du comité de Salut public pensent comme eux de Soulavie. Cependant il est encore en place, malgré les fréquents détails de sa conduite venus de Genève et mis sous les yeux de ce comité. Il est donc clair qu'il y a des protecteurs et des soutiens et qu'à côté de ses défauts on lui trouve quelque qualité de circonstance jugée utile dans le poste qu'il occupe. Alors, que reste-t-il à faire? Ou d'aborder ces protecteurs de Soulavie et leur persuader qu'ils ne doivent plus le soutenir, ou de demander son rappel avec assez d'éclat pour qu'ils soient forcés de l'abandonner.

Or, tous ceux qui ont quelque connaissance des hommes sentiront combien ce parti est difficile et scabreux. Car si les patrons du Résident étaient des citoyens de la première dextérité, du premier crédit, ils auraient mille moyens d'éviter nos instances, de déguiser leur intérêt; ou, si on leur forçait la main, ils pourraient s'en ressentir dans les occasions les plus importantes. Vous voyez à quelle délicatesse de détails tout cela nous mène. On peut trop parler sur telle matière et ne pas tout dire.

Je ne connais Soulavie que par la conduite qu'il tient à Genève et les divers rapports des Comités. C'est à nos compatriotes à se conduire de telle sorte qu'un tel homme y soit inutile. Mais l'opinion qu'on s'est formée à notre égard, soit de l'aristocratie des uns, soit de l'industrie commerciale des autres, peut faire donner quelque prix à un surveillant de cette nature. Une conduite, en toutes choses franche, loyale et républicaine appellerait un homme de ce caractère. Enfin, des députés ont été envoyés ici pour cette affaire. Le citoyen Bousquet n'a pas cessé de s'en occuper. C'est à eux d'en rendre compte plus encore qu'à moi. J'avais lieu d'espérer de jour en jour que votre désir serait satisfait; je l'espère encore. En attendant, si le coup n'a pu l'abattre, le contre-coup ne m'a pas manqué...

Suivent quelques pages remarquables sur la politique qui convient à Genève. Elle doit aimer la France, mais ne pas se détacher de la Suisse qui est neutre. Les Genevois par leur



révolution ont couvert la Suisse du bouclier de leur liberté. Sans cela ils pouvaient être annexés. Cette lettre de Reybaz satisfait complètement ses correspondants (1).



Un grave incident surgit au commencement d'avril, par suite de la saisie des papiers de Desonnaz, où l'on découvrit un questionnaire sur la situation de Genève, attribué à Grenus. Celui-ci l'aurait communiqué à Soulavie qui, pour éviter toute contradiction entre eux, lui aurait dicté les réponses. Les Comités de Genève, en communiquant ces pièces à Reybaz, le 1<sup>er</sup> avril, le chargèrent de demander au ministre s'il était vrai que Soulavie eût envoyé des informations pareilles.

Le 2 avril, nouvelle dénonciation de Darneville contre Soulavie. Darneville a lu dans le n° 4 du journal du tribunal révolutionnaire, qu'une des dépositions sur lesquelles le Prussien Cloutz a été jugé et condamné, porte en substance qu'il a cherché à préserver des atteintes de la loi une émigrée nommée Cheminot. Il rappelle au ministre que Soulavie a voulu faire venir cette femme à Genève ou à Versoix. Il signale le fait et doute que les intentions de Soulavie aient été pures.

Le 6 avril, Soulavie revient sur l'abus des passeports ou certificats de civisme avec lesquels les Genevois voyagent en France et y font les affaires de la coalition. Il insiste sur la nécessité d'y mettre un terme.

Le 17 avril, Reybaz, qui a été provisoirement remplacé dans son poste à Paris, expose à son successeur l'affaire de la saisie des papiers Desonnaz. On a trouvé deux feuilles dont l'une contient des questions sur de prétendues intrigues genevoises, et l'autre, les réponses à ces questions. Desonnaz a déclaré que les questions lui avaient été envoyées l'automne dernier par Grenus et que Soulavie aurait dicté les réponses afin de les faire concorder avec sa correspondance. Le gouvernement de Genève proteste hautement contre les accusations ca-

(1) BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE. *Correspondance de Reybaz.*

lornieuses dont il est l'objet dans ces réponses. Il relève la fausseté d'un des faits signalés. Il proteste de son amitié pour la France. « Quelque répugnance qu'aient les Comités à se persuader que le citoyen Soulavie ait pu dicter un tel écrit, qu'il ait pu conspirer par ces réponses avec l'auteur de ces questions insidieuses pour en imposer sur notre conduite; cependant, vu la déposition faite à ce sujet par le citoyen Desonnaz, les Comités n'ont pas cru pouvoir se dispenser d'exposer les faits ci-dessus et de détruire l'effet qui aurait pu résulter, auprès du gouvernement français, de rapports si contraires à la vérité. Ils déclarent donc, Citoyen, que si la correspondance officielle du citoyen Soulavie, ou des lettres de Jacques Grenus, cet ennemi acharné de sa patrie, contenaient des faits à la charge de la république de Genève, de son gouvernement, et notamment des inculpations semblables à celle qui est relevée dans la présente note; si ces citoyens avaient fait passer au gouvernement français des informations qui tendissent à faire croire que le gouvernement de notre République n'est pas animé des sentiments les plus sincères d'attachement et de fidélité pour la nation française, ces Comités, dis-je, déclarent formellement que ces informations ne méritent aucune créance. »

L'affaire des passeports paraît avoir repris, pendant ce mois d'avril, une certaine acuité. Le 18, Soulavie écrit à Paris que, sur cinq cents passeports enregistrés à la Résidence depuis trois ou quatre mois, un tiers était pour de bons ouvriers, un autre tiers pour des agioteurs, et le reste pour des contre-révolutionnaires. Les Genevois désirent de plus en plus le retour des Piémontais dans le Mont-Blanc. L'avant-veille, le Résident avait adressé une note aux syndics et conseils de Genève sur l'abus des passeports. Soulavie rappelle, pour le blâmer d'ailleurs, un arrêté du représentant du peuple, Gouly, en date du 24 nivôse, portant que, vu l'abus des passeports genevois, ces passeports, quoique visés par le Résident de France, ne seront pas admis à la frontière, si les voyageurs genevois ne sont pas munis d'un certificat de civisme du club fraternel de la ville.

Le 18 avril, Soulavie donne la note de ses voyages et dépenses extraordinaires. Il a été à Céligny, où « il a dîné dans la chambre du tartuffe Gorani, citoyen français, de création brissotine ». Il s'agit sans doute de la tentative faite par Soulavie, vers le 14 janvier, pour arrêter Gorani. Voici ce qu'endit Marc Monnier dans l'ouvrage que nous avons déjà cité :

Gorani eut à Genève un ennemi particulier, Soulavie, Résident de France, qui, loin de le consulter et de lui déférer en tout comme il aurait dû le faire, le dénonçait à Paris comme un agent de l'Angleterre et de la maison d'Autriche, et comme un intrigant stipendié par les aristocrates genevois. Robespierre, qui ne demandait pas mieux que de croire au rapport de Soulavie, mit Gorani hors la loi et ordonna qu'il fût arrêté, même à Genève. C'est alors qu'il alla se cacher à Céligny. Or, l'aventurier italien raconte dans ses mémoires qu'il venait de s'endormir, dans la nuit du 14 au 15 janvier, quand deux hommes, entrant à l'improviste, le tirèrent brusquement du lit. C'étaient deux membres du petit Conseil de Genève qui lui dirent en résumé : « Levez-vous et partez vite. Nos magistrats viennent de recevoir une violente missive du comité de Salut public, demandant qu'on vous livre à Soulavie, et qu'on vous extradé en France. Soulavie lui-même, avec des gendarmes, s'est mis en marche pour vous arrêter. » Il n'y avait pas un moment à perdre. Parti de Céligny à 11 heures 3/4, Gorani put arriver à Vic, dans le bailliage de Nyon, vers 8 h. du matin, trempé jusqu'aux os et ses habits collés sur la peau, mais sain et sauf. Un quart d'heure après son départ, Soulavie arrivait à Céligny avec ses gendarmes (1).

L'histoire est-elle exacte? On peut en douter, au moins à la date indiquée par Marc Monnier, car Soulavie était alors si occupé par l'incident Gamon qu'on doit supposer qu'il avait à ce moment oublié Gorani. Dans tous les cas, le fait n'est pas mentionné autrement dans sa correspondance.



Un nouveau commissaire aux relations extérieures venait d'être nommé à Paris. Danton avait été guillotiné le 5 avril. Trois jours après, Deforgues, son ancien clerc et son protégé, était remplacé par Buchot, un protégé de Robespierre. Miot de Mérito, qui était alors secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, fait du nouveau venu un portrait peu flatteur.

(1) *Un Aventurier italien*, p. 234.

« Il arrivait du département du Jura où il avait été maître d'école dans une petite ville. Son ignorance, ses manières ignobles, sa stupidité surpassaient tout ce qu'on peut imaginer. Pendant les cinq mois qu'il fut à la tête de ce département, il ne s'en occupa nullement et était incapable de s'en occuper. Les chefs de division avaient renoncé à venir travailler avec lui : il ne les voyait ni ne les demandait. On ne le trouvait jamais dans son cabinet, et quand il était indispensable de lui faire donner sa signature pour quelque légalisation, il fallait aller la lui arracher au billard du café Hardy, où il passait habituellement ses journées. » Lorsqu'au mois de novembre suivant Miot fut chargé des relations extérieures, Buchot le pria de lui donner une place dans les bureaux du ministère, soit comme commis, soit même comme garçon de bureau. Miot rougit pour lui de tant d'avilissement et, après quelques mots vagues d'excuse, il le quitta. « J'ignore, ajouta-t-il, ce qu'il est devenu par la suite : mais c'était un caractère rare et le plus singulier mélange de bassesse, d'ignorance et de férocité qu'on puisse imaginer (1). »

Quoi qu'il en soit de l'inintelligence du nouveau ministre, qui a été peut-être exagérée par Miot, il est certain que son arrivée n'apporta aucun changement aux dispositions et au langage des bureaux de son ministère à l'égard du Résident de Genève. Peut-être même en accentua-t-elle l'hostilité.

Le 22 avril, Delhorme, donnant son avis à Buchot sur le nouveau gouvernement genevois, constate que ce gouvernement cherche à se rapprocher de Berne, qu'il ménage les aristocrates et veut se défendre des attaques du club des Montagnards, « dont les efforts tendent essentiellement à mettre à la tête des hommes plus prononcés en faveur de la République française et, s'il faut en croire le bruit public, moins disposés à conserver Genève à sa première indépendance ».

A la même époque (25 avril), Soulavie se plaint de l'expor-

(1) *Mémoires de Miot de Mérito*, I, 50.

Sous l'Empire, Buchot était descendu à être commis de l'octroi. Recenseur des ports en 1808, il demanda et obtint une pension de 6.000 fr. comme ancien ministre, et en jouit jusqu'à sa mort en 1813.



tation en grand du numéraire français qui se fait par Genève. « Genève a corrompu les pays environnants. » Tout ce qu'il dit du numéraire s'applique aux comestibles. « Genève, malgré nos bataillons en surveillance, malgré les difficultés des transports, n'a manqué de rien. Quand on renouvelle les militaires, elle se permet quelquefois alors une contrebande à main armée. Genève est faible et audacieuse, vertueuse et vicieuse ; c'est la réunion de la vérité et de l'erreur ; c'est une montre détraquée qui nous coûtera beaucoup. »

Buchot communiqua, le 28 avril, au comité de Salut public, les papiers saisis chez Desonnaz qui lui avaient été remis par Reybaz. Après avoir exposé les faits d'une façon favorable au gouvernement de Genève, il ajoute : « Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de demander à Soulavie des explications à ce sujet. Depuis longtemps déjà sa conduite nous a paru assez inconvenante pour vous déterminer à le rappeler. L'arrêté par lequel vous avez ordonné son rappel et son remplacement par Marc Rivalz est du 26 frimaire. Ses lettres de rappel, celles de créance pour le citoyen Rivalz et les instructions destinées à ce nouvel agent, après avoir été modifiées par le comité, ont été présentées à sa signature, il y a deux ou trois mois, par l'ex-ministre Deforgues. Je vous serais obligé de vouloir vous les faire représenter et de me les renvoyer pour être remises à leur destination. »

Le 1<sup>er</sup> mai, Reybaz écrit à Buchot au sujet de la question des passeports. Soulavie voudrait qu'ils fussent signés, non par un secrétaire, mais par un des chefs de l'État de Genève. Il n'a consenti à les viser que provisoirement. Reybaz défend son gouvernement. Il dit que tous les actes du gouvernement ne sont signés que par un secrétaire. Cette signature, avec le sceau de l'État, est le mode légal pour constater leur authenticité.

Le choix de Reybaz comme représentant de la République de Genève à Paris ayant été confirmé le 3 mai, à la presque unanimité des suffrages, Soulavie, en signalant le fait à Buchot, pria ce dernier de différer la réception officielle de Rey-

baz jusqu'à ce qu'il fût reçu lui-même par le nouveau gouvernement de Genève.

Le 10 mai, Delhorme fait savoir à Buchot qu'il lui est impossible de rester plus longtemps sous les ordres de Soulavie. « Ni mes principes, ni ma conscience, ni ma probité ne peuvent s'accommoder de ce chef; trois mois passés auprès de lui me l'ont trop fait connaître pour ne pas te demander de ne pas exiger de moi que je sois plus longtemps le témoin fatigué de sa conduite irrégulière et de ses méprisables intrigues. » Il demande un autre poste. Il préférerait la Turquie ou les Échelles du Levant, parce qu'il a voyagé dans ce pays dont il connaît la langue et les mœurs. Si on ne le nomme pas ailleurs, il donnera sa démission. Il prie alors de lui envoyer son certificat de civisme; il entrera dans un bataillon. On peut lui répondre à Saint-Claude (Jura).

Buchot mit en marge de la lettre de Delhorme la note suivante : « Citoyen Lemarchand, informer Delhorme que très incessamment il sera pris une détermination qui ne permet pas de le faire changer de poste; que le commissaire aux relations extérieures a lu avec intérêt les deux dépêches où il présente la situation de Genève; qu'il a confiance dans son zèle, son patriotisme et que l'expérience qu'il a des affaires de Genève lui fait penser qu'il ne peut être employé plus utilement qu'au poste qu'il occupe (3 prairial). »

Le 13 mai, Barthélemy écrit de Bade à Buchot. Il expose tout ce qu'il sait au sujet d'un nommé Réal, qui lui avait été recommandé par Noël, l'ambassadeur à Venise, et que Soulavie, sur sa recommandation, avait donné comme agent secret à Dumas. Sa lettre se termine ainsi : « Je reconnais l'extrême malice du Résident dans le trait qu'il glisse contre moi dans la lettre qu'il t'a écrite (1). Ce procédé est digne de l'homme qui

(1) Voici le passage auquel il est fait allusion : « Je répondis au membre du Comité révolutionnaire (de Carouge) que Réal était un homme recommandé à la Résidence par nos ambassadeurs à Venise et en Suisse, et qui, au péril de sa vie, avait fait arriver nos lettres à notre agent à Venise et je lui lus les lettres de l'ambassadeur pour le tranquilliser. Mais le Comité révolutionnaire ne se contenta pas de ces raisons, quelques-uns de ses membres trouvant que nos agents à Venise et en Suisse étaient des Feuillants et qu'il fallait savoir si le Résident de Genève répondait de Réal. »

fait le déshonneur de la République dans le poste qu'elle lui a confié. Français, Genevois, Suisses, tous s'accordent à avoir de lui cette opinion (1). »

Colchen, le futur ministre, écrivait en même temps à Barthélemy : « Rien ne m'étonne de la part de Soulavie. Il y a déjà plus de quatre mois qu'il est apprécié à sa valeur, et depuis lors, il ne doit la prolongation de son existence qu'à l'incertitude des formes à adopter pour la faire cesser et la transporter à un autre (2). »

En communiquant au comité de Salut public la lettre de Reybaz sur le refus de Soulavie de viser les passeports, Buchot ne manqua pas de donner tort à Soulavie. « Cette exigence de sa part, dit-il, est entièrement déplacée et ne tend qu'à faire naître des difficultés désagréables pour le gouvernement de Genève, sans qu'il puisse en résulter aucune utilité réelle pour la République. Je présume, citoyens représentants, que vous en jugerez ainsi que moi. Et vous penserez sans doute, si vous voulez bien vous rappeler tous les autres sujets de reproches auxquels l'inconvenance de la conduite de cet agent a jusqu'à présent donné lieu, qu'on ne peut que désirer que son rappel, arrêté déjà par vous depuis longtemps, s'effectue enfin. »

Quelque temps avant, Janot, un des syndics de Genève, écrivait à Barthélemy (16 avril) :

« Le terrible Soulavie vient de nous faire une nouvelle chicane. Il refuse de légaliser la signature du secrétaire du conseil et le sceau de la République au bas des passeports. Il veut, malgré nos formes, qu'un syndic les signe. ce qui n'a jamais eu lieu. Et, malgré nos instances, il persiste dans son refus et coupe par là toutes communications de nos concitoyens qu'il emprisonne dans notre territoire. Comment la grande, la loyale nation française peut-elle confier une place à un homme qui vexe ses voisins et alliés (3) ? »

Le 18 mai, Delaplanche, un des administrateurs de Genève,

(1) KAULEK, *les Papiers de Barthélemy*.

(2) *Idem*.

(3) *Idem*.

écrit à Reybaz que Genève ne peut plus supporter les humiliations que lui inflige Soulavie. Il invite Reybaz à demander formellement le rappel de cet agent. Il lui transmet en même temps une lettre des syndics qui accusent Soulavie de se mettre à la tête des factieux genevois. La lettre a soin de rappeler l'affaire Gamon (1).

Delhorme envoie peu après à Buchot une nouvelle dépêche sur la situation de Genève. Il fait ressortir avec beaucoup de justesse le résultat fâcheux des procédés irritants de Soulavie à l'égard du gouvernement genevois. Ce gouvernement, dit-il, cherche surtout à se rattacher à la Suisse pour échapper à l'influence territoriale de la France. On fait des cultures jusques sur les glacis des murs de la ville pour vivre sans nous. Delhorme regrette que la légation ne se soit pas occupée de maintenir le crédit de la République française dans un degré de faveur capable de retarder le succès des tentatives de ceux qui désirent l'alliance helvétique.

C'est ce qui ne s'est point fait, et je crois que nous aurons à le regretter... Obligés de ménager le corps helvétique, nous ne pouvons agir à Genève que par la persuasion... C'est par une analyse raisonnée des véritables intérêts des Genevois, constamment mise sous les yeux de leur administration, que nous devons les amener à faire, en notre faveur, tout ce qu'il leur est possible de faire. Si ce système, j'ose dire le seul convenable, eût été suivi, conformément aux instructions générales de tous les agents diplomatiques, nous n'aurions peut-être pas à élever contre Genève de véritables griefs, lesquels, il est vrai, doivent être moins reprochés au gouvernement qu'au parti aristocratique... Aujourd'hui, le parti de la douceur est encore le seul parti à prendre. Froisser trop fortement ce petit État ne fera que l'obliger à se jeter plus promptement, plus entièrement dans les bras de la Suisse... Mais il est urgent de changer Soulavie. Ici, le bien de la République ne se fait pas. Une guerre personnelle entre le représentant français et les autorités genevoises est l'objet unique de toutes les négociations, et cette lutte inconcevable, produite par des torts réciproques, coupe dans sa racine tout le bien qui pourrait s'opérer. Tu trouveras les preuves de cette vérité consignées dans la correspondance officielle du citoyen Soulavie. Le système adopté par ce Résident ne me paraît pas reposer sur des bases justes et raisonnées. Si les intérêts de la République doivent être défendus avec énergie et courage, je doute fort qu'ils exigent que l'affaire la plus médiocre soit l'occasion d'une querelle interminable, car alors l'animosité prend la place de la discussion réfléchie, l'aigreur celle des

(1) BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE. *Correspondance de Reybaz.*



communications fraternelles, et ce zèle inconsidéré devient aussi nuisible que l'incurie même au succès des négociations. Le ministère d'un représentant français dans l'étranger est un ministère de paix, et cependant il n'est aucune des notes du citoyen Soulavie qui ne suppose une guerre ouverte entre les deux Républiques. C'est à cette conduite inexplicable que nous devons, je ne crains pas de le dire, attribuer le changement survenu dans le système politique des Genevois.



Reybaz, ayant reçu ses nouvelles lettres de créance, en informa Buchot le 24 mai. Soulavie avait été déjà reçu par le gouvernement de Genève, mais il n'avait pas été content de certaines circonstances de cette réception, comme on peut en juger par le passage suivant de sa dépêche du 25 mai :

Il est désagréable que le gouvernement de Genève veuille attacher un grand prix aux formes de cérémonial de ses conférences avec le Résident, parce qu'il devient essentiel alors de tenir ferme de notre côté, pour que le Résident, au commencement du gouvernement constitutionnel, d'où dépend la suite des temps, ne traite ici qu'avec le corps le plus distingué de l'État, et ne siège qu'à côté et non au-dessous ni au-dessus de lui, dans la salle du conseil.

Pour éviter de me donner une place dans la table de l'égalité, à côté des syndics, ils ont imaginé de sortir du garde-meuble de la nation un vieux fauteuil du siècle passé, garni de damas vert, qu'ils ont élevé de niveau et à côté du 1<sup>er</sup> syndic, mais toujours hors de la table syndicale qu'ils disent être trop courte. La simplicité républicaine et l'amour de l'égalité ont souffert de cette distinction singulière qui ne pouvait être agréable qu'aux marquis et barons, mes prédécesseurs résidents de France. J'espère que je réussirai peut-être à avoir une place dans cette table du collège syndical, mais une place d'égalité, non de présidence, et à l'instar de la place accordée sans doute à la table ronde du comité de Salut public, aux ministres étrangers, semblable aussi à la place que j'avais ici pendant le gouvernement provisoire. Je te préviens encore, citoyen, que le conseil m'a beaucoup écouté; il s'agissait de passeports et d'émigrés. Mais la séance a été terminée par ces paroles du 1<sup>er</sup> syndic sans entretien ni discussion : *Cit. Résident, nous prendrons en grande considération les objets dont vous venez de nous entretenir, le Conseil en délibérera et vous fera connaître sa décision par écrit.* Deux conseillers m'ont conduit jusqu'à la porte avec beaucoup de salutations, le conseil étant debout. Mais ils ne veulent plus des conférences contradictoires, comme sous le gouvernement provisoire. Je te préviens de tous ces faits, afin que les Genevois soient reçus et traités de la même manière; mais je suis sûr que l'embarras du fauteuil antique est imaginé pour éviter l'égalité de la table ronde.

*Note marginale de Buchot.*

Cit. Lemarchand, observer à Soulavie que s'il est traité avec les égards convenables à son caractère, il n'a rien à objecter ; que ses observations sur le fauteuil paraissent bien minutieuses ; que, quant à sa prétention d'assister aux délibérations du conseil et d'avoir sa place à la table où siègent les syndics, rien n'est moins fondé, et que l'égalité ne consiste pas à confondre toutes les idées et tous les principes ; que l'agent de la République française près d'un gouvernement étranger n'est, sous aucun rapport, l'égal des membres de ce gouvernement. Les cas où il se présente à lui en personne doivent être très rares. Les communications avec lui doivent se faire par écrit. Il serait assez étrange qu'un agent étranger voulût qu'on lui assignât, au comité de Salut public, une place et qu'on délibérât devant lui sur quel objet que ce fût. Il faudra envoyer au comité de Salut public copie de la lettre et de la réponse. 25 prairial (10 juin).

Dès le 26 mai, Buchot demanda au comité de Salut public de recevoir Reybaz pour la présentation de ses lettres de créance. « Le cit. Reybaz désire d'autant plus d'obtenir de vous un entretien qu'il est expressément chargé de vous présenter des observations importantes sur les relations du gouvernement de Genève avec le citoyen Soulavie. »

A cette époque, Berne et Zurich reconnurent le nouveau gouvernement genevois, « et cela en des termes montrant que l'intention de ces deux États est de traiter Genève comme par le passé, c'est-à-dire de regarder les traités de 1579 et de 1584 comme toujours subsistants et comme n'ayant rien perdu de leur activité par leur suspension. Depuis longtemps, ajoute Delhorme dans une dépêche du 29 mai, j'ai prévu et annoncé cet événement... Nos liens avec Genève se relâcheront à mesure que ceux avec Berne et Zurich seront resserrés... »

*Note marginale de Buchot.*

Rappeler à Delhorme que quand Berne et Zurich paraissaient refuser de reconnaître le nouveau gouvernement, nous en tirions l'induction que ces deux États y étaient contraires, et étaient dans des principes peu favorables au nôtre. Aujourd'hui que ces États viennent de reconnaître ce gouvernement, quel motif fondé aurions-nous de nous en alarmer ? Nous ne pourrions en concevoir de l'inquiétude qu'en supposant qu'il nous convint de réunir Genève ou que nous eussions à craindre que cette ville ne demandât à se réunir à

l'un des cantons, ou bien à en former un particulier. Aucune de ces hypothèses n'est vraisemblable. La République française respectera l'indépendance de Genève. L'intérêt des Suisses n'est nullement d'y porter atteinte et de s'attacher cette ville par des liens autres que ceux qui subsistent. Le caractère genevois est trop turbulent pour qu'on ne tienne pas toujours Genève à une distance convenable. D'ailleurs, que pourrait-on entreprendre de solide dans ce genre si on était sûr de l'opposition de la République française à une innovation ? 22 prairial (10 juin).

Les rapports de Soulavie avec ses deux secrétaires devenaient de plus en plus tendus. Dans une dépêche du 5 juin, le Résident accuse les Genevois d'avoir envoyé de l'or pour l'insurrection de Lyon et d'avoir fourni des armes aux Piémontais pendant le premier semestre de 1793, alors que Darneville et Delhorme étaient secrétaires à Genève. Buchot ordonne d'envoyer les pièces à Delhorme pour qu'il se justifie ainsi que Darneville.

Le lendemain, Soulavie se plaint au gouvernement de Genève que ses commis de chancellerie acceptent des assignats de 30 sols pour un paiement de 15 sols, et qu'ils observent aux voyageurs français *qu'ils perdent encore à ce compte-là*. Il trouve l'action et la remarque injurieuses à notre institution d'assignats.

*Note marginale de Buchot.*

Cit. Le Marchand, rappeler à Soulavie ce qu'on lui a déjà observé que c'est avilir son caractère que de faire porter des notes officielles sur des faits particuliers qui peuvent être démentis ; qu'en supposant qu'il eût de forts soupçons sur le fait en question, il devait informer le secrétaire d'État du fait qui lui avait été dénoncé pour qu'il fût vérifié et le commis puni, s'il y avait lieu. Que si Soulavie n'est pas en état de prouver légalement ce qu'il avance, soit parce que les dénonciateurs ne voudraient pas se faire connaître, soit parce qu'ils seraient absents, la publicité de sa démarche l'expose à devenir l'objet d'une plainte en calomnie (23 prairial).

Soulavie envoie des extraits de dénonciations contre des émigrés.

*Note marginale de Buchot.*

Cit. Le Marchand, accuser réception à Soulavie. Lui mander qu'on ne peut pas avoir grande confiance dans les comptes de son émissaire ; qu'il

paraît fort inutile d'envoyer au dehors des agents pour recueillir des nouvelles de cabaret et les rendre dans un langage inintelligible (23 prairial).

Dans une lettre adressée à cette époque (11 juin) au représentant du peuple en mission à Commune-Affranchie (Lyon), Soulavie recommande J.-P. Marat, le plus jeune des frères de *l'Ami du Peuple*, qui était, on le sait, un de ses agents à Genève. Ce Marat, horloger de son état, mais trafiquant de tout à l'occasion, s'était procuré 700 pièces de drap bleu qu'il destinait à l'habillement de nos troupes, et Soulavie intervenait pour les lui faire acheter par le gouvernement français. « Je viens vous prier, disait-il, de recevoir avec bonté et fraternité Marat jeune, qui a donné constamment des preuves d'attachement à la cause française et à la vertu révolutionnaire de son frère. »

Soulavie revient encore, le 10 juin, sur les abus des passeports genevois. Depuis qu'il est obligé de viser, « les demandes de passeports, dont beaucoup pour Paris, ont plus que doublé ».

Le 15 juin, Buchot demande au comité de Salut public ses intentions sur la conservation de Darneville au poste de Genève : « Aujourd'hui qu'il paraît que Soulavie va recevoir enfin l'ordre de son rappel, il importe de savoir si on laissera Darneville au cit. Rivalz, dont le comité a agréé le choix pour le poste de Genève. »

Cependant le gouvernement de Genève était de plus en plus irrité des difficultés soulevées par Soulavie relativement aux passeports. Le 1<sup>er</sup> messidor (19 juin), Reybaz se plaignit, à ce sujet, au comité de Salut public, en même temps qu'il remettait à Buchot un véritable réquisitoire dans lequel sont rappelés tous les griefs de son gouvernement contre le Résident depuis son arrivée à Genève : les demandes d'armes et de blé au mois d'août 1793, les calomnies de Soulavie au sujet des émigrés et surtout l'affaire des passeports. Parlant de la réponse du Résident à la note des Comités du 29 août, on fait observer que, tout en disant qu'il ne veut pas s'immiscer dans les affaires intérieures de Genève, Soulavie ne fait que cela tout du long.



Sommé de donner le nom du dénonciateur de la prétendue vente des passeports, Soulavie a non seulement refusé de le nommer, mais encore il a dit « *qu'il prenait, au nom de la nation française, sous sa protection tous les dénonciateurs et délateurs.* Voilà donc un système de délation contre le gouvernement de Genève établi et autorisé dans Genève par le Résident de France ». La note exposant « la conduite extraordinaire » de Soulavie au sujet des passeports ajoute qu'il ne faut pas en être surpris. Grenus s'est emparé de Soulavie, qui l'a associé à ses fonctions. Grenus veut amener une rupture entre la France et la Suisse et opérer la ruine de Genève. Suit une notice sur Grenus. La note se termine ainsi : « Le cit. ministre des Affaires étrangères jugera, dans sa sagesse, quelle relation de confiance il est possible au gouvernement de Genève d'entretenir avec le Résident actuel de France d'après l'exposé des faits ci-dessus, et surtout de son inculpation outrageante pour les Comités, relativement à la vénalité des passeports. »

La fête de l'Être Suprême, qui marqua l'apogée du pouvoir de Robespierre, avait été célébrée en France le 8 juin. D'après les Mémoires de Mallet-Dupan (1), M. de Saussure, rencontrant Soulavie et l'ayant complimenté sur le retour de Robespierre aux idées morales et religieuses, le Résident aurait répondu : « Robespierre se f... de Dieu comme moi. » Si Soulavie n'a pas prononcé ces paroles, on comprend qu'après sa conduite du 30 octobre précédent un écrivain réactionnaire ait pu les lui prêter. Constatons ici que la fête de l'Être Suprême produisit à l'étranger une très grande impression dans un sens favorable à la France et à Robespierre ; on commença à croire que Robespierre était un homme sur qui on pouvait compter et avec qui les gouvernements pouvaient traiter (2).

(1) Tome II, p. 93.

(2) Cours de M. Aulard à la Sorbonne, 27 mai 1891.

## CHAPITRE XIV

### RÉVOLUTION A GENÈVE CONTRE LES ARISTOCRATES

(du 21 juin au 23 août 1794.)

#### SOMMAIRE

Un rassemblement d'émigrés à la frontière. — Divergences de Soulavie et de Delhorme à cet égard. — Delhorme voudrait que Soulavie fût traduit au tribunal révolutionnaire. — Crise politique et financière à Genève. — Entente des aristocrates et des montagnards pour faire échouer les lois d'impôts. — Soulèvement des clubs (19 juillet). — Le gouvernement marche d'accord avec les insurgés. — Delhorme approuve le mouvement. — Lettre de Soulavie à Barthélemy. — Dépêche de Delhorme sur l'avenir éventuel de Genève. — Exécution de sept aristocrates (25 juillet). — Rupture de Desonnaz avec Grenus. — Arrestation du président du club des Montagnards. — Note comminatoire de Soulavie (29 juillet). — Rapport de Buchot contre Soulavie. — Soulavie cherche à se concilier les vainqueurs de thermidor. — Le grand conseil de Berne condamne la révolution genevoise. — Le gouvernement de Genève entre en lutte ouverte avec Soulavie. — Sa réponse à la note du 29 juillet, et sa lettre au comité de Salut public. — Les notes et les dépêches de Soulavie dans la journée du 10 août. — Les lettres de l'Anglais Vaughan à Robespierre. — Nouvelles démarches de Reybaz et de Buchot contre Soulavie. — La taxe sur les riches à Genève. — Instance de Buchot pour faire rappeler Soulavie. — Réception de Reybaz à la Convention nationale. — Lettre de Reybaz à sa fille. — Conseils de Reybaz aux Genevois.

Des événements, où Delhorme semble avoir été le jouet des autorités de Genève, tandis que Soulavie était cette fois plus clairvoyant que lui, marquèrent la seconde moitié de juin.

Le 21, Delhorme signale à Buchot un rassemblement d'émigrés à Nyon; on craint une tentative de leur part. — Buchot, dans sa réponse, émet l'opinion qu'il n'y a là qu'une tentative de faire une diversion utile aux projets de l'ennemi.

Six jours après (27 juin), Soulavie adresse un long compte rendu au comité de Salut public. Une levée d'armes a eu lieu

le 6 messidor (24 juin) dans le pays de Gex. Trois mille hommes ont été sur pied pour s'opposer aux émigrés qui, disaient-ils, voulaient tenter un coup de main sur Genève. Le 26 juin, Soulavie a écrit au général en chef Dumas, au général divisionnaire Pouget, à l'adjudant-général Noël et à l'adjudant-général Jeannet qu'il considérait ce bruit comme faux. Il a appelé Delhorme et lui a demandé pourquoi il avait écrit deux lettres d'alarme à Pouget. Delhorme a répondu qu'il avait écrit à Robespierre, à Buchot, aux généraux « et qu'il était chargé d'affaires particulières, n'aimant point les interrogatoires ». Delhorme a avoué qu'il avait reçu ces avis du gouvernement de Genève. Puis il a nommé Blanc, Soret, Janot. On est allé chez les deux premiers qui n'y étaient pour rien. Janot a avoué qu'il en avait parlé avec Delhorme. « Parvenu à la source qui est bien impure, je lui dis qu'il est bien criminel d'opérer une insurrection populaire en France. Janot me répond qu'il n'a aucune part *dans ce qui se passe chez nous*, et il soutient la vraisemblance du projet, avouant toutefois qu'il était idéal. » Soulavie est allé à Carouge, Versoix, Fernex; partout il a trouvé la population levée en armes. Il est rentré à la Résidence à 7 heures du soir. Il y a trouvé Delhorme, « auteur des avis faux sur les émigrés, » Pouget et deux députés du Mont-Blanc. « Ils en étaient à croire au projet, Nos débats ont été violents. Je me suis plaint de ce que des officiers s'étaient, entre eux, donné le mot de ne point parler au Résident. J'ai reproché au secrétaire de ce qu'en secret il paraissait avec Janot, notre ennemi ouvert, les nouvelles les plus dangereuses et les plus fausses, et les écrivait au chef des relations extérieures à Paris pour le tromper et pour tromper le comité de Salut public. Vous avez tout fait, dis-je à Delhorme et à Pouget, pour rejeter sur de braves officiers subalternes cette levée du peuple. » Soulavie demanda que les deux lettres écrites par Delhorme fussent conservées. Quant à celle que Delhorme a écrite à Buchot, elle sera certainement communiquée au comité de Salut public. Soulavie donne le texte de la lettre écrite par lui à Barthélemy : ce sont des trames an-

glaises, qui ont fait croire à une tentative des émigrés, afin d'attirer les Français à Genève et de les brouiller avec les Suisses; il prévient donc Barthélemy. « Toute tentative des émigrés est impossible. Tous les partis à Genève s'uniraient contre eux pour les jeter dans le lac. On a imaginé ces bruits pour soulever les Français des environs et faire croire qu'ils venaient prendre Genève avec la complicité des Montagnards genevois. » Soulavie se plaint beaucoup des secrétaires de la légation. Il demande au comité de Salut public de se faire remettre toutes les pièces de cette affaire et dit qu'on « y découvrira les suppôts de l'ennemi coalisés avec quelques membres du gouvernement de Genève ».

De son côté, Delhorme mande à Buchot, le 10 messidor (28 juin), qu'autorisé à correspondre avec le ministre, il lui a rendu compte des inquiétudes du gouvernement de Genève. Il a aussi écrit à Albitte, au général commandant la frontière et à Hellfinger, ceux-ci ayant désiré être instruits de ce qu'il pouvait apprendre. Il n'a pas cru devoir en faire part à Soulavie, précisément parce que l'affaire était importante. Il explique que les prises d'armes, d'ailleurs exagérées par Soulavie, sont le résultat d'un malentendu. Il proteste contre les rapports du Résident.

Dans une autre lettre du 12 messidor (30 juin), Delhorme attaque encore plus vivement Soulavie, dont il réfute les accusations et qu'il accuse d'avoir intrigué pour l'annexion de Genève. Il avoue, du reste, avoir écrit au ministre Lebrun, en février 1793, pour un projet de mettre une garnison française à Genève dans certaines éventualités. Soulavie a vu ces pièces et a voulu les livrer aux Genevois pour compromettre Delhorme. Celui-ci envoie une attestation sur ce sujet de Pillioud, secrétaire particulier de Soulavie, datée du 5 messidor. Delhorme parle de « l'immoralité révoltante » de Soulavie. « Il est temps, dit-il, d'en finir avec cet homme que tout accuse et qui s'est placé sur tous les chemins qui mènent au tribunal révolutionnaire... »

Note marginale de Buchot. — « Faire un résumé des griefs



et inculpations contre Delhorme et Darneville, y mettre en marge les réponses pour envoyer le tout au comité de Salut public. Prévenir Delhorme qu'on envoie au comité de Salut public les inculpations et les réponses. »

Le 5 juillet, Buchot écrit au comité de Salut public sur la tentative supposée des émigrés. Il ne la croit pas sérieuse.

Reybaz, dans une lettre à Buchot, dit qu'il a reçu, en effet, l'avis de menées des émigrés, mais qu'elles paraissent plutôt dirigées contre le département du Jura que contre la République de Genève.

En rendant compte de l'incident, le 12 juillet, au comité de Salut public, Buchot justifie Delhorme et Darneville, « qui n'ont fait que leur devoir en signalant les inquiétudes éprouvées par le gouvernement de Genève. Soulavie, au contraire, est reprehensible de n'avoir rien dit ». Buchot termine ainsi : « La conduite de cet agent (Soulavie) n'est nullement propre à inspirer de la confiance ; il ne peut y avoir que du danger à ce que vous différiez plus longtemps à le faire relever par Rivalz, que vous avez nommé, dès le 26 frimaire, pour le remplacer. »

Le même jour, Buchot écrit à Soulavie que ses accusations contre Delhorme, au sujet de la prise d'armes, lui paraissent mal fondées : Delhorme a bien fait de signaler les avis reçus par le gouvernement de Genève. Le ministre croit, du reste, que le projet attribué aux émigrés était ridicule.

\*\*\*

La situation intérieure de Genève était, à ce moment, fort grave, et il y a lieu de croire qu'en affectant des craintes d'un autre genre, les hommes placés à la tête de cette République avaient voulu faire une sorte de diversion aux embarras de tout genre qui se dressaient sur leur chemin. On peut se demander aussi, après avoir lu une dépêche de Delhorme, du 19 juillet, si Janot, en faisant tant de bruit du rassemblement vrai ou supposé de Nyon, n'avait pas voulu persuader la po-

pulation genevoise d'un complot ourdi entre les aristocrates et les émigrés. D'Ivernois (1) confirme cette manière de voir, quand il dit que Bousquet prépara la révolution du 19 juillet en faisant, d'avance, accuser les victimes d'une conspiration contre-révolutionnaire. Bousquet était un ex-administrateur genevois qui venait de passer un an avec les Jacobins de Paris et qu'on va voir, à partir du 19 juillet, marcher la main dans la main avec les syndics de Genève.

Depuis l'installation du nouveau pouvoir (février 1794), le pays passait par les phases successives d'une crise politique et financière qui allait en s'aggravant de jour en jour. La nouvelle Constitution se distinguait, comme celles que l'on fabriquait à Paris, par des vues généreuses, plutôt que par le sentiment des difficultés pratiques que rencontre fatalement toute réforme ; rien de plus beau en théorie ; mais, dit un historien, « elle supposait le concours de toutes les catégories de citoyens, des temps prospères et une fortune publique ; ces conditions manquèrent ». Le commerce et l'industrie étaient paralysés par la guerre et les agitations du temps, les aristocrates se tenaient dans une réserve hostile, et le parti avancé, se modelant sur les énergumènes parisiens, réclamaient sans cesse de nouvelles rigueurs et des mesures plus ou moins déraisonnables, témoignant de sa complète ignorance des lois économiques, et ces mesures, quand leur mise en vigueur était possible, ne faisaient qu'ajouter à la misère générale. Le gouvernement, se considérant, à tort ou à raison, comme impuissant à arrêter le mouvement, avait pris le parti de ne pas résister, et même d'y prendre part, dans l'espoir de le modérer. En réalité, c'étaient les clubs qui gouvernaient et non pas les syndics. Or, les nouvelles lois d'impôts avaient été rejetées, le 2 avril, par le conseil souverain, par suite, dit-on, d'une entente entre les partis extrêmes, c'est-à-dire entre les aristocrates et les Montagnards, également désireux de faire échec au parti dominant. Le gouvernement se trouva

(1) *Des Révolutions de France et de Genève*. Londres, 1795.

ainsi paralysé et l'idée d'une spoliation des riches, ou du moins d'une taxe révolutionnaire à mettre sur eux, fut alors ouvertement prêchée dans tous les clubs. Après trois mois d'hésitations, le gouvernement se décida à présenter de nouvelles propositions fiscales. Conformément aux vœux exprimés dans les clubs, presque tout le poids de l'impôt devait porter sur la classe riche. Cette attitude ne pouvait qu'encourager les passions haineuses de la populace, et les conséquences de cette déplorable faiblesse ne tardèrent pas à se manifester.

Les premiers jours de juillet furent très agités. Le bruit du rassemblement de Nyon fut une des formes de l'agitation des esprits, et l'idée d'un complot contre-révolutionnaire, tendant à rompre la neutralité de la Suisse et de Genève et à soulever le Jura, fut probablement répandue par ceux qui préparaient déjà le soulèvement à l'intérieur. Le 13 juillet, une lettre anonyme de Berne dénonçait à Barthélemy Soulavie et Grenus comme ayant établi à Thonon une imprimerie destinée à combattre le gouvernement genevois. Quand celui-ci présenta les nouvelles lois fiscales (17 juillet), on accusa les aristocrates et les englués de s'être déjà concertés pour les faire échouer. Selon les uns, leur rejet était inévitable, car les Montagnards, excités par Grenus, dont l'unique but était de renverser le gouvernement établi, n'auraient pas manqué d'appuyer sur ce point les aristocrates.

D'Ivernois dit, au contraire, que l'approbation de ces lois n'était pas douteuse. Quoi qu'il en soit, l'insurrection eut lieu avant le vote. Elle éclata le 1<sup>er</sup> thermidor (19 juillet) avec la complicité morale du gouvernement. « Il est certain, dit l'auteur des *Révolutions de France et de Genève*, que les syndics avaient eu connaissance du complot la veille et qu'il n'eût tenu qu'à eux de le prévenir. Bien qu'ils n'aient pris d'abord aucune part ostensible à ce mouvement, ils n'en furent pas moins les complices ; les principaux chefs de cette magistrature usurpatrice le désiraient eux-mêmes depuis quelque temps pour se soustraire à l'obligation où ils allaient se trouver

de rendre compte d'un vide considérable dans les finances. L'un des syndics, l'ex-pasteur Gasc, a caractérisé l'attitude du gouvernement de Genève lors de la révolution du 19 juillet. Après avoir avoué, dans une lettre envoyée à Londres, que le peuple genevois avait acquis tout ce qu'il pouvait désirer en fait de liberté publique et individuelle, il ajoute : « Mais ce peuple était pauvre et jusque-là les riches avaient joui tranquillement de leur opulence ; aussi étais-je du nombre de ceux qui pensent qu'il ne fallait ni empêcher, ni provoquer cette seconde révolution (1). »

Les syndics de Genève pouvaient-ils, par des lois justes et par une attitude ferme, sans sortir de la Constitution, venir à bout de cette opposition multiple ? C'est une question que les historiens suisses, mieux placés que nous pour juger leur conduite, n'ont pas résolue généralement en leur faveur. Le fait est, et c'est là le crime des syndics de Genève, qu'ils ne le tentèrent même pas. Cinq mois à peine après la promulgation d'une Constitution qui garantissait la liberté des citoyens et l'inviolabilité de la propriété et du domicile, on vit le gouvernement lui-même confondre son action avec celle d'une bande de scélérats qui mit le pillage et l'assassinat à l'ordre du jour.

Les principaux meneurs de la révolution furent Bourdillon-Dieday et Bousquet.

A partir du 19 juillet, il y eut à Genève deux gouvernements : le gouvernement insurrectionnel relevant des clubs, et le gouvernement constitutionnel, qui continua tant bien que mal ses fonctions, s'identifiant trop souvent avec l'autre pour n'être pas complètement annihilé. Et cela dura jusqu'au 23 mars de l'année suivante.



Le 19 juillet, les députés des clubs insurgés arrêterent :

1° Qu'un tribunal révolutionnaire serait établi, qu'il serait

(1) *Des Révolutions de France et de Genève.*



composé de sept citoyens, et que tous les fonctionnaires publics portant écharpe en seraient exclus ;

2° Que le comité formé par les députés des clubs devait organiser la révolution, veiller à la sûreté des révolutionnaires insurgés et que son existence ne devait durer que 48 heures ;

3° Que les syndics et conseil et tribunaux continueraient l'administration des affaires publiques en tout ce qui ne se rattachait pas à la révolution actuelle.

Le même jour, Delhorme qui, dès le 14 juillet, avait fait pressentir à Buchot « des événements graves », rend compte au ministre de l'insurrection de Genève et en prend hautement la défense. Pour lui, ce sont les aristocrates qui sont les ennemis de la France.

Les patriotes, fatigués de la conduite des aristocrates, ont, à l'occasion de la discussion sur les impôts, fixé leurs regards sur l'opposition constante des ennemis de la chose publique à l'affermissement de la liberté. Intrigues sourdes et cachées, complots contre-révolutionnaires, trames secrètes avec nos émigrés, machinations dans le département du Jura, mépris de la Constitution et des lois, démonstrations de joie à la nouvelle de quelques revers passagers éprouvés par nos armes, tout a été compté, et, du choc des mouvements divers que cet examen a produit, il est résulté une insurrection sagement et courageusement combinée qui a éclaté ce matin à 3 heures. . . Ce mouvement vigoureux, auquel tout présage une heureuse fin, est décisif pour la liberté de Genève. Le gouvernement se conduit avec son habileté ordinaire. Il a abandonné en apparence le timon des affaires, mais il le tient en effet par droit de confiance, et il en use par voie d'insinuation... Le citoyen Soulavie n'étant pas à son poste depuis hier matin, et, selon le bruit public, se trouvant à une fête qui s'est donnée à Versoix, j'ai pris le parti d'agir sans attendre ses ordres et, en conséquence, j'ai facilité le passage par le lac, après en avoir parlé au gouvernement, à des patriotes chargés de se rendre à Celigny, mandement de Genève, pour y arrêter le fameux syndic Naville, héros de la contre-révolution genevoise et digne partisan de nos émigrés. On espère trouver dans ses papiers des preuves certaines de ses complots liberticides.

Soulavie, de son côté, dans une lettre du 19 juillet à Barthélemy, expose les machinations du gouvernement de Genève.

La supposition de l'arrivée des émigrés avait eu lieu pour armer la France, la Suisse et Genève tout à la fois. Or, ce que Genève ne put alors opérer, parce que tu éclairas Berne, Genève vient de l'exécuter d'une autre manière.

Toute la ville est en armes. Dans un clin d'œil, après un discours de Bourdillon-Dieday, Genève a été ce matin sens dessus dessous. Les englués, ou plutôt cette partie du peuple qui est attachée aux magnifiques, trouvant qu'il y avait trop de places à Genève et refusant de sanctionner les nouveaux impôts, le gouvernement leur a donné une révolution en insurgeant son club favori, dit de *la Grille*, qui a insurgé les autres clubs, lesquels ont insurgé le peuple, qui a emprisonné les principaux englués, leurs chefs et les magnifiques de l'ancien gouvernement. Un tribunal révolutionnaire qui jugera en 48 heures a été institué. J'ai fait venir Bourdillon-Dieday, auteur de l'insurrection et membre du Comité secret. Je lui ay demandé s'il avait bien calculé les suites de ce mouvement; s'il était bien sûr que la sensibilité des sénateurs de Berne ne serait pas offensée de ce traitement et n'attirerait pas sur Genève des troupes suisses pour y mettre *la paix*, surtout lorsque les magnifiques observeraient que le gouvernement genevois, reconnu récemment par les Suisses, n'existe plus, est suspendu et qu'un gouvernement révolutionnaire est à sa place.

Bourdillon m'a répondu qu'on y avait bien réfléchi, mais qu'on avait observé que, ce cas arrivant, la France n'abandonnerait pas Genève à la Suisse.

C'est ainsi que les insurgents ont calculé; mais, avec ton bon sens, tu empêcheras que la Suisse ne complique nos affaires. Rien de plus sage que nos Montagnards. Ils ont obtenu la faveur d'avoir un juge dans le tribunal révolutionnaire... Ce soir, 1<sup>er</sup> fervidor (thermidor), on compte plus de 300 de la classe des magnifiques ou des englués mis en état d'arrestation.

Soulavie écrit le lendemain : « Sur le club de la Grille, il y a une tête de mort, et cette nuit 200 aristocrates ont été arrêtés. »

Meaulle, représentant du peuple en mission dans l'Ain, mando le 20 juillet de Gex que Soulavie lui a écrit : qu'il s'est présenté avec confiance au milieu des places insurgées, qu'on lui a présenté les armes. On lui a dit : *Nous savons qu'elle ne te déplaira pas, car elle est dirigée contre les agioteurs. Ta tranquillité est une preuve que tu as le cœur net et que tu es ami des sans-culottes; compte sur ceux de Genève.*

Delhorme envoie, le 21 juillet, à Buchot de nouveaux détails, tous favorables à l'insurrection et au gouvernement de Genève.

Le même jour, Soulavie annonce qu'à Celigny on a reçu à coups de fusil les patriotes qui allaient arrêter Naville. Soulavie trouve la révolution de Genève incompréhensible. Il assure

que les Montagnards n'y sont pour rien. Cette révolution, dit-il, est l'ouvrage de la cupidité.

*Note marginale de Buchot.*

Écrire à Soulavie qu'on remarque dans ses rapports une partialité inconvenante en faveur des Montagnards ; qu'il ne suffit pas de dire que les Montagnards sont le parti français pour se justifier de cette partialité et faire, en quelque sorte, cause commune avec eux. Un principe est certain, c'est que, depuis que la Constitution était en vigueur, il ne pouvait plus y avoir qu'un parti, que celui des amis de la Constitution ; que s'il y a eu insurrection depuis et que cette insurrection, composée de la majorité des citoyens, ait été dirigée en faveur de la Constitution, il n'y a de coupables que ceux contre qui l'insurrection a eu lieu.

Le 22 juillet, une contribution d'un million et demi de florins est imposée aux riches.

Le 23, a lieu l'établissement des commissions et du tribunal des clubs.

Soulavie écrit, le 23, à Barthélemy : « Hier soir, il a été fait aux Montagnards une motion d'effacer de l'arrêté révolutionnaire ces mots cy : *que la révolution châtierait les conspirateurs genevois contre la France...* Surtout n'oubliez pas que la *chère indépendance* est dans la tête et le cœur de tous et qu'il n'y a pas cent Genevois qui veuillent être Français. Je travaille dans cet esprit et nos ennemis travaillent à persuader le peuple que cela n'est pas. »

Delhorme, continuant, le 24 juillet, sa correspondance avec Buchot sur l'état de Genève, dit :

L'aristocratie touche à sa dernière heure. Mais les patriotes sont divisés. Le club des Montagnards, appuyé par Soulavie, travaille à la chute du gouvernement. Les autres clubs le soutiennent. La première attaque a été portée hier par les Montagnards en une pétition adressée au tribunal révolutionnaire contre les administrateurs actuels. Les autres clubs l'ont rejetée, mais les Montagnards, poussés par Soulavie, continuent. Il peut y avoir un choc. Il est une vérité que j'ai dite depuis deux années : si les Genevois se battent entre eux, ils seront forcés de se réunir à la France ; cette vérité est d'une évidence telle qu'elle peut se passer de commentaires. Il faut donc observer Genève avec soin et prendre un parti à son égard. Mais c'est à l'autorité supérieure à prendre ce parti. J'ignore les intentions du comité de Salut public et quels sont les engagements que nous avons avec la Suisse relativement à

Genève; cependant il est vraisemblable qu'ils doivent avoir du rapport avec l'événement qui rendrait Genève française. Or, cet événement peut et doit être, comme je viens de le dire, le fruit probable d'une division ensanglantée et prolongée entre les Genevois. Notre intérêt est donc directement lié à surveiller les mouvements qui ont éclaté dans cette ville. Genève a besoin d'être guidée dans sa marche, et, comme l'a dit judicieusement le citoyen Barère, c'est une montre sujette à dérangement sur laquelle il faut placer un régulateur habile. Si nous tardons à avoir un plan fait et à prononcer sur les destins de Genève, il arrivera peut-être que les événements majeurs nous gagneront de vitesse; alors tout changera de face et les affaires, aujourd'hui faciles à terminer dans le sens des intérêts de la France, deviendront pénibles et difficiles.

Delhorme engage le comité de Salut public à envoyer à Genève un agent secret pour étudier la question. « Quant au citoyen Soulavie et à moi, nous ne sommes à même, ni l'un ni l'autre, de travailler utilement aux intérêts de la République; le citoyen Soulavie, uniquement occupé de ses vengeances personnelles, poursuit le gouvernement de Genève sans méditer les suites de cette conduite, et surtout sans attendre des instructions. Pour moi, occupé à te donner des renseignements certains, je ne puis rien de plus. Attaqué par le citoyen Soulavie dans toutes mes démarches, calomnié près des autorités constituées françaises, forcé à l'inaction pour n'être pas méchamment compromis, je dois avouer que je suis hors d'état de faire le bien... » Delhorme envoie à Buchot la pétition des Montagnards. « Je doute fort que tu approuves la part directe que le citoyen Soulavie y a évidemment prise. Cette pièce est digne de la plus grande attention. »

Le 23 juillet, commença le procès des aristocrates devant le tribunal révolutionnaire. Quatre d'entre eux (Decombes, Vivien, Munier et Chenaud) furent condamnés à mort, et trois autres (Prévost, Cayla et de Rochemont) au bannissement. Là-dessus une partie des clubistes s'indigna et, par ses cris et ses menaces, obligea le tribunal à étendre la peine de mort aux sept condamnés et à déclarer la sentence exécutoire immédiatement, ce qui eut lieu le soir même (25 juillet).

Le lendemain, Delhorme écrivait à Buchot :

Hier sept aristocrates ont été fusillés. Il y a eu, à cette occasion, deux vio-



lents mouvements populaires. Le principe de ces mouvements était que plusieurs des chefs de l'aristocratie avaient d'abord été épargnés. L'assemblée souveraine, chargée de la ratification des jugements, ayant été très orageuse, et la majorité du peuple, obligée de céder aux réclamations d'ailleurs très justes de la minorité, il paraît que l'intention des cercles est de laisser, à dater de ce jour, le tribunal révolutionnaire prononcer en dernier ressort sur l'existence des détenus. Il a été lancé des mandats d'arrêt contre deux des principaux membres du club des Montagnards. Il paraît qu'ils sont accusés d'avoir été de connivence avec l'aristocratie. Tous ces événements justifient ce que je t'ai mandé dans ma dernière dépêche et légitiment la mesure que j'ai cru devoir t'y proposer.

Note marginale du ministre. — « Rendre un compte succinct au comité de Salut public de ce qui s'est passé à Genève, lui parler de la conduite de Soulavie et de celle de Delhorme (8 thermidor). »

Ce même jour, le greffier du tribunal révolutionnaire, Desonnaz, écrivait à Grenus pour briser toute relation avec lui et l'informer qu'il allait publier toute leur correspondance (1). Cette détermination avait été évidemment combinée de longue date avec le gouvernement genevois pour justifier ce dernier et assurer le rappel de Soulavie.

Le tribunal révolutionnaire siègea jusqu'au 10 août. Il y eut :

37 condamnés à mort et à la confiscation de leurs biens, dont 26 par contumace ;

94, à l'exil perpétuel et à la confiscation ;

4, à des exils à divers termes ;

264, à la détention domestique à divers termes ;

10, à la réclusion perpétuelle dans la maison de force ;

7, à la réclusion à divers termes.

71 prévenus furent ou cassés de leurs fonctions ou renvoyés avec censure ;

21 furent déclarés innocents, deux desquels seulement ont obtenu des indemnités.

Plus tard il y eut encore 343 aristocrates ou englués condamnés à diverses peines (2).

(1) *Correspondance Grenus et Desonnaz*, II, 225.

(2) D'IVERNOIS, *Des Révolutions de France et de Genève*.

A peine débarrassés des aristocrates, les révolutionnaires genevois se divisèrent entre eux. Dès le 26 juillet, le 19<sup>e</sup> club dit des Montagnards, faisant opposition, son président et les notables du parti furent arrêtés. Le rapport officiel du gouvernement de Genève qui porte la date du 26 juillet, les qualifie de *brissotins* et leur reproche d'avoir injurié Robespierre, Marat, le tribunal révolutionnaire et les Jacobins. — S'il avait connu la révolution qui avait lieu ce jour-là même à Paris, il aurait tenu probablement un autre langage.

Le 27 juillet, jour de l'exécution de Robespierre, Buchot, en communiquant au comité de Salut public les lettres de Delhorme et celles de Soulavie sur les événements de Genève, fait observer que le club des Montagnards, que soutient Soulavie, est celui qui veut renverser le gouvernement de Genève. Il ajoute : « La lecture de sa lettre vous portera peut-être, citoyens représentants, à effectuer enfin le rappel de cet agent, rappel que le comité a déterminé depuis plus de sept mois. »

La nouvelle de la chute de Robespierre ne fut connue à Genève que le 31 juillet. Sans cette ignorance d'un événement destiné à changer l'orientation de la politique française, et qui, dans tous les cas, privait le Résident de Genève d'un puissant protecteur, on ne s'expliquerait pas les nouvelles imprudences de Soulavie. Le 29 juillet, il adressait en effet au gouvernement de Genève une note menaçante au sujet de trois petits incidents de frontière : un enlèvement de récolte à main armée sur le territoire français, des coups de fusil tirés contre une barque ornée de trois pavillons français, la délivrance de passeports insultants pour les femmes de Carouge. Dans cette note, Soulavie, prenant une attitude que les circonstances ne paraissent pas comporter, demande justice *au nom du peuple français*, en prévenant qu'à la première insulte il sera obligé d'envoyer un courrier pour prendre les ordres du gouvernement.

Le lendemain, 30 juillet, il écrit à Buchot : « Les fuyards genevois laissent des lettres qu'on surprend en France, qu'on

m'apporte et qui prouvent ce que j'ay dit si souvent, savoir : que la coalition du gouvernement de Genève et de Londres était constante. La coalition du gouvernement de Genève avec l'aristocratie, et leur réunion contre les Montagnards, y sont bien prouvées. La révolution de Genève, depuis la notoriété des impertinences du parti anglais contre nous, sur le lac, dans les champs, dans les passeports orduriers, dans la calomnie sur la réunion attribuée à la Résidence, etc., etc, devient plus favorable à notre cause. Je caresse, je menace, je tonne, je raisonne, je confie, selon les personnes et les circonstances. La liberté genevoise gagnera dans cette révolution. Et je feray ce que je pourray pour que nos amis soient comptés pour quelque chose, et Méaulle travaille constamment dans ce sens en France.»

Tandis que Soulavie, ignorant le grand changement survenu en France, se faisait une nouvelle affaire avec le gouvernement genevois, Delhorme insistait auprès de Buchot pour l'envoi d'un autre Résident. Après avoir réfuté, dans une dépêche du 28 juillet, les attaques de Soulavie au sujet de l'incident de Nyon, en faisant observer que ce que lui avaient dit des membres du gouvernement genevois devait lui faire croire à quelque chose de sérieux, il reprenait, dans une autre dépêche du 31 juillet, l'apologie de la révolution de Genève. Il trouvait que les patriotes genevois faisaient bien d'en finir avec l'aristocratie. « Toute transaction avec elle, disait-il, ne peut être que désavantageuse à la liberté. Nous devons protéger ce mouvement révolutionnaire en envoyant ici un homme de confiance. Il serait difficile de se faire une idée de l'influence qu'obtiendrait ici un patriote éclairé et ferme, parlant au nom du comité de Salut public, et donnant à tout une direction convenable sans blesser les décrets de la Convention nationale et uniquement à l'aide de communications fraternelles. »

Buchot, dont les préventions, d'ailleurs assez justifiées contre Soulavie, étaient chaque jour surexcitées par Delhorme, saisit naturellement l'occasion de la chute de Robespierre pour revenir à la charge contre le Résident de Genève. Le 31 juil-

lot, il soumettait au comité de Salut public les pièces du différend entre ce dernier et les deux secrétaires de légation. Le lendemain, il envoyait un rapport dans lequel il rappelait l'affaire Gamon, en faisant ressortir la connivence de Soulavie avec le proscrit girondin. Il ne négligeait pas l'incident de M<sup>me</sup> de Cheminot et rappelait la liaison de cette dame avec des traîtres punis plus tard comme tels, notamment Cloutz. Il mettait en parallèle la conduite de Delhorme et celle de Soulavie au sujet de l'incident des émigrés. « Delhorme me prévint sur-le-champ. Soulavie crut justifier sa négligence en faisant un crime à Delhorme des avis qu'il m'avait donnés. » Le rapport se termine ainsi :

En vous présentant ce simple exposé de quelques traits de la conduite de Soulavie, je ne puis me dispenser de vous rappeler qu'il n'a cessé, depuis son arrivée à Genève, d'en tenir une à tous égards inconvenante et reprehensible. Il a oublié ce qu'il devait à l'État près duquel il était envoyé, et ce qu'il devait à son propre caractère. Il s'est permis de former chez lui des espèces de clubs, d'y appeler des membres de nos municipalités voisines et de délibérer dans ces assemblées composées de Français et de Genevois sur le territoire de la République. Il n'a observé, dans presque toutes ses relations avec le gouvernement de Genève, aucune mesure ; il a montré, dans presque toutes les occasions, une partialité aussi injuste que déplacée ; il s'est ainsi aliéné tous les esprits, et l'aigreur et l'animosité sont devenues telles, entre lui et les membres de ce gouvernement, qu'ils se trouvent, à l'égard l'un de l'autre, dans une sorte de guerre ouverte. Si nous avions en ce moment quelque demande à faire à l'État de Genève, il serait impossible d'en charger Soulavie sans danger de la compromettre. Il n'a enfin, citoyens représentants, aucune des qualités nécessaires pour remplir convenablement la place qui lui a été confiée. Il n'a nulle notion des principes reçus entre les gouvernements et de leur application. Manquant de rectitude dans l'esprit, de justesse dans le raisonnement et de méthode dans le travail, sa correspondance est sans ordre, sans clarté, sans cohérence et sans suite. Il est, en un mot, aussi incapable de rendre compte des affaires que de les traiter. Tous les sujets de reproches et de plaintes déjà précédemment portés contre Soulavie au comité de Salut public vous ont déterminés depuis longtemps, citoyens représentants, à arrêter le rappel de cet agent. Ce nouveau tableau de ses torts et des justes motifs de suspicion auxquels il a donné lieu vous fera sans doute juger qu'il est infiniment instant que ce rappel que vous avez ordonné se réalise. Je vous prie instamment, citoyens représentants, de vouloir bien prendre à cet égard un parti définitif.

La dépêche suivante, en date du 15 thermidor (2 août),



est la première de Soulavie à Buchot après que la nouvelle de la chute de Robespierre eut été connue à Genève. Elle montre, en même temps que le trouble de son esprit, le désir qu'il avait de se concilier la faveur des vainqueurs de Thermidor.

Genève, 15 thermidor.

La lutte est violente entre nos amis et le parti secret de Londres.

Genève, toutefois, a réfléchi sur la triple insulte faite ici presque en même temps :

1° A notre frontière, dont 200 brigands genevois armés ont enlevé des récoltes ;

2° A notre bateau fusillé sortant de Genève avec la décoration de trois pavillons français ;

3° A la commune de Carouge, à laquelle des secrétaires ont envoyé une douzaine de voyageurs avec des passeports orduriers et insultants.

Il s'est formé, en conséquence, une commission pour donner quelque dignité au gouvernement révolutionnaire. Je joins ici l'arrêté.

Chaque jour Genève avoue quelques-uns des griefs contre nous qui ont été la matière de mes reproches et de mes dépêches.

La suite des événements en fera avouer d'autres et le rapport sans date ci-joint fait espérer que la Révolution tournera à notre avantage.

Nous apprenons les complots les plus étranges, les plus ignorés. Ils ont jeté la consternation un instant parmi les patriotes en voyant le danger de la République.

Je dis, comme le jour de la découverte des autres conspirations déjouées :

*Les victoires du peuple français, la marche du gouvernement révolutionnaire nous démontrent le patriotisme et le génie de la Convention et des deux Comités à qui la France a confié la direction de ses destinées.*

En conséquence,

Mes travaux et ma vie sont destinés à défendre le gouvernement et la République et à lui obéir avec fidélité.

SOULAVIE.

Le 6 août, on reçut à Genève un manifeste du grand conseil de Berne qui jugeait sévèrement la révolution genevoise et que Soulavie s'empressa de transmettre à Buchot. Il était dit dans cette pièce : « Au milieu de cette subversion générale, le sang a coulé : des citoyens ont été immolés contre le vœu même de la majorité ; de nouvelles victimes sont désignées, de nouveaux attentats sur les personnes et les propriétés se préparent... Genève consternée attend dans la terreur le sort que lui préparent les porturbateurs sanguinaires

qui ont usurpé le droit de disposer des vies et des fortunes de leurs concitoyens... » Le manifeste interdisait l'accès du territoire de Berne à tous les sujets bernois qui avaient pris part à ces « horribles excès ».

Jeanneret (agent français en Suisse), écrivant de Bade à Buchot, le 5 août, lui dit entre autres choses :

« J'ai reçu beaucoup de lettres des patriotes de Vaud. Ils me témoignent les plus vives inquiétudes sur les affaires de Genève. Ils m'assurent que tout ce qui s'y passe est provoqué par Soulavie, et ils tirent les conséquences les plus funestes pour les Suisses, sur les intentions du gouvernement français à leur égard. »

Note marginale de Buchot. — « Citoyen Le Marchand, faire part au comité de Salut public des soupçons élevés contre Soulavie dans cette lettre et dans une ci-jointe de Barthélemy, et demander avec instance le rappel. 26 thermidor. »



Le 5 août, le gouvernement de Genève, sentant que la révolution de thermidor lui était favorable, résolut d'entrer en lutte ouverte avec Soulavie et fit une réponse très sèche à la dernière note de celui-ci. Cette pièce débute ainsi :

Citoyen Résident, les syndics et conseil se doivent à eux-mêmes, et ils doivent à la nation genevoise, dont ils ont l'honneur et les intérêts à défendre, de vous parler enfin avec la plus grande franchise sur l'esprit qui semble vous animer contre cette nation, faible il est vrai, mais souveraine, et digne, par cette faiblesse même et ses vertus républicaines, des égards, nous osons le dire, et de l'amitié des peuples républicains.

Les syndics et conseil ne se sont jamais mépris sur la nature de vos dispositions à l'égard de la République de Genève et de son gouvernement.

Depuis longtemps ils vous voient suivre, sans varier, un plan qui tend directement à compromettre l'une et l'autre avec la République française.

Par esprit de paix, par respect pour le caractère public dont vous êtes revêtu, ils ont comprimé les sentiments pénibles qu'ils éprouvaient, ils ont gardé le silence. Mais aujourd'hui que vous ne le respectez plus vous-même, ce caractère, que vous vous affranchissez de toute espèce d'égards envers les magistrats d'un peuple indépendant, ils ne peuvent plus dissimuler les sentiments que leur inspire l'étrange conduite que vous tenez envers eux, ils doi-

vent repousser les procédés vraiment hostiles dont ils sont depuis quelque temps l'objet.

Nous n'entreprendrons pas ici l'énumération de tous les griefs que nous avons à articuler contre vous. Le moment viendra de les déduire auprès de ceux qui sont assez justes et assez puissants pour nous rendre justice.

Nous nous bornerons à faire quelques observations sur votre note du onze thermidor et sur l'esprit qui a présidé à sa rédaction.

Sur le 1<sup>er</sup> point, ils répondent que ceux qu'on qualifie de bandits étaient d'honnêtes cultivateurs qui allaient prendre leurs récoltes en France.

Sur le 2<sup>e</sup> point, ils disent que l'incident a été, de la part des Genevois, un effet de l'ignorance et de l'erreur, et, de la part des Français, celui de leur obstination à ne pas répondre à l'appel.

Sur le 3<sup>e</sup> point, ils blâment les commis du bureau établi par le poste révolutionnaire, mais font observer qu'il ne s'agit ici ni de cartes de passage, ni de passeports, mais de simples *cartes de permission* pour sortir uniquement de la ville et n'ayant aucune valeur pour passer sur le territoire français. Les syndics déclarent à Soulavie que c'est lui-même qui sème la discorde entre les deux pays. Ils comptent sur l'équité du comité de Salut public et préviennent Soulavie qu'ils lui envoient leur réponse.

Dans une lettre adressée le lendemain (6 août) au comité de Salut public, les syndics rappellent qu'il y a plus de deux mois qu'ils ont chargé Reybaz de lui exposer leurs sujets de plainte contre Soulavie.

Excédés des procédés d'un homme qui, après nous avoir sourdement travaillé, ne se cache plus d'être notre ennemi... et nous déclare une guerre ouverte, nous sommes obligés de vous importuner. Soulavie a fait de son domicile le rendez-vous de tous ceux que l'opinion publique désigne à Genève comme des agitateurs et des intrigants, et il ne cesse de manœuvrer avec eux pour semer à Genève des germes de discorde et provoquer une insurrection des patriotes genevois contre les magistrats qu'ils ont élus... La dernière insurrection a été faite pour écraser définitivement les restes de l'aristocratie que 1792 avait épargnés. Soulavie a cherché à diriger contre le gouvernement une insurrection qui n'avait été préparée que contre les aristocrates.

Ses agents les plus affidés proposent aux diverses sections du peuple d'inviter le citoyen Soulavie à articuler tous les griefs qu'il peut avoir contre le

gouvernement. Le peuple passe unanimement à l'ordre du jour. Le Résident fait une nouvelle tentative. Il se fait lui-même auprès du président du tribunal révolutionnaire l'accusateur du gouvernement en le lui dénonçant d'une manière oblique et détournée. Le président l'éconduit. Depuis ce moment, il ne voit dans notre République qu'un repaire d'ennemis des Français et dans les moindres indices que des mouvements contre-révolutionnaires. Sa note du 11 thermidor, dont nous vous envoyons copie, est une preuve de la désorganisation de son esprit et de l'immoralité de son caractère.

Ils envoient la réponse faite à cette note.

La note et notre réponse vous donneront à connaître si, dans les termes où nous sommes avec lui, nos communications réciproques peuvent tourner au grand bien des deux Républiques... Hâtez-vous donc, citoyens représentants, au nom de la justice qui constitue la morale politique des républicains, au nom de la fraternité que vous aviez promise à tous les hommes libres, au nom du droit des gens que vous avez toujours fait profession de respecter scrupuleusement à l'égard des peuples neutres ou alliés, de délivrer notre République d'un homme qui méconnaît tous les principes de la justice, de la fraternité et du droit des gens. Essayez avec nous d'un homme de bien, donnez-nous un Résident qui soit digne de représenter une nation grande et généreuse. En consultant vos intérêts, vous ménagerez les nôtres et vous recevrez les bénédictions d'un peuple que sa petitesse et son amour pour la liberté recommandent à votre bienveillance.

Suit l'adresse (imprimée) remise aux syndics et conseil, au nom de tous les clubs révolutionnaires insurgés, le 8 août 1794. En voici le texte :

Citoyens magistrats ,

Les révolutionnaires insurgés, ayant pris lecture de votre réponse à la note du citoyen Soulavie, Résident de France, du 11 thermidor, approuvent à l'unanimité le but, l'esprit et le ton de cette pièce. Il était temps que l'on parlât enfin le langage qui convient à des républicains. Nous ne vous faisons pas de remerciements ; vous avez fait votre devoir ; nous venons applaudir à votre énergie et à votre patriotisme.

Salut et respect aux magistrats de la loi.

Une lettre de Reybaz à Buchot, en date du 6 août, raconte en la déplorant ce qu'il appelle une polissonnerie. Il s'agit de cartes délivrées à des ouvriers allemands avec une note ordurière et insultante pour les femmes de Carouge. Il y avait trois coupables qui ont été arrêtés et les clubs ont envoyé à Carouge exprimer leur indignation. Reybaz écrit pour préve-



nir l'abus que Soulavie cherche à faire de ce désagréable incident.

Le 7 août, Delhorme rend compte à Buchot de ce qui se passe à Genève. « Un grand nombre d'aristocrates est banni; d'autres sont condamnés à la détention, trois ont été fusillés. La commission travaille sans relâche à l'assiette des contributions; le résultat de ses opérations sera un très grand nivellement dans les fortunes; elle suit en cela le vœu bien prononcé de la majorité des citoyens. Quelques légers mouvements ont éclaté; cependant, en général, la tranquillité est actuellement peu troublée; l'attention publique se fixe sur le jugement prochain d'un citoyen nommé Wittel, membre du club des Montagnards et l'un des affidés du citoyen Soulavie. Il est accusé d'aristocratie et de conspiration contre la République... » Delhorme envoie quelques exemplaires de la note de Soulavie et de la réponse des syndics; ces deux pièces sont publiques. Soulavie lui a demandé d'office et par écrit communication de sa correspondance avec Buchot. Il a répondu qu'il n'avait pas de réponse à faire à des demandes aussi absurdes. « Il m'a assuré qu'il rendrait compte de tout au comité de Salut public. Je l'y ai engagé. »

Note marginale de Buchot. — « Citoyen Le Marchand, écrire et envoyer des exemplaires au comité de Salut public. Faire observer qu'il est impossible, d'après les inculpations faites à Soulavie, de ne pas faire justice de ce dernier, ou de réclamer en sa faveur, s'il est inculpé mal à propos. Accuser réception à Delhorme. 1<sup>er</sup> fructidor. »

Le 9 août, Buchot accuse réception à Soulavie de diverses lettres. — Puis il ajoute :

Ta correspondance, citoyen, ne m'offre qu'un chaos de pièces incohérentes, d'idées isolées jetées sans ordre, sans but apparent. Ce que j'y aperçois le mieux, c'est ta partialité contre le gouvernement près duquel tu résides, c'est ta participation aux mouvements qui agitent Genève en ce moment; c'est enfin l'abus que tu fais de ton influence en faveur des Montagnards sous le prétexte que le parti des Montagnards est ami de la France. Certes, l'abus de cette influence n'est pas équivoque, lorsque toi-même tu me dis : *Je cresse, je menace, je tonne, je raisonne, je confie, selon les personnes et les*

*circonstances*. Et c'est le ministre d'une république près d'une autre république qui tient ce langage. Quel pourrait donc être celui d'un tyran au milieu de ses esclaves ? Je te le répète, citoyen, tu n'as pas de tes fonctions l'idée que tu dois en avoir. On t'a souvent rappelé les principes qui devaient te diriger, mais toujours tu ramènes les affaires à des personnalités, tu ne les traites qu'avec le langage de la passion et tu ne vois jamais, dans ceux qui ne partagent pas tes opinions, que des malveillants et des ennemis.

Mon prédécesseur et moi t'avons plusieurs fois invité à mettre dans ta correspondance plus de soin, à mûrir tes idées et les présenter d'une manière intelligible. Mais elle est devenue, au contraire, plus informe que jamais. Elle ne présente aucune discussion, aucun raisonnement, aucun résultat, et il m'est absolument impossible de fixer mon opinion sur les matières qui en sont l'objet, et moins encore, par conséquent, de te donner des directions. Je ne puis que te rappeler encore à l'impartialité qu'exige ton caractère dans les opérations et les démarches qui appartiennent à la mission dont tu es chargé. Et je t'engage de nouveau à méditer sur l'objet de tes dépêches avant de les rédiger, à discuter les affaires dont tu m'entretiens et à les présenter avec la clarté et la méthode desquelles ne s'écarte jamais un homme dont l'esprit est droit et qui n'est pas étranger à tout travail d'esprit et de cabinet...

Buchot transmit le même jour au comité de Salut public copie des dernières lettres de Delhorme, en appuyant l'idée émise par ce dernier d'envoyer à Genève une personne de confiance. « Pour moi, il me semble que le vrai, et peut-être le seul moyen de prévenir le danger que Delhorme paraît redouter, serait de rappeler enfin Soulavie de Genève et d'y envoyer le successeur auquel a donné le comité de Salut public, il y a après de huit mois. Tandis que Delhorme, en me transmettant le tableau de la situation présente de Genève, s'efforce de nous donner des preuves de son zèle, Soulavie ne me rend d'autre compte des circonstances intéressantes qui se succèdent sous ses yeux que celui que renferme sa lettre du 12 de ce mois, dont je vous fais passer copie. Cette lettre, qui ne présente aucune notion précise des faits, prouve seulement qu'au lieu de les observer et de les transmettre, il s'occupe d'y prendre une part active qui ne convient aucunement à son caractère, et à laquelle il n'est nullement autorisé. L'indécence et le danger d'une telle conduite me semblent, citoyens représentants, rendre plus instante que jamais la nécessité d'effectuer son rappel que vous avez depuis longtemps arrêté. »

Comme s'il voulait justifier les reproches de Buchot sur l'incohérence de ses communications, le malheureux Résident de Genève expédia, à la date du 10 août, de nombreuses notes ou dépêches dont le patriotisme exalté laisse soupçonner un certain dérangement intellectuel, assez concevable, du reste, si l'on songe à la gravité des circonstances, c'est-à-dire aux craintes que devaient lui inspirer, d'un côté, les événements de France et de l'autre, son imprudente participation aux discordes civiles de Genève. Nous reproduisons textuellement, comme caractéristiques de l'homme et de son temps, cette série de déclamations :

Aux citoyens composant les comités de Salut public et de Sûreté générale.

Genève, 23 thermidor (10 août)

Citoyens,

Voici six lettres du Nord ou de l'Orient; elles doivent renfermer bien des découvertes et je suis presque sûr que bien des agents de la République sont devenus des agents du monstre Robespierre.

La terreur est à l'ordre du jour à Genève. Tous les clubs y font la cour aux Montagnards et les regardent comme le seul et dernier canal d'avoir l'amitié de la France. La Suisse en courroux a coupé les vivres à Genève, et tout Suisse qui a pris ici les armes a ses biens confisqués. Les Montagnards, les Marseillais, le club des faubourgs se sont réunis; ils disent que celui qui a fait piller l'or et l'argenterie des Genevois, emprisonné tant de bons citoyens, divisé, inquiété, embastillé de bons Montagnards, compromis la République, supposé un complot imaginaire... (1) et qu'enfin le Robespierre de Genève doit périr comme lui. Ils vont instituer un tribunal pour juger cette 2<sup>e</sup> classe de Genevois, ils parlent de faire Wittel 1<sup>er</sup> syndic.

Le gouvernement est dans les plus cruels embarras; il a publié que les aristocrates sont vingt fois plus nombreux que les Montagnards dont il a, par des libelles signés, tenté de déshonorer le Président, tandis que le peuple assemblé en souverain luy a rendu justice et accordé des indemnités.

SOULAVIE.

(1) Ici il manque une ligne qui a été coupée par inadvertance au bas de la page. La phrase vise évidemment le premier syndic, Janot.

## DE LA RÉVOLUTION DE GENÈVE

ET DE LA SURETÉ DE LA RÉPUBLIQUE DANS LES ENVIRONS

SUITE DE LA CONJURATION DE ROBESPIERRE A GEX

*Aux citoyens représentants du peuple composant les Comités de Salut public et de Sécurité générale.*

Genève, 23 thermidor.

*Lettre de Soulavie à Barthélemy.*

Citoyen Ambassadeur,

L'Angleterre agite violemment Genève. Vous me marquez que la Suisse sera spectatrice des événements, mais qu'elle s'intéresse beaucoup à son indépendance. Je crois être sûr que la France suit le même système.

Un Anglais, muni d'un arrêté du comité de Salut public en sa faveur, muni en outre d'un passeport, avait chargé un de ses correspondants en Suisse de lui adresser sous mon couvert ses lettres.

Des Genevois, que je soupçonne fort être peu portés pour le comité de Salut public, sont venus réclamer avec chaleur ces lettres. Je suis dans la perplexité : les rendray-je ? Ne les rendray-je pas ? Car il m'a paru qu'une de ces lettres était écrite de la main de ton secrétaire.

La montre de Genève s'est détraquée un instant, mais le calme, la raison et la vérité lui rendront un ton plus réglé. Donne-moy quelques-unes de tes idées là-dessus.

Que tu es heureux ! Tu vis dans un pays calme.

On assure que nous avons tous failli perdre nos places par un décret.

La fusillade qui a duré une heure à Hermance entre les Français et les Suisses est un appendice de nos troubles. Mais j'ay grande confiance en tes opérations et dans la sagesse du Sénat de Berne. Ce Sénat est admirable.

SOULAVIE.

P. S.—L'envoyé d'Albitte près de toi est allé sur-le-champ chez Delhorme, et nous a beaucoup inquiété par les nouvelles, qu'il dit avoir reçues de toi, de la demande des Genevois d'une médiation à Berne : elle est fausse.

*Au Commandant de la force armée à Ostende.*

Citoyen,

La Révolution de Genève ayant obligé nos autorités de surveiller les émigrants genevois, nous avons intercepté des correspondances entre des gens de cette ville et Londres par Ostende, qui méritent toute l'attention du comité



de Salut public. Je te prie de lui adresser toutes les lettres pour Genève que tu pourras faire intercepter, car elles sont relatives à la sûreté de l'État.

Le Résident de France à Genève,

SOULAVIE.

Genève, 23 thermidor.

*Aux citoyens composant les deux Comités.*

... On a voulu arrêter Merle d'Aubigné comme un homme à deux faces; je l'ai pris énergiquement sous ma protection... Par cet acte de fermeté, j'ai sauvé l'organisation admirable de notre correspondance politique avec le Nord, l'Orient et le Midi. Toutes les voies étant obstruées par la guerre, Genève est la seule porte ouverte pour la circulation de nos dépêches. Les dénonciateurs sont des valets du gouvernement de Genève, mais je te déclare que je ne connais que le mécanisme physique de la commission de notre agent secret. Toutes les lettres cachetées ci-jointes, venant de l'étranger, méritent, à mon avis, d'être infiniment approfondies par les bons citoyens qui ont châtié et dévoilé la conjuration de Robespierre. On l'y trouvera assurément. Je présume qu'on y trouvera ses menées avec l'étranger.

*Note de Soulavie à Darneville et Delhorme.*

Le Résident de France près la République de Genève, ayant reçu des plaintes de ce que les secrétaires de la légation et surtout l'un d'eux prenaient une part trop marquante dans la révolution de Genève, de concert avec Janot, les invite à se tenir en permanence à leur poste jusqu'à la fin de la révolution et de manière à faire cesser ce bruit que les secrétaires et Janot sont le comité secret révolutionnaire.

Le Résident, officiellement averti qu'il est parti de cette Résidence des dépêches relatives à la révolution et à l'armement du pays du Gex, demande auxdits citoyens secrétaires la communication et une copie, s'il est nécessaire, de ces dépêches relatives à l'armement du pays de Gex et à la République de Genève, pour faire parvenir au comité de Salut public les remarques dont elles ont besoin.

SOULAVIE.

La réponse a été un mouvement de hauteur et de mépris... La conspiration n'est pas déjouée ! Ils sont bas et vils quand ils ont besoin, comme les nobles. Genève, 23 thermidor.

*Aux citoyens composant le comité de Salut public et le comité de Sûreté générale.*

Citoyens représentants,

Ce qui se développe chaque jour démontre que le profond scélérat avait

traité (par des voyes que vous découvrirez aisément à Paris) : 1<sup>o</sup> avec tous les gouvernements en guerre contre nous, et 2<sup>o</sup> avec tous les partis aristocratiques de l'étranger neutre.

Sa trahison est infiniment subtile, infiniment compliquée, comme son génie, car il en avait.

Pour la concevoir, il faut prendre le contre-pied de ce qu'il disait; encore on ne peut en voir tout l'ensemble ni la profondeur.

Il faisait périr les chefs des factions et se mettait à la place. Leurs plans, il les a continués, tout en prêchant au peuple en sens contraire.

Quand il louait Stanhope, je présume qu'il traitait avec Pitt.

Lorsqu'il lut son superbe rapport sur les *puissances neutres*, calqué sur mon mémoire au comité de Salut public lors de son institution, et sur la protection que la France devait accorder aux puissances secondaires pour les diriger contre les grandes en coalition, je présume qu'il traitait d'avance avec cette coalition.

Il me semble le voir au comité soutenir dans Genève le secrétaire Darneville et y renvoyer le secrétaire Delhorme, toujours ici réputé fils naturel de Dumouriez, par la raison que je lui dénonçay ces deux secrétaires et le vérificateur des assignats, tous les trois auteurs du coup de main manqué à Gex.

On assure Dumouriez caché dans le pays de Vaud.

C'est Robespierre qui, par Bousquet, arrivé de Paris, a dû traiter avec le gouvernement de Genève coalisé surtout avec la minorité aristocratique de Berne.

Aussi voyez-vous que la majorité du Sénat nous le dévoile avec habileté, sans le nommer, en nous disant ces mots profonds qui excitèrent dans le temps ma vive réclamation : *les Suisses ne se mêleront pas du tout contre la République Française, ni contre le gouvernement actuel.*

Je pense bien que cette observation n'aura pas échappé à Barthélemy et qu'il vous en aura dans le temps averti.

(Le reste de la lettre est contre le gouvernement de Genève, qu'il accuse de jouer double jeu.)

*Remontrances curieuses d'un Montagnard au Résident de France, de bon matin dans son lit.*

Citoyen Soulavie,

Je viens vous apprendre que la Convention a exclu les ci-devant prêtres, même les mariés, des emplois de la République. J'apprends que Genève a demandé votre changement. Ainsi, la Convention et Genève s'accordent à vous rappeler.

Vous n'avez pas de l'argent, je le sais. Recevez de moy tout ce que vous voudrez pour vous retirer en Suisse. J'ay tout préparé. Le gouvernement fait courir le bruit que vous êtes partisan de Robespierre, il dit que vous êtes son complice, les secrétaires le disent aussi.

Les prêtres, d'ailleurs, vont, en quinze jours, être déportés; on sait ça ici

comme on sait le décret sur l'exclusion des employés et comme on y sait l'abolition des ambassades et de toutes relations extérieures.

Sauvez votre aimable épouse, citoyen Soulavie, sauvez-vous vous-même. En Suisse, vous servirez également votre patrie. Vous écrirez de là au comité de Salut public. — Vous lui serez plus utile que dans Genève. Vous y obtiendrez des honoraires. L'ennemy, dans Genève, a triomphé contre vous ; il a enlevé toute l'argenterie des riches, il a enlevé leurs biens ; il solde 50 sols par jour à chaque révolutionnaire, 30 à chaque femme, et un florin à chaque enfant. Il a fait remercier les magistrats de la démarche contre vous. Sauvez-vous, citoyen Soulavie, sauvez-vous !

#### SERMENT DU RÉSIDENT DE FRANCE

Tu es un Montagnard, et tu me conseilles de fuir !

Tu es un Montagnard, et tu veux que j'émigre !

Tu es un Montagnard, et tu m'offres du numéraire !

Je suis à Genève le représentant du peuple français. Un jour de représentation avec une âme calme et paisible vaut mieux que vingt ans de délices dans le pays de Vaud. Je n'y trouverais pas ma patrie.

Je commettrais un crime. Je violerais la loi ! Ouvre ma fenêtre, ma femme !

*En présence de l'Être Suprême, je déclare que je préfère la mort à une lâcheté, à une infâme fuite ; je suis à mon poste ; c'est un des plus beaux que puisse confier le peuple français ; je veux mourir en le défendant avec honneur.*

SOULAVIE.

#### PREMIÈRES NÉGOCIATIONS DU GOUVERNEMENT DE GENÈVE

Je vois arriver Roch !

La terreur va devenir à l'ordre du jour.

L'arrêté sur les prêtres a été rapporté ou suspendu. Je devine qu'on n'est pas content à Genève du comité de Salut public.

La séance a été grande, calme, majestueuse ; nous nous sommes séparés contents.

#### *Seconde séance.*

Elle a été bien plus curieuse encore, mais, fatigué et harassé, je ne puis la rédiger aujourd'hui.

#### ÉPISODE SUR LA PROCÉDURE CRIMINELLE DE WITTEL, PRÉSIDENT DES MONTAGNARDS

*Journée du 10 août (style genevois).*

VICTOIRE ! VICTOIRE ! VICTOIRE ! ÇA IRA !

Ce président des Montagnards a été emprisonné pour tenir ici le parti fran-

çais dans la terreur. Les Marseillais, dès ce moment, et les Montagnards se sont réunis. Genève a été un moment dans la terreur contraire.

NOTE TRÈS ESSENTIELLE

En arrivant à Genève, je chassay l'aumônier Venette placé ici par Dumouriez avec Delhorme et Darneville, parce qu'il était dans l'affaire des louis à Lyon, et parce qu'il était pensionnaire du prince de Kaunitz, ministre autrichien, dont il a élevé le fils qui commande dans les armées ennemies.

Le baron de Watteville, bailli de Vevey, qui aime la France, apprit à Wittel que cet abbé Venette était payé en Suisse par nos affaires étrangères de Paris, et on a su depuis qu'il était dans la conjuration de Gex, qui est encore impunie.

Voilà pourquoi, en perdant le Résident, il fallait perdre Wittel, auteur de la découverte de Venette en Suisse, payé tout à la fois par la France et par l'Autriche.

Le rapport de Wittel est aux affaires étrangères; je l'y ay envoyé. Quant à Wittel, il est délivré.

Ce soir j'illumine la façade de ma Résidence en mémoire *du 10 août*.

Tout Genève passe devant ma porte pour voir : soudain un grand bruit se fait entendre, une musique guerrière, on chante : *Vivent les braves Montagnards ! Veillons au salut de l'Empire !* et 200 Montagnards et Marseillais défilent, baissent pavillon, se découvrent respectueusement. Je ferme ma porte, ce n'est pas de la méfiance qu'il me faut, mais l'amitié et le retour vers le peuple français.

La lettre ci-dessus à Barthélemy fait allusion à l'incident de l'Anglais Benjamin Vaughan, dont il a été souvent parlé à propos de la « conjuration de Robespierre ». Cet Anglais était venu à Paris quelque temps avant le 9 Thermidor « et s'était présenté au tyran qui lui avait procuré un passeport pour Genève, pour conférer par écrit de l'objet de sa mission. L'Anglais était l'organe d'un parti qui consentait à négocier avec Robespierre; il annonçait qu'il y avait une faction à Londres disposée à reconnaître la République française, si Robespierre voulait fixer un pouvoir exécutif *amovible* sur une ou deux têtes, comme dans la République romaine; s'il voulait cesser de poursuivre en France les négociants et le culte religieux, et substituer en faveur de l'autorité, à la noblesse détruite, un appui équivalent ». L'Anglais suggérait, de plus, l'idée d'un protectorat de la France sur les provinces hollandaises et rhénanes confédérées, ce qui, suivant l'auteur du projet, aurait



donné à la République huit ou neuf millions d'alliés. A ces conditions, on travaillerait à Londres à former un parti de quelques citoyens qui en gagneraient d'autres et prépareraient la cessation de la guerre.

Les lettres de l'Anglais furent interceptées par deux agents de Soulavie (Wittel et Conte). Ceux-ci, écrit Soulavie en 1801, le sommèrent alors de « redoubler d'efforts pour empêcher qu'un individu traitât seul en France avec des Anglais, et surtout un individu tel que Robespierre. Mais que faire alors des lettres décachetées en témoignage de la vérité de l'assertion de Wittel? A qui les adresserait-on? Méaulle, aujourd'hui (1801) membre du tribunal de cassation et alors député à la Convention, arrivait dans l'Ain, en qualité de représentant en mission, et il fut dit à Wittel que Méaulle, effrayé de voir la France inondée de sang, allait passer en Suisse, prévenu que Robespierre voulait le faire guillotiner. Méaulle fut donc invité à envoyer les dépêches de l'Anglais au comité de Sûreté générale qu'il apprit être en opposition avec Robespierre. Le comité reçut ces dépêches interceptées et Vadier, membre de ce comité, qui commençait la révolution du 10 thermidor, les présenta à Robespierre avec les lettres également interceptées de Chenaud, et prépara le cri libérateur : *A bas le tyran* (1) ! »

On peut douter toutefois que ces pièces aient joué un si grand rôle dans la chute de Robespierre, s'il est vrai, comme l'a dit Barère, que la lettre de Vaughan ne soit parvenue et n'ait été décachetée au comité de Salut public que dans la journée même du 9 Thermidor (2).



Reyhaz poursuivait vivement à Paris sa campagne contre Soulavie. Dans une lettre à Buchot du 24 thermidor (11 août), destinée à réfuter la note du Résident du 29 juillet, il ajoutait :

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 348.

(2) HAMEL, *Histoire de Robespierre*, III, 695.

« Tu apprécieras la conduite du citoyen Soulavie. Tu mettras sous les yeux du comité de Salut public cette nouvelle preuve de la manière dont il remplit les devoirs de sa place, et tu lui rappelleras ce que le gouvernement de Genève m'a enjoint plus d'une fois de réclamer par ton organe. Quoi qu'en ait dit et répété le citoyen Soulavie, le gouvernement de Genève a conservé, de l'aveu de tous les révolutionnaires, les pouvoirs qu'il avait reçus de la Constitution et il ne s'en sert que pour faire triompher la liberté et l'égalité. »

Un autre que Buchot aurait pu trouver que ces dernières assertions étaient particulièrement risquées. Après tout, la France n'était guère en droit de faire des observations à Genève sur la manière dont on entendait, sur le lac Léman, le triomphe de la liberté et de l'égalité, outre que de telles observations auraient été un fait d'immixtion dans les affaires intérieures des Genevois. Buchot, d'ailleurs, partageait entièrement les idées de Delhorme sur le droit des patriotes genevois d'en finir avec les aristocrates. Il s'empressa de communiquer la note genevoise au comité de Salut public et en informa Reybaz le même jour. Buchot recevait en même temps une dépêche de Delhorme annonçant l'acquiescement du président du club des Montagnards, ce Wittel, dont nous venons de parler à propos des lettres de l'Anglais Vaughan. Delhorme approuve l'acquiescement par le motif qu'il n'était « pas convenable de punir quelques irrégularités de conduite dont le désir immodéré d'obtenir une place a paru la cause ». Delhorme signale ensuite la tension des rapports entre Soulavie et le gouvernement genevois, « qui a cru devoir entrer en discussion ouverte et publique » avec le Résident, à l'occasion de sa note du 29 juillet. « Le gouvernement, depuis cette époque, a cherché à s'appuyer du peuple, et, sur la demande du comité central de cette ville, les révolutionnaires ont approuvé à l'unanimité et par une adresse la conduite de leurs magistrats. »

Un arrêté du comité de Salut public, ayant autorisé l'exportation des produits des récoltes appartenant à des Suisses et des Genevois, moyennant certaines conditions, Reybaz re-

mercie le comité le 15 août et dit que le gouvernement de Genève « sera particulièrement sensible à ce témoignage de bienveillance de la part de la République française. Genève saisira toutes les occasions de prouver à la République française la constance et l'inviolabilité de son attachement ».

Le même jour (15 août), Reybaz envoie à Buchot un exposé historique des événements de Genève du 23 juillet au 6 août. Il constate que « le gouvernement constitutionnel a toujours marché d'accord avec les autorités révolutionnaires. Le calme règne dans la République et tout fait présumer qu'il n'y sera pas troublé. En ce moment, on s'occupe avec zèle à soulager les pauvres, en faisant contribuer les riches ».

Les patriotes genevois établirent un système très ingénieux d'impôt progressif basé sur les opinions. Ils taxèrent les aristocrates suivant une échelle, les englués suivant une autre et naturellement, maîtres de la fixation des taxes, ils se taxèrent peu ou point eux-mêmes. « Les individus de la première opinion, dit Reybaz, sont imposés à 1 et 2/3 pour cent par chaque mille livres jusqu'à 12.000 livres, et depuis cette dernière somme jusqu'au maximum, de 4 0/0 du capital. Les englués ou les égoïstes sont taxés à 1 0/0 sur 4.000 livres du capital en augmentant de 1/4 pour cent par chaque mille livres jusqu'au maximum de 25 0/0 du capital. » Les patriotes riches payaient peu. Quant aux pauvres patriotes, ils auraient été nourris par les contributions précédentes, si les chefs des révolutionnaires n'eussent gardé pour eux le butin tant que durèrent les assassinats (1).

Le 15 août, Buchot communiqua au comité de Salut public les dernières dépêches de Delhorme et appuya la proposition de ce dernier d'envoyer à Genève une personne de confiance. Il insista pour le rappel de Soulavie. En même temps, Helffinger écrivait de Saint-Maurice à Barthélemy que Soulavie cherchait à le supplanter, lui, Barthélemy, dans son poste d'ambassadeur à Berne.

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 355.

Le 17 août, Soulavie, écrivant à Buchot, revenait sur l'affaire des passeports et l'armement nocturne du pays de Gex provoqué par Delhorme. Il se plaignait de l'accueil que Buchot avait fait à ses plaintes sur ce sujet. Il insistait sur la gravité de l'acte de Delhorme, dont les conséquences pouvaient nous brouiller avec la Suisse. « Encore quelques jours, citoyen, et j'ajouterai que cet armement, conçu et concerté à Paris et à Genève, tient à celui de Genève et à la conspiration du monstre décapité. » Soulavie sait que Buchot a envoyé ses lettres à Delhorme; il demande que, par réciprocité, on lui communique les lettres de Delhorme.

Dans une longue lettre en date du 1<sup>er</sup> fructidor (18 août), Soulavie répond aux reproches de Buchot du 22 thermidor (9 août):

L'événement prouvera bientôt lequel des fonctionnaires publics à Genève s'est trop immiscé dans les événements de Genève. C'est parce que j'ai été simple spectateur que j'ai été la victime de nos ennemis dans Genève. Tu m'accuses de *partialité* envers le gouvernement, c'est lui qui nous insulte. Tu te plains de mon influence dans la révolution, et elle me gratifie d'un libelle (1). Tu crois que je suis l'ennemi du gouvernement de Genève, et c'est lui qui, formant ici le parti de l'opposition anglaise quand la France protégeait les Magnifiques, apprit dans sa jeunesse à insulter les Résidents protecteurs des Magnifiques; c'est lui qui, se ressouvenant de l'assistance et de l'hospitalité que lui accorda l'Angleterre et, conduit depuis ici par elle, me fait essuyer ici une lutte semblable à celle des Girondins, amis de l'Angleterre, contre les Montagnards, de concert avec Delhorme chargé d'affaires secrètes, on saura bientôt par qui, et envoyé en 1792 par Dumouriez. C'est lui qui forme en ce moment en Europe un parti d'opposition semblable autant que possible, vu les localités, aux partis anglais qu'il y a en Suède, aux États-Unis et en Corse, etc. Quant à l'abus que tu dis que je fais de mon influence en faveur des Montagnards, je jure sur mon honneur qu'elle s'est bornée à empêcher, par des avis salutaires et des discours secrets, qu'ils ne fussent fusillés, et j'ajoute que partout où je trouverai des amis de la France, partout je les aimerai, je les honorerai, je les porterai sur mon cœur, et partout je les empêcherai d'être fusillés quand je le pourrai... Voilà, citoyen commissaire, comment j'ai été tyran dans Genève. Aurais-je pu en avoir les moyens par les personnes et par les richesses? Je suis dans le besoin le plus urgent depuis bien des mois et rien ne m'a pu obtenir le plus pur nécessaire; c'est avec ce que j'ay gagné à la sueur de mon front depuis ma jeunesse que j'ay fait les dépenses de la Résidence; depuis un an je n'ay rien touché. Dans l'ordre des personnes, au lieu

(1) Il s'agit évidemment de la publication de la *Correspondance Grenus et Desonnaz*.



d'être un tyran, il est notoire que je suis la victime de la tyrannie; il m'a été défendu sans cesse de recevoir des Genevois pour les intérêts de mon pays, sans attirer sur eux l'animadversion du gouvernement.

Buchot communiqua le 18 août au comité de Salut public la note de Reybaz du 24 thermidor, réfutant la note de Soulavie. Il pense que le comité trouvera là un motif de plus de rappeler Soulavie.

Le 19 août, Soulavie envoie à Buchot des extraits de proclamations genevoises constatant l'abus des passeports et les vœux faits par les aristocrates de Genève pour une contre-révolution en France. Il rappelle que Cambon a déclaré à la Convention qu'on avait trouvé dans les papiers de Robespierre la complicité des agioteurs de Genève. Le Résident, voulant trouver les coupables, s'adressa aux Montagnards, qui avaient prêté le serment de dévoiler toutes les trames dirigées contre les Français. « Ces recherches indignant le gouvernement de Genève, il est résulté que les Montagnards, qui demandaient le châtimement des conspirateurs qu'ils allaient dévoiler, ont été emprisonnés, et le Résident poursuivi avec eux, parce que, comme eux, il a connu et déjoué depuis un an les auteurs des iniquités commises ici contre la République française et publiées par le gouvernement; pouvait-il les observer de sang-froid? Je les dépose donc, ces faits, dans le sein des comités de Salut public et de Sûreté générale et je les prie de considérer dans quelle position ici s'est trouvé le Résident. »

Le même jour, Reybaz demandait avec plus d'instance que jamais le rappel de Soulavie. « Les syndics me chargent de renouveler leur demande. Elle est instante. Le sort de la République de Genève dépend peut-être en ce moment du rappel que son gouvernement sollicite... Genève mérite de vous inspirer de l'intérêt. Elle est une des plus anciennes républiques de l'Europe; elle a rendu de grands services à la Révolution française; elle est toujours disposée à lui en rendre de nouveaux; elle est faible, elle est malheureuse, elle se confie dans votre justice et dans votre générosité. Je vous conjure de vous occuper un moment de son bonheur. La reconnaissance des

Genevois sera éternelle, comme leur attachement au peuple français. »

Soulavie écrit, le 21 août, aux comités de Salut public et de Sûreté générale, au sujet de « l'Anglais complice de Robespierre », dont il a intercepté les lettres. Il a expédié des courriers pour faire arrêter sa malle, qui de Lyon vient à Genève. Quoiqu'il y ait, parmi les lettres interceptées, une lettre de Barthélemy à cet Anglais, Soulavie ne doute pas de la fidélité de notre ambassadeur en Suisse. Il s'occupe ensuite de la situation de Genève et s'exprime ainsi :

Genève est dans un état de stupeur. Les Montagnards y ont gagné cent pour cent. Les Marseillais et autres clubs se sont réunis à eux et s'épurent. Rien n'est fini à Genève, car on dit qu'une commission veut demander raison : 1<sup>o</sup> de la révolution ; 2<sup>o</sup> des proscriptions ; 3<sup>o</sup> du rapport diplomatique qu'on appelle ici la vraie conjuration ; 4<sup>o</sup> des millions enlevés au riches ; 5<sup>o</sup> du sang répandu, etc. Dans cette conjoncture, je vais à la campagne de mon prédécesseur, à une portée de fusil de la ville, et je viens trois heures par jour pour les signatures. En allant et en venant, ils affectent depuis hier de sortir des tambours et de se mettre sous les armes à mon passage ; ils ont fait de même une fois pour ma femme sans que je fusse avec elle ; ils n'écritont plus à Paris que je m'immisce dans leurs étranges querelles.

La partie la plus réfléchie des Genevois désavoue très hautement le libelle du gouvernement ; c'est ainsi qu'elle le qualifie. Ce gouvernement ne cache plus son inquiétude de n'avoir pas reçu de réponse favorable à ses demandes à Paris au préjudice du Résident.

Nous avons été trompés, disent quelques clubs, et nous voulons la tête de six. Un groupe a osé venir me le dire : *Voyez les sentiments d'humanité que développe la France*, leur ai-je dit. *A la terreur elle peut voir succéder les vertus douces et paisibles, très compatibles avec la fermeté et la fierté républicaines. Ne parlez d'effusion de sang qu'avec une extrême réserve et avec justice, si vous voulez être nos amis. L'agent du peuple français n'aura jamais le mot de vengeance ni dans la bouche, ni dans le cœur.* Cette réponse répétée dans les clubs a été couverte d'applaudissements ; *il est notre ami*, disaient-ils.

L'émigration dans cette circonstance est des plus alarmantes. J'ai signé depuis la révolution 3.200 passeports pour les mandements genevois inclus dans la France ou la Suisse. La Suisse laisse passer les fuyards dans le mandement genevois de Céligny, mais elle repousse ceux qui ont pris part à la révolution.

Les environs de Genève témoignent hautement leur indignation : 1<sup>o</sup> sur la révolution ; 2<sup>o</sup> sur les libelles qu'elle a produits. Ils l'appellent la révolution de 50 sols, à cause de la paye journalière des révolutionnaires qui vient de cesser.

Delhorme écrit, de son côté, et à la même date, une nouvelle lettre sur les événements de Genève. Il assure que la révolution a été faite pour plaire à la France, qu'elle ne peut que resserrer les liens entre les deux pays, mais qu'il n'en sera pas de même avec la Suisse et l'Allemagne. Delhorme voudrait que Barthélemy intervint pour ménager entre Genève et le corps helvétique « des rapprochements nécessaires également convenables à la Suisse, à Genève, à la République française ».

Note marginale de Buchot. — « Cit. Le Marchand, répondre qu'on ne doute pas que l'ambassadeur (Barthélemy) ne tienne dans les circonstances présentes la conduite qu'il indique, mais qu'un point important est que Genève ne se persuade pas que la République se montrera disposée à intervenir dans ses dissensions intérieures et à adopter son ressentiment ou celui de ses voisins. »

Le 21 août, Buchot, qui avait encore insisté la veille auprès du comité de Salut public pour le rappel de Soulavie, revient à la charge et dit que « beaucoup accusent Soulavie de prendre une part active aux événements de Genève. Cette imputation émane d'un de nos agents particuliers en Suisse et se trouve aussi dans une lettre de Berne, écrite à Barthélemy ». Buchot dit que le secrétaire d'Albitte, venu de Berne à Genève, parle dans les lettres de Soulavie un langage tout autre que celui qu'a tenu Barthélemy : celui-ci ne croit pas à l'assertion de Soulavie que les Genevois auraient demandé des troupes à la Suisse. Tout cela lui fait trouver « pour le moins extrêmement suspecte la conduite de Soulavie. Le rôle étrange qu'il paraît jouer est non seulement indigne de son caractère qu'il compromet, mais il présente encore un danger réel qui ne peut que s'accroître tant qu'il conservera l'exercice de ses fonctions. Cette considération m'engage, citoyens représentants, à vous renouveler encore la prière de vouloir bien prendre un parti définitif sur l'exécution de son rappel que vous avez déjà arrêté et sur l'envoi à Genève du successeur que vous lui avez nommé ».

L'insistance du gouvernement de Genève à demander le rappel de Soulavie s'explique par la situation critique où il se trouvait encore, malgré sa victoire. La lutte, en effet, n'était pas finie. On avait écrasé les aristocrates, mais les Montagnards voulaient leur part du gâteau, et l'appui trop évident que leur donnait Soulavie pouvait amener de graves incidents.

On se décida enfin à Paris, et on peut s'étonner même qu'on ne se soit pas décidé plus tôt, maintenant que Robespierre n'était plus là.

Dans la séance de la Convention du 20 août, un membre fit observer que le citoyen Soulavie, envoyé de la République française à Genève, ne se conduisait point dans cette mission avec la dignité qui doit caractériser le député d'un peuple libre. Il demanda que le comité de Salut public se fit rendre compte des renseignements reçus à cet égard, et qu'il en présentât le rapport à la Convention Nationale sous le plus court délai.

Cette proposition fut aussitôt adoptée (1). Deux jours après, la Convention décidait que la réception de Reybaz, différée depuis trois mois malgré les instances de Buchot, aurait lieu le lendemain.

Cette réception eut lieu avec une solennité toute particulière et dans des conditions montrant clairement qu'en accueillant cordialement le représentant de Genève les membres de l'Assemblée voulaient manifester une fois de plus leurs sentiments d'horreur pour celui qui avait maintenu si longtemps envers et contre tous Soulavie à Genève. « Fortifier les liens qui unissent les deux républiques, dit Reybaz dans son discours de réception, concilier de plus en plus les intérêts respectifs, écarter tout ce qui pourrait s'interposer entre elles pour altérer la pureté de leurs vues et de leurs intentions mutuelles... tel est le but de ma mission. » Et plus loin : « Ce n'est point ici le moment de vous parler des efforts de la fourberie et de la calomnie liguées pour déchirer notre République et diviser deux peuples amis ; vous êtes aussi bien con-

(1) *Moniteur*, 23 août 1794.



vaincus que moi que toute division entre la France et Genève est impossible, et l'expérience nous apprend que les succès des méchants ne peuvent être de longue durée. »

Cette allusion au 9 Thermidor fut saluée par les plus vifs applaudissements, et le sort de Soulavie, fâcheusement mêlé dans la pensée de tous au souvenir de Robespierre, ne fut dès lors plus douteux. On décréta à l'unanimité que le drapeau genevois flotterait dans l'assemblée à côté des drapeaux français et américain. On décréta aussi la translation des cendres de Jean-Jacques Rousseau au Panthéon.

Le soir de ce jour, Reybaz écrivait à sa fille, qui se trouvait alors en Suisse : « Depuis la destruction de Robespierre et de son système, il y a une résurrection pour les honnêtes gens et j'en ai profité. Mes lettres de créance, après mon élection souveraine, jaunissaient dans mon bureau, sans que le comité de Salut public, influencé par ce monstre, qui entravait tout ce qui était bon, m'eût témoigné le désir de prendre connaissance de ce nouvel acte dont je l'avais informé. Sa faction détruite, j'ai réitéré ma demande... Barère a tout de suite donné lecture de ma lettre à la Convention (1). »

La réception de Reybaz à la Convention marquait la fin de la longue lutte engagée entre Soulavie et le gouvernement de Genève. Le contre-coup devait s'en faire sentir à Genève. « En annonçant aux Genevois révolutionnaires ce brillant succès de ses travaux, Reybaz eut soin d'insister fortement auprès d'eux, sur ce que le tableau de leur révolution, qu'ils avaient cru sans doute adresser à Robespierre, était arrivé à ses successeurs, au moment même où ils venaient d'adopter un système absolument opposé au sien ; sur ce que la France proclamait des mesures toutes nouvelles de justice, d'humanité et de douceur, et sur ce qu'elle allait se montrer non moins terrible contre les anarchistes que contre les aristocrates (2).

C'était le signal d'une nouvelle révolution, et elle ne se fit pas attendre.

(1) PHILIPPE PLAN, *Un collaborateur de Mirabeau*, p. 41.

(2) D'IVERNOIS, *Des révolutions de France et de Genève*, p. 71.

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	I
-------------------	---

## CHAPITRE PREMIER

### LA JEUNESSE DE SOULAVIE

(1752 à 1780)

La famille <i>Substusvia</i> à Antraigues. — Mariage de Jean Soulavie à Largentièrre (1750) — Naissance de Jean-Louis Soulavie l'aîné (1752). — Anne Faure. — La géologie de la région de Largentièrre et son influence sur Soulavie. — Les Vivarois devenus célèbres dans les sciences naturelles. — Soulavie fait ses études à Avignon. — Il est ordonné prêtre (1776). — Ses nombreux voyages en Vivarais pour faire une carte en relief du pays. — Les agitations politiques à Largentièrre au siècle dernier. — Le représentant du peuple Bastide. — Les anciennes et les nouvelles couches sociales. — Soulavie vicaire à Antraigues (1777). — Ses bonnes relations avec le curé Bartre. — Son départ pour Paris (1778). — Ses voyages en Vivarais et dans les provinces voisines (1779 et 1780).....	1
---	---

## CHAPITRE II

### LES PREMIÈRES ANNÉES DE SOULAVIE A PARIS

(1778 à 1782)

L'imprudence d'une mère et les chansons du départ. — Les salons parisiens avant la Révolution. — M <sup>me</sup> de Bourdic. — Conversation avec Buffon en 1778. — Désormeaux. — La Touraille. — M. de la Borde. — M <sup>me</sup> d'Angivillers. — Le peintre la Tour. — Le chevalier de Turgot. — M <sup>lle</sup> Fel. — M <sup>me</sup> de Cheminot. — Fanny de Beauharnais. — Mémoires présentés à l'Académie des sciences (1779). — Publication de l' <i>Histoire naturelle de la France méridionale</i> (1780-84). — Conversation avec Benjamin Franklin. — Menées anglaises dans les Cévennes. — Conversation avec Malesherbes. — Promenade à Ermenonville. — Lettre de Soulavie au prince de Soubise. — <i>Histoire du Vivarais</i> (restée manuscrite). — Allocation pour continuer l' <i>Histoire du Languedoc</i> . — Projet de donation de sa bibliothèque à la ville de Largentièrre.....	14
---	----

## CHAPITRE III

### LES DÉMÊLÉS DE SOULAVIE AVEC L'ABBÉ DE BARRUEL

(1781 à 1785).

Le P. Jésuite Augustin de Barruel. — Les <i>Helviennes</i> . — La <i>Genèse</i> selon M. Soulavie. — La théologie et l'observation scientifique. — Le Dieu de Moïse et celui du	
---	--

vicairé naturaliste. — Soulavie repousse le reproche d'impiété et de matérialisme. — Fâcheuses conséquences pour lui des accusations de Barruel. — Lettres inédites de Barruel à son frère. — Guerre de brochures. — Procès au Châtelet. — L'archevêque demande son renvoi à l'officialité. — Soulavie refuse de faire partie du voyage autour du monde de la Peyrouse. — Le naturaliste Lamanon. — Abandon du procès. — Découverte restée et railleries oubliées..... 31

## CHAPITRE IV

## LES DÉBUTS DE SOULAVIE COMME HISTORIEN

(1785 à 1789)

Discours sur les mœurs. — Conversation avec l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne. — Diplômes de Soulavie. — Prospectus d'une nouvelle manière d'écrire l'histoire. — Ses rapports avec le maréchal de Richelieu. — Réponse de Soulavie au duc de Fronsac (1791). — Il est nommé curé de Sept-Vents (1787), puis vicairé général de Châlons-sur-Marne (1788). — M<sup>re</sup> de Clermont-Tonnerre. — Soulavie lui prête de l'argent pour émigrer. — Le couvent des Récollets, à Largentière. — Une lettre de Soulavie à M. de Saint-Pierre-ville..... 51

## CHAPITRE V

## SOULAVIE EN 1789

Brochures politiques de Soulavie en 1789. — *L'Aristocratie enchaînée*. — La situation de l'Eglise et du clergé en France avant la Révolution. — Le curé de campagne. — La Pragmatique Sanction. — Le concordat de 1515. — Les abus de la commende. — Réformes insuffisantes. — La feuille des bénéfices. — Impuissance du pouvoir épiscopal contre l'abus des biens ecclésiastiques au profit du pouvoir civil. — Mécontentement du bas clergé malgré l'élévation de la congrue. — *Doléances du clergé du royaume*. — Réformes demandées par Soulavie. — L'épiscopat d'autrefois et celui d'aujourd'hui. — Lettre au comte de Balazuc. — *L'histoire, le cérémonial et les droits des Etats généraux*. — Histoire des assemblées du clergé à Bayeux et à Paris pour les élections de 1789. — Le rôle qu'y joua Soulavie. — Lettre de Barruel sur l'assemblée du clergé à Paris. — Résultat général des élections du clergé..... 63

## CHAPITRE VI

## SOULAVIE JACOBIN

(De 1790 au 10 août 1793).

Mémoires historiques publiés en 1789-90. — Article dans le *Moniteur* pour ne pas laisser aux ministres le droit de déclarer la guerre. — La disparition de dom Patouillot. — Collection des Mémoires historiques du règne de Louis XV. — Brouille avec le libraire Buisson. — Une nouvelle gazette de la Révolution. — Conseils aux législateurs. — La Constitution civile du clergé. — Soulavie présente à l'assemblée quelques prêtres assermentés. — Ses idées sur l'éloquence de la chaire. — Le mariage des prêtres. — Le club des Jacobins. — Gènes et Paris. — Conseil au Roi. — La reine Marie-Antoinette. — Le comte d'Antraigues. — Les embarras de la cour en juillet 1792. — Louis XVI. — Conversation avec M. de Chambonas. — Négociation de la cour avec Brissot. — Ajournement de la proposition de déchéance... 97

## CHAPITRE VII

## SOULAVIE ENTRE DANS LA DIPLOMATIE

(Du 10 août 1792 à mai 1793)

Le 10 août. — Conversation avec Chabot. — Soulavie est chargé, avec Verninac, de faire l'inventaire des papiers du Roi. — Le cabinet de Louis XVI à Versailles. — Soulavie demande le jugement du Roi et l'abolition de la royauté. — La proclamation de la République. — Conversation avec M. de Montmorin. — La séance du 22 septembre à la Convention. — Difficultés sociales que prévoit Soulavie. — Conseils pour les prévenir. — Il blâme le vandalisme révolutionnaire. — Les quatre mariages de Soulavie avec Madeleine Mayaud. — Les misères d'Anne Faure et de Soulavie cadet. — Comment ce dernier devint géographe. — Lettre de Soulavie à Robespierre. — Le ministère secret de Louis XV et les *Conjectures raisonnées* de Favier. — Soulavie admis dans les bureaux du ministère des relations extérieures. — Il est nommé ministre à Copenhague. — Il reste à Paris pour négocier avec le baron de Bernstorff et le baron de Staël-Holstein. — La politique du Danemark et de la Suède. — Institution du comité de Salut public. — Changement de direction dans la politique étrangère de la France sous l'influence de Danton..... 116

## CHAPITRE VIII

## LA RÉPUBLIQUE DE GENÈVE

Nomination de Soulavie à Genève (25 mai 1793). — Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse. — Soulavie part le 31 mai pour se rendre à son poste. — Résumé de l'histoire de Genève. — L'aristocratie, la bourgeoisie et les natifs. — L'intervention franco-suisse en 1737. — Les négatifs et les représentants. — Démarche des agitateurs genevois auprès du gouvernement français. — La révolution de 1782 et l'intervention franco-sardo-suisse. — Réquisitoire de Soulavie contre l'esprit révolutionnaire genevois. — La politique de M. de Vergennes. — Le subside accordé aux révolutionnaires genevois par le gouvernement anglais. — Les intrigues de Clavière. — Le général Montesquiou. — La révolution démocratique de Genève (décembre 1792). — Le ministre Lebrun. — Les instructions données à Soulavie et l'état des partis à Genève. — Craintes d'une occupation piémontaise de Genève (juin 1793)..... 147

## CHAPITRE IX

## LES PREMIERS TIRAILLEMENTS ENTRE SOULAVIE ET LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(juillet-août 1793)

Réception officielle de Soulavie par les Comités de Genève (3 juillet). — Le voyage à travers le Jura. — Projet de visite à Coppet. — Lettre de Soulavie à Barère et Danton. — Comment Soulavie entendait sa mission à Genève et comment l'entendait Deforgues. — Soulavie va se faire reconnaître dans le Valais. — Mauvaise impression produite par le rattachement de la légation du Valais à celle de Genève. — L'opinion de Barthélemy. — Rétablissement d'une légation indépendante dans le Valais. .... 161



## CHAPITRE X

## LES CAUSES D'UNE PREMIÈRE RÉVOCATION

(du 31 juillet au 16 décembre 1793)

Soulavie émet des appréciations défavorables au gouvernement de Genève. — Tableau des partis. — Les Piémontais violent le territoire du Valais. — Démarches imprudentes de Soulavie. — Salomon Reybaz. — Conférences de Français à l'hôtel de la Résidence. — La situation en Savoie. — L'abbé de la Bastide. — Armement de volontaires. — Lettre au général Verdelin. — Lettre à Robespierre. — Dénonciation contre Kellermann. — Note de Janot démentant le bruit que le gouvernement de Genève protège les prêtres et les émigrés. — Faux bruits de projets agressifs contre Genève. — Proposition d'espionnage pour M<sup>me</sup> de Cheminot. — Les agents secrets de la France à Genève. — Dénonciation contre Gorani. — Réponse de Soulavie à la note de Janot. — Notes sur le personnel diplomatique en Suisse. — Autre lettre de Soulavie à Robespierre. — L'affaire des passeports. — Brouille irrémédiable du gouvernement de Genève avec Soulavie. — Grenus. — Lettre de Gorani sur Soulavie. — Barthélemy et la neutralité suisse. — Deforgues blâme l'attitude de Soulavie. — Soulavie se prononce pour que Genève reste indépendante et qu'on facilite son approvisionnement. — La capitulation de Lyon détend la situation. — Entrevue avec M. de Watteville. — Soulavie dément qu'il ait conseillé l'envoi d'une garnison française à Genève et accuse Delhorme et Darneville d'avoir eu cette idée. — Explications de Darneville. — Dénonciations de Desonnaz aux Jacobins contre Kellermann et Montesquiou. — Soulavie dénonce les « agitateurs genevois ». — Proposition de Soulavie pour mettre la division entre la Sardaigne et l'Autriche. — Suppression du culte catholique à l'hôtel de la Résidence. — L'anticléricalisme de Bourdillon-Dieday. — Entrevue de Soulavie avec un sénateur bernois. — Deforgues blâme Soulavie au sujet de l'affaire des passeports. — Chaumette dénonce Soulavie aux Jacobins. — Incident Maligny. — Mémoire des Genevois contre les entraves mises à la liberté des communications. — Lettre de Barthélemy sur la nécessité de ne pas toucher à Genève. — Nouvelle lettre de Soulavie à Robespierre. — Réflexions sur l'état de la France. — Soulavie applaudit au rapport de Robespierre sur la politique extérieure. — Il envoie le frère de Marat à Paris. — Desonnaz dénonce aux Jacobins le général Carteaux. — Entretien de Soulavie avec Carteaux. — Soulavie remet solennellement aux Comités de Genève le rapport de Robespierre. — Manifestations au club des Montagnards en faveur de Soulavie. — La fête de l'Escalade. — Plaintes officielles des Comités de Genève contre Soulavie. — Rapport contre Soulavie au comité de Salut public. — Sa révocation et son remplacement par Rivalz (16 décembre)..... 169

## CHAPITRE XI

## POURQUOI LA RÉVOCATION DE SOULAVIE NE FUT PAS MISE A EXÉCUTION

(décembre 1793 et janvier 1794)

Conférence de Soulavie avec le baron de Staël. — Impression produite en Europe par le culte de la Raison. — Le gouvernement du bourreau. — Conduite à tenir vis-à-vis des prêtres et de la population des campagnes. — Irritation de Robespierre contre les Hébertistes. — Portrait de Soulavie par Grenus. — Complots pour brouiller la France et la Suisse à propos de Genève. — Le général Dumas. — Joie causée à Genève par la prise de Toulon. — Manifestations au club des Montagnards. — Lettre de l'agent Payan. — M<sup>me</sup> de Staël. — Soulavie dénoncé par Darneville. — On le met sous la surveillance de Delhorme..... 213

## CHAPITRE XII

## LE PASSAGE D'UN PROSCRIT GIRONDIN A GENÈVE

(janvier 1794)

Une visite inattendue. — La dénonciation après le départ. — L'enquête des autorités de Genève. — Nouveau projet de révocation. — Projet de lettre de Deforgues au comité de Salut public. — Gamon à Vevey. — Delhorme dénonce Soulavie. — Celui-ci est défendu par Barère dans le comité de Salut public. — La vie et les ouvrages du conventionnel Gamon..... 229

## CHAPITRE XIII

## LE DÉSACCORD PERSISTE ET S'AGGRAVE ENTRE SOULAVIE ET LE GOUVERNEMENT DE GENÈVE

(février à juin 1794)

La Bourse française à Genève. — La main de l'Angleterre en Suisse. — Rapport de Buchot. — La nouvelle constitution genevoise. — Arrivée de Delhorme. — Darneville dénonce Soulavie à Paris. — Lettre de Delhorme sur la constitution de Genève — Dépêche de Reybaz sur la difficulté d'obtenir le rappel de Soulavie. — La saisie des papiers de Desonnaz. — Le gouvernement de Genève proteste de son amitié pour la France. — Encore l'affaire des passeports. — Tentative pour arrêter Gorani. — Buchot. — Delhorme déclare qu'il ne peut plus rester avec Soulavie. — L'incident Réal. — Buchot insiste pour le rappel de Soulavie. — Les procédés irritants du Résident ont pour effet de rapprocher Genève des Suisses. — Réception officielle de Soulavie par les autorités de Genève. — Nouvelles plaintes du Résident contre le gouvernement genevois. — Note de celui-ci contre Soulavie. 238

## CHAPITRE XIV

## RÉVOLUTION A GENÈVE CONTRE LES ARISTOCRATES

(du 21 juin au 23 août 1794)

Un rassemblement d'émigrés à la frontière. — Divergences de Soulavie et de Delhorme à cet égard. — Delhorme voudrait que Soulavie fût traduit au tribunal révolutionnaire. — Crise politique et financière à Genève. — Entente des aristocrates et des Montagnards pour faire échouer les lois d'impôts. — Soulèvement des clubs (19 juillet). — Le gouvernement marche d'accord avec les insurgés. — Delhorme approuve le mouvement. — Lettre de Soulavie à Barthélemy. — Dépêche de Delhorme sur l'avenir éventuel de Genève. — Exécution de sept aristocrates (25 juillet). — Rupture de Desonnaz avec Grenus. — Arrestation du président du club des Montagnards. — Note comminatoire de Soulavie (29 juillet). — Rapport de Buchot contre Soulavie. — Soulavie cherche à se concilier les vainqueurs de Thermidor. — Le grand conseil de Berne condamne la révolution genevoise. — Le gouvernement de Genève entre en lutte ouverte avec Soulavie. — Sa réponse à la note du 29 juillet, et sa lettre au comité de Salut public. — Les notes et les dépêches de Soulavie dans la journée du 10 août. — Les lettres de l'Anglais Vaughan à Robespierre. — Nouvelles démarches de Reybaz et de Buchot contre Soulavie. — La taxe sur les riches à Genève. — Instance de Buchot pour faire rappeler Soulavie. — Réception de Reybaz à la Convention nationale. — Lettre de Reybaz à sa fille. — Conseils de Reybaz aux Genevois..... 259











## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

### FORMANT SÉRIE :

- Voyage aux pays volcaniques du Vivarais, 1878.  
Voyage autour de Valgorge, 1879.  
Voyage autour de Privas, 1882.  
Voyage dans le midi de l'Ardèche, 1884.  
Voyage le long de la rivière d'Ardèche, 1885.  
Voyage au pays helvien, 1885.  
Voyage au Bourg-St-Andéol, 1886.  
Voyage autour de Crussol, 1888.  
Voyage humoristique, politique et philosophique au Mont-Pilat, 1890.  
(Ouvrage couronné par l'Académie française.)  
*On peut se procurer ces ouvrages à l'Imprimerie Centrale à Privas (Ardèche).  
On y trouve encore du même auteur :*  
Une esquisse d'anatomie politique, 1868.  
Marguerite Chalis et la légende de Clotilde de Surville, 1873.  
Un Roman à Vals, 1875.  
Notice sur la vie d'Achille Gamon (historien) et de Christophe de Gamon  
(poète du xvi<sup>e</sup> siècle), 1885.  
Quelques notes sur la Commanderie des Antonins à Aubenas au xv<sup>e</sup> siècle,  
1888.  
Notice sur Jean Tardin et Jules Roussel de Tournon, 1888.  
Le P. Grasset, chroniqueur célestin du xviii<sup>e</sup> siècle, 1889.  
Essai historique sur le Vivarais pendant la guerre de Cent ans, 1890.  
Notes sur l'origine des églises du Vivarais, d'après les anciens cartulaires  
et d'autres documents, t. I<sup>er</sup>, 1891.  
Vivarais et Velay, deux livres de notes journalières au xviii<sup>e</sup> siècle, 1891.  
Les Muletiers du Vivarais, du Velay et du Gévaudan, 2<sup>e</sup> édition, 1891.
- 

### POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT :

- Voyage au pays des huguenots du Vivarais.  
Une révolte sous Louis XIII.

HISTOIRE  
DE  
SOULAVIE

(NATURALISTE, DIPLOMATE, HISTORIEN)

PAR

A. MAZON

---

TOME SECOND



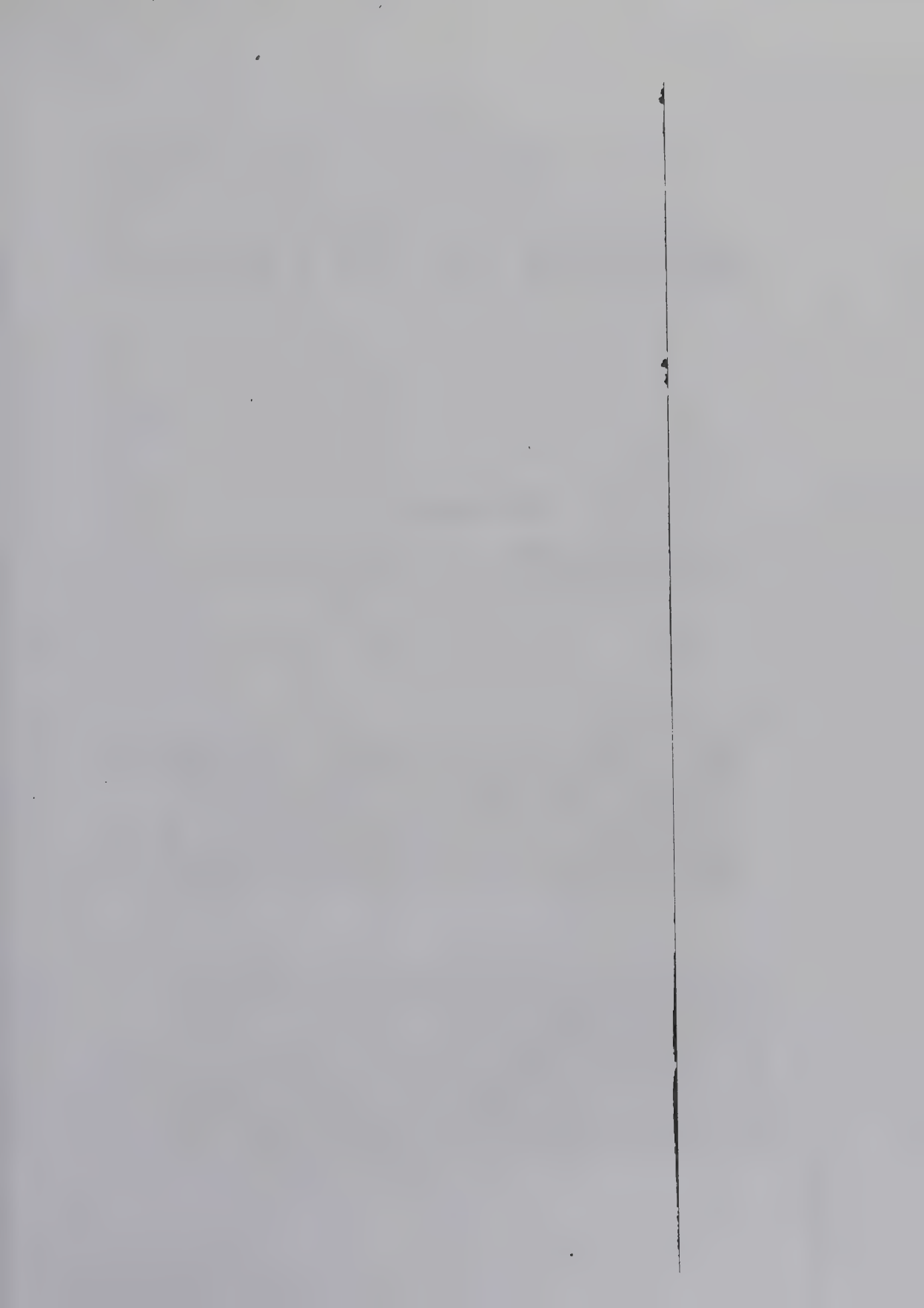
PARIS  
LIBRAIRIE FISCHBACHER  
33, RUE DE SEINE, 33

---

1893

Tous droits réservés





# HISTOIRE DE SOULAVIE

---

## CHAPITRE XV

### RÉVOLUTION A GENÈVE CONTRE LES MONTAGNARDS ET RÉVOCATION DE SOULAVIE

(du 23 août au 19 septembre 1794)

#### SOMMAIRE

Situation critique à Genève. — Nouveau mouvement populaire à la suite du rappel de Soulavie. — Fermeture du club des Montagnards et arrestation de ses principaux membres. — Mémoire sur *la France et Genève*, trouvé dans les papiers du club des Montagnards. — Lettre de Soulavie aux deux Comités sur ses relations avec le baron de Staël. — Exécution de Wittel et de trois autres Montagnards. — Lettre de Soulavie sur ses relations avec Robespierre. — Soulavie combat toute idée de réunir Genève à la France. — Il demande lui-même à être rappelé. — Réclamations au sujet de son traitement. — Nomination d'Adet à la place de Soulavie (8 septembre). — Delhorme appelé à Paris. — Arrestation de Soulavie et son départ pour la France (19 septembre).

Desonnaz constate que la situation était très critique à Genève, le 22 août, quand les clubs s'assemblèrent pour discuter une adresse des Montagnards que ceux-ci venaient de faire passer au Comité central. Cette pièce, dont on attribuait l'inspiration à Soulavie, tendait à faire pièce au gouvernement genevois : on lui demandait des comptes sur les événements de juillet. Il y avait surtout un paragraphe ainsi conçu, consi-

déré comme très insidieux : « Quelle est la cause de la mésintelligence qui existe entre le citoyen Résident et quelques membres des autorités ? Cette mésintelligence doit avoir une cause, et est trop préjudiciable à la nation pour ne pas être connue. »

La plupart des clubs se prononcèrent aussitôt contre l'adresse des Montagnards. « Cependant, quelques sociétés semblaient donner dans le piège ; d'autres voulaient qu'à l'instant les anarchistes, les conspirateurs fussent punis. Les têtes s'échauffaient, l'orage grondait déjà sur nos têtes, les citoyens allaient peut-être s'entr'égorger, lorsque le gouvernement envoya à toutes les sociétés une copie de la lettre de Reybaz, qui annonçait le rappel de Soulavie. Si un coup de foudre fût venu frapper les conspirateurs, il ne les aurait pas davantage consternés (1)... »

Le 23 août, Delhorme écrivait à Buchot : « Genève est à la veille d'éprouver un mouvement populaire. Le club des Montagnards, évidemment excité par le cit. Soulavie, vient une seconde fois de rendre publique une dénonciation contre les autorités tant provisoires que constitutionnelles de cette République... Il est probable que les clubs prendront les armes, afin d'en imposer par cet acte de vigueur à ceux qui pourraient avoir l'intention de profiter de cette circonstance pour troubler la tranquillité publique. La commission révolutionnaire vient de se déclarer en permanence par une proclamation très sage et dont il y a lieu d'espérer d'heureux effets. »

Delhorme annonçait le lendemain que, par un acte souverain, le peuple genevois avait fait apposer les scellés sur le club des Montagnards et avait ordonné la mise en jugement des principaux chefs de cette association. Delhorme rappelait qu'il avait prophétisé cette lutte entre les Montagnards et les autorités constituées : « Un désir immodéré chez les premiers de faire partie de l'administration, et, chez les seconds, une frayeur peut-être exagérée des entreprises de leurs adversaires, et, sur le tout, les intrigues du citoyen Soulavie m'ont paru

(1) *Correspondance de Grenus et Desonnaz*, III, 109.

être les causes principales de cette désunion. » Delhorme entre dans des détails et parle du caractère *profondément haineux et vindicatif* de Soulavie : « Les clubs délibéraient; leur détermination ne paraissait pas douteuse, mais cependant n'était pas encore fixé. A cette occasion, le conseil, secondé par la commission révolutionnaire, a cru devoir prendre une mesure infiniment hardie et qui me paraît mériter la plus sérieuse attention. Une lettre du citoyen Reybaz, arrivée au moment de la crise, a annoncé au conseil que le comité de Salut public venait de se décider à rappeler sur-le-champ le citoyen Soulavie. Aussitôt l'administration, par une publication d'office, a répandu cette nouvelle dans tous les clubs, persuadée qu'elle achèverait de ramener au gouvernement un petit nombre d'individus qui semblait se réunir aux Montagnards. Dès cet instant, le vœu des clubs s'est prononcé avec une rapidité étonnante, leur délibération a été prolongée fort avant dans la nuit, et, ce matin, sur leur demande, la commission révolutionnaire a ordonné que les scellés seraient apposés sur les portes du club des Montagnards et que plusieurs de leurs chefs, au nombre desquels sont Wittel, deux citoyens nommés Verre et un autre nommé Fauché, tous affidés de Soulavie, seraient mis en état d'arrestation... Les Marseillais ont déclaré qu'ils n'avaient pris aucune part à l'adresse, que la signature du président avait été surprise, et que cette adresse était simplement l'ouvrage d'un nommé Coutarel... Le Résident a été insulté en revenant d'une maison de campagne où il demeure depuis quelques jours, par un citoyen nommé Benoit. Cet individu a été arrêté et l'indignation publique le condamne d'avance à la mort. Il paraît qu'il sera demain mis en jugement avec les Montagnards. »

Le 24 août, c'est-à-dire le lendemain de la réception de Reybaz à la Convention nationale, Buchot écrivait au comité de Salut public :

Citoyens représentants,

J'ai vu par les papiers publics que Soulavie, Résident de la République à Genève, avait été dénoncé avant-hier à la Convention nationale et qu'elle avait



décrété qu'il serait fait, par le comité de Salut public, un rapport au sujet de cet agent.

Vous vous rappellerez, citoyens représentants, que le ci-devant ministre des affaires étrangères vous ayant exposé que Soulavie n'avait ni les talents, ni la capacité nécessaires pour sa place, et que sa conduite aussi inconvenante qu'inconsidérée ne pouvait que compromettre son caractère et les intérêts qui lui étaient confiés, vous ordonnâtes, le 26 frimaire, qu'il serait rappelé et remplacé par le citoyen Rivalz, agent particulier de la République à Basle.

En conséquence de votre arrêté, le ci-devant ministre des affaires étrangères vous avait soumis des lettres de rappel pour Soulavie, et, pour Rivalz, des lettres de créance et un projet d'instructions.

Ces lettres et ces instructions, après avoir été approuvées par le comité, ont été révoquées parce que la forme n'en fut pas trouvée convenable. On parut dans le temps déterminé de proposer à la Convention un mode général de correspondance avec les gouvernements étrangers et surtout de faire décider par elle si ce serait au nom de la Convention ou du comité de Salut public que les lettres de créance, les brevets et autres actes de cette nature seraient expédiés.

Aucune décision n'étant intervenue sur cet objet, le rappel de Soulavie n'a pu jusqu'ici se réaliser.

Je n'ai échappé, citoyens représentants, aucune des occasions bien fréquentes qu'il m'a fournies de vous rappeler combien il importait de mettre un terme à sa mission. Je vous prie de vous faire représenter les lettres que je vous ai adressées à ce sujet les 24 messidor, 9, 14, 22, 24 thermidor, 1<sup>er</sup>, 4 et 5 fructidor. Vous y verrez les motifs sans cesse renaissants qui me forçaient d'appuyer près de vous les instances que vous avait faites avant moi mon prédécesseur, pour le rappel de cet agent, dont chaque pas était marqué par une inconvenance, un écart et l'oubli de tous les principes.

Je ne vous ai pas laissé ignorer que depuis longtemps il est en guerre ouverte avec le gouvernement près duquel il réside. Les choses en sont venues au point, et vous l'avez vu par ma lettre du 5 de ce mois, que c'est par la voie de l'impression et du ton le plus amer que le gouvernement de Genève vient de répondre à une dernière note de Soulavie. Cette réponse du gouvernement a été soumise au peuple qui, en l'approuvant, n'a plus laissé aucun doute sur l'opinion défavorable que l'on a conçue généralement de cet agent.

Le 25 août, Delhorme écrit qu'on a trouvé dans les papiers du club des Montagnards un mémoire contre le gouvernement de Genève corrigé et signé par Soulavie ; « il paraît que ce Résident a ajouté de sa propre main une invitation d'en envoyer copie à tous les membres du comité de Salut public. La signature de Soulavie a été effacée avec un grattoir, mais elle n'a pas cessé d'être très reconnaissable. Ainsi s'expliquent

tous les déchirements dont Genève a été le théâtre depuis une année. »

Le texte de ce *Mémoire sur la France et Genève* est reproduit par Desonnaz (1). Soulavie en désavoue la paternité dans les termes suivants : « Le gouvernement de Genève, imagina encore de m'attribuer un mémoire contre Genève dont Meaulle avait reçu dans sa mission dans l'Ain l'original avec les signatures que je tiens de lui et dont une copie fut trouvée au club (2). » On verra plus loin cependant, dans une dépêche du 3 septembre, qu'il avoue avoir contribué à sa rédaction.

Le 25 août, Soulavie prie Buchot de se faire remettre 78 pièces qu'il a adressées au comité de Salut public sur la question des passeports et autres incidents avec les Genevois. Toutes ces pièces confirment ce qu'il a dit et expliquent ce qui se passe à Genève, etc. Une note marginale de Buchot déclare « sa demande dérisoire et sa lettre inintelligible, comme tant d'autres de lui ».

Le même jour, Soulavie écrit aux deux Comités que l'opinion genevoise revenait à lui, et que les Montagnards et les Marseillais se croyaient victorieux, quand la lettre de Reybaz annonçant son rappel a tout changé et amené les événements. « Si les Montagnards arrêtés périssent, il est connu de tout le pays que c'est bien en haine de leur attachement au nom français... » Quoi qu'il arrive, Soulavie proteste de la pureté de sa conduite. « Tous les droits et toutes les justices sont pour moi. Le droit et la justice sont constatés par ma correspondance. Je défie qu'on y trouve un fait faux. »

Dans une autre lettre adressée aux deux Comités, Soulavie expose les événements et l'effet produit par la lettre de Reybaz. Il raconte l'incident Benoit. « Rentrant chez moi avec mon épouse, un militaire genevois, blessé en France au service, est venu me demander dans la rue sa pension ; il était gris et poussé par d'autres qui ne l'étaient pas ; je l'ai vu poussé. J'ai répondu que je ne pouvais le satisfaire au milieu de la rue,

(1) *Correspondance Grenus et Desonnaz*, III, 176.

(2) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 359.

mais que demain il l'obtiendrait. Il m'a pris par le bras, me demandant de nouveau sa pension ; il s'est retiré et on assure que de loin il a montré le poing ; ce que je n'ai pas vu. Le même soir, la nation a été dans un état de convulsion que rien ne peut peindre. On avait répandu le bruit qu'on avait jeté le Résident dans le lac, et les bonnes femmes, rencontrant les Français, se jetaient dans leurs bras, les baisant et demandant ce qui en était. Le lendemain, le militaire a été fusillé. Cette vengeance facilitait celle qui était résolue contre les Montagnards... Wittel, président des Montagnards, porté en triomphe le 10 août et absous avec indemnité, a été fusillé hier soir. Les autres, très probablement, seront successivement ainsi fusillés. Wittel a dit : *Je meurs par l'effet de la vengeance du gouvernement...* Comme nul gouvernement ne peut être sans un parti d'opposition, la nature veut que le premier qui s'élèvera ici soit encore un parti de la cause française, parce que le gouvernement est très outré contre nous... » Soulavie recommence l'énumération de ses griefs contre le gouvernement genevois. Il nie avoir excité les Montagnards. Il blâme leur pétition qu'il n'a connue qu'après coup. Il a toujours redouté les malheurs qui viennent d'arriver.

Les frères de Benoît étaient intervenus en sa faveur auprès du Résident, et celui-ci avait recommandé leur pétition au comité révolutionnaire, mais en vain.

Dans une lettre du 27 août, adressée aux deux Comités, Soulavie, à propos du traité d'union de la Corse avec l'Angleterre, compare le parti corse Paoli au parti genevois Janot. Tous deux sont soudoyés par l'Angleterre.

Le 28 août, Delhorme écrit à Buchot : « Je t'adresse ci-joint le mémoire avec lequel le citoyen Soulavie, réunissant ses forces et ses moyens à ceux des Montagnards, a cherché à organiser une insurrection pour renverser le gouvernement de Genève. » Delhorme raconte que Wittel a reconnu que le mémoire avait été envoyé par Soulavie au club des Montagnards. Conte, président des Montagnards, a aussi avoué ses relations avec Soulavie.

Le 29 août, Soulavie fait l'éloge de Conte, qu'on va peut-être fusiller. « Cette effusion de sang innocent est effrayante ! Ce sont des gens simples, de vrais montagnards, qui sont massacrés par la frénétique méchanceté, et c'est une réunion de citoyens vertueux qui n'a pas été sanguinaire dans la première période de cette révolution, alors dirigée contre les Magnifiques et les richards ; soyez touchés, citoyens représentants, de cette calamité ; soyez touchés d'avoir des frères et amis égorvés par je ne sais quelle étrange politique. Quatre mots à ce ministre Reybaz, mais bien fermes, suffiront. Ayons pitié de Genève égarée ! »

En même temps, Soulavie écrit aux deux Comités pour se défendre contre les imputations d'un libelle paru à Genève qui l'incrimine au sujet de ses rapports avec le baron de Staël (1).

J'ai été chargé à Paris des affaires de la République en Danemark, en janvier 1793. L'influence et la demande du comité de Sûreté générale, comme le citoyen Rovère député peut s'en ressouvenir, me procurèrent cette place. Le baron de Staël, ambassadeur de Suède en France, vint à Paris au commencement de cette année-là, chargé par le Régent de chercher avec quel parti il pouvait traiter. La France était alors divisée en parti de Montagnards et en parti de la Gironde. Pour couper court avec Staël : Dites-moi, lui dis-je, ce que veut le Régent et je vous dirai avec quel parti vous pouvez traiter ; s'il désire une neutralité amicale, adressez-vous à la Montagne ; s'il veut faire la guerre, il faut s'adresser à Brissot. En faisant la guerre et en suivant le système de Gustave III, la déprédation du Nord peut vous dévorer comme la Pologne ; non seulement je vous conseille la paix avec nous, mais l'accomplissement du traité que Verninac a préparé. C'était le système du Régent, de Verninac, de Staël, et je le fis goûter à Bernstorff, seigneur danois, cousin germain du 1<sup>er</sup> ministre des affaires étrangères à Copenhague. Le résultat de trois mois de travaux fut celui que je vous adresse dans le numéro qui suit. L'événement a prouvé depuis que Staël est notre ami ; il est l'auteur de la neutralité du Nord et le comité de Salut public, institué depuis, approuva les principes de l'envoyé de Suède. Staël, arrivé à Genève, est venu quelquefois me voir. J'ai rendu compte du résultat de nos conférences. Il y a même quelque courage en moi d'avoir écrit ce que Staël me disait, il y a près de huit mois, que *les puissances neutres étaient encore loin de nous reconnaître, vu qu'elles disaient que notre gouvernement (d'alors) était encore le GOUVERNEMENT DU BOURREAU*. J'adoucis en bon Français, et tant que je pus, des observations aussi désagréables, mais mon métier et mon devoir étaient de les rapporter...

(1) La Correspondance Grenus et Desonnaz.



Soulavie annonce qu'il justifiera, dans une autre lettre, sa conduite à Genève. Il écrit de nouveau, le lendemain, aux deux Comités :

La Convention a reçu Reybaz avec solennité. Reybaz a annoncé l'arrivée d'un autre Résident. Mes travaux et mes peines sont donc finis ! Ma santé allait y succomber ! Pour la réparer par le repos, je vous prie, citoyens, en ordonnant que mes dettes soient payées, de m'accorder un passeport et un à mon épouse pour la Côte-d'Or et pour une des communes peu considérables à quelques lieues de Dijon. Je désire pour quelques mois cette retraite ; j'y rétablirai mes forces plutôt qu'à Paris, épuisé et tourmenté de maux de nerfs que je dois aux affaires publiques. La place de Résident est des plus délicates et des plus difficiles. Si, dans les temps de conjuration, il plait à un parti, l'autre le déteste, le tourmente et le mystifie. S'il peut plaire aux deux partis, nos environs le disent le premier commis des Genevois, leur complaisant, et les représentants envoyés le dénoncent comme agissant avec faiblesse. En cinq ans, il y a eu six Résidents : Castelnau, Maligny chargé d'affaires, Châteauneuf, Delhorme chargé d'affaires, Soulavie. Celui qui est annoncé est le sixième. Celui qui part et celui qui arrive ont été chers et odieux à des partis... Si j'ai manqué à quelque point, c'est à la forme. Ma patrie et ses intérêts ont été mon but et ma boussole. N'ayant rien reçu depuis que je suis ici que les trois mois que j'y ai apportés, je suis totalement ruiné. J'ai dépensé tout ce que j'avais gagné depuis vingt ans dans la littérature, à cause de la cherté des denrées que les contrebandes font porter à un prix double, quelquefois triple en argent, et à cause du peu de valeur des assignats qui perdent ici 70 p. 100. Je vais dresser un état de tout ce que je possède, de ce que j'ai dépensé, de ce que je dois : daignez, citoyens, me mettre à portée de faire honneur à ce que je dois. La Commission vient de fusiller Conte, président des Montagnards, et deux autres (1), on les dit auteurs de la pétition contre le gouvernement.

Une autre lettre de Soulavie aux deux Comités, en date du 2 septembre, est intéressante au point de vue de ses relations avec Robespierre. On voit qu'il en redoutait l'effet sur le nouveau comité de Salut public, et ce n'est pas sans habileté qu'il se défend en faisant observer que, si l'on sévissait contre tous ceux qui ont eu confiance en Maximilien, c'est une terreur en sens contraire que l'on inaugurerait en France. La lettre prend

(1) Les Montagnards fusillés furent : Wittel, Conte, Genthon et Grobety. Six autres furent condamnés à mort par contumace, trois bannis à perpétuité et sept condamnés à des emprisonnements de durée diverse. Les autres Montagnards furent « déclarés absous de toute inculpation quelconque, invités à se défier des intrigants et des agitateurs et à se répartir dans les différents clubs révolutionnaires ».

texte de l'arrestation de cinq ou six sans-culottes, dans le pays de Gex, arrestation qui serait le résultat des intrigues de Delhorme et du gouvernement de Genève, pour réprover « *des représailles* qui font le plus mauvais effet. Sans doute, dit-il, il faut châtier les agents de l'infâme Robespierre, mais le mot de Robespierre ne peut être, sans fléau, en France, le prétexte d'une arrestation. Ce monstre trompa la Convention à l'élection de la présidence à l'unanimité pour la fête de l'Être Suprême, et s'il fallait emprisonner tout ce qui le crut attaché à la République, les malheurs opposés à ceux dont il est l'auteur tourmenteraient la France. Qui ne s'attacha pas à le plaindre, avec Collot-d'Herbois, lorsqu'on nous assura ici qu'ils étaient assassinés comme Marat ? La distinction des puissances ennemies indignées de préférence contre lui étaient (*sic*) des titres à la reconnaissance des Français ; il eut la mienne et je la lui témoignay, et vous savez aussi que lorsque *je soupçonnay sa fidélité, c'est à vous et non à luy que j'adressay les documents que vous avez cités pour le frapper à la veille de l'éclat de sa conspiration*. Je vous ay envoyé sur cet objet cinq à six dépêches, pièces ou lettres interceptées qui ont servi à cet objet ». Il ajoute qu'il va réunir les lettres adressées à ses prédécesseurs par le mystique notaire Chenaud. Il les croit importantes, puisqu'on a tiré parti contre Robespierre d'une lettre de Chenaud à ce monstre, envoyée par Soulavie au comité.

Le 3 septembre, Soulavie explique aux deux Comités l'histoire du mémoire trouvé au club des Montagnards. Meaulle, en arrivant dans l'Ain, désira avoir des renseignements détaillés sur Genève. « Plusieurs citoyens du pays de Gex se crurent flattés de cette commission, entre autres le citoyen Lucet qui, de concert avec moi et autres signataires, rédigea le mémoire... » L'original resta entre les mains du Résident. Une copie fut envoyée à Meaulle, une autre au comité de Salut public et une troisième à Barthélemy. Soulavie se garda de rien publier et communiquer. Les Montagnards en conquirent l'existence sans doute par les signataires. Wittel vou-

lut le lire, offrit de faire des observations et l'emporta. Voilà comment on l'a trouvé avec les autres papiers des Montagnards. Soulavie affirme qu'il ne l'y a pas envoyé. Après quelques détails sur ses rapports avec Wittel, Conte, Grobety et Genthon, le Résident ajoute :

Quant à l'indépendance de Genève, tout projet de l'anéantir est bête, fol et idéal, faute de votans pour opérer l'union. Les mœurs genevoises étant contradictoires avec nos mœurs si austères, Genève, qui ne nous a pas suivis et n'a jamais pu nous suivre dans notre Révolution, ne nous suivra jamais. Depuis la perte des limites savoyardes, elle a peur de la France comme les enfants du loup-garou.

Pour la réunion, il faudrait : 1° que Genève la voulût ; 2° que la France l'acceptât, et 3° que la Suisse la permît. Or 1° Genève a une passion opposée ; 2° la France est trop loyale et trop juste pour la permettre ; 3° la Suisse est trop intéressée à l'empêcher.

Les personnes qui ont ici l'esprit sain le voient de cette manière et le disent ; le parti anglais, au contraire, noircit ici celui qu'il veut en disant : *Il travaille à la réunion*, comme un Jésuite noircissait celui qui ne lui plaisait pas en l'accusant de *jansénisme*. Or, c'est un moyen dont le parti s'est perpétuellement servi pour travailler le Résident dans toutes les occasions, et la Résidence est une mystification permanente depuis un an.

Daignez, citoyens, accélérer l'arrivée de mon successeur ; une maladie nerveuse ravira à la République un serviteur fidèle si vous me refusez plus longtemps cette faveur. Daignez encore, citoyens, ordonner le paiement de ce qui me revient. La Résidence ne sera plus assiégée par mille dettes criardes (1). Je n'ay touché que trois mois de mon traitement. Daignez enfin m'envoyer un passeport, soit pour la Côte-d'Or, soit pour les plus hautes Pyrénées, [ou les plus hautes Cévennes, ou les plus hautes montagnes du Comtat ; je désire, dans l'étude de la nature, me reposer pendant quelques années et oublier Genève ; ce doit être, je pense, le vœu du gouvernement français. Depuis la cérémonie de la réception de Reybaz, une absolue nullité sur les affaires genevoises me paraît prescrite ; je ne dois contrarier en rien les vues sages et justes du gouvernement.

Le 4 septembre, Delhorme écrit à Buchot que l'admission de Reybaz dans le sein de la Convention a fait à Genève la sensation la plus vive. Une grande fête a eu lieu à cette occasion.

(1) Voici ce que Molles, le directeur de la poste genevoise (de la faction terroriste), écrivait à Soulavie le 2 septembre 1794 :

« Citoyen, j'ai appris depuis hier que tu n'avais point d'argent à attendre de la nation, que celui que tu devais recevoir était déjà en tes mains ; ainsi je viens te prier de me solder mon compte, ou de le reconnaître en mettant au bas que c'est à la nation française à me payer. Salut et fraternité. MOLLES. »

Quelques divergences commencent à se manifester entre le gouvernement constitutionnel et le pouvoir révolutionnaire. Le premier voudrait rentrer le plutôt possible dans la plénitude de son autorité. Trois Montagnards ont été fusillés le 15 fructidor.

Le 5 septembre, Buchot fait part au comité de Salut public des événements de Genève. « Il paraît que Soulavie se trouve grièvement compromis et inculpé par les aveux des divers accusés. »

Buchot communique aussi au comité une lettre de Reybaz sur l'incident Benoit. « Reybaz, en me faisant part de ces détails, observe, d'une part, que Genève s'est empressée de prouver en cette occasion ses égards et son respect pour la nation française par sa promptitude et sa sévérité à punir l'outrage fait par un de ses citoyens à l'agent de la République et, de l'autre, que cet agent a donné, dans cette même occasion, de nouvelles preuves de l'animosité et de la passion qu'il avait déjà manifestées dans plusieurs autres contre le gouvernement genevois. »

Soulavie écrit, le même jour, au comité de Sûreté générale qu'il veut faire, en s'en allant, quelque chose qui montre son amour pour Genève. Depuis les derniers incidents, les passeports genevois ne sont plus délivrés *qu'après une promesse, un serment ou bien une caution, de ne faire aucun commerce prohibé*. Il croit que cette clause est aujourd'hui inutile et en conseille la suppression. Il communiquera sa lettre au gouvernement de Genève.

Une note de Buchot au comité de Salut public fait les réflexions suivantes sur les événements de Genève .

Quel sera le résultat de cette nouvelle révolution ? Il est difficile de le prévoir. L'essentiel pour nous est que la Suisse ne prenne aucune part aux affaires de cette République. Elle y paraît décidée. De notre côté, fidèles au principe que nous avons proclamé de ne jamais nous mêler des affaires des gouvernements étrangers, nous devons nous abstenir de prendre aucune couleur dans les troubles qui agitent la ville de Genève. Il est inutile d'entrer ici dans le développement des motifs qui nous font une loi de respecter l'indé-



pendance de ce petit État. La politique, la morale et l'intérêt de notre commerce nous commandent ce respect.

Le comité de Salut public aura vu, par les nombreux écrits que lui a fait passer la commission des relations extérieures, concernant la conduite de Soulavie, ministre résidant à Genève, qu'il est indispensable de rappeler cet agent et de le remplacer promptement. On joint ici copie de la dernière lettre écrite au comité à son sujet. On observe au comité que, par arrêté du comité de Salut public du 26 frimaire, le rappel de cet agent et son remplacement par Rivalz du département du Tarn ont été déterminés.

En vertu d'un décret de la Convention du 22 fructidor (8 septembre), le drapeau offert au nom de la République de Genève par Reybaz fut placé dans la salle de la Convention.

Soulavie écrit à Buchot, le 8 septembre, qu'il a envoyé aux Comités cent seize lettres, actes ou notes sur les événements de Genève. « Des attaques de nerfs m'empêchent de t'en faire des copies... Je te réitère la demande que je t'ai faite si souvent de mon traitement. La Résidence est assiégée par des personnes à qui je dois. Pour la sixième fois, le gouvernement demande le prix du loyer de sa maison en *louis d'or neufs*. Les dettes criardes sont un supplice pour moi. Je n'ai rien reçu depuis un an, et depuis neuf mois un quartier de mon traitement est encore dans les mains de mon procureur (1). » Il l'informe que, pour accélérer la tranquillité de Genève, il a demandé

(1) Soulavie était mal payé, comme tous les fonctionnaires de cette époque. Le 14 mars 1794, il écrivait à Deforgues : « Citoyen Ministre, j'ai épuisé tout ce que j'avais ici en assignats, avec perte de 50 à 60 pour cent, pour subvenir aux dépenses ordinaires et extraordinaires de ma place. Ensuite j'ai eu recours aux emprunts, à la caisse militaire. Je dois encore mon loyer que le receveur de la République a fait demander deux fois. Et maintenant que j'ai épuisé toutes mes ressources et que mille écus qu'on me doit à Paris n'arrivent pas, je n'ai plus rien que quelque peu d'argenterie à vendre et du linge aussi, pour soutenir les dépenses, à moins que tu ne donnes l'ordre de me faire payer six derniers mois qui me sont dus de traitement ou de dépenses extraordinaires. Je te prie, citoyen ministre, de prendre en considération cette situation. »

Le 23 mars, en renouvelant sa réclamation, il écrivait à Deforgues : « Tu conçois, citoyen, qu'un vrai sans-culotte ne peut faire des avances pour la nation et que les mesures qu'il prend pour faire face aux dépenses lui sont toujours onéreuses. »

Le cas de Soulavie n'était pas une exception : les traitements des agents diplomatiques, rongés par le discrédit des assignats, ne leur parvenaient que très irrégulièrement. Leurs doléances sur la question d'argent étaient continuelles. Presque tous se plaignaient d'être aux abois. Voir la *Politique de Robespierre*, par M. Sorel, dans la *Revue des Deux-Mondes* (15 août 1789).

Soulavie ne fut payé que le 8 décembre 1799, grâce à M. de Talleyrand, de l'arriéré de son traitement. Voir son Mémoire à l'Empereur Napoléon en 1810.

son changement au comité de Salut public. « Je tiens ma place de la demande des députés de mon pays, de la demande du comité de Sûreté générale et de la concession du comité de Salut public... » Il renouvelle sa demande de passeport pour la Côte-d'Or, ou pour les montagnes du Cantal, de l'Ardèche ou des Pyrénées.

Note marginale de Buchot : « Citoyen Le Marchand, Soulavie est rappelé. — Rien à répondre. »

L'arrêté du comité de Salut public qui révoque Soulavie est du 22 fructidor (8 septembre). Il est signé : Thuriot, J.-J.-B. Delmas, Carnot, Merlin, Bréard, R. Lindet, P.-A. Laloy.

Un autre arrêté de même date envoie le citoyen Adet à la place de Soulavie. Adet est autorisé à prendre pour secrétaire le cit. Jean Chesneau.

Autre arrêté du comité (22 fructidor) : « Le comité de Salut public de la Convention nationale de France, chargé de la direction des relations extérieures, arrête que le citoyen Adet, envoyé de la République française auprès de celle de Genève, prendra les mesures nécessaires pour faire arrêter et conduire en France le citoyen Soulavie, dont les pouvoirs sont révoqués, pour être entendu au comité, et fera apposer les scellés sur ses papiers. Il déclarera au gouvernement de Genève que la République française attend de son attachement aux principes de justice qui règlent les démarches des nations amies et alliées, qu'il assurera sur le territoire de la République de Genève l'exécution des mesures prises par la France pour le rappel et le retour de son envoyé. »

En annonçant à la République de Genève la nomination d'Adet, le comité de Salut public lui écrit : « Adet est chargé de manifester au peuple genevois et à son gouvernement que le peuple français ne reconnaît d'autres principes politiques que ceux de la justice et de l'égalité entre les nations, qu'il ne prête le secours de ses armes et ne développe sa force que pour faire respecter ces principes, garans de la sûreté, de la liberté et de l'indépendance respective des nations. Nous vous invitons à donner créance à tout ce qu'il vous dira au nom de

la République française et d'être convaincu qu'il est spécialement chargé d'entretenir la bonne harmonie qui existe entre les deux nations. 22 fructidor. »

Autre arrêté du comité de Salut public (même date). « Delhorme se rendra à Paris pour donner au comité tous les éclaircissements qui lui seront demandés. »

Le 9 septembre, Delhorme informe Buchot que le second tribunal révolutionnaire a terminé ses fonctions. « A la clôture de ses séances, un des membres a prononcé un discours sur les opérations dont le tribunal a été chargé. Il paraît que le citoyen Soulavie y est violemment inculpé et que les juges se sont attachés à démontrer que ce Résident fut constamment occupé à troubler la tranquillité publique et à intriguer pour brouiller la France avec la Suisse. » Delhorme expose ensuite longuement la situation de Genève qui n'est pas rassurante.

Le 12 septembre, Soulavie, écrivant à Buchot, constate le courant d'émigration genevoise produit par la tyrannie du gouvernement et prévoit la formation d'un nouveau parti d'opposition contre ce dernier. Il se défend d'avoir pris parti contre lui. Il n'a jamais répondu aux publications hostiles. « Si j'avais dit, entre autres choses, qu'arrivé en juillet 1793 j'avais conjuré l'orage contre l'indépendance de Genève, contre laquelle Delhorme et partie du gouvernement genevois travaillaient dans le sens de la dépêche de la Résidence du 1<sup>er</sup> février 1793 jusqu'au 31 may, la fureur populaire qui a fait ici malheureusement une révolution pour son indépendance contre les Montagnards et contre le Résident, en aurait fait une contre les auteurs des projets réels de réunion, dont les preuves sont en mon pouvoir; et les fusillans alors auraient été fusillés. » Il se plaint surtout de Darneville, qui a écrit que Soulavie lui avait proposé d'entrer dans ses plans de *réunion* et qui a ainsi soulevé le peuple genevois contre le Résident. « Il y a quelques projets sur Genève en France. S'ils sont convenables à l'indépendance, ils réussiront. S'il y avait des projets contre cette indépendance, je t'avertis que, quand ils seraient connus et assurés, on mettrait le feu aux quatre

coins de la ville. Tu es trop honnête pour être là-dedans ; je l'ai toujours dit, je l'ay assuré, je le signerais de mon sang : que l'incendie d'une ville, intéressante par ses moralités jusqu'au moment de la tyrannie actuelle, fasse ouvrir les yeux aux auteurs de ce projet s'il existe. A coup sûr, ce projet est des puissances despotiques ; elles haïssent le berceau de la liberté, elles veulent peut-être le détruire. Cherches-en les auteurs à Paris. »

Dans une autre lettre, Soulavie dit : « Genève est en ce moment-ci en équilibre sur une aiguille ; la détermination des mouvements à Paris dirigera ses balancements. Si le Résident est en ce moment rappelé, il en coûtera quelques têtes de plus aux Montagnards. » Il donne les chiffres de l'émigration genevoise :

Genevois partant pour la Suisse.....	400
Genevois allant en France, à Paris, Lyon, Marseille.	133
Genevois divaguant dans leurs terres incluses en toute souveraineté en France.....	3.779

Le gouvernement genevois avait été informé du rappel de Soulavie avant la signature du décret. On jugera de sa joie par la dépêche suivante, en date du 10 septembre, envoyée à Reybaz par Didier, un des administrateurs de Genève : « Votre lettre du 16 fructidor nous a remplis de joie. Enfin, le rappel de Soulavie est bien décidément arrêté. Dieu veuille que son successeur soit aussi honnête homme que Soulavie l'était peu ; alors nous serons tous heureux, car nos relations des environs dépendent plus du Résident en quelque sorte que du comité de Salut public lui-même, et nous sommes convaincus plus que jamais que les vexations, que nous éprouvions journellement dans les environs, étaient l'ouvrage de Soulavie et de sa clique plus que de tout autre (1). »

Soulavie envoie encore, le 12 septembre, à Buchot une lettre sur la tyrannie du gouvernement de Genève. Il dit que Janot est un véritable dictateur et qu'il exécute à Genève les plans de Robespierre. En même temps Delhorme écrit à Buchot : « Je

(1) BBL. DE GENÈVE, Mss., *Correspondance de Reybaz*.



joins ici le compte rendu des opérations du tribunal révolutionnaire que je t'avais annoncé dans une lettre en date du 23. Le tableau de la conduite du citoyen Soulavie à Genève que le compte rendu renferme est aussi vrai qu'il est affreux. »

Le 13 septembre, Buchot envoie au comité de Salut public un Mémoire de Delhorme montrant que « les Montagnards et Soulavie réunis à leur club ont cherché à organiser une insurrection contre le gouvernement de Genève ».

Le 14 septembre, le comité de Sûreté générale écrit au comité de Salut public : « Il nous est parvenu, citoyens nos collègues, de nouveaux numéros de la correspondance de Soulavie. Ils nous ont paru présenter des vues et des observations trop importantes, pour que, dans l'incertitude où nous sommes s'il vous les a fait passer également, nous ayons cru ne pouvoir nous dispenser de vous les communiquer. Nous nous sommes conséquemment déterminés à vous en envoyer des copies que vous trouverez ci-jointes. Signés Meaulle Louis (du Bas-Rhin), Mathieu Le Tanneur (de la Meurthe). »

Le 15 septembre, Soulavie, répondant à certains reproches de Buchot, explique qu'il a adressé beaucoup de pièces, vu leur importance, aux deux Comités. « Et ce n'a pas été sans fruit, puisque Vadier a pu citer contre Robespierre des lettres interceptées par moi, tandis que si ces lettres avaient été adressées à la commission des relations extérieures, cela aurait été trop tard. » Du reste, il fait copier beaucoup de pièces pour Buchot. « Maintenant la calomnie change de local. Ce sont des bureaux de la Convention qui travaillent, dit-on ici, à la réunion de Genève à la France. »

Le 16 septembre, Delaplanche, un autre administrateur de Genève, écrivant à Reybaz, lui dit qu'il voudrait l'embrasser ainsi que le citoyen Johannot, qui s'est beaucoup occupé aussi de faire rappeler Soulavie (1).

Le 18 septembre, la veille même de son arrestation, Soulavie écrit à Buchot une lettre désespérée sur ses besoins d'argent. « Dois-je espérer de toucher encore ce qui me revient

(1) BIBL. DE GENÈVE, *Correspondance de Reybaz*.

et ce que je dois aux fournisseurs, à de pauvres ouvriers pour la plupart et à des artistes intéressants ? Si tu entendais ceux à qui je dois, tu te déterminerais assurément à me faire payer, et si tu savais que l'armée d'Italie fait la guerre avec des cartes que j'ay fait passer, pour lesquelles j'ay répondu et pour la somme de 600 fr., tu accélérerais mon paiement. Il me paraît urgent de payer un Italien, marchand de cartes, qui dit partout qu'il fait crédit au Résident des cartes avec lesquelles la France fait la guerre. Hier il a fait demander ses cartes en nature. »

Adet arriva à Genève le 19 septembre. Il mit, quelques heures après, Soulavie en état d'arrestation et le fit partir le soir même, sous escorte, pour la frontière française. Voici comment cet incident est raconté dans le manuscrit de la bibliothèque de Genève, où se trouve la correspondance de Reybaz :

Après tant de noirceurs et de trahisons de la part du prêtre Jean-Louis Soulavie, Résident des Français, sur nos plaintes réitérées et confirmées par la notoriété publique, la Convention nationale résolut de le rappeler et remplacer par Adet, de Strasbourg, officier de marine, lequel arriva ici et descendit dans la maison Joly, vis-à-vis de la Résidence.

Aussitôt les syndics lui envoyèrent une députation qu'il reçut le plus cordialement, le plus fraternellement possible... Il les embrassa tous avec effusion, puis il débuta par leur demander l'arrestation du Résident, à quoi ils répondirent qu'ils étaient sans autorité ; mais l'un d'entre eux se détacha et amena le premier syndic Janot ; leurs transports mutuels et surtout la simplicité naturelle de leurs expressions nous firent concevoir les plus heureux augures. Adet lui ayant présenté ses pleins pouvoirs, le premier syndic donna l'ordre à Victor d'aller mettre Soulavie en arrestation et d'envoyer les deux secrétaires, Delhorme et Darneville, au nouveau Résident. Victor trouva Soulavie cherchant à s'échapper et lui dit : « Soulavie, d'ordre des syndics, je te fais prisonnier. » Les secrétaires arrivés, l'on eut bientôt délibéré, et tous partirent pour la Résidence. Là, le premier syndic fit paraître Soulavie et lui annonça qu'il aurait à répondre de sa conduite. Alors Adet lui dit : « Soulavie, la Convention nationale t'a destitué ; elle m'a nommé pour te remplacer et pour te constituer notre prisonnier. Voilà mes titres, voilà mes ordres, aye soin de répondre à toutes nos questions. Et vous, secrétaires, l'un recevra les réponses personnelles, l'autre en dressera verbal. »

A toutes ces questions, Soulavie s'étudia à éluder, à tergiverser et se refusa longtemps à signer. Il disputa beaucoup sur le verbal, mais on y joignit jusqu'aux cendres d'une immense quantité de papiers qu'il avait brûlés. On le laissa sous bonne garde parce qu'il cherchait toujours à s'échapper. A 10 h.

on le fit souper. Après quoi, voyant qu'il était inutile de mesurer les fenêtres et de tâter les portes, il voulut s'aller coucher, mais on lui dit qu'il fallait partir. A minuit, on le fit sortir. Après avoir fait toutes sortes de manèges pour retarder son départ, il trouva devant l'hôtel une grande berline devant laquelle il se présenta croyant y entrer ; il y avait le premier syndic, le Résident, quatre magistrats. Alors il se mit à crier : *Vive la République ! Vivent les Genevois desquels je suis aimé !* Sans doute qu'il crut les trouver là, mais ils étaient plus loin. Quoiqu'il y eut une grande affluence, personne ne lui répondit, et ce fut après un silence aussi frappant que le premier syndic lui dit : « Soulavie, va prendre place dans la voiture qui nous suit. » Il s'y trouva placé entre deux patriotes qui avaient chacun une paire de pistolets à leur ceinture, ce qu'il ne vit pas sans émotion. Il voulut leur parler, mais ils gardèrent le plus profond silence. Arrivés à la porte de Cornavin, ce fut dans cette place où une bande de scélérats vint pour le délivrer. Que l'on se plaigne à présent des tribunaux révolutionnaires ! Aussitôt le premier syndic sortit de la voiture et leur dit : « Citoyens, je vous invite à vous retirer. » — Ce qui n'ayant produit aucun effet, il leur dit : « Citoyens, je vous ordonne de vous retirer. » — Mais le tumulte augmentant, il s'écria : « Puissance à la loi, et je saurai bien la faire respecter ! » Ce qu'il n'eut pas plutôt prononcé qu'un de ces coquins eut l'audace de le saisir par son écharpe. Le syndic mit l'épée à la main ; Dufour accourut le sabre nud ; leur fermeté en imposa à la canaille, et fouette cocher ! Aussitôt ils firent lever les ponts, fermèrent le râteau, entrèrent dans la voiture et se rendirent chez Roux à Montbrillant, où ils firent inventaire et verbal de tout ce que Soulavie y avait laissé. Ensuite ils remirent Soulavie sur la frontière à un général qui le conduisit au château de Tournai, d'où il voulut encore échapper, mais il fut si bien secoué par huit grenadiers qui le surveillaient qu'il fut enfin obligé de se mettre au lit.

Le 20, à 10 heures du matin, on le fit lever puis on le plaça sur une charrette liée et garotté. — Ce fut ainsi qu'il continua son chemin. Mon idée est qu'il n'avait cherché à s'échapper qu'à cause de l'atrocité des moyens qu'il avait mis en œuvre pour remplir son but et surtout parce qu'il l'avait manqué. Comme son objet colorait son crime, et qu'on ne voulait pas décourager ceux qui suivaient la même carrière, Soulavie resta impuni.

Ce récit, le plus détaillé que nous connaissions sur l'arrestation de Soulavie, est probablement vrai au fond. On peut cependant faire des réserves sur les tentatives de fuite attribuées à l'ex-Résident. Celui-ci savait fort bien qu'il allait être remplacé ; il est impossible qu'il n'eût pas prévu l'éventualité de son arrestation. On est donc en droit de supposer que, s'il avait voulu s'échapper, il n'aurait pas attendu pour cela l'arrivée d'Adet.

## CHAPITRE XVI

### UN AN DE PRISON

(de septembre 1794 à septembre 1795)

#### SOMMAIRE

Les six étapes d'un prisonnier. — Mémoire sur Genève. — Note de Buchot. — *L'insurrection des clubs genevois*. — Lettre à Thuriot. — Services rendus par Soulavie à l'armée des Alpes. — Ordres donnés pour adoucir la situation du prisonnier. — Le député Johannot. — Démarche infructueuse de Dussaulx. — Délivrance en septembre 1795.

Soulavie raconte, dans une de ses brochures, qu'il avait été prévenu de son arrestation prochaine. Il avait mis ses papiers en sûreté, se souvenant que l'hôtel du Résident de France avait été deux fois déjà, en d'autres circonstances, pillé par des émeutiers. Il avait fait partir sa femme le matin et avait attendu tranquillement son successeur Adet, qui avait ordre de l'arrêter. Il accuse la police genevoise de s'être montrée brutale à son égard, sans citer cependant aucun fait sérieux à l'appui. On lui enleva un flacon d'eau-de-vie dont il s'était muni pour la route ; on le jeta en voiture sous forte escorte, et on le traîna de nuit vers la frontière où on le remit au général commandant le pays de Gex. Le gouvernement de Genève envoya en même temps à Paris à ses agents les accusations les plus violentes contre lui (1).

Le prisonnier arriva à Paris le 29 septembre.

Il fut conduit d'abord dans la maison de Talaru, rue de la

(1) *L'insurrection des clubs genevois*, p. 14.



Loi (1), d'où il fut transféré peu après à Saint-Lazare, puis au Luxembourg, ensuite à l'ancienne abbaye de Port-Royal convertie en prison sous le nom de Port-Libre, et enfin dans une maison de santé, rue Notre-Dame-des-Champs, d'où il fut encore ramené à Port-Royal, avant d'être remis finalement en liberté (2).

Voici le premier ordre d'écrou délivré contre lui :

1° *Registre du comité de Salut public*. Du 7 vendémiaire de l'an III (28 septembre 1794) :

Le comité de Salut public arrête que le citoyen Soulavie, ci-devant envoyé de la République française près celle de Genève, sera conduit en la maison de Talaru, rue de la Loi, où il restera en état d'arrestation jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, et qu'il lui sera donné une chambre particulière pour travailler au compte qu'il doit rendre de sa mission (3). Signés : TREILHARD, MERLIN, THURIOT, ESCHASSÉRIAX, DELMAS, CARNOT, R. LINDET. — La signature de chacun est précédée de ces mots : *Je déclare avoir participé à la délibération*.

Suit le reçu de la personne de Soulavie par le directeur de la maison d'arrêt, rue de la Loi :

A la fin du mois d'octobre, Soulavie se trouvait à Saint-Lazare.

Les pièces suivantes donnent la suite de ses pérégrinations dans les prisons parisiennes (4) :

1° *Commission nationale des administrations civile, police et tribunaux*.

Du 27 pluviôse, l'an III (15 février 1795). Le gardien de la maison d'arrêt de Port-Libre, rue de la Bourbe, remettra à la gendarmerie près les tribunaux et prisons, les dénommés ci-après pour être transférés en la maison de santé rue Notre-

(1) Rue de Richelieu. On y avait transformé en prison l'ancien hôtel de Talaru, évêque de Constance.

(2) *Insurrection des clubs genevois*, p. 3.

(3) Soulavie qualifie ce passage de mauvaise plaisanterie, car, dit-il, il ne pouvait pas travailler à son compte rendu puisqu'on avait tous ses papiers sous la main. (*Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 547.)

(4) Les originaux de ces pièces et de la précédente sont dans la collection de M. Rattier, de Saint-Fortunat (Ardèche).

Dame-des-Champs, n° 1466. Savoir : Jean-Louis Soulavie. — Signé : Le chargé provisoire DUMONT.

2° *Commission nationale des administrations civile, etc.* Le citoyen Desnos, directeur de la maison de santé de Notre-Dame-des-Champs, recevra le cy-après nommé, venant de la maison d'arrêt de Port-Libre, rue de la Bourbe : Jean-Louis Soulavie, âgé de 42 ans, natif de Largentière, département de l'Ardèche, ex-ministre de Genève, résidant en France, demeurant à Paris, rue Honoré, arrêté le 7 vendémiaire de l'an III par ordre du comité de Sûreté générale. — Signé : le chargé provisoire DUMONT. (*Même date que la pièce précédente.*)

3° *Gendarmerie nationale.* Paris, le 16 ventôse, 3<sup>e</sup> année de la République une et indivisible (6 mars 1795). Le commandant de la gendarmerie nationale près les tribunaux et à la garde des prisons de Paris au citoyen Desnos. — Conformément aux ordres de la Commission des Administrations civile, police, etc. Le concierge de la maison de santé, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 1466, remettra aux gendarmes porteurs du présent le nommé Jean-Louis Soulavie, pour être transféré en la maison de Port-Libre, rue de la Bourbe. — Signé. B. DUMESNIL.

Je soussigné déclare avoir reçu le citoyen Soulavie, le 16 ventôse. DUSSARD.

Bien que n'ayant pas sous la main toutes les pièces nécessaires, Soulavie paraît avoir passé tout le temps de sa détention à écrire sa justification. Dès le 5 octobre, il envoyait au comité de Salut public un Mémoire sur Genève, et demandait sa liberté, afin de travailler à d'autres Mémoires sur les objets suivants :

1° Sur les effets de la Terreur observés à Genève sur la classe des riches dans la première révolution ;

2° Sur ses effets observés sur la classe pauvre dans la deuxième révolution ;

3° Sur l'influence de la France sur les partis d'opposition qui existent dans le sein de chaque puissance coalisée ;

4° Sur les intérêts de la France à se lier, avec les grandes ou les petites puissances réunies, à la paix future ;

5° Sur l'organisation du retour de nos armées ;

6° Sur la durée possible de la guerre, eu égard à la population et aux finances de l'Espagne, l'Autriche, l'Allemagne et l'Angleterre, et d'après les résultats des guerres de 1702, 1733, 1748 et 1757.

Le 9 octobre, il écrivait à Thuriot pour se justifier et obtenir sa liberté. Il invoquait le témoignage de Fourcroy et de Laloy au sujet de ses travaux scientifiques. Il rappelait les lettres interceptées par lui et qui avaient servi contre Robespierre :

« Ce sont les amis de Robespierre, dit-il, qui m'ont perdu à Genève. Vois donc, citoyen Thuriot, un bon citoyen dans les fers, un agent fidèle séparé de sa femme, de ses livres ; délivre-le de sa situation, sa santé dépérit. Tu m'as demandé si j'avais reçu des lettres de Robespierre. Je déclare n'avoir jamais reçu aucune lettre de ce tyran, ni aucune réponse à celles que, dans l'effroi, j'ai pu lui écrire pour avoir mon traitement, et je suis assuré que ce sont ses agents à Genève qui me tiennent ici, t'ayant trompé et ayant trompé le comité de Salut public... »

Le 12 octobre, il demandait à présenter sa défense au comité de Salut public.

Soulavie avait aussi envoyé au ministère des affaires étrangères son mémoire sur Genève. Cette pièce se trouve dans sa correspondance diplomatique, accompagnée de la note suivante, en date du 13 octobre, qui paraît être de la main de Buchot :

#### SOULAVIE.

Lettre sans date qu'il a écrite de la maison de Talaru où il est détenu.

Il cherche à justifier sa conduite à Genève.

Cette lettre est du même genre que les autres.

Beaucoup d'assertions sans preuves : l'astuce cachée sous l'air de la bonhomie.

Il a toujours assuré que c'étaient ses ennemis qui voulaient la réunion de Genève à la France ; que lui s'y était constamment opposé. Il s'élève encore ici contre cette réunion et cependant il fait apercevoir la possibilité de l'effectuer sans rompre avec la Suisse.

Il était le créateur et le protecteur du parti montagnard à Genève ; il ne

dissimule pas l'influence qu'il exerçait sur lui, mais il se garde bien de dire, ce qui est vrai, que ce parti était le seul qui voulait la réunion.

Un des motifs qu'il allègue pour écarter l'idée de cette réunion est que l'on s'attirerait la haine d'une centaine de Genevois qui, par suite de cette opération, perdraient leurs rentes sur Londres, Turin, etc., et pour fortifier ce motif, Soulavie ajoute : Ce sont ces rentiers qui servent nos ennemis à Genève et qui voyagent à Paris.

Le mémoire sur Genève est suivi de la brochure imprimée, intitulée : *l'Insurrection des clubs genevois*, dans laquelle l'ex-Résident de Genève a réuni tous les éléments de sa défense (1) qu'il résume lui-même ainsi :

Chargé d'affaires de France à Copenhague, j'ai travaillé avec succès à la neutralité du nord. Arrivé à Genève dépendante de la coalition qui lui fournit les denrées et les vivres que lui refusent nos lois et nos besoins, j'ai tout entrepris pour empêcher la jonction des Sardes et des Lyonnais ; j'ai résisté aux complots de la faction genevoise qui a servi la tyrannie française quand les Français s'efforçaient de la détruire. Pendant la guerre, cette faction a servi les puissances ennemies au mépris de la neutralité. Sous le règne de Maximilien, elle s'est identifiée avec les hommes de sang qui ont comprimé ma patrie. Cette faction n'a pu ni me fléchir, ni m'avilir, ni me neutraliser. Pour plaire à Robespierre, elle a essayé dans Genève son plan de l'insurrection des clubs contre le souverain. Elle a fusillé les Genevois qui ont aidé le président à intercepter les lettres de Robespierre. Elle a trompé le comité de Salut public, au moment de son renouvellement. C'est pour les plaisirs et les jouissances des clubs que je me trouve depuis quatre mois emprisonné ; l'ancien comité de Salut public m'a délaissé à Genève pendant un an, sans aucun traitement ; je demande communication de ma dépêche de janvier 1794 où j'ai eu le courage d'écrire au comité *que les puissances de l'Europe ne concluraient avec nous aucun traité tant que le bourreau serait à la tête du gouvernement* (2). Cette dépêche fut une source de mes maux... Au reste, ce n'est pas la première fois que les factieux de Genève injurient le ministre de France. Sous Louis XIV, ils fusillèrent celui qui, le premier, osa, selon le droit des ambassadeurs, faire célébrer la messe dans son hôtel (3). Des Gene-

(1) Cette brochure n'a été tirée qu'à un nombre très restreint d'exemplaires. Nous en possédons une épreuve, provenant de la bibliothèque de l'auteur, chargée d'annotations écrites en marge par un personnage qui s'intéressait à Soulavie et qui lui conseilla de modifier bon nombre de passages. Il résulte d'une de ces notes que la brochure fut écrite en février 1795.

(2) Soulavie commet ici une erreur de date. La dépêche en question est de décembre 1793 et non de janvier 1794.

(3) C'est M. de Chauvigny, premier Résident de France à Genève, qui installa le culte catholique dans la chapelle de la Résidence et les Genevois ne l'ont nullement fusillé. Il est vrai qu'il paraît avoir été un jour l'objet d'un attentat. Un coup de fusil fut tiré près de lui. Les auteurs genevois assurent que c'était sans mauvaise intention. Le coupable ou l'imprudent fut mis en prison, et c'est le gouvernement français lui-



vois, qui s'applaudissent en secret de cet attentat, le rappellent souvent avec complaisance à nos Résidents. Les terroristes pourront ajouter à mes successeurs qu'ils m'ont fait emprisonner.

Le 28 octobre, Soulavie écrit à Thuriot :

Citoyen représentant, ma santé dépérit totalement ; tu l'as ranimée quelques moments, quand j'ay appris de divers côtés que tu me rendais à mon épouse. Ne permets pas que je périsse *sans que je sois entendu selon l'arrêté*... une année de douleur, sans pouvoir obtenir ni mon traitement, ni mon rappel ; placé au centre d'une ville en convulsion ; ignorant les causes d'un emprisonnement ; dévoué à mon pays ; chérissant son gouvernement ; me ruinant de fond en comble pour soutenir, pendant un an, la représentation nationale ; seul dans toute la France à ne pas recevoir d'un an mon traitement ; HONORÉ DES PERSÉCUTIONS DES CLUBISTES GENEVOIS ALTÉRÉS DU SANG ET DES PROPRIÉTÉS, selon les expressions helvétiques ; au lieu de fuir ma patrie, m'empressant de me livrer à mon successeur ; ces titres, ces faits, ces vérités, doivent plaire à un brave homme comme toi, te gagner, te montrer en moi une victime du parti violent et victorieux à Genève qui est dépendant de nos ennemis pour les vivres qu'ils lui donnent et que nos lois lui refusent.

Laisse-toi donc toucher, citoyen représentant, aux sentiments d'un bon citoyen, d'un bon mari, et rends-moi à la vie et à ma liberté en ce moment où la liberté est rendue à tant de représentants et à tant de citoyens.

SOULAVIE

*Ancien ministre de la République à Genève, envoyé maison Talaru, transféré à Saint-Lazare, où il est privé de toute communication avec les hommes.*

Le même jour, Soulavie envoyait à Buchot et Colchen sa réponse aux accusations des Genevois.

Le 15 frimaire (5 décembre), le commissaire de l'organisation et du mouvement des armées de terre et de mer, A. Pille, écrivait à Thuriot :

Tu trouveras ci-joint, citoyen, un mémoire que le citoyen Soulavie, détenu à Saint-Lazare, m'invite à te faire passer.

Voici ce mémoire :

La commission militaire vient demander aux détenus à Saint-Lazare les services militaires rendus à la patrie. Soulavie, ancien ministre de la République près celle de Genève, a entretenu une longue correspondance sur le service de l'armée des Alpes :

Avec le représentant Albitte ;

Avec le représentant Gaston.

Une fois il a vendu des meubles et une partie de son argenterie pour payer

des souliers de l'armée des Alpes. Il a levé à Genève deux compagnies de Français quand l'armée piémontaise était aux portes de Genève.

Il a une longue correspondance avec les généraux Dumas et Verdclin, ses amis, sur le pays, sur les Alpes, sur les défilés : s'ils savaient que Soulavie est détenu, ils feraient tout pour le délivrer.

La guerre des Alpes se fait actuellement sur les cartes que Soulavie a fournies ; il lui est dû vingt louis d'or pour cette fourniture qu'il demande à la commission.

Sa santé déperit en prison comme le voit la commission. On laisse dépérir ici un homme de lettres qui a écrit l'histoire de la guerre de 1733 en Italie, celle de 1741 en Italie et en Allemagne, celle de Sept ans, et qui pourrait travailler encore à la chose publique.

La Résidence de France à Genève était une encyclopédie d'affaires : il ne viendra en cette prison aucune commission soit militaire, soit politique, soit administrative ; à laquelle Soulavie ne remettrait des mémoires sur des services rendus à la patrie ; ils sont de notoriété publique.

Le citoyen Thuriot est chargé du rapport de l'affaire Soulavie ; il prie la commission de lui présenter son mémoire.

SOULAVIE.

La pièce suivante, du 7 nivôse an III (27 décembre 1794), montre des dispositions plus radoucies de la part du gouvernement :

*Le Comité de Salut public à la commission des administrations  
civile, police et tribunaux.*

On nous a porté des plaintes, citoyen, de ce que Soulavie, ci-devant envoyé de la République française près celle de Genève, conduit dans la maison de Talaru, rue de la Loi, en vertu de notre arrêté du 7 vendémiaire, ne jouit pas, dans le lieu de sa détention, des commodités que notre arrêté même lui assurait.

On s'est plaint aussi de ce qu'on empêchait sa femme de le voir, ce qui est d'autant moins régulier qu'il n'existe aucun ordre particulier de le tenir au secret.

Vous voudrez bien faire cesser promptement ces plaintes et nous rendre compte de l'exécution des ordres que vous aurez donnés à cet effet.

MERLIN.

Pendant la détention de Soulavie, sa femme courait de porte en porte chez les puissants du jour pour obtenir sa mise en liberté. Parmi les personnes chez qui elle trouva un mauvais accueil, Soulavie cite Johannot, député à la Convention, qui lui répondit brutalement :

« Si j'étais le gouvernement de Genève, je demanderais au

gouvernement français la tête de votre mari, et je l'aurais (1) ! »

On a vu, par une dépêche de Delaplanche, citée au chapitre précédent, que ce Johannot, qui était d'origine genevoise, avait beaucoup travaillé pour faire destituer Soulavie. Aussi celui-ci en parle-t-il dans ses *Mémoires du règne de Louis XVI* en termes où l'on peut voir la vivacité de ses ressentiments. Il l'accuse d'entente avec le fameux d'Ivernois, l'agent des Anglais, pour faire sortir le numéraire de France (2). Ce même Johannot figure avec Buchot sur une liste trouvée dans les papiers de Robespierre sous la rubrique : *Patriotes ayant des talents plus ou moins*. Il figure aussi dans une deuxième liste pour être mis à la tête des *Transports et messageries*.

D'autres personnes intervinrent également, mais sans plus de succès. « Un vieillard vénérable, Dussaulx, après que j'eus passé trois mois en prison, alla leur dire que, me connaissant depuis vingt ans, il répondait de moi ; ils furent encore plus inexorables ; ils jouissaient d'avoir des prisons (3). » Notre prisonnier ne reçut, paraît-il, communication des griefs des Genevois contre lui que vers le 1<sup>er</sup> avril. C'est du moins ce qui résulte d'une lettre adressée par lui aux membres des

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 454.

(2) *Idem*, V, 375 et 456. A la page 119, Soulavie, après avoir constaté la fâcheuse influence exercée en France par Necker et Clavière, ajoute : « Un troisième Genevois, bien moins célèbre que les précédents, ose paraître sur la scène, mais, dans une circonstance où l'Angleterre, victorieuse sur mer, nous désole dans l'intérieur par l'exécution et le succès de tous ses plans. La France n'a plus, l'an III de la République, ni ministres de Finances ni administrations. De vils comités de finances dévastaient la patrie par des banqueroutes, étrangères à la loyauté de la nation : c'est dans cette circonstance que le Genevois Johannot obtient de l'influence dans le comité de finances de la Convention. D'une part, il voit l'Angleterre qui se vante qu'il reste peu de numéraire en France ; nos greniers sont abondants, la diète n'est que factice, et Johannot propose la sortie du reste du numéraire français, pour acquérir du pain au dehors, lorsque Bourdon (de l'Oise) le prend au fait. D'Ivernois, qui ne connaît d'homme probe dans la Convention que Johannot, professe à Londres la doctrine que la France est perdue le jour de la chute des assignats, et par son influence, dans le comité des finances, Johannot en accélère la chute. »

(3) *Idem*, VI, 548. — Jean Dussaulx, le traducteur de Juvénal et l'auteur de divers ouvrages, avait été membre de l'Assemblée législative et de la Convention, où il se signala par sa modération. Comme il avait offert sa démission après le 31 mai, Billaud-Varenne demanda sa mise en accusation et l'on vit Marat prendre sa défense en le signalant « comme un vieux radoteur qui ne pouvait être dangereux ». Dussaulx, né en 1728, avait été, comme Soulavie, un des habitués du salon de Fanny Beauharnais avant la Révolution. Il appartenait, depuis 1776, à l'ancienne Académie des sciences dont Soulavie était membre correspondant.

comités de Salut public et de Sûreté générale dont voici le début : « Après 190 jours de souffrance, j'apprends pourquoi je me trouve emprisonné. Le comité de Salut public, voulant statuer sur ma liberté, de concert avec le comité de Sûreté générale, me communique les douze griefs des Genevois. »

Dans un exemplaire imprimé de la lettre en question, où il demande d'être rendu à la liberté et à sa famille, et où se trouve la phrase suivante : « J'ai souffert pendant 190 jours sans me plaindre à cause de l'intéressante Genève, » le chiffre 190 a été biffé de la main de Soulavie et remplacé en marge par celui de 293. D'autre part, l'opuscule de d'Ivernois contient une lettre en date de Londres, 18 juillet 1795, où, parlant de la révolution du 19 juillet 1794 à Genève, l'auteur dit que, dans leurs conciliabules secrets, les révolutionnaires genevois s'en rejettent la responsabilité les uns sur les autres, mais que « devant le public, c'est Soulavie qu'ils en accusent, *sans doute parce qu'il est dans les fers...* ».

Dans le dossier de Soulavie aux Archives nationales (1), on peut lire sur une sorte de brouillon de lettre les lignes suivantes :

Du 29 fructidor an II (15 septembre 1794).

Nous avons trouvé les moyens d'une communication directe dans votre prison. Le Genevois... arrivera à vous : 1° pour vous donner les détails de l'inventaire de vos effets et de ceux de votre femme sur lesquels Colchen, le chef de la réaction dans les relations extérieures, a fait apposer les scellés ; 2° pour vous dire que j'apprends que ledit Colchen a commandé 30 pièces officielles pour prouver à Robespierre que vous avez fait sauver le girondiste G..., mis hors la loi, fugitif et réfugié dans votre résidence, que vous avez envoyé par votre domestique dans l'auberge du Cheval-Blanc, dormir en paix. On sait à Genève que vous aviez opposé aux 30 pièces homicides l'assurance que vous aviez tout fait pour l'arrêter. Ce Girondiste étant au comité de Salut public, j'apprends que Colchen est sollicité des Genevois d'enlever leurs 30 pièces officielles pour établir sous ses yeux vos assurances que vous avez tout fait pour l'emprisonner. Vous étiez agité par une faction sanguinaire terrible avant le 10 thermidor, elle égorgeait des royalistes pour plaire aux républicains, aujourd'hui elle égorge des républicains pour plaire aux royalistes.

Le Genevois chargé de vous voir et de vous porter mon billet dans sa queue doit vous dire que Colchen avait demandé à vos secrétaires et à Janot 30 pièces, etc.

(1) ARCHIVES NATIONALES, F<sup>7</sup> 6572.



Nous avons tout préparé, vous ne périrez pas dans votre prison ; en cas de siège, vous pourrez sauver vos amis et peut-être la prison, mais...

De ces divers documents on peut conclure que Soulavie resta environ un an en prison, ce qu'il dit lui-même, du reste, dans une lettre du 3 octobre 1809 adressée à Cambacérès, et dans divers endroits de ses ouvrages. Il est à remarquer que le « girondiste » Gamon, dont il est parlé dans la lettre ci-dessus, rappelé de l'exil après Thermidor, fut membre du comité de Salut public depuis le 5 juin 1795 jusqu'à la clôture de la Convention. Gamon ne pouvait pas avoir oublié la conduite de l'ex-Résident de Genève à son égard, et il y a lieu de supposer qu'il ne fut pas étranger à sa mise en liberté. La Biographie Michaud se trompe donc quand elle dit que la détention de Soulavie se prolongea jusqu'à l'amnistie de 1796.

A peine sorti de prison, Soulavie intenta à Treilhard une action en dommages-intérêts pour la perte d'effets qu'il avait éprouvée à la saisie de ses papiers à Genève. Un mandat d'amener fut décerné contre Treilhard, mais le Directoire arrêta cette procédure. On verra plus loin qu'elle se continua longtemps après.

## CHAPITRE XVII

### UNE CALOMNIE DE COURCHAMP

#### SOMMAIRE

Un prétendu chantage. — *Les Souvenirs de la marquise de Créquy*. — La vraie marquise de Créquy. — Un aventurier en vieille femme. — *Les Mémoires de M<sup>me</sup> Roland*. — *Les Mémoires du président Rolland*.

Il nous faut relever ici une accusation qui se rapporte à cette période. Voici ce qu'on lit dans le livre qui parut en 1835 sous le titre de *Souvenirs de la marquise de Créquy* :

... Je vais interrompre mon odyssée terroriste, pour achever ce qui me reste à vous dire au sujet de cette malheureuse femme (M<sup>me</sup> Roland). Ceci va nous transporter à cinq ou six mois après ma sortie de prison, c'est-à-dire au mois de décembre 1794.

Un prêtre marié, nommé Soulavie, s'en fut trouver l'abbé de Boulogne afin d'en obtenir une lettre d'introduction auprès de moi, qui ne voulus pas le recevoir (1). L'abbé de Boulogne n'avait eu garde de me le recommander ; mais il avait supposé qu'une conférence avec ce prêtre apostat ne serait peut-être pas sans utilité pour nous, parce qu'il était dépositaire des Mémoires inédits de M<sup>me</sup> Roland, où mon fils et moi nous trouvions fort maltraités. Il proposait de nous en confier le manuscrit, où nous ferions tous les retranchements qui nous paraîtraient désirables, et ceci moyennant la somme de cinquante louis.

En rémunération de son obligeance et de son estimable procédé, j'envoyai promener l'abbé Soulavie, à qui je fis répondre (par Dupont) que je ne m'embarassais guère de ce que M<sup>me</sup> Roland pourrait avoir dit pour ou contre moi. La Terreur était passée, et quand on aurait dû publier à dix mille exemplaires que j'étais une vieille femme absurde et bigote, je n'aurais pas voulu

(1) Etienne-Antoine de Boulogne, ancien prédicateur du roi Louis XVI, et prier de Marnay, depuis évêque de Troyes, comte et pair de France, archevêque élu de Vienne en Dauphiné, mort en 1826. (*Note de l'éditeur.*)

sacrifier une pistole pour empêcher une révélation qui m'inquiétait et nous importait si peu. Le citoyen Bésuchet avait imprimé de trop belles choses sur mon compte pour que je ne fusse pas bien aguerrie. J'avais été sous le feu des accusations populaires, comme un airain glacé. J'avais la conscience tranquille et c'est là ce qui m'a soutenue pendant toute la Révolution...

L'abbé Soulavie fut trouver mon fils, qui lui compta les douze cents livres, qui fit des ratures à sa fantaisie, et qui m'apporta le manuscrit de Mme Roland, où j'ai toujours regretté de n'avoir pas vu ce qu'elle avait pu dire de lui et de moi. Soulavie dit ensuite à M. de Boulogne que les passages et les observations dont j'étais l'objet n'étaient pas de nature à me désobliger beaucoup, mais que votre père s'y trouvait calomnié de la façon la plus indigne et la plus étrange.

J'approuvai la détermination de mon fils ; mais je me souviens que le chevalier de Créqui entra dans un désespoir affreux de ce qu'on avait employé cinquante louis si mal à propos.

— Vous auriez bien mieux fait de me les donner, nous disait-il, plutôt qu'à cet indigne abbé Soulavie, qui a épousé la fille d'un charcutier.

— La charcuterie ne fait rien à l'affaire, lui dit mon fils ; je sais bien que vous ne dinez jamais qu'avec des boudins noirs ou des pieds de cochons ; etc.

.....  
Mais il est temps d'en revenir aux Mémoires de Mme Roland, dont j'ai gardé le manuscrit pendant trois jours et que je me suis fait lire deux fois, afin d'en pouvoir porter un jugement plus équitable et mieux dégagé de toute prévention. Il n'est pas certain qu'on doive les publier, dit Soulavie, parce qu'on est en marché pour les vendre à un Anglais qui accapare tous les manuscrits et qui n'en laisse imprimer aucun ; en outre, ils peuvent être perdus ou détruits étourdiment. C'est à cause de cela que j'en ai fait un extrait ; et vous allez voir que c'est un document révolutionnaire assez curieux.

Avant de discuter l'accusation, il nous faut dire un mot de la marquise de Créqui et des Mémoires publiés sous son nom.

La marquise de Créqui, née en 1714, morte en 1807, était une femme d'une haute raison et du caractère le plus honorable, qui a laissé une trace parmi les esprits d'élite du XVIII<sup>e</sup> siècle. Quand l'ouvrage parut, en 1835, beaucoup s'y laissèrent prendre. Cependant, dès la même année, M. Witton de Saint-Allais, dans l'*Annuaire historique de la noblesse de France*, flaira la fraude et prouva que les *Souvenirs* fourmillaient de grossières erreurs. M. Feuillet de Conches a écrit depuis :

Il était réservé à la mémoire de la marquise de subir un affront que, vivante, elle n'eût pas souffert, et de servir innocemment de complice à la supercherie la plus impudente, à la spéculation la plus abusive, dont les annales littéraires fassent mention. On sent que nous voulons parler de ce

recueil de médisances et même de calomnies, chronique scandaleuse du siècle, contée avec malignité et avec esprit, que l'aventurier de lettres, Cousen de Saint-Malo, qui s'affublait du titre de comte de Courchamp, eut l'audace de placer sous le patronage d'un nom respecté, en laissant croire que ces prétendus *Mémoires* de la marquise de Créqui, où pas un mot n'est d'elle, étaient de la noble douairière, ainsi transformée sans façon en caillette de l'Œil-de-Bœuf. L'usurpation a été démasquée, la contrefaçon déjouée et flétrie bien des fois ; car ces prétendus *Mémoires* fourmillent d'erreurs, d'anachronismes, et ne sont pas moins contraires au caractère et au style de la marquise, qui sont connus, qu'à la vérité historique. Mais il ne nous a pas semblé inutile de prendre part à la réfutation en insistant sur ces preuves morales de la falsification qui résultent de tout ce qu'on sait de la vie de la marquise, et en appuyant cette étude de quelques documents nouveaux empruntés à sa correspondance inédite.

.....  
Sévère et en même temps de parole incisive et originale, l'esprit porté aux maximes, Mme de Créqui a le jugement prompt, droit et inexorable, sans jamais descendre aux caquetages et minuties de la poupée inventée par le Courchamp : la vie lui apparaît de plus haut...

Après avoir peint le caractère de la marquise, M. Feuillet de Conches ajoute :

Un tel caractère donné, et c'est le caractère historique de la réelle marquise de Créqui, croyez donc au travestissement pomponné qu'a mis sous son nom aristocratique la supercherie de Courchamp ! Mais il est une foule de choses qui, une fois dites, se répètent sans cesse, et ces mémoires impossibles, tout remplis, comme nous le disions plus haut, d'anachronismes de temps, de lieu, de ton, de langage, prenant à chaque pas le contrepied du naturel de la vraie marquise, transfigurant une fine médaille d'or en une caricature souvent adroite, mais apocryphe toujours, usurpent l'autorité par le succès. Ce Courchamp, qui avait fait tous les métiers hormis un bon, de mœurs équivoques, affublé de coiffes comme une vieille femme, dont il avait les goûts et la plume, et qui est allé mourir chez les Frères de St-Jean-de-Dieu, rue Plumet, aujourd'hui rue Oudinot, est un Sandraz des Courtils, écrivant dans le xix<sup>e</sup> siècle. Grand curieux de confidences intimes et de lettres autographes (il en supposait quand il n'en avait pas), homme de bonnes manières, fort avant dans le commerce de l'ancienne noblesse, de la société du noble faubourg, il avait écouté aux portes de plusieurs générations de douairières, surtout de la comtesse de Genlis, et s'était amassé un trésor d'anecdotes, de malices politiques, de commérages, de chroniques scandaleuses du grand monde. Il saupoudra ce pot-pourri des paillettes de son bel esprit à cornettes et lança quelques premières feuilles comme ballon d'essai. Pour les faire passer, il s'était affublé d'abord d'un nom de duchesse, celui de la femme du Coigny de Gentil-Bernard :

J'ai vu Coigny, Bellone et la Victoire :  
Ma faible voix n'a pu chanter la gloire.



Mais la famille, encore existante, intervint et déjoua la fraude. Alors il se rejeta sur la marquise de Créqui, dont la maison venait de finir en sa personne, son fils l'ayant devancée dans la tombe. La notoriété de cette longue et grande existence, la juste réputation d'esprit de la marquise étaient une bonne fortune pour le malin fabricant. Il en tira le parti qu'on sait, et la mystification a fait son chemin (1).

Les *Lettres inédites de la marquise de Créqui* à Sénac de Meilhan (1782-1789) ont été publiées en 1856, par Édouard Fournier, précédées d'une étude par M. de Sainte-Beuve (2). « Les lettres que l'on possède de la véritable marquise, dit l'éminent critique, ne sont que des billets, et encore ces billets sont-ils peu nombreux; mais ils sont vivants et vigoureux, et valent mieux que les dix volumes de prétendus *Souvenirs* qu'ils contredisent presque constamment dans les portraits et les caractères. »

Nous allons voir qu'en ce qui touche Soulavie l'accusation de Courchamp ne tient pas debout.

Une première observation s'impose, c'est qu'à la date indiquée par l'auteur des *Souvenirs* Soulavie était en prison depuis trois mois et qu'il y resta jusque vers la fin de l'été de 1795, en sorte qu'il y aurait au moins une flagrante erreur de date. Mais pour qui a lu les *Mémoires de M<sup>me</sup> Roland*, l'histoire en question constitue une véritable impossibilité morale. Non seulement il n'y est pas question de la famille de Créqui, mais on ne voit même pas que l'auteur ait pu y songer un instant. M<sup>me</sup> Roland a écrit ses *Mémoires* dans sa prison, c'est-à-dire du 31 mai au 8 novembre 1793, jour de son exécution; elle raconte sa jeunesse, son mariage, elle justifie l'administration de son mari; elle fait le portrait des principaux Girondins et autres personnages de la Révolution, mais ne dit pas un mot de ceux de l'ancienne cour.

D'autre part, on ne comprendrait pas comment les *Mémoires de M<sup>me</sup> Roland* auraient jamais pu se trouver entre les

(1) *La marquise de Créqui d'après des documents inédits*, étude de M. Feuillet de Conches, publiée par le *Correspondant* (20 février 1883).

(2) Paris, Potier, 1856, in-18. Voir aussi la *Réfutation* des prétendus *Mémoires* de la marquise de Créqui, par le comte de Soyecourt, 1855, et *Esquisses et croquis biographiques* par Raoul de Coy, chez Curot, 1877.

maines de Soulavie. Celui-ci était à Genève quand ils furent écrits, et quand il recouvra sa liberté, près de deux ans après la mort de M<sup>me</sup> Roland, ce n'est certainement pas à un homme connu comme lui par sa haine des « Brissotins », que les dépositaires de ces Mémoires auraient voulu les confier. Il est d'ailleurs avéré que l'œuvre de l'illustre victime, secrètement remise par elle au naturaliste Bosc, ne sortit pas de ses mains jusqu'à sa publication en 1793 sous le titre d'*Appel à l'impartiale postérité*. Champagneux en donna une nouvelle édition en 1800. Le manuscrit autographe a été légué à la Bibliothèque Nationale par la fille de M<sup>me</sup> Roland, qui avait épousé le fils de Champagneux.

Le mot de l'énigme est probablement celui-ci. Parmi les manuscrits de la bibliothèque de Soulavie, saisis après sa mort par le ministère des affaires étrangères, figurent les *Mémoires du président Rolland*, sur l'histoire des remontrances du Parlement en 1753 (1). Le président Rolland d'Erceville, né en 1734 et guillotiné en 1794, a été célèbre au XVIII<sup>e</sup> siècle par son acharnement contre les Jésuites. Soulavie en parle dans plusieurs de ses ouvrages, et notamment dans les *Mémoires de Richelieu* (2), où, après avoir raconté au long l'histoire des remontrances du Parlement en 1753, et avoir constaté la partialité de Voltaire en faveur du gouvernement à cause de ses relations avec d'Argenson, il indique les diverses sources où il a puisé ses renseignements. Il a surtout « consulté et approfondi les notes et les mémoires curieux de M. le président Rolland, témoin oculaire et l'un des magistrats exilés, qui s'occupa, pendant tout le séjour de Pontoise, de la composition de ses mémoires, où il règne une pureté d'intention et un amour de la liberté peu connus dans ce temps-là... » On voit maintenant ce qui a dû arriver. Courchamp a entendu parler des *Mémoires du président Rolland* comme ayant été en la possession de Soulavie, et c'est sur une confusion de noms qu'il a étayé la calomnie dont nous venons de faire justice.

(1) Ce manuscrit se trouve, aux Archives du ministère des affaires étrangères, fonds de France 1344, fol. 280 à 326.

(2) *Mémoires de Richelieu*, VIII, 273.

## CHAPITRE XVIII

### SOULAVIE ET LES GENEVOIS

#### SOMMAIRE

Soulavie se défend d'avoir voulu la réunion de Genève à la France. — Il soutient auprès du Directoire l'idée d'une république des Allobroges. — Influence réciproque de Genève et de la France au point de vue révolutionnaire. — Réquisitoire de Soulavie contre les Genevois. — L'action anglaise à Genève. — Les collaborateurs genevois de Mirabeau. — Jugement sur la conduite de Soulavie à Genève. — L'indépendance de Genève. — Qui avait nommé Soulavie à Genève? — Relations de Soulavie avec Barère. — La politique de Robespierre. — Communauté de vues entre Soulavie et Robespierre sur diverses questions. — Soulavie professeur de Robespierre pour la politique extérieure. — M<sup>me</sup> Soulavie. — Le pillage de la Résidence par les clubs genevois. — Les réclamations de Soulavie. — Elles sont appuyées par Talleyrand. — La réunion de Genève à la France. — Les deux Mémoires de Soulavie à l'empereur Napoléon en 1810.

Rendu à la liberté, l'ex-Résident de Genève s'intéressa naturellement encore, pendant un certain temps, aux affaires de ce pays, ce qui peut expliquer le passage du livre de Sordet (1) qui, parlant d'intrigues contre Genève dans les premiers mois de 1795, dit que « Soulavie, quoique absent, n'y restait pas complètement étranger ». Sordet ignorait probablement que, durant cette période, Soulavie était encore en prison, et l'on ne voit pas trop comment, dans cette situation, il aurait pu intriguer contre Genève, si ce n'est par les explications sur des événements rétrospectifs que, dans l'intérêt de sa défense, il était obligé de fournir au gouvernement français.

Un peu plus tard, nous le trouvons, ce qui va certainement étonner les historiens genevois, agissant, non contre l'indé-

(1) *Les Résidents français à Genève*, p. 159.

pendance de Genève, mais se faisant auprès du Directoire le défenseur d'un projet de République des Allobroges, assez semblable à celui qu'avait soutenu, quelques années auparavant, son ennemi le plus acharné, le genevois Desonnaz (1).

A propos de la brochure de Bousquet (2), publiée en février 1795, où Soulavie est qualifié « le plus astucieux et le plus méchant des hommes », dont la maison était devenue à Genève « le rendez-vous et l'asile de la faction des réunisseurs », l'auteur des *Mémoires du règne de Louis XVI* répond par la note suivante (3) :

« Ce méchant, à cette époque, avait conservé depuis quatorze mois Genève indépendante, malgré le projet de réunion de la majorité du comité de Salut public. Sorti de sa prison, il n'usa de sa liberté que pour porter à Charles Delacroix (4) les mémoires qui pouvaient arrêter à cet égard l'immoralité du Directoire. Il a donné à M. Michely un duplicata de ce Mémoire, l'an VI. »

On lit dans le même ouvrage (5) :

« Notre révolution, aussi souvent immorale dans ses relations diplomatiques que dans ses ouvrages intérieurs, a bouleversé les républiques subalternes, en soulevant les peuples contre l'autorité établie. Les anciennes souverainetés de Genève et de Mulhausen sont devenues des municipalités françaises. »

Voici le texte d'une lettre adressée au Directoire par Soulavie (probablement en 1798) :

L'affaire des marchandises anglaises est le prétexte de la mission des trois Genevois arrivés à Paris. Contrarier le projet qu'on suppose au Directoire de la formation d'une république composée de Genève, le Valais et pays de Vaud, est le but de cette mission. — L'établissement d'une *République transalpine*, formée des pays de Vaud, Genève et la partie du bas Valais qui parle français

(1) La république des Allobroges de Desonnaz, qui paraît avoir été aussi une idée girondine, aurait compris la Savoie, le Valais, Genève et le pays de Vaud. — Voir *Correspondance de Grenus et Desonnaz*, III, 6.

(2) *Précis historique de la conduite de Bousquet*, président des commissions et tribunaux révolutionnaires de Genève. 1795, 26 février.

(3) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 447.

(4) Charles Delacroix fut ministre des Affaires étrangères du 5 novembre 1795 au 16 juillet 1797. Il fut alors remplacé par Talleyrand. C'est le père du peintre Eugène Delacroix.

(5) *Mémoires du règne de Louis XVI*, III, 209.



et qui est enclavé, donnerait à la France un allié nécessaire. Cette révolution métamorphoserait en gouvernement indépendant et libre le parti français dont les chefs ont été :

- 1° Pendus dans le bas Valais en 1790 ;
- 2° Proscrits, déportés, dépouillés et condamnés en réalité ou par contumace dans le pays de Vaud, en 1791, par un tribunal prétendu révolutionnaire ;
- 3° Fusillés sous mes yeux à Genève, en 1794, par ordre de Gasc et Janot, et par ordre du président Bousquet, chef du tribunal révolutionnaire.

Or, par quelle influence ce Bousquet ose-t-il s'insinuer près nos agents de la police ? Et comment se peut-il que Gasc et Janot osent se dire les fondateurs à Genève de l'égalité et de la liberté, dans votre journal officiel ! Vous les avez expulsés de la France et expulsés du corps diplomatique, lorsque j'ai mis sous vos yeux l'acte qui prouve que Gasc et lord Greenville, ministre des Affaires étrangères à Londres et cousin germain de M. Pitt, sont tous les deux membres du comité des Dix-Huit pour l'administration du subsidé de 50.000 livres sterling sacrifiés dès 1783 par la cour britannique pour rallier sous Gasc et Janot le parti de l'égalité alors dispersé et vaincu à Genève...

La lettre est suivie de *Considérations ultérieures sur l'utilité de la métamorphose des pays conquis helvétiques en gouvernements libres et amis de la France* (1).

Dans une lettre du 5 pluviôse an VI (24 janvier 1798), adressée à un baron (Sandoz-Rollin, ministre de Prusse), Soulavie raconte ce qu'il a fait à Genève. Il encourut la haine des Genevois parce qu'il dénonça le gouvernement révolutionnaire de Genève comme subventionné, depuis 1783, par l'Angleterre. Ses rapports furent communiqués au gouvernement genevois. Celui-ci le perdit en le dénonçant comme ayant accueilli à la résidence de France un Girondin proscrit.

Plus tard, en écrivant les *Mémoires de Barthélemy* (1799), Soulavie réproouve hautement la politique du Directoire à l'égard de la Suisse et blâme l'annexion de Genève. Il va jusqu'à attribuer les persécutions dont il fut l'objet après sa mission, à ce qu'il avait voulu conserver l'indépendance de Genève. Après avoir rappelé les intrigues de Clavière en 1792, il dit : « Merlin, Treilhard et Clavière avaient les mêmes intérêts. Sous Clavière comme sous Merlin, il s'agissait de donner des aliments et des motifs aux puissances coalisées ou à coaliser,

(1) ARCHIVES NATIONALES, F<sup>7</sup> 6572.

et telle fut la finasserie de Merlin et Troilhard qu'ils punirent dans Soulavie la faute qu'il n'avait pas voulu commettre, pour cacher celle qu'ils avaient résolue, comme Clavière et Brissot punirent le général Montesquiou, qui n'avait pas opéré selon leurs vues. »

C'est dans les *Mémoires du règne de Louis XVI* que Soulavie présente avec le plus de développement sa défense personnelle, en même temps que ses accusations contre le gouvernement de Genève. Prenant le contre-pied de la thèse de d'Ivernois, qui accusait la France d'avoir révolutionné Genève, Soulavie soutient, au contraire, que ce sont les Genevois qui ont tout désorganisé en France. Il rappelle l'action exercée par Rousseau, Necker, Clavière, Marat et autres Genevois, dont les écrits ou l'administration ont été si funestes aux gouvernements qui se sont succédé de leur temps. « Rousseau, pendant vingt ans, a révolutionné la république des lettres. Necker a changé les formes administratives et politiques du gouvernement. Clavière n'a travaillé qu'à culbuter la monarchie constitutionnelle. Marat, né par hasard hors de Genève, mais d'une mère et d'un père genevois, a inoculé jusque dans l'esprit des ouvriers des principes contraires à toutes les institutions alors établies. Enfin, avant l'entrée en France de ces Genevois si puissants en révolution, Genève, en sa qualité de Rome protestante, était en état d'opposition ouverte à toute l'économie religieuse et politique de l'ancienne France. »

Soulavie peint l'influence que Genève exerça sur ses voisins, en portant chez eux, « avec ses principes de naturalisme et de démocratie, des maximes désorganisatrices de toutes les sociétés établies. Effacés de la liste des puissances militaires, les Genevois possédaient une tactique d'idées et des systèmes philosophiques plus dangereux et plus destructifs que le canon des peuples guerriers. Tout le XVIII<sup>e</sup> siècle s'écoula à Genève ou en révolutions éclatantes ou en intervalles menaçants d'une révolution, et ces alternatives produisirent des écrits polémiques qui, répandus en France et en Europe, contribuèrent, comme les ouvrages de Montesquieu, de Mably, de Voltaire,

à dénaturer nos mœurs et notre génie national, à donner au plus grand empire de l'Europe la fragile constitution de Genève, à l'établir en France comme au bord du lac Léman, sur les ruines du sacerdoce, de la noblesse et du prince ; à l'assujettir à tous les dangers et à toutes les sortes de conjurations, comme celle de Genève, type primordial de l'anarchie organisée en gouvernement (1) ». Le ton de ce réquisitoire se ressent naturellement de l'époque où il a été écrit (1801) et contraste avec les allures démagogiques de l'auteur à Genève. Au fond, Soulavie a raison, mais d'Ivernois n'a pas tort ; car si l'influence de l'exemple et des écrits genevois sur la France au XVIII<sup>e</sup> siècle est incontestable, celle du jacobinisme français sur Genève pendant la période aiguë de la Révolution ne l'est pas moins. Il est évident que les tristes événements de 1794 à Genève sont le produit direct des scènes épouvantables dont Paris et d'autres points de la France étaient depuis deux ans le théâtre. Bousquet, les Montagnards et les Marseillais n'avaient fait qu'importer à Genève des procédés et des doctrines qu'on connaissait trop à Paris, et Soulavie, bien qu'ayant réprouvé la révolution du 19 juillet, y a une part de responsabilité par la faveur dont il avait toujours couvert les Montagnards et les Marseillais, lesquels, quoi qu'il en dise dans une dépêche, participèrent fort bien au massacre des aristocrates et au pillage de leurs biens. Les deux pays subirent ainsi successivement les inconvénients de leur voisinage ; ils s'infectèrent réciproquement l'un de philosophisme et l'autre de jacobinisme, et l'observateur impartial peut renvoyer les plaignants dos à dos. Ce n'est donc pas dans le réquisitoire de Soulavie contre les Genevois qu'il faut chercher de sérieux arguments pour atténuer les torts de sa mission à Genève. Mais il n'en est pas de même de la partie de son livre qui fait ressortir l'action, constamment hostile à la France, de l'Angleterre à Genève et l'intimité du cabinet de Londres avec les révolutionnaires genevois. Ce sont ces préoccupations internationales, encore excitées par les études historiques de l'au-

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 212.

teur et par les circonstances critiques du moment, qui expliquent le mieux l'état d'esprit dans lequel il s'est trouvé pendant tout son séjour à Genève, et excusent un peu son attitude tracassière vis-à-vis des autorités genevoises.

Il faut, pour bien comprendre cette situation, se reporter à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. Les ressentiments mutuels étaient depuis longtemps très vifs entre l'Angleterre et la France. Celle-ci s'était vengée des humiliations précédentes en appuyant la révolte des colonies anglaises de l'Amérique du Nord. L'Angleterre chercha à prendre sa revanche en lui suscitant des ennemis partout, et d'ailleurs l'invasion de la Belgique et l'établissement de la République batave, qu'à tort ou à raison les Anglais considéraient comme un avant-poste français contre leur île, ne pouvaient que raviver ses anciens griefs. Une de ses revanches fut son action à Genève. Duroveray et d'Ivernois furent ses principaux agents, bien que le premier eût su capter, au début de la Révolution, toute la confiance de Mirabeau. Et il n'était pas le seul Genevois dans l'entourage de l'illustre tribun. Clavière et Reybaz en étaient aussi, et c'est une rédaction plutôt genevoise que française qui, dans *le Courrier de Provence*, donnait alors le ton à la Révolution. Soulavie cite un trait significatif de l'estime dans laquelle Mirabeau tenait ses collaborateurs genevois.

Le 12 juin 1789, des « aristocrates » genevois qui observaient les intrigues de Clavière, Duroveray et consorts, « avaient pénétré dans la chambre du tiers-état avant la réunion, pour prendre sur le fait les révolutionnaires de 1782, et par l'organe du député Madior (1), la chambre du tiers, étonnée, entend cette étrange motion : *Je demande à la Chambre qu'elle ordonne l'expulsion hors de son sein des individus non députés qui se trouvent assis parmi nous. J'en vois un, étranger, proscrit de son pays, réfugié en Angleterre, pensionnaire du roi d'Angleterre, que nous voyons depuis plusieurs jours écrire et faire circuler des billets dans la salle.* La chambre, stupéfaite de voir un pensionnaire, un

(1) Le grand-père de M. Madier-Montjau.



agent de Georges III, ainsi posté, parut un instant dans l'émotion; lorsque Mirabeau, qui déjà subjuguait la-chambre par la puissance de son génie, voyant l'un de ses conseils, l'un des auteurs des mémoires révolutionnaires qui dirigeaient sa conduite, attaqué avec autant d'audace, répond en ces termes à l'agresseur : *Cet étranger, ce proscrit, ce réfugié, ce pensionnaire du roi d'Angleterre, est un des plus respectables citoyens du monde. Dès sa jeunesse, il eut la confiance de ses concitoyens pour concourir à la formation d'un corps de lois qui devait assurer à jamais la constitution de sa patrie... Au milieu des haines et des factions, la calomnie elle-même respecte les vertus de M. Duroveray... Enveloppé dans la proscription que les aristocrates firent prononcer par les généraux des armées de France, de Suisse et de Piémont, M. Duroveray se retira en Angleterre, et sans doute il n'abdiquera jamais l'honneur de son exil... Un grand nombre de citoyens respectables de la Grande-Bretagne s'empressèrent d'accueillir le Républicain proscrit, lui ménagèrent la réception la plus honorable et provoquèrent le gouvernement à lui donner une pension... Souffrirez-vous qu'un martyr de la liberté reçoive ici un outrage (1)?*

En conséquence des observations de Mirabeau, Duroveray, que le célèbre orateur appelait son *maître en révolution*, ne fut pas expulsé. Il faut lire dans Mirabeau l'histoire de cette séance, rédigée par Duroveray lui-même, qui ose mettre dans la bouche de Mirabeau cette phrase : *le nom français reste flétri sur les bords du lac Léman*. Dans cette rédaction, Mirabeau avoue que Clavière est le *collaborateur de ses ouvrages sur les finances*. Les bannis de 1782 ont porté depuis leurs prétentions au point de réclamer, après la mort de Mirabeau, jusqu'au dernier mémoire que le député mourant envoya à l'Assemblée nationale (2).

Les documents diplomatiques nous montrent plus tard ce-

(1) Voir le *Point du jour*, tome préliminaire, p. 351, où cette séance est rapportée.

(2) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 371. Voir au t. I de cet ouvrage, chap. x, la note sur Reybaz.

lui que Mirabeau appelait l'un des plus respectables *citoyens du monde*, cherchant à soulever le Jura contre la Convention nationale (1). Il est vrai que la République française s'était signalée par des excès qui lui avaient aliéné tous les gouvernements de l'Europe, et refroidi chez tous les peuples l'enthousiasme qu'elle avait provoqué au début, mais ce n'était pas à un révolutionnaire genevois, si sa démocratie était bon teint, à se faire sur ce point l'instrument de la diplomatie anglaise. Celle-ci cherchait naturellement à profiter de la situation pour faire expier à ceux qu'elle déclarait les « ennemis des libertés du genre humain » le crime d'avoir soutenu les États-Unis d'Amérique. Des affinités de religion faisaient pour elle de Genève un poste avancé contre la France républicaine, où elle devait plus que jamais chercher à asseoir son influence. De là des défiances réciproques, énormes, invraisemblables. Comme on a pu le voir dans une foule de documents, tous les partis s'accusaient réciproquement d'être des agents de Pitt, et Soulavie lui-même, malgré son horreur particulière pour le gouvernement anglais, n'échappe pas à cette accusation. A Genève comme à Paris, la fièvre des défiances patriotiques troublait tous les esprits : Soulavie voyait partout la main de l'Angleterre ou de l'Autriche ; Desonnaz et bon nombre d'autres Genevois voyaient partout des complots contre leur indépendance ; tout le monde s'accusait de perfidie et d'hypocrisie ; tandis que du point élevé où nous placent aujourd'hui le temps et les circonstances, l'apaisement des passions politiques et une connaissance plus exacte des personnages, il nous paraît évident que les uns et les autres étaient généralement de bonne foi, et qu'il faut bien plutôt attribuer les crimes ou les erreurs dont ils ont donné le spectacle, à leur ignorance et à l'influence troublante du milieu et des événements.

Si nous avons à juger ici le procès historique resté ouvert entre Soulavie et Genève, nous reconnaitrions volontiers que

(1) Bacher écrivait le 8 messidor an III (26 juin 1795) que le ministre anglais à Berne, Fitzgerald, et ses agents, Duroveray et Pictet, étaient occupés à fomenter une insurrection dans le Jura.

les plus gros torts sont du côté du premier ; mais on peut au moins reprocher aux documents genevois d'être incomplets et d'avoir fait de Soulavie un vrai scélérat, tandis qu'il semble équitable d'y voir plutôt un Méridional égaré dans un domaine qui n'était pas le sien et commettant, dans une sorte d'emballement patriotique, une série de sottises que la moindre éducation diplomatique lui aurait permis d'éviter. Il aurait fallu à Genève un homme d'un tact parfait et d'une expérience consommée, comme l'étaient Barthélemy à Bâle, et Caillard à Berlin, et l'on y envoyait un écrivain d'imagination inflammable qui n'avait appris la politique que dans les livres et dans les clubs. La tâche était des plus délicates, car, tout en défendant les intérêts français auxquels l'insurrection de Lyon et l'attitude menaçante des Piémontais faisaient dans cette contrée une situation critique, il était juste aussi de tenir compte des difficultés des autorités genevoises placées entre les parties belligérantes comme entre l'enclume et le marteau. Une foule de mesures qui relevaient uniquement du domaine économique, et qui n'étaient, en somme, que l'application des principes modernes sur la liberté du commerce et de la spéculation, prenaient aux yeux du représentant de la France, politiquement excité et ignorant de la science naissante de Quesnay et d'Adam Smith, des proportions colossales, et n'étaient rien moins que des actes de complicité avec les ennemis intérieurs de la République, des violations de la neutralité. Soulavie, comme la plupart des républicains de son temps, ne comprenait pas l'avalissement des assignats autrement que comme le résultat de manœuvres hostiles ou de falsifications criminelles. Autant qu'on peut en juger par l'ensemble des témoignages qui nous restent de cette époque, les chefs du parti dominant à Genève n'avaient que des préoccupations de conservation locale, manœuvrant aussi habilement que possible pour éviter les périls extérieurs et garder la neutralité du pays contre tous les belligérants. Ils n'étaient ni Anglais ni Français, ni même Suisses, mais purement Genevois, et c'était là incontestablement au point de vue du patriotisme local,

la meilleure ligne de conduite. Au sujet des passeports, il pouvait y avoir, il y avait certainement des abus et peut-être une certaine tolérance des autorités genevoises, inspirée d'ailleurs par les nécessités du moment plutôt que par un sentiment hostile à la France, et il eût été sage à l'agent français de fermer les yeux à son tour. tant qu'il n'y avait pas péril en la demeure. Au lieu de cela, Soulavie prit dès le début une attitude qui devait lui aliéner irrévocablement le gouvernement genevois, exciter contre lui la population elle-même, et rendre désormais sa présence à Genève plus nuisible qu'utile aux intérêts qu'il était chargé de défendre.

Soulavie poursuivait-il réellement une politique tendant à l'annexion de Genève? On a vu qu'il s'en défend presque constamment, et, fait à noter, il renouvelle ce démenti dans les *Mémoires de Barthélemy* et dans les *Mémoires du règne de Louis XVI*, c'est-à-dire en 1800 et 1801, à une époque où, Genève ayant été réunie à la France, il eût été plutôt de l'intérêt de l'ex-diplomate de revendiquer une part de mérite dans l'affaire. Et cependant il écrit alors que « les Genevois, en ce temps-là, désiraient de s'unir à la France à peu près comme les Français de s'unir à l'Angleterre (1) ». D'autre part, il faut bien reconnaître que Soulavie, tout en protestant de son respect pour l'indépendance de Genève, tout en déclarant l'idée d'une annexion à la France impolitique et absurde, tint souvent une attitude et un langage suspects, out à Genève des accointances fort compromettantes, en sorte que, s'il ne visait pas réellement l'annexion, au moins autorisa-t-il plus d'une fois des soupçons que le gouvernement de Genève était intéressé à grossir et à répandre, afin de le rendre de plus en plus impopulaire et d'obliger son gouvernement à le rappeler. Peut-être est-ce ici le cas de l'*in medio veritas*. L'impression que la longue série des dépêches de notre diplomate paraît devoir laisser est que, sans avoir jamais été partisan déclaré d'une politique annexionniste, Soulavie eut des hésitations et qu'il se demanda plus d'une fois si les Genevois étaient bien

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 351.



réellement opposés à l'union. Il est juste d'ajouter que ses doutes ne furent pas de longue durée, et qu'il rentra d'autant plus aisément dans la vérité de la situation, que le système politique, consistant à entourer la France de petits États, était celui qui répondait le mieux à ses opinions comme aux véritables intérêts de son pays.

Il ne faut pas oublier que l'indépendance de Genève était alors une sorte de principe politique hautement admis par tous ses voisins et surtout par la France. Le roi Louis XI disait de la République de Gènes : « Elle veut se donner à moi, mais moi je la donne au diable. » Le sentiment de l'ancienne monarchie française à l'égard de la République de Genève paraît avoir été du même genre : outre que les hommes d'État de ce temps aimaient le voisinage des petits États, ils ne se souciaient pas d'admettre dans la famille française un groupe renommé par ses habitudes d'indiscipline et son esprit constamment inquiet. Ces traditions s'étaient perpétuées sous la République, malgré le changement de régime, et il semble que, même en Suisse, où l'élément aristocratique dominait dans les principaux cantons, l'annexion de Genève au corps helvétique fût considéré comme peu désirable, tandis que, d'autre part, le duc de Savoie, devenu Piémontais, avait fini par renoncer à ses prétentions sur un territoire que la France et la Suisse avaient trop d'intérêt à l'empêcher de reprendre. Il résultait de cette situation un très solide équilibre, favorable à l'indépendance de Genève, et qui n'avait contre lui que les agitations intérieures des Genevois eux-mêmes. Ceux-ci souffraient plus que personne de la maladie des petits pays, où l'on est trop à l'étroit pour ne pas se heurter souvent. A sa population urbaine, d'une culture très développée, par conséquent de tendances politiques très exigeantes, il manquait le contrepoids d'une population rurale et l'action modératrice d'un pouvoir placé à une distance respectable et moins exposé aux caprices du peuple souverain. Cette lacune a été comblée en 1815 par l'adjonction à Genève de quelques communes voisines, notamment Carouge et Versoix, et par l'union de cette petite république à

la Confédération helvétique. On a ainsi donné au corps genevois le centre de gravité qui lui manquait, et plus on réfléchit sur cette solution, plus on reconnaît que c'était la meilleure dans l'intérêt de la France aussi bien que dans celui de la Suisse et des Genevois eux-mêmes. Le grand tort, dans la mission de Soulavie à Genève, incombe à ceux qui firent choix de lui pour cette Résidence. Il est évident, du reste, qu'il y eut à cet égard un véritable malentendu. Les premières dépêches de notre diplomate (juillet 1793) montrent assez qu'en allant à Genève, il entendait bien moins s'occuper des affaires particulières des Genevois, que de grande politique européenne, et qu'il voulait notamment y continuer avec le baron de Staël les négociations commencées à Paris.



Or, par qui Soulavie avait-il été nommé à Genève et quelles influences l'y maintinrent si longtemps, malgré tant de motifs sérieux de le rappeler ?

Dans une dépêche du 8 septembre 1794, Soulavie dit qu'il fut nommé à la demande des députés de l'Ardèche, sur la proposition du comité de Sûreté générale et avec l'approbation du comité de Salut public.

L'abbé de Barruel dit, dans son *Histoire du Jacobinisme*, que Soulavie avait été envoyé à Genève par Clavière et Robespierre. D'Ivernois présente aussi Soulavie comme une créature de Robespierre. A cela, Soulavie répond (1) qu'il fut nommé en mai 1793, par le même acte qui nomma Semonville à Constantinople, Maret à Naples, et Chauvelin à Florence ; que Clavière et Robespierre étaient alors trop occupés à se proscrire mutuellement pour s'entendre sur le choix d'un diplomate ; que Robespierre n'était, en mai 1793, ni membre du conseil exécutif qui nommait aux légations, ni membre du comité de Salut public (établi seulement depuis le 6 avril) qui

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, dernier chapitre du t. VI.

les confirmait; qu'il était même alors en état d'hostilité et avec le Conseil et avec le Comité, où il n'entra qu'au mois d'août suivant.

Il est certain qu'à l'époque où Soulavie fut nommé le véritable chef du comité de Salut public était Danton, qui en fut éliminé au mois de juillet suivant, et c'est Robespierre qui y exerça dès lors jusqu'à sa chute l'influence prépondérante. Barère fut presque constamment chargé, dans le comité, de la direction des affaires étrangères, d'abord avec Danton et Hérault de Séchelles, ensuite tout seul, sous la surveillance générale de Robespierre, qui s'était attribué une sorte de présidence du conseil sans portefeuille. On a vu que Soulavie avait de nombreuses relations parmi les hommes politiques d'alors; ses publications historiques, la chaleur de ses opinions républicaines lui avaient donné un certain renom auprès d'eux; connaissait Barère, Hérault de Séchelles et beaucoup d'autres personnages influents depuis un temps plus ou moins long, et l'on conçoit fort bien qu'il ait alors trouvé, sans l'intervention de Robespierre, le moyen de se faire envoyer à Genève, comme il avait déjà trouvé, quelques mois auparavant, le moyen d'avoir accès au ministère des relations extérieures. A la manière dont les *Mémoires du règne de Louis XVI* parlent de Barère dans le passage que nous avons cité, à propos de l'incident Gamon, on serait tenté de croire que Barère fut le premier protecteur de Soulavie, et cette protection dut se continuer jusqu'à la fin, car, après la Révolution, il existait encore d'amicales relations entre Barère et Soulavie. Mais, ceci posé, il n'est pas douteux pour nous que, tout au moins dans la suite, Soulavie ait eu, dans le comité de Salut public, un autre et plus puissant protecteur, et celui-là n'était autre que Robespierre.

Quelques mots sur ce terrible protagoniste du grand drame révolutionnaire ne seront pas ici hors de propos. Pour l'immense majorité du public, Robespierre personnifie le régime de la Terreur, c'est-à-dire la plus effroyable tyrannie qui ait pesé sur un peuple. Tel n'était pas cependant l'avis de Bona-

parte qui a qualifié Robespierre de « bouc émissaire de la Révolution », ni celui de Cambacérès qui, parlant du 9 Thermidor, a dit que c'était « une cause jugée mais non plaidée ». Depuis lors, ce personnage a été très discuté. M. Hamel en a fait une apologie en trois volumes où, parmi bien des points discutables, quelques erreurs ont été certainement redressées et quelques obscurités éclaircies. Pour M. Taine, l'Incorruptible est surtout un monstre de vanité. Nous serions plutôt disposé à y voir, avec M. Edmond Schérer, un fanatique de la vertu et un visionnaire qui avait rêvé l'établissement du royaume de Dieu sur la terre. « Disciple de Rousseau, Robespierre s'était identifié les doctrines du *Vicaire Savoyard* et du *Contrat social*. Le principe de la peine de mort contre les délits d'opinion, c'est dans Rousseau. Robespierre y crut. Son discours aux Jacobins, le 5 juin 1794, résume le programme du nouvel Évangile. On ne peut fonder des institutions sages et le régime de la vertu que sur la ruine des ennemis incorrigibles de la liberté. Les événements facilitèrent malheureusement à Robespierre le moyen d'appliquer cette dangereuse maxime. Avec une seule idée fausse, a écrit Diderot, on peut devenir barbare. Mallet du Pan, qui cite ce mot, ajoute : « La Révolution a fourni mille exemples de la justesse de cette maxime ; des âmes douces, des caractères honnêtes ont été dénaturés par les erreurs de l'esprit et poussés au dernier point de la férocité. On commence par être insensé, on finit par devenir atroce. » Tel fut le sort de Robespierre, sectaire avant tout, ce qui n'exclut pas, d'ailleurs, une part aussi large que l'on voudra de vanité et d'ambition. En d'autres temps il n'eût été que ridicule. Grâce aux circonstances, il a endossé en quelque sorte la responsabilité de toutes les horreurs de la Révolution (1). »

Nous avons signalé dans un précédent chapitre (2), à propos de la dépêche de Soulavie sur sa conférence avec le baron de Staël, la communauté de vues qui existait entre le Résident de

(1) *Journal le Temps*, du 27 décembre 1884.

(2) Au chapitre x.



Genève et Robespierre, sur certains points de politique intérieure, notamment sur la question religieuse, et l'on a pu voir que l'allusion hardie « au gouvernement du bourreau » n'avait pas empêché le directeur effectif du comité de Salut public de continuer sa protection à Soulavie. C'est qu'il y avait entre eux un autre lien plus puissant, formé par la politique étrangère. Sur ce terrain, Soulavie fut un des conseillers officiels de Robespierre. A quelle époque remontaient leurs relations ? Peut-être à l'année 1790, quand, au mois de mai, la question de savoir si le droit de paix et de guerre appartenait au Roi ou à l'Assemblée se posa à la Constituante. Robespierre se prononça vivement dans la séance du 15 mai contre la prérogative royale, et la thèse soutenue peu après par Soulavie, dans le *Moniteur* du 1<sup>er</sup> juillet, s'accorde trop avec le discours de Robespierre, pour que celui-ci n'en ait pas, dès lors, remarqué l'auteur, en supposant qu'il ne le connût pas déjà.

Des écrivains très compétents sur notre histoire diplomatique s'accordent à proclamer la parfaite nullité de Robespierre au point de vue de la politique étrangère. « Ses projets politiques, dit M. Frédéric Masson, s'il en avait de réels, de précis, qui ne fussent pas noyés dans le brouillard vague de ce qu'il appelait les principes, sont restés inconnus (1).—Rien, dit de son côté M. Sorel, n'autorise à croire que Robespierre ait songé à pactiser avec l'Europe, à traiter de la paix sur le pied du *statu quo ante*, à cesser de faire aux États une guerre de prosélytisme..., en un mot qu'il se soit approprié la politique que Danton avait fait consacrer par le décret du 13 avril 1793 (2). »

Ces jugements nous paraissent trop absolus. Rien ne prouve sans doute que Robespierre ait eu de grandes vues sur la politique extérieure, et il est assez admissible qu'absorbé comme il l'était par les affaires intérieures, il n'ait jamais songé à débrouiller l'écheveau de nos relations internationales pour en tirer un système précis et raisonné. Il semble cependant qu'il ait eu à ce sujet des idées plus justes que la plupart de

(1) MASSON, *le Département des affaires étrangères sous la Révolution*, p. 295.

(2) SOREL, *l'Europe et la Révolution française*, III, 530.

ses collègues. Le fait est qu'il s'opposa toujours à la guerre, au moins à la guerre inconsidérée, sans alliés et sans préparation préalable, que prêchaient les Girondins, et c'est de là que provinrent ses premières dissidences avec eux. Dès les premiers mois de 1792, il s'était prononcé sur cette question, en réfutant Brissot qui conseillait de prendre l'offensive contre l'Europe monarchique et qui contribua ainsi beaucoup à la déclaration de guerre du 20 avril. En février 1793, c'est encore Brissot qui fit déclarer la guerre et à l'Angleterre et à la Hollande.

Robespierre croyait qu'il fallait avant tout régler la question intérieure et la note suivante écrite de sa main (1) résume sur ce point sa pensée.

*La guerre étrangère est une maladie mortelle (un fléau mortel) tandis que le corps politique est malade de la révolution et de la division des partis.*

*Les affaires étrangères. Alliance avec les petites puissances, mais impossible aussi longtemps que nous n'aurons pas une volonté nationale.*

Si l'on rapproche de tout cela les conseils de Soulavie, bien plus conformes à la politique transactionnelle de Danton qu'à la guerre de propagande commencée par les Girondins et continuée par les Montagnards, on est en droit de supposer que Robespierre n'était pas si éloigné que le dit M. Sorel de continuer la politique de Danton.

Il y a, dans le curieux livre de Georges Avenel sur Anacharsis Clootz (2), un passage qui jette une certaine lumière sur les rapports qui ont existé entre Soulavie et Robespierre. Attendant les membres du comité de Salut public, de la fin de 1793, que dominait Robespierre, l'auteur dit :

Les yeux hors frontières, non point vers Londres, mais sur Vienne et Berlin, ils rêvaient de rattacher la France au vieux monde européen, non point en mendiant la paix comme Danton, mais en la dictant bel et bien, disaient-ils. La cheville ouvrière du système était un ex-jésuite, ami d'Anacharsis.

(1) *Papiers inédits trouvés chez Robespierre*, n° XLIV.

(2) *Anacharsis Clootz*, II, 218.

« ... Ni la Suède, ni le Danemark, ni la Pologne, ni Gènes, ni Venise, ni le Portugal, nos anciens alliés, ne sont nos ennemis. Ils le sont de nos révolutions, mais ils sont les amis, les soutiens de l'indivisibilité de la France et du maintien de sa force politique... Les Girondins ont armé l'Europe contre leur patrie... »

Voilà ce que l'ex-abbé Soulavie avait imprimé après le 2 juin en tête d'une édition nouvelle de ses prétendus *Mémoires de Richelieu*, ouvrage auquel Anacharsis avait fait, en 1791, toutes les politesses imaginables. L'ex-abbé, qui s'était jeté dans la diplomatie, revenait triomphant de Danemark (1). Agent accrédité de la République en ce pays, il était parvenu à maintenir cette puissance dans la neutralité. Le *Journal de la Montagne* reproduisit le passage susmentionné; l'abbé diplomate fut consulté par le comité de Constitution sur les rapports à établir entre la France et les vieilles puissances; il y avait à Bâle un envoyé de la République, Barthélemy, dont l'oreille était toute aux tripoteurs Desfieux, Dubuisson, agents de la politique Lebrun-Danton; l'abbé diplomate fut envoyé à Genève comme Résident, afin de surveiller l'intrigue Barthélemiste, de réprimer la propagande du sans-culotte Rotondo et de maintenir dans leur neutralité Genève et les Suisses. C'était là l'homme qui ordonnait à cette heure toute la politique du comité de Salut public, grâce à l'influence qu'il avait sur Robespierre. On pouvait se rappeler qu'en mars, au moment du désastre de Belgique, le myope (Robespierre) s'était écrié assez imprudemment et à la grande surprise des sans-culottes, « qu'il conviendrait d'employer quelque chose de cet art dont le despotisme se sert pour diviser ses ennemis ». A son passage à Paris, Soulavie, trouvant le Jacobin en de telles dispositions, l'avait initié aux premiers mystères de la diplomatie et continuait par lettres à nourrir son enseignement. Or, par quels contes l'abbé diplomate endoctrinait-il l'incorruptible mandataire parisien déjà entrepris par Barère et Carnot ? Écoutez !

« Il faut nationaliser la Révolution, ne plus voir que la France et revenir à la politique traditionnelle du pays. — Notre ennemi naturel, c'est l'Angleterre ; nos alliés, les petites puissances républicaines pour la plupart. — Étouffer l'esprit de propagande. — Expulsion sévère de tous les étrangers. — Meilleure tenue aux Jacobins, plus de dignité à la Convention. — Un gouvernement fort, stable. — Il faut armer, non pour aller au Rhin, c'est la guerre éternelle, mais afin de dicter la paix, paix sans conquête. — Pitt et Kaunitz veulent nous fédéraliser ; nous sommes leur jouet. — La paix est facile à cueillir. — Le roi de Prusse nous tend déjà le rameau. Il a éloigné de ses drapeaux les émigrés. Après la reddition de Mayence, il nous a bégayé presque une reconnaissance, et voilà qu'aujourd'hui il rappelle Hertzberg au ministère ; Hertzberg, l'ennemi de l'alliance autrichienne. La coalition va se dissoudre. Ménageons la Prusse. »

Et Robespierre, s'enivrant des secrets du polichinelle diplomatique, transporté dans le ciel des hommes d'État, ne voyant plus que l'échiquier européen, laissait déjà les droits de l'homme pour le jeu des nations.

(1) On a vu dans les chapitres précédents que Soulavie n'était jamais allé en Danemark et n'avait pas été Jésuite.

Avenel revient sur ce sujet dans un autre ouvrage et explique ainsi les divers courants qui déterminèrent alors la politique étrangère de la France :

Il y eut en 1793 deux politiques de paix, bien distinctes, bien suivies et des plus actives, chacune ayant ses agents différents qui tous étaient suffisamment honorables pour l'emploi. — La politique de Danton tient du mois de mai à fin septembre. Ses instruments sont les mêmes que ceux du ministère Lebrun : Proly, fils naturel de Kaunitz ; Dubuisson, auteur dramatique fort au courant des affaires de Belgique, et deux aigrefins jacobins, Desfieux et Pereyra. Nous laissons les agents extérieurs, Barthélemy et autres. Danton, qui ne croyait pas que la France seule pût résister à la coalition, tâchait non seulement de faire naître à l'Orient de l'Europe une division à l'aide de la Suède, des patriotes polonais et de la Turquie, mais il s'efforçait surtout d'arriver vite à un arrangement quelconque avec les puissances envahissantes. A Vienne, à Berlin, il comptait sur les adversaires de l'alliance austro-prussienne : à Vienne, sur Kaunitz ; à Berlin, sur Hertzberg, Lucchesini, Brunswick. Son véritable point d'appui, toutefois, c'était l'opposition anglaise dont les membres se trouvaient avec lui en communion intime... Le mouvement du 31 mai fit échec à Danton... Il n'en continua pas moins son jeu tout l'été, en société d'Hérault et de Barère... Les événements brouillèrent les cartes du grand tripoteur (Danton) qui dut sortir du comité de Salut public... Il y eut bien, après la bataille d'Hondschoote, une reprise de faveur, mais elle fut de courte durée. Les partisans de la guerre, soutenus, encouragés par les nouveaux membres du comité de Salut public, attaquèrent, incriminèrent tous ces essais de *paix plâtrée*. — Hérault fut mis en quarantaine dans le Comité, Barère lâcha Danton pour Robespierre ; 73 membres de la Droite furent arrêtés afin de terroriser la majorité ; et non seulement Marie-Antoinette, mais le duc d'Orléans, qui entraînait aussi dans le jeu dantoniste, fut envoyé à la mort. Notre pacificateur plâtrier fit le plongeon.

C'est alors que se produit et que s'impose aussitôt la politique du grand comité de Salut public : politique traditionnelle et nationale, politique de Richelieu et de Louis XIV, politique moins pacifique, mais plus digne et plus ferme en apparence que celle de Danton. Elle ne mendie rien. Son principal agent, son inspirateur, se nomme Soulavie, l'envoyé de la République à Genève. Nos ennemis naturels sont l'Angleterre et la maison d'Autriche ; nos alliés, les petites puissances, républicaines pour la plupart, etc.

Ainsi parle Soulavie, et ses conseils sont suivis ponctuellement par les gouvernants chargés de la besogne diplomatique, Robespierre et Barère. D'une part, on proclame la liberté des mers pour faire pièce à l'Anglais, et l'on annonce qu'on descendra dans son île ; d'autre part, on se montre froid et dédaigneux à l'égard des réfugiés belges, hollandais et autres ; puis, après la victoire de Wattignies, on n'a garde d'aller en avant, et la Belgique est traitée non plus en pays annexé, mais ennemi. Nous avons dit que, pour avoir raison de la politique dantoniste, les membres du grand comité de Salut public avaient fait alliance avec le parti de la guerre. Quand ce parti vit qu'une



nouvelle politique de paix remplaçait la défunte, il voulut la combattre également; mais le grand comité s'unit à ceux-là mêmes qui venaient d'être écartés des affaires, et par l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire *jusqu'à la paix*, il put maîtriser les opposants qu'on appela dès lors *ultra-révolutionnaires* (1).

Les causes de la protection accordée par Robespierre à Soulavie étaient donc d'un ordre tout particulier, et si les historiens genevois paraissent encore l'ignorer, puisqu'ils n'ont pas cessé d'attribuer au maintien de Soulavie à Genève des motifs contraires à l'indépendance de leur pays, on peut supposer, d'après la dépêche de Reybaz, du 24 mars 1794, que ce diplomate s'était fait une idée plus juste de la situation.

Robespierre ne répondit jamais aux lettres de Soulavie (2), ce qui semble exclure l'intimité des rapports affirmée par Anacharsis Clootz. On pourrait trouver un indice du même genre dans le fait que Soulavie n'hésita pas à communiquer à Meaulle les lettres de l'anglais Vaughan, si l'on était bien sûr qu'il pût prévoir alors les conséquences de cette communication, ou même qu'il n'en espérât pas un effet tout opposé au parti qu'en tirèrent les hommes du 9 Thermidor, car les conseils donnés par l'opposition anglaise à Robespierre ne différaient pas notablement de ceux qu'avait plusieurs fois donnés Soulavie lui-même (3). Quoi qu'il en soit, les attaques contre le dictateur vaincu et guillotiné, auxquelles se joignit Soulavie, produisent une impression pénible sous la plume de ce dernier, quand on connaît la protection dont le tyran l'avait couvert. Le revirement survenu dans son langage avant et après Thermidor est, du reste, un phénomène si général qu'on aurait mauvaise grâce à insister là-dessus. Quand on songe qu'un des membres de la Convention les plus honnêtes et les plus respectés, Boissy d'Anglas, ne désignait plus, après Thermidor, Robespierre que par le nom de monstre ou d'exécrable tyran, après l'avoir com-

(1) *Lundis révolutionnaires*. Paris, 1875, p. 19.

(2) Voir, au chapitre précédent, la lettre de Soulavie à Thuriot en date du 9 octobre 1794.

(3) Voir au chapitre XVII une lettre de Soulavie au Directoire contenant quelques détails sur cet incident.

paré quelques jours avant Thermidor, au lendemain de la fête de l'Être Suprême, à « Orphée enseignant aux hommes les premiers principes de la civilisation et de la morale », on peut bien avoir quelque indulgence pour le Résident jacobin de Genève, que ses relations connues avec l'ex-dictateur devaient remplir de craintes trop justifiées. Il est juste, enfin, de faire observer que, le péril passé, le langage de Soulavie à l'égard de Robespierre devint beaucoup plus réservé.

De la correspondance de Soulavie avec Robespierre, il résulte que, s'il ne faisait que des sottises à Genève, s'il était le moins diplomate de tous les hommes, il avait au moins, par ce temps de trouble universel des esprits, l'instinct de la vraie politique à suivre, un certain sentiment des nécessités pratiques, qui lui faisait conseiller la paix à l'extérieur et la pacification religieuse à l'intérieur. Dans tous les cas, ce n'est pas lui qu'il fallait envoyer sur les bords du lac Léman, et ce n'est pas lui qu'on y eût envoyé, si la direction de notre politique étrangère, au lieu de tomber entre les mains des politiciens parlementaires, était restée dans les mains des hommes du métier. Ce sont donc les premiers qui sont responsables de la prolongation d'une anomalie diplomatique que déploraient chaque jour, comme on a pu le voir, les personnages influents au ministère des relations extérieures. Nos lecteurs auront été frappés, comme nous, sans doute, du contraste heureux et assez inattendu, que tous les documents émanés de ce ministère présentent avec les influences parlementaires qui s'exerçaient sur lui, et dont le choix de Soulavie était un des traits caractéristiques.

Les historiens genevois parlent de Soulavie comme d'un homme débauché se livrant à de crapuleuses orgies pendant son séjour à Genève. Nous ne connaissons aucun fait qui justifie ces imputations, et l'expression *d'immoralité révoltante* qui se trouve dans une dépêche de Delhorme (30 juin 1794) ne semble pas devoir être interprétée dans ce sens. Mais ces accusations s'expliquent aisément, d'abord par l'intensité des passions politiques allumées contre le Résident et ensuite

par le manque de tenue de ce dernier. Ce n'est pas en traversant la ville, avec le club des Montagnards, en chantant des *chansons chères aux républicains*, comme il le dit lui-même dans deux ou trois de ses dépêches, qu'il pouvait s'attirer l'estime et le respect d'une population puritaine comme celle de Genève. Quant à M<sup>me</sup> Soulavie, elle paraît avoir vécu à Genève dans la retraite, autant du moins que le comportait la situation de son mari. Au mois de janvier 1794, elle y perdit son premier enfant. Dans la correspondance de Grenus et Desonnaz, Grenus écrit en date du 25 janvier : « Soulavie est bien affligé de la perte de sa petite ; c'est dommage, c'était une enfant d'une belle espérance, et sa femme a un mérite réel. » Dans une autre lettre, Desonnaz écrit qu'il vient de rencontrer Soulavie revenant de Carouge « avec sa chaste épouse (1) ». Sous cette phrase moqueuse, on sent le respect pour la femme.



A la suite de l'arrestation de Soulavie à Genève, la populace envahit l'hôtel du Résident et pilla au moins en partie son mobilier. Au bout de huit jours, on mit les scellés sur ce qui restait. « Heureusement, dit Soulavie, prévenu du pillage par un membre même du gouvernement genevois, j'avais déposé à temps mes collections et mes papiers historiques dans des caisses confiées à une artiste, la citoyenne Ponçon. *Il en resta une à l'hôtel qui, ne pouvant tenir dans la voiture, est décrite dans le prétendu inventaire, article 112, mais sans les papiers qui ont été enlevés* (2). » Les papiers comprenaient : une partie des archives du ministère secret de Louis XV, les six dernières livraisons des *Mémoires de Duclos*, dont il avait publié la première avant son départ pour Genève ; la première composition inédite des *Mémoires du règne de Louis XVI*, et la première composition de ceux de la Révolution vendus en 1792

(1) *Correspondance de Grenus et Desonnaz*, I, 250.

(2) Deuxième mémoire à l'empereur Napoléon, p. 23. Paris, 1810.

à M. Buisson, libraire, par lui rétrocédés en 1794, et revendus depuis à une Société qui en demandait la primitive composition (1). Ailleurs, Soulavie nous apprend que les scellés étaient encore sur le reste de ses effets à Genève en 1801, mais il était parvenu, grâce à Charles Delacroix, à se faire rendre une partie des papiers qu'il y avait laissés, notamment les pièces justificatives de ses *Mémoires du règne de Louis XVI* (2).

Soulavie réclama naturellement la restitution de son mobilier et de ses papiers, ou bien une indemnité. Le Directoire, ayant constaté la légitimité de ses réclamations, fit demander en son nom, à la république de Genève, la restitution du mobilier et des papiers de son ancien ministre. Le gouvernement genevois, de son côté, donna l'ordre à M. Micheli, son ministre à Paris, de satisfaire Soulavie.

Voici un extrait d'une dépêche de M. Desportes à M. de Talleyrand, datée de février 1798 :

Citoyen ministre, aussitôt la réception de votre dépêche du 24 pluviôse (12 février) dernier et des trois pièces qui y étaient incluses, j'ai sondé inofficiellement le gouvernement de Genève sur ses dispositions à écouter les réclamations du citoyen Soulavie, et même à l'indemniser de toutes les pertes qu'il annonce avoir essuyées dans son domicile, après son arrestation. J'ai trouvé les syndics et conseils très portés à entrer en accommodement avec lui. Je sais depuis qu'ils ont dû envoyer par le dernier courrier au citoyen Micheli tous les pouvoirs nécessaires pour terminer cette affaire à la satisfaction du citoyen Soulavie. Un arrangement amical me paraît présenter à ce citoyen trop d'avantages pour que je ne suspende pas toute démarche officielle, jusqu'à ce qu'il ait motivé son refus d'accepter les propositions particulières du citoyen Micheli (3).

Soulavie ajoute les explications suivantes :

Il y avait eu déjà, entre M. Micheli et moi, des conférences où les événements d'une mission orageuse, ou plutôt d'une proscription de quinze mois de durée, et les scènes tragiques des clubs insurgés, furent discutés. M. Micheli exposa avec vérité et dignité les antiques dispositions naturelles de la nation genevoise envers la France. Les actes de violence de la faction qui, depuis des siècles, avait tourmenté Genève, inquiété la France, et dont j'avais à me plaindre, ne furent ni litigieux, ni contestés.

(1) Premier mémoire à l'empereur Napoléon, p. 1.

(2) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 453.

(3) Mémoire à l'empereur Napoléon, p. 13.



Je tenais à la main des preuves matérielles. Le roi de Prusse s'intéressant à ce moment-là à la destinée de Genève, le baron de Sandoz-Rollin intervint. Après avoir entendu les parties, il dit : « Genève doit un mobilier à M. Soulavie, et si elle le lui dénie, la nature des discussions pourra devenir dangereuse, parce que M. Soulavie possède et montre toutes les pièces. C'est à l'ambassadeur offensé qu'il appartient de déclarer la nature du préjudice qu'il éprouve et la valeur des pertes qu'il endure, alors que la nature des événements l'a mis dans la position forcée de ne pouvoir autrement constater le préjudice. La demande de trente mille francs n'est pas exagérée de la part d'un envoyé revêtu de la qualité de ministre résident, et dépouillé par une révolution. »

Après avoir remis à M. Micheli l'état signé et circonstancié de ce qu'il avait à Genève, Soulavie reçut du gouvernement français, qui gardait une attitude d'observateur de la négociation, l'avis d'envoyer un fondé de pouvoirs à Genève pour retirer les effets mis sous scellés et l'indemnité. C'est M<sup>me</sup> Soulavie qui fit ce voyage, mais les offres modiques du gouvernement genevois n'ayant pas été acceptées, Soulavie reçut de M. de Talleyrand la lettre suivante : « Comme vous réclamez beaucoup d'effets qui ont été enlevés après votre arrestation, je charge le citoyen Desportes de demander de justes dédommements. Il avait annoncé que le Conseil de Genève était très disposé à vous satisfaire ; voici le moment de profiter de sa bonne intention pour vous obtenir justice. Je ne crois pas que cette affaire aura besoin d'éclaircissements ou de recommandations ultérieures de ma part. Je le prie seulement de m'informer du résultat de ses démarches en votre faveur, afin que je sois en mesure de vous prouver qu'il ne tient pas à moi que vous ne soyez satisfait. »

C'est le 4 prairial an VI (23 mai 1798) que M. Desportes présenta au gouvernement genevois une note dans laquelle, après avoir rappelé les faits, il conclut ainsi :

Vous le savez, citoyens, les Gouvernements sont garants de la propriété des ministres étrangers qui résident auprès d'eux. D'après ce principe incontestable en diplomatie, vous êtes responsables des objets réclamés par l'ex-Résident Soulavie, et je vous en demande, au nom du Directoire exécutif, un juste dédommagement. Le citoyen Soulavie estime à 31.088 francs les pertes qu'il a subies ; mais comme il se trouve dans son état des articles qui concernent deux particuliers, je me bornerai à vous prier d'ordonner le dépôt chez un notaire public de la somme de 24.000 fr. pour être mise immédiatement à

la disposition du citoyen Soulavie, sauf à lui à exercer son recours contre qui il appartiendra pour le surplus de ses réclamations. La négociation entamée entre votre ministre à Paris et le citoyen Soulavie, pour la solution de cette affaire, n'ayant pas produit de résultats satisfaisants, le Gouvernement français désire que vous la terminiez avec moi ; et, me fondant sur votre équité, j'aime à me persuader, citoyens, que son issue n'éprouvera de votre part aucun obstacle.

La réunion de Genève à la France, qui arriva sur ces entrefaites, ayant mis fin aux pouvoirs de M. de Micheli, Soulavie s'adressa à M. de Talleyrand, qui lui répondit que, lui ayant délivré les titres qui constataient la légitimité de sa demande, la réunion de Genève avait terminé toutes ses relations avec cette ville. Soulavie s'adressa en conséquence au ministre de l'Intérieur, en faisant observer que les autorités, établies dans le département du Léman, avaient des pouvoirs suffisants pour lui rendre justice. Il la demanda à M. de Barante, préfet, et au maire. Le préfet transmit sa réclamation au président de la société économique établie pour payer les dettes de la République, et répondit qu'il ferait payer le réclamant, moyennant l'autorisation du ministère ou du conseil d'État, tandis que le maire lui envoyait l'inventaire d'une dixième partie environ de ses effets échappés au pillage de sa maison et conservés dans quelques caisses à la municipalité. Enfin la société économique lui observa qu'elle n'avait pas trouvé dans ses archives les titres l'autorisant à payer la somme demandée.

C'est à cette affaire que se rapporte sans doute une action en dommages-intérêts intentée par Soulavie contre Treilhard, un ex-membre du Directoire. Le *Moniteur* du 27 juin 1799 mentionne la dénonciation de cette procédure au tribunal de cassation. L'affaire n'était pas encore terminée en 1810, puisqu'elle fait l'objet principal des deux mémoires datés du 10 février de cette année, que Soulavie adressa à l'empereur Napoléon.

Voici la conclusion du premier de ces mémoires :

Attendu que le gouvernement français avait exigé du gouvernement genevois le retour en nature ou en indemnités du mobilier et des papiers de Soulavie, ancien Résident de France à Genève ;

Attendu que le gouvernement de Genève avait chargé son ministre à Paris de satisfaire à cet égard le gouvernement de France et le réclamant;

Attendu que la réunion de Genève avait suspendu l'exécution des mesures respectives des deux gouvernements, par la cessation des fonctions de celui de Genève;

Attendu la demande du maire de Genève, en date du 10 mars 1808, de disposer d'une chambre de l'hôtel de ville, dans laquelle il dit être compris, scellés et inventoriés, des effets appartenant audit Soulavie;

Je demande que V. M. (aux termes de la note officielle du 4 prairial an VI présentée au nom de la France au gouvernement genevois) ordonne à la commission économique de déposer sur-le-champ dans les mains d'un notaire, en la disposition du sieur Soulavie, la somme de 31.088 livres tournois, avec l'intérêt légal de 5 p. 100 depuis la première demande faite le 18 de l'an III au gouvernement de Genève desdits papiers et effets; demeure la ville de Genève solidaire dudit paiement. Les scellés, sans préjudice du droit de garde, s'il y a lieu, seront levés, suivant les règlements, et les frais de garde à la charge de la commission et municipalité solidairement.

Le second mémoire est consacré aux collections de Soulavie, et surtout aux papiers du ministère secret de Louis XV. Nous aurons à en reparler plus loin.

Le 30 janvier 1808, Soulavie écrivait à M. Pillioud, à Genève, pour lui réclamer 30 louis déposés entre ses mains au moment de son arrestation, quand il vit « l'hôtel de la Résidence prêt à être livré au pillage ». Il lui rappelle sa déclaration à M. Bernier de Genève, en date du 15 mai 1796, et autres pièces qui justifient sa réclamation. Il réclame aussi des matelas et d'autres objets de sa femme, laissés à Carouge et confiés à M. Pillioud. Il demande tout cela, d'abord amiablement, mais il s'adressera à la justice s'il n'est fait droit à sa demande (1).

(1) M. Rattier a l'original de cette lettre.

## CHAPITRE XIX

### UN CONSEILLER OFFICIEUX DE GOUVERNEMENT

(1795 à 1807)

#### SOMMAIRE

La politique du ministère secret de Louis XV à l'égard de l'Autriche, de la Prusse et de l'Angleterre. — Les tendresses de l'opinion publique en France pour la Prusse. — Le baron Thugut. — La paix de Bâle. — Le baron de Sandoz-Rollin. — La mission Caillard à Berlin. — Son insuccès. — La politique de la Prusse. — La première campagne d'Italie (1796). — Simulacre de négociations anglaises. — Fox et Pitt. — Conférences de Soulavie avec Sandoz-Rollin. — Un plan de campagne pour l'an VII. — Immoralité de la politique du temps. — Mémoire contre les banquiers de Genève. — Démarches de Soulavie pour un rapprochement avec la Russie. — Ses lettres à la princesse Daschkoff et au naturaliste Pallas. — Ses lettres au Directoire avant et après la mort de Catherine. — Jugement de Caillard sur la « grande Catherine ». — Espérances bientôt évanouies de se concilier Paul I<sup>er</sup>. — Nouvelles conférences de Soulavie avec Sandoz pendant l'année 1797. — Les explications de Sandoz sur l'inaction de la Prusse. — Le 18 fructidor. — Soulavie félicite le Directoire. — La paix de Campoformio. — Soulavie rend la Prusse responsable de la cession de la Vénétie à l'Autriche. — Mort de Frédéric-Guillaume II (novembre 1797). — La mission Sicyès à Berlin (juin 1798). — Sicyès proteste contre la sottise de l'opinion française favorable à la Prusse. — Le plan du Directoire pour la future constitution de l'Allemagne. — Les petites républiques. — La reprise de la guerre en 1799. — Le 18 Brumaire. — La France et l'Angleterre au commencement de l'an VIII. — Soulavie conseille de s'entendre avec l'Angleterre. — Observations sur la France, la Hollande et la Prusse. — *Mea culpa* de Soulavie pour sa politique prussienne. — Mémoire de Soulavie en 1807 sur les rapports de la France et de l'Angleterre.

Soulavie aimait trop la diplomatie secrète pour que ses mésaventures de Genève eussent pu le guérir de cette maladie. Après sa sortie de prison, il ajouta à son cabinet d'études et de collections historiques une sorte de cabinet de consultations politiques. Il se fit ce qu'on pourrait appeler un « diplomate en chambre ». Profitant de ses relations avec les puissants du jour, et des documents précieux qu'il avait amassés, et notam-



ment des actes du ministère secret de Louis XV, il s'établit en quelque sorte le conseiller officieux, au point de vue de la politique étrangère, de tous les gouvernements qui se succédèrent en France. Il joua surtout ce rôle sous le Directoire, et il semble même qu'il ait été pourvu d'une *commission secrète du Directoire auprès de M. de Sandoz*, l'envoyé prussien à Paris, car tel est le titre écrit à la main sur la liasse qui contient, aux Archives Nationales, le récit de ses entretiens avec ce diplomate (1). C'est Rewbell, un des Directeurs, qui était l'intermédiaire habituel de ses communications.

Or, quelle était la politique de Soulavie ? On la connaît déjà par ses précédentes publications et par ses dépêches de Genève : c'était celle du cabinet secret de Louis XV, — celle qui s'inspirait des ressentiments excités par l'alliance autrichienne de 1756 et « la paix honteuse » de 1763, dont les *Mémoires de Duclos* avaient été les dénonciateurs indignés ; celle qui avait pour but, selon les écrits de Favier, l'anéantissement de l'Autriche et de l'Angleterre. — En s'identifiant les idées de Favier, et en les répandant par les *Mémoires de Richelieu*, de *Duclos* et autres, Soulavie n'avait fait que suivre le courant politique du temps en France. Le grand Frédéric, malgré ses défections, était resté un objet d'admiration pour les philosophes et les libéraux, en même temps que l'Autriche avait concentré toutes les haines. Les hommes qui jouèrent un rôle politique en 1789 et les années suivantes avaient été nourris dans ces idées. Pour tous, la Prusse était l'alliée naturelle et l'Autriche l'ennemie nécessaire. « A part Mirabeau, qui avait vu les Prussiens de trop près et qui penchait pour l'alliance anglaise, les plus notables personnages de la Cons-

(1) La plupart des pièces que nous allons citer dans ce chapitre sont aux Archives Nationales, dans le carton F<sup>7</sup> 6572, où se trouve le résidu des papiers saisis chez Soulavie après sa mort, la partie la plus importante ayant été transportée aux archives du ministère des Affaires étrangères. Il y a quatre liasses dans ce carton : la première, cotée n° 1 à 14, se rapporte à la saisie des papiers de Soulavie ; la 2<sup>e</sup>, intitulée *France et Prusse*, n° 15 à 71, se compose d'une série de brouillons de lettres, plus ou moins raturées et informes, mais où l'on retrouve tous les éléments des entretiens de Soulavie avec le baron de Sandoz-Rollin ; la 3<sup>e</sup>, n° 72 à 81, comprend diverses pièces du ministère secret de Louis XV ; la 4<sup>e</sup> enfin, n° 82 à 96, est formée de documents émanés de ce même ministère, relatifs à l'île de Saint-Domingue.

tituante, de la Législative et de la Convention avaient des tendresses pour l'alliance prussienne, parce qu'on savait la profonde rivalité qui existait entre Vienne et Berlin et que l'Autriche paraissait la seule ennemie redoutable. Ce qu'on savait moins, c'est l'inimitié non moins profonde au fond qui existait en Prusse pour la France et le soin jaloux avec lequel les hommes d'État de Berlin suivaient tous nos mouvements pour s'agrandir à nos dépens, toujours prêts à intervenir comme médiateurs armés et à exiger quelque cession de territoire comme prix de leur concours effectif ou de leur neutralité (1) ». L'histoire diplomatique de la Prusse, pendant toute la durée de la Révolution française, est, à cet égard, des plus instructives, et ceux qui la connaissent ne peuvent guère s'étonner des résultats auxquels a finalement abouti, il y a vingt ans, la continuation de cette politique d'emballement aveugle à qui la haine de l'Autriche dérobaît le danger encore plus grand de l'Allemagne unifiée dans les mains de la Prusse.

La première des communications de Soulavie au Directoire remonte pour ainsi dire au lendemain de sa sortie de prison (septembre ou octobre 1795), lorsque Cambacérès, alors président du comité de Salut public, lui eut fait rendre des papiers enlevés par les Genevois et envoyés par eux au comité. Soulavie, après avoir rappelé que le baron de Thugut, premier ministre d'Autriche depuis 1793, avait été l'agent secret pensionné de la France, proposait d'écrire à ce personnage une lettre comminatoire pour l'obliger à faire la paix. Son projet de lettre contenait le passage suivant : « ... Préparons à nos deux nations les voies d'une paix salubre, et si vous persistez à vous montrer notre ennemi, que vos dépêches nous servent à vous ôter d'un poste où vous ordonnez tant de calamités... » Soulavie avait déjà signalé de Genève au comité de Salut public l'histoire de Thugut, qu'il avait trouvée dans les papiers de Louis XVI, après le 10 août 1792. Il l'a racontée dans un de ses ouvrages (2). M. Sorel l'a depuis notablement

(1) SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, I, 307.

(2) *Mémoires du règne de Louis XVI*, IV, 324.

éclaircie. Thugut servait à la fois Choiseul et Kaunitz, mais le premier était probablement dupe ; dans tous les cas, Thugut dut le persuader à l'Empereur, en lui faisant sa confession générale. Le fait est que l'Empereur ne fut nullement ému quand tout lui fut révélé (1).

Les négociations avec la Prusse vinrent bientôt donner un nouvel aliment à l'activité diplomatique de Soulavie. On sait qu'après avoir été les premiers ennemis de la Révolution française, les Prussiens furent aussi les premiers à traiter avec elle. Par la paix de Bâle, signée avec Barthélemy le 5 avril 1795, la rive gauche du Rhin était cédée à la République française qui, de son côté, devait abandonner les points occupés par elle sur la rive droite ; une convention additionnelle, secrète signée le 17 mai, portait qu'à la paix générale une indemnité territoriale serait assurée à la Prusse. Celle-ci avait exigé la neutralisation de presque toute l'Allemagne du Nord, et cette condition, dont le roi de Prusse ne voulut jamais se départir, faisait dire à Barthélemy (24 mars 1795) :

On voit bien que ce plan a pour objet d'attirer sur le roi de Prusse une immense considération, d'éloigner le théâtre de la guerre de tous les pays de l'Allemagne sur lesquels il exerce quelque influence, d'isoler la cour de Vienne et de rendre ensuite plus problématique la conservation par nous de la rive gauche du Rhin ; car, la neutralisation de tout le Nord de l'Allemagne une fois reconnue, comment obliger tous les princes et États qui y seraient compris à souscrire à cette acquisition ! Et cependant à ce plan de neutralisation sont attachés des avantages immenses pour nous et pressants. Il y a une grande habileté dans ce calcul et cette démarche de la cour de Berlin.

A la suite du traité de Bâle, Caillard, ministre plénipotentiaire de France à Ratisbonne, fut envoyé à Berlin. Sa nomination est du 11 juillet 1795 ; il partit seulement au commencement de novembre, quand le gouvernement français eut été informé que le roi de Prusse avait désigné, de son côté, un ministre plénipotentiaire à Paris. C'est le baron de Sandoz-Rollin, alors ministre à Madrid, qui fut nommé à ce poste, le

(1) *Revue historique*, t. XVII, article de M. Sorel sur *l'Autriche et le comté de Salut public*.

1<sup>er</sup> octobre, mais il ne vint l'occuper que deux mois plus tard. En présentant, le 31 décembre, ses lettres de créance au Directoire, le baron prussien déclara qu'il avait pour mission de reprendre des relations amicales qui n'avaient été qu'interrompues et assura que l'amour de l'humanité, qui caractérisait en ce jour la politique du roi son maître, ne se démentirait pas. Le ministre des Affaires étrangères était Delacroix, mais il l'était depuis fort peu de temps et notre diplomatie n'était pas encore remise du désordre révolutionnaire. Aussi Sandoz mandait-il à Berlin dans la partie chiffrée de son rapport : « Rien n'était plus mal disposé relativement à la représentation de cette audience : nul ordre, nulle décence et nulle étiquette n'y étaient observés. A peine Delacroix savait-il à qui et quand il devait nous présenter ; à peine ai-je su quand je devais parler. » Soulavie était un ami ou du moins un familier de Sandoz, et c'est ce qui donne un véritable intérêt à ses communications de ce temps au Directoire.

Le nouvel ambassadeur de Prusse à Paris passait pour avoir des sentiments favorables à la France. Caillard écrit, le 2 février 1796, que l'insuccès de l'intrigue Hardenberg-Hohenlohe-Schulembourg a été occasionné, non seulement par la démarche du prince Henri, oncle du roi, ami de la France, mais encore par « le compte avantageux que M. Sandoz a rendu de l'état de la France en général, de la marche du Directoire et de la confiance qu'il méritait. Il fait également, citoyen ministre, un éloge particulier de votre personne et de vos talents. Voilà ce que m'a confié M. d'Haugwitz... ». Le 27 février, Caillard signale encore le bon effet des rapports de Sandoz sur l'esprit du roi et constate qu'on a à Berlin une grande confiance dans les appréciations de ce personnage.

La mission de Caillard à Berlin dura près de trois ans (de novembre 1795 à juin 1798). Ce diplomate s'épuisa en démarches de toute espèce pour amener la Prusse à sortir de son inaction et à se joindre à la France, afin d'obliger l'Autriche à faire la paix, en acceptant le principe de sécularisation des électors ecclésiastiques qui devaient servir à dédommager les



princes laïques de la rive gauche du Rhin cédée à la France. Mais tous ses efforts furent inutiles. Le cabinet prussien, qui avait d'ailleurs une bonne excuse dans l'état de santé du roi, ne voulut jamais se départir de son système de neutralité à outrance. Au fond, il était enchanté, et ne le cachait pas toujours, de voir la France et l'Autriche s'affaiblir mutuellement, et n'avait pas de plus grande frayeur que de les voir s'accorder. De plus, il craignait la Russie, et bien que la mort de Catherine (17 septembre 1796) eût un peu éclairci la situation, en faisant tomber le traité de subsides que cette princesse avait signé avec l'Angleterre, son successeur, Paul I<sup>er</sup>, sous l'influence des émigrés et de l'Autriche, ne tarda pas à prendre une attitude aussi hostile à la France que l'avait été celle de sa mère.

Les grands succès militaires de l'année 1796 (première campagne d'Italie) firent une profonde impression à Berlin. Parandier, un de nos agents, écrivait, le 8 mai, à Delacroix : « Nos succès en Italie nous donnent aujourd'hui plus de faveur auprès du cabinet prussien. Je l'ai déjà dit : tant que nous serons heureux, ils seront pour nous ; mais si nous étions malheureux et s'ils pouvaient agir selon leurs penchants, il y a grande apparence qu'ils seraient contre nous. C'est la nécessité qui nous répond d'eux. »

La Hollande et la Sardaigne signèrent la paix au mois de mai, et l'Espagne conclut, le 18 août, une alliance offensive et défensive avec la France. L'Angleterre elle-même parut céder. Pitt envoya lord Malmesbury à Paris pour faire des ouvertures pacifiques ou plutôt tâter le terrain et gagner du temps. En même temps, le général Clarke était envoyé au quartier général de Bonaparte. Mais bientôt Malmesbury, mis au pied du mur, c'est-à-dire obligé de formuler des propositions, émit de telles prétentions que le Directoire lui répondit simplement par l'ordre de retourner en Angleterre dans les 48 heures.

Delacroix écrivait à Caillard, le 17 décembre 1796, une dépêche qui peut se résumer ainsi : La Prusse affecte des craintes sur les missions de Malmesbury et de Clarke ; raison de

plus pour elle de marcher ; si elle ne fait rien, on pourra voir ailleurs.

La mort de Catherine paraissait avoir neutralisé la Russie, mais l'Angleterre était implacable dans ses ressentiments, et elle employait tous ses efforts et toutes ses ressources à soutenir l'Autriche dans sa lutte désespérée contre la France.

En attendant que la cour de Vienne s'avouât vaincue, la politique de la France devait être d'agir plus vivement que jamais à Berlin pour amener une entente qui pesât d'un poids décisif sur les volontés du cabinet autique. On devait chercher aussi à se concilier la Russie, pour l'empêcher de prêter à la coalition austro-anglaise des secours depuis longtemps promis. C'est ce que faisait Caillard à Berlin, et c'est à quoi s'employait aussi Soulavie dans sa sphère de diplomate officieux. Dans une lettre au Directoire, du 5 nivôse an V (25 décembre 1796), Soulavie rend compte d'une conférence qu'il a eue avec l'envoyé de Prusse « sur une nouvelle combinaison d'alliances que nous facilite la mort de Catherine, en cas que l'Autriche ne termine pas avec nous. Il m'a paru très essentiel, ajoute-t-il, de vous faire connaître que Sandoz craignait un arrangement avec l'Autriche ; qu'il désirait une rupture des négociations de Clarke ; qu'il a saisi avec zèle tous les projets que je lui ai mis sous les yeux d'une alliance possible avec la Russie contre l'Autriche, et qu'il m'a promis d'envoyer au roi de Prusse un mémoire, si je le lui donnais... ».

A propos des négociations avec l'Angleterre, Soulavie rappelle, dans cette lettre, l'incident de l'anglais Benjamin Vaughan, dont il avait, à Genève, intercepté la correspondance avec Robespierre (1). « Il faut, dit-il, tâter Fox afin de renverser Pitt... Je mentionne ce fait, parce que l'opposition de Fox est si passionnée contre Pitt que Fox ferait tout pour le renverser ; mais Fox en place, crainte de Pitt, deviendrait un Pitt en partie, et Fox n'est bon que pour avoir un Pitt moins féroce contre nous et un ministre obligé à suivre le vœu du parti qui

(1) Voir au t. I<sup>er</sup> de cet ouvrage, chap. xiv, p. 285.

veut la paix en Angleterre, puisqu'il en a été l'orateur et l'agent. »

Le 9 nivôse (29 décembre), Soulavie revoit Sandoz et lui donne lecture du mémoire dont il avait été question entre eux, et il note les observations faites à ce propos par l'envoyé prussien. « Sandoz a observé que la Prusse perdait immensément par l'acquisition des Pays-Bas qu'avait faite la France et par votre influence sur la république batave ; il a dit qu'il faudrait peut-être un jour l'indemniser. Je ne lui ai pas laissé finir ses raisonnements. Je lui ai dit que le *statu quo* de 1788 était rompu en faveur de Berlin, de Vienne, de Saint-Pétersbourg, les trois nations s'étant agrandies ensemble des débris de l'infortunée Pologne... » Sandoz a peur que la France ne cède la Bavière à l'Autriche (1). Soulavie lui répondra en ces termes dans le mémoire qu'il doit lui remettre dimanche :

Quant à la question de la Bavière, le Directoire, si actif et si vigilant sur les intérêts externes de la République, ne travaillera certainement pas à construire une nouvelle maison d'Autriche quand il s'agit de la démolir et d'en élever de ses débris une autre plus loin de nous et plus loin du centre de l'Europe. La Prusse, au contraire, au lieu de faire cause commune avec nous, bâtit une nouvelle maison d'Autriche et lui procure au Nord des provinces polonaises équivalentes à ce que nous lui ôtons en Belgique. Je vais instruire le Directoire que la reine Marie-Antoinette, ayant composé un ministère pour obtenir le consentement de la France pour l'union de la Bavière à sa maison, M. de Vergennes en développa les inconvénients, et ils parurent si graves que tout le conseil, Calonne lui-même, opinèrent à l'unanimité contre l'union et pour la nécessité de déclarer la guerre à l'Empereur s'il ne s'en désistait pas.

Sandoz m'a avoué que la circonstance était unique pour renverser la maison d'Autriche. Il m'a dit qu'on lui avait déjà fait ici pressentir l'urgence d'en finir avec nous ; que c'était son avis et qu'à Berlin on y était enclin. Il a dit que le principe relatif à la translation de la grande population autrichienne dans une autre puissance plus éloignée était un grand coup pour la République. IL M'A AJOUTÉ QU'IL EN FERAIT RÉUSSIR LE PROJET EN RUSSIE ainsi que l'accession de cette puissance à la nouvelle *alliance*, mais qu'il ne manquait que les moyens d'exécution et le plan. Je lui ai dit que dimanche je lui donnerai mes moyens d'exécution et je les expose ici.

Le plan de notre diplomate est d'une simplicité merveilleuse :

(1) Depuis un certain nombre d'années, le cabinet de Vienne manœuvrait pour se faire accorder la Bavière en échange des Pays-Bas.

La Turquie s'avance vers les possessions autrichiennes de l'Orient et s'en empare le printemps prochain. La Russie lui enlève au Nord ce qui est à sa bienséance.

Le Prusse prend le reste de la Silésie, chasse de la Pologne l'Autriche et poursuit sa conquête au Nord-Est de la puissance autrichienne.

La Hesse et les princes neutres de l'Allemagne prennent fait et cause de la Prusse et se dédommagent de leurs pertes au préjudice de l'Autriche.

Le Piémont donne des troupes et des points d'appui contre les armées autrichiennes en Italie ; on ne laisse à l'Autriche que son noyau central.

Ici notre diplomate stratéliste est pris de scrupules d'ailleurs très louables.

Jusqu'à présent, tant la France que la Prusse et l'Autriche n'ont fait des conquêtes dans cette guerre que contre de faibles puissances (la France exceptée à l'égard de l'Autriche) ; car, d'ailleurs, la France a conquis le Comtat, la Savoie, Nice, Porentruy sur de faibles puissances, tandis que la Russie, la Prusse et l'Autriche ont dépecé les restes de la Pologne. — Ce sont, au contraire, les puissances secondaires qui, au lieu de perdre, devraient dépecer le grand noyau de population militaire de l'Autriche. Il y a dans le progrès de cette guerre une immoralité révoltante sous ce point de vue que les puissances ont dévoré les faibles ; et si la France et la Prusse le tolèrent relativement à l'Autriche, elles en sentiront les suites.

La même idée se trouve développée avec plus de force dans un autre feuillet écrit évidemment à la même date.

La dernière moitié de ce siècle est remarquable par une immoralité révoltante et inconnue en Europe dans les siècles précédents : le résultat de toutes les guerres, celle de l'Amérique exceptée, a sanctionné des brigandages politiques qui déshonorent les grandes puissances.

La France républicaine a hérité de la France monarchique du principe qui l'avait rendue, il y a quarante ans, l'arbitre de l'Europe. Ce principe ne consistait pas à dévorer le faible, mais à combattre le fort. Mais depuis que les vices les plus bas ont pris la place de ces principes héroïques qui caractérisèrent les Bourbons avant 1750, depuis que les grandes puissances, l'Angleterre exceptée, ont dit : Nous dépouillerons les faibles et nous nous emparerons des provinces et des nations qui sont à notre bienséance, il n'existe pas une puissance secondaire qui, dégradée au rang de sujette, ne puisse dire : mon tour va arriver.

Gènes peut dire : La Corse a plu à la France et j'ai été dépouillée de la Corse.

La Turquie peut dire : Mes États convenaient à l'ambition de Catherine, et elle me les a envahis en partie.

La Sardaigne : La nature m'avait donné en Europe dans ma petitesse une



grande prépondérance, la République m'a ôté la comté de Nice et le berceau même de ma petite monarchie.

Le stathouder peut dire : Je régnais en Hollande, et je suis chassé de mes États sous les yeux d'un allié très puissant.

Dantzik dirait : J'ai compté parmi les États libres, j'ai perdu mon indépendance.

La Pologne enfin peut dire : Il ne me restait plus que le nom de mes anciennes provinces ; on voudrait, depuis l'anéantissement de ma puissance, effacer mon rang dans l'histoire en m'ôtant le nom de mes provinces.

C'était précisément un système contradictoire aux systèmes envahisseurs que la France républicaine devait développer pour faire oublier les immoralités de la France monarchique. C'était le foyer du système envahisseur qu'il fallait attaquer et détruire à Vienne. Pour accabler de maux l'Europe entière, on a réuni la puissance de plusieurs grands États contre les faibles. Il faut réunir tous les faibles contre le plus fort et en Europe, la France et la Prusse sont appelées par nature à opérer cette grande réformation aux dépens de l'Autriche.

En applaudissant sans réserve au principe de cette politique, on peut bien trouver qu'elle péchait singulièrement par les moyens, et personne sans doute aujourd'hui ne s'aviserait de voir dans la Prusse l'apôtre d'une réforme internationale consistant à protéger la faiblesse des petits États contre l'ambition des grands.

En envoyant au Directoire une copie du Mémoire remis à Sandoz avec les observations de l'envoyé prussien, Soulavie y joignit un autre mémoire daté du 26 frimaire (16 décembre 1796) sur les banquiers de Genève et sur un projet de banque proposé par le Directoire. Privé de la ressource du papier-monnaie tombé dans le discrédit le plus complet, le Directoire avait fait appel au commerce pour fonder une banque, mais ses efforts aboutirent à un insuccès complet, les délégués de Paris et des départements qu'il avait convoqués ayant déclaré que, vu les circonstances politiques du temps, toute tentative pour fonder une banque leur paraissait impossible. Le mémoire de Soulavie se résume en conseils qui montrent combien étaient vifs ses ressentiments contre les Genevois. « Si, dit-il, vous admettez dans cette banque des Genevois, ils vous la détruiront, parce que le banquier genevois ne connaît ni Dieu, ni équité, ni probité et honnêteté publiques, et

n'a jamais su s'enrichir que du désastre dont il est l'auteur. »



Plusieurs notes ou mémoires de la même époque ont pour objet un rapprochement entre la France et la Russie, ce qui était d'ailleurs la conséquence du plan de politique générale que soutenait Soulavie. On se rappelle que notre diplomate naturaliste avait été nommé en 1786 membre correspondant de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg. Cela avait créé entre lui et la Russie un lien qu'il n'oublia jamais. Il proclame dans plusieurs de ses ouvrages le génie de Catherine (1). Quand parut, en 1789, l'ouvrage de Mallet-Dupan : *Du péril de la balance politique de l'Europe en 1789*, Soulavie en envoya un exemplaire à l'impératrice de Russie, en le traitant de libelle et en ajoutant qu'il avait été composé par ce journaliste sur les correspondances officielles de la légation de Suède à Paris, laquelle aurait compté 3.000 fr. à l'auteur (2).

Dès l'établissement du Directoire, c'est-à-dire à la fin de 1795 ou au commencement de 1796, Soulavie envoya aux Directeurs un mémoire pour arriver à des rapports d'amitié avec la Russie. Dans cette pièce, il raconte ses démarches à Saint-Pétersbourg pour conserver à la France l'amitié de la Russie, c'est-à-dire ses lettres à la princesse Daschkoff (3), présidente de l'Académie impériale de Saint-Pétersbourg, et au célèbre naturaliste Pallas, membre de cette Académie. Il rappelle qu'il empêcha, en 1793, la publication à Paris des Mémoires de Pierre III et de Catherine par Leclerc, des Mémoires de Rulhières et des correspondances du cabinet de l'ancienne

(1) Voir ce qu'il en dit dans les *Mémoires de Richelieu*, IX, 459, et dans les *Mémoires du règne de Louis XVI*, III, 308.

(2) Le catalogue de la bibliothèque de Soulavie, vendue en 1815, constate qu'une copie de cette lettre de Soulavie à l'Impératrice se trouvait en tête de l'exemplaire de l'ouvrage de Mallet-Dupan, porté sur ledit catalogue.

(3) La princesse Daschkoff était l'amie de Catherine et avait été sa complice dans les événements qui l'élevèrent au trône. C'est elle qui, étant venue à Londres, reconnut dans le chevalier d'Eon la personne qui avait été présentée à la cour de Russie en 1756, revêtue de vêtements de femme et admise comme telle parmi les demoiselles d'honneur de l'impératrice Élisabeth. On sait qu'à la mort d'Eon les médecins anglais constatèrent qu'il était du sexe masculin.

France relatives à la vie privée de Catherine et à ses crimes. Louis XVI tenait ces pièces cachées à Versailles (1), où Soulavie les trouva après le 10 août avec celles relatives à Thugut. Il dirigea le zèle révolutionnaire du temps vers le Livre Rouge, dont la publication ne pouvait nous compromettre, et il assura que, par ses connaissances en Russie, il ferait valoir à Pétersbourg notre modération. On le crut sur parole, et, à la suite d'une lettre de Lebrun (1<sup>er</sup> janvier 1793), il fut décidé que rien de ce qui touchait aux cours étrangères ne serait publié sans l'avis des représentants français accrédités auprès de ces cours. Soulavie partit pour sa mission de Genève. Là il reçut un jour de mains inconnues un paquet contenant trois médailles d'or, représentant Catherine, d'une valeur d'environ 1.200 livres, avec son brevet de membre de l'Académie de Saint-Pétersbourg et un exemplaire de son Mémoire sur les classes de minéraux, couronné et publié en 1786 par cette Académie. Il écrivit à ce sujet au naturaliste Pallas, le 30 juillet 1793 et le 25 février 1794. Il écrivit aussi à la princesse Daschkoff une lettre dans laquelle, rappelant tout ce qu'il avait fait pour empêcher des publications hostiles à la cour de Russie, il promettait que rien ne serait publié tant que la neutralité serait observée, mais que, si on tirait un coup de canon, « la République, maîtresse des papiers des Bourbons, dont l'impératrice paraissait regretter la chute, pourrait bien les livrer à la publicité ». Soulavie s'attachait à démontrer à la princesse Daschkoff que l'intérêt de la Russie était de s'unir à la France pour abaisser l'Autriche et l'Angleterre, et parlait des sympathies constantes qu'aurait manifestées le Dauphin, père de Louis XVI, pour l'alliance russe.

En communiquant ces pièces au Directoire, Soulavie préconisait les avantages de l'alliance de la France et de la

(1) « Dans une armoire étaient renfermés des papiers relatifs à la Russie. La méchanceté la plus raffinée a publié contre Catherine II, contre Paul I<sup>er</sup>, des ouvrages satyriques, vendus en France pour des histoires. Louis XVI avait recueilli et cacheté de son petit sceau les anecdotes scandaleuses de Catherine II, ainsi que l'ouvrage de Rulhières (dont il avait une copie), pour s'assurer que la vie secrète et libertine de cette princesse, qui attirait la curiosité de ses contemporains, ne serait point manifestée par son moyen. » *Mémoires du règne de Louis XVI*, II, 46.

Russie, qui rendrait ces deux puissances les arbitres de l'Europe; personne, dit-il, ne tirerait plus un coup de canon en Europe sans leur permission. Son plan consistait « à humilier et morceler aux dépens de l'Autriche et de l'Angleterre l'alliance formée par Pitt contre la République. Quant à l'exécution, les moyens sont très variés; nous commettons une faute majeure en laissant la Prusse envahir de petites républiques et des villes hanséatiques; il s'agit de l'armer contre l'Autriche et de l'unir à la Russie pour cette opération. Voulez-vous avoir dans la princesse Daschkoff une alliance active, promettons-lui une petite souveraineté des débris de l'Autriche; elle armera contre elle Catherine II ». Cette proposition montre combien les affaires de Russie étaient alors peu connues en France, car, à l'époque du Directoire, la princesse Daschkoff, depuis longtemps en disgrâce, s'était retirée à Moscou et ne s'occupait plus que des travaux littéraires qui lui ont valu un rang honorable parmi les écrivains russes. Après la mort de Catherine, arrivée le 18 novembre 1796, Soulavie écrivit deux mémoires : le premier « sur les moyens de diminuer le commerce des Anglais par un projet de traité de commerce avec la Russie », le second, sur « l'état de la cour de Russie relativement à la France, et sur l'opposition de la loi de l'Empereur actuel pour le principe héréditaire, à l'usage du pays d'élever des femmes au trône impérial et de faire périr les empereurs ». En les envoyant au Directoire, il dit qu'il voit « le moment de perdre le fruit de quatre ans de travaux secrets et si longtemps dangereux pour conserver la Russie neutre sous Catherine. Faciliter au Directoire l'amitié de son fils doit être le vœu de tout bon citoyen ». Après avoir rappelé de nouveau tout ce qu'il a fait pour ménager à la France de bons rapports avec la Russie, il raconte que le libraire Buisson lui a appris qu'il allait publier une *Vie de Catherine* qui pouvait nous aliéner son successeur. Soulavie craint que, dans ce livre, il n'y ait des pièces officielles injurieuses pour la famille impériale de Russie, qui paraîtraient une sorte de déclaration de guerre de la part de la France. Il propose de faire appeler



Buisson, de lui demander le nom de l'auteur et de prouver au Czar, par une action d'éclat, qu'on ne veut pas le laisser insulter.

A propos de la « grande Catherine », il n'est peut-être pas hors de propos, — ne fût-ce que pour réagir contre une admiration exagérée, — de reproduire ici le portrait qu'en faisait, au lendemain de sa mort, un homme bien placé pour l'apprécier à sa juste valeur, c'est-à-dire Caillard, qui avait été secrétaire à la légation de Saint-Petersbourg de 1780 à 1784. Voici donc ce que notre ministre à Berlin écrivait au Directoire le 19 frimaire an V (9 décembre 1796) :

Je ne puis encore calculer jusqu'où s'étendra l'influence de la mort de Catherine sur les affaires générales de l'Europe. J'ai tant connu cette grande comédienne que ma curiosité personnelle, presque autant que mon devoir, me poussera à connaître aussi profondément qu'il sera possible tout ce qui va se passer... Laissez tous ceux qui se sont laissé gagner par ses caresses exagérer sa grande âme, ses grandes qualités, et soyez sûr que ce n'a jamais été qu'une femme fort ordinaire, sans connaissance dans la littérature, bien moins encore dans les sciences, sans aucun goût pour aucun des beaux arts, témoin sa galerie de tableaux qu'elle ne voyait jamais, la bibliothèque de Voltaire qui n'a jamais été déballée, le prétendu Ferney qui devait être bâti dans ses jardins et dont le plan n'a même jamais été tracé, etc., etc. Cette femme a joui d'une grande réputation partout, excepté dans son propre pays, parce qu'on la voyait de près. L'œil perçant de Diderot l'avait pénétrée; il l'avait réduite à ce module, et ce module n'était pas grand. A son retour à Paris, il avait fait ses confidences à d'Alembert qui en avait terriblement rabattu de l'idée qu'il s'en était formée auparavant. Pour son courage, il faudrait l'avoir vue dans le temps de Pugatscheff et lorsque Romanzoff en 1772 avait passé le Danube quinze jours peut-être avant la paix, pour la juger en pleine connaissance de cause; on saurait alors que jamais femme ne fut plus femme que la grande Catherine. Mais le ministère russe avait accaparé les gazettes; on s'était arrangé pour briller dans les gazettes; on faisait de grands achats en Italie pour qu'il en fût question dans les gazettes; on faisait des libéralités incroyables pour qu'il en fût parlé dans les gazettes, lesquelles n'ajoutaient pas que ces dons magnifiques n'étaient pas toujours ratifiés par la banque de Saint-Petersbourg et que, lorsqu'ils l'étaient, c'était avec un papier qui ne coûtait que les frais de fabrication. On ne sait pas assez que personne en Russie ne connaissait moins la Russie, ses forces militaires, ses productions, ses revenus, etc..., que Catherine à qui on en imposait du matin jusqu'au soir et quelquefois par les artifices les plus grossiers. On ne connaît bien de l'Impératrice que son orgueil qui la livrait à des idées extravagantes, telles que l'empire d'Orient, le dessein de rendre la langue russe la langue universelle, et cela surtout que l'envie infernale qui la rongeaient contre la France

lui faisait voir comme possible le dessein d'arracher à notre langue le privilège de l'universalité. Si on voulait juger son mérite littéraire, il faudrait connaître quelques-uns de ses opuscules impériaux, tels que la réfutation du voyage de l'abbé Chappe en Sibérie, en deux petits volumes in-12, imprimés à Amsterdam chez Marc Michel Rey et intitulés *l'Antidote ou Réfutation d'un mauvais livre*, superbement imprimés, etc.; certains contes faits pour l'éducation des jeunes grands-ducs, etc... Alors, on se tiendrait les côtes de rire et si, de plus, on savait, comme je la sais, l'histoire de cette fameuse instruction pour le code des lois, on apprendrait jusqu'à quel point on peut essayer de tromper les hommes par le charlatanisme le plus effronté. Certes, si j'étais chargé de son oraison funèbre, je dirais des vérités (et je les prouverais) qui, pour être extraordinaires, n'en seraient pas moins incontestables. Mais morte la bête, mort le venin. Laissons donc en paix sa cendre et attendons-nous à un ordre entièrement nouveau. J'ai toujours connu au grand-duc un penchant décidé pour le système prussien, qui était celui de son père et du comte Panin, son gouverneur, et je m'attends qu'il y reviendra; sous quinze jours d'ici, j'aurai tiré tout cela au clair.

Les derniers temps du règne de Catherine avaient été très inquiétants pour la Prusse. Catherine avait voué au roi de Prusse un mépris et une haine ouverte qui tenaient peut-être autant à d'anciens ressentiments contre sa personne qu'à sa conduite politique. L'inimitié entre les deux cours était telle qu'on pouvait craindre une guerre (1). La mort de Catherine améliora les rapports entre Berlin et Saint-Petersbourg, et le Directoire, sous l'influence peut-être des conseils de Soulavie, crut aussi pouvoir saisir l'occasion pour rétablir avec la Russie les relations commerciales. Il fit, par l'intermédiaire du roi de Prusse, des ouvertures qui furent bien accueillies. Au mois de février 1797, Sandoz croyait pouvoir affirmer à Soulavie que Paul I<sup>er</sup> n'était pas hostile à la France. Ces illusions ne furent pas de longue durée.

Dans un ouvrage paru trois ans plus tard, Soulavie écrit :

« Paul I<sup>er</sup>, longtemps l'ami réel des neutres et longtemps indifférent sur les succès militaires des Français..., signa le traité contre la France le jour qu'on lui présenta la Vie de sa mère, publiée à Paris, dans laquelle il est dit que *Paul n'est pas fils d'un empereur mais d'un favori*. En Russie, la propagation

1) Lettre de Parandier à Delacroix, 18 mars 1797.

d'un fait de cette sorte est le prétexte d'une révolution, et cette anecdote controuvée avait tourmenté Paul I<sup>er</sup> toute sa vie. La Vie de sa mère, qu'on lui dit avoir été publiée à Paris par un agent politique, lui persuada que le Directoire était l'ennemi des rois. La vengeance fut résolue. Le livre lui fut envoyé de Paris par un agent littéraire qu'il y paye depuis 1772, à raison de 6.000 livres par an (1)... »

Dans l'*Histoire de la décadence de la monarchie française* (1802), Soulavie revient sur l'idée d'une alliance franco-russe. Il repousse la *triple alliance horizontale* de la France, de l'Angleterre et de la Russie et conseille l'*alliance diagonale* de l'Espagne, de la France, de la Prusse et de la Russie. « Cette quadruple alliance, dit-il, unissant les plus grandes nations situées à la file dans la direction du Nord-Est au Sud-Ouest, avec si peu de points de contact, et séparant l'Angleterre de l'Autriche, qui, pour guerroyer en Europe, se donnent mutuellement et des troupes et de l'argent, serait une alliance convenable à la politique du xix<sup>e</sup> siècle et aux intérêts des quatre nations. »

Soulavie fait des vœux pour la Russie, à qui il prodigue des conseils de libéralisme. Il engage le Czar à abandonner ses projets de conquête, à ménager sa population militaire pour la changer en population artiste, agricole, commerçante. « Aucun acte de partage, aucune entreprise militaire, ne peuvent être mis en parallèle avec la gloire douce et consolante de devenir le Lycurgue de la plus puissante monarchie du Nord. » Il regrette de voir Paul I<sup>er</sup> devenir l'instrument de Pitt et souhaite que ce soit la dernière guerre entre deux nations que la nature a formées pour leur prospérité réciproque (2) ».



Soulavie continua, pendant toute l'année 1797, ses conférences avec M. de Sandoz. Le 18 pluviôse (6 février), le ministre

(1) *Mémoires de Barthélemy*, p. 154. L'agent russe dont il s'agit ici est Grimm.

(2) *Histoire de la décadence de la monarchie française*, II, 221.

prussien lui dit avoir écrit à Berlin dans le sens convenu : « il a l'air d'espérer que ses vues prévaudront. » C'est aussi l'espoir de son interlocuteur. Dans une autre note sans date, mais qui se rapporte évidemment aux premiers mois de 1797, Soultavie raconte une « Conférence intéressante et curieuse » avec l'envoyé du roi de Prusse. Il expose la démonstration qu'il a faite à M. de Sandoz de l'intérêt commun de la France et de la Prusse d'abattre l'Autriche. « On réaliserait ainsi le plan du Dauphin, père de Louis XVI. La France n'était qu'une province autrichienne sous Marie-Antoinette. Le Dauphin, héritier de la haine des Bourbons contre l'Autriche, détestait Choiseul et la Pompadour, instruments de Marie-Thérèse pour détruire la puissance prussienne. »

On lit sur un feuillet raturé, sans date, mais évidemment écrit avant les préliminaires de Léoben, probablement en mars 1797 :

Sandoz m'a dit les plus belles choses du monde de notre gouvernement. Il m'a assuré qu'il avait ôté de l'esprit du Roi toutes les idées contraires et qu'à son arrivée dans ce pays les gouvernements ne s'entendaient pas ; que le gouvernement avait la force et les avantages des monarchies et n'avait pas les vices des républiques ; que le gouvernement avait une vigueur extraordinaire ; que la France serait la patrie des grands hommes ; que nul État n'avait des écrivains tels que les nôtres ; que si le gouvernement commettait en administration quelques fautes, ce défaut était commun à tous les gouvernements. Il a dit qu'il n'y avait rien à changer à mon plan de tactique et il a ajouté que c'était ma réunion de principes avec lesquels la Prusse veut se gouverner. Il m'a dit que des bagatelles qui restaient en retard avaient l'air de retarder aussi les plus grandes opérations. Il m'a dit qu'il voyait bien que le Directoire voulait la paix, et qu'en cela il était bien louable, mais qu'il craignait qu'elle ne fût achetée trop cher. Il m'a dit que la durée de la guerre ja rendrait infiniment moins meurtrière comme la Révolution ; qu'il serait plus aisé de la soutenir à notre avantage, mais qu'il fallait dicter les conditions de la paix, parce que les succès étaient de notre côté. Il m'a dit qu'il craignait que la Francene se portât à céder la Bavière, et qu'il craignait que... Sandoz a ajouté que l'Autriche céderait les Pays-Bas ; que l'Angleterre y tenait bien davantage que l'Autriche, mais que, si nous accordions la Bavière, le résultat final de tout ceci serait une augmentation de force de la maison d'Autriche, tandis que nos intérêts pressants consisteraient à l'humilier. L'Italie, le Pape, se détermineraient à nous donner des tableaux, des statues et de l'argent. La France établirait au Rhin sa barrière. La maison d'Autriche, réduite à deux ou trois de ses provinces ou électorats, cesserait d'être



le fléau de l'Europe, et l'intérêt des nouveaux possesseurs de ses domaines la tiendrait en respect..

Pendant qu'on négociait dans le vide à Berlin et à Paris, le roi et les ministres prussiens ne voulant à aucun prix abandonner un système dans lequel ils ne voyaient que des avantages, l'armée d'Italie, sous la conduite de Bonaparte, poursuivait sa marche victorieuse et les généraux signaient à Léoben, le 18 avril, des préliminaires de paix dont la nouvelle jetait la cour de Berlin dans une véritable stupeur. Ainsi se vérifiait la menace de Delacroix : la Prusse ayant persisté dans sa neutralité, le Directoire avait été amené à traiter avec l'Autriche. Les lettres de Soulavie montrent que, dans les démarches officielles faites à Paris auprès de M. de Sandoz, comme dans les démarches officielles faites directement à Berlin auprès du cabinet prussien, les avertissements n'avaient pas manqué à Frédéric-Guillaume II. Ce n'était pas encore la paix cependant, et la diplomatie française n'en continua pas moins ses efforts à Paris et à Berlin pour obtenir la coopération de la Prusse.

Dans une lettre sans date (entre avril et octobre 1797), Soulavie rend compte au Directoire d'une entrevue avec M. de Sandoz. Soulavie demandait que la Prusse profitât de l'occasion pour écraser l'Autriche. Sandoz a répondu que le roi de Prusse était malade ; l'hydropisie est déclarée ; le roi est inquiet, agité ; mais, comme il approuvait au fond les idées de Soulavie, celui-ci lui a dit : « Ce plan est susceptible de démonstrations mathématiques. Permettez-moi, sous votre couvert, de les adresser à votre ministre. » M. de Sandoz, embarrassé, m'a dit que cela ne se pourrait que par un courrier particulier. — Un voyage, lui ai-je dit, et une lettre de vous, le consentement du Directoire, suffiraient bien. Ici M. de Sandoz a été bien plus embarrassé encore, et cette manière de se tirer d'une question inattendue me fait quelque peine. Il a répondu en me disant : « Votre gouvernement est d'une indécision désolante ; il vous ordonnerait même de partir que vous ne partiriez pas de plusieurs mois ; le secrétaire de légation pour Berlin était nommé depuis huit mois et il n'y a que quelques jours qu'il est parti. »

Soulavie revint sur l'intérêt de la Prusse à aider la France à détruire l'Autriche. « M. de Sandoz m'a dit que plusieurs de nos idées devaient être communiquées à M. del Campo (1); il a paru désirer que je le visse ; il m'a offert une lettre et a mis autant d'empressement qu'il avait montré d'éloignement à toute communication avec son ministre, et cependant il est urgent pour la France et la Prusse de détruire toute possibilité d'union armée entre la Prusse et la Russie. Cette union monstrueuse met l'Orient et le Nord de l'Allemagne en péril. Le moyen de détruire cette union, c'est de détruire l'Autriche par la Prusse et d'adjuger et de garantir à la Prusse ce démembrement de l'Autriche. »

Dans un « Mémoire sur les intérêts actuels de la France avec la Prusse, la Turquie, la Russie et le Piémont », Soulavie montre l'intérêt de ces puissances « à s'unir contre l'Autriche et à se partager son territoire pour se venger de tout ce qu'elle a fait contre les unes et les autres et pour assurer une paix durable ; c'est l'ancien plan de François I<sup>er</sup>, de Henri IV, de Richelieu, de Louis XIV ».

Dans d'autres feuillets incomplets, raturés, on trouve des lambeaux de conversation avec Sandoz. Nous y relevons ceci : « En récapitulant toutes mes conversations avec M. de Sandoz, je crois qu'une paix avec l'Autriche ne donnerait pas la paix continentale, parce que le roi de Prusse a des troupes bien refaites ; parce qu'il est de ses intérêts de s'immiscer dans la pacification continentale et d'en tirer quelque chose ; parce que si l'Autriche est moins intéressée à garder la Belgique que l'Angleterre, cette dernière peut traiter avec la Prusse ; parce que l'Angleterre peut dire à la Prusse : Je vous donne et vous garantis la Belgique abandonnée par l'Autriche ; parce que l'arrière-pensée, que Malmesbury n'a pas développée dans la négociation de Paris, est que l'Angleterre consentait au *statu quo* du moment des négociations, pourvu que la Belgique ne restât point dans les mains des Français. »

(1) Le marquis del Campo, ambassadeur d'Espagne auprès du Directoire, resta à Paris jusqu'au mois de mai 1798. Il fut alors remplacé par M. Azara.

A cette période se rapporte évidemment une lettre de Soulavie au Directoire sur les dispositions de la cour de Berlin. Sandoz lui a dit pourquoi on n'avait pas marché avec la France : c'est parce que la Russie a empêché la Prusse. « Les agents autrichiens ont gagné Paul I<sup>er</sup>; vous passez pour les destructeurs des pays occupés par vos troupes. Vous dénaturez les formes des gouvernements établis pour y établir des révolutions. C'est un moyen assuré d'éloigner de vous tous les gouvernements du Nord. Le plan que nous avons discuté cet hiver d'environner l'Autriche d'ennemis assaillants : Piémontais, Turcs, Suédois, Prussiens et quelques princes allemands, eût pu au moins retenir la Russie en état de neutralité; mais en Italie, par exemple, au lieu de vous gagner le roi de Sardaigne, vous vous êtes occupés de former des États républicains. Cette politique a bouleversé les plus beaux plans; elle a animé contre vous les puissances amies... »

Soulavie s'occupe ensuite de la question intérieure et montre son influence sur les dispositions des puissances. « Les puissances amies ou ennemies observent nos élections : elles attendent des événements, qu'une grande variété de données semblent leur présager. Sandoz a observé que nous ne pouvions pas nous garantir de l'influence des étrangers et que cette influence irait en augmentant; on voit un pouvoir exécutif qui tient dans ses mains les destinées de l'Europe, mais l'Europe voit aussi que le pouvoir législatif tient dans les siennes les destinées du pouvoir exécutif, et c'est là le faible de notre constitution. L'Europe voit encore que la minorité du corps législatif va devenir la majorité; elle voit que la minorité actuelle est en opposition avec le Directoire; elle voit que, si l'opposition dure après le changement de la minorité en majorité, il va s'opérer en France un ordre de choses plus ou moins différent. L'Europe ennemie désire et attend l'introduction des royalistes dans le corps législatif, parce que les royalistes et l'Autriche sont les ennemis du Directoire et de la République. Cette singulière rencontre, qui indique une crise, se passera en paix, parceque je présume que le Directoire fait

usage de la sagesse dont il a donné souvent des preuves, mais, après tant de secousses récentes dans le gouvernement, les puissances amies et ennemies doivent être en suspens. »

A la même époque, Sandoz, répondant à de nouvelles instances de Soulavie, lui dit que le roi est mourant; il demande lui-même son rappel, et il ira en personne dire à Berlin combien la Prusse est oublieuse de ses intérêts.

Dans une lettre où il expose l'histoire de la politique autrichienne, Soulavie, abordant un autre ordre d'idées, dit qu'il faut que la France ait un pape à elle, dût-il y en avoir deux. « Il existe en France, ajoute-t-il, outre le clergé, un second parti d'opposition violente au gouvernement, ce sont les royalistes zélés, éternels et fidèles alliés de l'Autriche et de l'Angleterre. Ils sont soudoyés par ces puissances. » Soulavie demande qu'on détruise l'église des Carmes, dite par ses zélés *église des Martyrs*. Il dit qu'on y fanatise par le confessionnal des esprits dangereux; il prétend que tous les maux secrets, tous les assassinats des princes régnants ont été dictés par des fanatiques au tribunal de la confession. « Il faut prendre des mesures contre ces associations de prêtres et de nobles, sinon des suites fâcheuses sont à craindre. »

Ces violences correspondent à la période de fructidor. On sait que le Directoire, élu en octobre 1795, était composé de la Réveillère-Lépeaux (le pontife des théophilanthropes, qui avait voué au pape une sorte de haine personnelle), Letourneur, Rewbell, Barras et Carnot. La majorité de ce gouvernement exécutif était restée plus ou moins révolutionnaire, tandis que le pays n'aspirait qu'à l'apaisement, comme le prouvèrent les élections d'avril 1797. Carnot et Barthélemy (élu en place de Letourneur) étaient pour une politique de paix et de transaction à l'intérieur et à l'extérieur; mais leurs collègues, la Réveillère, Barras et Rewbell, ne l'entendaient pas ainsi et, pour déjouer, disaient-ils, les complots royalistes, ils firent un coup d'État avec l'appui militaire d'Augereau. Barthélemy et Carnot furent condamnés à la déportation avec quarante-deux membres du Conseil des cinq-cents, onze du Conseil des anciens



et un certain nombre de journalistes. Soulavie s'empessa de féliciter le Directoire en ces termes :

Citoyens directeurs, je profite de la liberté que vous avez rendue aux républicains. Ils peuvent écrire aujourd'hui au Directoire ce que leur dicte le cœur. Le citoyen Rewbell sait que depuis deux mois je ne lui remettais plus de mémoires que sous condition que la minorité du Directoire ne les lirait pas ; ils étaient envoyés tantôt à Bonaparte, tantôt à Merlin de Thionville ou à E... la Touche. Depuis deux mois, la douleur dans le cœur, je cherchais de tous côtés de bons citoyens capables par leur position de faire valoir mes observations et je ne trouvais que des législateurs faibles et comprimés. Heureux 18 Fructidor ! Il nous laisse penser, écrire et respirer (1). Une conférence avec Sandoz est lumineuse. J'ai retrouvé cet homme affectueux envers vous et envers la République. Il m'a rappelé qu'il m'avait annoncé, il y a six mois, que le Directoire surmonterait tous ses ennemis. J'ai répliqué. En 18 mois il avait eu ceux de Grenelle, ceux de Babeuf, ceux de l'affaire Dunan, et il vient de remporter une victoire sur l'Autriche et l'Angleterre dans notre intérieur. Il m'a dit que c'était son opinion, qu'il assurerait sa cour que Pichegru était un traître, et que lui, Sandoz, en était convaincu.

Le 17 octobre, l'Autriche et la France signaient le traité de Campoformio qui assurait à la République les Pays-Bas autrichiens la limite du Rhin, Mayence et les îles Ioniennes. L'Autriche reconnaissait la République Cisalpine (Romagnes, Légations, Modène, Lombardie, Valteline, Bergame, Brescia et Mantoue). Comme compensation, elle recevait le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie et la Vénétie. On ne fut pas content à Berlin. Soulavie ne l'était pas non plus, car il avait vivement combattu dans un de ses mémoires l'idée de céder la Vénétie à l'Autriche. « Établir l'Autriche en Italie, disait-il, et la substituer à la puissance de Venise, c'est quadrupler ses forces, c'est annuler deux siècles de mesures prises pour empêcher cette fortune dans la maison d'Autriche... » C'était aussi l'avis du Directoire qui avait déclaré, peu de temps auparavant, que l'abandon de Venise serait « une honte, une perfidie sans excuse », mais il fallait déjà compter avec Bonaparte. Soulavie écrivit au Directoire :

(1) On verra plus loin que, deux ans après, dans les *Mémoires de Barthélemy*, Soulavie ne trouvait pas de termes assez forts pour flétrir la minorité révolutionnaire qui avait conçu et exécuté le coup d'État de fructidor.

« L'Autriche s'est avouée vaincue et a fait la paix. Mais toutes nos paix avec elle ont été des trêves. Il est nécessaire d'arrêter une politique à son égard, puisqu'elle a encore un plan presque intact de son côté, savoir *une alliance avec les grandes puissances de l'Europe, une neutralité amicale avec la Prusse, une influence sur les petites puissances du Nord et de l'Allemagne*, parce qu'enfin son parti en France n'est qu'humilié et non détruit. »

Ailleurs il note que « la Prusse est coupable de toutes les concessions que le Directoire a été obligé de faire : par exemple la cession de Venise à l'Autriche. La Prusse a perdu par son attitude inactive l'occasion de s'agrandir, et comme l'inaction d'une grande puissance lui est nuisible, quand ses voisins s'étendent, la Prusse est tombée de la situation d'un État qui... »

Le roi de Prusse mourut le 16 novembre 1797, presque au lendemain du traité de Campoformio, laissant la Prusse obérée par suite de ses gaspillages, et passablement déconsidérée par les oscillations et le vague de sa politique. Son successeur, Frédéric-Guillaume III, passait pour un homme médiocre, mais économe et foncièrement honnête.

La politique prussienne ne fut pas changée pour cela ; elle resta, avec ou sans la connivence du roi, ce qu'elle avait été jusque-là, c'est-à-dire aussi défiante vis-à-vis de la France qu'ennemie de l'Autriche, n'ayant en vue que la prolongation de la guerre entre ces deux puissances et guettant plus que jamais l'occasion d'en profiter.

Caillard, le ministre de France à Berlin, étant jugé optimiste et impuissant, Sieyès qui, avec Talleyrand, nommé ministre des relations extérieures en juillet 1797, était le grand directeur de la politique étrangère du Directoire, eut l'idée d'aller lui-même à Berlin, en qualité d'envoyé extraordinaire, pour obliger enfin la Prusse à se prononcer. Il partit pour Berlin le 7 juin 1798 et put bientôt se convaincre que, malgré la haute autorité dont il était revêtu, et malgré le changement de règne, il ne tirerait pas des Prussiens plus que n'avait tiré son prédé-

cesseur. Rien de plus curieux que sa correspondance avec Talleyrand. Ses portraits de la cour de Prusse, des ministres prussiens, et en particulier du comte d'Haugvitz, sont tracés de main de maître. On ne peut qu'admirer aussi sa pénétration des arrière-pensées de la Prusse et la vigueur de ses ripostes aux insinuations et aux pièges dont l'environnaient ses adversaires. Il sentait fort bien qu'il avait à faire à d'insurmontables partis pris. « Enfin, cela est sûr, écrivait-il le 31 août 1798; on ne veut pas se brouiller avec sa sacrée Majesté Impériale et Royale, et pour qui ? pour des républicains... »

Bientôt après, Sieyès ne cache plus sa pensée qu'il n'y a rien à faire avec la Prusse et qu'on ferait mieux de chercher à s'entendre avec l'Autriche. Le 13 octobre, il écrit à Talleyrand : « Nous voulons la paix : la Prusse, lors même qu'elle serait de bonne volonté, ce qui n'est pas, ne peut nous la donner ; l'Autriche le peut, lors même qu'elle ne serait pas de bonne volonté. » Plus loin, il dit que la Prusse nous trompe et nous trompera toujours. « Il est trop déplorable, ajoute-t-il, de voir un si grand nombre de nos concitoyens ne pouvoir sortir du préjugé que la Prusse est notre allié naturel, vouloir l'épouser malgré elle et lui sacrifier généreusement les intérêts de la République. Je ne vous invite pas sans doute à la faire maltraiter par les journaux attachés au gouvernement ; mais du moins qu'on ne les remplisse pas de contre-vérités dont le but est évidemment de nous inspirer de l'amour et de la reconnaissance pour qui ne mérite aucun de ces sentiments de notre part, et place ainsi les Français dans une disposition d'esprit qui heurterait les volontés du Directoire si jamais il était forcé de considérer la Prusse comme ennemie... »

Quelques jours après, en brumaire, Sieyès dit : « Il faudra compter un jour, parmi les maladies épidémiques de la France, notre engouement pour la Prusse, comme s'il était permis de s'engouer en politique. »

En frimaire, Sieyès exprime le désir que le cours des événements présente bientôt au Directoire quelque moyen d'intelligence avec Vienne. « Plus j'observe autour de moi, plus ce

sentiment acquiert d'intensité. Vous ferez la paix, soit avant, soit après une nouvelle guerre ; mais soyez-en bien assuré, ce ne sera jamais par l'entremise ou les bons offices de la Prusse. Elle soupire après le moment où, ayant amassé les 30 millions d'écus nécessaires pour mobiliser son armée, elle se verra en état... (de nous faire la guerre ou à l'Autriche ? — pas du tout...)... de mettre la main sur tout ce qui sera à sa convenance, sans avoir peur des résistances intérieures, et sans avoir besoin du consentement de ses voisins assez occupés de leurs propres affaires... »

Le plan de Sieyès et du Directoire était, en se réservant formellement la ligne du Rhin, d'établir entre la France et les deux grands États allemands (Autriche et Prusse) deux confédérations ou ligues de princes allemands, l'une au nord et l'autre au sud, dont la France serait la patronne ou protectrice naturelle. On voit que si Sieyès et Soultz différaient sur le degré de confiance à accorder à la Prusse, il y avait entre eux un point commun dans l'idée de faire à la France une ceinture de républiques alliées ou soumises. Mais la chose était plus belle en théorie qu'aisée en pratique. On avait déjà la république batave. Au lieu de respecter d'une façon absolue la neutralité helvétique, on y appuya un parti qui éprouvait le besoin de modifier la Constitution fédérale, et la république helvétique devint une autre cliente de la France. Les folies de la Reine de Naples forcèrent bientôt le Directoire à entamer une nouvelle guerre qui eut pour résultat la captivité du Pape et la fondation de la république parthénopéenne. A tort ou à raison, il fallut aussi annexer le Piémont, et voilà une nouvelle république. C'était beaucoup plus de républiques que n'en comportaient les traditions et les mœurs de ces divers pays, et surtout que n'en pouvaient admettre les grands États européens. Toutes ces républiques présentaient le spectacle d'une agitation perpétuelle, résultant, soit de leur propre nature, soit des intrigues de l'Angleterre, mais qui présageait, dans tous les cas, la fragilité de l'édifice. Tout faillit crouler pendant les quinze mois que Bonaparte passa en Égypte, sous les



efforts de la nouvelle coalition à laquelle prirent part l'Angleterre, l'Autriche, une partie de l'empire germanique, Naples, le Portugal, la Russie et la Turquie, coalition que devait amener naturellement la propagande des idées révolutionnaires françaises.

Dans une communication qui doit être placée au mois de mars 1799, Soulavie rappelle qu'il a écrit que la guerre avivait la Révolution ; il a écrit de faire la paix à tout prix ; il a écrit d'établir un nouvel ordre de choses par la paix. « Avant la reprise d'armes de l'an VII et vers le mois de ventôse (février 1799), j'ai eu une nouvelle conversation intéressante avec Sandoz, qui m'a dit que le roi de Sardaigne n'avait porté aucun préjudice à la République et que le Directoire en était lui-même convaincu ; qu'il n'avait donné pour raison que les convenances militaires. Il a ajouté que les convenances militaires et les raisons des mouvements de nos armées n'étaient pas des raisons suffisantes pour une déclaration de guerre ; qu'il désirait vivement que ce ne fût qu'une occupation militaire. Il a traité la reine de Naples de folle et extravagante et n'a point disculpé la conduite de cette femme envers nous. Il m'a témoigné son étonnement du caractère purement observateur de l'Empereur. Il m'a dit que la Prusse enfin interviendrait comme médiateur ; sur-le-champ il a ajouté : mais comme médiateur armé. Je lui ai répliqué que la Prusse devait se regarder comme la cause unique des malheurs attachés à la continuation de la guerre. Souvenez-vous, lui ai-je dit, des mémoires que je vous ai remis pour engager le feu roi à se liguier avec les Français pour surprendre la Bohême. La France eût vu avec plaisir l'Autriche perdre une partie de sa puissance, et la Prusse, nation plus éloignée de nous, en profiter. La paix eût été dictée à l'Empereur par la France et la Prusse comme en 1748. »

Sous ce titre : *la France et l'Angleterre au commencement de l'an VIII*, Soulavie envoya à cette époque au ministre des Affaires étrangères une note sur une conférence qu'il avait eue avec « une personne distinguée dans le corps diplo-

matique », qui l'avait invité à des visites plus fréquentes. L'Angleterre serait au moment de désirer la paix et Soulavie ne serait pas surpris que la conférence en question ne fût de sa part une demande indirecte. L'Angleterre pourrait faire la paix si on ne lui contestait pas la Hollande. L'Angleterre, s'étant ouvert les portes de l'Europe par la conquête de la Hollande, se retirerait de la coalition. Soulavie a fait ses objections. Toutefois, il croit que pour arriver à la paix le meilleur moyen est de traiter avec l'Angleterre, « puissance mère de la guerre, » plutôt qu'avec les puissances soudoyées par l'Angleterre, comme on l'a fait à Campo-formio. Il dit que, dans toutes les négociations qui ont eu lieu s'est manifestée l'arrière-pensée de mettre sur le tapis le rétablissement d'une royauté constitutionnelle en France. « Des propositions plus ou moins ouvertes ont été faites à ce sujet. Toutes les puissances avec qui on a négocié ou avec qui on négociera visent à ce but et ne s'en cachent pas. De là, des défiances entre les partis républicains. Pour faire cesser cette agitation interne, il faut que la diplomatie française n'appelle dans ses opérations que des hommes en qui le parti républicain inquiet ait une confiance rassurante. »

Des propositions indirectes de négociations avec l'Angleterre avaient eulieu déjà une année auparavant. Le 15 novembre 1798, Talleyrand écrivait, en effet, à Sieyès que M. de Sandoz tournait autour de lui pour lui insinuer des propositions de paix avec l'Angleterre. Il avait écouté sans répondre, ignorant d'ailleurs qui poussait le ministre prussien. Il ajoutait : « Rien ne doit être traité sur ce terrain-ci. Les négociations des Anglais ont, l'année dernière, créé et alimenté les Clichiens; cette année, elles alimenteraient les anarchistes. » Il terminait par les paroles les plus flatteuses pour Sieyès « à qui on aura toujours recours pour les négociations difficiles ».

La note de Soulavie mettait les points sur les i, et, en entendant la principale condition de la paix comme il l'entendait sans doute, c'est-à-dire l'indépendance, et non l'occupation anglaise de la Hollande, on peut regretter que son conseil

n'ait pas été suivi, en supposant que l'état moral du pays eût permis de le suivre, car on pouvait ainsi éviter à l'Europe de longues années de guerre, de même que le rétablissement de la monarchie constitutionnelle, s'il eût été possible, eût épargné à la France de longues et stériles agitations.

Ici se place un « Mémoire pour le Directoire exécutif et pour le citoyen général Bonaparte : 1° sur la véritable cause et les progrès de la haine du gouvernement d'Angleterre contre les Français, et 2° sur les intérêts et les moyens politiques de la cour de Londres pour contrarier la paix de Rastadt ».

Le dernier de l'an VII (21 septembre 1799), Soulavie envoie au ministre des relations extérieures « le tableau du mécanisme de la Révolution (1) ». Il l'a détaché de ses Mémoires « pour les administrations chargées par devoir ou par état de la terminer ».

Ces lignes font présager les événements de Brumaire. Bonaparte, parti pour l'Égypte en mai 1798, était brusquement revenu au mois d'octobre de l'année suivante, sur la nouvelle des échecs des armées françaises en Europe et des fautes de toutes sortes commises par le Directoire. Le coup d'État du 9 novembre faillit avoir pour Soulavie de fâcheuses conséquences. Il paraît qu'il fut mis sur une liste de gens destinés à la déportation, entre Mamin, l'assassin de la princesse de Lamballe, et Arena, l'assassin du premier consul, liste dressée par Ducos et Sieyès; mais, soit que Bonaparte eût refusé sa sanction, soit que les deux premiers eussent reconnu spontanément leur erreur, le fait est que la mesure ne reçut aucune exécution et que Soulavie, comme il le constate lui-même (2), ne fut inquiété d'aucune façon.

Le 10 thermidor an VIII (29 juillet 1800), Soulavie renouvelait auprès du premier consul les révélations qu'il avait déjà faites au comité de Salut public et au Directoire sur le baron de Thugut, et lui communiquait diverses pièces diplomatiques.

(1) Ce tableau se trouve dans le t. VI des *Mémoires du règne de Louis XVI*, parus en 1807.

(2) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 548.

Il en annonçait d'autres qu'il désirait avoir l'honneur de présenter au premier consul, comme il l'avait demandé au citoyen Bénézech. « Veuillez, dit-il, citoyen consul, accepter avec bonté ce travail d'une personne qui vous fut toujours dévouée d'affection. Je le prouvai sans intérêt, dans le volume que j'intitulai *Mémoires de Barthélemy*, alors que le Directoire désolait notre pays en déchirant le traité de Campoformio et en détruisant vos premiers ouvrages. Vous avez brisé, citoyen consul, les rouages de l'étrange mécanisme dont j'ai l'honneur de vous présenter ici le tableau. Vous lui opposez un mécanisme de prospérité que l'Autriche et l'Angleterre ne briseront pas, si la vigilance de l'État est égale à celle de ces deux puissances ; car la première n'a pas dévié un instant depuis 1756 de son plan de politique, ni la seconde depuis la signature du traité de 1783, de son plan de révolution. »



Soulavie continua sous l'empire, quoique avec beaucoup moins d'activité, son rôle de conseiller officieux. En juillet 1806, le genevois d'Ivernois ayant été envoyé par l'Angleterre en Russie, et M. Durieux, chargé d'affaires de France à la Haye, ayant demandé à Soulavie ce que signifiait cette mission, l'ex-diplomate répondit par un mémoire résumant la vie des deux frères d'Ivernois, dont l'un continuait à Londres ses fonctions d'agent très actif du gouvernement anglais, tandis que l'autre allait en Russie pour « terroriser Alexandre et l'armer contre la France ».

Il écrivait en même temps deux mémoires sur la Hollande, l'un daté de juillet et l'autre du 24 août 1806, dont l'objet était de rechercher les moyens d'attacher la Hollande à la France et au roi que Napoléon lui avait donné. Ces Mémoires devaient être et furent sans doute présentés au roi de Hollande par M. d'Arjuzon, un de ses aides de camp.

A la même époque se rapportent des *Observations sur la France, la Hollande et la Prusse, — sur les deux partis*



*prussiens à Paris, — sur le parti français à Berlin* (octobre 1806), rédigés par Soulavie à propos de la réponse française au manifeste prussien. Il y a dans cette pièce une sorte de *mea culpa* de sa politique prussienne et un aperçu des anciens « partis prussiens en France », qui méritent d'être signalés.

Après avoir exposé les principaux actes de la politique prussienne à l'égard de la France, de 1701 à 1791, Soulavie dit qu'il en résulte :

1<sup>o</sup> Que, sous les trois derniers rois, la Prusse fut constamment l'instrument de l'Angleterre, soit au profit de la Prusse, comme sous Frédéric le Grand, soit au profit des Anglais, comme sous ses deux successeurs, soit pour rompre des alliances, soit pour déclarer la guerre;

2<sup>o</sup> Que c'est par le moyen de la Prusse que la neutralité armée de 1778 a été dissoute;

3<sup>o</sup> Que, même pendant son amitié avec nous, elle nous a enlevé notre influence sur les cabinets germaniques pour y occuper notre ancienne place;

4<sup>o</sup> Qu'à la Haye elle l'a fait, les armes à la main;

5<sup>o</sup> Qu'à Pilnitz elle a trafiqué de notre territoire avec toute l'Europe;

6<sup>o</sup> Que, peu de mois après, ses généraux nous ont menacés de la potence si nous exécutions le moindre mouvement contre ses troupes qui allaient nous envahir;

7<sup>o</sup> Que, dès 1789, l'Angleterre lui avait garanti non seulement ses possessions politiques, mais encore ses conquêtes possibles.

Je passe sous silence ses projets de rétablissement de la couronne (de France) à son profit.

Enfin, pour prouver son aveuglement sur ses propres intérêts, le parti prussien qu'elle a eu constamment à Paris dès 1741 et qu'elle y avait encore au mois de septembre 1806, elle l'a méconnu ou négligé ou abandonné ou méprisé à plusieurs époques bien connues:

1<sup>o</sup> Quand ce parti gallo-prussien fut destitué des ambassades, du ministère et de tous emplois politiques, au profit des courtisans de M<sup>me</sup> de Pompadour, prostituée à l'Autriche;

2<sup>o</sup> Quand ce parti, composé de bons Français, tous gens d'esprit ou de génie, à la tête duquel étaient le comte de Broglie, chef de la correspondance secrète, et Favier, son secrétaire, furent proscrits et embastillés;

3<sup>o</sup> Quand ce parti, victime des fureurs secrètes de Marie-Antoinette, fut éloigné de tout emploi et se jeta, en 1789, contre ses principes et ses intérêts, dans le sein des Jacobins, ayant d'Aiguillon, Biron, Broglie, etc., en tête, ainsi que ses écrivains, tels que M. de Peyssonel et autres diplomates dévoués au système prussien, quand la Prusse les proscrivait en 1791, unie à Marie-Antoinette qui les avait proscrits elle-même et chassés des emplois dès 1774;

4<sup>o</sup> Quand ce parti français, au lieu de devenir l'allié de la Prusse réconciliée en apparence avec la République et le Directoire, ou devenue l'amie du Con-

sulat, a été poursuivi, tourmenté en secret par les ambassadeurs prussiens;

5° Quand ces ambassadeurs, sortant de la fête sanginaire du 21 janvier, consultant au contraire le parti anglais contre-révolutionnaire, devenu leur parti réel, faisaient de leurs rapports la base de leurs correspondances avec la cour de Berlin.

D'où il résulte que l'amitié de la Prusse ne fut jamais qu'une amitié simulée. L'Empereur peut mieux que personne l'apprécier depuis l'an VIII.

Soulavie, cherchant des bases politiques pour l'avenir, montre qu'il y a, dans tous les États de l'Europe, une conspiration des partis de l'ancien régime contre la France impériale. Il conclut que les partisans du repos de la France et de l'Europe doivent désirer avant tout la consolidation du règne de Napoléon; « la loi de succession doit être le complément du système général : *l'Empereur ne meurt pas en France* doit être le cri des Français. »

La même conclusion se retrouve dans un mémoire sur l'Angleterre, adressé par Soulavie, en 1807, à l'Empereur Napoléon. L'auteur rappelle toutes les intrigues du cabinet de Londres contre la France, et s'étend particulièrement sur certains incidents de 1792 et 1793 que nous avons racontés dans un chapitre précédent : il s'agit du projet qu'aurait eu alors le gouvernement anglais d'établir sur le trône de France un prince prussien et protestant, en prévision de la chute des Bourbons. Soulavie considère l'Angleterre comme une ennemie irréconciliable. Il croit que la France n'a rien à craindre de cette ennemie acharnée tant que Napoléon régnera ; mais, ajoute-t-il, « nous n'avons pas la même certitude du maintien d'une loi que tout bon Français doit avoir dans le cœur, celui de la succession héréditaire ».

On trouvera la trace d'autres communications de Soulavie aux autorités du temps, dans son Mémoire à l'Empereur Napoléon (1810), dont nous donnerons des extraits dans un autre chapitre.

## CHAPITRE XX

### LES DERNIÈRES ANNÉES D'UNE VIE D'AGITATION

#### SOMMAIRE

Soulavie achète l'hôtel Montboissier, rue de Verneuil. — Sa fille unique. — Son programme d'éducation. — Sa vie privée. — Sa société à Paris. — La légende d'Eustache d'Agrain. — Lettre de Soulavie à M. de Fontaine. — Plan d'embellissements de Paris. — Projet d'une expédition scientifique dans la mer Caspienne. — Lettre au libraire Bertrand. — Projets de publications. — Napoléon à l'Opéra. — Tentative de réconciliation avec son frère. — Le bref de sécularisation de Soulavie. — Sa conversion. — L'abbate Delprato. — Dernière maladie de Soulavie. — Lettre de Soulavie cadet sur la mort de son frère. — Notice sur Soulavie cadet.

Tout en s'occupant de haute politique, Soulavie ne négligeait pas ses affaires d'intérêt. Ses publications historiques lui avaient rapporté beaucoup d'argent. Avec le produit de la vente des *Mémoires du règne de Louis XVI* et le paiement de l'arriéré de ses appointements de Genève, il acheta un bien national de cinquième main : l'hôtel Montboissier, rue de Verneuil, 51 (1). Il y perdit sa deuxième fille âgée de cinq ans, puis un fils au berceau. Le seul de ses enfants qui survécut fut le quatrième : Victoire Soulavie, née le 3 novembre 1802 et baptisée à St-Thomas d'Acquin. Elle eut pour parrain son grand-oncle maternel, Mayaud, et pour marraine, M<sup>me</sup> Faget, de Largentière.

Soulavie s'occupait fort peu de l'éducation de sa fille. Jusqu'à l'âge de huit ans, il lui fit porter des habits de garçon. Écoutons ce qu'elle dit de sa vie d'enfance : « Je la passai,

(1) Cet hôtel, qui va de la rue de Verneuil à la rue de l'Université, au coin de la rue de Poitiers, appartient aujourd'hui à M. Bartholoni.

seule, sans études, sans jeux, sans compagnes, lisant tout ce je voulais. Avant dix ans, j'avais dévoré tout ce qui m'amusaient, étendue sur des tapis, parcourant sans cesse la collection (en 152 volumes in-folio) d'estampes de l'histoire de France. J'adorais les grands livres à images. Je savais tout ce qu'on n'apprend pas aux enfants et rien de ce qu'on leur apprend. Poésie, théâtre, mémoires historiques, chroniques : tout cela s'engouffrait dans ma petite cervelle très précoce. Cette vie solitaire, sans mouvement, et toute intellectuelle, de ma première jeunesse, a développé en moi cette irritabilité nerveuse qui a exercé une influence désolante sur tous les événements de ma longue existence. J'ai vécu parce que la force de ma nature première m'a soutenue dans les souffrances... » Un beau jour cependant Soulavie songea à l'éducation de sa fille, et voici le programme que nous avons trouvé dans ses papiers :

TABLEAU DE L'ÉDUCATION DE MA FILLE VICTOIRE

*Religion* : petit catéchisme, grand catéchisme, histoire de l'Eglise. (Commencer de 10 à 12 ans.)

*Histoire* : chronologie, géographie, voyages, histoire universelle, histoire de France, histoire contemporaine séculaire, histoires d'Espagne, Portugal, Angleterre, Danemark, Suède, Russie, l'Empire, la Turquie, la Suisse, Genève, l'Italie. (Commencer à 10 ans.)

*Belles-lettres* : grammaire, poésie, éloquence, épistolaires, théâtres, poèmes épiques, odes, idylles, épithalames, langue italienne. (Commencer à 12 ans.)

*Arts* : musique vocale et instrumentale, danse, peinture et dessin. (Commencer à 13 ans.)

*Sciences* : philosophie, métaphysique, morale, sphère, calendriers, cosmogonie, astronomie, physique, histoire naturelle, minéraux, végétaux, animaux, l'homme. (Commencer à 14 ans.)

*Médecine* : médecine préservative, étude de la santé, estomac. (Commencer à 15 ans.)

*Jurisprudence* : locations, successions, légitimes, mariages, testaments, droits matrimoniaux. (Commencer à 16 ans.)

S'occuper de toutes ces connaissances, chaque jour, tantôt l'une, tantôt l'autre, jusqu'à 18 ans.)

Nous donnons, bien entendu, ce programme comme un indice des idées de Soulavie sur l'enseignement, et non comme un



modèle à suivre. Libre aux réformateurs modernes, qui ne comprennent pas la véritable mission de la femme, de se réclamer de Soulavie comme d'un précurseur. Ceux qui en jugent autrement et redoutent, pour les grâces comme pour les vertus de l'autre sexe l'excès d'instruction, et surtout les diversions au rôle domestique de la femme qui en sont la conséquence, nous paraissent être bien plus dans le vrai.

Des discussions d'intérieur paraissent avoir eu lieu entre Soulavie et sa femme, peu après la naissance de leur dernière enfant. M<sup>me</sup> Soulavie avait un caractère charmant, joint à une beauté remarquable; M<sup>me</sup> Cheminot, qui était l'amie de l'impératrice Joséphine, lui trouvait une grande ressemblance avec cette princesse. Mais il lui manquait la fermeté nécessaire pour dominer l'esprit inquiet de son mari. Celui-ci installa sa femme et sa fille dans une maison de campagne qu'il avait louée à Morsang-sur-Seine, près de Corbeil, et resta lui-même à Paris, où sa présence, disait-il, était nécessitée par les travaux historiques qu'il avait entrepris. Au reste, M<sup>me</sup> Soulavie se plaisait dans cette solitude où elle recevait quelques visites de son mari, et elle finit même par y passer les hivers. Or, pendant l'absence de sa femme, Soulavie avait pris à son service une demoiselle Poisson, l'aînée d'une nombreuse famille, fille d'un instituteur de Paris. Soulavie la présentait comme *son secrétaire et l'institutrice de sa fille*. Ses ennemis exploitèrent la présence de cette jeune personne chez lui, pour l'empêcher d'obtenir une position importante dans l'Université, qu'il sollicitait alors (1). Ils dirent qu'un homme qui reléguait sa femme à la campagne, pour mettre une autre à sa place dans son ménage à Paris, n'était pas digne d'entrer dans l'Université. Soulavie, informé de ces bruits, alla aussitôt chercher sa femme. Mais c'était trop tard; le coup avait porté: la place fut donnée à un concurrent. La demoiselle Poisson resta auprès de Soulavie jusqu'à sa mort, malgré M<sup>me</sup> Soulavie, pour qui, du reste, elle se montrait pleine de réserve et de défé-

(1) La fondation de l'Université remonte à 1808.

rence. Elle ne fut jamais l'institutrice de M<sup>lle</sup> Soulavie, mais elle était la compagne des promenades du père et de la fille. M<sup>me</sup> Soulavie avait fini par se résigner à cette fausse situation, sur les instances de son mari qui, du reste, paraissait ne tenir à M<sup>lle</sup> Poisson que comme à un auxiliaire précieux pour ses écritures et ses recherches historiques. Il s'en plaignait même assez souvent à sa femme, en disant : Quel malheur d'avoir besoin de cette coquine ! elle me fera mourir de chagrin !

Après la publication de *l'Histoire de la décadence de la monarchie française* (1803), Soulavie se retira de plus en plus chez lui. Il allait encore de temps en temps chez la comtesse Fanny de Beauharnais. Celle-ci dînait une fois par an chez Soulavie. Puis, les grands de l'Empire ayant changé les soirées littéraires de cette dame en réceptions officielles, Soulavie n'y alla plus qu'au jour de l'an. Il allait aussi quelquefois chez Cambacérès et chez d'Aigrefeuille, un des acolytes de l'Archichancelier.

Soulavie, au milieu de ses travaux, se rapprochait de tout ce qui appartenait à son pays natal. Ses compatriotes du Vivarais étaient toujours chez lui les bienvenus, et il aimait à s'entretenir avec eux des montagnes où s'était écoulée son enfance. On a remarqué depuis longtemps que les pays de plaine n'attachent pas comme les pays de montagnes. Cela vient sans doute de ce que les premiers se ressemblent tous plus ou moins et que leur image glisse pour ainsi dire sur l'âme, tandis que les autres, par la variété de leurs formes et de leurs physionomies, peut-être par la peine qu'ils donnent, se gravent plus aisément et plus profondément dans l'imagination et le cœur, et il est rare, quand on les a quittés, qu'on n'y revienne pas tôt ou tard. Cette communauté d'attachement au pays natal établit une sorte de lien de famille entre les habitants des montagnes qui se rencontrent au loin. C'est ce qui arriva notamment entre Soulavie et le dernier représentant d'une ancienne famille noble du Vivarais, celle des d'Agrain des Hubas.

Charles d'Agrain, qui est mort sous-préfet de Belfort en

1828, fut un des meilleurs amis de la vieillesse de Soulavie, et il résulta de leur rencontre l'introduction dans les biographies générales d'une légende historique qui dure encore. Charles d'Agrain était fort entiché de l'ancienneté de sa famille sans oser cependant la faire remonter au delà du xiv<sup>e</sup> siècle, puisque ses titres de famille s'arrêtaient à cette époque. Soulavie, qui avait lu les historiens des croisades, peut-être de bonne foi, sous l'influence d'une quasi-similitude de nom, eut l'idée de la rattacher à un personnage marquant de cette lointaine époque : Eustache *Granarius* ou *Grener*, prince de Sidon et de Césarée et régent du royaume de Jérusalem pendant la captivité de Baudoin en 1123. L'identification des deux familles fut opérée au moyen d'une notice biographique qui figure au mot *Dagrain*, dans la Biographie universelle publiée par Prudhomme en 1810 ; et toutes les Biographies générales l'ont répétée depuis. Bien plus, elle a été, en quelque sorte, officiellement consacrée par l'inscription à la salle des Croisades du Musée de Versailles, d'Eustache *Granarius*, sous le nom d'Agrain, avec l'attribution à Granarius des armoiries de la famille d'Agrain. Cette identification n'en est pas moins dépourvue de toute preuve ; on peut voir, en effet, par les titres de la famille d'Agrain des Hubas (1), que ses membres connus ne remontent pas au delà du xiv<sup>e</sup> siècle et que leur nom était *Agrenius*. Nous pouvons ajouter, d'après les papiers du dernier comte d'Agrain, que ni celui-ci, ni personne de sa famille ne soupçonnait, avant 1805, l'illustre origine dont Soulavie le gratifia, puisque c'est le 10 février de cette année que Charles d'Agrain, dans une lettre à son père, qui habitait Langogne (Lozère), raconte la « grande découverte » qu'il vient de faire, dans les chroniqueurs des Croisades, de la personne et des hauts faits d'Eustache d'Agrain.

Au reste, la façon expéditive avec laquelle Soulavie procédait pour rattacher les familles modernes aux illustrations d'autrefois est naïvement exposée dans une lettre qu'il écrivait à

(1) BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, Mss. Nouvelles acquisitions latines, 2166.

la même époque à un gentilhomme du Vivarais appelé M. Fontaine de Logères. Après avoir fait un éloge, d'ailleurs très mérité, de cette famille, Soulavie propose en ces termes, à M. de Fontaine, de faire remonter sa famille au temps des croisades : « Pons de Balazuc (1), dans son manuscrit que j'ai eu sous les yeux, il y a plus de vingt ans, à la Bibliothèque Impériale, parle du chevalier *de Fonte*, ainsi que de plusieurs autres seigneurs du voisinage, et comme je ne connais personne en Vivarais qui puisse vous contester ce nom ou le partager avec vous, je l'ai attribué à un de vos aïeux. S'il vous restait quelque document pour en confirmer l'opinion, pour continuer les notes historiques jusqu'aux temps modernes et lier le temps ancien au moyen âge et à l'âge actuel, j'en ferais usage (2)... »

La lettre en question, qui est datée du 10 décembre 1806, est consacrée ensuite à déplorer la destruction de la noblesse héréditaire, qui était une des forces morales de la nation, et à louer les efforts de Napoléon pour en créer une nouvelle. On était au lendemain d'Iéna et l'auteur de la lettre croit que, si la monarchie prussienne s'est effondrée avec la destruction de son armée, cela tient à ce qu'elle était privée de l'assistance des ordres de l'État par suite de la place prépondérante de l'armée. Il croit que Napoléon est occupé à comparer cette « destructibilité » de la Prusse à la « perpétuité de la grande nation si hiérarchique de son naturel et si bien conservée par des ordres depuis Pharamond ». Il rappelle le courage des nobles et des prêtres montant à l'échafaud pendant la Révolution, pour soutenir « les principes héréditaires et constitutifs de l'État et la morale du premier apôtre des Gaules. L'Empereur a vu l'esprit de ces ordres indestructibles disputant pied à pied le

(1) Pons de Balazuc, qui accompagna à la première croisade Raymond de St-Gilles, fut le collaborateur de Raymond d'Agiles, chanoine de Puy et chapelain du comte de Toulouse, qui a laissé l'histoire de cette expédition sous le titre de *Historia hierosolymitana*. Il fut tué en 1099 au siège d'Archos. Voir l'étude de M. Léon Vedel : *Balazuc et Pons de Balazuc*, dans la *Revue lyonnaise* (août 1884). Voir aussi, dans la collection des historiens des Croisades, la préface placée en tête de la chronique de Raymond d'Agiles.

(2) Nous devons la communication de cette lettre à l'obligeance de M<sup>me</sup> de Fontaine de Logères, Joannas (Ardèche.)



terrain à la République, lui opposant la doctrine de la monarchie, étonnant l'univers par la constance dans les tourments, obligeant tout Français probe à revenir des erreurs du temps et à se soumettre à une forme de gouvernement si essentielle à la France. Voyez le calme des esprits six ans après avoir recouvré ce gouvernement tutélaire ; le chef de la monarchie est à Berlin, et son esprit gouverne ici en paix et avec calme. Elle reparaitra donc la distinction des ordres et des rangs, quand les Français seront bien convaincus qu'elle est la base du trône, de la religion, de la propriété et de la liberté ».

Soulavie, dont l'esprit actif ne reculait devant aucun projet, s'était aussi occupé d'un plan d'embellissements de Paris. Voici ce qu'on lisait, en effet, dans *le Monde illustré* du 30 avril 1870 :

« En 1804, une société, à la tête de laquelle était M. l'abbé de Soulavie, un ex-ministre plénipotentiaire, proposa au gouvernement de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup>, une série d'embellissements pour sa bonne ville de Paris. Parmi les vingt-quatre articles que contenait ce précis, se trouvait le projet, coté sous le n<sup>o</sup> 5, qui consistait à réunir l'île de Louvier à l'île Saint-Louis, au moyen d'un pont d'une seule arche. Or, c'est dans le courant de cette année (1870), que cette amélioration a été opérée définitivement. L'ancien pont de l'Estacade est déjà complètement démoli, et à sa place on va construire un pont d'une seule arche, qui aura donné raison au projet de Soulavie, qui ne voulait qu'une seule enjambée de l'île Saint-Louis à l'île Louvier. » Ce travail de Soulavie se trouvait alors entre les mains de M. Mac-Vernolt, un des rédacteurs du *Monde illustré*. On verra plus loin, à propos des *Mémoires du ministre du duc d'Aiguillon*, que Soulavie avait étudié, bien avant 1804, la question des embellissements de Paris. Nous ne connaissons pas le plan qu'il proposa à l'Empereur à cette époque, mais on en trouvera certainement la substance dans les projets qu'il exposait dès l'année 1790, en les attribuant, au moins en partie, au feu Dauphin, père de Louis XVI.

Sa société intime, vers 1808, se composait du comte Torelli de

Guastalla (1), d'un abbé d'Aligre, de Leclerc, le fils de l'auteur de l'*Histoire de la Russie* (2), qui avait joué un rôle dans l'émigration, de M. de Flers, ancien chanoine, de l'abbé de Berthelet, que la suppression des Jésuites avait trouvé novice chez eux et qui avait miraculeusement échappé aux massacres de septembre, du comte Charles d'Agrain, et enfin de l'Italien Delprato. Ce dernier portait le petit collet et le titre d'abbé, mais il n'avait jamais été engagé dans les ordres. Il poursuivait une idée fixe : arriver au *bonheur universel par un institut philosophique universel*. Il avait mangé son patrimoine en Italie à la publication de gros volumes où son utopie est développée. Soulavie l'avait recueilli chez lui. C'était tous les soirs ou à peu près que ces messieurs se réunissaient dans son cabinet. Quelques provinciaux venaient s'y joindre de temps en temps, entre autres l'abbé Balestrier de Canilhac, devenu juge au tribunal de Nogent-sur-Seine et rentré dans l'Église à la Restauration. La jeune fille de Soulavie se faufilait plus d'une fois au milieu de ces doctes conversations, assise sur un petit tabouret, entre les jambes de son père toujours en robe de chambre, écoutant en silence de longues discussions bien au-dessus de sa portée. On parlait souvent avec vivacité et en élevant la voix plus qu'il ne convenait. Un soir, il y avait sept personnes réunies, et les débats furent orageux. Le lendemain tous furent appelés chez le préfet de police, M. de Rovigo, et Soulavie et ses amis furent invités à être désormais plus prudents dans leurs discours.

L'astronome Lalande, le collaborateur de Sylvain Maréchal au *Dictionnaire des Athées*, venait aussi chez Soulavie. — M<sup>me</sup> de Susini raconte, dans une de ses lettres, le trait suivant. Lalande était allé à Saint-Thomas d'Aquin pour voir le pape

(1) Soulavie a fait, dans la *Biographie universelle* de Prudhomme, Paris, 1810, une notice sur la maison Torelli de Guastalla. Dans les *Pièces inédites*, t. II, p. 407, il nomme « le colonel Torelli, des comtes de Guastalla, maison ancienne, illustre, alliée à celles d'Este, de Wurtemberg et de France », comme ayant été le premier des aides de camp du maréchal de Mailly vers 1780.

(2) *Histoire de la Russie ancienne*. Paris, 1783, 6 vol. in-4. Leclerc fils était né à Beaume-les-Dames en 1757. C'était un ardent royaliste qui figura dans l'armée du prince de Condé. Il rentra en France sous le Consulat et mourut à Versailles en 1816.

Pie VII, venu à Paris pour le sacre de l'Empereur (1804). Il était seul à rester debout, la tête couverte, sur le passage du pontife. Pie VII, à qui on le désigna, alla à lui en disant : « Monsieur, la bénédiction d'un vieillard est toujours bonne ! » Et l'athée fléchit le genou devant la main qui le bénissait.

Soulavie était bien connu, dans la société où il vivait, pour ses distractions. Un jour, sortant de chez lui, dans le costume des hommes de son âge (habit, culotte et bas de soie blancs ou noirs, suivant la saison), cravate blanche, chemise à jabot, les cheveux à la Titus, il traversa la rue de Poitiers, alors fort peu fréquentée, longea le chantier qui existait alors sur l'emplacement du palais du Conseil d'État, le quai d'Orsay, dont la caserne n'avait alors qu'un étage, et arriva au milieu du pont Royal, parlant seul, à demi voix, selon son habitude, et même gesticulant. L'heure était matinale. Tout à coup un passant lui barre le chemin avec sa canne. Soulavie s'arrête étonné et reconnaît son ami Leclerc qui lui crie : Où diable allez-vous dans cet équipage ? — Quel équipage ! fait Soulavie. — Regardez-vous donc, mon brave ami. Soulavie s'examine et voit qu'il avait pris un bas noir à une jambe et un bas blanc à l'autre. Il se hâta de rentrer chez lui. Heureusement, à cette époque, le quartier était beaucoup moins fréquenté qu'aujourd'hui. Soulavie apportait bien souvent ces distractions dans des choses plus graves.

Vers 1810, il était en grandes relations avec le prince Kourachin, ambassadeur de Russie, ainsi qu'avec l'amiral Tchiatchkoff et son frère le général. Il s'agissait d'un grand travail d'histoire naturelle et d'une expédition scientifique dans la mer Caspienne, que Soulavie devait diriger. Mais la guerre avec la Russie fit abandonner le projet.

La lettre suivante, adressée aux libraires Treuttel et Wurtz, nous montre Soulavie continuant avec ardeur ses travaux historiques :

Messieurs,

J'ai prié ce matin M. de Balestrier de ne pas partir sans finir nos discussions, attendu mes dispositions. Je ne veux pas, si nous sommes dans le cas

de faire des affaires, en faire avec d'autres. Alors je vous envoie la lettre que j'écris à M. Nicole contre M. Coxe, parce que vous voudrés peut-être publier vous-même :

1<sup>o</sup> La lacune de l'ouvrage qu'il vient de publier;

2<sup>o</sup> Mes justes observations sur la diplomatie anglo-autrichienne sur le traité de 1756. Le tout précédé de l'histoire du ministère secret de Louis XV. Médités sur cette entreprise de 5 à 6 feuilles contre Coxe : sans oublier que ma critique est aussi honnête et aussi juste envers lui que celle de nos journalistes est brutale, grossière et anti-française.

J'ai l'honneur de vous saluer.

J.-L. SOULAVIE (1).

Coxe (William) est un historien anglais, né en 1747 et mort en 1828, qui a publié de nombreux ouvrages. Celui auquel il est ici fait allusion est évidemment l'*History of the House of Austria from 1218 to 1792* paru en 1807. La lettre, qui n'est pas datée, doit donc être de 1808 (2).

L'année d'après, Soulavie s'occupait d'un vaste projet de publications nouvelles qui devait comprendre la réédition de tous ses ouvrages. Voici la lettre qu'il adressait à ce propos, le 21 janvier 1809, à Bertrand, libraire, rue Hautefeuille :

Monsieur,

En rentrant chez moi, j'ai examiné les traités des *Mémoires de Richelieu, de Louis XVI* et de la *Décadence*. Suivant le traité, la deuxième édition de *Richelieu* et les suivantes seront au moins de 2.000 et au plus de 3.000. L'édition à 2.000 sera payée 800 fr. par volumes, c'est-à-dire pour les 9 volumes 7.200 fr. et cent exemplaires. Et si l'ouvrage est tiré à 3.000, 1.200 fr. par volume. Il m'est libre de faire des additions et corrections à chacun des neuf volumes pour la même somme, sans rien répéter que l'exécution du traité et les cent exemplaires convenus.

Ou bien je vous propose de réduire à tel nombre que vous voudrez l'ouvrage (pourvu que la réduction ne diminue pas le prix convenu) de la troisième édition, attendu que je ne pourrais pas faire un nouvel ouvrage pour perdre sur le prix convenu. Ainsi, ou je vous demande l'exécution littérale du traité en réimprimant le même nombre de volumes auxquels je porterai

(1) L'original de cette lettre se trouve dans la collection de M. Henry Vaschalde, de Vals-les-Bains.

(2) Coxe a aussi publié des voyages en Russie et en Pologne, dont parle Soulavie dans ses *Mémoires du règne de Louis XVI*, III, 309, en disant qu'il « a dépaycé ses lecteurs et les a éloignés de la vérité ».



tous mes soins ; ou, si vous décidez la réduction à six volumes, je demande la confirmation du nombre d'exemplaires et du prix convenu.

Quant à la *Décadence de la Monarchie*, je vous prie de voir le propriétaire actuel, de voir combien il lui en reste, d'en prendre une note. Je prends l'engagement de réduire à un volume cet ouvrage, dans le cas où vous réduiriez *Richelieu* à six volumes, et alors je ne vous demande pour ce volume réduit que cent pistoles et le même nombre d'exemplaires réservés. Il serait le dernier volume après les *Mémoires de Louis XVI*. Il serait le résumé des deux ouvrages réunis de *Richelieu* et *Louis XVI*. Voici l'article convenu avec Duprat :

*Il sera fait des traités ultérieurs pour les éditions suivantes relativement au bénéfice de l'auteur qui sera libre de faire les corrections, augmentations et soustractions convenables et ne fera imprimer d'éditions ultérieures par d'autres libraires que sur le refus des citoyens Duprat et compagnie.*

En conséquence, le premier point est de savoir ce qui lui reste d'exemplaires, d'épuiser par voie d'échange ou autrement ce reliquat, qu'il eût vendu comme tous mes autres ouvrages, s'il ne l'avait mis à un prix exorbitant. N'oubliez pas qu'il en vendit toutes fois et de suite de quoi payer tous ses frais et que c'est ce que j'ai jamais fait de mieux. J'ajouterai que je fus obligé de poursuivre légalement la demande des cent exemplaires convenus de cet ouvrage et qu'ils attendirent le matin du jugement pour me les envoyer. C'est le seul article de différend entre nous. Ce même différend existe, mais sans procédure, avec MM. Wurtz et Treuttel, qui me disputent 30 exemplaires après m'avoir conduit à tirer à 3.000 plus cent papier fin, plus huit mains de passe, au lieu de quinze cents d'abord convenus. J'ai perdu, de leur aveu, une somme considérable, mais ne touchez pas cet article-là. Voici ce qui les concerne dans le traité :

• MÉMOIRES DE LOUIS XVI. Article relatif aux nouvelles éditions.

« Après la vente totale d'une édition, les entrepreneurs auront six mois pour se décider à en faire une nouvelle. En cas de refus, M. Soulavie sera libre d'y procéder après avoir offert aux entrepreneurs son travail pour cette nouvelle édition. Si les entrepreneurs se décident à une nouvelle édition, ils en prévientront le citoyen Soulavie ou ayant cause, à qui il sera payé pour cette édition 4.750 francs. »

Dans le cas où vous pourriez les amener à une réunion avec vous, et où vous consentiriez la réduction de *Richelieu*, je consentirais aussi à réduire les *Mémoires de Louis XVI* à tel nombre de volumes que vous voudrez, mais en me donnant les cent exemplaires et le prix convenu de 4.750 fr. pour la deuxième édition.

Je vous demande comme une faveur spéciale de ne leur parler que comme d'une spéculation à vous. Il n'est pas de leur intérêt de réduire *Louis XVI*, ni du vôtre de réduire *Richelieu*, ni du mien de diminuer les prix convenus, et je ne les diminuerai pas. Mais s'il est de vos intérêts de vous réunir, il le sera peut-être de réduire ces deux ouvrages, et je m'y prêterai avec zèle, sans augmenter du produit de ce nouveau travail les prix convenus de la deuxième édition des deux ouvrages : à condition que vous

ferez un seul et même corps d'ouvrage, sous le titre d'*Œuvres*, de ceux qui suivent, ajoutés aux antécédents, et au prix seulement de la réduction de la *Décadence* (mille fr. par volume). Faites attention, je vous prie, à ce qui suit :

L'Académie de Pétersbourg a mis dans ses mémoires in-4, dont il n'y a que trois exemplaires à Paris, mes *Éléments d'histoire naturelle*, un volume in-4. (Je le réduirai à un volume in-8.)

En 1780, l'Académie des sciences de Paris publia sous son privilège et approbation :

1<sup>o</sup> *L'Histoire naturelle de la France méridionale*, 7 volumes;

2<sup>o</sup> *Les Œuvres de milord Hamilton* sur les volcans d'Italie, commentées par M. Soulavie, avec le parallèle des volcans éteints de la France méridionale avec les volcans allumés de l'Italie. Un vol. in-8;

3<sup>o</sup> *La Géographie des plantes* disposées par la nature en climats depuis les sommets glacés des Pyrénées, des Cévennes et des Alpes jusques aux plaines inférieures de la Provence, avec des cartes géographiques de cette disposition. (MM. Bomplan et un Prussien viennent tout bonnement de recopier ces principes et observations.) Ces neuf volumes publiés à mes frais, tirés à 1.500, ont été vendus dans l'espace de deux ans. Il n'y en a plus du tout. Je propose de réimprimer les *Éléments* en un volume et les neuf volumes de voyages réduits à deux, précédés de l'*Art d'observer la nature et d'en écrire l'histoire dans un département*, ouvrage inédit.

Enfin, je propose (pour compléter l'ouvrage) la publication en un volume de plus de trente mémoires de diplomatie, politique, haute administration, qui n'ont jamais paru. Vous souvenez-vous de mon *Plan du rétablissement de la monarchie*, inséré en tête des *Mémoires de Pompadour*, quand on projetait le consulat à vie ?

Relisez en ce moment ce plan et vous jugerez s'il a été suivi mot à mot (avec les mesures et les formes indiquées). Tous mes mémoires inédits d'administration et de diplomatie en sont le développement. Je résume donc et je forme un tableau de ces différents ouvrages qui auraient, sous le nom d'*Œuvres d'histoire naturelle, d'histoire politique, d'administration et de diplomatie*, la distribution suivante :

Histoire  
naturelle.  
3 vol.

- 1<sup>o</sup> *Éléments d'histoire naturelle*, dans lesquels on voit comment les neuf révolutions arrivées sur la surface du globe y ont déposé les neuf classes naturelles de minéraux; — tirés des mémoires de l'Académie des sciences de Pétersbourg. 1 vol.
- 2<sup>o</sup> *Études locales et descriptions des Pyrénées, des Cévennes et des Alpes*, pour servir de pièces justificatives des révolutions antécédentes (2<sup>e</sup> édition de l'*Hist. nat. de la France mérid.*) 1 vol.
- 3<sup>o</sup> *Géographie des plantes*, avec des cartes représentant leur distribution par climat. 1 vol.

Histoire politique 11 volumes.	{	4 <sup>o</sup> <i>Mémoires de Richelieu</i> , depuis 1700 jusqu'en 1774.	6 vol.
		5 <sup>o</sup> <i>Mémoires de Louis XVI</i> , depuis 1774 jusqu'à sa mort.	4 vol.
		<i>Histoire de la Décadence de la Monarchie.</i>	1 vol.
Diplomatie 1 vol.	{	Suite de mémoires de diplomatie (inédits) :	
		Sur la France et la Hollande, Sur la France et la Westphalie, Sur la France et l'Angleterre, etc., Sur la France et l'Espagne et le Pape et l'Autriche, Sur la France et la Russie, la Perse (extraits quelques-uns des papiers de Louis XVI).	
Haute Administration 1 vol.	{	Sur la reconstitution de la monarchie française ;	
		Sur la reconstitution de la société après la dévastation opérée par l'égalité et la liberté révolutionnaires ; Sur les révolutions de Genève après la destruction du prince, du clergé et de la noblesse ; Sur les causes et les effets des cinq guerres continentales du XVIII <sup>e</sup> siècle, etc.	

Voilà, Monsieur, le tableau de 27 volumes sur l'histoire naturelle, politique, sur la diplomatie et l'administration, réduits à seize.

Si vous ne voulez pas de la réduction où sont une grande variété d'ouvrages, je conserve les neuf de *Richelieu* et les six de *Louis XVI* tels qu'ils sont, et je vous offre tous mes soins pour les bien corriger. L'impression commencera quand vous voudrez.

J'ai l'honneur de vous saluer cordialement.

SOULAVIE.

J'enverrai chercher les deux exemplaires incomplets. Faites-moi le plaisir de passer à la maison, en revenant de chez Wurtz et de chez le ministre, afin que vous voyiez les approbations de l'Académie des sciences et les volumes que j'ai à réduire. — Je vous attends demain.

Paris, 21 janvier 1809.

La note suivante (1), trouvée parmi les papiers de Soulavie après sa mort, doit être rapprochée de la lettre précédente :

*Manuscrits des ouvrages de M. Soulavie ou d'autres qu'il voulait faire paraître comme éditeur.*

1<sup>o</sup> *Histoire du Vivarais*. 3 vol. in-4 cartonnés ;

Cet ouvrage a été imprimé (2).

(1) ARCHIVES NATIONALES F<sup>7</sup> 6572.

(2) *L'Histoire du Vivarais*, de Soulavie, n'ayant jamais été imprimée, comme on l'a

2<sup>o</sup> Mémoires sur la Russie sous Pierre III, adressés à M. de Broglie. Ce manuscrit se compose d'un grand nombre de mémoires. M. Soulavie n'a fait que les relier par quelques morceaux de narration ;

3<sup>o</sup> Mémoires de J.-L. Soulavie sur le royaume de Hollande (1) ;

4<sup>o</sup> Cahier sur l'oraison funèbre du cardinal de Luyne et quatre mémoires sur Rome moderne ;

5<sup>o</sup> Recueil de mémoires, etc., relatifs à l'affaire entre Soulavie et Barruel ;

6<sup>o</sup> Manuscrit in-4, d'une histoire de Guyenne ;

7<sup>o</sup> Manuscrit in-4, histoire de Henri IV ;

8<sup>o</sup> Quatre cahiers intitulés : *Louis XV* ;

9<sup>o</sup> Mémoires du président Rolland. Manuscrit sur l'histoire des remontrances en 1753.

Tous ces manuscrits, à l'exception peut-être du 3<sup>e</sup> et du 5<sup>e</sup>, doivent se trouver aux archives du ministère des Affaires étrangères.

Soulavie préparait avec passion son *Histoire de la Révolution*. Il avait réuni pour ce travail la plus belle collection de pièces originales et d'imprimés du temps qui ait jamais existé. Il recherchait toutes les occasions de voir les notables survivants de cette époque, qui pouvaient le renseigner sur les événements. L'extrait suivant d'une lettre de M<sup>me</sup> de Susini concernant Barère ne sera pas lue sans intérêt : « C'était un soir, vers 1810 ou 1811. Barère avait dîné chez mon père. Il n'avait rien de farouche, mais bien l'attitude d'un homme comme il faut, celle de ces vieux gentilshommes que je voyais constamment chez nous. Soulavie avait fait venir à grands frais de Londres une collection de fort belles estampes classées dans sa collection. Barère m'avait pris à côté de lui. Je connaissais le nom de cet homme, mais ses belles manières m'avaient rassurée. Soulavie, je le vois encore, s'attachait à le faire parler. Arrivé devant les gravures représentant Louis XVI à la barre de la Convention, Barère s'anime en retrouvant là devant

vu au chap. II, il s'agit probablement ici du recueil de documents sur le Vivarais qui a servi à former, aux archives du ministère des Affaires étrangères, les deux volumes du fonds de France n<sup>os</sup> 1344 et 1626. Ce dernier volume contient une copie des *Commentaires du soldat du Vivarais*, qui ont été publiés en 1811 à Privas, par M. de la Boissière, et c'est une confusion entre ces deux ouvrages qui peut expliquer l'erreur que nous relevons.

(1) On a vu que ce Mémoire était aux Archives Nationales. F<sup>7</sup> 6572.



ses yeux tous ceux qui furent ses amis, ses victimes. Il s'arrête devant la grande figure du Roi. Soulavie l'interroge du regard, puis lui dit : C'est bien cela ? Barère se lève de son siège. Après un moment de silence, ils s'écrie : *Si c'était à refaire, je le referais !* Ma mère, qui fut toujours royaliste, recula son fauteuil. La peur me prit. Mon père garda le silence. On ferma le livre. Un quart d'heure après, Barère se retirait (1). »

Les grands événements de cette époque : les démêlés de l'empereur avec le pape, son divorce, son nouveau mariage, auxquels Soulavie prit un vif intérêt, furent, sans doute une première cause de l'abandon ou de l'ajournement indéfini de ses vastes projets de publications. Soulavie assista en costume de cour, avec sa femme, aux fêtes qui furent données à l'occasion du mariage de l'Empereur et de la naissance de son fils, afin de pouvoir en faire plus exactement le récit un jour. En 1809, il eut de fréquentes conférences avec les hommes qui s'occupaient des affaires ecclésiastiques et il y a lieu de croire qu'il fournit beaucoup de notes et de documents à l'abbé d'Astros (2).

Il fut atteint, cette même année, d'une grave maladie dont il releva avec peine. Comme il avait l'habitude d'écrire la nuit, il prenait de grandes tasses de café, ce qui était contraire à sa santé. Que l'on ajoute à ces circonstances la saisie d'une partie de ses papiers, effectuée par la police impériale en 1811, dont nous parlerons au chapitre de ses collections, et l'on s'expliquera aisément l'abandon de ses projets de publications.

Soulavie était naturellement d'humeur douce et facile, mais la maladie ou les préoccupations le rendaient parfois assez maussade. Il ne sortait volontiers de son silence que lorsqu'il pouvait causer de politique. Il prétendait avoir la goutte et se nourrissait de laitage, mais quand le docteur Menuret, son

(1) Lettre de M<sup>me</sup> de Susini du 3 novembre 1880.

(2) L'abbé d'Astros, neveu de Portalis, était vicaire général de l'archevêché de Paris en 1808, lors de la mort du cardinal du Bellay et administra le siège vacant jusqu'à la prise de possession du cardinal Maury. Il reçut la bulle du 10 juin 1809 excommuniant Napoléon. En 1811, il fut incarcéré à Vincennes et y resta jusqu'en 1814. Il est mort cardinal archevêque de Toulouse en 1851.

vieil ami, qui le visitait souvent, arrivait chez lui : Ah ! mon cher, vous voilà ! s'écriait-il, quelle nouvelle ? Et au lieu de parler de sa santé, il ne s'occupait que des événements du jour.

Après le désastre de la campagne de Russie, Napoléon, de retour à Paris, alla un soir à l'Opéra avec l'Impératrice. Soulavie paya deux places fort cher pour y conduire sa fille. Il voulait, disait-il, voir l'homme et lire sur son visage ce que le désastre y avait laissé de traces. Il était dans une avant-scène des quatrième loges, plongeant dans la loge impériale. Quand l'Empereur parut, il y eut des acclamations à faire crouler la salle. On jouait *Jérusalem délivrée*. Soulavie ne tourna pas les regards vers la scène. Ses yeux ne quittaient pas la loge impériale et il répétait à chaque instant : *Il est impassible !*

Soulavie ne voyait pas son frère depuis de longues années. Un beau jour, il se mit en tête de se réconcilier avec lui. Il envoya sa fille à l'abbé Soulavie qui était alors ingénieur géographe, conservateur des cartes au dépôt de la guerre, ce qui ne l'empêchait pas de dire tous les jours la messe, soit chez M<sup>me</sup> de Soyecourt, supérieure des Carmélites de la rue de Vaugirard, soit chez lui, dans une chambre de son appartement. L'abbé Soulavie reçut l'enfant poliment, mais assez froidement : on sentait une lutte entre son cœur et ses ressentiments. Il dit à la femme de chambre qui conduisait sa nièce : Dites à mon frère que, lorsqu'on ne voit pas les parents, il n'est pas d'usage de voir les enfants !

C'est dans cette période qu'il s'occupa de régulariser définitivement sa situation avec l'Église. On sait que son mariage avec Madeleine Mayaud, en septembre ou octobre 1792, n'avait reçu que la bénédiction insuffisante de son ami, le conventionnel Fauchet, évêque constitutionnel de Caen. Pour plus de sûreté au point de vue civil, Soulavie, pendant son séjour à Genève, avait renouvelé son mariage devant le maire français de Carouge, mais il l'avait fait plusieurs mois après l'expiration du délai fixé aux officiers civils pour pouvoir régulariser ces sortes d'unions. Au sortir de sa prison, en 1795, ayant ap-

pris que l'acte de Carouge n'était pas valable, il s'empresse de faire procéder, chez le maire de son arrondissement, à un troisième mariage accompagné cette fois d'un contrat notarié. Il ne s'agissait jusque-là que de préoccupations d'intérêt de famille. Mais dès 1802, il négocie évidemment sa rentrée en grâce auprès de l'Église. On peut le deviner à son changement général de langage vis-à-vis de la religion catholique, mais on peut encore en voir un indice direct dans le passage de ses *Tableaux de l'histoire de la Décadence de la monarchie française* parus cette année-là, où, prêchant l'apaisement des querelles religieuses, il fait allusion aux mesures de Pie VII qui « admet dans l'Église universelle et bénit des unions qui étaient, il y a peu de temps, punissables en France et anathématisées ».

L'année suivante, il obtenait du cardinal Caprara, légat du pape, un bref de sécularisation. Cet acte, qui porte la date du 23 avril 1803, expose que le suppliant, emporté par la violence de tempêtes majeures (*impetu superiorum tempestatum abreptus*), a abandonné l'état ecclésiastique pour épouser Madeleine Mayaud, mais il s'en repent et désire vivement adhérer à l'unité catholique, demandant non seulement à être pardonné de sa faute, mais encore à être dispensé miséricordieusement de l'obstacle résultant de son entrée dans les ordres sacrés, afin de pouvoir épouser légitimement Madeleine Mayaud. Par suite, le légat autorise l'Ordinaire du lieu d'origine ou de domicile du suppliant, de l'absoudre, lui et Madeleine Mayaud, pourvu qu'ils donnent des signes non douteux de repentir. De plus, « suivant la clémence paternelle du Saint Père qui, pour la paix de l'Église et le bien de l'unité catholique, et pour d'autres causes très graves, a cru devoir condescendre à de plus amples exemples d'indulgence et de bonté, le légat autorise l'Ordinaire à marier Soulavie à Madeleine Mayaud et à déclarer légitimes leurs enfants nés ou à naître (1) ».

(1) Voici le début de ce document :

*Ex parte Oratoris J.-L. Soulavie presbyteri ex clero sæculari, in diocesi Parisiensi commorantis, oblata nobis petitio continebat quod ipse, impetu superiorum*

On peut s'étonner qu'une fois en possession de ce bref Soulavie n'en ait pas profité, autant pour sa tranquillité personnelle que pour dissiper les scrupules de conscience de sa femme. Il est certain cependant que c'est seulement à la veille de sa mort qu'il fut procédé à son mariage religieux avec Madeleine Mayaud, bien que sa conversion remontât déjà à quelque temps.

Les trois dernières années de sa vie furent en quelque sorte pleines du pressentiment de sa mort prochaine. Il ne s'était jamais bien remis de sa maladie de 1810. Par suite, les questions d'intérêt commençaient à le trouver indifférent. La maison avait besoin de réparations urgentes : Vous les ferez après ma mort, disait-il à sa femme.

Il tomba malade à la fin de 1812. Il continua cependant à recevoir ses vieux amis, mais sa femme remarqua que l'abbé Delprato avait avec lui de longues conférences, qui se prolongeaient souvent jusque dans la nuit. Cet *abbate*, qui n'avait reçu que la tonsure et ne portait que le petit costume d'abbé, logeait depuis 1805 chez Soulavie, qui lui témoignait beaucoup de confiance. On apprit plus tard que depuis longtemps il s'agissait entre eux d'autre chose que de politique. Delprato, quoique plus rêveur que théologien et peu dévot, était un catholique romain. C'est cet homme simple qui ramena à Dieu l'esprit ardent et frondeur de Soulavie. De temps à autre, surtout vers Pâques, Soulavie allait le soir chez ses anciens amis, les *Eudistes* de la rue des Postes. Il en revenait triste et pensif. Les *Eudistes* avaient été, avec les Jésuites et les Sulpiciens, les grands défenseurs de la bulle *Unigenitus* et les grands adversaires du jansénisme. Il est piquant de voir Sou-

*tempestatum abreptus, nuptias cum Maria Magdalena Mayaud laica et libera muliere, nulliter attentavit. Cum autem, sicut petitio subjungebat, idem Orator de præmissis summo opere doleat, et catholicæ adhærere unitati vehementer exoptans ne ullo præpediatur obstaculo, non solum postulet ab ejusmodi excessibus apostolicâ autoritate absolvi sed instet alterius de apostolicæ potestatis plenitudine secum misericorditer dispensari super impedimento ex sacro ordine resultante, ut cum dictâ muliere legitimum matrimonium inire valeat. — Quare nos oratoris precibus inclinati, de apostolicâ speciali et expressâ auctoritate, eundem oratorem a quibusdam sententiis, censuris et pœnis ecclesiasticis ad effectum infra scriptæ gratiæ duntaxat consequendum, harum vigore litterarum absolventes, etc.*



l'avie, qui avait tant écrit contre les partisans de la bulle, aller se convertir chez eux.

L'état du malade s'aggrava à la fin de janvier 1813. Le docteur Menuret, qui le traitait pour la goutte, reconnut ensuite une affection au foie. Mais il était trop tard.

Vers le milieu de février, Soulavie fit appeler l'abbé Girolet, de Genève, attaché à la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin, et eut avec lui de longs entretiens. Il fit sa confession générale. La première exigence du confesseur fut qu'il se réconcilierait avec son frère. Ce fut M. Le Clerc, l'ami des deux frères, qui fut chargé d'informer le cadet de la conversion de l'ainé. L'abbé Soulavie vint aussitôt auprès de son frère qu'il n'avait pas vu depuis une quinzaine d'années. L'entrevue fut touchante. L'abbé Soulavie fut poli avec sa belle-sœur. Celle-ci resta froide et réservée. On demanda ensuite au malade de se réconcilier avec son compatriote et adversaire, le P. Barruel. L'abbé Soulavie et son ami, l'abbé d'Astier, allèrent chercher le P. Barruel pour le conduire auprès du malade. On demanda alors à celui-ci une rétractation générale de ses écrits, et il écrivit les lignes suivantes qu'il remit au P. Barruel (1) :

*Monsieur, voulant vivre et mourir dans le sein de l'Église catholique, apostolique et romaine, je vous prie de constater, par l'insertion de ma présente déclaration dans vos ouvrages, mon repentir d'avoir publié dans les miens des erreurs contre la religion. Je les condamne. N'est-il pas notoire que les malheurs de notre patrie et les crimes de la Révolution proviennent de l'oubli de la religion ? Quel est donc le chrétien qui ne gémissé des erreurs de cette nature quand il en voit les résultats ?*

A ce moment, nous a raconté sa fille, le malade était entouré par le P. Barruel et quelques autres. Sa femme, inquiète pour l'avenir de son enfant, pour elle-même, passait les nuits à le soigner. M<sup>lle</sup> Poisson montra aussi du dévouement. On ne demanda pas son départ, mais on exigea qu'elle fût absente de

(1) Cette rétractation a été déjà publiée dans la *Biographie universelle* de Michaud. Nous en avons une copie écrite de la main de Soulavie cadet.

la maison le jour où la communion fut donnée à Soulavie. Le P. Barruel fit aussi enlever une statue de Vénus de Médicis qui se trouvait dans le vestibule de l'hôtel, ne voulant pas que le Saint-Sacrement passât devant elle.

Les inquiétudes de M<sup>me</sup> Soulavie n'étaient pas tout à fait sans motif. Le P. Barruel et quelques autres prétendaient que Soulavie, ne devant sa fortune qu'à des scandales politiques et littéraires, devait la consacrer uniquement à de bonnes œuvres au détriment de sa famille. Ce fut l'abbé Berthelet, ce vieil ami du malade, qui releva son courage, en lui disant que, devenu *séculier* par la volonté du Saint-Siège, il se devait à sa femme qui avait été le modèle des épouses et des mères, et que ses fautes, d'ailleurs pardonnées par l'Église, ne pouvaient retomber sur sa jeune fille. Appuyé par l'abbé Berthelet, Soulavie sut résister au P. Barruel, mais celui-ci l'emporta sur une autre question. On se demandait si le bref du pape, qui avait relevé Soulavie de ses vœux en le sécularisant, impliquait la confirmation de son mariage, sans une nouvelle bénédiction nuptiale. Le P. Barruel n'eut pas de peine à démontrer, par le texte même du bref, la nécessité d'une nouvelle cérémonie. On appela alors le curé de Saint-Thomas d'Aquin pour marier, de nouveau, avec dispense de publications de bans, Soulavie mourant à Madeleine Mayaud. Cette cérémonie eut lieu dans la soirée du 9 mars. L'abbé Pothey avait été spécialement autorisé à bénir les époux. Berthelet, un des témoins, ancien vicaire général de Mende, était un des intimes de Soulavie. La fille du mourant entendait tout, d'un cabinet voisin où elle était cachée avec M<sup>lle</sup> Poisson. Quand on eut terminé, elle pénétra auprès de son père dont, depuis huit jours, la présence presque constante d'étrangers la tenait éloignée. Deux jours après, le malade mourait sans agonie.

Quelques jours avant sa mort, Soulavie eut une longue conférence avec sa femme. Il la pria de lui pardonner les chagrins qu'il lui avait causés et la remercia de tous ses soins et de sa conduite si parfaite à son égard. Il lui fit promettre de ne pas mettre M<sup>lle</sup> Poisson à la porte immédiatement après sa mort,

mais d'attendre quelques jours, afin de ne pas fournir de nouvel aliment à la malignité publique. M<sup>me</sup> Soulavie lui demanda si cela le satisferait qu'on la gardât un mois. Il remercia en disant qu'il n'aurait pas demandé plus de quinze jours. Dans son testament, il laissa à cette fille 800 francs avec les meubles de sa chambre et sa garde-robe.

Voici les pièces relatives au mariage de Soulavie à son lit de mort :

Nous soussignés certifions que M. Allégre, prêtre du diocèse de Valence, lié d'amitié intime avec nous et avec J.-L. Soulavie, domicilié rue de Verneuil 51, nous a déclaré avoir fait des démarches auprès de M<sup>sr</sup> le cardinal Caprara, légat de sa sainteté Pie VII, afin d'obtenir un indult spécial pour bénir en face de l'Église le mariage que ledit Soulavie, prêtre, avait contracté civilement, et que S. Em. Caprara aurait accordé cet indult vers le mois de may 1810.

L'existence de cet indult est mentionnée dans la supplique envoyée à Sa Sainteté Pie VII, et de Fontainebleau renvoyée à M. Girolet.

En foi de quoi nous avons signé, à Paris, le 9 mars 1813.

ASTIER, prêtre.

SOULAVIE, prêtre du diocèse de Viviers.

J'autorise M. Pothey à bénir le mariage de M. Soulavie avec M<sup>lle</sup> Mayaud, mariés déjà civilement l'un avec l'autre, et d'après l'indult de S. E. M<sup>sr</sup> le cardinal Caprara, dont il est fait mention cy dessus, le 9 mars 1813.

Ramond LALANDE, curé à St-Thomas d'Aquin  
(mort évêque de Rodez).

Nous ne saurions mieux raconter la mort de Soulavie qu'en reproduisant la lettre suivante, adressée par son frère à M. Rouvière, à Largentière :

Paris, 20 mars 1813.

Mon cher ami,

Dieu vient de me frapper d'un coup d'autant plus douloureux qu'il était bien inattendu. Je viens de perdre mon frère mort dans mes bras. Il est rentré hautement dans les voies où nous avons été élevés ensemble par une mère très pieuse. Il a eu de graves erreurs à se reprocher dans la Révolution, mais il en détesta toujours les crimes. Depuis neuf ans, toutes ses opinions politiques étaient changées, et depuis quinze mois il se débattait contre ses remords, dont une éducation chrétienne avait laissé le germe dans son cœur. Ses anxiétés et un travail trop soutenu l'alitérent vers la mi-janvier. Il écri-

vit alors le sommaire de sa confession générale à laquelle il se préparait depuis longtemps. Il fit appeler un confesseur avec lequel il est resté dix-sept heures en cinq jours consécutifs. Il a demandé et reçu le viatique deux fois en onze jours, a demandé pardon des scandales qu'il avait donnés, et est décédé avec calme, après avoir montré constamment pendant cinquante-deux jours la foi la plus vive et les vertus qui constituent le chrétien mourant.

S'il existait quelqu'un doutant d'une puissance surnaturelle qui dompte les cœurs les plus rebelles quand il lui plaît, et qui, d'un vase de misère, fait par sa grâce et ses miséricordes un vase d'élection, l'exemple de mon frère le ramènerait à cette vérité de la foi : *Ubi abundavit delictum superabundavit gratia*. Mon frère a laissé des fragments d'une histoire de la Révolution qui eût été extrêmement curieuse. Il travaillait au plan d'un ouvrage très important : *Nécessité de la Religion et sa puissance pour la conservation de la Société*.

Il fut attaqué pour la première fois dans les *Helviennes*, ouvrage publié en 1782 pour la défense de la religion. En s'alitant, il fit inviter plusieurs fois l'abbé Barruel, auteur de cet ouvrage, à venir pour se lier d'amitié avec lui, le faire dépositaire de sa profession de foi et de sa rétractation et être insérées dans le même livre où il avait été si cruellement maltraité.

L'abbé Barruel l'a constamment visité une et deux fois par jour. Depuis ce temps, il ne cesse de publier et d'admirer la sincérité et l'énergie que mon frère a mises dans son retour. On ne lui a pas demandé de sacrifices (il a prévenu toute demande); je puis dire avec étonnement qu'il les a faits sans réserve.

Ma mère, qui fut martyre de l'amour pour ses enfants, m'avait déclaré maintes fois qu'il reviendrait à Dieu. C'est aux larmes et aux prières de cette autre Monique, de sa famille et d'un grand nombre de personnes pieuses, priant sans cesse, que nous devons la conversion de cet autre Augustin. Mon frère n'en doutait pas, car il s'écriait en levant les mains au ciel : Sainte mère, saintes tantes, saints amis, sans vos prières que serais-je devenu !

Il ne concevait pas le vertige qu'ayant approfondi les principes philosophiques et ceux de la religion, il eût pu se livrer à des rêves et laisser la réalité.

Je l'ai vu, le crucifix dans ses mains, ne plus craindre la mort et l'éternité, persuadé que, puisque Dieu faisait un miracle de sa miséricorde pour le convertir, il ne voulait pas le perdre. Il récitait des passages de l'Écriture et des prières de l'Eglise d'un ton si pénétrant que, dès lors, je l'ai regardé comme un saint et l'approchais avec vénération.

Ainsi, ce caractère si prononcé et si hardi dans les orages de la Révolution, mon frère l'a conservé éminemment dans sa pénitence. Cette pénitence n'est pas l'effet de la maladie; elle était dans son cœur depuis longtemps, et quand il l'a manifestée, ça été sans ménagement et sans réserve. Comment ne serais-je pas désolé de sa perte, lorsque tout le rendait si intéressant et si respectable ? J'en suis inconsolable. L'abattement ne me quitte plus. Je ne suis soulagé de ma peine qu'en pensant que je l'ai perdu dans le sein de Dieu, et que les vertus chrétiennes, dont il a fait preuve pendant quelques semaines,



ont réparé suffisamment à mes yeux les erreurs de vingt années, et qu'il a réalisé dans sa personne la parole du sage : *Nihil odisti eorum quæ fecisti, parcis autem omnibus quia tua sunt, domine, qui amas animas.*

J'ai employé tout ce que j'ai pu de zèle, d'amour et de religion, pour apaiser les inquiétudes de mon frère sur son salut et sa famille. Il était désolé de ne pouvoir faire les bonnes œuvres qu'il désirait. Je lui ai donné au moins la consolation d'apprendre que, depuis que je le savais malade, des personnes pieuses se succédaient pour prier pour lui sans interruption du matin au soir dans l'église des Carmes, église des nouveaux martyrs, devant l'autel de la Vierge, qu'un cierge y brûlait sans cesse, que cinq prêtres célébreraient tous les jours la sainte messe pour le salut de son âme et de son corps, que cela continuerait jusqu'au nombre de cinq cents, que dans Paris et dans les environs un grand nombre d'âmes saintes faisaient les prières les plus ferventes pour que la volonté de Dieu et ses miséricordes s'accomplissent sur lui, et qu'il ne se passerait pas un seul jour de ma vie qu'une bonne œuvre ne s'exécutât pour lui en expiation.

J'ai cru que quelques détails sur les derniers moments de mon frère pourraient vous intéresser. Il me reste à vous prier de ne pas m'oublier, moi qui suis à présent le chétif et mauvais reste d'une famille qui fut très respectable par sa foi et ses bonnes œuvres.

Soulavie fut inhumé dans l'ancien cimetière de Vaugirard depuis longtemps abandonné et qui est aujourd'hui couvert de constructions récentes. L'épithaphe suivante, munie du visa de l'autorité, fut placée sur sa tombe :

†  
Ici  
repose  
J.-L. Soulavie  
ancien ministre résident de France  
à Genève et au Valais  
membre de plusieurs sociétés savantes  
muni des sacrements de  
l'Église.  
De Profundis.

---

Soulavie, dont le testament était chez les successeurs de maître Oudinet-Fevrier, notaire rue du Bac, laissa une belle fortune pour l'époque, c'est-à-dire plusieurs centaines de mille francs, outre la maison de la rue de Verneuil. Malheureusement pour sa fille, la veuve Soulavie se laissa prendre aux belles

manières d'un de ses compatriotes de l'Ardèche, un ancien garde du corps, nommé Basile Brunel, de la commune de Gravières, et consentit à l'épouser en 1816. Ce Brunel était déjà veuf d'une demoiselle Françoise de Bournet, qui était loin d'avoir été heureuse en ménage, et dont il avait eu une fille qui fut mariée à M. Perrier, sous-inspecteur aux revues. La seconde dame Brunel ne le fut pas davantage. Brunel était joueur, débauché et il ne lui fallut pas plus de quatre ou cinq ans pour dévorer toute la fortune qu'avait laissée Soulavie. Cela fait, il disparut et on n'a jamais su ce qu'il était devenu. M<sup>me</sup> Brunel quitta alors le nom de son second mari et reprit celui de Soulavie qu'elle porta jusqu'à sa mort.

Par suite de la débâcle de sa fortune, elle eut des procès où la question de ses quatre mariages avec Soulavie fut longuement discutée au point de vue de leurs effets civils. En mars 1824, la Cour d'appel de Paris déclara nul le mariage de l'an IV et la stipulation de non-communauté dont il était accompagné, et valida l'acte de mariage célébré à Carouge en 1793. La maison rue de Verneuil 51 fut achetée par Adeline et revendue le 31 mars 1824, à MM. Destailleurs, Visconti et Journault et à M<sup>me</sup> de Montbron.

L'abbé Soulavie cadet, que nous avons laissé dans une situation assez précaire en 1793, était entré plus tard au ministère de la guerre, où il fut employé au dépôt des cartes. Il y forma une école de sept jeunes géographes avec lesquels il fit une carte de France qu'il vendit en 1815 au prix de 120.000 fr. Parmi ses élèves était Daguerre, le futur inventeur du daguerréotype. Il prit sa retraite, en 1815, de chef du dépôt des cartes, avec le grade de chef de bataillon. Mais ses fonctions au ministère ne l'avaient pas empêché de tenter une entreprise industrielle, dans laquelle il avait pour associés deux anciens Carmes et une demoiselle Alain qui le servit jusqu'à sa mort : c'était une fabrique de chocolat, industrie alors peu connue. L'établissement, situé dans la rue de Vaugirard, prospéra et quand on liquida, notre abbé-géographe-chocolatier retira pour sa part 40.000 francs qui lui servirent à acheter une ferme à Jouy-le-Châtel. En 1816, il quitta Paris pour se retirer à Villiers Templon, domaine qu'il avait acheté sur la commune de St-Mars, canton de la Ferté-Gaucher (Seine-et-Marne), comprenant environ 650 arpents. Il était à la fois maire et curé de sa commune. Il mariait les gens comme maire et bénissait ensuite leur union à l'église. Il allait voir les malades et rendait aux paysans de la contrée une foule de services. Il mourut, le 28 juillet 1834, après avoir institué le séminaire de Meaux son héritier, sous le couvert de sa gouvernante, M<sup>lle</sup> Alain, qui était très dévote. Dès l'année 1817, Soulavie cadet avait formé le projet de laisser sa fortune, évaluée 300 ou 400 mille fr., pour un établissement religieux, puisque nous avons de lui tout un projet de cette date, relatif à l'établissement d'un *Ludovicée* (ou lycée-Louis), qui devait être un véritable collège des missions étrangères où l'on aurait reçu de préférence les enfants abandonnés et les petits orphelins. La nièce du défunt, mariée, en 1828, à un avocat de la Corse, M. de Susini, attaqua le testament, et c'est M<sup>me</sup> Marie, le futur membre du gouvernement provisoire de 1848, qui fut chargé de la défense de ses intérêts. Le procès fit beaucoup de bruit, mais la cour de Paris déclara la vali-

dité du testament. Sur ces entrefaites, l'évêque de Meaux, M<sup>sr</sup> Gollard, vint à mourir, et son successeur, M<sup>sr</sup> Allou, voulut au moins adoucir l'épreuve infligée aux héritiers naturels par certaines concessions : le séminaire de Meaux constitua à M<sup>me</sup> de Susini une pension viagère de mille fr. en même temps qu'il se chargeait de l'éducation des deux enfants, en allouant à chacun une pension annuelle de 500 fr. jusqu'à leur majorité.

Madeleine Mayaud, la veuve de Soulavie aîné, mourut en 1862.

Sa fille, M<sup>me</sup> de Susini, veuve depuis longtemps, est morte en 1883. Elle avait deux enfants : un fils, récemment décédé, laissant une petite orpheline, et une fille, qui est receveuse des postes à Villemomble (Seine).

## CHAPITRE XXI

### BIBLIOGRAPHIE

#### SOMMAIRE

Les trois périodes de la vie littéraire de Soulavie. — Ouvrages imprimés qu'on a de lui. — Ouvrages restés manuscrits. — Ouvrages dont il est l'éditeur. — Ouvrages qui lui ont été faussement attribués.

La vie de Soulavie se peint tout entière dans les ouvrages qu'il a publiés et peut se diviser en trois périodes distinctes.

La première est consacrée principalement à l'étude des sciences naturelles. Soulavie parcourt les montagnes et les vallées de la région des Cévennes, sonde les divers terrains, note les productions végétales, jette partout un regard scrutateur, butine des observations pour toutes les branches de la science, et condense enfin le résultat de ses recherches et de ses inductions dans les huit volumes qui forment l'*Histoire naturelle de la France méridionale*.

La seconde période est absorbée par la politique et par des travaux historiques qui portent un cachet de polémique et de jeunesse. Les brochures de 1789 et les *Mémoires de Richelieu* en sont les productions manquantes.

La troisième se distingue par des travaux historiques où il est aisé de voir combien le jugement de Soulavie avait été mûri par les terribles événements qui s'étaient passés sous ses yeux.



*L'Histoire de la décadence de la monarchie française* est, sans contredit, le meilleur ouvrage de l'auteur. C'est aussi celui qui résume le mieux ses opinions politiques et philosophiques.

Pendant chacune de ces périodes, Soulavie fut un ardent collectionneur de pièces historiques, et l'on verra plus loin les incidents auxquels donnèrent lieu, avant et après sa mort, les précieux manuscrits qu'il avait recueillis.

Une simple nomenclature des ouvrages que Soulavie a écrits, publiés ou édités, va permettre à nos lecteurs de juger de l'étendue et de l'importance de ses travaux.

#### OUVRAGES IMPRIMÉS DE SOULAVIE

1<sup>o</sup> *Histoire de Jean d'Alonsier Allarmet de Brogny, cardinal de Viviers*. Paris, 1774, in-12. Mercier de Saint-Léger dit : « Cet ouvrage, imprimé très incorrectement, n'a pas été publié, et l'auteur n'en a fait tirer que quelques exemplaires pour ses amis (1). » On lit, d'autre part, dans une *Notice manuscrite des œuvres de Soulavie*, n° 16 : « J'ai fait imprimer en 1773 cinquante exemplaires de la vie du cardinal (de Brogny), qui n'a été annoncée nulle part, mais distribuée à quelques amis; je joins ici néanmoins la copie originale, car je n'ai pas un seul exemplaire imprimé (2). » Cet opuscule n'existe pas à la Bibliothèque Nationale, mais on le retrouve dans l'*Histoire du Vivarais* (manuscrite), dont nous avons parlé au chapitre II. Le principal document qui a servi à Soulavie pour écrire cette notice est un mémoire sur le collège Saint-Nicolas d'Avignon, dont il avait fait faire une copie qui se trouve dans un des volumes saisis chez lui après sa mort et déposés aux archives du ministère des Affaires étrangères (3).

2<sup>o</sup> *Histoire naturelle de la France méridionale*. Paris, 1780

(1) QUÉRARD, *France littéraire*.

(2) DIDOT, *Biographie générale*, article Brogny par Lamoureux.

(3) Fonds de France, n° 1626. Sur le cardinal de Brogny, voir dans notre *Essai historique sur le Vivarais pendant la guerre de Cent ans* (Tournon, Parnio, 1890) le chapitre relatif au grand schisme d'Occident.

à 1784. Première partie, les *Minéraux*, 7 vol. in-8. Deuxième partie, *Histoire physique des plantes distribuées par climats depuis les sommets alpins et glacés des Pyrénées, des Cévennes et des Alpes, jusques aux climats de la Basse-Provence*, 1 vol. L'ouvrage complet comprend donc huit volumes.

Plusieurs des études dont se compose cet ouvrage ont été publiées à part. L'*Histoire naturelle de Largentière*, qui forme une partie du 7<sup>e</sup> volume, et le discours intitulé : *Des mœurs et de leur influence sur la prospérité ou la décadence des empires*, qui se trouve dans le 5<sup>e</sup> volume, rentrent dans cette catégorie. Ce discours, imprimé en 1784, à Paris, chez Jorry, avait été composé pour la cérémonie d'ouverture des États du Languedoc en 1784, mais la thèse qu'il développe ayant déplu à l'archevêque de Toulouse, Mgr de Loménie, qui devint ensuite ministre de Louis XVI, l'auteur dut le garder pour lui et se contenter de le publier sous forme de brochure. Soulavie raconte (1) une fort curieuse conversation qu'il eut à ce propos avec l'archevêque de Toulouse. La *Chronologie physique des éruptions des volcans éteints*, qui forme le quatrième volume de l'*Histoire naturelle de la France méridionale*, et la *Géographie de la Nature*, ont été également publiées à part, la première chez Quillan, Mérigot et Belin (2). Le premier prospectus de l'*Histoire naturelle de la France méridionale* parut à Montpellier chez Martel, en 1779; on y trouve indiquée la chronologie de la formation des vallées par l'action des eaux pluviales, postérieurement à la retraite des eaux de la mer.

3<sup>e</sup> *Œuvres complètes de M. le chevalier Hamilton*, ministre de Georges III près la cour de Naples, commentées par M. l'abbé Giraud-Soulavie, 1 vol. in-8. Paris, Moutard, 1781. Le volume a 434 pages dont 276 pour le texte de Hamilton, et le reste pour les notes et commentaires de Soulavie. Il existait déjà plusieurs éditions du travail de Hamilton sur les volcans de l'Italie méridionale, dont une in-folio, avec des plan-

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 226.

(2) *Œuvres du chevalier Hamilton*, p. 471.

ches, et qui se vendait cher. Celle-ci forme la quatrième édition et l'on voit, par l'avis de l'éditeur, que Hamilton avait approuvé l'entreprise et l'avait témoigné à Soulavie. L'impression du volume ne fut terminée qu'en 1782. Dans ses commentaires, Soulavie compare les faits observés en Italie par Hamilton à ceux des anciens volcans de la France méridionale et conclut à l'uniformité de leur action et de leurs produits. Il s'élève, avec Hamilton, contre les savants de cabinet et constate que les découvertes les plus importantes, en physique et en histoire naturelle, ont été faites par les observateurs qui sont allés étudier la nature sur place ; la véritable science doit s'appuyer sur l'observation des faits. Il revient plusieurs fois sur ce sujet, en attaquant les faiseurs de nomenclatures et les compilateurs, par où l'on voit que ceux-ci l'avaient souvent attaqué.

4° *Les Classes naturelles des minéraux*. Pétersbourg, 1786, 1 vol. in-4°, avec figures. C'est le même ouvrage que les *Éléments d'histoire naturelle* dont il parle dans sa lettre au libraire Bertrand.

5° *Tableaux des anciens Grecs et Romains et des nations contemporaines*, où l'on trouve le cérémonial, la vie privée, l'état politique, civil et militaire, les sciences et les arts de l'antiquité, avec des figures coloriées, dessinées d'après des statues et des monuments antiques. Paris, Musier, 1785. Deux cahiers in-4° contenant douze sujets. Cet ouvrage devait former deux volumes, mais il n'en a pas paru davantage.

6° Brochures politiques de 1789 (voir au chapitre V).

7° *L'histoire, le cérémonial et le droit des États généraux*, Paris, février 1789, 2 vol. in-8.

Soulavie dit lui-même, dans la préface des *Mémoires de Louis XVI*, que la 2<sup>e</sup> partie seulement de cet ouvrage est de lui ; la première est du duc de Luynes.

8° *Mémoires du maréchal de Richelieu*, 9 vol. in-8. Les quatre premiers parurent en 1790. La deuxième édition, complète, en 9 vol., parut à la fin de 1792. Deux brochures déjà publiées par Soulavie en 1789 : *Réflexions impartiales sur*

*les progrès de l'art en France et Traité de la composition et de l'étude de l'histoire*, sont reproduites dans les *Mémoires de Richelieu*.

9° *La révolution du peuple génois en 1746 contre 40.000 Autrichiens*. Paris, 1792. Cet opuscule, qui figure comme étant de Soulavio, dans le catalogue de sa bibliothèque (publié en 1815), n'est évidemment que la reproduction des derniers chapitres du t. VI des *Mémoires de Richelieu*, chapitres dont l'auteur avait fait un tirage à part comme brochure politique de circonstance.

10° *Tableau des alliances naturelles et convenables à la république de France dans les conjonctures actuelles*. Mémoire lu au comité de Salut public en 1793. Mentionné dans le même catalogue comme ayant été tiré à 36 exemplaires seulement.

11° Plusieurs brochures relatives aux événements de Genève en 1793-94, dans lesquelles Soulavie rend compte de sa mission au comité de Salut public. L'une est intitulée : *l'Insurrection des clubs genevois* (36 pages) ; la seconde est une lettre sur le même sujet, adressée aux membres des comités de Salut public et de Sûreté générale (4 pages) ; la troisième est la réponse de Soulavie aux griefs formulés contre lui par les Genevois (12 pages) ; la quatrième est intitulée *Chronologie et rétablissement des dates relatives à l'Insurrection des clubs de Genève* (8 pages) ; la dernière est *l'Insurrection des clubs fusilleurs*. Ces brochures n'ont été tirées qu'à un très petit nombre d'exemplaires.

12° *Mémoires historiques et diplomatiques de Barthélemy*, depuis le 14 juillet jusqu'au 30 prairial en VII. S. l. n. d., 1 vol. in-8. « Ouvrage publié pendant sa déportation, dans l'intention d'adoucir un traitement arbitraire et cruel, ordonné par des tyrans. Cet ouvrage a paru en France trois jours avant le retour de Bonaparte de l'Égypte (octobre 1799). L'auteur n'avoue pas quelques altérations qui ont eu lieu dans le manuscrit en son absence, pendant l'impression (1). » Cet ouvrage

(1) Cette note de Soulavie se trouve dans la liste de ses ouvrages, à la fin de la Préface des *Mémoires du règne de Louis XVI*.



comprend deux parties : la première, qui a 88 pages, dut paraître à part, avant la publication de l'ouvrage entier qui, avec le supplément, comprend 223 pages. Le portrait de Barthélemy est en tête.

13° *Mémoires historiques et politiques du règne de Louis XVI.* Paris, Treuttel et Wurtz, 1801, 6 vol. in-8. Il y a trois planches (en tête des tomes I, II et VI), contenant cent quatorze portraits, représentant les princes de la maison de Bourbon et les personnages les plus connus de la fin de la monarchie et de la Révolution. L'ouvrage a été traduit en anglais.

14° *Histoire de la décadence de la monarchie française et des progrès de l'autorité royale à Copenhague, Madrid, Vienne, Stockholm, Berlin, Pétersbourg, Londres, depuis l'époque où Louis XIV fut surnommé le Grand jusqu'à la mort de Louis XVI.* Paris, Duprat-Letellier, 1803, 2 volumes in-8.

15° *Tableaux de la monarchie française, figures et tableaux,* in-4°, un vol. faisant suite à l'ouvrage précédent dont il forme une sorte d'atlas.

16° *Des droits de l'ambassadeur.* — Deux mémoires adressés sous ce titre à Napoléon I<sup>er</sup>. Paris, chez l'auteur, rue de Verneuil, n° 51. De l'imprimerie de Rougeron, rue de l'Hirondelle, n° 22 (10 janvier 1810), in-4°. Le premier mémoire a seize pages et le second vingt-quatre. Tous deux furent tirés à un petit nombre d'exemplaires, destinés à quelques grands personnages, et ne furent jamais mis dans le commerce.

#### OUVRAGES MANUSCRITS DE SOULAVIE

La liste des manuscrits de Soulavie, qui se trouve à la fin de la préface des *Mémoires de Louis XVI*, et qui est la source commune où ont puisé Quérard et les *Biographies générales*, porte les ouvrages suivants :

1° *Histoire de la Révolution française, depuis la seconde assemblée des notables jusqu'en l'an IX de la République.* Douze volumes in-8°, avec des tableaux et 200 portraits; com-

posée en partie sur les papiers du Roi apportés, après le 10 août, au comité de Surveillance, comprenant : l'histoire des cinq parties intégrantes de la Révolution sous les *Constituants*, les *Girondins*, les *Montagnards*, les *Thermidoriens* et le *Directoire exécutif*. (Soulavie annonçait, dès l'année 1792 (dans les *Mémoires historiques* de Massillon, p. 256), son *Histoire de la Révolution*, comme composée et devant former, avec les *Mémoires historiques* qu'il avait déjà publiés, « un corps très complet et bien suivi, contenant les dernières années de Louis XIV, la minorité, les règnes de Louis XV et de Louis XVI et la Révolution, dans l'espace de quatre-vingts ans ».)

2° *Du gouvernement et de la société, avant et pendant la Révolution et sous le Consulat.*

3° *Révolutions de Genève.* Ouvrage écrit sur les pièces de la légation de France à Genève, et terminé à Paris, l'an V de la République, dans les bureaux des relations extérieures, sous les yeux du gouvernement, sur les pièces officielles des ministres de Genève, sur les contre-correspondances des secrétaires de légation et des envoyés secrets du gouvernement. 2 vol. in-8°.

4° *Histoire de l'établissement et des progrès du protestantisme, depuis l'époque de Calvin et de Luther jusqu'à celle de la Révolution française.* Ouvrage écrit en partie sur les papiers du cardinal de Richelieu, le fléau des protestants en France, leur protecteur et leur ami en Allemagne; papiers conservés dans la bibliothèque du feu maréchal de Richelieu, son petit-neveu. 4 vol. in-8. (Soulavie reparle de cet ouvrage dans un autre endroit des *Mémoires du règne de Louis XVI*. Il dit que son impression doit suivre de près la publication de ces *Mémoires*. C'est dans les papiers du cardinal de Richelieu, ajoute-t-il, que j'ai trouvé des pièces que les réserves de l'ancien gouvernement ne permettaient pas de livrer à l'impression, surtout relativement aux principes diplomatiques de la France à l'égard des puissances protestantes de l'Europe. T. III, p. 289.)

5° *Développement du mémoire concerté entre B. Franklin*

et J.-L. Soulavie, cité dans le t. V, p. 194, des *Mémoires du règne de Louis XVI* et annoncé dans le *Journal de Paris* le 26 juin 1782.

6° *Dictionnaire historique des principaux personnages qui se sont fait un nom dans l'État ou la République des lettres depuis l'année 1774 jusqu'en 1800*; avec des notices historiques et littéraires sur leurs actions et sur leurs ouvrages, pour servir de supplément à tous les dictionnaires historiques qui ont paru avant la Révolution française. 1 vol. in-8°. (La notice sur le maréchal de Mailly, qui se trouve à la fin du t. II des *Pièces inédites*, est indiquée comme ayant été tirée de l'ouvrage en question, encore manuscrit.)

7° *Apologie des intentions des philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle*. Tableaux de la Révolution, extraits des ouvrages, tant de ceux qui sont décédés avant la Révolution que de ceux qui y ont pris part.

8° *Histoire du Vivarais*, in-8.

Tous ces ouvrages, à part le dernier, paraissent être restés plus ou moins à l'état de projets, au moins inachevés. L'auteur en avait sans doute réuni les éléments et peut-être rédigé une bonne partie, mais il n'eut pas le temps de mener son œuvre à bonne fin. Peut-être cependant faut-il faire une autre exception en ce qui concerne l'*Histoire de la Révolution française*. Dans ses *Pièces inédites* (1), publiées en 1809, l'auteur parle de cet ouvrage comme étant *sous presse* et appelle l'attention sur ce qu'il y dit du mécanisme des soulèvements des faubourgs de Paris, et spécialement de l'organisation de la journée du 10 août 1792. Il avait déjà traité avec son libraire lorsqu'il renonça à la terminer, à la suite de la saisie d'une partie de ses papiers en 1811. On se rappelle que Soulavie cadet, dans sa lettre à M. Rouvière, dit que son frère a laissé « des fragments d'une *Histoire de la Révolution* qui eût été extrêmement curieuse ». Il ajoute que son frère travaillait au plan d'un ouvrage très important sur la

(1) Tome I, p. 137.

*Nécessité de la religion et sa puissance pour la conservation de la société.*

A ces œuvres inédites ou incomplètes, il convient d'ajouter celle que mentionne Soulavie dans sa lettre au libraire Bertrand sur *l'Art d'observer la nature et d'en écrire l'histoire dans un département.*

#### OUVRAGES ÉDITÉS PAR SOULAVIE

1<sup>o</sup> *Mémoires de Duclos*. Paris, 1790. C'est la première édition de cet ouvrage qui ait été publiée, mais elle est incomplète.

Nous avons vu qu'elle avait paru en livraisons du 30 novembre au 30 décembre 1790.

Or, Buisson publia en 1791 deux volumes de *Mémoires secrets sur les règnes de Louis XIV et de Louis XV*, par feu Duclos, où l'on pouvait lire dans l'*Avertissement* placé en tête du premier volume :

« M. Duclos n'a malheureusement composé qu'une partie du règne de Louis XV ; nous le donnons tel qu'il l'a laissé ; nous n'y changeons pas un seul mot : très éloigné de la manie de ces intrépides éditeurs, qui savent délayer deux ou trois cents pages d'anecdotes en une douzaine de volumes, et qui, n'étant arrêtés par rien, pas même par le ridicule, le poussent jusqu'à faire parler en démocrates effrénés des hommes qui n'ont cessé d'exercer et d'afficher le despotisme pendant plus de soixante ans. »

On conçoit l'irritation que ce coup de patte dut faire éprouver à l'auteur des *Mémoires de Richelieu*. La citation suivante de Duclos, qui terminait la Notice sur Duclos, placée en tête du même volume, n'était pas davantage de nature à apaiser le conflit, car elle était évidemment à l'adresse des opinions anti-religieuses de l'ex-prêtre passé au jacobinisme le plus ardent. « On déclame beaucoup depuis un temps contre les préjugés, écrit Duclos dans ses *Considérations sur les mœurs* ;



peut-être en a-t-on trop détruit ; le préjugé est la loi du commun des hommes... Je ne puis me dispenser à ce sujet de blâmer les écrivains qui, sous prétexte d'attaquer la superstition, ce qui serait un motif louable et utile, si on s'y renfermait en philosophe citoyen, cherchent à saper les fondements de la morale, et donnent atteinte aux liens de la société : d'autant plus insensés qu'il serait dangereux pour eux-mêmes de faire des prosélytes. Le funeste effet qu'ils produisent sur les lecteurs est d'en faire dans la jeunesse de mauvais citoyens, des criminels scandaleux et des malheureux dans l'âge avancé : car il y en a peu qui aient alors le triste avantage d'être assez pervers pour être tranquilles. L'empressement avec lequel on lit ces sortes d'ouvrages ne doit pas flatter les auteurs qui, d'ailleurs, auraient du mérite. Ils ne doivent pas ignorer que les plus misérables écrivains en ce genre partagent presque également cet honneur avec eux. La satire, la licence et l'impiété n'ont jamais seules prouvé d'esprit. Les plus misérables, par ces endroits, peuvent être lus une fois ; sans leurs excès, on ne les eût jamais nommés : semblables à ces malheureux, que leur état condamnait aux ténèbres, et dont le public n'apprend les noms que par le crime et le supplice. »

Cette édition de Duclos est évidemment celle que signale Soulavie, en tête des *Mémoires de Maurepas*, comme renfermant une grave lacune de 1729 à 1757. Plus loin, il dit que Buisson a publié le brouillon de Duclos en deux volumes in-8, au lieu de donner les trois volumes qui composent cet ouvrage. « C'est ainsi que l'avidité de la librairie traite ou plutôt maltraite l'histoire ; un homme inconnu, aux gages d'un libraire, préside à l'édition de Duclos, faite sur un brouillon. »

Soulavie n'a jamais complété son édition des œuvres de Duclos. Dans ses *Pièces inédites sur les règnes de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI* (1), il nous apprend qu'il tenait du maréchal de Mailly les manuscrits originaux de Duclos en cinq volumes in-folio et que le maréchal lui avait fait promettre de

(1) Tome II, p. 402.

n'en permettre la publication qu'avec une réfutation équitable de ce que Duclos disait des quatre sœurs de Mailly. Et Soulavie ajoute : « J'ai déjà publié le t. I de cet historiographe et je remplirai mes devoirs envers M. le maréchal, quand les scellés du comité de Salut public, encore apposés à Genève sur les effets, les livres, les registres, le mobilier et les papiers de ma légation, seront levés. » Ils ne l'étaient pas encore l'année suivante, puisque dans son mémoire à Napoléon, daté de 1810, Soulavie demande que la république de Genève lui restitue, entre autres papiers, les six dernières livraisons des *Mémoires de Duclos*, dont il a publié la première avant son départ pour Genève.

2° *Mémoires du ministère du duc d'Aiguillon*. Paris, 1790, 1 vol. in-8. Ces mémoires auraient été composés par Mirabeau sur les notes et les pièces fournies par le maréchal de Richelieu. Soulavie reproduit plusieurs fois cette assertion dans les *Mém. du règne de Louis XVI*, t. I, p. cxvi, 48, 144, 295, etc.

3° *Correspondance du cardinal de Tencin, ministre d'État, et de M<sup>me</sup> de Tencin, sa sœur, avec le duc de Richelieu*, sur les intrigues de la cour de France depuis 1742 jusqu'en 1757, et surtout pendant la faveur des dames de Mailly, de Vintimille, de Lauraguais, de Châteauroux et de Pompadour. 1790, 1 vol. in-8 d'un format un peu plus grand que le reste de la collection.

4° *Œuvres complètes de Louis de Saint-Simon, duc et pair de France, etc., pour servir à l'histoire de Louis XIV, de la Régence et de Louis XV*. Avec des notes, des explications et des additions, à la fin de chaque volume, extraites des correspondances et des portefeuilles de l'auteur et de plusieurs princes et seigneurs ses contemporains. A Strasbourg, chez J.-G. Treuttel, libraire, et se trouve à Paris, chez Onfroy, libraire, rue Saint-Victor. 1791, 13 vol. in-8.

Ici, comme pour les *Mémoires de Duclos*, Soulavie est le premier éditeur d'un ouvrage célèbre. M. Armand Baschet (1)

(1) *Le duc de Saint-Simon, son cabinet et l'historique de ses manuscrits*. Plon, 1874, préface.

attribue même à Soulavie les premiers extraits de Saint-Simon parus en 1781 dans un recueil intitulé : *Pièces intéressantes et peu connues pour servir à l'histoire*, ainsi que le *Second extrait du mémorial ou recueil d'anecdotes de M. Duc*, parus en 1784, et enfin les trois volumes parus en 1786 sous le titre : *la Galerie de l'ancienne cour ou Mémoires et anecdotes pour servir à l'histoire des règnes de Louis XIV et de Louis XV*. Quérard, de son côté, attribue à Soulavie la publication des *Mémoires du duc de Saint-Simon* en sept volumes qui eut lieu en 1788 et 1789, mais le langage de Soulavie dans divers passages de ses ouvrages, où il mentionne la publication en treize volumes de 1791, autorise à croire que Baschet et Quérard sont dans l'erreur. On peut lire, à l'égard du premier, un passage des *Mémoires de Richelieu* (2<sup>e</sup> édition, I, 73) et un avis placé en tête de chaque volume des *Mémoires du règne de Louis XVI*. Quant au second, il aurait pu voir, en tête des *Mémoires de Maurepas*, que Soulavie signale les *Mémoires de Saint-Simon* parus en trois, puis en sept volumes, en 1788 et 1789, comme une de ces publications « que des anonymes et les subalternes de l'ancien gouvernement ont opposées depuis quelque temps à la vérité de l'histoire » et qui furent la cause de sa brouille avec le libraire Buisson.

M. Baschet fait ressortir l'énormité de l'assertion de Soulavie insinuant en 1791 que ses treize volumes constituent les *Œuvres complètes* du duc de Saint-Simon. Il juge ces treize volumes en disant que « ce sont des pages du duc de Saint-Simon accommodées à la mode de Soulavie ».

Baschet montre que Soulavie a eu connaissance des extraits faits par l'abbé de Voisenon dans les pièces jointes au manuscrit original des *Mémoires de Saint-Simon* (pièces formant onze portefeuilles aux archives des Affaires étrangères). Plus tard, en 1793, quand il eut accès au Dépôt des affaires étrangères à Versailles, en compagnie de Verninac, sur un ordre de Garat, ministre de la Justice, faisant par intérim les fonctions de ministre de l'Intérieur, ordre daté du 17 février 93, il eut conscience sans doute de l'énormité de ses assertions, car

depuis il n'a plus parlé publiquement de ses *Œuvres complètes* du duc de Saint-Simon.

5° *Mémoires de Maurepas*. Paris, Buisson, 1791 et 1792, 4 vol. in-8.

6° *Mémoires de la minorité de Louis XV*, par Massillon. Paris, Buisson, 1792, 1 vol. in-8. Une nouvelle édition a été publiée en 1805.

7° *Politique de tous les cabinets de l'Europe sous Louis XV et Louis XVI*. Chez Buisson, libraire, 1793, 2 vol. in-8. Ce livre, que Soulavie publia au printemps de 1793, contient la substance de la diplomatie secrète du comte de Broglie, plusieurs mémoires de Vergennes et les *Conjectures raisonnées* de Favier.

8° *Mémoires historiques et anecdotes de la cour de France pendant la faveur de la marquise de Pompadour*, avec douze estampes gravées par elle, sous les yeux du Roi, sur les principaux événements de son règne. Ouvrage conservé dans les portefeuilles de M<sup>me</sup> la maréchale d'\*\*\* (Estrées), précédé d'un *Traité sur les transactions sociales après la subversion d'un grand Empire, opérée par l'immoralité et l'anarchie*, par J.-L. Soulavie l'ainé, auteur des *Mémoires historiques du règne de Louis XVI*. — A Paris, chez Arthur Bertrand, 1802, 1 vol. in-8). — Cet ouvrage est extrait des manuscrits du duc de Luynes. Il n'y a de Soulavie que les soixante-quatre premières pages formées de l'épître dédicatoire adressée *Aux souverains de l'Europe*, des *Considérations préliminaires* sur les mœurs de la France sous le cardinal de Fleury et sous M<sup>me</sup> de Pompadour, et du *Traité sur les transactions sociales*, qui contient le germe des idées que Soulavie développa peu après dans l'*Histoire de la Décadence de la monarchie française* (le tout daté du 12 prairial an X (1<sup>er</sup> juin 1802)). Les *Anecdotes de la cour de France*, publiées vers 1855 par la bibliothèque des chemins de fer (Hachette), ne sont qu'une reproduction du volume de Soulavie.

9° *Pièces inédites sur les règnes de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI*. Ouvrage dans lequel on trouve des Mémoires,



des Notices historiques et des lettres de Louis XIV, de M<sup>me</sup> de Maintenon, des maréchaux de Villars, de Berwick et d'Asfeld, etc., — et la chronique scandaleuse de la cour de Philippe d'Orléans, régent de France, écrite par le duc de Richelieu, etc., etc. A Paris, chez Léopold Collin, 1809, 2 vol. in-8°.

Quelques biographes ont encore attribué à Soulavie les ouvrages suivants :

*Correspondance particulière du comte de Saint-Germain, ministre de la Guerre.* Paris, 1789, in-8° ;

*Correspondance particulière et historique du maréchal duc de Richelieu en 1756-58 avec M. Paris du Vernay, conseiller d'État, suivie des Mémoires relatifs à l'expédition de Minorque en 1756 et précédée d'une notice sur la vie du Maréchal.* Londres (Paris), 1789, 2 vol. in-8° ;

Et enfin les *Mémoires du duc de Choiseul*, en 2 vol. publiés en 1790.

Mais ce sont là des suppositions que rien ne justifie et l'absence de tout indice à cet égard dans les ouvrages de Soulavie, toujours si disposé à rappeler ses livres au public, montre assez qu'il n'est pour rien dans les trois publications ci-dessus.

En ce qui concerne les « *Mémoires de Choiseul*, écrits par lui-même et imprimés sous ses yeux dans son cabinet, à Chanteloup en 1778 » et publiés à Paris en 2 vol. chez Buisson en 1790, on trouve, dans divers ouvrages de Soulavie, la preuve que, loin d'être de lui, cette publication était d'un concurrent payé par le libraire Buisson. La note et la lettre placées en tête des *Mémoires de Maurepas* ne laissent aucun doute à cet égard.

Voici d'autres indices à l'appui. Soulavie écrivait en 1792 : « Après la mort de Louis XV, le duc de Choiseul, que ce roi avait comblé de bienfaits, écrivait des horreurs contre lui dans ses *Mémoires* encore manuscrits et même des pièces de théâtre de mauvais goût dans le tome II des *Mémoires* imprimés (1). »

(1) Voir les *Mémoires de Richelieu*, IX, 308, 475 et 508.

Les *Mémoires du règne de Louis XVI*, parus en 1801, contiennent ceci :

« Exilé à Chanteloup, le duc de Choiseul écrivait les *Mémoires* de son ministère qui seront sans doute publiés : les lambeaux que nous en avons font désirer le reste, non sans doute comme monument capable de fixer un jugement, mais comme pièce historique produite par un chef de parti qui en accuse un autre (1). »

En 1802, il écrit dans un autre ouvrage :

« Les *Mémoires*, imprimés à Chanteloup huit ans après son exil pour l'instruction de ses amis sont réimprimés en 1790 pour le public pendant la captivité de Louis XVI détenu aux Tuileries. Cet infortuné y lit les prophéties amères du duc qui lui annonce en 1778 la ruine de sa dynastie accélérée par les faiblesses du prince... Louis XVI répond aux *Mémoires de Choiseul* en publiant l'examen de son ministère, que M. de la Borde, son agent, insère, par ses ordres, dans les *Mémoires du ministère du duc d'Aiguillon* (2)... »

Il paraît du reste que Soulavie avait projeté une publication portant le même titre et que, Buisson ayant refusé d'entreprendre cette affaire, il aurait laissé à sa mort un canevas et des fragments de cet ouvrage. « Ces pièces auraient disparu des archives du ministère des Affaires étrangères, où elles étaient avant 1848. Quant aux autres *Mémoires* de Choiseul, ils sont encore aujourd'hui entre les mains de ses légitimes héritiers et sont inconnus du public (3). »

On a encore attribué à Soulavie l'*Histoire de la guerre civile et des malheurs qu'elle a occasionnés en France de 1789 à 1799*. Paris, Lerouge, 1803, 3 vol. in-8. Cet ouvrage est de Nongaret, l'auteur de l'*Histoire du règne de Louis XVI*.

Quant à la *Vie privée du maréchal de Richelieu*, en 3 volumes, Buisson, 1791, on a vu que Soulavie, dans sa lettre au duc de Fronsac (*Moniteur* du 20 janvier 1791), l'attribue à

(1) Tome I, p. 139.

(2) *Histoire de la décadence*, III, 265 et 271.

(3) *Revue historique*, t. XXV. *Les papiers de Soulavie*, par M. Flammermont.

Sénac de Meilhan et la dénonce comme un plagiat des quatre premiers volumes des *Mémoires de Richelieu* qu'il venait de publier (1). Mais c'est une erreur. L'ouvrage est de l'auteur dramatique Faur, qui était alors secrétaire du duc de Fronsac.

Il faut également retrancher du bagage de Soulavie une *Vie privée de Louis XV* (2), publiée à Londres, qui lui a été quelquefois attribuée. Cet ouvrage est de Mouffe-d'Angerville.

(1) Voir au t. I<sup>er</sup> de cet ouvrage, p. 55.

(2) *Vie privée de Louis XV* ou principaux événements, particularités et anecdotes de son règne. Londres, Liton, 1781, 4 tomes en 2 vol. in-12.

## CHAPITRE XXII

### PAPIERS ET COLLECTIONS DE SOULAVIE

#### SOMMAIRE

La correspondance du ministère secret de Louis XV. — Lettre de Soulavie à Cambacérès (octobre 1809). — Mémoires à l'Empereur (janvier 1810). — Lettre à M. de Ségur. — Saisie des papiers de Soulavie (1811). — Lettre de Soulavie au ministre de la Police (mai 1812). — Scellés mis sur ses papiers après sa mort. — Etat de ses manuscrits. — Lettre de l'abbé Soulavie cadet au général de Chambarlhac. — Indemnité de 20.000 fr. allouée à la famille de Soulavie, réduite plus tard à 4.000. — Inventaire des documents transportés aux archives du ministère des Affaires étrangères. — Lettre du comte de Hauterive sur le Masque de fer. — Vente de la bibliothèque de Soulavie. — Sa collection d'estampes. — Le dessin de David représentant Marie-Antoinette conduite à l'échafaud. — L'histoire écrite et l'histoire monumentale. — Attaques sans preuves contre la probité de Soulavie.

Il a été souvent question dans cet ouvrage du ministère secret de Louis XV. Soulavie en avait ardemment adopté les principes, et l'on a pu voir que toute sa carrière d'historien et d'homme politique avait été employée à en propager les idées et en provoquer l'application. C'est lui qui, le premier, à la suite de ses découvertes dans les papiers de Louis XVI, après la journée du 10 août, donna au public un aperçu de l'histoire du ministère secret avec le fameux mémoire de Favier. Il avait mis non moins d'ardeur à en reconstituer les archives, et sa passion de collectionneur en a sauvé au moins une bonne partie. Grâce à lui, M. Boutaric (1) a pu travailler

(1) *Correspondance secrète de Louis XV*. Plon, 1866, 2 vol. in-8.



sur des documents authentiques, et M. le duc de Broglie, s'aidant en outre de ses papiers de famille, a pu écrire le *Secret du Roi* (1) qui, en présentant le tableau complet de l'origine, du but et de toutes les péripéties de la diplomatie intime de Louis XV, de 1752 à 1774, éclaire d'un jour nouveau les dessous de la politique européenne de ce temps-là. On y voit notamment, en même temps que la clairvoyance de certains agents secrets de Louis XV, les hésitations et l'impuissance de ce monarque vis-à-vis des agissements des trois cours du Nord coalisées contre l'infortunée Pologne. « Par une politique singulière, dit l'auteur du livre, ce que le débile Louis XV a pris soin de déguiser pendant vingt ans à ses agents comme à ses ministres, c'est ce qu'il y avait de meilleur en lui-même... » Le duc de Broglie, après avoir rappelé l'offre faite par Soulavie en 1810 de céder au gouvernement ses collections, au premier rang desquelles figurait « ce qu'il appelait avec un peu d'emphase les archives du ministère secret », ajoute : « La négociation entamée avec lui n'aboutit qu'après sa mort. Sa veuve et ses héritiers reçurent du ministère une somme de 20.000 fr. pour une acquisition qui valait, à dire le vrai, bien davantage. Comment Soulavie s'était-il procuré ces pièces importantes ? Étaient-ce des minutes conservées par le comte de Broglie à l'insu du Roi, puis confiées par lui à quelque dépositaire infidèle, qui les aura livrées après la mort du comte et quand l'émigration eut dispersé toute sa famille ? Ont-elles été, au contraire, soustraites à quelque dépôt public dans ces jours d'orage ? C'est ce qu'il est difficile de savoir, Soulavie n'ayant jamais donné à cet égard que des explications peu satisfaisantes. De quelque façon qu'il fût entré en possession de ce qui appartenait légitimement à l'État, il faut lui savoir gré d'en avoir fait restitution (2)... »

Il y a dans ces lignes quelques inexactitudes à relever. Au lieu d'une négociation entamée avec Soulavie de son vivant, il

(1) *Le secret du Roi*, correspondance secrète de Louis XV avec ses agents diplomatiques. Calmann-Lévy, 1879, 2 vol. in-8.

(2) Préface du *Secret du Roi*, p. vi.

y eut deux saisies de ses papiers, l'une avant et l'autre après sa mort. Il est vrai qu'on alloua une indemnité de 20.000 fr. à ses héritiers, mais cette somme, après 1815, fut réduite à 4.000 par le duc de Richelieu.

Les archives du ministère secret de Louis XV, du moins ce qu'en possédait Soulavie, furent le noyau de l'importante collection de manuscrits, d'imprimés et d'estampes, qu'il avait réunie et qui a été malheureusement dispersée après sa mort. Nous allons exposer aussi brièvement que possible la série de faits et de pièces qui éclairent l'histoire de cette collection, et nous aimons à croire que les explications plus complètes de Soulavie, que nous avons à communiquer, dissiperont les doutes qu'a pu laisser au public le langage de M. le duc de Broglie.



Le 3 octobre 1809, Soulavie écrivait au prince archichancelier (Cambacérès) pour lui exposer qu'il possédait, « dès l'époque de l'ancien régime, » la plupart des pièces du ministère secret de Louis XV. — Il a beaucoup augmenté cette collection qui se compose aujourd'hui de 32 volumes in-folio et douze in-4°. Il cite des extraits de journaux prouvant que cette collection est depuis longtemps entre ses mains. Dans toutes les occasions, il a communiqué aux pouvoirs exécutifs, qui se sont succédé, ce qu'il a cru de leurs intérêts qu'ils connussent ; mais, ajoute-t-il, « en continuant mes acquisitions, celles que j'ai faites depuis peu de jours m'ont paru d'une telle importance que je me crois tenu, en l'absence de S. M., de vous en donner avis (1). »

M. Lavollée répond, le 6 octobre, au nom du prince archichancelier : « Les détails contenus dans votre lettre ont été lus avec intérêt par S. A. S. L'utilité de vos collections ne lui paraît pas incertaine, et il est à désirer que vous puissiez

(1) Cette pièce, comme la plupart de celles qui seront mentionnées dans ce chapitre, se trouve aux Archives Nationales, F<sup>7</sup> 6.572.

les conduire à l'état de perfection qu'elles doivent avoir. Si vous êtes dans le cas, Monsieur, d'avoir recours à l'intervention du gouvernement, Monseigneur estime que c'est par S. E. le ministre des Relations extérieures, ou par S. E. le ministre de l'Intérieur, que votre demande doit parvenir à S. M. I. et R. Monseigneur ne peut, en l'absence de S. M., rien statuer à cet égard, attendu que ses attributions sont circonscrites. Mais si l'Empereur daigne le consulter, le prince aura un vrai plaisir à lui dire la bonne opinion qu'il a de vos ouvrages et des intentions de l'auteur. »

Soulavie écrivit une nouvelle lettre, le 14 janvier 1810, au prince archichancelier. — M. Lavollée répondit, dès le lendemain, qu'il avait mis sous les yeux du prince cette lettre ainsi que les deux mémoires qui y étaient joints. Le prince les lira, mais il n'a pas voulu différer ses remerciements.

Le 15 janvier, Soulavie écrivait à l'Empereur :

Sire,

Les archives du ministère secret de Louis XV, deux fois saisies en 1765 par le duc de Choiseul, deux fois rendues par M. de Sartines au Roi ; distribuées aux initiés en 1766 par ses ordres ; condamnées au feu en 1774 par Louis XVI ; acquises peu à peu depuis 1782 et classées par mes soins ; transportées à Genève en 1793 ; mutilées en 1794 pendant le pillage de la légation par la force armée des clubs insurgés ; envoyées au comité de Salut public et renvoyées chez moi par la personne délicate qui le présidait (S. A. S. M. l'archichancelier), viennent d'être augmentées de trois manuscrits in-folio acquis à la mort du dernier écrivain appelé au secret, qui ne doivent appartenir qu'à V. M. Ils traitent de la *défense des côtes ; des opérations faites en Angleterre par ordre du Roi pour une descente et pour la ruine du trône de Georges III*. Je supplie V. M. de me permettre de porter ces travaux à ses pieds avec deux mémoires adressés à elle en son conseil.

La lettre suivante, datée du 25 janvier 1810, était adressée sans doute à Cambacérès :

Monseigneur,

Plus V. E. multipliera les questions sur les documents du secret de Louis XV, plus elle trouvera de droiture et de délicatesse. Je pose sous ses yeux les preuves des réponses que j'ai eu l'honneur de lui faire. C'est S. E. M. le comte de Ségur qui me les fournit, comme éditeur d'un mémoire trouvé le 10 août

chez le Roi, composé par le comte de Broglie, dernier directeur du ministère secret. J'ai l'honneur de vous l'adresser.

1° Il est constant qu'à la mort de Louis XV les papiers du secret étaient dispersés en différents dépôts à Paris. Le comte de Broglie exilé demandait d'être rappelé pour les réunir (pages 94 et 95) ;

2° Il est constant que les 10.000 fr. par mois de traitement, accordés aux agents secrets dépositaires, n'étaient pas même arrêtés à la mort de Louis XV (p. 95) ;

3° Il est constant que Louis XVI ordonna au comte de Vergennes et au maréchal du Muy de brûler tous les monuments de la correspondance secrète et que ces deux ministres supplièrent le Roi d'en excepter les papiers sur la descende (p. 105) ;

4° Il est constant que le comte de Broglie déclara au Roi que ces deux ministres ayant examiné les papiers les avaient brûlés (pp. 212 et 213).

Initié par le maréchal de Richelieu aux mystères du Roi, j'ai acquis peu à peu ces papiers anéantis et perdus par leur dispersion par ordre de Louis XV, et par leur suppression par ordre de Louis XVI. Les travaux pour la descende sont la dernière acquisition. Exécutés deux fois, ils avaient coûté 400.000 francs à Louis XV. Si S. M. agréé que je porte à ses pieds ce monument, je serai trop satisfait.

Je suis avec un profond respect,

Monseigneur,

De Votre Excellence

Le très humble et très obéissant serviteur,

Les deux Mémoires, annoncés dans la lettre de Soulavie à l'Empereur, portent la date du 10 janvier 1810. Imprimés à un très petit nombre d'exemplaires, ils sont devenus littéralement introuvables et n'existent même pas dans les grandes bibliothèques de Paris. On y trouve un curieux précis historique du ministère secret de Louis XV, et un exposé des événements qui marquèrent la mission de Soulavie à Genève. Sur ce dernier point, nos lecteurs sont suffisamment édifiés et nous laissons de côté tout ce qui s'y rapporte, mais nous croyons qu'on nous saura gré de reproduire le reste. Voici donc la partie essentielle de ces documents :

SIRE,

Peu de temps avant la mort du cardinal Fleury, Louis XV institua un ministère secret, dont les agents, inconnus les uns aux autres, répandus dans nos légations européennes, et en France dans divers bureaux, correspondaient avec un ministre qui travaillait en particulier avec le Roi et recevait ses ordres. Ce prince voulut que cette institution fût un secret d'État. Il la cacha d'abord



dans le palais d'un prince de son sang. Il l'établit ensuite, à l'insu de ses ministres, dans une division du département des affaires étrangères. Il initia fort tard la police dans son secret, et M. de Sartines avoua qu'il se trouvait dans un monde nouveau. Enfin, quand le Roi eut signé son alliance avec l'Autriche, il plaça son institution dans le sein d'une famille qui s'était illustrée dans toutes les discussions politiques et militaires de la France contre cette maison.

Les instructions de ce ministère, opposé aux intérêts des Russes, des Anglais et de l'Autriche, furent devinées par leurs effets. Le feu prince de Conti, qui en fut le premier directeur, devait être récompensé de ses travaux et de ses moyens par une couronne héréditaire en Pologne, en opposition avec les successeurs de Pierre le Grand ; mais, destitué du commandement des armées et éloigné de ses conférences intimes avec le Roi par les intrigues de M<sup>me</sup> de Pompadour, le prince de Conti, infidèle à ses devoirs, alla se jeter dans le sein des Parlements, qu'il rendit les instruments de ses desseins et de ses vengeances. M. Tercier, premier commis des affaires étrangères, lui succéda, et mourut fidèle à l'honneur, destitué de son emploi des affaires étrangères sous d'autres prétextes. Le comte de Broglie, ambassadeur en Pologne, dernier directeur du secret, lutta le reste de sa vie contre les proscriptions, les exils et les intrigues du ministère des Affaires étrangères devenu l'esclave de la cour de Vienne. Prédestiné au malheur, comme les agents, les écrivains et les directeurs de cette institution, il mourut laissant les archives secrètes disséminées, cachées, oubliées et perdues dans les divers faubourgs de la capitale, dont je les ai tirées à peu près depuis 1782.

C'est la notice des travaux de ce ministère secret, la trace et le sort singulier de ces archives mutilées à Genève, que j'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté. Le prince de Conti, disgracié, en avait fait deux parts. La première passa dans les mains de son successeur ; la seconde, dans celles de ses officiers. A la mort de M. Tercier, le duc de Choiseul, instruit ou soupçonneux, fit apposer des scellés sur ses papiers ; mais le comte de Broglie, qui les avait mis en sûreté, avait laissé à la curiosité de ce ministre deux cents morceaux de parchemin du xiv<sup>e</sup> siècle et divers mémoires de littérature, avec lesquels M. Tercier, membre de l'académie des inscriptions, enveloppait son ministère réel. Le duc de Choiseul déconcerté jeta à la Bastille, par ordre du Roi, M. Drouet, secrétaire général de l'institution, et fit sceller tous ses papiers. Mais M. de Sartines, initié et admis à la hâte au secret, rendit à ce prince ses archives intactes, et invita le duc de Choiseul à vérifier une masse lourde et informe de procédures et de papiers de famille que le comte de Broglie avait substituée. Fréquemment inquiété par ces archives, Louis XV ordonna au comte de Broglie de les diviser et de les répartir dans les mains des agents et des écrivains initiés. La mort l'ayant surpris en 1774, pendant l'exil du comte de Broglie, qu'il retenait à Ruffec, ce politique intéressé à expliquer à Louis XVI les motifs d'une disgrâce éclatante et simulée, et à lui prouver que, du fond de son exil, il travaillait avec son aïeul, demanda au jeune roi la *favor* d'être mis à la Bastille ou la permission de rentrer dans Paris. Les documents de son mystérieux ministère y étaient disséminés. Il désirait de les réunir et de liquider le traitement des écrivains, des agents et des employés, dépositi-

taires des papiers. Louis XVI, accordant ses bonnes grâces au comte de Broglie, ordonna au comte de Vergennes et au maréchal du Muy d'examiner ces papiers et de les brûler. Tous ces faits, conservés avec exactitude dans les Mémoires du comte de Broglie, ont été publiés par S. E. M. le comte de Ségur, t. 1<sup>er</sup>, pages 94 et 105. Mais on lit dans cet ouvrage, trouvé après le 10 août dans le cabinet de Louis XVI, pp. 211 et 212, que tous les papiers du ministère secret furent brûlés. Cette opinion mérite d'être examinée.

En effet, les documents originaux de cette institution n'avaient pas été brûlés, puisque je les possède. Occupé de l'étude des papiers diplomatiques du cardinal de Richelieu et des matériaux de l'histoire du xviii<sup>e</sup> siècle, que son petit-neveu, M. le maréchal de Richelieu, avait recueillis pendant soixante ans dans son cabinet, je m'assurai que les archives secrètes du feu Roi étaient éparses mais intactes, et que le comte de Broglie était mort avant de les avoir rassemblées. M. de Richelieu, qui avait contribué, avec M<sup>me</sup> de Châteauroux, à l'établissement du ministère secret, était seul instruit des causes de son institution et des événements qu'il avait amenés. Ses indices, ceux de M. de Luynes, me firent prendre la résolution dangereuse de les rassembler.

J'acquis des officiers du feu prince de Conti une collection de cent volumes imprimés sur l'administration depuis Louis XIV ; une singulière collection de batailles gagnées et gravées par les Français et par leurs ennemis ; la collection des figures satyriques de Romain d'Hogge contre Louis XIV, et treize manuscrits historiques et diplomatiques. Ces documents, qui avaient appartenu au ministère secret pendant la direction du prince de Conti, furent les trois noyaux

1<sup>o</sup> De quarante volumes *in-folio* et quatorze volumes *in-4<sup>o</sup>* acquis peu à peu, et composant (aujourd'hui 20 décembre 1809) les archives réunies, classées et manuscrites du ministère secret ;

2<sup>o</sup> De plus de trente mille imprimés sur l'histoire et l'administration depuis Louis XIV ;

3<sup>o</sup> Et de vingt-deux mille estampes sur l'Histoire de France.

Je recueillis en même temps plusieurs mémoires qui sont inédits et les mémoires de *Duclos*, *Massillon*, *Maurepas*, *Saint-Simon*, *Pompadour*, *d'Aiguillon*. A l'exception des mémoires de Marmontel, je ne connais pas d'autres historiens contemporains de Louis XV. Or, la publication de ces mémoires originaux et celle des *Mémoires de Richelieu* ont pris dans les papiers publics de 1789 et 1790, et surtout dans le *Moniteur* du 7 décembre 1790, des dates certaines auxquelles je suis forcé d'avoir recours. D'un autre côté, les *Mémoires de Richelieu* citent les documents de la correspondance secrète de Louis XV, comme pièces justificatives d'où proviennent diverses anecdotes relatées dans cet ouvrage. Je constate donc que ces papiers étaient notoirement ma propriété, dans le temps que je composais les ouvrages où ils sont cités. Et me croyant obligé de me présenter irréprochable sur la possession des papiers du secret du Roi, et des mémoires historiques de son règne dont je réclame le retour de Genève, je cite toutes les dates authentiques qui constatent la jouissance paisible de mes collections historiques et diplomatiques en 1789 et 1790. Je détruis par les journaux de 1790 les diffamations des jour-

naux de l'an III, qui répandaient que ces documents provenaient des dévastations du 10 août. Je démontre que mes études historiques, dans les papiers de Louis XVI, n'ont pu me procurer, en 1792, des documents politiques et historiques cités, possédés ou publiés en 1790. Je prouve que le Roi lui-même ne possédait pas les papiers du secret de son aïeul, puisque les mémoires du comte de Broglie, sortis de son cabinet en 1792 et publiés en 1793, constatent que les papiers du secret étaient dispersés en 1764 et brûlés en 1775, par ordre de ces deux derniers rois. Mon droit sur les trois divisions de mon cabinet mutilé à Genève, sur les mémoires historiques publiés et inédits, sur les papiers du secret, sur les 22.000 estampes, sur les 35.000 imprimés, est donc pur et légitime. Cette propriété est le résultat d'une industrie active, permanente et surtout périlleuse depuis 1782. Ces différents documents gravés, imprimés, recueillis jour par jour depuis 27 ans; ces manuscrits divisés et répandus dans les mains de vingt initiés dans les secrets du Roi qui ne se connaissaient pas; ces papiers oubliés, perdus, dispersés, vendus et revendus après leur mort, n'avaient plus aucun prix. Leur réunion et leur classification leur ont rendu leur importance.

Les sources et les moyens de leur acquisition sont également pures. Du produit de la vente des premiers mémoires historiques, trois fois réimprimés, j'ai acquis des biens-fonds. Les revenus ont alimenté les acquisitions subséquentes. Dans l'affluence des acquisitions casuelles et variables, j'ai vendu à feu M. Trusson, rue du Regard, la propriété n° 91. J'ai vendu à M. Le Roi les propriétés numérotées 82, 84, 86, rue de Vaugirard. J'ai grevé de plus de 30.000 francs ma colonne des hypothèques prises contre moi. L'industrie, l'économie et l'activité ont donc créé un monument qui tire son prix de son assemblage et de sa classification. *Domine, quinque talenta tradidisti mihi; ecce alia quinque lucratus sum.*

Ce monument est composé :

DE TOUT CE QUI A ÉTÉ PEINT sur l'histoire de France par le talent pittoresque des artistes français, composant 152 volumes in-folio d'estampes. Le ministère secret n'en avait laissé que 77 ;

DE TOUT CE QUI A ÉTÉ IMPRIMÉ sur le XVIII<sup>e</sup> siècle par nos administrateurs, nos historiens, nos diplomates, nos commerçants. Il y en a 40.000 imprimés. Le ministère en avait laissé cent ;

ET DE TOUT CE QUI A ÉTÉ PENSÉ en secret, prévu, proposé et contredit sur la France et sur l'étranger dans les ouvrages inédits et mystérieux des écrivains que le secret du Roi, leur opposition à son ministère égaré, leur patriotisme à toute épreuve, et des persécutions éclatantes formèrent HOMMES D'ÉTAT, conservateurs de nos antiques traditions et de notre diplomatie territoriale, quand le ministère officiel et visible du prince, esclave de l'étranger, ne travaillait plus qu'à la ruine de la France. Ce sont de tels monuments inconnus que j'ai recueillis. Si l'ancien régime les avait condamnés au feu, c'est que l'infortuné monarque, surveillé de si près, croyait étouffer des querelles nationales. S'il supprima le ministère secret soupçonné et poursuivi avec tant d'acharnement par les cours étrangères, c'est qu'il crut les apaiser. J'ai fait tout ce qu'un bon Français devait faire quand, initié par le petit-



neveu du grand cardinal de Richelieu, je m'occupai, dès 1782, du recueil des manuscrits et de la continuation jusqu'en 1810 de la collection des estampes et des imprimés ; mais je ne cessai de communiquer à l'État les découvertes que je croyais lui être utiles.

J'adressai à M. Necker le traité inédit de *l'administration des finances en France*, dont il prit le titre et les vues ;

A un grand de l'État, à la mort de M. de Vergennes, l'offre de remettre les papiers du secret de Louis XV à son successeur, qui ne voulut pas qu'on constatât qu'il avait été trompé par ses ministres : M. de Vergennes, M. du Muy et M. de Sartines lui avaient déclaré que les papiers étaient brûlés ;

A l'assemblée primitive du bailliage de Caen pour les cahiers, un article ainsi conçu : *Sera suppliée Sa Majesté d'accorder la revision de nos traités et l'examen des papiers de la correspondance secrète de Louis XV, afin que la France n'envoie plus cent mille Français en Allemagne pour y détruire les possessions de l'Autriche au profit de Frédéric, comme en 1741 ; ni cent mille Français en faveur de Marie-Thérèse pour détruire les possessions de Frédéric comme en 1757.* Le duc de Coigny fit enlever et les copies des traités et le projet de cahier, et la personne du rédacteur ;

Au conseil exécutif provisoire, après le 10 août, le résultat de la doctrine du ministère secret sur chaque puissance européenne applicable à ce moment-là ;

Au comité de Salut public, le même travail, avec le plan de l'organisation d'une correspondance secrète pour l'opposer aux projets de Piltitz, que ce comité demanda ;

Au chef d'une grande puissance, par ordre particulier d'un comité et par la voie du président d'une académie qui avait des communications immédiates avec lui, l'avis que, le jour de sa déclaration de guerre à la France, on répondrait par la publication des dépêches diplomatiques relatives aux trois époques importantes de son règne (1) ;

Aux représentants du peuple devant Toulon, et à M. Rozière, secrétaire de la marine, les pièces officielles du siège de ce port, attaqué en 1704 par les Anglais, conservées dans un ouvrage appartenant au ministère secret ;

Au Directoire Exécutif, la preuve instrumentale de la vénalité du ministre Thugut, pour la faire parvenir à Votre Majesté, qui, victorieuse de la cour de Vienne en Italie, traitait avec elle ;

A feu M. Portalis, peu de jours avant la mort du cardinal d'York, un mémoire sur ses archives pour obtenir le retour des plans de descente en Angleterre payés par la France, et les correspondances de l'ancien parti français à Londres, constatant les projets permanents des wighs contre la France, manifestés par les jacobites à notre clergé et aux prétendants ;

A l'un des grands de l'Empire de Votre Majesté, alors à Bayonne, les négociations des ambassadeurs de Henri IV à Vervins, sur les réserves inaliénables de la France sur l'Espagne stipulées dans le traité ;

A S. Exc. M. de Talleyrand, ministre de V. M., pour remplir une lacune

(1) Cet article concerne la Russie. Voir au chap. xix de cet ouvrage.



de son dépôt, les *Mémoires du cardinal de Fleury, d'Argenson, etc.*, acquis par le comte de Broglie de la nièce de Le Dran, premier commis des affaires étrangères ;

A la république des lettres : 1<sup>o</sup> les *Mémoires du Maréchal de Richelieu*, publiés en 1789 contre les ministères qui depuis Louis XIV dénaturaient les institutions françaises ; 2<sup>o</sup> les *Mémoires du règne de Louis XVI*, pour rétablir la tradition de tous les intérêts de la France ; 3<sup>o</sup> l'*Histoire de la décadence de la monarchie*, pour citer sans cesse les principes conservateurs du ministère secret.

Et maintenant, je serais au comble de mes vœux si V. M. daignait agréer l'hommage fait à son génie de tous les travaux du ministère secret pour la descente en Angleterre. A la tête de cet ouvrage est l'instruction générale approuvée du Roi, qui ne voulut ni exécuter le plan qu'il avait ordonné et signé, ni défendre le comte de Broglie qui l'avait conçu et préparé. Ce travail est composé de cartes manuscrites et de tableaux en forme d'atlas ; d'un tome 1<sup>er</sup> in-folio, *partie défensive* de nos côtes, et d'un tome II<sup>e</sup>, *partie offensive* contre les Iles Britanniques. Votre Majesté, créateur de sa tactique, n'aura jamais besoin de celle du siècle passé. Mais il y a dans ces travaux conçus, ordonnés, exécutés et vérifiés par un habile maréchal de France, par des lieutenants généraux et par des ingénieurs expérimentés, des données locales, précises et contrôlées par divers autres ingénieurs, qui ne se connaissent pas, qui peuvent servir de base à toutes les tactiques et à tous les plans et qui font de ce travail un monument utile et durable de l'administration. V. M. y trouvera qu'il existe à Londres, dans les bureaux de la marine, un projet permanent, conçu par lord Chatam, de surprendre et incendier Rochefort et Toulon. Elle a ordonné de relever Dunkerque de l'ancienne flétrissure à laquelle les traités de Louis XIV, du Régent et de Louis XV l'avaient condamnée. Elle a voulu qu'on creusât, dans le roc vif, à Cherbourg, le port que Louis XVI ne put obtenir ni de la nature, ni de l'art, ni des circonstances, ni du génie de Brongniart. Elle a réhabilité, par des constructions et des inventions menaçantes, toutes ces contrées littorales déshonorées par le commissaire de 1763. Etsi les Anglais conservent le projet éternel de les détruire, daignez, Sire, agréer le contre-projet du ministère secret. Ils sauront que les pensées de l'ancien régime sont conservées à côté des projets de Votre Majesté, qui seront plus grands et plus décisifs.

Cette collection des papiers du secret de Louis XV et ce recueil des historiens inédits et publiés fourniront un jour, à l'histoire de l'administration, une suite de ces vérités générales et de résumés qui fixent les historiens et les administrateurs. Ils détermineront les époques indicatives des grands événements de la fin du siècle passé. Je pense qu'ils constateront que, depuis la mort de Louis XIV, on observait en France une suite de catastrophes bien marquantes et bien dignes des réflexions de l'homme d'État et de l'historien.

Depuis le partage fait avec les roués du régent de cent quarante-sept millions, auxquels la commission de 1716 avait taxé les traitants, le vice, quand il fut puissant, puisa toujours impunément dans le trésor public ;

Depuis Colbert, la France n'avait plus de finances, sauf les réformes passagères du cardinal de Fleury ;

Depuis la mort de Louis XIV, la marine, sous son successeur, et la guerre allèrent sans cesse en déclinant ;

Depuis les orgies du régent, la décence publique fut toujours moins respectée ;

Depuis la publication d'un livre qui déconcerta pour la première fois l'honnêteté publique en France, et qui précéda de quelques années le poème de la *Pucelle d'Orléans*, les écrivains érotiques se permirent tous les ans de nouveaux attentats ;

Depuis la fin de Louis XIV, les belles-lettres et les arts tombaient en ruine ;

Depuis la publication de la bulle *Unigenitus*, des opinions inutiles et discordantes succédèrent aux belles productions de Bossuet et de Fénelon ;

Depuis la même époque, des rivalités dangereuses s'établirent entre les académies chargées par état du progrès des lettres et des arts, et les universités chargées de les enseigner ;

Depuis 1740, la religion ne fut guère qu'un cérémonial parmi les grands ;

Depuis la dissolution des Jésuites, l'éducation publique, qui élevait le cœur des enfants vers la religion et la monarchie, les laissa s'occuper des systèmes qui les renversèrent en 1789 ;

Depuis la guerre de 1733, les grands généraux de Louis XIV avaient disparu. Le cabinet allait en chercher chez l'étranger. Les généraux vainqueurs, pendant la guerre de Sept ans, furent presque tous destitués, et les généraux vaincus appelés à la faveur ;

Depuis notre alliance avec l'Autriche, la France n'eut plus de diplomatie ;

Depuis la signature du traité de paix de 1763, l'Angleterre nous avait ravi l'honneur national ;

Depuis l'établissement du ministère secret, les projets de l'Autriche sur la Pologne furent prévus, connus, ménagés ou soutenus par nos ministres et convenus enfin avec eux ;

Depuis que le prince de Conti se vit déchu de ses espérances à la couronne et du commandement des armées, les conférences clandestines des parlements qu'il dirigeait ne travaillèrent plus qu'à la dissolution de la puissance de l'État.

Toutes nos administrations se suicidaient successivement.

Depuis que le ministère livra les titres de la compagnie des Indes à la contradiction de ses ennemis, il n'y eut plus d'autre commerce en France que celui des individus. La compagnie royale de Georges III étendit sa souveraineté dans les Indes ; et celle de Louis, entachée d'aristocratie avant 1789, fut dissoute au nom de la liberté par des anglomanes.

Depuis la mort de Louis XV et à cause de toutes les choses antécédentes, dépravées ou déchues, l'étiquette de la cour et des grands fut un jeu, les devoirs hiérarchiques un supplice, et toutes les espèces de cérémonial, des inventions d'une politique usée et devinée, dont on éludait les gênes, les préceptes et les convenances.

Enfin, la révolution éclata en 1789.

Notre histoire sans couleur sous Louis XV, faute de personnages historiques, sera obligée de tenir compte de toutes ces défaillances de l'État ; d'assembler et de peindre toutes ces ruines de la monarchie ; de parler d'affaires, ne pouvant mettre en scène ni héros, ni homme d'État ; d'éviter, par une sage liaison des faits et par la narration tempérée des événements, le mauvais ton de la caricature contre des individus, dont Marmontel, Duclos et quelquefois Saint-Simon ont servi d'exemple ; de dire comment, au souvenir de sa gloire passée, l'État se relevait encore de ses périls sous le cardinal Fleury ou sous le comte de Vergennes, mais dans quelques parties seulement, pour retomber ensuite comme le malade vigoureux qui lutte contre sa destruction ; de méditer dans les documents du ministère secret, juge et témoin de toutes ces déchéances, les causes de la ruine définitive de la première monarchie européenne, et surtout de saisir la main invisible des puissances étrangères qui, pendant la chute des affaires, signait en France la proscription, l'exil ou la disgrâce de ses hommes d'État.

Le mémoire de Soulavie auquel est emprunté ce curieux précis historique contient ensuite le détail des trois divisions qui composaient son cabinet. Il se termine par la note suivante :

Pour donner une authenticité à ces trois sortes de documents *imprimés* et *gravés* et pour constater l'authenticité des *manuscrits*, je les ai soumis, comme ouvrages autographes ou originaux, à une compagnie célèbre créée pour vérifier les découvertes et les monuments historiques.

Ma lettre à la troisième classe de l'Institut, en date du 15 janvier 1810, est conçue en ces termes :

« Messieurs, les sciences politiques, dans leur rapport avec l'histoire, sont les objets des recherches et des travaux de la troisième classe de l'Institut. Elle s'occupe de la continuation des recueils diplomatiques, et, comme les autres classes, elle constate les découvertes relatives à sa division. De tant de corps antiques, établis dans l'ancienne France pour écrire et conserver les annales de la nation et vérifier les diplômes, il n'existe que votre illustre compagnie. Des attributions de cette nature m'ont persuadé, Messieurs, que vous accueilleriez ma demande de nommer deux commissaires, afin de vous rendre compte de l'état actuel des trois divisions des documents historiques dont l'acquisition et la classification m'occupent depuis 1782.

« La première division est manuscrite. Je désire qu'il soit vérifié qu'il existe une suite d'ouvrages de diplomatie, d'histoire et d'administration depuis la mort de Louis XIV jusqu'à la mort de Louis XV, composés par feu M. Favier, ancien secrétaire du marquis d'Argenson, de l'académie des inscriptions ; par M. d'Argenson et par MM. de Broglie et Tercier, de l'académie des inscriptions, et que le caractère authentique et autographe de ces monuments inédits de notre histoire soit constaté.

« La seconde division est une histoire de France en 152 volumes in-folio d'estampes et dessins. Je demande qu'il vous soit rendu compte, surtout des 80 volumes relatifs au dernier siècle de la monarchie et aux événements qui



l'ont jetée dans le néant, et, en même temps, qu'il soit vérifié qu'il existe quatorze volumes relatifs à l'histoire de S. M. I. Napoléon, Empereur des Français.

« La troisième division est celle des imprimés sur l'histoire, la politique et l'administration depuis 1700 jusqu'à ce jour. Cette division étant imprimée, il semblerait qu'elle est hors du domaine de la classe ; mais, attendu qu'elle est composée de pièces toutes fugitives qu'on trouve rarement et toujours en petit nombre dans les cabinets et dans les bibliothèques publiques, j'ai pensé que l'assemblage, et surtout la classification de tant d'objets oubliés depuis 1700 pouvait vous être soumise.

« J'ai voulu, Messieurs, en réunissant ces trois espèces de documents historiques, laisser après moi les trois espèces de fondements et de preuves de notre histoire moderne. Il s'agit d'un siècle que toutes les nations voudront étudier, parce que c'est durant ce siècle que la plus ancienne, la plus illustre, la plus puissante monarchie de l'Europe, encore gouvernée par un grand roi en 1715, est tombée peu à peu dans les précipices de 1792. J'ai voulu réunir dans les trois divisions :

« Les monuments de *l'histoire écrite* et publiée par l'homme de lettres observateur ;

« Les monuments de *l'histoire pittoresque* dessinés par le génie des arts.

« Et les monuments de *l'histoire secrète*, conservés par l'homme d'État.

« La marche progressive de l'esprit humain est l'ouvrage du rapprochement de plusieurs connaissances humaines qui ont entre elles des points de contact. Des secours réciproques qu'elles se prêtent résultent les nouvelles divisions dans les productions de l'entendement humain. J'ai eu l'intention, en établissant le voisinage de *l'histoire écrite* et de *l'histoire dessinée*, d'appeler à la composition de l'histoire les faits étudiés par l'homme de lettres, les faits sentis et peints par l'homme de l'art, et les faits conçus, préparés et résolus dans le cabinet du prince. L'histoire monumentale et dessinée mérite l'attention de l'historien. L'artiste peint, décide et constate à sa manière les faits historiques. Sans dissenter, il exprime ce qu'il a vu et senti dans un grand événement. Sous ce point de vue, l'histoire dessinée est le contrôle, pour ainsi dire, et la contre-épreuve de l'histoire écrite ; elle en est la sûreté et l'embellissement ; elle montre des choses que la parole n'a pu encore décrire.

« La division des manuscrits est spécialement du domaine de la troisième classe de l'Institut. Nous devons à ses membres presque tous les ouvrages importants de diplomatie secrète qui ont des rapports avec notre histoire. Nous devons à S. A. S. M. le prince de Bénévent, membre de l'Institut, et à M. Fox, la publication d'une suite de pièces secrètes sur les relations des deux maisons de Bourbon et de Stuart, qui donnent un nouveau jour à l'histoire de ces deux maisons.

« Nous devons à S. E. M. le comte de Ségur, de l'Institut, des mémoires diplomatiques, et les trois premiers volumes des œuvres inédites du comte de Broglie et de Favier ;

« A M. le comte François de Neufchâteau, de l'Institut, et à M. Geoffroi,



ancien secrétaire du comte de Vergennes, une suite de pièces secrètes sur les relations de la France en Allemagne ;

« A M. d'Hauterive, de l'Institut, un tableau des intérêts de la France à l'égard des puissances européennes, résultat de ses méditations sur plusieurs milliers de pièces diplomatiques ;

« A M. de Elassan, chef d'une division de la politique, une foule de pièces secrètes que l'historien sera obligé de méditer. Ces hommes de lettres, presque tous vos collègues, ont concouru à remplir les vues de S. M. I. qui, pendant son consulat, témoignait à une députation de l'Institut le désir d'avoir un ouvrage où l'on pût trouver la marche de la diplomatie française.

« Ainsi, la république des lettres vous doit, Messieurs, la publication d'une longue suite de diplômes secrets qui sont devenus des parties essentielles de notre histoire. L'ancienne politique les enterrait dans ses dépôts inaccessibles ; vous les avez admis dans les domaines de l'histoire. Cette observation m'a engagé à vous prier de constater l'existence des ouvrages des diplomates surtout qui vous ont précédés dans l'Académie.

« J'ai l'honneur, etc.

« Signé : SOULAVIE,  
« Correspondant de l'ancienne Académie  
« des inscriptions. »

*Lettre à MM. Joly, Capperonnier, Van-Praet, Ameilhon, etc.*

« Messieurs, vous m'avez facilité tant de découvertes ! Agréez la nomenclature des manuscrits, estampes et imprimés qui en sont le résultat ! Tant que je posséderai ce monument, ses parties seront inséparables. La Bibliothèque Impériale acquit jadis les collections de Colbert, Brienne, Béthune et Fontette. Si ma famille était dans le cas de le vendre, veuillez vous souvenir, après moi, de mon désir de voir mes travaux conservés sans division, pour l'instruction du public. Je désire que vous vouliez bien comparer la nomenclature et le monument.

« Je suis, etc.

« Signé : SOULAVIE. »

Il faut encore citer une lettre à M. de Ségur, sans date, mais évidemment antérieure aux deux Mémoires imprimés de 1810, dans laquelle Soulavie annonce qu'il va demander trois choses contre la Société économique de Genève : 1° la levée des scellés mis sur ses effets ; 2° le paiement d'une indemnité de 30.000 francs ; 3° la restitution des papiers. Il demande une audience à M. de Ségur pour lui communiquer les archives du ministère secret de Louis XV, et démontre qu'il en a fait honnêtement l'acquisition. La lettre est longue et intéressante, mais on en a vu la substance dans le Mémoire à Napoléon. Nous y remarquerons seulement un fait nouveau. Plusieurs tentatives au-

raient eu lieu à diverses époques pour enlever à Soulavie les archives du ministère secret. « Vers la fin du Directoire, l'ennemi me gratifia d'une nouvelle proscription. Mais en dix minutes les archives, jetées par les fenêtres dans une cour, furent encore mises en sûreté et demeurèrent longtemps scellées à la suite de cette dernière proscription. » Dans une autre copie, il y a que la tentative n'eut d'autre suite que trois mois de scellés « et quelques mesures pour éloigner à jamais le conservateur de ces criminelles archives de toute sorte de grâces et de faveurs ».



On voit par ce qui précède que Soulavie, loin de faire mystère des précieux documents qu'il possédait, cherchait plutôt à les faire connaître, afin sans doute d'en trouver un meilleur prix auprès du gouvernement impérial, seul capable d'acquiescer un pareil trésor. Si les autorités de ce temps avaient été mieux disposées à son égard, elles auraient dû, à la suite du Mémoire à l'Empereur, entrer en pourparlers avec lui, pour se faire remettre, moyennant une indemnité raisonnable, l'importante collection qu'il annonçait. Sous des influences que nous ignorons, on aima mieux procéder par la violence, et on fit chez notre collectionneur *ex abrupto* une visite domiciliaire qui, d'ailleurs, ne donna pas de grands résultats.

Le 20 décembre 1811, le duc de Bassano (Maret), ministre des Affaires étrangères, écrivait au duc de Rovigo, ministre de la Police générale :

Monsieur le Duc,

L'intérêt qu'on a, au ministère des Relations extérieures, de recouvrer les pièces, actes, correspondances et autres, appartenant au dépôt, qui en ont été distraites ou qui auraient dû y être remises, m'a mis sur la trace de quelques renseignements qui me donnent lieu de croire, avec un assez grand degré de certitude, que des papiers importants, provenant du cabinet de M. le comte de Broglie, se trouvaient encore l'année dernière entre les mains d'un M. de Soulavie, chez qui, d'après ce qui m'a été dit, il paraîtrait qu'on a fait, par ordre du gouvernement, des perquisitions dont le résultat aurait été de lui

reprendre une collection considérable de manuscrits recueillis ou volés pendant le cours de la Révolution dans les dépôts publics ou dans les maisons particulières. Si ces informations sont exactes, et je prie V. E. de vouloir bien me le dire, je désirerais pouvoir désigner une personne des Archives de mon ministère, et je demanderais qu'il lui soit permis de rechercher, dans la collection séquestrée de M. Soulavie, tous les papiers, soit provenant de M. le comte de Broglie, soit enlevés à d'autres collections et appartenant à mon ministère, pour les restituer au dépôt. V. E. n'ignore pas que M. le comte de Broglie a été longtemps chargé d'une correspondance très étendue et secrète dont l'objet était uniquement relatif à la politique extérieure. Il est heureux sans doute que les minutes de cette correspondance ne restent plus à la disposition d'un homme tel que M. de Soulavie, qui s'est fait pendant vingt ans une ridicule célébrité par des publications inconvenantes.

En marge de cette lettre est la note suivante du duc de Rovigo :

« Répondre qu'il existe, en effet, au ministère une assez grande quantité de papiers qui ont été trouvés chez le sieur Soulavie ; que, s'il veut charger quelqu'un de leur examen, on les mettra à sa disposition. »

Une réponse dans ce sens fut donc expédiée, le 6 janvier 1812, au duc de Bassano.

Le 9 janvier, le duc de Bassano écrivait au ministre de la Police générale :

J'ai reçu la lettre par laquelle V. Exc. m'a fait l'honneur de m'informer qu'elle consent à ce que je fasse vérifier dans les papiers de M. Soulavie si, comme j'ai lieu de le croire, il en existe qui appartiennent à mon ministère. J'ai chargé M. Baudart de faire cette vérification et je prie V. E. de vouloir bien donner des ordres pour qu'il puisse examiner ces papiers et faire un état de ceux qu'il jugera devoir être restitués dans les cartons des relations extérieures.

La lettre de Maret, qui avait été le collègue de Soulavie dans la diplomatie révolutionnaire de 1793, est de nature à exciter quelque étonnement. Il a été mis sur la trace de quelques renseignements qui lui donnent lieu de croire que des papiers importants provenant du cabinet de M. le comte de Broglie sont entre les mains d'un M. de Soulavie. Il semble qu'il ait découvert un secret d'État. Le cabinet de l'Empereur

ne lui avait donc pas communiqué le Mémoire imprimé de Soulavie ?

Or, quels sont les papiers qui furent alors saisis chez Soulavie ? D'après les souvenirs de sa fille, celui-ci, prévenu la veille de ce qui devait se faire le lendemain, aurait passé la nuit à cacher dans la cheminée de sa bibliothèque, qui donnait sur la rue de Poitiers, environ cinquante volumes in-folio ou in-quarto. Les agents saisirent tous les manuscrits qu'ils trouvèrent dans son cabinet et en emportèrent trois malles pleines : c'étaient les documents qui devaient servir à l'*Histoire de la Révolution*, pour laquelle il avait déjà traité avec Buisson, son libraire, mais qu'il n'eut plus le courage de terminer, une fois qu'il fut privé de sa collection de pièces justificatives. Les papiers du ministère secret de Louis XV, cachés dans la cheminée, échappèrent à toutes les recherches.

Cette aventure n'empêcha pas Soulavie de continuer ses communications officielles au gouvernement, car voici la lettre qu'il faisait remettre, le 9 mai 1812, au ministre de la Police :

Monseigneur,

Si S. M., entrée en triomphe à St-Petersbourg, veut connaître les plans, les correspondances des émigrés non rentrés et des prêtres non soumis à l'Eglise rétablie par le Concordat, il sera nécessaire (outre la saisie des archives d'État) d'avoir sur-le-champ les papiers :

1° de BASSINET, né à Avignon, appelé à Pétersbourg *le chevalier d'Augard*, émigré, ancien chevalier de Saint-Louis, communiant tous les dimanches à la grand'messe et les jeudis à St-Sulpice ; homme d'un esprit remuant et théologien ; diplomate ; attaché, sous Paul et sous Alexandre, au cabinet et à la bibliothèque particulière des empereurs ; auteur de Mémoires fournis à ces princes contre la République, contre le conseil et contre l'empire de S. M. I. : on m'assure qu'il est encore en place ;

2° Ceux du COMTE DE MAISTRE ET DE SON FRÈRE, nés à Chambéry ; le premier, ambassadeur du roi de Sardaigne ; auteur d'un ouvrage infernal contre la France, intitulé *Antidote de Rastadt*, la plus profonde, la plus dangereuse et la plus spirituelle des conceptions des ennemis de notre patrie. Le roi de Sardaigne l'ayant appelé, l'empereur Alexandre l'a retenu et payé ainsi que sa famille. Il est encore auteur de la *Situation de la France*, où sont d'excellentes choses à côté de beaucoup de méchancetés sur les affaires d'État en France. — Je suis avec un profond respect, etc.



En marge de cet autographe de Soulavie est la note suivante : « M. Gay, pour empêcher cet homme de faire des folies ; ce n'est point Maistre qui est l'auteur de *l'Antidote*. »

Autre note en regard du nom de Bassinet : « Il était officier de marine, il est mort depuis deux ou trois ans. »

Soulavie mourut, comme on sait, le 11 mars 1813.

On a vu que, parmi les pièces du ministère secret en sa possession, se trouvaient les plans de descente en Angleterre (2 vol. in-folio avec un atlas). Soulavie, craignant que ces précieux documents ne fussent, après sa mort, livrés à l'étranger, les légua à Napoléon I<sup>er</sup> par son testament (déposé chez M<sup>e</sup> Moquard, notaire, successeur de Noël aîné). Ce legs fut gracieusement accepté. Mais le ministre des Affaires étrangères ayant réclamé la totalité des manuscrits du ministère secret de Louis XV, qui formaient 41 vol. in-folio et 12 vol. in-4<sup>e</sup>, une ordonnance du tribunal de première instance de la Seine ordonna la remise de ces papiers au ministre, moyennant une indemnité qui fut fixée à 20.000 fr. par le duc de Bassano, mais qui, après la chute de l'Empire, fut réduite à 4.000 fr. par le duc de Richelieu.

Cette importante collection fut donc remise *légalement*, à cause de la minorité de la fille de Soulavie, au délégué du ministre, le 2 avril 1813. Procès-verbal de cette remise est déposé à la mairie de l'ancien 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Voici les pièces, relatives à cet incident, que l'on peut voir aux Archives Nationales :

Une lettre du juge de paix du 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, en date du 25 mars 1813, informe le duc de Rovigo, ministre de la Police, qu'il a mis les scellés, le 21 mars, sur l'ordre du ministre des Relations extérieures, sur les titres, papiers et manuscrits de Soulavie. « Je suis, dit-il, son exécuteur testamentaire. Il a fait un codicille, le 21 janvier dernier, en ces termes : « Je pose aux pieds du trône de S. M. l'Empereur  
« des Français les deux exemplaires des cartes et documents  
« de Louis XV pour une descente en Angleterre, que je tiens  
« de la Bastide, dernier secrétaire général de la commission

« secrète du Roi. Cet acte sera communiqué au ministre de la  
 « Police de S. M. et sur son récépissé et sur les ordres de  
 « l'Empereur, mon héritier délivrera l'ouvrage. » Samedi  
 prochain 23, je lèverai le scellé, à 10 h. du matin. »

Dans le même temps, le duc de Bassano écrivait au duc de  
 Rovigo :

La mort de M. Soulavie donnant un nouveau motif de réclamer les manus-  
 crits appartenant au gouvernement, qu'il était de notoriété publique que ce  
 compilateur avait enlevés de différents dépôts pendant la Révolution, je prie V.  
 E. de vouloir bien donner des ordres pour que les numéros marqués dans les  
 deux états ci-joints, qui ont été dressés de concert et avec notre autorisation,  
 soient rendus à M. Baudart pour être réintégrés dans le dépôt des pièces diplo-  
 matiques. J'ai demandé à M. le ministre de la Justice de prescrire à l'officier  
 judiciaire de ne faire la levée des scellés qu'en présence d'un commissaire de  
 mon ministère. Il y a tout lieu de croire qu'on trouvera des pièces importantes  
 que M. l'abbé Soulavie avait certainement réussi à soustraire aux recherches  
 qui ont été faites chez lui...

---

Voici l'*État des manuscrits, extraits des papiers de M. Soulavie, déposés  
 au ministère de la Police générale et remis aux archives des Relations exté-  
 rieures le 23 mars 1813* :

- 1<sup>o</sup> Mémoires sur la Russie sous Pierre III, adressés à M. le comte de Bro-  
 glie, directeur du ministère secret de Louis XV. 3 vol. in-4<sup>o</sup> cartonnés.
- 2<sup>o</sup> Mémoires de J.-L. Soulavie sur le royaume de Hollande, adressés au roi  
 de Hollande. 1 vol. in-4<sup>o</sup>.
- 3<sup>o</sup> Manuscrit in-4<sup>o</sup> intitulé : Histoire de Henri IV, roi de France et de  
 Navarre.
- 4<sup>o</sup> Quatre cahiers in-folio et in-4<sup>o</sup> intitulés : Louis XV.
- 5<sup>o</sup> Remarques sur l'état présent des dettes de la Grande-Bretagne, par  
 Archibald Hutchison. Londres, 1718, in-folio.
- 6<sup>o</sup> Cérémonies observées aux mariages de nos Rois. Ordre des séances  
 observées aux États généraux et assemblées des notables.
- 7<sup>o</sup> Négociations de la paix conclue à Vervins entre Henri IV et Philippe II,  
 le 2 mai 1598, un vol. in-folio.
- 8<sup>o</sup> Histoire des conciles généraux d'Orient et d'Occident jusqu'aux conciles  
 de Constance et de Bâle. 1 vol. in-fol.
- 9<sup>o</sup> Manuscrit in-4<sup>o</sup>. Mar. rouge. Commission des principaux officiers de la  
 marine et amirauté d'Angleterre avec plusieurs mémoires concernant la  
 marine et l'amirauté.
- 10<sup>o</sup> Manuscrit in-4<sup>o</sup>. Mémoire concernant les intérêts réciproques de la  
 France, de l'Espagne et de l'Angleterre.
- 11<sup>o</sup> Manuscrit in-4<sup>o</sup>. Traité de la politique de la France.

Tous ces manuscrits, à part les n<sup>os</sup> 3, 5 et 8, furent réclamés

par le ministère des Relations extérieures, et une note du comte d'Hauterive atteste leur remise aux archives de ce ministère.

Lors de l'inventaire de la succession, on protesta au nom de la mineure Soulavie. L'oncle Soulavie écrivit alors la lettre suivante au général de Chambarlhac (1) :

Mars 1813.

Mon Général,

Je me fais un devoir de vous annoncer la mort de J.-L. Soulavie, mon frère, ancien ministre résident de France à Genève et au Valais. Lié pendant et avant la Révolution avec des grands de l'État et des gens de lettres, il s'est livré pendant quarante ans à des études historiques et a formé, à force de dépenses et de soins, une collection extrêmement curieuse. Elle se compose de manuscrits, de gravures et d'imprimés. Il s'y trouve un projet de descente en Angleterre, appuyé de cartes et de tableaux, par le comte de Broglie, légué à l'Empereur par mon frère. Il en avait refusé, l'an passé, l'original ou une copie à l'amiral Tchikakoff, qui ne mettait pas de bornes au prix que mon frère lui en demanderait. Le prince de Bénévent a acheté une petite partie de ces manuscrits dont il avait besoin. Mon frère a fait hommage au cardinal Fesch des six volumes qu'il avait sur la Corse. Ainsi, jusqu'à sa mort, il a été réputé propriétaire légitime de ses collections et en a disposé comme tel.

Cependant le ministère des Relations extérieures vient de faire poser les scellés sur les manuscrits. M. le comte d'Hauterive, dans les attributions duquel cette affaire doit tomber, les revendique comme œuvres d'agents du gouvernement qui n'ont jamais dû être dispersées, vendues et achetées. Il m'a avoué qu'il ne se relâcherait pas de ses prétentions, ajoutant au surplus qu'une juste indemnité était due à mon frère, à raison de ses recherches et des dépenses faites pour la réunion de documents si précieux. Il m'a déclaré que les imprimés convenaient très bien aux relations extérieures et qu'il recommanderait les gravures au ministère de l'Intérieur.

Ainsi, Monsieur le général, c'est après la mort de mon frère que des ordres supérieurs viennent attaquer sa succession et la priver des fruits des recherches les plus pénibles et les plus dispendieuses. Pour prévenir une lutte qui, parce qu'elle serait soutenue avec courage, ne serait peut-être pas terminée plus heureusement, j'ai proposé à M. le comte d'Hauterive l'achat de la collection totale moyennant 50.000 fr., plus une somme laissée à fixer à la loyauté du

(1) Le général de Chambarlhac, né aux Estables (Haute-Loire), sur les confins de l'Ardèche, avait été créé général de brigade par Bonaparte sur le champ de bataille d'Arcole. Il se distingua aussi à Marengo et fut promu en 1802 général de division. Il concourut, en 1809, lors de l'expédition de Walcheren, à repousser les Anglais de la Belgique et défendit Bruxelles en 1814 contre les alliés. Après la chute de l'Empire, il se rallia aux Bourbons et fut mis à la retraite en 1821.

ministre en indemnité d'une place présentée à mon frère. Ce sont les offres faites déjà par le gouvernement et refusées par mon frère. M. d'Hauterive n'a pas cru devoir les renouveler.

J'ai l'honneur, Monsieur le général, de mettre sous vos yeux l'état de cette affaire et d'invoquer pour une orpheline de dix ans, votre alliée, la bienveillance que vous avez bien voulu témoigner à la famille par différentes visites à Paris. Une lettre de votre main, soit au duc de Bassano, soit au comte d'Hauterive, conseiller d'État, chargé de cette affaire, sera sans doute une recommandation puissante pour que la propriété des manuscrits reste à la mineure Soulavie ou qu'au moins le ministre des Relations extérieures ne se refuse pas à une indemnité égale aux offres déjà faites par le gouvernement pour l'achat de la collection.

Le reste de la lettre est consacré à un *Atlas Napoléon* que venait de terminer notre abbé-géographe.

Le 5 mai 1813, le duc de Bassano écrit au duc de Rovigo qu'il a mis les scellés sur les papiers de Soulavie.

J'avais des motifs fondés de le croire dépositaire de papiers qui intéressaient le département des relations extérieures. Par un article de son testament, Soulavie a légué à l'Empereur l'ouvrage de Bastide, ancien secrétaire du comte de Broglie, sur les moyens d'opérer une descente en Angleterre. Le testateur ordonnait que cet acte fût communiqué au ministre de la Police et, sur son récépissé et sur les ordres de l'Empereur, l'héritier devait livrer l'ouvrage. Cet ouvrage a été trouvé avec les autres papiers de Soulavie et a été remis à l'autorité... Ces papiers sont ceux-là mêmes à la recherche desquels j'étais depuis longtemps. J'en ai fait, il y a deux ans, l'objet d'un rapport à S. M. et d'une lettre à V. Exc.; leur examen entrera dans le compte général que je rendrai de cette collection, et, dans cette vue, je désirerais pouvoir y faire comprendre les papiers déposés au ministère de la Police et dont Votre Exc. m'a fait remettre une partie le 23 mars. Mais je ne crus devoir alors réclamer que ceux qui concernaient la politique, et tous les autres sont restés au ministère de la Police. Vous penserez probablement ainsi que moi, Monsieur le Duc, qu'il conviendrait d'en faire mention dans l'inventaire qui se fait aujourd'hui, pour terminer d'une manière définitive avec la famille, au moyen d'une indemnité que je proposerai à Sa Majesté de lui accorder, s'il y a lieu... »

Suit le catalogue ci-après des manuscrits retirés du ministère de la Police générale, le 5 mai 1813, comme ayant appartenu à Soulavie :

- 1<sup>o</sup> Mémoire sur les finances de France de 1722 à 1731. 4 vol. in-fol.;
- 2<sup>o</sup> Un double desdits mémoires manuscrits, 2 vol. in-fol.;



3° Mémoires sur l'Administration des finances du royaume, terminés en 1735. 2 vol. in-fol. ;

4° Manuscrits aux armes de Colbert, contenant plusieurs écrits, avis, mémoires de 1588 après les barricades jusqu'en 1618. 1 vol. in-fol. ;

5° Arrests contre plusieurs financiers. 1 vol. in-fol. ;

6° Mémoires sur la fourniture des vivres de la guerre en 1734 et 1735, petit in-fol. ;

7° Journal de M. d'Ormesson, contenant tout ce qui s'est passé aux lits de justice de 1661 à 1665 contre M. Fouquet ; in-4° ;

8° Recueil de mémoires présentés par le comte de B... pendant sa régence ; in-4°.

9° Suite des mémoires de M. de la Fayette ; in-4° ;

10° Monuments de l'histoire de France en gravures ; la table des matières est manuscrite ;

11° Recueil de pièces imprimées et manuscrites sur la vie et les amours de Louis XV ; in-8 ;

12° Journal du camp de Plobsheim en Alsace, commandé par le comte de Maillebois, lieutenant général en 1754 ;

13° Histoire du Vivarais. 3 vol. in-4°, cartonnés ;

14° Cahier in-folio contenant une oraison funèbre du cardinal de Luynes et quatre cahiers sur Rome moderne ;

15° Recueil de Mémoires concernant l'affaire de l'abbé Soulavie et M. Barruel ;

16° Manuscrit d'une histoire de Guyenne par dom Calmet ; in-4° ;

17° Mémoires du président Rolland ;

18° Liasses de papiers diplomatiques ;

19° Liasses de feuilles volantes, papiers historiques, politiques, de famille et autres.

Cet état est signé : Baudart, sous-chef de division aux archives des Relations extérieures.

M. Baudart déclara alors que les archives des Relations extérieures possédaient maintenant la totalité des douze articles décrits par Soulavie à la page 11 de son *Second Mémoire à l'Empereur sur la dispersion, le recouvrement, les périls et l'état actuel des archives et documents du ministère secret de Louis XV*.

Nous empruntons à M. Flammermont (1) d'intéressants détails sur la fin de cet incident :

M. Baudart ajoutait dans son rapport :

« On m'a représenté et j'ai cru devoir réclamer un nombre considérable de cahiers renfermant des pièces manuscrites sur toutes sortes de matières poli-

(1) Article sur les *Papiers de Soulavie*, dans la *Revue historique*, t. XXV.

tiques, finances, guerre, marine, clergé, tout y est réuni et amalgamé sans ordre ; il s'y trouve un grand nombre de lettres autographes qui n'ont de mérite que de présenter l'écriture de quelques personnages plus ou moins célèbres de ces derniers temps. J'ai enliassé ces cahiers au nombre de cinquante environ et le tout a été transporté aux Archives. »

Alors les deux sous-chefs de la direction des Archives, Baudart et Tessier, de concert avec un frère de Soulavie, conservateur au dépôt de la guerre, entreprirent de faire un inventaire détaillé de cette masse énorme de paperasses. Ils employèrent sept longues séances et ils ne terminèrent cet important travail que le 6 mai. Dans une note adressée au comte d'Hauterive sur leurs opérations, Baudart et Tessier font cette déclaration :

« Sans entrer ici dans la discussion des motifs qui établissent le droit du gouvernement sur la plus grande partie de ces papiers, droit qui pour nous n'est pas une chose contestable, nous nous bornerons à faire observer qu'une très petite partie de ces papiers intéresse réellement le département, que le plus grand nombre n'est d'aucune utilité pour le dépôt, mais ne saurait être sans inconvénient rendu à la famille ou livré au public ; qu'enfin une troisième partie n'offre que des pièces purement littéraires et des papiers de famille et doit être restituée à celle-ci... »

On voit combien est considérable la masse des papiers qui sont entrés aux archives des Affaires étrangères à la suite des saisies pratiquées en 1811 et 1813 au domicile de Soulavie ; mais par malheur nous connaissons bien mal la composition de tout ce fatras. Pour les cinquante volumes et plus saisis en 1811, nous n'avons que les deux reçus laconiques délivrés par le comte d'Hauterive et par Baudart à la police et conservés aux Archives nationales dans le dossier de Soulavie. Pour les papiers du Secret du Roi, nous n'avons que la notice insérée à la page 11 de son Mémoire. Enfin, pour les cinquante liasses saisies après le décès, nous n'avons plus rien, puisqu'on ne trouve plus aux archives des Affaires étrangères l'inventaire dressé par Baudart, Tessier et le frère de Soulavie ; la perte de cet inventaire est d'autant plus regrettable qu'il était très détaillé et que la valeur de chaque manuscrit y avait été discutée rigoureusement. On y trouverait sans doute tous les renseignements nécessaires pour rechercher et identifier les documents dont Soulavie était en possession à sa mort. Tous les historiens savent combien un semblable travail d'identification serait inutile pour la critique des documents relatifs à l'histoire de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Sans parler du Mémoire concernant l'Homme au Masque de fer, qui fit une si grande impression sur le comte d'Hauterive, Soulavie possédait encore une grande quantité de lettres autographes du ministère des Affaires étrangères (1).

M. Flammermont termine en appelant à nouveau l'attention des historiens et des chercheurs sur l'inventaire détaillé des pa-

(1) « Beaucoup d'autographes, surtout du temps de Louis XV et de Louis XVI, fruit de ses relations ou bien épaves révolutionnaires, étaient réunis dans ses mains et j'en ai acquis de sa veuve les derniers débris. » Feuillet de Conches, *Causeries d'un curieux*, II, 473.

piers de Soulavie, terminé et signé le 6 mai 1813, manuscrit qui, ainsi que les Mémoires apocryphes de Choiseul ébauchés par Soulavie, a disparu des archives des Affaires étrangères.

Voici maintenant le texte du rapport du comte d'Hauterive au duc de Bassano qu'il reproduit à la suite de son article :

Je vais mettre brièvement sous les yeux de V. Exc. tout ce qui est relatif à des papiers récemment mis sous le scellé par un juge de paix à la réquisition d'un commissaire de son ministère.

A la nouvelle de la mort de M. Soulavie, je me rappelai tout ce qui a été dit et tout ce qu'il a publié lui-même sur l'importance de ces papiers que, dans des mémoires particuliers et dans la plupart de ses ouvrages, il déclare avoir recueillis dans les maisons des hommes en place ou revêtus de grandes dignités, dans les dépôts publics et jusques dans le cabinet particulier du feu roi Louis XVI; je me rappelai en même temps que, l'année dernière, sur la demande qu'il osa faire au gouvernement de lui vendre la collection de ses manuscrits, dont il ne craignit pas de lui exposer sans déguisement la nature et l'origine, S. Exc. M. le ministre de la Police fit faire chez lui la saisie de ses papiers; et, conjecturant néanmoins que cette mesure pouvait n'avoir eu qu'un résultat incomplet, je proposai à V. Exc. de requérir la mise des scellés dans le cabinet de M. Soulavie.

Ces scellés ont été apposés, et en même temps M. le ministre de la Police a consenti à faire remettre aux archives la partie des papiers saisis par son ordre et qui ont paru devoir appartenir au ministère.

J'ai examiné ces manuscrits; ils composent une collection faite sans choix, sans ordre, sans intelligence et dans laquelle, au milieu d'une foule de pièces tronquées, incomplètes, indifférentes, on rencontre souvent des documents d'un assez grand intérêt. Un grand nombre de pièces de cette dernière espèce ont déjà été publiées dans des compilations qui généralement ont eu peu de succès. M. Soulavie se proposait probablement de publier le reste, quand l'établissement de la censure est venu mettre un terme à ses indiscrètes publications.

Je regarde néanmoins comme important de ne pas laisser subsister hors des dépôts publics les manuscrits mêmes des pièces imprimées, attendu que le discrédit personnel de M. Soulavie avait attiré une telle défiance sur l'authenticité de ses publications, qu'elles n'ont fait aucune espèce de sensation, et que la connaissance et la communication des pièces originales pourraient donner à ses scandaleux ouvrages un crédit qu'il importe de ne pas leur laisser prendre. Il est d'ailleurs évident, à la première inspection de ces pièces, qu'elles appartiennent presque toutes à des établissements publics, d'où les unes ont été illégalement soustraites, où les autres auraient dû, aux termes des règlements, être déposées par leurs premiers possesseurs, et où celles qui ne sont que des copies ont été indirectement et irrégulièrement transcrites.

Il m'a paru cependant que quelques-uns de ces papiers pouvaient être regardés comme des productions purement littéraires, et par là même que la



famille de Soulavie a le droit de les réclamer ; mais ces papiers, étant confondus et reliés dans le même volume avec les pièces d'administration et de gouvernement, ne peuvent être distingués et distraits de la collection que par le moyen d'un inventaire ; et comme un très grand nombre de parties de cette collection se compose de feuilles détachées appartenant à des cahiers perdus et tronqués, que d'autres sont des brouillons insignifiants, reliés et classés dans le seul objet de leur donner une importance apparente, il devient d'autant plus nécessaire de faire de la collection entière un inventaire exact et détaillé que, malgré le droit incontestable que le gouvernement me semble avoir de retenir toutes ces pièces pour prévenir l'abus qui peut être fait, il y a néanmoins un fondement plausible à la demande d'indemnité, qui peut être adressée par la famille de M. Soulavie, pour les peines et soins que cette collection a pu coûter et pour le bonheur de l'avoir conservée.

(Nous supprimons ici quelques pages pleines de détails techniques et juridiques sur la mission de M. Baudart.)

Je joins à mon rapport deux copies que j'ai fait faire dans la partie de la collection de M. Soulavie qui a été rétablie aux Archives par l'autorisation de S. Exc. M. le min. de la Police. La première est faite sur un manuscrit relatif au Masque de fer, la deuxième sur un manuscrit de Louis XVI.

C'est à la vue de la première de ces deux pièces que j'ai senti à quel point l'examen d'un manuscrit ayant quelques caractères d'originalité pouvait donner de l'authenticité et de l'intérêt à une publication auparavant dédaignée. J'avais lu dans les *Mémoires de Richelieu*, sans y ajouter aucun degré de foi et sans en recevoir aucune impression, l'Histoire du Masque de fer, telle qu'elle a été publiée par M. Soulavie. Je ne crois pas que cette lecture ait fait sur d'autres lecteurs plus d'impression que sur moi ; mais, en voyant le manuscrit de ce chapitre conservé sur un papier vieilli, écrit d'un caractère presque décoloré et avec l'orthographe du temps, j'ai éprouvé que cette lecture faisait sur moi une impression tout à fait nouvelle, et je n'ai pu me défendre d'attacher une croyance presque entière à la sincérité de ce récit (1).

Je ferai une observation analogue sur le second manuscrit. La collection de M. Soulavie ne présente qu'une simple copie, mais les caractères informes, exagérés et difficilement lisibles, donnent tous les indices d'une transcription extrêmement rapide et prouvent, en même temps, que l'écrivain qui n'a eu qu'un temps très court pour consommer ce larcin d'une nouvelle espèce, n'a pas eu celui de fabriquer un écrit dont la rédaction est très soignée et offre à chaque page des observations intéressantes, judicieuses et qui sont fort au-dessus de la portée de M. Soulavie.

Paris, le 7 avril 1813.

D'HAUTERIVE.

(1) Soulavie a publié ce récit au t. III des *Mémoires de Richelieu*, pp. 74 à 84, sous ce titre : *Relation de la naissance*, etc. Ce mémoire serait l'œuvre du gouverneur de ce jeune prince, lequel ne serait autre qu'un frère jumeau de Louis XIV... Le mémoire en question aurait été donné par le régent à M<sup>lle</sup> de Valois, sa fille, qui elle-même l'aurait donné à son amant, le duc, plus tard maréchal de Richelieu. Soulavie l'avait pris dans les papiers de ce dernier avec un grand nombre de lettres de M<sup>lle</sup> de Valois à son amant. *Mémoires de Richelieu*, III, 73-92, et VI, 8-53.



Les pièces qui précèdent réduisent à néant le bruit, répandu à diverses reprises dans la presse, que les papiers importants de Soulavie auraient disparu. Un journal (1) a assuré notamment que les pièces relatives au plan de descente en Angleterre se trouvaient dans une collection particulière du Royaume-Uni, où un professeur de l'université d'Édimbourg aurait pu les consulter. Or, on vient de voir que le dossier du cabinet secret de Louis XV, concernant la descente en Angleterre, avait été légué par Soulavie à l'Empereur et fut remis aux autorités compétentes en 1813. Il est vrai que Soulavie parle, dans son Mémoire à l'Empereur, d'une démarche faite antérieurement auprès de M. Portalis « pour obtenir le retour des plans de descente en Angleterre, payés par la France », qui se trouvaient, paraît-il, dans les archives du cardinal d'York. Peut-être ce dernier possédait-il un autre dossier sur le même sujet, et c'est là sans doute que le professeur d'Édimbourg a pu consulter des pièces qu'on a confondues avec le legs de Soulavie à l'Empereur.

Les manuscrits provenant de la collection de Soulavie, qui furent transportés aux archives du ministère des Affaires étrangères, ont été disséminés dans divers fonds où il serait facile de les retrouver. Le catalogue du fonds de France indique comme ayant cette origine les n<sup>os</sup> 535 à 540 *bis* et 551, qui contiennent, en effet, les pièces de la correspondance secrète de Louis XV, et les n<sup>os</sup> 344 et 1626. Ces deux derniers sont formés de pièces originales ou de copies ayant la plupart pour objet l'histoire du Vivarais ou du midi de la France.



La bibliothèque de Soulavie fut vendue peu de temps après sa mort. Dès le mois de mai 1813, un premier catalogue des ouvrages de fond était répandu parmi les libraires et les amateurs. Ce catalogue, que nous avons sous les yeux, com-

(1) *La France*, n<sup>o</sup> du 8 janvier 1867.

prenait environ 3.000 volumes, parmi lesquels beaucoup d'ouvrages rares et précieux. Tout fut vendu aux enchères du 1<sup>er</sup> au 4 juin, dans la maison du défunt, rue de Verneuil 51.

Deux ans après (août 1815), paraissait un deuxième catalogue concernant l'histoire de France, comprenant 727 numéros. Il y avait là des collections uniques de pièces fugitives publiées pendant la Révolution. C'étaient les hommes, les questions et les événements pris sur le fait. C'était la Révolution elle-même emmagasinée en quelque sorte, toute palpitante et rugissante, dans des in-folios et des in-quartos, pour l'instruction des historiens futurs. Un grand nombre d'ouvrages de ce catalogue portaient des annotations manuscrites de Soulavie. Nous remarquons la suivante sur la fameuse brochure de Sieyès : *Qu'est-ce que le Tiers État ?* « C'est le premier ouvrage sorti du génie malfaisant de la démocratie; et, comme la boîte de Pandore, c'est cet ouvrage qui a produit, autant qu'il a pu, tous les maux qui ont accablé la France. »

Feuillet de Conches, parlant de cette collection, dit que les 20.000 pièces ou brochures sur l'époque de la Révolution, dont elle se composait, sont allées se fondre en partie dans le cabinet de M. Deschiens et que le reste s'est disséminé.

Nous devons à la fille de Soulavie l'annotation suivante sur ce sujet : « Rien n'a été distrait de la collection des imprimés dont on parle ici. Tout fut vendu par M<sup>me</sup> veuve Soulavie, de 1815 à 1816, à un brocanteur, à un prix qui, je crois, ne dépassait pas 1.200 fr. Cette collection remplissait une chambre de l'appartement qu'occupait M<sup>me</sup> Soulavie dans la maison de la rue de Verneuil, et elle était très embarrassante ! » Il est donc probable que c'est seulement au sortir du magasin du brocanteur que la collection fut disséminée et qu'une partie fut acquise par M. Deschiens. On sait que la collection Deschiens s'est fondue dans la belle collection Labédoyère (pièces sur la Révolution) que possède la Bibliothèque Nationale. Quant aux achats de M. Feuillet de Conches, peut-être se rapportent-ils à une autre catégorie de documents, dont nous trouvons la trace dans un inventaire manuscrit du cabinet de

Soulavie, dressé après sa mort par M<sup>le</sup> Poisson. Il s'agit d'un cartulaire comprenant 745 pièces originales (chartes, diplômes en parchemin, autographes, etc.). L'absence de ces pièces dans les catalogues imprimés indique, d'ailleurs, suffisamment l'intention de les vendre à part.



La collection de l'histoire de France par estampes et dessins, qui formait 152 volumes in-folio, à dos de maroquin rouge, avec des tables manuscrites pour faciliter les recherches, était peut-être la partie la plus précieuse des collections de Soulavie. Les recherches pour la former remontent presque à l'époque de l'arrivée de Soulavie à Paris, comme on peut le voir en divers passages de ses ouvrages. Nous en possédons un catalogue manuscrit et sur la page du titre qui porte imprimés les mots : *Monuments de l'histoire de France en estampes et dessins*, avec la date 1788, il est dit qu'elle a été recueillie en France et à l'étranger depuis 1783. Au reste, dès la seconde page, où commence le manuscrit, on voit que cette table se rapporte à la collection telle qu'elle existait en 1807.

Les *Pièces inédites*, publiées en 1809, se terminent par un petit mémoire destiné à faire connaître cette collection. Il est intitulé : *De l'histoire écrite et de l'histoire monumentale conservée par les arts et des secours que le dessin et la gravure prêtent à l'histoire*. L'auteur, après avoir rappelé que le rapprochement d'une médaille et d'une phrase de Tite-Live, au xv<sup>e</sup> siècle, présenta sous un nouveau jour un événement obscur de l'histoire romaine, et qu'à partir de cette époque on commença à considérer les médailles comme des pièces probantes capables de rectifier la chronologie, ou de constater des faits inconnus ou douteux, ajoute :

« J'ai cru l'art de la gravure capable de prêter à l'histoire des secours plus variés et plus importants. La gravure est l'imprimerie de tous les arts. Elle multiplie, elle conserve les

productions du dessin, de la peinture, de l'architecture, de la sculpture. Elle nous présente le cérémonial, les mœurs, les révolutions et les usages des peuples. Contemporaines de l'imprimerie, ses productions sont devenues innombrables, puisque j'ai recueilli, sur l'histoire de France seulement, plus de 22.000 estampes divisées en 800 sections et reliées en 152 volumes in-folio qui commencent à Pharamond et finissent en 1809 sous le règne de Napoléon. J'ai intitulé cet ouvrage : *Monuments de l'histoire de France en estampes et dessins, représentant dans leur ordre chronologique l'établissement des Romains et des Francs dans les Gaules; la servitude des Français sous le gouvernement féodal; les mœurs et institutions des siècles d'ignorance; les croisades et les premières expéditions en Italie et dans le nouveau monde; les guerres religieuses; les monuments de sculpture et d'architecture des différents âges; les costumes; les médailles; les sièges et combats des différents règnes; les portraits et mausolées des princes et hommes célèbres dans les lettres ou le gouvernement; les tableaux des gouvernements révolutionnaires qui ont désolé la France et ceux de l'Empire fondé par Napoléon le Grand.*

« On voit que cet ouvrage est une histoire de la nation écrite par le sentiment et le génie des arts... Cette collection rétablit, de toutes parts, les droits de la vérité et de l'histoire. L'artiste, témoin désintéressé, peint décide et constate ce que la faction voulait contester ou couvrir de nuages... Nous avons été témoins d'une révolution destructive et sanglante. Les artistes ont peint les malices et les férocités de ces factions. Le recueil des gravures révolutionnaires ou contre-révolutionnaires est composé de 22 vol. in-fol. ; et quand la fureur des temps se porta jusqu'à la destruction des chefs-d'œuvre de nos arts, des tombeaux de nos grands hommes, des temples, des abbayes et des châteaux, mon zèle redoublait pour en conserver les dessins ou les gravures. »

La période napoléonienne figurait dans cette collection pour 13 volumes.

Cette collection fut vendue, en 1818, au prince Eugène de



Beauharnais, au prix de 15.000 fr. : c'est l'époux de la veuve Soulavie, M. Brunel, qui la porta au palais des ducs de Leuchtemberg, à Munich, d'où elle paraît avoir été transportée depuis en Russie par la grande-duchesse Marie, veuve du duc de Leuchtemberg.

M. Feuillet de Conches, dans les *Causeries d'un curieux*, regrette que M. d'Ormesson, bibliothécaire du Roi, ait laissé passer cette collection à l'étranger. « Sans briller, dit-il, davantage que le cabinet Fontette par la beauté des gravures, sans l'égaliser non plus ni pour la richesse ni pour la rareté des estampes anciennes, contemporaines des événements ou reproduisant des peintures ou des dessins du temps, ce recueil avait néanmoins son intérêt et la série de la Révolution, qui contenait vingt-cinq volumes (1), y était particulièrement remarquable par le nombre et la rareté des gravures et par l'addition de quelques curieux dessins. »

De ce nombre était le célèbre dessin de David, représentant la reine Marie-Antoinette conduite à l'échafaud. David improvisa ce dessin, au passage de la fatale charrette, sur l'appui d'une fenêtre de la rue St-Honoré. Attachant peu d'importance à cette esquisse, il la donna, à peine finie, à la femme de Julien (de la Drôme), son collègue à la Convention, qui se trouvait près de lui. Julien garda quelque temps « cette sinistre pochade » et la donna plus tard à Soulavie, qui en enrichit sa collection. Le fac-simile en a été publié pour la première fois par M. Dauban dans son ouvrage sur la démagogie en 1793, et c'est avec le cliché mis à la disposition du *Figaro* par l'éditeur Plon, que ce journal a pu reproduire ce dessin dans son supplément du 22 octobre 1876.

Il nous faut relever, en finissant ce chapitre, quelques accusations contre la mémoire de Soulavie qui paraissent, excepté sur un point, dénuées de preuves suffisantes.

(1) Si ce chiffre est exact, il faut en conclure que la collection s'était augmentée de trois volumes depuis 1809. Le nombre des pièces aurait subi, d'ailleurs, une augmentation proportionnelle, puisque Feuillet de Conches parle de 25.000, tandis que Soulavie en 1809 ne parle que de 22.000.

M. Feuillet de Conches, après lui avoir reproché le détournement des lettres intimes adressées au maréchal de Richelieu, sur la question du *Masque de fer*, ajoute : « Soulavie eut entre ses mains tous les papiers secrets de Louis XVI et il est permis de penser qu'il s'efforça d'en garder quelques-uns pour lui. Cependant il ne faudrait pas croire que tous les documents possédés par lui fussent le produit de larcins coupables ; il en achetait parfois, et c'est ainsi qu'il réunit à prix d'argent une grande quantité de pièces relatives au secret du roi (1). »

M. Flammermont parle des collections de Soulavie comme étant le fruit de ses « vols dans les collections publiques et privées à la fin du règne de Louis XVI et pendant la Révolution (2) ».

M. Sorel, dans son récent ouvrage, traite enfin Soulavie « de libustier d'archives » et de « fabricant d'apocryphes. (3). »

Il n'y a ici, comme on le voit, que de vagues accusations qui prouvent surtout la mauvaise réputation dont jouissait l'auteur, réputation que suffiraient à expliquer les rancunes soulevées par le caractère scandaleux de ses mémoires et par le nombre et la qualité des familles qui s'y trouvaient compromises. Toutefois, un fait précis, tiré de ses propres ouvrages, fait peser sur lui les plus graves soupçons. Il est certain qu'il avait encore en sa possession en 1793 des papiers intimes du maréchal de Richelieu, ceux relatifs au *Masque de fer*, dont Feuillet de Conches lui reproche le détournement. Or, bien que le vieux courtisan fût un peu tombé en enfance dans les dernières années de sa vie, ou, comme le dit la Notice placée en tête de sa correspondance avec M. Paris-Duverney, qu'il eût « les idées quelquefois brouillées », on admettra difficilement qu'il ait pu faire don de pareilles pièces à son historiographe. Celui-ci fait entendre qu'il les a tirées d'un « chaos de mémoires, de correspondances et d'une infinité d'autres papiers

(1) *Causeries d'un curieux*, II, 472.

(2) *Revue historique*, t. XXV.

(3) *L'Europe et la Révolution française*, III, 393.

tous fort délicats », en quelque sorte oubliés par le maréchal (1). A ce langage, on est en droit de soupçonner un abus de confiance. Dans tous les cas, le récit de Soulavie est loin d'indiquer que ces pièces soient venues régulièrement entre ses mains.

(1) *Mémoires de Richelieu*, VI, 8. Voir aussi un passage de l'*Histoire de la Décadence de la monarchie française*, II, 77, d'où il résulte que Soulavie, en 1803, avait encore en sa possession des lettres de M<sup>lle</sup> de Valois, fille du Régent.

## CHAPITRE XXIII

### SOULAVIE NATURALISTE

#### SOMMAIRE

*L'Histoire naturelle de la France méridionale.* — *Les Époques de la nature*, de Buffon. — Méthode de Soulavie pour reconnaître la superposition des divers terrains. — Jugement de M. d'Archiac sur Soulavie. — Les montagnes considérées comme réservoirs de l'espèce humaine. — La découverte des volcans éteints de la France centrale. — Faujas de Saint-Fond et Soulavie. — Les dernières manifestations volcaniques en Vivarais. — Débris humains sous les laves. — Origine des eaux minérales. — Exhalaisons carboniques de Neyrac. — La pouzzolane. — Philosophie médicale. — Géographie physique de l'esprit humain. — Questions d'hygiène. — L'assainissement de Paris. — Le palais de la nature. — Les mariages consanguins. — Influence des climats sur l'homme. — Les climats des plantes. — Les classes naturelles des minéraux d'après les révolutions du globe.

Les publications scientifiques de Soulavie se résument dans les huit volumes de *L'Histoire naturelle de la France méridionale*, auxquels il faut joindre les *Commentaires* sur les *Œuvres* du chevalier Hamilton et le *Mémoire* intitulé : *les Classes naturelles des minéraux*, publié par l'Académie des sciences, de Saint-Pétersbourg, en 1786. Ces ouvrages sont sans doute fort mal écrits, comme tout ce qui sortait de la plume de notre auteur ; il est difficile d'être plus lourd, plus prolixe, parfois plus incorrect ; mais ces défauts ne l'empêchent pas d'être clair, et s'il s'occupe du fond plus que de la forme, si l'emportement de la pensée lui fait négliger la phrase, on peut lui trouver une sorte d'excuse dans le défaut opposé de tant d'autres qui mettent un soin extrême à draper des



périodes pour couvrir le vide de leur esprit. Dans tous les cas, il ne faut pas un grand effort d'attention pour découvrir, sous le style barbare de Soulavie, une grande sagacité d'observations jointe à une remarquable sûreté de déductions. Soulavie savait voir et tirer les conséquences des faits. Il avait l'esprit essentiellement généralisateur. Chaque fois qu'il envisageait une question, il étudiait ses rapports avec les questions voisines et cherchait les lois communes qui les régissent. Cette méthode peut conduire à des conclusions risquées, mais on lui doit aussi beaucoup d'aperçus ingénieux et féconds. Nous lui devons la découverte de la grande loi paléontologique, qui assure à Soulavie une gloire durable, et que devait faciliter la nature même du Vivarais, où il semble que le berceau de cet observateur éminent ait été providentiellement placé. N'est-ce pas, en effet, à une de ces grandes vues d'ensemble, à une de ces audaces de généralisation, qui sont la marque du génie de Soulavie et qui, d'ailleurs, ne viennent guère, même chez les esprits d'élite, qu'à la suite de longues et laborieuses recherches, qu'est dû le trait de lumière qui lui montra dans les fossiles un des caractères distinctifs des formations sédimentaires du globe ?

Les travaux de Buffon, dont la première partie avait paru en 1749, étaient alors le modèle du genre pour tous les hommes adonnés à l'étude des sciences. Ses *Époques de la Nature*, qui étaient livrées à la publicité au moment même où Soulavie écrivait ses premiers essais sur la géologie de la France méridionale, avaient excité une juste admiration, tempérée sans doute par le sentiment, qui restait au fond des esprits, de la témérité des hypothèses émises sur l'origine et les premières révolutions de la terre. Or, l'immensité même du programme de Buffon faisait ressortir la nécessité de reprendre un à un les problèmes figurant dans sa brillante synthèse, et de les passer au contrôle de l'observation et de l'expérience.

Buffon, après avoir été *neptunien*, c'est-à-dire partisan de l'explication par l'action exclusive de l'eau, était devenu *plutonien* (dans les *Époques de la Nature*) et avait adopté,

comme principe fondamental de sa cosmogonie l'hypothèse encore douteuse d'un feu central dont l'intensité, diminuant graduellement, aurait permis le refroidissement de la croûte terrestre et sa transformation en surface habitable.

Soulavie jugea inutile de remonter si haut. Il croit, comme Buffon, que « le feu a dominé dans la formation de notre planète ; mais, se hâte-t-il d'ajouter, il y a loin de ce premier travail à la formation des montagnes granitiques et calcaires ». Tout en considérant les premières comme « expulsées par des forces souterraines, mais sous forme boueuse, et cristallisées par l'intermédiaire de l'eau », il ne veut se point « rechercher leur origine, mais quelle fut leur destinée, après la création, dans l'ordre des phénomènes du monde minéral ». Il veut « traiter la moitié de leur histoire ». Il date ses recherches du « moment de leur existence ou deçà (1) ». Prenant donc comme point de départ un fait moins éloigné et moins contestable que le feu central, il s'attache à l'examen de la *retraite graduelle des eaux de la mer*. C'est au moyen de cette idée si simple et si féconde qu'il parvient à classer les terrains sédimentaires et à déterminer leur date relative avec une rare justesse de vues, et l'illustre châtelain de Montbard serait sans doute fort étonné, s'il revenait aujourd'hui au monde, d'entendre une des autorités de la science moderne rendre au petit vicaire, qu'il taxait de présomption, l'éclatant hommage qu'on lira plus loin.

Le commentateur du chevalier Hamilton nous apprend qu'il avait étudié particulièrement le système de superposition des divers terrains, depuis les contrées les plus basses, celles qui avoisinent les mers, en remontant le cours des fleuves. C'est ainsi qu'il avait procédé « en partie dans le bassin de la Seine, depuis Paris jusqu'aux chaînes de montagnes du Morvan, en partie dans le bassin de la Loire, et en totalité dans le bassin du Rhône, depuis les côtes maritimes du Languedoc et l'embouchure du Rhône jusqu'aux montagnes du

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, IV, 395, et VI, 119.

Morvan, selon le cours de la Saône, et jusqu'au Mézenc (montagne supérieure qui donne les eaux par la Loire à l'Océan et par le Rhône à la Méditerranée). Cette étude, dit-il, commencée dès l'an 1774, m'a montré en superficie : 1° les départements des cailloux roulés et atterrissements dans les bas-fonds ; 2° le département des matières calcaires ; 3° celui des montagnes granitiques et schisteuses ; 4° celui des montagnes volcanisées. En étudiant ces superpositions, j'ai vu l'antiquité respective des départements ; ainsi j'ai trouvé le département inférieur, celui des atterrissements, le plus récent, car il est composé des matériaux et déblais des montagnes supérieures... Suivre le cours d'un fleuve de la mer à la source des eaux, c'est donc suivre la marche de la nature dans la composition et dans l'antiquité respective des montagnes (1). »



Nous allons laisser maintenant à une plume plus compétente que la nôtre le soin d'apprécier le mérite de notre naturaliste. Voici comment feu M. d'Archiac, membre de l'Institut et professeur au Muséum, parle de l'œuvre scientifique de Soulavie, dans un ouvrage qui est surtout consacré à retracer les progrès successifs de la géologie (2).

...L'observateur qui, au commencement de notre seconde période, avait le mieux compris, dans cette même région (méridionale), la géologie stratigraphique, et qui l'avait appliquée avec le plus de discernement, est sans aucun doute l'abbé Giraud-Soulavie. Dans un mémoire intitulé : *GÉOGRAPHIE DE LA NATURE ou distribution naturelle des trois règnes*, accompagné d'une carte minéralogique et botanique du Vivarais, il établit que la connaissance de toutes les superpositions observées donne la chronologie de leur formation, résultat fondé sur ce principe incontestable que toute carrière superposée est de formation postérieure à celle de la carrière fondamentale. Ainsi, les montagnes du Vivarais, composées de six couches, de natures différentes, placées les unes au-dessus des autres, sont le résultat de six époques séparées et distinctes, puisqu'en examinant les roches de bas en haut, on trouve : 1° le granite vif très solide ; 2° un granite secondaire composé de blocs de cette roche

(1) *Œuvres de Hamilton*, commentées par Soulavie, p. 364.

(2) *Introduction à l'étude de la paléontologie stratigraphique*, I, 348.

réunis par un ciment sableux ; 3<sup>o</sup> une roche calcaire annonçant l'ancienne existence de la mer dans le pays ; 4<sup>o</sup> des couches énormes de poudingues fluviales composées de cailloux roulés granitiques, calcaires, quartzeux, basaltiques, avec des coquilles d'eau douce, des ossements, des bois pétrifiés, etc. ; 5<sup>o</sup> une assise puissante de basalte semblable à un courant qui se serait étendu sur le dépôt de cailloux roulés ; 6<sup>o</sup> des matières calcaires recouvrant en partie les nappes basaltiques des Coirons, vers le bas de la montagne, et remplissant les interstices sous la forme de calcaire spathique.

Suivent des principes de géographie botanique, où la distribution des plantes est mise en rapport avec les altitudes ou l'élévation des lieux où elles croissent, principes que l'auteur applique aussi à la distribution des animaux. La carte coloriée jointe à ce petit travail si original est la première de cette sorte que nous connaissions en France ; elle est intitulée : *Carte géographique de la nature, ou disposition naturelle des minéraux, des végétaux, etc., observés dans le Vivarais*. Toutes les roches d'origine volcanique y sont représentées par une teinte rouge ; les volcans à cratère sont distingués par un signe particulier. On y trouve bien marquée la séparation des granites et des calcaires, la ligne de partage des bassins de la Loire et du Rhône, la limite de la culture de la vigne, de l'olivier et des plantes alpines, les filons basaltiques, les basaltes isolés, les substances métalliques, le quartz, le calcaire, etc. (1).

Dans son *Histoire naturelle de la France méridionale*, l'abbé Giraud-Soulavie a appliqué ces principes sur une échelle plus étendue. Il range dans une première époque ou *premier âge* (t. I, p. 317), les fossiles du Vivarais dont on ne trouve plus les analogues vivants. Ils appartiennent à ce qu'il appelle la *pierre calcaire primordiale*. Ce sont les ammonites, les bélemnites, les térébratules, les gryphites, les entroques, etc. Il en signale trois gisements différents, distingue bien les ammonites des nautilus par les caractères de leurs cloisons, mais il prend pour des orthocératites des cônes alvéolaires de bélemnites. Il est frappé de la multitude d'entroques que renferment les calcaires des environs d'Aubenas, où elles sont accompagnées de térébratules plissés et de bélemnites, dans des roches de diverses natures. Le nom de *primordiales* qu'il donne à ces dernières, toutes pour nous *secondaires*, s'explique par cette circonstance que le terrain de transition manquant dans ce pays, elles succèdent immédiatement aux roches massives cristallines.

Au-dessus d'elles viennent les *calcaires secondaires* de l'auteur, où il signale des fossiles d'espèces éteintes comme dans les précédentes, mais associées ici à d'autres qui auraient leurs analogues vivants (cames, moules, nautilus, buccardes, peignes, etc.) et caractériseraient cette époque. Son *troisième âge* comprend aussi une roche calcaire avec des coquillages d'espèces récentes dont les descendants vivent encore dans nos mers. C'est une pierre blanche, tendre, où manquent les cornes d'Ammon, les nautilus, les bélemnites et les autres fossiles des premiers calcaires. Son peu d'ancienneté est encore prouvé par les cailloux roulés d'origine volcanique qu'elle renferme.

(1) Cette carte se trouve à la fin du tome I<sup>er</sup> de l'*Histoire naturelle de la France méridionale*.



Dans un résumé à la fois stratigraphique, paléontologique et orographique, Giraud-Soulavie montre que ces trois séries de dépôts se succèdent dans le pays à niveau décroissant, ou sont d'autant moins élevées qu'elles sont moins anciennes.

Les *schistes arborisés* ou renfermant des empreintes végétales constitueraient les dépôts d'un *quatrième âge*, mal défini à cause de la difficulté qu'a eue l'auteur pour établir toujours leurs relations avec les calcaires. On voit qu'il y a réuni des couches d'âges très différents.

Dans le *cinquième âge* sont rangés des poudingues, des brèches avec des restes d'éléphants. Le soulèvement des calcaires à ammonites, par suite de l'arrivée au jour des basaltes des Coirons, est placé ici, et, dans les dépôts de transport les plus récents qui proviennent des montagnes environnantes, se trouvent encore des ossements d'éléphants et peut-être de bœufs, des fragments roulés de basalte, de lave, de calcaires de différentes époques, etc.

« Voilà, dit l'auteur, l'aperçu général qu'offrent les sommets de nos montagnes antiques du Vivarais et les plaines récentes du Rhône qui mouille la lisière inférieure de la province. La suite des temps, et surtout des observations plus longues et des lumières plus étendues, multiplieront les époques et rempliront les lacunes, mais elles ne changeront point la place des époques que nous avons assignées. Nous avons réduit ainsi à cinq règnes seulement l'histoire chronologique de la nature dans les substances calcaires, pour ne pas nous exposer à multiplier les anachronismes en multipliant les époques. Tous les faits subalternes intermédiaires seront un jour développés et rangés les uns à côté des autres selon l'ordre des temps, comme on distingue, dans l'histoire civile des empires, celle d'un roi d'avec son successeur. »

En résumant la chronologie des êtres organisés, le judicieux abbé établit :

« 1° Que les plantes inconnues renfermées dans les ardoises les plus anciennes, et les coquillages marins renfermés dans les marbres primitifs, ont occupé les premiers l'empire des mers et des terres ; 2° que les plantes aquatiques des bords de la mer ont existé avant celles des continents, puisque les *ardoises premières* offrent des espèces de joncs ; 3° que les animaux marins à coquilles ont vécu avant les autres ; 4° que, parmi les coquilles, il y a des familles qui ont existé avant d'autres ; qu'il s'éteignit même diverses familles et qu'il s'en éleva plusieurs autres secondaires ; 5° que, parmi les végétaux comme parmi les animaux, la nature a multiplié les familles, qu'elle a toujours perfectionnées de plus en plus, en opérant d'abord le plus simple et ensuite le plus composé ; 6° que les arbres, les oiseaux, les quadrupèdes et l'homme ont dû exister après tous les ordres précédents, puisque leur subsistance suppose celle de plusieurs autres êtres qui leur ont été nécessaires pour vivre sur la surface de la terre. Si ces observations, que j'ai faites en Vivarais, sont confirmées dans d'autres provinces, il en résultera une histoire chronologique des animaux fossiles et vivants, établie par des faits incontestables. »

Considérant ensuite les fossiles, non plus par rapport à l'ancienneté des couches, mais relativement à leurs caractères organiques et à leur origine, le savant abbé oublie tout à fait sa réserve habituelle et se laisse entraîner par les idées de Maillet à admettre la transformation des animaux marins en animaux terrestres. Il se prononce énergiquement contre la possibilité que le

déluge biblique ait occasionné le dépôt des fossiles, mais il admet que des eaux ont pu couvrir les plus hautes montagnes, et il croit aussi que les diverses couches ont pu se déposer sur des plans fort inclinés.

Dans le second volume de son ouvrage, il traite des volcans et des basaltes. Le troisième comprend l'histoire naturelle du Velay, la description de ses volcans anciens, des calcaires et des gypses des environs du Puy. Le volume IV est consacré à la chronologie des volcans éteints de la France centrale, sujet traité d'une manière très remarquable pour ce temps. Le volume VII renferme diverses lettres sur des sujets d'histoire naturelle, la description des environs de Largentière et une correspondance avec l'abbé Roux qui s'appuyait sur les idées de Rouelle. Dans ses répliques, Giraud-Soulavie expose clairement et, à ce qu'il nous semble, pour la première fois en France, les vrais principes de la paléontologie stratigraphique, en faisant voir que les fossiles diffèrent par leur âge et la superposition des couches qui les renferment, et non suivant les divers lieux géographiques où on les rencontre, ainsi que cela résulterait de la disposition des *amas* de Rouelle si vantée par Desmarest qui avait adopté aussi les expressions d'*ancienne* et de *nouvelle terre*.

« Il est certain, dit l'abbé Soulavie (t. VII, p. 156, des *Lettres*), que telle contrée contient une plus grande abondance de telle espèce de coquilles ; mais cette différence ne dépend point de la variété du site dans un tel lieu, ni de tel centre, ni de tel autre placé ici ou là, mais de la différence de l'époque de formation des carrières. Ainsi, la mer ne nourrit plus des ammonites précisément parce qu'elle est aujourd'hui à Marseille et qu'elle n'est plus en Vivarais où il y a des ammonites pétrifiées, mais elle n'en produit plus parce que ces coquilles appartiennent à d'autres époques ou à d'autres climats. La différence des coquilles dans les pierres est établie sur la différence d'antiquité et non sur la différence locale ; et quand même une chute de terrain précipiterait le bas Vivarais au-dessous de la Méditerranée, il ne suit pas de là que cette mer, refluant de ce côté-là, produisit les anciennes coquilles qu'elle produisait alors ; la succession des temps a fait perdre les espèces ; aussi n'en voit-on pas dans les pierres plus récentes. Or, on doit appeler pierre calcaire plus ancienne celle qui, soit qu'elle existe sur les plus hautes montagnes, soit inférieurement, ne connaît aucune autre espèce de pierre calcaire au-dessous d'elle, mais qui est la base de toutes les autres. Après celle-ci vient une autre qui lui est posée dessus, et enfin la dernière de toutes est celle que la mer a formée tout récemment et même qu'elle forme encore, car les pierres coquillières, par exemple, qui ont été employées pour bâtir les remparts de Montpellier, sont visiblement une pierre de formation très récente, à laquelle on ne peut comparer cette chaîne de montagnes calcaires du Jura et des Cévennes, que je regarde comme la plus ancienne de toutes les pierres calcaires du monde. »

Si l'on se reporte au temps où l'abbé Soulavie écrivait, et que l'on tienne compte des pays qu'il avait étudiés, on trouvera cette dernière manière de voir suffisamment justifiée. Ainsi, à quelques égards, l'auteur de l'*Histoire naturelle de la France méridionale* pourrait être regardé comme le continuateur

de celui de *Telliamed* (1). Il en a les qualités comme observateur, avec moins d'originalité sans doute, mais avec plus de suite dans les recherches limitées à une région déterminée. Il avait plus que Guettard le sentiment de la géologie stratigraphique, une idée très exacte de la succession des êtres organisés dans le temps, qu'il a formulée le premier avec des exemples à l'appui; mais on peut dire qu'il écrivait aussi mal, ce qui, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, était un tort, même pour un savant. Quoi qu'il en soit, nous pensons que l'on n'a pas rendu à l'abbé Soulavie toute la justice que ses travaux méritaient; il a été un de ceux que l'opinion générale déshérite sans qu'on sache pourquoi. Puissent ces quelques lignes engager les naturalistes qui s'occupent particulièrement des Cévennes, et de leurs versants oriental et méridional à ouvrir son livre! Ils y trouveront certainement des renseignements utiles.

Dans une conférence scientifique à la Sorbonne (avril 1868) sur le *Développement chronologique et progressif des êtres organisés*, M. d'Archiac rendait encore plus complètement justice à Soulavie. « C'est lui, dit-il, qui, le premier, a formulé ce double principe que les fossiles diffèrent d'une couche à une autre, suivant la place que cette couche occupe dans la profondeur du sol, et qu'ils sont les mêmes dans toute l'étendue de chacune d'elles. »

L'éminent professeur ajoute :

« Dix-huit ans se passèrent avant que ce principe fût *trouvé* pour la seconde fois en Angleterre (2) et trente ans avant qu'il fût reconnu et appliqué dans la patrie de son inventeur (3). Développé, perfectionné, puis appliqué en grand, le principe de Giraud-Soulavie, on peut le dire sans exagération, a fait le tour de la terre, partout contrôlé, vérifié, confirmé par les faits et admis par les observateurs de toutes les nations. C'est à lui que l'on doit les immenses progrès de la géologie et de la paléontologie depuis quarante ans, progrès tels qu'aucune autre science n'en avait encore fait de semblables dans le même laps de temps. Enfin Giraud-Soulavie, on peut le dire aussi, a été une des gloires méconnues de la France. »

Nous avons tenu à reproduire presque intégralement ces

(1) Anagramme du nom de son auteur : *de Maillet*.

(2) Par l'ingénieur Williams Smith,

(3) Par Georges Cuvier.



pages de M. d'Archiac, parce qu'elles sont le premier et le plus éclatant hommage rendu à Soulavie et une vraie résurrection de sa gloire scientifique. Quelques jours après la conférence dont nous venons de citer un extrait, nous eûmes l'honneur de causer assez longuement avec M. d'Archiac, qui nous apprit que son appréciation du mérite de Soulavie n'avait trouvé aucun contradicteur, et qui écouta avec intérêt les renseignements que nous lui donnâmes sur la vie et les œuvres de ce personnage. Il ne connaissait Soulavie que par son *Histoire naturelle de la France méridionale*, qu'il avait trouvée à la bibliothèque du Museum, et comme beaucoup d'autres, il croyait que le naturaliste Giraud-Soulavie et l'historien Jean-Louis Soulavie aîné formaient deux personnalités distinctes. Peut-être, en songeant à la couleur des œuvres historiques de Soulavie, comprit-il alors pourquoi l'opinion publique l'avait déshérité, les rancunes accumulées par l'historien ayant évidemment contribué au discrédit dans lequel le naturaliste est resté comme enseveli.



Après avoir laissé à une des autorités de la science le soin de marquer la place qui revient à Soulavie dans l'histoire des progrès de la géologie, nous allons résumer brièvement les dernières notes prises en relisant l'*Histoire naturelle de la France méridionale* et quelques-unes des réflexions que cette lecture nous a inspirées.

Quand on connaît l'ensemble des ouvrages de Soulavie, et qu'on a vu la foule de sujets après lesquels l'entraîne la fougue d'une curiosité scientifique, qui semble vouloir conquérir tous les secrets de la nature et de l'histoire, on croit apercevoir, dans cette vivacité même de son esprit, la cause principale de la négligence de son style. La recherche des lois qui ont présidé aux révolutions du globe et des lois qui éclairent l'histoire politique des peuples, absorbait sa pensée et ne lui laissait pas le loisir de polir ses phrases. A chaque pas, en effet, on trouve dans ses livres l'ébauche ou l'indication d'autres ou-



vrages qu'il se proposait d'écrire et pour lesquels il recueillait des notes et des documents. De même que plusieurs de ses publications historiques donnent la preuve qu'il avait en vue d'autres travaux du même genre, de même on peut voir, en divers endroits de l'*Histoire naturelle de la France méridionale*, que le plan de ses études de naturaliste prenait chaque jour une plus grande extension.

L'ouvrage, dont l'*Histoire naturelle* n'est qu'une partie, devait comprendre six sujets différents :

1° *Histoire naturelle du Vivarais* (formant les deux premiers volumes de la *France méridionale*) ;

2° *Voyages minéralogiques dans la France méridionale* (formant les tomes III à VI) ;

3° *Des arbres considérés selon leur climat* (formant le tome VIII) ;

4° *Observations sur les animaux de ces contrées* ;

5° *Théorie de l'homme appliquée au Vivarais* ;

6° *Histoire politique du Vivarais*. Dans ce dernier ouvrage, Soulavie se proposait d'établir les rapports qui existent entre l'histoire naturelle et l'histoire politique d'un même pays (1).

Soulavie ne paraît pas avoir terminé le quatrième et le cinquième de ces ouvrages, mais il en avait certainement écrit une partie, car, dans la préface du tome VIII de l'*Histoire naturelle* (publié en 1783), on voit que l'histoire des végétaux, reptiles, insectes, quadrupèdes, oiseaux, etc., avait été présentée à l'Académie dès 1779 et que les commissaires en avaient paraphé le manuscrit « qui est sous presse ». Il devait en paraître tous les ans deux volumes.

Soulavie nous apprend, dans le même chapitre, qu'il travaillait à une histoire philosophique du progrès des sciences de 1700 à 1782. « Dans quatre ou cinq ans, ajoutait-il, tous ces travaux auront vu le jour ; alors nous serons entièrement dévoué à notre état. La science des Fénelon, des Bossuet, Bourdaloue, etc., n'est pas épuisée, et la Religion offre mille objets

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, préface du tome I.

dignes des regards du chrétien, du citoyen, du politique et du philosophe. »

Ailleurs (1) nous trouvons le sommaire détaillé de l'ouvrage projeté, et ce sommaire montre que l'auteur avait suivi attentivement tous les progrès de son siècle et qu'aucune branche des connaissances humaines ne lui était restée étrangère. Outre l'étendue de son érudition, attestée par la grandeur du plan, qui eût fait de son ouvrage un rival de l'*Encyclopédie*, on y remarque le sentiment profond qu'il avait de la solidarité de toutes les sciences, de l'appui qu'elles se prêtent mutuellement et de l'horizon de merveilles ouvert à leurs efforts combinés. Mais les forces de l'homme et la durée de la vie ne sont pas toujours en rapport avec les conceptions de l'esprit, et l'étendue même des projets de notre auteur explique assez l'abandon des uns et la faiblesse d'exécution des autres.

Les huit volumes de l'*Histoire naturelle de la France méridionale* sont tout un monde, un peu confus parfois, mais plein d'éclaircies et de curieux points de vue, où les questions intéressantes abondent, et où celui qui s'en constitue officieusement le cicerone a droit à une large indulgence à cause de la grandeur et de la difficulté des sujets. Nous ne voulons, d'ailleurs, signaler, dans une revue rapide, que les plus importants ou ceux qui ont un caractère d'application pratique.

Soulavie dit fort justement que toute science doit avoir un but utile et ne pas être une *science de luxe*. « L'histoire naturelle qui ne serait point la base de la science économique, qui serait isolée de l'agriculture, ou qui ne serait point liée avec les arts, serait dans cette classe... » Il montre qu'on a trop cherché jusqu'ici « des vérités de théorie dont l'homme ne doit tirer que des avantages éloignés (2) ».

Ces préoccupations d'utilité se montrent toujours chez notre naturaliste accompagnées du vif désir d'améliorer le sort des populations des montagnes du Vivarais, qui étaient alors bien

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, V, 155.

(2) *Histoire naturelle de la France méridionale*, III, 10.

plus malheureuses qu'aujourd'hui. Il ne manque jamais l'occasion d'appeler sur elles l'attention bienveillante du Roi et de son gouvernement. Le récit de son excursion sur le sommet des Cévennes et de la nuit qu'il passa chez de pauvres montagnards près du lac de Saint-Front, la description qu'il fait de leur intérieur, de leur misère et de leur probité, les réflexions judicieuses dont il assaisonne son récit, et enfin la lettre à Louis XVI qui termine ce chapitre, suffiraient pour montrer que l'amour du prochain ne le cédait en rien dans son cœur à l'amour de la science (1).

Notons une considération des plus opportunes, apportée par Soulavie à l'appui de son plaidoyer en faveur des montagnards. « Les montagnes, dit-il, sont les vrais magasins ou réservoirs de l'espèce humaine ; des milliers de montagnards passent insensiblement et à la longue dans les pays fertiles pour y entretenir la population languissante (2) ». Soulavie exprime donc ici, le premier, une belle idée qui a été reproduite par Élie de Beaumont, à qui l'on en rapporte à tort tout le mérite (3), et chacun peut aisément, surtout en province, où le théâtre social est plus limité, en reconnaître la justesse. Il n'y a pour cela qu'à regarder autour de soi. Dans chaque ville, dans chaque bourg, on pourra constater la disparition ou la décadence des familles qui possédaient, il y a cinquante ou soixante ans, l'influence ou la fortune, et leur remplacement par d'autres familles venues des régions montagneuses du pays. Et c'est un fait général dans tous les États civilisés. Partout le bien-être et la vanité corrompent et laissent des successions éternellement ouvertes à la sobriété et au travail, qui arrivent en sabots et les mains vides de contrées moins favorisées.

Comme principaux remèdes à la misère des populations des Cévennes, Soulavie conseille « l'ouverture de chemins, la pratique des arts et métiers, l'exploitation des mines et les manu-

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, III, 30.

(2) *Idem*, III, 48.

(3) *Explication de la carte géologique de France* (Plateau central).

factures ». Il est assez humiliant de constater que les programmes d'amélioration moderne, même ceux que les candidats étalent en temps d'élection, ne contiennent au fond, dans leur partie sérieuse, rien de plus. On a fait depuis beaucoup de routes, on a établi de nombreuses manufactures, et enfin, grâce à la vapeur et au libre échange, la richesse générale s'est singulièrement accrue dans les Cévennes comme dans le reste de la France, mais il reste évidemment beaucoup à faire, et l'ouvrage de Soulavie, malgré la transformation politique et sociale qui a été la conséquence de la Révolution, contient bien des indications propres à faciliter de nouveaux progrès. Il est à remarquer, du reste, que, sur ce qu'on appelle aujourd'hui la question sociale, l'auteur a mis dans ses derniers ouvrages plus de lumière que dans les premiers. Sans doute, il n'ignorait pas en 1780 l'énorme influence de la religion sur la bonne marche des sociétés et la prospérité des États, mais ce sentiment est beaucoup plus vivant dans sa pensée quand elle a été éclairée par les tristes expériences de la Révolution. Il comprend mieux alors que, si l'ouverture de chemins et le développement du travail sont d'excellents moyens pour améliorer la situation matérielle du peuple, la religion, qui non seulement enseigne le travail, mais prêche la morale et inspire la résignation, est l'âme même du corps social, et que, sans elle, tous les autres risquent d'échouer.

Comment les montagnes se sont-elles formées ? A cette question, qui a dû se poser dès le début de ses études géologiques, notre naturaliste fait une réponse qui montre le danger des généralisations quand l'observation a été concentrée sur un espace restreint. Pour lui, les aspérités de la surface terrestre ne sont pas autre chose que le résultat de l'érosion des eaux pluviales qui, en creusant des vallées, ont nécessairement formé des montagnes. La nature spéciale du Vivarais, où l'érosion des eaux pluviales a, en effet, joué un rôle important, est la cause de cette erreur. — Buffon s'était bien plus approché de la vérité, en attribuant les grandes chaînes de montagnes aux boursouflures produites par la



chaleur intérieure du globe. — Il était réservé à une illustration plus moderne, à M. Élie de Beaumont, de jeter sur ces obscurités une plus grande lumière. L'éminent géologue pense que l'écorce terrestre, en se refroidissant, éprouve un retrait, puis des ruptures. La roche fluide sous-jacente, comprimée par la croûte solide qui s'est resserrée, monte à travers ces fissures dont elle plisse et relève les bords, et forme, en se solidifiant, de longs bourrelets qui constituent les chaînes de montagnes. De là, la possibilité de préciser, au moins d'une manière relative, la date de ces soulèvements, par la nature des couches relevées. C'est ainsi que des terrains coquilliers ont pu se trouver exhaussés au-dessus des plus hautes mers. Voltaire, qui ne se doutait pas du phénomène, raillait les géologues en attribuant à des passages de pèlerins les coquilles des terrains montagneux. Mais le célèbre écrivain s'est tiré de cette querelle avec tant d'esprit qu'il y aurait mauvaise grâce à lui en garder rancune.

Soulavie parle quelque part de *granits secondaires* superposés aux calcaires, à la montagne du Béderet, près de Largentière. Buffon le relève vertement dans une lettre adressée à Faujas, le 3 octobre 1781 : « Je suis persuadé qu'avec vos bons yeux vous verrez les granits tels que je les ai vus et, si vous m'eussiez fait l'honneur de venir à Montbard, je vous aurais communiqué mes observations et mes idées que vous auriez trouvées d'accord avec les vôtres. Les granits de l'abbé Soulavie ne sont, en effet, que des grès à gros grains, et même très impurs ; mais c'est la moindre des bévues de ce jeune vicaire, qui n'est qu'un écolier, et qui écrit d'un ton de maître (1). »

Buffon avait raison, et l'on comprend l'agacement que devait parfois éprouver le vieux savant devant le ton d'assurance excessive de l'imberbe novateur, mais, en somme, il y a ici un malentendu sur les mots plus qu'autre chose, car, en parlant de ses granits secondaires, Soulavie ajoute :

(1) *Correspondance inédite de Buffon*, publiée par ses petits-neveux.

« .... à moins qu'on ne veuille refuser le nom de granit à ces roches horizontales qui laissent partir des étincelles, lorsqu'on les bat à coups de briquet, qui sont composées de quartz à gros et à petits grains, de choerl et d'une petite quantité de mica. » Dans un autre endroit, il fait observer que « le granit secondaire ne se trouve que dans les vallées bornées par des montagnes à crête granitique, et qu'il est toujours posé sur des fondements de granit primitif, tandis que le granit véritable ne se trouve jamais sur lui ». Il explique encore ailleurs ses granits secondaires dans le même sens(1). Son erreur se réduisait donc à avoir baptisé d'un nom impropre les couches de grès avec calcaires et marnes subordonnées, qui forment dans l'Ardèche et le Gard le sommet du trias. Comme cette formation présente des caractères minéralogiques assez variables, et vu l'absence de fossiles déterminables, sa classification dans l'échelle des terrains est encore sujette à discussion (2). M. Élie de Beaumont, dans la *Carte géologique de France*, l'a nommée *grès infra-lia-sique*.

Malgré cette petite dissidence, les premiers essais de Soulavie lui avaient valu sans doute quelque estime de la part de Buffon, puisque l'auteur des *Époques de la nature* voulut bien lui envoyer un exemplaire de son ouvrage avant son apparition (3).

Soulavie s'étend longuement sur les empreintes végétales des environs de Cheylus près Privas, qu'il appelle des *schistes calcaires* ou *schistes arborisés*, et montre par la nature des végétaux existant dans le pays à cette époque primitive que le climat en était alors beaucoup plus chaud qu'aujourd'hui (4). Notre auteur préludait ainsi aux études de paléontologie végétale qui n'ont pris un véritable essor que vers 1850 et qui ont déjà donné de si brillants résultats. Les schistes dont parle

(1) *Hist. nat. de la F. M.*, I, 375 et VI, 159.

(2) LEDOUX, *Etude sur les terrains triasique et jurassique et les gisements de minéral de fer dans l'Ardèche*. Paris, Savy, 1868.

(3) *Hist. nat. de la F. M.*, I, 391.

(4) *Idem*, I, 270, et IV, 46 à 55.

Soulavie sont un fragment isolé du dépôt miocène qui s'étendait de la montagne de Charay à celle de Rochessaive. Un fait à noter, qui a été relevé depuis par M. de Saporta et par l'abbé Boulay (1), professeur à la Faculté libre de Lille, c'est que les empreintes végétales de Charay et de Rochessaive prouvent l'existence très préhistorique de la vigne dans une région dont Pline devait célébrer plus tard la renommée vinicole.

À propos du dépôt d'anthracite de Prades, notre naturaliste suppose que le charbon minéral a été *vomi* sous forme liquide par le volcan voisin de Jaujac. Ce n'est pas qu'il ignore l'origine des dépôts houillers. « C'est à nos antiques forêts que nous devons les amas de matières combustibles que recèle la terre. » Dans un autre ouvrage (2), il précise que ces plantes ont vécu dans les lieux mêmes où se trouvent leurs débris, contrairement à l'opinion de ceux qui considéraient les dépôts houillers comme formés par des plantes étrangères transportées par les courants maritimes. Mais « la nature peut connaître plusieurs moyens pour parvenir au même but... et le volcan de Jaujac a produit autrefois de vrais bitumes (3). »

M. d'Archiac a déjà signalé d'autres points où notre auteur s'est laissé emporter par son imagination au delà des régions accessibles à l'observation scientifique. On peut supposer qu'il le comprenait lui-même et qu'il n'attachait pas à certaines hypothèses le degré de certitude ou même de vraisemblance que se plaisaient à lui attribuer de malveillants critiques. La preuve en est dans un passage (4) du tome IV où, en se justifiant d'avoir mêlé quelquefois l'hypothétique au réel, il rappelle que « les vues probables conduisent souvent à la découverte de quelque vérité et que les rêveries du *Telliamed* (5) ont amené

(1) *Notice sur la Flore tertiaire de Privas*, lue à la Société botanique de France, le 27 mai 1887, par M. l'abbé Boulay.

(2) *Les classes naturelles des minéraux*, p. 144.

(3) *Hist. nat. de la France mérid.*, II, 235, et VIII, 109.

(4) *Idem*, IV, 188.

(5) *Telliamed* ou *Entretiens d'un philosophe indien avec un philosophe français*. L'auteur, Benoît de Maillet, soutient que le germe primitif vital n'avait donné que des espèces marines, dont étaient descendues, par une série de transformations,

la découverte de plusieurs grandes vérités ». Ce ton modeste et dubitatif ne s'applique pas bien entendu aux lois chronologiques que notre naturaliste a l'honneur d'avoir formulées le premier. Sur ce point, il parle avec un accent de certitude qui montre jusqu'à quel point l'évidence des faits l'avait frappé.



Soulavie s'est occupé avec une sorte de tendresse patriotique des volcans éteints du Vivarais, qu'il avait pu étudier d'une façon toute particulière pendant les deux années (1777 et 1778) qu'il passa à Antraigues, en qualité de vicaire. Une lettre de l'abbé Bartre, curé d'Antraigues, nous apprend que Soulavie, pendant son séjour dans cette localité, rencontrait beaucoup d'incrédules quand il parlait des volcans du pays. Le bon curé commençait à peine à y croire en décembre 1780, date de sa lettre, et l'on voit qu'il avait grand'peur que les théories de Soulavie fussent en désaccord avec les Livres Saints (1).

C'est en 1772, pendant les vacances du séminaire, que Soulavie fut frappé pour la première fois de l'aspect des pierres rouges et boursoufflées qu'il rencontrait et d'autres apparences volcaniques. Il était venu, cette année-là, passer ses vacances à Antraigues où sa famille possédait une propriété, et où il put explorer à l'aise les magnifiques volcans de Craux, de Coupe et du Pic de l'Étoile.

Rentré au séminaire, il étudia soigneusement le livre de la Genèse et ses commentateurs, pour voir si Moïse avait dit quelque part qu'il n'y avait jamais eu de volcans. Plus tard, il apprit que M. Guettard avait découvert les volcans d'Auver-

toutes les espèces terrestres et aériennes, même l'homme. Cet ouvrage fut publié à Amsterdam en 1748, par un ami de l'auteur, mort en 1738. Maillet était consul de France au Caire. Tout le monde connaît les vers de Voltaire dans la satire des *Systèmes* :

Notre consul Maillet, non pas consul de Rome,  
Sait comment ici bas naquit le premier homme:  
D'abord il fut poisson.....

(1) *Hist. nat. de la Fr. mérid.*, VI, 283.



gne et que M. Montet en avait signalé d'autres sur les bords de la Méditerranée.

C'est ici le lieu de rappeler comment le pavé de Montélimar fit découvrir, au siècle dernier, les volcans de l'Auvergne et du Vivarais. Tandis que pour les paysans de ces contrées, au moins ceux d'autrefois, l'existence de ces anciens volcans ne faisait pas de doute, comme le prouvent les noms significatifs restés à bon nombre de montagnes volcaniques et l'expression vulgaire de *peyre arse* (pierres brûlées) pour désigner leurs cendres et scories, les savants, beaucoup moins avancés, ne soupçonnaient pas que le sol français eût jamais jeté des flammes. Pascal et Cassini, qui avaient parcouru l'Auvergne, le premier pour ses célèbres expériences sur la pesanteur de l'air, le second pour y mesurer la hauteur des montagnes, avaient, pendant des mois entiers, foulé la cendre des volcans sans les apercevoir. L'honneur de cette découverte revient à MM. Guettard et Malesherbes, de l'Académie des sciences, qui, revenant d'Italie en 1751, et ayant diné à Montélimar avec Faujas de Saint-Fond et d'autres savants, furent frappés de l'aspect des pierres composant le pavé des rues de cette ville et de leur ressemblance avec les pièces polygonales de lave, servant aux anciennes voies romaines, qu'ils venaient de voir du côté de Rome et Naples. Ils crurent reconnaître des pierres basaltiques et demandèrent d'où elles venaient. On les mena de l'autre côté du Rhône, à Rochemaure, où abondent les restes d'anciennes éruptions volcaniques et où ils purent admirer la magnifique colonnade de Chenavari. Ils visitèrent une partie du Vivarais et de l'Auvergne, et c'est à Clermont seulement que tous leurs doutes furent levés, et qu'ils constatèrent définitivement la parfaite identité des anciens phénomènes volcaniques de ces contrées avec ceux dont ils venaient d'être témoins en Italie.

Guettard publia en 1751 son *Mémoire sur quelques montagnes de France qui ont été des volcans*. On se moqua de lui et un savant professeur de Clermont prouva même que les scories signalées étaient des travaux de forge des Romains. Les

premiers croyants de cette découverte ne rencontrèrent pas un meilleur accueil. Faujas raconte qu'à Montélimar on le ridiculisait à ce sujet, mais qu'on y acceptait sans sourciller les assertions d'un jeune chevalier d'industrie, appelé Parangue, qui prétendait apercevoir l'eau à 2 ou 300 toises sous terre (1).

Soulavie partit pour Cette pendant les vacances de 1774, pour aller comparer les laves d'Agde à celles du Vivarais. Nous avons vu qu'au mois de septembre de cette année il était aux eaux de Balaruc. Six ans après, il refit ce voyage, cette fois en compagnie de son ancien professeur, l'abbé Tourette, alors vicaire à Cette. Les résultats de ses observations à Agde et dans les diocèses de Nîmes et de Montpellier sont consignés dans le tome V de son ouvrage.

En 1775, Guettard et Faujas de Saint-Fond visitèrent le volcan de Coupe, près d'Antraigues, auquel Faujas trouve une ressemblance étonnante avec le Vésuve.

En 1777, Faujas parcourut le Vivarais avec M. de Gensanne, l'auteur de l'*Histoire naturelle du Languedoc*, et l'abbé de Mortesagne, qui habitait Pradelles. Les lettres de cet ecclésiastique contiennent de très intéressants détails, non seulement sur la géologie du Velay et du Vivarais, mais encore sur l'état déplorable du pays et les mœurs sauvages des habitants. On les trouve dans l'ouvrage de Faujas, qui parut en 1778. C'est pendant cette même année que Soulavie écrivait à Antraigues ses études sur les volcans du Vivarais. Le tome II de son *Histoire naturelle* qui les contient fut publié en 1780. La *Chronologie physique des éruptions des volcans éteints*, qui forme le tome IV, parut l'année suivante.

Les deux écrivains sont remarquables à des titres divers. Faujas est un observateur sagace, qui, d'ailleurs, écrit avec beaucoup plus de méthode, de calme et de correction que Soulavie. Il a aussi sur ce dernier l'avantage d'avoir traité le premier l'histoire des volcans du Vivarais et du Velay. Mais il est plus minéralogiste que géologue. Soulavie est plus géolo-

(1) *Recherches sur les volcans éteints du Vivarais et du Velay*, p. 394.

gue que minéralogiste, et il l'emporte sur son aîné par une perception plus claire de la succession des antiques phénomènes qui ont bouleversé notre sol.

Une ingénieuse et fort juste comparaison de Soulavie montre sa préoccupation constante du point de vue chronologique. Après avoir rappelé que, sous le règne de Louis XIV, on ouvrit des registres publics où les notaires furent obligés d'écrire la date des contrats, afin de donner ainsi aux actes un caractère authentique, Soulavie dit que la nature a aussi ses registres de contrôle. « L'étude des volcans et de leurs produits est, dans l'ordre des minéraux, le véritable art de vérifier les dates de la nature, comme l'étude des roches herborisées ou coquillières est l'art de vérifier les dates et les ères de l'histoire ancienne des êtres organisés dans l'ordre du monde vivant. »

A ses yeux, les volcans les plus anciens en Vivarais sont ceux dont il ne reste que quelques filons de laves incrustés dans des montagnes granitiques. On voit des filons de ce genre à Saint-Laurent-les-Bains et à Rocles, au pied du Tanargue.

Les volcans du Mézenc, du Gerbier de Jonc et autres des hautes Cévennes (1) sont postérieurs. Ce sont leurs débris que l'on trouve dans le lit de cailloux roulés, basaltiques et granitiques, que recouvrirent ensuite les laves des volcans du Coiron.

Les volcans les plus récents sont évidemment ceux de Montpezat, Thueytz, Neyrac, Jaujac et Antraigues, les seuls qui, outre des basaltes, présentent encore des pierres poncees et des cratères plus ou moins accusés. Si, comme quelques passages très curieux de Grégoire de Tours et de Sidoine Apollinaire, cités par Soulavie, le font présumer, les derniers phénomènes volcaniques du Vivarais se rapportent aux désordres naturels de l'année 468, qui frappèrent de terreur les populations de la province viennoise et provoquèrent l'établissement des Roga-

(1) Ces montagnes proviennent des éruptions boueuses qui ont produit le *basalte blanc* de Faujas et de Soulavie, désigné aujourd'hui sous le nom de *trachyte*, et le *basalte gris lamelleux* ou *basalte en table*, appelé depuis *phonolite*, dont les montagnards tirent des *lauzes* pour couvrir leurs maisons.

tions, c'est dans les volcans de cette catégorie qu'il faudrait en rechercher les causes. Il nous semble, du reste, fort douteux que de véritables éruptions volcaniques aient eu lieu à cette époque dans la France centrale, mais on peut fort bien admettre que les dernières forces souterraines agissantes aient occasionné des tremblements de terre, qui firent fuir les animaux sauvages jusque dans les villes, et qu'elles se soient manifestées aussi par quelques dégagements de vapeurs enflammées.

Dans ses Commentaires sur l'ouvrage de Hamilton (1), Soulavie nous apprend que l'abbé Roux, prieur de Fraissinet, aurait trouvé des débris humains sous les laves du Coiron, ce qui prouverait que l'homme primitif en Vivarais a assisté aux grandes éruptions volcaniques de cette région. Il serait nécessaire sans doute que le fait fût rigoureusement établi, car on a pu prendre pour des débris anciens les ossements d'êtres humains de date plus récente, couverts accidentellement par les laves ou ensevelis dans une des excavations naturelles qui se trouvent sous les basaltes.

Il est à noter toutefois que, si la découverte de l'homme contemporain des volcans n'est pas rigoureusement établie en Vivarais, elle l'est dans le Velay, où des ossements humains ont été extraits des laves du volcan de Denise (2). Quant aux débris d'éléphants rencontrés à diverses reprises sur les bords du Rhône, d'Arles à Valence, la question est toujours ouverte, et tandis que les uns veulent y voir l'*elephas meridionalis* pliocène, antérieur à l'homme, beaucoup d'autres croient qu'il s'agit simplement de quelques vestiges de l'armée d'Annibal, dont un corps remonta la rive droite du fleuve jusqu'au-dessus de Valence, en même temps que le gros des forces carthaginoises passait le Rhône près de Roquemaure. Observons néanmoins, en faveur des premiers, que d'autres débris d'éléphants ou de mammouths ont été découverts, à diverses reprises,

(1) Page 369.

(2) Voir la lettre de M. Aymard, conservateur du musée du Puy, dans le *Bulletin de la Société géologique de France*, 1847, 2<sup>e</sup> série, t. IV.



sous les laves du Coiron, dans des endroits où n'ont jamais pénétré certainement les éléphants d'Annibal (1).

Dans son mémoire sur les *Classes naturelles des minéraux*, Soulavie, cherchant l'origine des volcans, constate que « nos observations sont trop peu avancées, trop superficielles, pour en donner la véritable théorie ». Cependant il croit que « le feu des volcans, actif dans tous les âges de la nature, tient à la constitution du globe ». Mais sa véritable cause n'est connue que du « Souverain artiste de la terre, qui sut organiser avec tant de sagesse notre planète, depuis sa superficie jusqu'aux abîmes profonds, auxquels il n'est pas trop permis à l'homme de parvenir ».

Les Commentaires sur Hamilton complètent les vues de notre naturaliste sur les volcans. Il insiste sur la profondeur et l'étendue des foyers volcaniques qui vont bien au delà des limites de la montagne où ils se manifestent par des éruptions plus ou moins considérables. Il n'admet pas que la fameuse expérience de Léméri explique suffisamment les volcans, et il attend, de nouvelles observations de la nature, de plus amples éclaircissements sur l'origine du feu souterrain qui brûle même au-dessous des mers. Mais les observations de Hamilton, non moins que l'extinction graduelle des volcans du Vivarais, coïncidant avec la retraite graduelle des eaux de la mer, montrent que les eaux maritimes sont nécessaires à l'alimentation des feux souterrains. N'est-ce pas sur cette voie que les savants modernes ont trouvé la théorie qui remplace l'hypothèse du feu central par celle des conflagrations limitées du sous-sol, produites par la décomposition des métaux alcalins, au moyen, soit des eaux pluviales, soit des eaux maritimes? Ampère et Davy supposent que le noyau de la terre est non oxydé et devient une source intarissable de chaleur par le contact avec la croûte déjà oxydée. Un volcan est une fissure par laquelle les eaux de la surface terrestre pénètrent jusqu'à

(1) *Annuaire de l'Ardèche* de l'an XI, p. 150. — *Itinéraire du géologue dans l'Ardèche*, par Dalmas, p. 180.

ce noyau et y produisent des explosions résultant de l'augmentation de volume et de la vaporisation des eaux. Sans vouloir prononcer sur les débats contradictoires dont cette théorie a été l'objet, nous devons noter ici qu'elle a été fort bien développée, au point de vue de ses rapports avec la géologie du Vivarais, par un observateur local, M. Dalmas (1).

Au sujet des sources minérales, qui sont très nombreuses en Vivarais, Soulavie fait sur leur origine des réflexions qui paraissent fort justes. Tout d'abord il constate leur relation avec la nature volcanique du sol, et, s'il ne le dit pas en propres termes, on voit qu'il est pénétré de l'idée que les fractures de la croûte terrestre résultant des explosions volcaniques ont seules pu permettre aux eaux de la surface de pénétrer dans les profondeurs embrasées qui sont le vrai laboratoire des eaux minérales. La plupart des sources de ce genre dans l'Ardèche consistent en petits filets d'eau froide, alcaline ou ferrugineuse, presque toujours gazeuse. Mais il y a aussi quelques sources thermales : Celles 20°, Saint-Georges 25°, Neyrac 27° et Saint-Laurent-les-Bains 52°. Or, ces sources ont un débit beaucoup plus abondant que les autres, et c'est dans cette diversité de volume que Soulavie voit avec raison la cause de la diversité de température. « Les sources faibles, dit-il, étaient également chaudes à leur origine, car il faut du feu et un feu actif pour décomposer les matières qui renvoient le fluide gazeux, le vitriol, le soufre, etc., et elles se sont refroidies plus facilement que les gros courants dans le long trajet qu'elles ont dû faire avant d'arriver à la surface du sol (2). »

Dans un autre ouvrage (3), Soulavie donne de curieux détails sur les eaux de Neyrac, une ancienne station romaine, commune de Meyras (Ardèche), fréquentée au moyen âge par les croisés revenus lépreux d'Orient, complètement oubliée ensuite, et dont la source chaude ne fut retrouvée qu'en 1780

(1) *Itinéraire du géologue et du naturaliste dans l'Ardèche et une partie de la Haute-Loire*. Privas, 1872.

(2) *Œuvres complètes de Hamilton* commentées par Soulavie, pp. 382 à 390.

(3) *Hist. nat. de la France mérid.*, VI, 285. Voir aussi notre *Voyage aux pays volcaniques du Vivarais*, p. 163.

par Mazon, jurisconsulte à Antraigues. Il existe aussi à Neyrac des fosses remplies d'exhalaisons méphytiques (acide carbonique), comme la grotte du chien à Portici. Notre auteur rend compte des effets produits par la respiration de ce gaz, qu'il croit susceptible d'applications médicales, — applications réalisées de nos jours.

Les sables volcaniques appelés pouzzolane donnent lieu à un intéressant chapitre sur les ciments. C'était autrefois un article d'importation pour les constructeurs français. En vertu d'un ordre de Colbert, tous les navires français touchant à Pouzzoles, en Italie, étaient tenus de s'y lester de pouzzolane. Après avoir déconvert les volcans éteints de France, Guettard proclama l'inutilité d'aller chercher au dehors ce que nous avions dans le pays. Faujas de Saint-Fond chercha la pouzzolane en Vivarais et la trouva au volcan de Chenavari, en face de Montélimar. Il fit plus, il obtint de M. de Sartiges, secrétaire de la marine, en 1777, l'autorisation de faire à Toulon des expériences sur l'emploi comparé de la pouzzolane du Vivarais et de celle de Pouzzoles, et, dans un chapitre de son livre, il donne les résultats favorables de ces expériences.

Soulavie ajoute de nouvelles preuves au mémoire de Faujas, et les puise dans une foule de faits locaux. Il constate que le ciment formé par la combinaison de la chaux pure du bas Vivarais avec le sable quartzeux du torrent de Ligne à Largentière est excellent : le château et l'église de Largentière en sont la preuve vivante, ainsi que les ruines du vieux fort de Faujaux et du couvent des Cordeliers (1). Ce ciment n'est pas autre chose que la chaux ordinaire du pays employée avec du sable granitique. Au contraire, dans la région calcaire, au Bourg-St-Andéol, par exemple, la chaux étant mêlée avec du sable calcaire, donne un ciment bien moins résistant. Il n'y a pas de bon ciment si la chaux n'est pas mélangée avec des matières brûlées : pouzzolane, basalte trituré ou briques pilées.

(1) En 1889, il a fallu recourir à la mine pour abattre les vieux remparts de Largentière bâtis avec ce ciment.

La durée du ciment romain, qui égale celle du granit, vient de ce qu'il était fait avec des matières de ce genre. « Les Hollandais, qui mettent tout à profit, ont eu l'industrie d'imaginer des moulins où ils réduisent en poussière le basalte en prismes et les laves poreuses dures qu'ils vendent sous le nom de pouzzolane et qui, en effet, en a toutes les qualités (1). » A ce compte, il y a, dans les pavés de Géants ou dans les *graveyras* de l'Ardèche et de la Haute-Loire, des trésors inépuisables, car, en imitant les Hollandais, ces deux départements, à eux seuls, pourraient fournir de pouzzolane toute la France pendant des siècles.

Soulavie a trouvé la preuve, dans les mesures d'*Alba Helviorum*, l'ancienne capitale romaine de la contrée, que les Romains se servaient des sables granitiques de l'Ardèche qui cependant est à trois lieues de là. Quand ils ne pouvaient le faire, ils employaient des briques, sans jamais recourir aux sables calcaires que fournissent les ruisseaux d'alentour. Soulavie a observé, en 1777, à Alba des ciments saillants, tandis que les pierres granitiques avaient été détériorées et en partie pulvérisées. Il raconte enfin que le hasard, ce grand inventeur, fit un jour découvrir à un paysan d'Antraigues le ciment romain, depuis longtemps oublié dans le pays. Ce paysan, ayant mêlé de la chaux avec de la pouzzolane, fut très étonné de la dureté de l'aggrégat qui en était résulté. En y ajoutant un tiers de blocaille, il n'y a pas de retrait. Les Romains connaissaient aussi cette précaution, comme le prouvent les restes de mosaïques d'*Alba Helviorum* (2).



*L'Histoire naturelle de la France méridionale* indique chez son auteur une tendance marquée à s'occuper de médecine, surtout de philosophie médicale. Les observations relatives à l'influence des climats sur l'homme méritent l'attention, bien

(1) FAUJAS DE ST-FOND, *Recherches sur les volcans du Vivarais et du Velay*, p. 209.

(2) *Hist. nat. de la France mérid.*, II, 165.



que mélangées d'hypothèses fort contestables. Le fluide électrique le préoccupe beaucoup. « Ce fluide doit influencer sur le génie d'un peuple, puisque sa diminution énerve les corps et les âmes et que son exacte distribution les entretient dans la santé et dans l'activité naturelle (1). » Touchant hardiment à la grosse question de l'action du physique sur le moral, pour appuyer sa thèse de l'influence des terrains volcanisés sur l'homme, il dit que l'électricité terrestre agit sur les nerfs « qui sont les officiers de l'âme ». C'est par leur intermédiaire que les terres volcanisées, qu'il suppose plus électriques que les autres, agissent sur le moral des habitants. Les végétaux eux-mêmes subiraient l'influence de l'électricité terrestre. C'est pour cela que le vin de Villeneuve-de-Berc a tant de feu (2). C'est pour cela aussi que les orages sont plus violents dans les pays volcanisés (3). L'auteur caresse l'idée d'une Géographie physique de l'esprit humain. Il est convaincu que la nature du sol contribue à la production des hommes de génie, et il cite à ce propos la Bourgogne, qui a été le berceau de Bossuet, Buffon, Rameau, Crébillon, la Monnoye, le président Jeannin, etc. Il promet deux cartes de France qui rendront cette vérité palpable, l'une selon le sol, et l'autre selon les climats et les altitudes.

Avons-nous besoin de faire observer que Soulavie se laisse encore ici entraîner par sa vive imagination ? Le surplus d'électricité des terrains volcanisés ne nous semble pas démontré. La fréquence et la violence des orages dans les localités qu'il cite viennent probablement de ce qu'elles sont en pays de montagne, et non pas de la nature volcanique du sol. Le feu du vin de Villeneuve doit être attribué à la nature du terrain, à la fois gras et calcaire, où le soleil développe, avec une chaleur doublée par l'échauffement de la roche, une plus grande quantité de sucre et d'alcool. Enfin, si la nature du sol, les climats et les altitudes peuvent influencer sur la production des hommes de génie, il nous semble que cela ne doit être

(1) *Histoire naturelle de la France méridionale*, I, 26.

(2) *Idem*, II, 453.

(3) *Idem*, V, 69.

que d'une façon tout indirecte par les aptitudes personnelles, les habitudes de travail, les moyens d'éducation et autres circonstances que certaines conditions topographiques ou climatiques peuvent entraver ou faciliter. Dans le discours préliminaire placé en tête du premier volume, notre auteur effleure la physiologie du corps humain. Il y a chez l'homme la *force active mécanique* et la *force active sensible*. L'âme est libre dans ses volontés, spirituelle dans sa constitution, immortelle dans l'ordre de la Providence. Mais les forces actives participant de la pure matière sont sujettes à toutes les variations de la matière. La cause des tempéraments se trouve dans ces forces actives. Les maladies proviennent des degrés divers d'intensité de ces forces. La mort en est la prostration irrévocable. Toutes les maladies sont produites par *augmentation vicieuse*, par *diminution vicieuse* ou enfin par *aberration* de quelqu'une de ces forces. — L'auteur part de là pour établir une *Géographie médicale*.

Chercher à travers les nuages du fond et de la forme la pensée précise de Soulavie sur des questions déjà assez obscures par elles-mêmes est une tâche qui nous mènerait trop loin, et qui, d'ailleurs, ne peut être bien remplie que par des hommes spéciaux. Mais notre devoir était de mentionner ces théories, ne fût-ce que comme un indice de la curiosité universelle de son esprit.



Soulavie touche incidemment, quelques années plus tard, dans ses mémoires historiques, à des questions d'hygiène et de physiologie médicale qui ont beaucoup occupé, depuis, les savants et les administrateurs, et il semble que ses théories, confirmées de nos jours, avaient bien quelque mérite de nouveauté à la fin du siècle dernier.

Il est le précurseur de M. Haussmann dans les pages qu'il consacre à la nécessité d'assainir la ville de Paris (1). « L'air

(1) *Mémoires du ministère du duc d'Aiguillon*, parus en 1790.

dit-il, n'y circule pas assez. L'atmosphère déjà lourde, chargée des vapeurs de la Seine et des exhalaisons des ateliers, en croupissant, occasionne des maladies qui affectent certains quartiers et frappent la classe sédentaire des citoyens. Des places publiques plus multipliées seraient au contraire des magasins d'un air plus pur, pour ainsi dire. *Laisses entrer la vie*, disait Franklin à ses amis quand il leur rendait des visites, et il ouvrait les fenêtres... Les Anglais ont multiplié à Londres ces places carrées qu'ils appellent *square*. Si la ville de Paris ne profite de la circonstance actuelle (l'expropriation des établissements religieux), jamais elle ne trouvera l'occasion favorable d'un pareil embellissement et à si peu de frais. »

Ailleurs, dans d'autres mémoires, il indique les moyens auxquels on avait songé avant la Révolution, pour aérer la capitale. « On a proposé de choisir dans tous les coins de Paris, et d'espace en espace, des quartiers de maisons environnés de quatre rues ; le résultat de la soustraction de ces quartiers isolés formerait des places publiques qui ne coûteraient que l'acquisition du sol, pour laquelle on obligerait les propriétaires de façades de contribuer en raison de l'augmentation de la valeur de leurs maisons... On a fait valoir, dans cette circonstance, l'intérêt qu'inspire la santé du public ; on a remontré que les maladies qui, tous les étés, font quelques ravages dans Paris, proviennent des immondices de tel ou tel quartier, des sales égouts, des maisons des artisans amoncelées, et des stagnations d'air dans le fond des rues boueuses, mouillées ou humides dans tous les temps, quand elles sont étroites et que les maisons y sont à quatre ou cinq étages, en sorte que la ville de Paris est toujours la *Lutèce* des anciens ou la ville de la malpropreté. On a proposé de faire la dépense d'un autre Hôtel-Dieu *pour laisser un lit à chaque malade* ; cette opération n'est pas mûre ; les pauvres manquent d'avocat à la cour (1). »

(1) *Mémoires historiques de la cour de France pendant la faveur de M<sup>me</sup> de Pompadour*, p. 266.

Après l'air, l'eau. Soulavie constate la pénurie de l'eau potable à Paris et s'étonne qu'un fait pareil n'ait encore ému aucun des personnages influents : c'est qu'on s'occupait plus alors de Versailles que de Paris. Il raconte les projets formés pour amener les eaux de l'Eure à Versailles, et la continuation de ces études par l'abbé Picard, M. de Parcieux, l'abbé Bossu et M. de la Lande, en vue d'amener les eaux de cette même rivière à Paris. Il parle aussi des canaux de navigation et des égouts. Il énumère les principales rues à ouvrir ou à élargir, les ponts et les quais à construire. Au sujet des travaux exécutés par l'architecte Soufflot, nous relevons une note curieuse sur les fondations du Panthéon :

« En 1783, lors de l'excavation pour la fondation de Sainte-Geneviève, il fut reconnu que ce tertre était occupé, il y a 1.800 ans, par un potier nommé Primus, qui avait fouillé des puits pour tirer de la pierre à pots. S'il voulait l'avoir fraîche, le puits remplissait son objet. Quand il était trop profond, il recommençait un autre puits à côté et comblait le premier. On a trouvé dans la superficie du sol de l'église Sainte-Geneviève 69 puits qu'il a fallu décombler à neuf pour s'assurer du terrain et maçonner ensuite dans toute leur profondeur. De sorte que, sous la première assise de Sainte-Geneviève, il existe 69 jambes ou tours, dont quelques-unes ont 80 pieds. Qu'on juge si un édifice qui a jeté de telles racines est solide. »

Soulavie ne s'occupe pas seulement des embellissements et des améliorations matérielles. Les mesures d'intérêt moral et humanitaire tiennent une large place dans son programme. Il propose de construire un Hôtel-Dieu à l'île des Cygnes, de créer des prisons dans des conditions plus hygiéniques, d'ouvrir un asile pour les enfants trouvés, de prendre des mesures pour aider les pauvres honteux. Comme il est partisan de l'abolition de la peine de mort, il conseille l'établissement d'*ateliers de punition* où l'on ferait travailler les condamnés. Il voudrait que les troupes fussent employées, comme chez les Romains, aux grands travaux publics. Le géologue reparait dans la proposition d'un *Palais de la Nature*, où il est aisé de voir le



germe de nos grandes Expositions. Il s'occupe encore des soins à donner à l'agriculture, des moyens de propager les bonnes méthodes industrielles, des inventions à encourager, etc. Enfin, il demande l'institution d'une académie des progrès des sciences humaines qui s'occuperait surtout de l'observation des faits. « Je laisserais, dit-il, aux académies fondées de constater l'état actuel de nos connaissances ; l'*académie des progrès* se chargerait de la recherche, selon la méthode de Bacon. »

Cette dernière partie du volume, où Soulavie a réuni en quelques pages, d'une façon d'ailleurs un peu confuse, à la façon d'un article de journal plutôt que d'un mémoire bien mûri, les aspirations de son temps autant que ses propres idées, est dans tous les cas fort curieuse en présence des améliorations et des embellissements qui ont été exécutés depuis un siècle à Paris. On peut supposer qu'elle a été connue et peut-être consultée avec fruit par le baron Haussmann et par les autres personnages qui ont coopéré à la transformation de la capitale.

Toujours à l'affût des améliorations hygiéniques, Soulavie signale les dangers qui résultent, pour les centres de population, de la proximité des cimetières et constate qu'à Largentière, sa ville natale, presque toutes les religieuses d'un couvent mouraient successivement de maladies graves, parce qu'elles faisaient usage des eaux d'une fontaine alimentée par les infiltrations de l'ancien cimetière paroissial placé autour de l'église. Et comme on venait d'établir un nouveau cimetière, il écrivit au maire d'alors, M. de Saint-Pierre-ville, pour blâmer le choix de l'emplacement, en faisant observer qu'il dominait une des fontaines publiques de l'endroit dont il risquait d'empoisonner les eaux (1). Ces observations n'arrêtèrent pas la ville de Largentière, et elles n'ont pas même empêché la municipalité moderne d'agrandir sur place le cimetière en question, de façon à empoisonner les eaux d'une autre fontaine publique, la meilleure du quartier,

(1) *Histoire naturelle de la Fr. méridionale*, VII, 59.

malgré les protestations dont cette mesure a été l'objet (1).

Soulavie a aussi traité, bien avant Boudin (2), la question des mariages consanguins. A propos du mariage du Dauphin, fils de Louis XV, avec une infante d'Espagne, il fait ressortir les dangers des unions entre parents et leur attribue la dégénérescence de la famille de Bourbon. « Pour conserver, dit-il, les espèces végétales et animales dans la vigueur et la jeunesse pendant la succession des siècles, et pour les empêcher de périr de vétusté, la nature a voulu que le mélange des familles éloignées fût le préservatif de cette décadence; et comme l'observation apprit au cultivateur que la greffe était le principe conservateur de la bonté et de la beauté des espèces, elle apprit de même à tous les peuples policés que des lois formelles devaient empêcher les mariages des parents trop proches. Quand plusieurs générations se reproduisent par le même sang, la nature est rétrécie et contrariée. Elle est avivée, au contraire, et régénérée par l'introduction d'un nouveau principe prolifique étranger, qui, dans la conception d'un nouvel individu, dans l'agrégation de ses molécules vivifiantes, et dans la formation de son individualité, répare les principes vitaux viciés, renouvelle, rafraîchit les vieux, compose une nouvelle individualité physique et morale, d'où résulte une recomposition du caractère (3). »

Et plus loin :

(1) Le fait est d'autant plus grave que le cimetière en question n'est pas à la distance légale et qu'il a fallu épiloguer sur le caractère d'une maison isolée, *sise sur la place même de l'église, à vingt mètres des anciens remparts*, en soutenant que cette maison ne faisait pas partie de l'agglomération, pour ne pas se trouver en opposition flagrante avec la loi. Cet incident, que nous avons suivi de très près et avec beaucoup d'attention, caractérise une des lacunes de notre nouveau régime parlementaire. L'administration supérieure était disposée à tenir compte des protestations, sachant bien qu'il y avait violation de la loi et danger pour la santé publique. Elle invita le préfet à faire un nouvel examen de l'affaire. Le préfet reconnut la justesse des observations élevées contre la mesure, mais affirma qu'il n'y avait pas d'autre emplacement possible dans le pays. La vérité est qu'il ne pouvait lutter contre l'influence du député de l'arrondissement qui, par des motifs que nous ne voulons pas scruter, avait résolu l'agrandissement sur place. On peut se demander à quoi servent une administration supérieure et un pouvoir central, s'ils ne sont pas capables, à un moment donné, de faire prévaloir la loi, surtout quand il s'agit de santé publique, contre les rancunes et les coteries de clocher.

(2) *Essai de géographie médicale*. Marseille, 1843.

(3) *Mémoires de Richelieu*, VIII, 100.

« La greffe des animaux comme des végétaux maintient et ennoblit les races... Nous sommes obligés, dans nos provinces méridionales, de tirer les semences des vers à soie d'un pays plus froid pour le succès des cocons, et l'histoire naturelle offre mille exemples semblables. Voyez, dans notre histoire, combien de familles de princes du sang de France sont éteintes. Condamnées par le préjugé à s'allier entre elles, ne contractant point avec la noblesse, un grand nombre de ces familles a disparu après une triste vieillesse. Ma transition de la famille des insectes à celle des princes du sang paraîtra étrange ; mais existe-t-elle aux yeux de la nature qui a fait des lois générales de reproduction du principe vital pour les animaux qui raisonnent et pour ceux qui broutent l'herbe ? »

En 1801, il reprend la même thèse avec plus de développements. « La difficulté de se croiser, dit-il, était depuis deux siècles le vice radical de la maison de Bourbon. Où trouvez-vous dans la race ce ton de caractère, cette fermeté d'âme, cette impétuosité de volonté éclairée par le génie, qui animaient Henri IV, le chef et le fondateur de la puissance de cette maison ? Voyez comme, à chaque génération, la force de caractère diminue, depuis le vainqueur de la Ligue, lorsque le roi dompte le peuple, jusqu'au 6 octobre, où le peuple dompta son roi. — Des héros avaient commencé la maison de Médicis, et ses derniers princes, à l'époque de son extinction, ne seront pas connus de l'histoire. Voyez le cardinal d'York terminer humblement à Rome les destinées des Stuarts. Voyez comment finirent à Vienne les derniers mâles de la maison des Habsbourg dans la personne de l'insignifiant Charles VI. Lisez l'histoire de la maison de Valois et celle de Charlemagne ; approfondissez le caractère des derniers rejetons qui terminent ces différentes races ; voyez combien de maisons souveraines en Europe s'usent aujourd'hui en s'éloignant du vœu de la nature, comme les derniers rejetons de ces dynasties dont l'histoire nous a conservé la décrépitude ; tandis que la nature se conserve, se perpétue dans le peuple, dans sa jeunesse et sa vigueur, par le croisement perpétuel des familles. Voyez enfin,

dans notre propre histoire, combien de familles du sang royal se sont éteintes depuis Hugues Capet. Prenez la généalogie de la maison de Bourbon par Désormeaux ; prenez les autres généalogies plus amples de la même famille, vous trouverez la pièce justificative de cette vérité ; méditez sur la table chronologique des créations de familles ducalcs du royaume. Toutes celles qui existaient en 1572, époque de l'érection de la maison de Crussol en pairie, ne sont plus, car, en 1789, la maison de Crussol était restée la plus ancienne. La postéromanie et les soins les plus détaillés pour conserver ces familles ne devaient-ils pas concourir à la conservation de ces races privilégiées ? Soins inutiles et perdus. La masse du peuple seule se conserve par ses mœurs et par la circulation perpétuelle du sang des Français d'une race dans une autre (1). »

Cette question des mariages consanguins a été diversement traitée depuis. Tandis que Boudin, Niébuhr et le plus grand nombre d'écrivains modernes la résolvent dans le même sens que Soulavie, d'autres, parmi lesquels Benoiston de Châteauneuf, aboutissent à des conclusions opposées. S'il nous était permis de placer notre mot dans ces doctes discussions, nous dirions que la dégénérescence des races royales pourrait bien tenir au bien-être dans lequel vivent ces familles encore plus qu'à l'insuffisance des croisements. Cette dernière cause est d'ailleurs très réelle, et s'explique par les difficultés de la sélection. Deux individus, mâle et femelle, en s'unissant, procèdent un nouvel être dans lequel la nature a réuni les meilleurs éléments qu'elle a trouvés dans les deux générateurs. Mais plus les générateurs proviennent eux-mêmes de sources semblables, plus il y a de chances pour que la nature rencontre les mêmes lacunes dans l'un et dans l'autre et par suite pour qu'une lacune essentielle se retrouve dans l'être procréé. Il est donc bon de croiser les races, parce qu'il y a ainsi plus de chance pour la nature de ne pas se trouver devant une simultanéité d'éléments manquants. Mais l'autre cause de dégénérescence des races royales, ou plus exactement des familles

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, II, 24.



riches, est, à notre avis, plus importante. La race physiquement se régénère encore plus dans le travail corporel, la simplicité de vie animale, même la souffrance, que dans les croisements. Des enfants élevés dans la mollesse, le bien-être, l'inaction physique, perdent vite les qualités qu'ils tenaient de leurs auteurs. Soulavie avait pressenti cette vérité, sans bien se l'expliquer, et c'est pourquoi, entraîné d'ailleurs par une préoccupation historique (celle de montrer la faiblesse de caractère des derniers Bourbons), il donne une importance trop exclusive à la restriction des croisements, en oubliant ce qu'il avait dit précédemment de l'action du sang montagnard, qui coule constamment vers les contrées plus favorisées, pour raviver le sang étiolé de leurs habitants.



Le huitième volume de l'*Histoire naturelle de la France méridionale* (t. I, des Végétaux) nous montre Soulavie aussi habile observateur en botanique qu'il l'avait été en géologie. Il avait reconnu la diversité des plantes selon les climats, avant même d'avoir constaté la diversité des fossiles selon les couches terrestres. S'il n'a pas été le premier à parler {des climats des plantes, il a été le premier à développer ce point de vue de la science botanique. Sur ce sujet, comme sur celui des fossiles, la configuration particulière du Vivarais avait été pour lui d'un grand secours. Le Vivarais, formant le versant oriental du plateau central, présente, en effet, l'aspect d'un immense espalier, où se succèdent tous les climats et les zones de végétation qui leur correspondent, en remontant du Bourg-Saint-Andéol, sur le Rhône, jusqu'au sommet du Mézenc, qui a près de 1.800 mètres d'altitude. Dans ses Commentaires sur Hamilton, Soulavie dit que, de 1769 à 1778, il a traversé et coupé à angles droits tous ces climats, en tout ou en partie, au moins quarante fois. Il a calculé la quantité de chaleur atmosphérique nécessaire aux arbres principaux et, dès 1781, il annonçait qu'il donnerait les premières cartes botani-

ques en ce genre. Il part aussi de là pour reconnaître, au moyen des plantes fossiles, l'ancienne météorologie du Vivarais, ce que personne n'avait fait avant lui (1).



Le Mémoire de Soulavie, présenté à l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg, est intitulé : *les Classes naturelles des minéraux et les époques de la nature correspondantes à chaque classe*. — Son début se ressent des différends de l'auteur avec le P. Barruel. « Tandis qu'on voit, en France, dans le sein même d'une capitale éclairée, des théologiens sans mission poursuivant des naturalistes paisibles et leur opposant l'historien sacré si digne du respect de toutes les classes des savants..., une célèbre Académie du Nord, toujours florissante sous les auspices de l'immortelle Catherine, propose à la république des lettres les recherches les plus profondes que l'homme ait encore pu concevoir... »

La « question minéralogique » que l'Académie de St-Pétersbourg avait proposée était conçue en ces termes :

« On demande une méthode exacte et naturelle, par laquelle les pierres ou roches, qui constituent l'écorce de la terre, soient rangées suivant leurs genres, leurs espèces et leurs variétés ; de façon que toutes les pierres formées par agrégation ou par des mélanges mécaniques, qui se rencontrent dans les montagnes et dans les couches de la terre, soient non seulement reconnaissables, d'une manière plus sûre et plus facile, par des caractères distinctifs, tant externes que physiques, et par des dénominations fixes (sans faire pourtant à cet égard des innovations sans nécessité, qui ne servent à produire que de la confusion), mais encore qu'on puisse assigner la diversité de leur origine et de leur ancienneté, en faisant connaître par quelle opération de la nature elles ont été formées dans le cours des révolutions successives de notre globe, et les distribuer en classes relatives à

(1) *Œuvres du chevalier Hamilton*, commentées par Soulavie, p. 345.

ces époques, et enfin déterminer quelle espèce de pierre sert principalement de matrice à tel ou tel métal. Toutes ces discussions doivent être appuyées sur des observations minéralogiques dignes de foi, qui servent de fondement aux divisions susdites et aux autres assertions. »

On ne saurait imaginer un programme qui rentrât mieux dans les études de Soulavie. — Son mémoire a pour but d'établir :

« 1° Que, dans chacune des époques remarquables du monde physique, la nature a formé une classe particulière de minéraux ;

« 2° Que des opérations naturelles plus récentes dans l'ordre des temps ont formé, dans la même classe, les différents ordres de substance qui lui appartiennent ;

« 3° Que des opérations de la nature ultérieures dans l'ordre des temps ont encore établi, dans chacun des ordres particuliers, des espèces et des variétés qui forment les subdivisions subalternes des classes.

« Chacune de ces classes représente donc une opération générale de la nature, une époque majeure, un grand fait, un âge, une révolution. Chaque subdivision des classes représente encore des phénomènes dépendant des époques primitives de chaque âge. Et enfin chaque âge correspond à une classe, chaque ordre à une révolution, chaque phénomène à des espèces, chaque accident à une variété. » Sa classification du règne minéral reposera, non sur des formes extérieures ou des opérations chimiques, mais sur la différence des époques des grandes révolutions arrivées à la surface du globe et qui ont donné des produits bien différents. Il s'efforcera ainsi de « remplir les vœux du célèbre naturaliste du Nord qui (analysant le caractère des deux plus célèbres interprètes de la nature au xvm<sup>e</sup> siècle, dont l'un a traité la science d'après les échantillons et d'après leurs formes et leurs variétés, et l'autre, d'après la sublime imagination, philosophant perpétuellement en grand, négligeant les détails et dédaignant les secours de la petite nomenclature) demande d'un curieux de la nature qu'il réunisse l'étude des

classes, des espèces et des variétés, à la philosophie de toutes ces sortes de monuments des anciennes opérations de la nature ».

Soulavie trouve dans l'œuvre de la nature neuf âges correspondant à autant de classes de minéraux et indique, dans un tableau synoptique, quatre révolutions survenues dans chacun d'eux. Il explique par une comparaison ingénieuse les transformations successives du sol primitif : « De même que les règnes végétal et animal se perpétuent par la génération, ce qui entretient toute la nature vivante dans une perpétuelle jeunesse et dans toute sa vigueur, de même, dans l'ordre des minéraux, des extraits de toutes sortes de roches forment des espèces particulières et subalternes... Que serait le globe terrestre sans la formation ultérieure de ces débris de l'ancien monde ?... Tout serait mort dans la nature ; le quartz infécond ne permettrait qu'aux plantes arénacées, à celles qui ne connaissent que le sol simple et sablonneux, de végéter. La formation des enveloppes subalternes à côté des primitives rétablit, au contraire, les belles formes que le chaos primitif avait si mal esquissées... »

Quel a été l'agent de la première révolution du globe ? Est-ce le feu ? Est-ce l'eau ? *Adhuc sub judice lis est*. Nous avons vu qu'il admettait le feu, mais pour un premier travail bien antérieur à la formation des montagnes granitiques. Il revient ici sur l'action de l'eau comme ayant formé les montagnes primitives, mais il nous semble inutile de le suivre sur un sujet déjà épuisé dans *l'Histoire naturelle de la France méridionale*.

Pour l'auteur du Mémoire, les mines métalliques « sont, comme le quartz qui les avoisine, un extrait le plus élaboré et le plus pur de la roche contenante, à peu près comme les mines de charbon de terre sont un extrait de végétaux ensevelis et comprimés, et si bien décomposés dans la roche du sol et du toit qu'il ne reste à ses couches argileuses que le moule et l'empreinte des plantes, depuis la séparation de la partie inflammable ».



Le vainqueur du concours ouvert par l'Académie de Pétersbourg fut Haidinger (1), adjoint au cabinet impérial d'histoire naturelle à Vienne. Son mémoire, écrit en allemand et désigné par la devise : *Avulsa saxis saxa*, fut imprimé tout de suite et séparément, pour contenter les naturalistes avides de la solution de cette question importante.

Deux écrits français obtinrent des *accessit* et furent jugés dignes d'éloges. Leurs auteurs ayant été invités là dessus à se faire connaître, l'Académie apprit que le premier, portant la devise : *Sane multum illi egerunt qui ante nos fuerunt, sed non peregerunt; multum adhuc restat operis et multum restabit*, était de M. de Launay, membre de l'Académie impériale et royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles. Le second, ayant pour devise : *Rerum cognoscere fines et causas*, était celui de Soulavie.

L'Académie publia ces deux derniers mémoires sous le titre général de *Question minéralogique* (2), afin que chacun pût à son gré les faire relier en un seul volume et y joindre la dissertation couronnée, pour avoir la collection complète de tout ce que l'Académie a reçu de bon sur cette question. Elle crut, d'ailleurs, nécessaire d'accompagner de quelques réserves le mémoire de Soulavie, car elle déclare, dans l'Avant-Propos du volume, qu'elle ne prétend pas « autoriser par son suffrage les hypothèses que l'auteur du second accessit a hasardées, et que ce ne sont que quelques idées ingénieuses et des détails fort intéressants qui, dans cet écrit, ont mérité son approbation ».

Nous n'avons pu nous procurer l'ouvrage de Haidinger, mais s'il faut en juger par celui de M. de Launay, et par la

(1) Haidinger (Charles), né à Vienne en 1756, mort en 1797, professa quelque temps la géologie et la minéralogie à l'école des mines de Chemnitz et exerça ensuite les fonctions de conseiller de l'administration des mines à Vienne. Ses travaux ont beaucoup contribué aux progrès de la science. Son mémoire couronné à Pétersbourg a pour titre : *Entwurf einer systematischen Entheilung der Gebirgsarten* (Essai d'une division systématique des différentes espèces de roches). St-Petersbourg, 1786; Vienne, 1787. Son fils, Guillaume Haidinger, a écrit aussi de nombreux ouvrages sur la minéralogie.

(2) St-Petersbourg, in-4, 1786. Ce volume se trouve à la Bibliothèque Nationale, sous la cote S. 174.

préférence donnée aux deux sur le mémoire de Soulavie, on peut supposer que l'Académie de Pétersbourg était plus versée en minéralogie qu'en géologie. M. de Launay divise les terres primitives en cinq classes : la terre siliceuse, l'argile, la magnésie, la chaux et la terre pesante. De la combinaison des terres primitives entre elles, ainsi que de leur union avec des matières, soit métalliques, soit salines, soit bitumineuses, résultent et ces productions connues vulgairement sous la simple dénomination de *terres*, et ces autres fossiles qui portent le nom de *pierres*, etc., etc.

On comprend que les savants du Nord, dont ce point de vue terre à terre satisfaisait la curiosité scientifique, aient été quelque peu effarouchés des hardiesses de Soulavie.

Résumant notre opinion sur les écrits scientifiques de Soulavie, nous croyons qu'on peut y voir, malgré leur imperfection, un des plus remarquables monuments de l'esprit d'observation au siècle dernier. L'auteur n'a à son actif qu'une grande découverte, celle de la chronologie des terrains sédimentaires suivant les fossiles, mais il touche à une foule de questions de manière à appeler sur elles toute l'attention des curieux de la science. Les grandes découvertes sont rarement l'œuvre exclusive d'un seul. Il n'en est aucune qui n'ait eu des précurseurs plus ou moins inconnus. La tâche des hommes de génie est moins peut-être de créer de toutes pièces une théorie nouvelle que de savoir choisir, dans la masse des germes restés inféconds, celui qui recèle une loi de la nature, de le développer et de le faire comprendre au monde. Soulavie saisit vivement et il exploite avec profit les découvertes déjà faites ou qui sont *dans l'air* de son temps. Il est vrai que la mesure lui manque ; il ne sait pas s'arrêter à temps. Il prend bien son point de départ dans l'observation des faits, mais souvent son imagination l'entraîne, et c'est à ce défaut d'ordre et de méthode qu'on peut attribuer au moins en partie son insuccès. Son travail est trop inégal et tumultueux. Malgré cela, sa lecture ne saurait être que profitable, car il est de ceux qui font penser et qui peuvent conduire les savants de notre temps, aidés

par les connaissances acquises depuis, à de nouvelles conceptions. N'est-il pas permis de voir un pressentiment lumineux des plus belles inventions de ce siècle dans le passage où, à propos des « éclairs fourchus et en zigzag » et des éclats de tonnerre, observés par Hamilton dans une éruption du Vésuve, son commentateur dit : « Encore quelques observations, et la matière électrique, le fluide de l'aimant, le feu des volcans, la cause des tremblements de terre, les feux souterrains, etc., etc., seront tellement rapprochés qu'on ne trouvera dans les divers phénomènes que présentent ces objets que des modifications du même principe (1). »

(1) *Œuvres de Hamilton*, commentées par Soulavie, p. 329.

## CHAPITRE XXIV

### SOULAVIE HISTORIEN

#### SOMMAIRE

Distinction à faire entre les ouvrages de Soulavie avant et après la Révolution. — L'histoire et la chronique historique. — Ce que Cloutz appelait le *Bréviaire des nations*. — Jugements divers sur Soulavie. — Ses sources d'informations. — Le duc et le cardinal de Luynes. — Le maréchal de Richelieu et les *Mémoires* publiés sous son nom. — Les mémoires de Duclos. — Les prétendus mémoires de Maurepas, de Massillon, du duc d'Aiguillon et de Barthélemy. — Soulavie fait son *meu culpa* dans les *Mémoires du règne de Louis XVI*. — Apologie de l'ancienne monarchie. — Necker et Malesherbes. — L'opinion publique. — La brochure de Sieyès. — Série de révolutions. — Nécessité de la religion pour la conservation des sociétés humaines. — Tableaux synoptiques. — La solidarité du nouveau et de l'ancien régime. — La question de la forme de gouvernement. — Le grand principe de politique intérieure. — *L'Histoire de la décadence de la monarchie française*. — Le principe électif et la loi d'hérédité. — Le clergé. — Action civilisatrice de la religion. — Les gravures anticléricales pendant la Révolution. — La France et l'Angleterre. — La prospérité d'une nation n'est pas faite de la ruine des autres. — Les philosophes et les économistes. — *Pièces inédites sur les règnes de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI*. — M<sup>me</sup> de Flavacourt — Esquisse de politique internationale. — L'homme s'agite et Dieu le mène.

S'il est un écrivain qui ait été maltraité, c'est Soulavie, et il faut bien avouer que ce n'est pas sans motifs. Aussi n'est-ce pas la défense de ses façons historiques que nous voulons présenter ici, mais seulement, avec une brève analyse de ses travaux, quelques considérations de nature à expliquer et atténuer dans une certaine mesure les reproches qu'on est en droit de lui adresser.

Il y a d'abord une distinction essentielle à faire, dans les œuvres de Soulavie, entre celles qui parurent au début de la Révolution et celles qui sont postérieures à 1800. Les premières ne portent que trop l'empreinte des passions du temps, et il convient de les considérer comme des pamphlets de cir-



constance et une sorte de polémique courante plutôt que comme de véritables essais d'histoire.

Il y aurait peut-être encore une autre distinction à faire : c'est celle que Soulavie établit lui-même entre l'histoire et la chronique historique, celle-ci ne devant être regardée que comme la préparation ou le complément de celle-là. « Si, dit-il, on voulait représenter par des emblèmes sensibles l'art d'écrire l'histoire et l'art d'écrire les mémoires historiques, l'histoire devrait être peinte et sculptée en souveraine, dominant la terre et les mers, jugeant les peuples et les rois, portant un sceptre à la main, et couverte d'un diadème. Sa figure serait belle son port majestueux ; c'est une souveraine toujours en état de représentation. La figure qui représenterait l'art d'écrire des mémoires historiques serait différente. Elle ressemblerait à une jolie femme, habillée en négligé, avec laquelle on aime à causer et à s'instruire des détails que l'histoire ne peut développer. Tacite a donné des histoires dans le premier sens et Suétone dans le second. Le premier peint des nations plutôt que des hommes ; le second développe davantage les passions privées (1). »

Dans un opuscule, placé en tête du même ouvrage, Soulavie expose plus amplement sa manière de voir sur l'histoire et les mémoires historiques. Il y a dans ce petit travail de l'érudition et même un véritable sens historique, bien que l'auteur, sous l'influence révolutionnaire, confonde trop souvent l'histoire avec la polémique. Il rappelle les fâcheux effets que la censure, les persécutions et les corruptions gouvernementales ont eus pour les écrivains. Il se moque de ces historiens pour qui l'histoire de France n'est qu'une nomenclature de dynasties ou d'événements militaires, et rend hommage aux Bénédictins dont les laborieuses recherches et la critique éclairée ont rendu tant de services à l'histoire. Il fait l'éloge de l'abbé Fleury, de Thou, Mézeray, Hume, Gibbons, Robertson, Giannone, etc. Le véritable historien est celui qui s'attache à recher-

(1) *Mémoires de Richelieu*, VII, 91.

cher, comme Tacite et Tite-Live, la liaison de l'effet et de la cause, plutôt qu'à rapporter scrupuleusement, comme le vulgaire des chroniqueurs, la succession des événements par ordre de dates journalières. Il rappelle le mot de Leibnitz que *rien ne s'opère dans ce monde sans cause suffisante*. La philosophie de l'histoire est tout autre chose que la chronologie, et on l'a trop négligée. Soulavie reprend ici les idées et même des pages entières de ce qu'il a écrit, dans les *Tableaux des anciens Grecs et Romains*, sur la différence de l'antiquité avec les temps modernes, sur l'affaiblissement de l'esprit de conquête, l'adoucissement des mœurs, la substitution d'une politique patiente, adroite et circonspecte, aux violents procédés d'autrefois. Il montre qu'à ce point de vue l'étude de l'histoire de France est tout aussi intéressante que celle des peuples conquérants de l'antiquité. « Si nous n'avons pas une histoire, ce n'est pas que nous soyons indignes d'en avoir une, comme l'a cru Rousseau ; elle existe, cette histoire, dans les milliers d'ouvrages dont j'ai parlé ; mais il s'agit de l'en retirer, et de la faire ressortir de ces ouvrages informes, comme la Vénus de Médicis et la colonnade du Louvre sont sorties de leurs carrières. »

Après avoir passé la revue de tous les écrivains qui se sont occupés de l'histoire de France, l'auteur explique enfin ce qu'il entend par une bonne histoire de France. « Qu'un Français s'élève donc avec courage, qu'il ait du génie, qu'il soit animé de la passion de la liberté, qu'il déteste et qu'il méprise les nobles et les tyrans ; qu'il les livre à l'ignominie et à la risée des nations. Alors nous aurons une histoire digne d'être offerte à tous les peuples. Cette histoire dira aux générations futures et aux nations qui n'existent pas encore, quelle fut notre patience pendant plusieurs siècles, et quelle a été notre énergie, notre gloire et notre courage dans la Révolution. Cet historien, en éternisant la mémoire des Français, obtiendra avec eux l'immortalité, récompense que tous les hommes accordent à un grand caractère, au génie et à l'amour de la liberté. »

*Livrer les nobles et les tyrans à la risée des nations :*

voilà, en effet, comment la nouvelle école comprenait l'histoire de France. Que l'on ajoute à cela le génie de la spéculation littéraire, que Soulavie avait certes à un haut degré, car peu d'écrivains ont tiré un si bon parti de leurs ouvrages, et on ne s'étonnera plus que, poussé par ses passions politiques autant que par le désir de plaire à ses contemporains, notre auteur se soit livré, dans les mémoires historiques qu'il a publiés de 1789 à 1793, à un véritable dévergondage de détails, plus ou moins vrais, souvent grossis à l'absurde et toujours présentés sous le jour le plus défavorable et le plus propre à piquer la malignité publique. Le sujet, c'est-à-dire l'histoire des hautes régions au XVIII<sup>e</sup> siècle, lui fournissait malheureusement une ample matière d'anecdotes scandaleuses et de déclamations, et l'on peut dire qu'il l'a exploité à outrance. Ce qui ne veut pas dire, cependant, qu'il ne fut pas sincère dans cette guerre acharnée qu'il avait déclarée à l'ancien régime. Lors même que nous ne connaîtrions pas les opinions qu'il professait avant la Révolution, et que manifestent assez ses brochures de 1789, la passion dont il fait preuve dans tous ses écrits de ce temps nous paraît, dans l'espèce, une preuve même de sa bonne foi. Puisqu'il est encore difficile aujourd'hui de lire sans indignation le récit de l'arbitraire, des immoralités et des prodigalités de l'ancienne monarchie, dont le malheureux Louis XVI fut la victime expiatoire, comment veut-on que Soulavie, jeune, impressionnable, pût rester froid devant les témoignages encore palpitants qu'il en relevait dans ses études, devant les abus qui continuaient sous ses yeux ?

Il faut avoir aussi ces circonstances présentes à la mémoire pour s'expliquer la faveur violente accordée par le public à des livres indignant, il est vrai, de grandes connaissances historiques, mais où l'obscénité du fond autant que la vulgarité et la grossièreté de la forme étaient de nature à rebuter tout lettré véritable et tout esprit honnête. — Il s'agissait bien alors de littérature et d'honnêteté ! Ces livres parlaient à une société en mal de révolution le langage qui lui convenait, le seul peut-être qu'elle pût entendre. Aussi faut-il voir avec quel enthous-

siasme l'opinion révolutionnaire salue « la nouvelle méthode historique, inaugurée par Soulavie ».

« Nos livres, s'écrie Anacharsis Clootz, s'expriment déjà avec moins de réserve, et en ne voilant point les orgies des voluptueux, ils donnent plus d'éloignement pour la débauche. Car la séduction d'un style mignard est plus nuisible que la naïveté d'un style naturel. Voyez les nouveaux *Mémoires historiques du règne de Louis XV*, règne dont l'éditeur nous montre la turpitude sans déguisement. Cette âpreté républicaine refroidit les imaginations bouillantes, pendant que deux pages de nos meilleurs romans embrasent les cœurs les moins combustibles. Jamais ouvrage ne parut plus à propos. J'ai donné aux premiers *Mémoires de Richelieu* l'épithète de *Grand Livre rouge*; la collection nouvelle sera le *Bréviaire des nations*. Le style en est simple, uni; son seul ornement est la vérité... M. Soulavie trouve son excuse dans la naïveté des historiens anciens, tant sacrés que profanes... D'ailleurs, le siècle de la vertu civique est arrivé, et la sagesse git dans les choses, et non pas dans les mots. Il n'appartient qu'à des esclaves de revêtir la crapule de périphrases séduisantes et flatteuses; un homme libre doit peindre les objets tels qu'ils sont, afin que le vice paraisse dans toute sa laideur (1). »

L'auteur des articles publiés dans le *Moniteur* (2), sur les *Mémoires de Richelieu*, se place au même point de vue, quoique avec moins de crudité de langage pour apprécier ce travail. « Le noble emploi de l'histoire, dit-il, doit être désormais de diminuer le nombre des partisans de l'ancien régime, en révélant publiquement les vexations et les turpitudes de l'ancien gouvernement... A considérer cet ouvrage comme production littéraire et avec l'œil de la critique, on y pourrait reprendre beaucoup de choses, mais il ne faut le regarder que comme un recueil précieux de faits, d'anecdotes, de portraits ressemblants et de pièces originales, où l'on trouve les causes jusqu'ici cachées de plusieurs événements qui paraissent les

(1) *L'Orateur du genre humain*, 1791, p. 52.

(2) *Moniteur*, 26 mai 1790.



moins dépendants l'un de l'autre, où sont révélés les odieux mystères de la tyrannie, etc. »

Et dans un troisième article :

« Nous n'avons pu nous défendre de revenir plusieurs fois sur ces *Mémoires*. Nul ouvrage peut-être ne pouvait paraître plus à propos dans les circonstances où nous sommes. En nous dévoilant ce qui était, ils motivent et justifient à chaque page ce qui est, et, quelques observations qu'il y eût à faire sur la manière dont ils sont rédigés, on ne peut qu'engager l'auteur à en publier au plutôt la suite. »

Cette manière d'écrire l'histoire a été plus sévèrement jugée de notre temps, et l'on a flétri avec raison cette tendance à mettre en relief les scandales des hautes régions, à les exagérer et souvent même à travestir les faits. Sainte-Beuve ne voit dans les *Mémoires de Richelieu* « de l'indigne Soulavie » que « des volumes pleins de scandales, d'aventures récréatives plus ou moins vulgaires (1). »

Soulavie écrivit plus tard, non pas mieux, mais avec plus de mesure, et en profitant des leçons de l'époque terrible qu'il venait de traverser. Il y a un monde, — et un monde, en effet, s'était écroulé, — entre les *Mémoires de Richelieu* et l'*Histoire de la décadence de la monarchie française*. Mais l'auteur s'était acquis, par ses premiers ouvrages, une si mauvaise réputation, que les critiques modernes les plus autorisés n'ont pas hésité à condamner en bloc toute sa production historique. D'ailleurs il y avait encore dans ses derniers ouvrages trop d'erreurs ou de jugements passionnés, et, il faut le dire aussi, trop de déplaisantes vérités, pour faire revenir la critique sur sa première impression.

Henri Martin, tout en citant Soulavie assez souvent, l'appelle « le chroniqueur très-peu recommandable des scandales du xviii<sup>e</sup> siècle (2) ».

M. Frédéric Masson dit que « Soulavie est à l'histoire ce que Fouquier-Tinville est à la justice (3) ».

(1) *Causeries du lundi*, novembre 1849.

(2) *Histoire de France*. XV, 207.

(3) Introduction aux *Mémoires et lettres du cardinal de Bernis*. Plon, 1878.

Armand Baschet donne une note moins dure, en présentant Soulavie comme « un des plus osés, habiles et singuliers compilateurs et mystificateurs tout ensemble qui aient jamais été ; Soulavie, esprit, d'ailleurs, plein de feu, d'entrain et de verve, d'art en fait de recherches, et d'artifice en fait de découvertes, esprit très curieux à connaître etc., (1). »

Feuillet de Conches, qui, dans un de ses ouvrages (2), qualifie Soulavie de « misérable et audacieux menteur », avait été plus calme et plus équitable dans les *Causeries d'un curieux*, où l'on peut lire : « Nul faiseur de livres n'a été plus fécond, ni en même temps moins écrivain ; mais, admis aux archives des affaires étrangères et dans le cartulaire de quelques grands seigneurs, il a puisé à des sources abondantes et authentiques. Compilateur indigeste, prolixe, trivial, fastidieux, il a enfanté des volumes condamnés au pilori des quais, après une vogue éphémère, due pour quelques-uns au scandale ; *mais les documents dont ils abondent, mais je ne sais quel sentiment politique naturel ou d'emprunt qui y règne, les ont justement rachetés de l'oubli, et le curieux d'histoire leur rend une place dans sa bibliothèque.* »

S'il est impossible de nier la passion qui anime Soulavie et lui fait dire parfois des énormités, il est permis, du moins, de faire des réserves vis-à-vis des accusations où il est présenté comme altérant sciemment la vérité des faits, en inventant même, ne méritant en somme aucune créance. Telle était, en effet, la réputation qu'il avait sous la Restauration. Nous croyons qu'il faut revenir là-dessus. Soulavie sera toujours sans doute un guide suspect. Son jugement ne devra jamais être accepté sans défiance. Il est visible que son imagination l'a souvent emporté au delà des limites mêmes de la vraisemblance. Mais de là à mentir sciemment, il y a un abîme, et il est à remarquer que la plupart des révélations historiques de Soulavie, celles qui ont motivé les plus vives attaques contre

(1) *Le duc de Saint-Simon et ses manuscrits*, p. 266.

(2) *Collection de documents sur Louis XVI*. Paris, 1864, t. III, p. xvii, et t. IV, p. xcix.

lui, ont été plus ou moins confirmées ou expliquées par des découvertes ultérieures. Que n'a-t-on pas dit de sa version du Masque de fer qui, selon les documents vus par lui dans les papiers de Richelieu, était un frère jumeau de Louis XIV, et qui ne serait, d'après les plus récentes publications, qu'un serviteur de Fouquet ? Sans prétendre résoudre ici ce problème historique, il est bien permis de faire observer, en se reportant à la lettre de M. d'Hauterive, que, vraie ou non, la version de Soulavie n'était pas de son invention et s'appuyait sur un manuscrit original contemporain du fait.

Dernièrement encore, dans un article du *Journal des Débats* (27 septembre 1887), M. Léon Say rendait justice à Soulavie au sujet d'une lettre de Turgot à Louis XVI, que notre auteur avait vue en 1792 dans les papiers du Roi, et dont il parle en plusieurs endroits des *Mémoires du règne de Louis XVI* (1). Dans cette lettre, le grand ministre dit au roi que la destinée de Charles I<sup>er</sup> ou de Charles IX est celle des monarques faibles gouvernés par des courtisans. On n'avait pas attribué grande importance à cette indication, mais la lettre a été depuis retrouvée, et M. Léon Say en reproduit une partie qui prouve que Soulavie avait dit vrai.

On pourrait citer d'autres faits. Ceux-là suffiront pour démontrer que le témoignage de Soulavie mérite d'être pris en considération, pourvu qu'on se rende bien compte des lacunes que présente l'esprit de l'écrivain, et des mystifications auxquelles l'exposait la fougue de son imagination et de ses opinions politiques.

Le cas de Soulavie n'est pas sans analogie avec ce qu'on appelle de nos jours le reportage, c'est-à-dire ce nouveau système de presse qui consiste à ramasser tous les faits, même les plus insignifiants, à les grossir, les dramatiser, de façon à captiver quand même l'attention publique. Notre auteur était né journaliste, en ce sens qu'il comprenait fort bien ce qui devait plaire à ses contemporains, avides de savoir les dessous

(1) Voir I, II, 55; III, 165, et à l'appendice; VI, 519, etc.

de la politique et de la vie des grands, jusque-là soigneusement cachés par la censure et la perspective de la Bastille, et il eût été de nos jours le premier des reporters parisiens.

Michelet constate que Soulavie fut souvent très bien informé. « L'homme de Richelieu, Soulavie, est trop décrié. Bavard et mauvais écrivain, ne sachant pas trop bien les affaires générales, il sait très bien Versailles. Il avait sous la main et Richelieu vivant, et les papiers de Richelieu, les papiers de Maurepas, le journal de M. de Luynes (1). Avec tant de secours, il pouvait marcher droit. Pour la cour, il est bon le plus souvent, et on le trouve exact en ce qu'on peut vérifier (2). »

Outre les sources indiquées par Michelet, Soulavie avait en mains les Mémoires de Saint-Simon, du président Hénault, de Duclos, d'Aiguillon, du maréchal de Villars (3), les papiers du cardinal de Tencin, de Torcy, des frères Pâris, les archives du ministère secret de Louis XV, c'est-à-dire la presque totalité des documents historiques du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Soulavie avait connu personnellement un certain nombre de témoins oculaires des événements qu'il avait à raconter. « J'ai fréquenté, dit-il, des personnes respectables par leurs talents et leur véracité, qui avaient été élevées à la cour de Louis XIV : tels que le maréchal de Richelieu, le cardinal de Luynes, de vieux magistrats, d'anciens ministres, des secrétaires intimes, des agents subalternes du gouvernement, des valets de chambre des rois, des anciennes favorites, des dames de la cour.

(1) Le duc de Luynes, né en 1669, mort en 1758. Sa seconde femme fut dame d'honneur de Marie Leczinska en 1735. C'est alors que Luynes écrivit ses Mémoires qui vont de 1735 à 1758. Ils ont été publiés en 17 volumes (1860-1865), par L. Dus-sieux et E. Soulié. On s'étonne de lire dans l'Introduction de cet ouvrage le passage suivant : « ... Ces Mémoires sont restés jusqu'à présent tout à fait ignorés... ; leur existence a été signalée pour la première fois au public par les Mémoires du président Hénault publiés en 1855... » lorsqu'on peut en trouver la fréquente mention dans les publications de Soulavie.

(2) Préface de *l'Histoire de la Révolution*.

(3) Dans les *Mémoires de Richelieu*, t. V, p. 356, Soulavie dit qu'il a eu connaissance par le marquis de Vogüé des manuscrits du maréchal de Villars, et de 6 vol. grand in-fol. de correspondances très précieuses, et qu'il s'en est servi dans ses ouvrages.



Tous portaient encore des jugements sains et solides sur les événements et sur les personnes (1). »

Parmi les personnes qui ont facilité son travail, Soulavie indique le duc de Luynes (2), député à la Constituante, qui lui a permis « de faire des recherches pendant un an dans son cabinet, riche des papiers de Colbert et de tant d'autres mémoires sur l'histoire des temps modernes; le président d'Ormesson, également député à la Constituante et bibliothécaire du Roi; le président de Mesnières, M. de Brunville, etc. »

Soulavie parle souvent aussi de ses rapports avec le cardinal de Luynes (3), « si instruit de l'intérieur de la cour de la reine et du feu dauphin, » qui avait « les vertus et la simplicité apostoliques et les lumières d'un membre de l'Académie des sciences (4) ». Il lui avait dédié le tome VIII de son *Histoire naturelle de la France méridionale*.

Nous avons donné au chapitre II un aperçu des amis et connaissances de notre auteur avant et après la Révolution, et on a pu voir ainsi que Soulavie était en mesure d'être bien informé. Aussi ses Mémoires historiques nous ont-ils conservé une infinité de faits qui sans lui seraient perdus pour l'histoire. Malheureusement, Soulavie ne se contenta pas d'être un chroniqueur; il voulut aussi trancher du réformateur et de l'homme

(1) Préface des *Mémoires du règne de Louis XVI*, p. LXXX.

(2) Ce duc de Luynes, dont nous avons déjà parlé au chap. V, pp. 65-66, était né en 1748 et faisait partie de la noblesse libérale au commencement de la Révolution, ce qui ne l'empêcha pas d'être arrêté en 1794. Le 9 thermidor le sauva. Il fut sénateur de l'empire en 1803 et mourut en 1807. C'était le fils de l'auteur des *Mémoires*.

(3) Le cardinal de Luynes, né en 1705, s'appela d'abord le comte de Montfort. Il était colonel d'un régiment d'infanterie, quand il se décida à entrer dans les ordres. Nommé évêque de Bayeux en 1729, il devint premier aumônier de la Dauphine en 1747, archevêque de Sens en 1753, et cardinal en 1756. Il avait été reçu à l'Académie française en 1743 et à l'Académie des sciences en 1755. Le Roi l'avait nommé commandeur de ses ordres en 1758.

Le cardinal de Luynes était très savant; sa charité et sa générosité étaient sans limites. Pieux, tolérant, bienveillant quoique ferme, d'une humeur douce et toujours égale, il avait acquis l'estime et l'affection de la Reine, de la Dauphine et de Mesdames.

Après la mort du Dauphin (1765), le cardinal de Luynes quitta la cour et se retira dans son diocèse, à Sens, où le Dauphin avait voulu être enterré dans sa cathédrale; il refusa l'archevêché de Cambrai pour ne pas se séparer de ce tombeau. Il mourut à Paris, à l'hôtel de Luynes, le 19 janvier 1788. L'abbé Proyart, dans sa *Vie du Dauphin*, parle souvent du cardinal de Luynes et de ses relations avec ce prince. (*Mémoires du duc de Luynes*, I, 48.)

(4) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 104.

d'État, et sur ce terrain il mérita, encore plus que dans sa carrière de naturaliste, l'épithète de présomptueux que Buffon lui avait donnée. A l'époque où il écrivait ses premiers mémoires historiques, il voyait trop exclusivement les vices et les abus, hélas ! fort nombreux à réformer, sans se préoccuper assez des précautions et des ménagements que réclame l'exécution de toute réforme. Il voyait les peuples trop en beau et les rois trop en laid. Il était trop disposé à croire que le tort est tout entier du côté de ceux-ci et la raison tout entière du côté des réformateurs. Il ne comprenait pas que les rois ou les gouvernements ne sont que la résultante des vertus et des vices, de la science et de l'ignorance des populations, et que celles-ci ont toujours, dans les choses de la haute politique comme de la simple administration, une part de responsabilité qui ne doit pas échapper à l'observateur judicieux et impartial ; — et comment l'aurait-il compris, aux temps d'extrême agitation où il vivait, dans les convulsions d'une des plus horribles tempêtes mentionnées par l'histoire, lorsque, malgré des épreuves sans nombre, tant d'hommes instruits et réputés intelligents ne s'en doutent pas encore aujourd'hui, et veulent à tout propos recommencer des écoles qui ont tant de fois fait sombrer la liberté et la prospérité publiques dans notre pays ?

Le défaut capital des productions historiques de notre auteur à cette époque de sa vie tient donc aux circonstances autant qu'à son inexpérience relative et à l'influence des idées philosophiques et révolutionnaires. On verra combien sa manière de juger sera modifiée plus tard.

Passons maintenant en revue ses divers mémoires historiques.



Nous avons dit que Soulavie avait le génie de la spéculation littéraire. Personne peut-être ne comprit mieux que lui, dès le début de la Révolution, les avantages que celle-ci préparait à la librairie et aux écrivains qui sauraient satisfaire les goûts

et les passions du public. La vogue était aux mémoires historiques, précisément à cause des restrictions apportées jusque-là à la liberté de l'histoire. Soulavie se met aussitôt à la tête d'une publication des *Mémoires du règne de Louis XV*. Avait-il des associés ? Rien ne l'indique, et il est probable que son activité fit tous les frais de l'entreprise. C'est ainsi qu'il publia, en même temps que les *Mémoires de Richelieu* et de *Saint-Simon*, ceux de *Duclos*, de *Massillon*, du *duc d'Aiguillon*, la correspondance du cardinal de Tencin, et un peu plus tard les *Mémoires de Maurepas*. La guerre à l'ancien régime s'y faisait sur une double ligne : guerre d'érudition, appuyée sur des pièces authentiques, et guerre d'anecdotes et de chansons scandaleuses, peut-être plus meurtrière que la première, car elle répondait mieux à la légèreté maligne de la nation et était comprise d'un plus grand nombre.

Le maréchal de Richelieu était mort le 8 août 1788, à l'âge de 92 ans. Dans la notice historique qui lui est consacrée, en tête de sa *Correspondance avec M. Paris-Duverney*, publiée chez Buisson en 1789, il est dit qu'en 1784, quand Richelieu se trouva doyen et président du conseil des maréchaux de France après la mort du maréchal de Tonnerre, « il avait, avec une augmentation de surdité, des idées quelquefois brouillées, mais que néanmoins, jusqu'à sa mort, il recevait beaucoup de monde, à qui, dans certains moments, il faisait trouver sa société encore charmante ». Comme cette *Correspondance* est une des publications de Buisson, formant une sorte de concurrence aux *Mémoires de Richelieu*, on peut bien voir dans cette mention des *idées quelquefois brouillées* du maréchal un trait dirigé contre Soulavie.

Nos lecteurs connaissent déjà les réclamations auxquelles donna lieu la première édition des *Mémoires de Richelieu*, de la part du fils du maréchal. Il est certain que Soulavie avait été autorisé à écrire ces Mémoires, mais il est au moins douteux que le vieux courtisan, quelque brouillées que fussent ses idées, eût applaudi à l'usage que son protégé fit de cette autorisation. On lui faisait tenir, d'ailleurs, un langage plus

que singulier dans sa bouche. Il accablait les ministres, comme étant cause de tous les malheurs de la France, et dès la deuxième page on l'entendait dire : « Depuis la grande révolution opérée par le cardinal, mon grand-oncle, les ministres ont conduit impérieusement les destinées de la France : on les a vus se transmettre le sort de l'État comme dans les familles on se laisse un héritage, en sorte qu'une espèce de grêle de ministres est tombée sur la France et l'a tellement ravagée, dans l'espace de 70 ans, que je crois aujourd'hui, à la veille d'entrer dans ma tombe, rendre un service essentiel à la nation et au roi, en laissant un tableau fidèle de la mobilité des principes ministériels et des systèmes impraticables, contradictoires ou désastreux, qui ont travaillé la France... »

Tout le monde naturellement se récria, et Soulavie se hâta de remédier à un défaut si choquant. Non seulement le maréchal cessa de s'adresser directement au public, mais encore l'éditeur des *Mémoires* avoua nettement qu'il en était l'auteur et qu'il n'était pas du reste l'historien particulier du maréchal de Richelieu qui « ne figure dans ces mémoires que comme un autre courtisan ». Et il continue sa justification en ces termes :

« Un architecte de l'antiquité, ayant bâti un temple, écrivit l'objet de sa destination sur le fronton, et couvrit son inscription d'une couche de plâtre, sur laquelle il grava le nom de l'empereur qui régnait. En apposant le titre de *Mémoires de Richelieu* à la tête de cet ouvrage, nous avons eu, en 1789, la même intention ; ce courtisan nous avait confié une collection immense de matériaux pour écrire notre histoire moderne ; il avait observé les plus grands événements ; il en avait conservé les anecdotes, la plupart peu connues de ses contemporains ; cet ouvrage, qui est l'histoire du despotisme français dans sa décrépitude, devait exciter nécessairement la curiosité publique ; son titre invitait à le lire et permettait aux inquisiteurs d'Espagne, de Rome, de Turin et de Pétersbourg, de le laisser parvenir jusque dans des contrées asservies à leurs opinions religieuses ou politiques... Il ne faut pas être étonné que le



titre de cet ouvrage ait offensé les corrupteurs de l'opinion publique et blessé les esclaves de l'ancien gouvernement... Qu'importe pour les âges futurs qui recueilleront avec zèle les anecdotes de notre histoire moderne, que l'ouvrage ait été publié sous un titre ou sous un autre, s'il renferme d'ailleurs des portraits vrais et les anecdotes des personnages qui, par leurs vices ou par leur impéritie, ont laissé dépérir dans leurs mains la plus puissante des monarchies du monde, et ont vu, avec un ressentiment impuissant et concentré, leur gouvernement transmis à une autre classe d'hommes bruts mais vertueux, moins rusés mais actifs et vigilants, qui viennent d'établir dans la monarchie française, comme les Francs dans les Gaules, un empire nouveau sur les bases de la liberté et de l'égalité primitives (1) ? »

Plus loin, il dit encore : « On nous reproche d'avoir eu des principes républicains dans un ouvrage qui porte pour titre *Mémoires de Richelieu*, parce que ce courtisan avait le despotisme dans le cœur... C'est-à-dire que, pour plaire à ces critiques, il fallait être faux, taire comme eux la vérité, faire des éloges et mériter d'être avoué par la famille de Richelieu, de Choiseul, de Maurepas, dont ils accueillent les ridicules réclamations. Je consens qu'on ôte le titre de *Mémoires de Richelieu* ; il restera malgré eux celui de *Mémoires d'un honnête homme*. Et que m'importe qu'un plat académicien dise que l'auteur de cet ouvrage n'a ni goût, ni connaissances, ni jugement, ni style, si son livre est du goût des amis de la vérité, et si les amateurs de l'histoire ont épuisé les éditions des quatre premiers volumes imprimés à Paris, à Liège, à Maëstricht, à Lyon et à Bordeaux (2) ? »

Ailleurs, il nous apprend que le maréchal de Richelieu avait recueilli, depuis le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, « tous les mémoires possibles, toutes les anecdotes, toutes les historiettes piquantes de son temps ; il en avait formé une centaine de boîtes, de cartons ou de volumes in-folio. Il ouvrit quatre ans

(1) *Mémoires de Richelieu*, IX, 3.

(2) *Idem*, IX, 358.

avant sa mort ce dépôt précieux de l'histoire de notre siècle à M. l'abbé Soulavie qui y a puisé l'ouvrage intitulé : *Mémoires du temps du duc de Richelieu* (1).

La première édition des *Mémoires de Richelieu*, en quatre volumes, parut au mois de février 1790 ; Soulavie réclame pour son œuvre l'honneur d'avoir « contribué à l'établissement de la liberté. Plus de cent phrases soulignées par des membres de l'Assemblée constituante, ajoute-t-il, ont été changées en lois. Les cinq derniers volumes, publiés en 1792, concourront avec les premiers à l'établissement des lois et des mœurs républicaines (2) ».

La deuxième édition, en neuf volumes, sortit de la librairie Buisson à la fin de 1792. Il résulte d'une note de Soulavie que Sénac de Meilhan, « la créature de Choiseul, » voulait opposer d'autres *Mémoires de Richelieu* à ceux de Soulavie, pour le faire renoncer à sa publication, mais que, ne trouvant pas de souscripteurs, il retira son prospectus. « Sénac étant un partisan de la maison d'Autriche, un ancien officier du duc de Choiseul, qui l'avait employé contre le duc d'Aiguillon, était intéressé à travestir l'histoire ; c'est pourquoi aucun parti, pas même celui de la cour, n'a paru curieux de ses mémoires (3) ».



Les *Mémoires de Maurepas* sont une sorte de collection de tous les bruits scandaleux du temps, de vers grivois, d'anecdotes salées, le tout brodé de réflexions politiques et autres de l'éditeur. Si le fond est vraiment l'œuvre de Maurepas, ce dont on peut douter, il est certain qu'on en a dénaturé la physionomie générale. D'après Soulavie, Maurepas aurait écrit ses mémoires à Bourges, où il avait été exilé, avec le concours de Salé, son secrétaire. « Maurepas et Salé rédigèrent d'abord

(1) *Œuvres de Saint-Simon*, VII, 234.

(2) *Mémoires de Richelieu*, IX, 480.

(3) *Idem*, VII, 190.

un recueil de pièces originales, formant cinquante-deux volumes, très grand in-folio, avec des anecdotes. M. Soulavie a puisé dans ce recueil des choses précieuses, avant que l'ancienne puissance des ministres, ou plutôt leur sombre politique, parvint à en enlever tout ce qu'il y avait de désagréable à tant de personnages qui ont trahi les intérêts du Roi et de la patrie... Le ministère en a soustrait, en 1788, l'essentiel et le plus curieux, qui n'existe plus que dans les *Mémoires de Richelieu*, que M. Soulavie a donnés, après y avoir puisé ses matériaux. Les *Mémoires* qu'on donne aujourd'hui sont l'esprit et le résumé de ces cinquante-deux volumes... Salé en a tiré six volumes in-4, avec des figures(1). »

Nous ignorons ce que peuvent être devenus les manuscrits originaux dont on parle ici, en supposant qu'ils aient jamais existé.

En résumé, les *Mémoires de Maurepas* étaient, comme les *Mémoires de Richelieu*, une machine de guerre contre l'ancien régime, un moyen de dénigrement général contre son personnel. — Ils ne font guère honneur à Soulavie, bien que certains détails puissent intéresser l'histoire.



Les *Mémoires de la minorité de Louis XV* sont une autre publication apocryphe du même genre, dont Chénier a depuis longtemps fait justice dans son *Tableau de la littérature française*. D'après l'éditeur, Louis XV avait demandé à Massillon d'écrire l'histoire des événements qui s'étaient passés pendant sa jeunesse, et il en conservait le manuscrit dans son cabinet à côté du *Petit Carême* (2) ; mais cette assertion est fort suspecte. Dans tous les cas, le fond et la forme de l'ouvrage montrent assez qu'il n'est pas de Massillon. Nous y remarquons la note suivante :

« Les *Mémoires de Richelieu*, de Duclos et de Massillon

(1) *Préface des Mémoires de Maurepas*.

(2) *Mémoires de Richelieu*, IV, 15. Voir aussi *Œuvres de Saint-Simon*, II, 167.

forment une suite de volumes qui instruisent à fond sur notre histoire moderne. Aucun de ces trois ouvrages n'est le récit particulier des actions de Richelieu, de Duclos, de Massillon : c'est l'histoire générale de la nation, et non les mémoires de trois particuliers, qu'on y trouve (1). »

N'y a-t-il pas là comme un aveu de l'auteur, et l'indice qu'en parant d'un nom illustre la couverture d'un livre on pratiquait alors un système, on faisait ce que nous appellerions aujourd'hui une impudente réclame, bonne pour les imbéciles, plutôt qu'on n'avait la prétention de faire prendre la chose au sérieux par le public intelligent ?



Par contre, les *Mémoires du ministère du duc d'Aiguillon* paraissent être d'une autre main que celle de Soulavie, bien qu'il y ait évidemment ajouté du sien. L'éditeur nous les donne comme composés par Mirabeau, sur des notes et des pièces fournies par le maréchal de Richelieu. Ailleurs, il insinue que « ces mémoires ont été adressés à quelque prince ou seigneur qui avait la confiance de la reine, et qu'ils ont servi de règle de conduite ou d'instruction pour la conduite de ce prince à la cour; on en ignore le nom (1) ». L'auteur fait l'apologie du duc d'Aiguillon et ne ménage pas la personnalité et la politique de son rival, le duc de Choiseul. Il connaît à fond son sujet, c'est-à-dire les hommes et les choses de la fin du règne de Louis XV, et les détails où il se complait sur les intrigues de cour et de ministère, et notamment sur les querelles du pouvoir royal et des parlements, ne sont pas sans intérêt. La fin du volume surtout révèle la main de Soulavie. On y trouve, avec l'éloge de Louis XVI, des conseils à la Reine que l'éditeur des *Mémoires* devait poursuivre bientôt après de tant d'attaques virulentes. En ce moment (1790), Soulavie n'en était encore qu'aux insinuations aigres-douces.

(1) *Mémoires du ministère du duc d'Aiguillon*, p. 284.



Après avoir reproché à Marie-Antoinette d'avoir empêché en 1780 un nouveau ministère d'Aiguillon, « le seul en état de relever les affaires du royaume, » de se laisser « balloter par les intrigues des ambitieux », etc., il constate que « les Français commencent à aimer cette reine aimable moins que ci-devant ». Il l'engage à ne plus s'occuper de politique, « à prendre le département des arts et des bonnes œuvres, » et à réaliser à cet égard le plan du feu Dauphin. Elle aurait d'abord à faire terminer la galerie du Louvre où l'on pourrait établir « un Musœum préférable à tous ceux d'Italie ».

Ces Mémoires nous apprennent que Louis XV aimait la truelle et détestait l'architecture. « Sans cesse, il disait à M. de Marigny (le frère de M<sup>me</sup> de Pompadour, surintendant des bâtiments royaux) : *Tiens, Marigny, laisse-là tes colonnes, et laisse-moi faire...* Marigny découvrit le Louvre que Louis XIV ni Colbert n'ont jamais vu. Louis XV fut huit ans neuf mois sans voir cette belle façade que le monde entier admire. Il la vit par occasion le 3 mars 1766 et dit à Marigny : *Je me raccommode, ta colonnade est belle*, et c'est alors qu'on s'occupa de ce vaste plan (la construction de la galerie) qui ne fut approuvé que le 4 janvier 1768. »

Soulavie indique ensuite ce qu'il y aurait à faire à la bibliothèque du roi au sujet du Catalogue, et c'est là évidemment un sujet qu'il pouvait mieux traiter que le véritable auteur des Mémoires.

Les pages suivantes, où il affirme que le Dauphin avait l'intention de venir habiter les Tuileries en abandonnant Versailles, qui n'aurait plus été pour la famille royale qu'un séjour de campagne, comme Fontainebleau, portent trop la marque des premières années de la Révolution, pour qu'il soit possible de les reporter à une époque précédente. Plus loin, Soulavie jette complètement le masque et les dernières pages du volume sont accompagnées de la note suivante (p. 245) : « La Révolution ayant changé une partie des anciens projets sur les embellissements de Paris, et l'Assemblée Nationale ayant décrété que les possessions monas-

tiques étaient à la disposition de la nation, plusieurs projets relatifs à l'utilité publique, à l'embellissement, à la salubrité, sont devenus nécessaires, et comme le présent article rend les projets, insérés dans les présents Mémoires, beaucoup plus complets, et les adapte aux circonstances actuelles, nous l'insérons ici. Il nous a été communiqué par M. l'abbé Soulavie, qui en est l'auteur. » On a vu, au chapitre précédent, en quoi consistaient les idées de Soulavie sur l'embellissement et l'assainissement de Paris.



Comme conclusion de ce rapide aperçu des premières publications historiques de Soulavie, nous dirons que, si elles contiennent malheureusement beaucoup de vérités (car il serait puéril de vouloir dissimuler les défauts et les vices de l'ancien régime et de l'ancienne société monarchique), les procédés de l'écrivain n'en doivent pas moins être hautement flétris. Celui-ci affecte de se montrer impartial en répétant tout le bien et le mal qu'on a dit de ses personnages. Or, il n'est ni juste ni honnête de ramasser tout les racontars du temps, toutes les calomnies, même les plus invraisemblables, visiblement engendrées par la haine et l'ignorance, sans faire le triage que l'équité et le bon sens commandent. On reprochera éternellement à Soulavie son langage à l'égard de Marie-Antoinette. Celle-ci fut sans doute imprudente dans sa conduite privée, et encore plus dans sa conduite politique, mais ces fautes trop réelles, qu'il ne faut pas oublier, car elles tiennent une large place parmi les causes de la Révolution, ont été trop expiées par une fin cruelle. La majesté de sa mort et la pitié qu'elle inspire donneront toujours tort aux plus justes inculpations de ses ennemis.

Il nous faut protester aussi contre une des impressions que laissent les Mémoires de Richelieu et de Maurepas. A les lire, on dirait qu'il n'y a pas eu un homme ni une femme chaste au XVIII<sup>e</sup> siècle. On conçoit que le vieux maréchal de Riche-

lieu, immoral et sceptique, devait peu croire à la vertu. Mais il est permis de penser que les préoccupations personnelles de son confident ont contribué à rendre le tableau encore plus foncé. Le prêtre dévoyé et la femme qui a jeté son bonnet pardessus les moulins ont cela de commun, qu'ils cherchent toujours, inconsciemment ou de parti pris, dans l'immoralité d'autrui, une excuse ou une justification de leur propre dépravation. Ils voient ou affectent de voir partout des pécheurs à leur image. Toutes ces exagérations, et même les faussetés qui parfois les accompagnent, s'expliquent par l'affolement des esprits, l'aveuglement des ressentiments et des préjugés, auxquels, dans certains milieux, il est difficile de résister, mais elles sont inexcusables chez un écrivain, et quand elles ne sont pas l'œuvre de la mauvaise foi, elles montrent au moins une grave absence de jugement.



*Les Mémoires historiques et diplomatiques de Barthélemy*, parus en 1799, marquent le début d'une phase nouvelle dans les idées de Soulavie. L'ancien Directeur n'y est pour rien, et son nom ne vient là que pour couvrir un réquisitoire des plus vifs contre le 18 fructidor, contre le Directoire jacobin et principalement contre Merlin (de Douai) et Treilhard. La vignette du frontispice représente deux colonnes tronquées et mutilées, en mémoire de Barthélemy et de Carnot. « Leurs succès dans l'administration leur méritait cette allégorie. Depuis leur chute et depuis l'élévation de Treilhard et Merlin à leur place, nos traités déchirés et nos armées détruites prouvent combien la France a perdu dans la journée du 18 fructidor. » L'ex-résident de Genève rendait Merlin et Treilhard responsables de son long emprisonnement et ne pouvait leur pardonner. La vivacité de ses rancunes va jusqu'à les inculper d'avoir été en quelque sorte les commis de l'Angleterre dans le gouvernement français, d'avoir refusé la paix parce qu'ils voyaient en elle la fin de leur règne, d'avoir imaginé l'expé-

dition d'Égypte afin de détruire le traité de Campo formio, etc. La partie la plus intéressante de cet ouvrage, à notre point de vue, et que nous recommandons à l'attention des historiens suisses, est celle qui concerne la politique suivie alors à l'égard des petits États et notamment de la Confédération helvétique. Soulavie rappelle la mission de Mingaud à Berne, puis les rapines de Rapinat (le beau-frère de Rewbell), et condamne formellement la conduite du Directoire, qui, en annexant Genève et en intervenant en Suisse, changea, au détriment de la France, une situation séculaire qui était toute à son avantage.

Il y a aussi dans ces Mémoires des considérations qui ne manquent pas de justesse, et qui peuvent s'appliquer à des époques beaucoup plus modernes, sur l'état des partis et sur les dispositions des esprits en France à la fin du Directoire. Il n'y avait alors, en définitive, que deux grands partis qu'il appelle les Feuillants et les Jacobins, — ce que nous appellerions aujourd'hui les conservateurs et les républicains. « Les mécontentements actuels ne sont point dirigés contre la forme républicaine de l'État, mais bien contre les vices des hommes qui l'ont dirigé pendant sept ans... » Il entre dans le détail de ces vices et conclut : « Corrigez-les et la France aimera la république bien plus que la maison de Bourbon dans l'ancien régime. »

Dans le chapitre suivant, il établit qu'il y a deux sortes de royautés : « celle des royalistes de 1788 et celle des constitutionnels de 1791, en présence des républicains. Lorsque l'un des deux partis veut gouverner avec des formes acerbes, les deux autres se réunissent contre lui. La royauté la plus difficile à rétablir en France, c'est la royauté constitutionnelle ; elle ne se relèvera pas plus que le clergé constitutionnel... Chacune des deux factions royales préfère d'être gouvernée par la république, qu'elle ne regarde que comme un état provisoire, plutôt que de voir la rivale occuper le gouvernement. »

L'opinion prêtée à Barthélemy au sujet de la monarchie, trouve ici naturellement sa place : « Quant à la monarchie dont on a accusé Barthélemy d'être partisan, il pensait et il dit encore



qu'un ordre d'événements et de choses prépare cette forme de gouvernement comme les choses contraires préparent les républiques ; mais qu'en France le moment de travailler à opérer un changement dans le sens monarchique n'était ni prudent ni praticable. C'est l'opinion qu'il manifesta constamment à ceux qu'on accusait dans le parti de Clichy d'être royalistes. La monarchie française était le résultat pacifique de l'extinction des passions, par une administration royale. Les Français à présent ont des passions opposées. La monarchie héréditaire ne peut être solidement constituée qu'avec des corps *permanents* de la nature du clergé, et avec des corps *héréditaires* de la nature de la noblesse. Or, ces deux corps sont abolis en France, dépouillés, méprisés ; ces deux bases de la royauté sont anéanties. Une famille monarchique héréditaire, accolée à un corps législatif éligible tous les ans, est le rêve d'une monarchie idéale et impossible. La monarchie héréditaire doit être riche, imposante par le luxe et le cérémonial, respectée du peuple et fortifiée des préjugés de la naissance. Or, la Révolution a avili le luxe, ridiculisé le cérémonial des rois et constitué, dans la bourgeoisie, les administrations qu'elle n'abandonnera pas facilement. Par conséquent, la monarchie est impossible en France suivant l'ordre et la composition des monarchies actuellement établies en Europe (1). »

Parlant de la situation du pays à la veille du coup d'État de fructidor, Soulavie écrit : « La France ne peut songer à relever la royauté du chaos où sont engloutis et dénaturés ses éléments organiques. La puissance militaire de la république française est en opposition ouverte avec toute puissance morale qui voudrait rétablir la royauté. Ce n'est pas que la monarchie ne puisse être rétablie un jour en France : toutes les républiques y tendent (2)... »

Ailleurs, il dit enfin : « Nous étions républicains dans la monarchie, par la même raison que, sous la république, des

(1) *Mémoires de Barthélemy*, p. 43.

(2) *Idem*, p. 80.

bandits nous ont obligés de nous rappeler des moralités de l'ancien temps (1). »

Un avis, placé à la fin des *Mémoires de Barthélemy*, annonce une deuxième partie de cette publication, relative à Naples, Rome, Turin, Venise, Milan, Gênes, Genève, la Toscane, la Hollande, Philadelphie, comme devant paraître incessamment.

Le même avis porte que « les exemplaires destinés à la Bibliothèque Nationale ont été fournis », par où l'on voit que, dès cette époque, c'est-à-dire en 1799, tout auteur ou imprimeur d'un ouvrage était tenu d'en remettre un ou plusieurs exemplaires à la Bibliothèque Nationale. L'exemplaire des *Mémoires de Barthélemy*, que possède notre grand établissement de lecture, porte l'indication, écrite de la main de Soulavie, qu'il est l'auteur de l'ouvrage, et que celui-ci a été publié trois jours avant le retour de Bonaparte d'Égypte.



Les *Mémoires du règne de Louis XVI* sont annoncés par Soulavie dès l'année 1792. Ils devaient être la continuation des *Mémoires de Richelieu*. « Le manuscrit délivré à un libraire sera bientôt mis sous presse (2). » Fort heureusement, les circonstances, sinon sa propre volonté, obligèrent l'auteur d'ajourner son projet, et il est certain que si, à cette époque, l'ouvrage était écrit, il dut être largement modifié avant son apparition, car l'esprit en est singulièrement différent des mémoires historiques publiés de 1789 à 1793.

L'impression des *Mémoires du règne de Louis XVI* commença en novembre 1800 et fut terminée en septembre 1801.

En tête du premier volume, sont deux Épîtres au peuple français destinées à marquer la révolution opérée dans l'esprit de l'auteur.

La première est la simple reproduction de l'Épître publiée en 1789 en tête des *Mémoires de Richelieu*.

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, II, 129.

(2) *Mémoires de Richelieu*, IX, 437.

La seconde est datée du 30 thermidor an IX (18 août 1801) et Soulavie y explique le changement survenu dans ses sentiments et ses idées. « Je partageais, l'an premier de la liberté, en 1789, vos désirs et votre langage. Comme nous fûmes trompés dans notre espoir ! Je m'indignais avec vous des vices et de la lâcheté du despotisme dans sa décrépitude, et nous tombâmes en la puissance d'un despotisme cruel... Vous étiez scandalisés de la licence des courtisans, et pendant dix ans nous avons été dominés par des hommes, nos concitoyens, qui régnaient sur nous par les cachots, les proscriptions ou les échafauds... » Il poursuit cette comparaison ; puis il dit qu'en publiant aujourd'hui l'histoire du dernier règne de la monarchie « ce n'est pas le despotisme renversé qu'il veut rendre intéressant et proposer aux générations futures », ce qui d'ailleurs serait impossible ; mais il veut publier le correctif de son épître de 1789. Ce qu'il désire, « c'est que le gouvernement emprunte de l'ancien régime tout ce que son administration avait imaginé à la longue pour former de la France un État puissant et respecté ; c'est qu'il imite, pour la pacification des esprits, les mesures du grand Henri qui domptèrent la Ligue ; c'est qu'il étudie dans nos annales ces époques mémorables et glorieuses pour les Français, pendant lesquelles la force, après s'être organisée elle-même en gouvernement, organisa la société qu'elle avait désordonnée ».

Dans la préface qui suit, il continue son *med culpa*. Il veut être impartial, mais il sait fort bien qu'il ne satisfera pas tout le monde. Il est impossible que l'histoire de la chute de la monarchie et des factions qui lui ont succédé soit agréable à tous les partis et leur paraisse juste et impartiale. Plus loin nous relevons le passage suivant : « ... Aujourd'hui que l'Europe observe avec effroi cette série non interrompue de catastrophes sanglantes qui ont, dans l'espace de dix ans, exterminé si souvent le gouvernement français ; aujourd'hui qu'une grande et douloureuse expérience nous a appris de quel côté les empires menacent ruine ; aujourd'hui que les sens et la vue nous sont rendus, et que nous pouvons juger les malheurs

d'une Révolution qui ne peut être comparée à aucun événement (1), » etc.

Les *Mémoires du règne de Louis XVI* sont un retour sur le passé, un avertissement à la génération contemporaine que la Révolution a dépassé la mesure ; un avis au Consulat, occupé à réorganiser l'État, que tout n'était pas condamnable dans les institutions qu'on a détruites et qu'il serait sage de revenir à celles dont le temps et l'expérience ont démontré les bons effets. Il est piquant de voir un des hommes qui ont le plus contribué à la chute de l'ancienne monarchie venir spontanément, après sa destruction, fournir sur son essence et sur son mécanisme des notions de nature à faire regretter au moins les procédés radicaux employés à son égard.

Une infinité de gens s'imaginent encore que dans la France d'autrefois il n'y avait d'autre loi que l'arbitraire royal. Soulavie fait ressortir au contraire qu'il n'y avait rien en France de si mal défini que la *volonté royale*. Malgré la fameuse formule : *tel est notre plaisir*, qui revenait sans cesse dans le langage officiel du souverain, le Roi se trouvait arrêté à chaque pas par le respect qu'il était obligé de garder pour les droits et les usages en vigueur.

Quand il demandait à ses sujets des dons gratuits, des impôts, des subsides, il était obligé d'*user de représentations* avec le clergé de France et de l'assembler pour les obtenir ; il *négoyait l'enregistrement* d'un édit bursal avec le Parlement ; il *demandait l'assise* aux États de Languedoc ; il l'*ordonnait* en Bourgogne ; il était souvent obligé de l'*acheter* en Bretagne, plus ou moins indirectement ; il le *levait militairement* dans les intendances.

Quant à la pondération des pouvoirs, elle était plus savamment combinée qu'on ne le croit généralement ; et ici encore nous sommes loin de ce fameux arbitraire royal qui résume toute l'érudition comme toute la critique historique de certains politiciens. L'expérience des siècles, à qui en revient l'honneur, avait eu pour but : 1° de réprimer le gouvernement ex-

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, I, 164.



clusif du *clergé* par la réunion de la noblesse et du peuple sous la direction royale; 2° de réprimer le gouvernement exclusif de la *noblesse* par la réunion du peuple et du clergé sous l'autorité du monarque; 3° de réprimer les mouvements et l'administration destructive du *peuple* par l'influence de la noblesse et du clergé, sous l'autorité de la couronne; 4° enfin de réprimer les usurpations de la *couronne* et son gouvernement militaire par de simples remontrances de tous les ordres de l'État, comme il arriva en 1788 (1).

Après avoir souffert de la prépondérance particulière de chacun de ces pouvoirs, la France arriva enfin sous Henri IV à cette pondération que nous venons d'indiquer. Elle se gouverna *par amalgame*, selon l'expression de Soulavie (2). N'est-il pas évident que le système *constitutionnel* d'aujourd'hui n'est pas autre chose que le perfectionnement de l'ancien mécanisme monarchique? Le régime déchu portait donc le germe du progrès, et celui-ci eût pu se réaliser sans secousse si les hommes n'étaient pas... des hommes, c'est-à-dire sujets à l'erreur et dominés parfois invinciblement par des passions violentes.

Parlant des agitations de 1789, Soulavie dit : « Il y avait bien des abus, mais nous savions où nous étions, nous ne savions pas où nous allions. Nous étions bien humiliés, sans doute, bien courroucés du mépris des grands, de l'exclusion des emplois, des lettres de cachet, des entraves de la presse, des prisons d'État, de la servitude des terres, du déficit, de l'intolérance religieuse, de la distinction du sol de la France en terres nobles exemptes de taille et en terres roturières sujettes à la payer. Mais une simple déclaration du Roi pouvait écarter ces désordres et ces injustices entraînés par le laps des temps. Les Parlements, le clergé, la noblesse avaient les premiers anéanti la plupart de ces abus dans leur insurrection de 1787 à 1788 (3), — tandis que la monarchie de M. Necker était toute d'un *futur contingent*... » Soulavie reproche à Turgot, Malesherbes

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 329.

(2) *Idem*, VI, 331.

(3) *Idem*, VI, 297.

et Necker, tout en rendant justice à la pureté de leurs intentions, d'avoir entrepris de gouverner, sans tenir assez compte de l'état politique et social qu'ils étaient chargés de diriger. Turgot voulut changer trop brusquement les bases de nos institutions. Du reste, en s'efforçant de détruire sans bruit, pacifiquement, les privilèges de la noblesse et du clergé, il voulait prévenir la révolution (1). Dès 1792, Malesherbes, reconnaissant son erreur, disait à Soulavie : « Nous avons les meilleures intentions du monde, M. Turgot et moi ; et cependant nous étions l'un et l'autre dans l'égarement. Nous voulions gouverner les Français, non tels qu'ils étaient, mais tels que nous désirions de les voir, et tels que notre cœur nous les représentait (2)... » Aussi, notre historien fait-il remarquer non sans raison que « de tous les abus, le pire est d'oser, comme Necker, réformer et détruire sans sagesse et sans mesure les vices mêmes de ce qui existe (3) ».

Soulavie établit un curieux parallèle entre le cardinal de Richelieu et Necker. Tous deux voulurent servir le Roi en humiliant les grands, mais par des moyens différents. Richelieu se servait du monarque pour concentrer le pouvoir et Necker pour le diviser et l'affaiblir. — Le premier avait réussi en employant la docilité des grands pour vaincre les grands indociles. Le second succomba, parce que la nature du peuple, sur lequel il s'appuyait, « est de détruire sans établir et de tout abaisser jusqu'à son niveau... En travaillant pour le bonheur de la France, Necker nous précipita dans un gouffre de maux. Son premier ministère prépara cette révolution ; son second ministère la consumma (4) ».

Soulavie reproche à Malesherbes et Necker d'avoir inventé la souveraineté aussi puissante qu'insaisissable et variable de ce qu'on appelle l'*opinion publique*. Du moins, Malesherbes déclarait dans ses écrits et dans ses conversations que les décisions de la *république des lettres* étaient des sentences d'un

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, III, 155 à 168.

(2) *Idem*, VI, 101.

(3) *Idem*, I. Préface, p. LXXIX.

(4) *Idem*, IV, 248 à 258.

tribunal, et il affirmait que ce tribunal, indépendant de tous les pouvoirs, méritait tous les respects et devait faire autorité. Necker, dans la suite, appelle ce tribunal l'*opinion publique* (1). Nous faisons grâce à nos lecteurs des doctrines du célèbre Genevois sur l'opinion publique. Soulavie, à qui il prend fantaisie de l'étudier de près, n'y trouve que l'opinion des philosophes et des mécontents, « l'agrégation des idées philosophiques et réformatrices que la France adopta, et qu'on observe chez tous les peuples qui commencent des révolutions dans l'espoir d'une réforme ». Or, « il n'est donné à aucune révolution de restaurer ; son caractère exclusif est de détruire ; la puissance de recréer appartient à d'autres esprits (2)... ».

Ceux qui voudraient faire la même étude sur l'opinion publique des époques qui ont suivi risqueraient fort, à notre avis, d'y retrouver les mêmes éléments. On peut se demander si de tout temps la prétendue opinion publique n'a pas été, et ne sera pas toujours, celle de quelques esprits exaltés ou de quelques ambitieux déçus, attendu que, par la force des choses, c'est-à-dire par suite de son ignorance et de ses misères, l'immense majorité du public est incapable d'avoir une opinion sur la plupart des questions qui constituent précisément le domaine de l'opinion publique.

Notons qu'après 1791 l'opinion publique de M. Necker lui ayant tourné le dos, il n'en parla plus de la même façon. Une autre importation que Soulavie reproche à Necker est cette qualification d'*aristocrate*, qui, en 1789, bouleversa tous les esprits.

La célèbre brochure de Sieyès sur le tiers état vint bientôt accélérer l'œuvre de dissolution de Necker. Comme elle reflétait exactement les sentiments d'alors, Soulavie en expose la partie essentielle et la fait suivre des réflexions suivantes :

« Ces grands systèmes de réformation sociale avaient essentiellement un vice radical, sans lequel le beau idéal en politique

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, II, p. xxxvi, et IV, 197.

(2) *Idem*, IV, 302.

eût sans doute été réalisé en France. Dans leurs sublimes théories métaphysiques, ils supposaient la possibilité d'empêcher la classe populaire des Français, qu'ils allaient investir de la puissance, d'être infectée à l'avenir des *combinaisons morbifiques* (dont parle Sieyès). Comme si la nature n'avait pas donné au tiers état, tel qu'il était en 1787, les vices du cœur et de l'esprit qu'ils voulaient réformer dans la masse des Français. Leurs raisonnements avaient d'autres bases vicieuses. Ils s'arrogeaient le pouvoir de gouverner la génération française de 1788, non point telle qu'elle était, mais telle qu'ils voulaient qu'elle fût; disons mieux, telle qu'il semblait légitimement qu'elle devait être! Erreur funeste, qui fut la cause de tous nos malheurs, parce que la France n'a jamais voulu être réformée telle qu'ils l'ont voulu dans leurs systèmes; parce qu'elle n'a jamais pu l'être de cette sorte, et parce que ses rapports avec la République européenne, quand elle l'aurait pu, s'y opposaient. Onze ans d'expérience la plus douloureuse suffirent-ils pour prouver ces vérités? J'écris ce chapitre l'an VII de la République... La Révolution ayant ainsi renversé les principes conservateurs de l'ancien régime, et fondé les bases de l'égalité et des élections, les mesures répressives imaginées par nos ancêtres et par tous les peuples modernes européens, précisément pour empêcher tous nos malheurs, étant une fois avilies par la Révolution, la société se trouva en France sans régulateur (1)... »

Et l'on vit alors une série de révolutions que n'avaient certainement pas prévues les théoriciens réformateurs. Le 14 juillet 1789, l'ancienne monarchie française est renversée, et la monarchie constitutionnelle est inaugurée. Le 10 août 1792, les Girondins, qui formaient la majorité de la Législative, inaugurent le règne de l'émeute et mettent fin à la monarchie constitutionnelle. Le 31 mai 1793, les Montagnards prennent le dessus et déciment la Convention dont la majorité leur est hostile. Le 27 juillet 1794, ils sont renversés à leur tour par

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 304.



ce qu'on a appelé la réaction thermidorienne. Le 5 octobre 1795 (13 vendémiaire), Bonaparte écrase les sections et assure le pouvoir au Directoire. Enfin, le 18 brumaire (9 novembre 1799), Bonaparte vient clore cette longue série de troubles.

Ainsi, en dix ans, il y avait eu six révolutions, six changements de gouvernement; et toute l'histoire de ces dix ans est tissée de tyrannie et de sanglantes divisions. Tous les partis criaient : *Liberté, égalité*, et ils se proscrivaient impitoyablement. Avant 1792, on ne jurait que par la *Constitution*, et l'on brûlait les châteaux des royalistes ou l'on fusillait au Champ-de-Mars les républicains qui ne voulaient pas de cette constitution. En 1792, ce fut : *Vivre libre ou mourir*. Il fallait vivre libre dans le sens des hommes libres qui dominaient ou mourir. Les thermidoriens substituèrent le mot *humanité* au mot *mort*. Ce fut au nom de l'humanité qu'ils fusillèrent et mitraillèrent les Montagnards, après avoir fusillé et mitraillé avec eux, en frères et amis, depuis 1788 (1). Depuis, nous avons eu la *fraternité*, et les divisions politiques et sociales n'ont pas été moindres.

On comprend que les philosophes survivants se soient frappé la poitrine devant tous ces cataclysmes et qu'ils aient reconnu que pour gouverner un empire il faut autre chose que les systèmes et les opinions philosophiques du temps. Nous avons cité plus haut les paroles de Malesherbes. Soulavie fait l'apologie de « Diderot, Mably, d'Alembert, Dussaulx, Buffon, Raynal et autres qu'il a connus et fréquentés... Il est dû à leur mémoire de dire qu'ils ne cessèrent jamais d'être citoyens et que leurs intentions furent toujours pures. A l'exemple de Raynal ou de Marmontel, tous auraient abjuré leurs écrits avec solennité, s'ils avaient connu la puissance et les suites des opinions philosophiques... ».

Quant à Necker, dont tous les écrits avant 1789 avaient contribué à la Révolution, il ne chercha plus, après sa chute, qu'à la modérer. Ses dernières publications montrent un homme

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 364.

conscientieux et un esprit essentiellement religieux. Au reste, bien avant la Révolution, Necker exprimait, sur la question religieuse, un avis qui, s'il eût été bien compris de nos assemblées révolutionnaires, leur aurait épargné une de leurs plus lourdes fautes. « Le secours de la religion, disait-il, est nécessaire au maintien de l'ordre public ; c'est bien peu connaître l'imperfection de tous les moyens d'administration que d'être indifférent à ce puissant ressort. L'homme éclairé peut aimer la vertu pour elle-même ; mais la classe nombreuse des hommes, dépourvue des secours de l'éducation, et déconcertée sans cesse par la misère de son état, a besoin d'être soutenue par une idée rapide du bien et du mal, et par un sentiment de crainte et d'espérance qui la soutienne au milieu des ténèbres. Philosophes de notre siècle, contentez-vous d'avoir concouru à dégager la religion des préjugés d'une dure intolérance ; vous aurez un grand tort si vous voulez davantage ; laissez, laissez aux hommes et le frein le plus salutaire et la plus consolante pensée (1). » Necker écrivait ces sages paroles en 1781. Il reprenait cette thèse à la veille de la Révolution et en faisait l'objet d'un livre spécial intitulé : *De l'importance des idées religieuses* (1788).

Une douzaine d'années après, quand les malheurs de la Révolution eurent éclairé son esprit, Soulavie écrivait dans le même sens : « Sans l'instruction, que la religion seule a pu donner dans nos campagnes lointaines, et qui a suivi la population jusque dans le sein de nos montagnes, les peuples européens seraient grossiers et barbares comme ils le sont devenus dans les contrées de l'Arabie ; et telle est la nécessité d'un culte éclairé et *ami de l'humanité*, que la France rétablira en faveur des campagnes ces antiques fonctions qui consistaient à instruire les peuples, à soulager les malheureux, consoler les affligés, fortifier les mourants, parler de Dieu aux hommes, leur rappeler leurs devoirs, parler au nom des puissances invisibles du respect des propriétés, des devoirs d'un bon père,

(1) *De l'administration des finances de la France*, 1781.

d'un bon fils, d'un bon mari, etc. : ou bien la France offrira dans quelques années, dans la classe des paysans, une horde d'êtres sauvages, inconnus à nos pères, ignorants, féroces et brutaux comme les bêtes qu'ils commandent (1)... »

On comprend qu'après tout ce qui s'était passé il fût revenu, comme les philosophes survivants, des illusions de 1789. Aussi, en rappelant qu'il avait « partagé les griefs de ses contemporains contre les abus du temps et contribué à les proscrire dans les *Mémoires de Richelieu* », se hâte-t-il d'ajouter : « Mais la génération suivante refuse de reconnaître la nécessité du beau antique et idéal de l'âge d'or que son aînée voulait établir dans nos institutions sociales ; elle refuse même de reconnaître que celle-ci ait ouvert la route qui devait y conduire. Entre ces deux systèmes opposés, ajoute-t-il prudemment, l'historien doit marcher avec timidité, se borner à recueillir les faits, et laisser quelquefois aux générations futures le soin de trancher le litige (2). »

Soulavie aimait beaucoup les tableaux synoptiques dont on a fait depuis un si grand et si heureux usage pour l'enseignement public, et l'on pourrait croire que ceux dont il a enrichi les *Mémoires du règne de Louis XVI* et l'*Histoire de la décadence de la monarchie* étaient les premiers du genre, si lui-même ne nous avait prévenus du contraire. « L'encyclopédie de l'entendement humain fut déterminée pour la première fois parmi nous en 1587 par Christophe de Savigny. C'est lui qui imagina de classer les productions de l'entendement humain analysées en quinze grandes planches, fort bien gravées en bois, dont la première est intitulée : *l'Encyclopédie ou la suite et liaison des arts et des sciences* (Paris, chez Gourmond, avec un privilège de l'année 1584. — Seconde édition en 1615.) La seconde classification analytique fut faite au milieu du siècle dernier. Mais d'Alembert, au lieu de citer le bon gentilhomme rethelois, qui en avait conçu

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, VI, 347.

(2) *Idem*, II, 270.

l'idée primitive, en fait honneur à Bacon, dans son discours préliminaire de l'Encyclopédie (1). »

Les *Mémoires du règne de Louis XVI* contiennent quatre tableaux synoptiques, consacrés : le premier au mécanisme de l'ancien gouvernement monarchique ; le second et le troisième, au mécanisme de la Révolution française, et enfin le quatrième, à la marche du consulat restaurant l'administration, réorganisant le gouvernement et assurant la paix au dedans et au dehors.

On verra au chapitre suivant Soulavie appliquer cette méthode synoptique à l'examen comparatif de la situation de la France et des autres États de l'Europe au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'idée de cette comparaison, qui fait l'objet de l'*Histoire de la décadence*, apparaît déjà en plusieurs endroits des *Mémoires du règne de Louis XVI*, surtout au dernier volume.

Les *Mémoires du règne de Louis XVI* provoquèrent une réponse qui parut en 1802 sous ce titre : *Les illustres victimes vengées des injustices de leurs contemporains et Réfutation des paradoxes de M. Soulavie* (2). L'auteur, M. de Montigny, relève bon nombre d'assertions contestables ou notoirement fausses dont Soulavie s'était fait l'écho complaisant au sujet de la Dubarry, de Louis XV, de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Peut-être pêche-t-il lui-même par une apologie excessive, au moins en ce qui concerne Louis XV et M<sup>me</sup> Dubarry.



Les *Mémoires du règne de Louis XVI*, malgré leurs défauts, seront toujours un précieux élément d'informations, avec les réserves voulues, pour tous ceux qui voudront connaître à fond et juger impartialement les grands événements de

(1) *Histoire de la décadence de la monarchie française*, III, 115.

(2) Chez Perlet, libraire, rue de Tournon, 1 vol. in-8. Montigny (Charles-Claude de), juriconsulte français, né à Caen en 1744, mort en 1818. Avocat au Parlement de Normandie au début de la Révolution, il fut par la suite commissaire du gouvernement près des tribunaux du Cantal et donna sa démission en fructidor. Il a publié de nombreux ouvrages, entre autres une histoire générale d'Allemagne en 6 vol. ; les *Mémoires de M<sup>mes</sup> Adélatte et Victoire de France*, et une étude intitulée : *De la monarchie sous la maison de Bourbon*.



la fin du siècle dernier. Que n'a-t-on pas dit et que ne pourrât-on pas dire longtemps encore, pour ou contre la Révolution française ! Mais, parmi les louanges ou les reproches qu'on peut lui adresser, en est-il beaucoup qui la regardent exclusivement ? Est-il bien difficile d'apercevoir dans l'ancien régime le point de départ de tout ce que la Révolution a fait de bien ou de mal ?

M. Mignet et M. Sorel ont démontré, avec une grande élévation de pensée et de style, que la politique extérieure de la France avait été merveilleusement combinée ; qu'elle s'était poursuivie constante et infatigable, avec un parfait esprit de suite, en vue de l'unité nationale, dans les limites naturelles du pays, malgré les changements de temps et de personnes.

On peut en dire autant de la politique intérieure, malgré bien de regrettables oscillations. Il n'est pas de réforme libérale des assemblées ou des gouvernements postérieurs à 1789, qui n'ait été préparée par l'œuvre des siècles précédents, de même qu'il n'y a pas de folie ou d'excès postérieurs à cette date, où les abus d'autrefois n'aient une part de responsabilité. On a beau, pour satisfaire certaines passions, vouloir diviser les époques, elles sont unies comme les anneaux d'une même chaîne ; on peut les distinguer pour les facilités de l'histoire, mais si on les sépare, on les rend incompréhensibles. A ce point de vue, les attaques contre le passé sont, comme l'a fort bien dit un jeune et brillant académicien (1), une sorte de guerre civile, — ce qui s'applique aux détracteurs outrés de la Révolution aussi bien qu'à ceux de l'ancienne monarchie. Chaque génération a rempli sa tâche dans la vie nationale. La Révolution, gigantesque assemblage de bien et de mal, comme toute œuvre humaine, a été le produit d'aspirations universelles et de besoins irrésistibles, l'explosion finale d'un travail qui se continuait depuis des siècles, que les régimes précédents avaient modéré, contenu, en lui donnant des satisfactions plus ou moins convenables. Le progrès graduel, raisonnable, toujours effec-

(1) M. le vicomte de Vogüé. — Voir son discours de réception à l'Académie française (novembre 1888.)

tué par les voies légales : voilà le phare du philosophe moderne dans l'appréciation des hommes et des événements. Soulavie commence à s'éclairer à cette lumière, quand il se demande si toutes les réformes de la Révolution n'auraient pas pu s'effectuer sans tant de violences, d'injustices et de sang. Mais les masses ne sont pas philosophes, et quand on se reporte au temps et qu'on cherche à savoir si, étant donnés les éléments de la Révolution, c'est-à-dire les passions et les ressentiments excités par les crimes et les abus de l'ancien régime, on pouvait éviter les excès qui l'ont affaiblie et déshonorée, on n'ose pas, si on est sincère, si on a réfléchi sur les entraînements inévitables du peuple, hasarder une réponse affirmative. Les légistes de la Constituante et de la Législative ont fait, non pas ce qu'il eût été le plus sage de faire, mais ce que leur éducation et les circonstances leur imposaient. La Convention a subi le joug des révolutionnaires parisiens ; elle a laissé organiser la Terreur, parce qu'elle était terrorisée la première. Sans doute, il eût été plus beau de résister, mais l'héroïsme, qui est une exception chez les individus, l'est encore plus dans les assemblées. Aux époques de crises, ce n'est jamais la voix de la sagesse qui prévaut dans les réunions d'hommes, mais celle des extrêmes : *violenti rapiunt illud*. Les sages écrivent l'histoire, mais ne la font pas. Ils donnent des conseils qui sont généralement peu écoutés. Ils émettent sur les événements passés des considérations plus ou moins justes ; mais les autres agissent d'après leurs passions, leurs préjugés ou leurs intérêts ; ils donnent des impulsions décisives, et leur action est le plus souvent irrésistible.

Pour parer à ces inconvénients, on a proposé des moyens dont l'efficacité jusqu'ici n'est rien moins que démontrée, et c'est à bon droit que Soulavie doute que la Révolution ait ouvert la route vers l'âge d'or. Au lieu de reconnaître que l'amélioration de l'État a pour base unique l'amélioration des individus, on s'est habitué à considérer le gouvernement comme une sorte de machine dont l'ingénieur, l'habile agencement, doit suppléer à tous les défauts des éléments qui le composent.

Une Constitution est considérée comme une boîte à musique qui, bien montée, doit jouer tous les airs qu'y ont introduits ceux qui l'ont confectionnée, sans souci des mille circonstances qui peuvent la détraquer. On s'imagine qu'il suffit de fabriquer des lois, même de bonnes lois, pour qu'elles soient observées. Dans cette voie, la question de la forme de gouvernement prend une importance que le bon sens et l'expérience lui refusent. Rousseau a dû que la meilleure forme de gouvernement dans un pays était la pire en d'autres, et Montesquieu a fait observer que les peuples les plus libres étaient ceux qui avaient besoin de plus de vertus. S'inspirant de ces principes, ou n'en tenant pas assez compte, les uns, comme Soulavie, préférèrent une monarchie libérale à l'instar de l'Angleterre, et les autres soutiennent la supériorité de la république parlementaire dont les événements, d'ailleurs, bien plus que les hommes, nous ont gratifiés. Un troisième parti, à notre avis plus raisonnable et plus patriotique, et qui nous paraît avoir gagné beaucoup de terrain dans les hautes régions intellectuelles, consiste à se tenir en dehors et au-dessus des deux autres, en acceptant sincèrement le pouvoir existant et en s'efforçant de corriger ses fautes, sans jamais chercher à le renverser. On peut observer qu'aux yeux de ce troisième parti la différence entre la monarchie libérale et la république parlementaire n'est pas telle que le bon sens du corps électoral ne puisse, à la longue, l'atténuer notablement ou même la faire disparaître, en compensant, par plus de suite et de logique dans ses manifestations, le défaut de stabilité qui résulte de l'abandon du principe d'hérédité.

Mais ce ne sont encore là que les moyens secondaires. Tout État, monarchique ou républicain, doit avoir pour fondement de sa force la vertu des citoyens. Éclairer et moraliser le plus grand nombre : voilà la tâche essentielle de tout gouvernement digne de ce nom. Or, on ne peut qu'être frappé du danger des théories qui prévalent au moins momentanément parmi nos hommes d'État, et il nous semble que Necker et Soulavie, en insistant sur la nécessité d'un frein religieux pour rendre les peuples gouvernables et plus

heureux, y voyaient beaucoup plus clair que nos gouvernants actuels. S'il ne s'agissait que de mettre des bornes aux empiétements du clergé, de maintenir l'indépendance du pouvoir civil, nous n'aurions rien à dire, car le bien public et les deux pouvoirs eux-mêmes ne pourraient que profiter à une délimitation équitable de leurs attributions ; mais quand on voit ce système juste en soi se transformer en une tyrannie véritable, quand l'État est assez aveugle pour ne pas comprendre que le plus solide fondement politique est ailleurs que dans des considérations purement humaines, et qu'avec un président, comme avec un roi, l'esprit religieux, inséparable du respect des lois, est la plus sûre garantie de la tranquillité et de la prospérité publiques ; quand l'enseignement religieux est l'objet de vexations et d'entraves qui tendent à le détruire, — il nous est impossible de voir là un triomphe de la raison et de la liberté, et nous pensons qu'il ne valait guère la peine de faire tant de révolutions pour en arriver à une tyrannie, moins sanglante sans doute que celle de 1793, mais non moins irritante pour les convictions sincères et plus dangereuse peut-être pour l'avenir de la France.



Nous arrivons à l'œuvre la plus remarquable de Soulavie : *l'Histoire de la décadence de la monarchie française*.

Cet ouvrage est une sorte de commentaire philosophique de tous les mémoires historiques publiés par l'auteur sur le XVIII<sup>e</sup> siècle. On y remarque des rapprochements curieux, des vues élevées et même des pensées profondes ; malheureusement, le défaut de concision, les incorrections et la trivialité du style n'y sont guère moins choquants que dans les autres productions de l'auteur. *L'Histoire de la décadence* est l'ébauche d'un livre admirable, mais ce n'est qu'une ébauche, et il aurait fallu un autre homme que Soulavie pour écrire le livre.

Soulavie avait été frappé du contraste de la toute-puissance



de Louis XIV avec l'abaissement de la monarchie sous Louis XVI ; mais il avait été non moins frappé du contraste de la France soumise et florissante de Louis XIV avec l'Europe divisée du xviii<sup>e</sup> siècle, et, réciproquement, du contraste de l'Europe tranquille et florissante de la fin du xviii<sup>e</sup> siècle avec les agitations révolutionnaires de la France ? Comment et pourquoi le perfectionnement des monarchies en Europe a-t-il coïncidé avec l'avilissement de la couronne de Charlemagne et de Louis XIV ? C'est le sujet de l'ouvrage que nous examinons.

Notre auteur pense, non sans raison, que la puissance de la France au xviii<sup>e</sup> siècle venait surtout de ce que le principe de l'hérédité du trône y était universellement admis, de ce que l'autorité y avait gardé tout son prestige. Par contre, la faiblesse des autres États pendant la même période venait de l'*électivité* des couronnes, dont l'anarchie était la compagne inséparable. Après avoir passé en revue les principaux événement du siècle, Soulavie conclut fort judicieusement : « L'institution des couronnes électives qui, dans la spéculation, semble l'institution la mieux réfléchie et la plus pure, était donc en Europe une source de troubles, d'injustices, de dissensions, de massacres et de séditions héréditaires. En Pologne, l'avarice vendait son suffrage au plus riche... Le pouvoir électoral était en Turquie dans le corps des Janissaires ; en Russie, dans les Strélitz ; en Pologne, dans les Confédérations armées et soldées par la Russie, par la France et l'Autriche. En Suède, en Danemark, en Hongrie, en Bohême, il était dans les États ou dans le Sénat (1). » A la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, les rôles furent renversés. Les autres États naguère divisés s'étaient pour la plupart ralliés au principe héréditaire et ils étaient devenus forts. La France, au contraire, avait été poussée par les fautes de ses princes vers le régime électif et elle traversa une crise terrible qui ne prit fin qu'avec un franc retour au principe héréditaire.

Soulavie ne se faisait pas, du reste, illusion sur les inconvénients du régime héréditaire. C'est ainsi que, frappé des maux

(1) *Histoire de la décadence*, I, 94.

qu'engendrent les minorités des rois, il voulait qu'au lieu du mode de succession actuel de l'ainé à son fils aîné la couronne revint, à la mort du roi, au mâle de la maison qui se rapprocherait le plus de l'âge de 35 ans. De même, il proposait que le pape eût pour successeur celui des cardinaux qui approcherait le plus de l'âge de 55 ans (1). Partisan du principe héréditaire, dans un but d'ordre et de stabilité, Soulavie ne l'était nullement de l'autorité absolue dont il avait, plus que personne, étudié les fatales conséquences sous l'ancien régime. Les institutions à la fois si libérales et si conservatrices de l'Angleterre avaient toutes ses sympathies et toute son admiration. Il fait très bien ressortir ce qu'a d'avantageux le jeu constitutionnel dont le peuple anglais a, le premier, donné l'exemple en Europe. « C'est en partie, dit-il, à ce jeu perpétuel et alternatif des factions successivement dominatrices dans le gouvernement ou dominées dans l'opposition, que cette nation, secondaire en Europe par sa population et son territoire, doit cette prodigieuse émulation intérieure qui devait l'élever, pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, au rang des puissances européennes de premier ordre (2). »

Tandis que l'Angleterre revenait à l'état stable, en concentrant et relevant les prérogatives d'une couronne plusieurs fois brisée, Louis XIV, en légitimant ses enfants naturels et en gaspillant toutes les ressources du royaume, avilissait et affaiblissait le pouvoir et préparait les voies à la Révolution. En France, où le Roi se disait absolu, on lui contestait le droit de dissoudre les Parlements rebelles. En Angleterre, au contraire, le pouvoir de dissolution du Parlement, placé aux mains d'un monarque-magistrat, devenait la sauvegarde de la couronne.

Les fautes de Louis XIV et de ses successeurs, qui eurent pour résultat final la Révolution, portent à la fois sur la politique intérieure et sur la politique extérieure.

Au point de vue extérieur, Louis XIV est moins à blâmer que ses successeurs, parce qu'il maintint à peu près

(1) *Histoire de la décadence*, I, 190 et 198.

(2) *Idem*, II, 8.

constamment la politique d'Henri IV et de Richelieu consistant à rechercher l'alliance des petits États contre la maison d'Autriche, qui dominait à la fois en Allemagne, dans les Pays-Bas, en Italie et en Espagne. Mais on sait les prodigalités auxquelles l'entraîna sa prodigieuse vanité, et la politique d'intolérance et d'immixtion dans les affaires religieuses, à laquelle le poussa un entourage de fanatiques et d'ambitieux. Notre auteur blâme Louis XIV au sujet des quatre propositions gallicanes de 1682 dont il fait ressortir la portée. Il pense qu'il aurait mieux valu laisser l'ancien voile sur ces graves questions. « En déclarant le pape justiciable des conciles, Louis XIV établissait en Europe une maxime qui en est le fléau : il enseignait la pernicieuse doctrine du pouvoir législatif, qui déplace l'*exécution* et la constitue dans la multitude... et avec laquelle les *grands de la populace* devaient en 1792 détrôner son petit-fils et le condamner au dernier supplice (1). » En reprochant à l'ancien ne monarchie son intolérance à l'égard des protestants, Soulavie dit que ceux-ci « sont dans la république chrétienne ce que les jansénistes sont dans la religion romaine (2) ».

Sous le successeur de Louis XIV, toutes les fautes de politique extérieure et intérieure furent accumulées. On abandonna la politique de Richelieu pour livrer au cabinet de Vienne les secrets et la direction de la politique de la France. Parmi les causes de la triste destinée de Marie-Antoinette, il faut compter, en première ligne, les provisions de haine que cette politique avait amassées pendant un demi-siècle dans le cœur du peuple français.

Les dilapidations et des faits de compression intérieure se continuèrent sous Louis XV et même sous le faible Louis XVI. Tout le monde sait les persécutions qu'eurent à souffrir les protestants avant le règne de Louis XVI, mais ce qu'on sait beaucoup moins, ce sont les vexations dirigées contre les différents partis catholiques sous un pouvoir qui, suivant ses intérêts ou les influences dominantes, prenait fait et cause,

(1) *Histoire de la décadence*, I, 139.

(2) *Mémoires du règne de Louis XVI*, I, 213.

tantôt pour les ultramontains et tantôt pour les gallicans. En 1682, on faisait pendre en effigie les plus fougueux ultramontains et on mettait en prison leurs partisans. En 1685, au contraire, il fallait se rétracter et se soumettre au pape. En 1713, avant la mort de Louis XIV, on était envoyé à la Bastille ou en exil, si on n'acceptait pas aveuglément les décisions de la cour de Rome. En 1715, on était exilé par le régent, si on outrageait les libertés gallicanes. En 1722, quand Rome eut traité avec le cardinal Dubois, on était exilé si on n'était pas ultramontain. « Ainsi, tout Français remarquable, ou par ses emplois, ou par sa naissance, ou par son génie, ou par ses richesses, qui avait atteint, en 1722, l'âge de cinquante ans, avait été forcé, sous peine de disgrâce, de changer quatre fois en sa vie de maximes, de conduite, de politique et d'opinion : en 1682, en 1713, en 1715 et en 1722, par ordre de Louis XIV, du P. Tellier, du régent et de l'abbé Dubois. Un petit nombre de Français eut un caractère indomptable ; et quand on n'eut pas, comme l'État, un esprit versatile, on fut persécuté, en 1682, au préjudice du pape, comme on le fut, en 1713, à son profit. En 1715, cette plaisante et déplorable ritournelle recommença (1)... » Au milieu de ces vicissitudes, ce qu'on appelait un *caractère* était devenu une chose extraordinaire. « C'était prévenir contre quelqu'un de dire : *il a du caractère*. Dans cette situation, toutes les forces qui devaient être des appuis naturels de l'État, le clergé, la noblesse, la magistrature, s'usèrent si bien en pure perte que la révolution ne fut guère que l'action des rangs inférieurs de la société qui avaient conservé leur caractère, contre les premiers ordres de la monarchie qui l'avaient perdu. »

Le ministère du cardinal Fleury fut une heureuse éclaircie dans les ombres de la politique française au XVIII<sup>e</sup> siècle. Notre auteur avait déjà rendu hommage à ce personnage dans plusieurs de ses Mémoires. « Fleury entreprit de guérir les maux de la France, et parvint à ce but presque par l'inac-

(1) *Histoire de la décadence*, II, 35.



tion, en la laissant reposer et en écartant des affaires les intriguants, ou en réprimant leurs projets... Fleury, voulant laisser reposer l'État, craignait la guerre et regardait la plus heureuse comme un fléau (1). » Soulavie accentue cette note dans l'ouvrage que nous examinons (2). « Ce prélat s'était convaincu que la France n'était désolée que par l'excès d'action des personnages inconsiderés qui gouvernaient l'État, et pensait que l'autorité s'était mêlée de beaucoup trop d'affaires qui ne la regardaient pas. L'histoire reconnaît avec lui que, si l'État se fût abstenu de tout ce qu'il avait imaginé, ordonné, exécuté de plus mémorable depuis la mort de Louis XIV, sur la religion, les alliances, la guerre et les finances, la France eût été constamment la première puissance européenne, et les sujets paisibles, heureux et contents... L'épargne et la paix étaient les deux objets auxquels le cardinal sacrifiait tout et les pivots autour desquels roulaient toutes les affaires... Il redoutait que son ministère devint historique. » Tout le monde peut reconnaître là des idées ou des germes d'idées qui, depuis, ont fait une belle carrière, mais dans lesquelles le gouvernement déjà tout puissant de 1802, à qui elles étaient suggérées, ne pouvait guère voir que de la pure idéologie.

Un langage qui devait être mieux entendu du premier consul, bien qu'il n'en ait tenu compte que dans la mesure qui répondait à ses vues ambitieuses, est celui de notre auteur, quand il signalait les lacunes laissées par la Révolution dans le mécanisme gouvernemental, et qu'il insistait sur la nécessité de chercher dans les classes supérieures un contrepoids à l'action *destructive* du peuple, et un appui à l'autorité suprême, dont l'influence modératrice est indispensable à la liberté elle-même. « Ce qui, en Angleterre, a rendu à la couronne la solidité, l'éclat et la gloire, c'est la découverte des *trois pouvoirs*, qui se font mutuellement échec, et maintiennent l'équilibre si souvent rompu parmi nous, faute des classes intermédiaires (noblesse et clergé) que la Révolution a

(1) *Mémoires de Richelieu*, IV, 194 et 197.

(2) *Histoire de la décadence*, II, 180.

détruites... Tandis que les richesses, la liberté et les talents ont illustré cette nation immortelle (l'Angleterre), à quels excès de malheur n'ont pas été condamnés les Turcs, chez qui l'on ne trouve qu'un seul pouvoir, celui du sultan ; et les Russes, qui n'ont plus que deux pouvoirs, la noblesse et le trône ; et les Suédois, qui en ont appelé quatre dans le sein de l'État (1) ? »

Après avoir cité les faits d'usurpation et d'anarchie en Russie et en Turquie, après avoir rappelé le sort d'Alexis, Ivan, Pierre III, Paul I<sup>er</sup>, Achmet, Charles I<sup>er</sup>, et Louis XVI, Soulavie ajoute : « Puissent donc ces faits glacer de terreur les princes insoucians et nuls de caractère, et les obliger à soutenir et défendre la classification et la hiérarchie sociale, comme la base principale de leur inviolabilité, et la source de la liberté et des droits des peuples confiés à leur puissance ! » Ces paroles, qu'il faut entendre, non pas comme une apologie des castes, mais comme une démonstration de l'utilité d'un pouvoir intermédiaire, servant de modérateur aux influences d'en haut aussi bien qu'aux pressions d'en bas, prouvent que Soulavie avait profondément médité sur ces importantes questions. L'expérience a assez démontré, dans le passé et dans le présent, que, s'il est dangereux pour l'autorité absolue des rois de manquer de leur opposition légitime, il ne l'est pas moins pour l'autorité absolue des assemblées de ne pas trouver dans des classes supérieures ou dans des institutions traditionnelles le seul contrepoids qui puisse les maintenir, la seule préservation efficace contre leurs propres excès.

Ce jeu des influences politiques et sociales est si légitime et si nécessaire qu'il se rétablit naturellement de lui-même, sous une forme ou sous l'autre, quand les révolutions l'ont suspendu ou détruit. C'est ainsi qu'à l'action modératrice de la noblesse, brisée en 1789, s'est substituée, depuis, l'action modératrice de la bourgeoisie, que nous avons vue successive-

(1) *Histoire de la décadence*, III, 13.

mont faire échec à l'arbitraire gouvernemental et à la tyrannie démagogique, et à qui nous devons, en somme, d'être revenus au régime de liberté parlementaire que Soulavie admirait déjà, au siècle dernier, chez les Anglais.

Quant au clergé, si l'on veut voir les choses de haut, et ne pas se perdre dans les rancunes de secte ou les préjugés de bas étage, on reconnaîtra que, bien qu'ayant cessé d'exister comme ordre politique en 1789, il exerce dans notre organisation politique et sociale une influence aussi légitime que salubre, tantôt en confondant son action avec celle des classes supérieures quand les principes fondamentaux de la société sont en péril, tantôt en s'appuyant plus spécialement sur les populations rurales, éminemment croyantes et conservatrices, pour contrebalancer les innovations trop périlleuses. A part de rares exceptions, ne l'a-t-on pas toujours vu s'efforçant de concilier les intérêts rivaux, d'apaiser les passions opposées, en prêchant aux riches la générosité, aux pauvres la résignation, à tous la justice et la charité ?

Aussi Soulavie, dans ce dernier ouvrage, rend-il au clergé et à la religion catholiques des hommages qui contrastent singulièrement avec le langage qu'il tenait à leur égard pendant la période révolutionnaire. Aux ennemis du clergé, il démontre combien nous sommes redevables à la sagesse de nos pères, pour avoir « établi une autorité perpétuellement conservatrice des mœurs à côté d'une autorité perpétuellement corruptrice, afin de nous garantir également de l'ignorance et de la barbarie ». Il rappelle ce que la liberté politique doit à l'Église catholique. A travers les nuages et les longueurs de son style, les esprits impartiaux et réfléchis apprécieront ce qu'il y a de juste et de profond dans la page qu'on va lire :

« ... En méditant sur le simple mécanisme de l'Église romaine, que vous voyez résister, toujours saine et sauve, à tant de tempêtes, on est obligé de dire qu'il mérite toutes les réflexions des *révolutionnaires*, des *amis de la liberté*, des *philosophes* et des *protestants*. S'il était vrai qu'ils se sont fait un

amusement de livrer à la risée des peuples la base de notre civilisation; si cette Église était le type primitif de tous les gouvernements libres et stables; si'il était vrai qu'elle fût obligée de conserver religieusement ses formes de gouvernement, comme des modèles sacrés, intacts et éternels, qu'il ne lui est pas donné le pouvoir de détruire; si ses Écritures, revêtues d'une autorité qu'aucune puissance n'a pu anéantir, étaient des monuments conservateurs des règles éternelles de la morale, et d'un modèle impérissable des gouvernements libres; si les peuples qui ont adopté des formes politiques opposées s'étaient précipités, en voulant l'éviter, sous le joug de la tyrannie, — les philosophes, sans doute, les révolutionnaires et les puissances protestantes cesseraient de poursuivre une institution qui est, au fond de l'Italie, la gardienne et le dépôt sacré de leurs principes politiques. Or, il est constant que les peuples européens doivent à l'Église romaine, constituée avant leur établissement, leurs notions primitives sur *l'organisation des États libres; sur la division des pouvoirs; sur l'indépendance relative de ces pouvoirs; sur la nature du pouvoir législatif, émanée exclusivement du sein de la société; sur la nature hiérarchique du pouvoir exécutif indépendant de l'autorité antérieure; sur l'heureuse impossibilité dans ces pouvoirs de se confondre, de se supplanter*, etc. (1). »

Ailleurs, il observe que « si la France et les grands États de l'Europe chrétienne sont florissants depuis quatorze siècles, c'est qu'ils avaient institué, en qualité de premier ordre de l'État, à côté du trône, les dépositaires d'un code qu'ils pouvaient transgresser, mais qu'il ne leur était pas donné d'altérer; d'un code qui est celui de tous les temps, et qui, depuis son institution à Sinaï et son extension dans la Rome moderne, a présidé à la destinée de la société et donné aux divers âges de l'espèce humaine un caractère plus homogène et moins porté aux révolutions... Charlemagne, Constantin et les autres fondateurs des monarchies modernes furent supérieurs en sa-

(1) *Histoire de la décadence*, I, 133.



gesse et en prévoyance à tous les conquérants de l'antiquité, en constituant le clergé dépositaire de la règle des mœurs et en lui confiant l'enseignement (1) ».

Quoiqu'ayant souvent maltraité les Jésuites dans ses diverses publications, par conséquent peu suspect de partialité à leur égard, Soulavie fait l'éloge de ce « foyer d'énergie et de sentiment », ainsi que des autres missionnaires qui vont porter les arts européens chez les sauvages. « Si l'on sait unir le zèle religieux et le zèle des sciences, ils porteront la gloire du nom français jusqu'aux antipodes (2). » Il dit dans un autre endroit : « Quand toutes les factions déchaînées déchiraient ainsi la patrie depuis 1752, disons-le en face de toute l'Europe, disons-le en bon Français et sans redouter les parties intéressées, les Jésuites, que je n'ai point épargnés dans leurs erreurs, étaient le seul parti véritablement français, ainsi que le Dauphin, dont le caractère connu, décidé, profond et éclairé, était devenu l'unique et dernière espérance de la monarchie... Les Jésuites à cette époque n'étaient plus ultramontains en France. Pour sauver la monarchie, qu'ils voyaient en péril, ils avaient ajourné leurs haines antérieures. Rome, sous le bon Benoit XIV, avait déposé ses foudres... Pour terminer une querelle qui durait depuis 1713, le pape avait accordé une encyclique qui réprimait le zèle modéré et légitime comme le fanatisme. L'encyclique devait être ce qu'est devenu le concordat (3). » Mais l'assassinat de Damiens, dont tous les partis se rejetèrent la responsabilité, et que Louis XV, écoutant la Pompadour, attribua aux Jésuites de Silésie, vint tout faire échouer.

Après la chute du trône, il y eut un déchaînement terrible contre le clergé. Soulavie rappelle comme caractéristique de « l'esprit persécuteur des tyrans de la Constituante, ce déluge de caricatures, soit obscènes, soit sanguinaires, étalées sur les quais de Paris. Jour par jour, ajoute-t-il, je les recueillis depuis

(1) *Histoire de la décadence*, III, 94 et 98.

(2) *Tableaux de l'histoire de la décadence*, p. 19. C'est dans le même sens que M. Gambetta, à qui l'on reprochait de favoriser les missionnaires français, répondait que l'anticléricalisme n'était pas un objet d'exportation.

(3) *Histoire de la décadence*, III, 190.

1789 jusqu'en 1791. » Il en énumère les sujets : « Déménagement du clergé. — Son départ. — Son mariage. — Son enrôlement. — Les œuvres du clergé. — Histoire, en estampes, du serment. — Flagellation des sœurs grises et des religieuses qui le refusent. — Railleries contre les évêques. — Contre le pape. — Ses bulles de savon. — Il arrive en paradis. — Il arrive en enfer. — Railleries contre le culte, les sacrements et les saints. — Le clergé purgé, fustigé, demandant l'aumône, sabré, accusé d'empoisonnement, d'assassinat, battu, éventré, poursuivi à la lanterne, mitraillé, conseiller de Satan, enfanté du diable, habitant des enfers, courtisan du diable, etc. (1). »

Si l'on rapproche ces témoignages de l'ex-prêtre révolutionnaire en faveur de la religion et du clergé, de la lettre qu'il écrivait au Directoire à la fin de 1797 (2), on voit qu'il s'était fait dans son esprit une évolution décisive, à laquelle n'avaient peut-être pas été étrangers, d'une part le bref du pape qui l'avait sécularisé, et de l'autre les tendances notoirement conservatrices du nouveau régime.



Les aperçus de politique extérieure, dans l'*Histoire de la décadence*, procèdent des mêmes idées que nous avons vu exprimées plus haut dans le portrait du cardinal Fleury. Soulavie blâme vivement l'alliance autrichienne, due à la funeste influence de la Pompadour. Après avoir soutenu le roi de Prusse contre l'Autriche, la politique française, abandonnée à la direction de la favorite, servait les vues du cabinet de Vienne contre Frédéric. Le total des sommes envoyées à Marie-Thérèse pendant la guerre de Sept ans, extrait des registres particuliers de Louis XV par Soulavie, dépasse 80 millions (3).

Soulavie blâme aussi la guerre avec l'Angleterre. Au sujet de nos rapports avec cette puissance, il avait déjà, dans un

(1) *Histoire de la décadence*, III, 149.

(2) Voir au chapitre XIX.

(3) *Histoire de la décadence*, III, 273.

autre ouvrage (1), déploré hautement la haine que se portaient les gouvernements anglais et français, au grand détriment des deux peuples. Il avait flétri « la diplomatie furieuse et insensée qui épuise, en France et en Angleterre, quatre ou cinq fois dans l'espace de chaque siècle, la population française et la population britannique... Dans quel but les quatre guerres désastreuses du XVIII<sup>e</sup> siècle entre les deux pays? Quelle haine inutile et aveugle dans les deux gouvernements! Quelle impuissance et quelle impéritie sur le continent comme dans l'île britannique! Tout cela ne prouve-t-il pas que les deux gouvernements ont été dirigés par des ignorants et des égarés, par des passions personnelles et haineuses, qui les ont empêchés de voir que la prospérité réelle des deux nations consiste à rester en paix... »?

Dans l'*Histoire de la décadence*, Soulavie constate que, pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre a poursuivi la France de ses haines, disant à chaque guerre en plein Sénat et à la face de l'Europe : *Delenda est Carthago*.

Elle a réussi, par trois véritables guerres puniques, à renverser la maison de Bourbon, mais elle a échoué dans ses projets de destruction nationale et de démembrement. « La Carthage des Anglais existe encore, et elle n'est Carthage qu'aux yeux d'un parti qui seul est son ennemi en Angleterre ; la nature l'a faite la *Rome moderne continentale* (2). » Soulavie s'attache à démontrer que « Rome moderne doit être tolérante, modeste et l'appui du faible au dehors ; que les intérêts de Rome et de Carthage n'ont jamais été connus que sous l'immortel cardinal Fleury ; qu'ils consistent non à spéculer des plans de destruction, mais des plans de tranquillité domestique ».

A cette époque (1802), l'idée d'une descente en Angleterre n'était pas considérée comme impraticable, et Soulavie, qui avait communiqué au premier consul les plans dressés à cet effet par le ministère secret de Louis XV, y croyait peut-être plus que personne. Du moins, il ne voulait voir dans cette

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, V, 290.

(2) *Histoire de la décadence*, II, 3.

expédition qu'un moyen d'assurer la paix future, et voici les conseils qu'il donnait dans cette éventualité à Bonaparte : « Quand vous irez à Londres, à la rencontre des troupes de M. Pitt, s'il devient encore une fois notre ennemi, et s'il déssole l'intérieur de la France, souvenez-vous qu'en abordant en Angleterre vous aurez divers combats à soutenir, une bataille au moins à gagner dans les comtés, et la grande victoire définitive à remporter dans le Middlesex, à quelques milles de Londres. Vous serez alors dans cette terre étrangère comme des lions irrités. Le lord-maire vous apportera, dans un plat de vermeil, les clefs de la cité ; mais, dans vos moments de férocité guerrière, vous ne brûlerez pas la métropole de la liberté européenne. Vous serez bien plus grands que M. Pitt qui mit le feu dans Toulon, qu'il disait conquérir pour le successeur de Louis XVI ; mais vous mettrez fin à ces guerres puniques qui désolent deux peuples si dignes d'un meilleur sort. La nature les plaça l'un près de l'autre pour s'estimer et s'aider, et les Chatham, les Pitt, les Grenville, les Choiseul, les Pompadour et les Brissot les ont armés avec fureur l'un contre l'autre et tourmentés à petit feu. Vous rétablirez toutes les affections libérales, vous recommencerez leurs relations de Fleury et de Walpole... »

Soulavie, dans son précédent ouvrage, disait à propos de lord Chatham : « La plus grande de toutes ses erreurs, c'est de s'être imaginé que l'Angleterre ne serait jamais vraiment puissante et prospère qu'en accablant la France et en la tenant dans un état de dégradation. Chatham oubliait que la France et l'Angleterre, étant de bonne intelligence, avaient en leur pouvoir et la guerre et la paix ; il oubliait que la paix seule enrichissait les puissances commerçantes ; il oubliait que le champ du commerce était assez vaste pour enrichir la France et l'Angleterre (1). »

C'était se rapprocher singulièrement d'un des grands principes mis en lumière par les économistes modernes. Sans

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, III, 391.



croire à l'ère de la paix perpétuelle, car les passions humaines déroutent toujours à un moment donné les plus sages combinaisons, on peut croire du moins que les guerres deviendront beaucoup plus rares, quand les hommes d'État seront arrivés à penser, comme les économistes, que la prospérité d'une nation n'est pas faite nécessairement de la ruine des autres.

Soulavie excelle en comparaisons et rapprochements curieux. Il montre le lien qui rattache les excès de la Révolution aux abus de l'ancien régime, la tyrannie religieuse aux persécutions de la monarchie contre les protestants. Mais il est trop disposé à voir des intrigues ou des conjurations là où il n'y a souvent que des effets de la force des choses : quand il nous montre, par exemple, le cabinet anglais organisant la révolution française d'après un plan mûrement combiné, comme une pièce de théâtre. Ce n'était, paraît-il, que des représailles. « Pitt calqua les plans de la révolution de 1789, contre la maison de Bourbon, sur les plans révolutionnaires de la France dirigés en 1745 par Tencin contre la maison de Hanovre. Ce cardinal les tenait du prétendant. M. Pitt les tient de feu son père (1). »

Il nous semble aussi forcer singulièrement la note, quand il impute à l'Angleterre le système de Law (1719), puis « la grande filouterie des assignats », et aussi quand il accuse Necker d'avoir été un agent de l'Angleterre. Troublé par le souvenir des assignats, Soulavie prédit que « quand notre fortune sera refaite, la haine héréditaire des Anglais poursuivra nos neveux par un troisième déluge de papier qui portera une autre dénomination, toujours avec le but apparent d'enrichir l'État comme Law, ou de pourvoir à son crédit, comme Necker... Laissons écouler deux ou trois générations. Vers 1870, l'Angleterre nous proposera de nouveau la restauration de nos finances et de notre crédit, *toujours en dénaturant nos recettes*, où sont nos richesses incomparables et suffisan-

(1) *Histoire de la décadence*, III, 234.

tes à la prospérité de la France et aux besoins de l'État (1). »

Cette prédiction est curieuse à cause de la quasi-coïncidence de la date marquée avec une catastrophe célèbre ; mais, comme la paix existe depuis longtemps entre les deux pays, personne ne s'est avisé d'accuser nos voisins d'outre-Manche, et cette fois on a compris que l'abus de la spéculation et l'ignorance des lois économiques étaient les seuls coupables. Ne rions pas trop de cette manie de Soulavie de voir partout des complots plutôt que des effets naturels de nos sottises : n'avons-nous pas encore des gens qui ne voient partout que la main des Jésuites, tandis que d'autres croient le monde mené par les francs-maçons ?

Après avoir exposé toutes les manœuvres que l'étranger a pu réussir contre nous au siècle dernier, Soulavie ajoute : « Ah ! tout cela est possible sous des autorités *amovibles*, quand des autorités *permanentes* conservent chez l'ennemi les moyens et la théorie des destructions, et quand cet ennemi a fait ses preuves ; mais observez bien les progrès du génie national, ses retours, ses repentirs, ses instruments de réforme. La grande nation, que tant de malheurs ont rendue plus réfléchie, sortira encore de ce chaos, toujours grande et victorieuse. — Nous sommes encore deux grandes forces : un chef vigilant, bien servi, bien instruit et général ; — et après lui encore la France, et toujours la France (2)... »

Ceci est écrit en 1802, et si les espérances, que Soulavie fondait alors sur Bonaparte et sur le patriotisme national, ont eu une brillante réalisation, suivie, hélas ! de profonds revers, il est impossible de nier la justesse de l'observation du début. L'instabilité est le point faible du régime républicain, où l'on devrait au moins s'attacher, si l'on veut que nous ayons une politique suivie, à ne pas changer incessamment le personnel gouvernemental, tandis que nos ennemis ou nos rivaux en changent si peu.

*L'Histoire de la décadence* contient un aperçu des développe-

(1) *Histoire de la décadence*, II, 62.

(2) *Idem*, III, 240.

ments progressifs de l'esprit français, dans lequel l'auteur s'est attaché à caractériser l'action funeste exercée par les philosophes du xviii<sup>e</sup> siècle. Jusqu'à eux, dit-il, tout est action et fécondité dans la république des lettres en France. Parcourez les familles littéraires : leur différence dérive de la variété des facultés de l'esprit. Les unes dépendent de la faculté qui observe, les autres de la faculté sentimentale. L'esprit humain, dans toutes ses divisions, est créateur. Son action est réelle et *positive* de sa nature. Ce n'est que vers le milieu du xviii<sup>e</sup> siècle que l'action *négative* dans l'esprit humain ose se manifester en France et l'emporter sur la précédente. Les sciences expérimentales n'en éprouvent ni égarement ni perturbation ; mais tout ce qui est sentimental, politique ou moral, est condamné à la dégradation. Ainsi la république des lettres se divise, dès le milieu du siècle dernier, en deux sections, la *positive* et la *négative*. La *positive*, pleine de sentiment et de vie, était l'aliment de la monarchie, quand la *négative*, fondée sur l'égoïsme, en devient le principe destructeur. Le cœur de l'une était français, tandis que l'autre, établie et protégée par les intrigues des étrangers, et pensionnée par leur jalousie, est toute cosmopolite. Les *philosophes* et les *économistes* appartiennent à l'action *négative*. Ce sont les deux grandes souches de la Révolution. Les premiers en voulaient à la religion et à la monarchie, les seconds à l'administration. Les factions révolutionnaires s'entre-tuent après avoir montré leur inaptitude à gouverner et surtout à nous rendre égaux et libres. Avec Bonaparte, la faculté *destructive* de l'esprit humain cesse, la faculté conservatrice est rétablie (1).

Il y aurait bien des réserves à faire sur cette manière de voir, surtout en ce qui concerne les économistes, que notre auteur accuse de vouloir « bouleverser l'administration, dénaturer le caractère de la recette dans les finances, établir une royauté dans le sein de la bourgeoisie propriétaire et dégrader la noblesse et le clergé (1) ». Nous nous bornerons à constater que

(1) *Histoire de la décadence*, III, 117 à 133.

ce n'est pas là le programme de la science d'Adam Smith et des Say. Le langage de Soulavie prouve à la fois son ignorance des nouvelles doctrines et les préjugés dont elles étaient l'objet. Il prouve aussi la difficulté de distinguer au début dans les mouvements d'idées ce qui est simplement progressif et ce qui peut devenir révolutionnaire.

Les tableaux synoptiques, qui, sous la forme d'un petit atlas in-4°, forment une sorte de complément de l'*Histoire de la décadence*, sont précédés de *CONSIDÉRATIONS sur les progrès de la puissance dans les grandes monarchies européennes, sur la décadence de l'autorité en France pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, et sur l'influence de la république des lettres sur ces événements*. L'auteur passe en revue les luttes européennes, dans lesquelles chaque puissance a payé fort cher sa politique de prépondérance, sans jamais la conserver longtemps. — Chaque puissance s'est fortifiée à l'intérieur, tandis que la France s'affaiblissait graduellement par des divisions de partis, que Soulavie attribue trop exclusivement à des influences étrangères. Il dit que « nul prince ne doit se coucher en Europe, sans avoir passé en revue, en esprit, sa position actuelle avec le *sacerdoce*, avec les *grands*, avec les *provinces*, avec les majorités *législatives*, avec leurs *minorités*, avec ce qui reste du gouvernement qui l'a précédé, avec les plus notables personnages, qu'il croit avoir des attachements avec les puissances étrangères, et surtout avec la *république des lettres*. Ces corps, ces partis, ces personnages étant les instruments de la puissance publique dans les mains d'un gouvernement habile, sont les armes et les arsenaux des conspirations dans les mains des puissances ennemies ». Son analyse des mouvements de l'esprit humain paraît subtile et, dans tous les cas, ne brille pas par excès de clarté. — Ce qu'on y voit le mieux, c'est une protestation contre les idées révolutionnaires, dont l'auteur a été trop longtemps la dupe, et contre les destructions auxquelles le premier consul s'attachait alors à remédier.

Le premier de ces tableaux contient trente-six portraits de rois, ministres, ou chefs révolutionnaires, qui ont eu le manie-



ment de nos affaires, pendant la décadence de la monarchie, depuis Louis XIV jusqu'à Robespierre.

Le second est le *Tableau analytique et comparatif* du mécanisme de la décadence de la monarchie française, et des progrès de l'autorité royale dans les grandes monarchies européennes, depuis l'époque où Louis XIV fut surnommé le Grand jusqu'à la mort de Louis XVI. La première colonne de ce tableau donne la chronologie des gouvernements ou des ministères qui ont conduit la monarchie vers la république. Les séries horizontales présentent les événements survenus en Europe ou en France pendant la durée de ces gouvernements. Chacune des colonnes perpendiculaires donne la chronologie des grandes couronnes européennes rangées à côté de la colonne française suivant les progrès de la tranquillité domestique. Et la diagonale qui sépare l'Europe de la France offre les contre-révolutions en faveur de l'autorité royale en Europe, et le commencement des révolutions contraires inoculées dans le sein de la monarchie française.

Le troisième tableau indique les trente-cinq familles composant la république des lettres en France depuis François I<sup>er</sup> jusqu'en 1800, et tend à montrer leur affinité, leur caractère créateur, conservateur ou destructeur, suivant leurs rapports avec la prospérité, la décadence et la chute de la monarchie française. Ces trente-cinq familles sont divisées en trois grandes divisions où prédomine : pour la 1<sup>re</sup> la faculté positive et créatrice, pour la 2<sup>e</sup> la faculté négative et résistante, et pour la 3<sup>e</sup> la faculté mixte et comparative ; ce qui correspond, en somme, à l'esprit conservateur, à l'esprit d'opposition et à l'esprit doctrinaire (on dirait aujourd'hui centre-gauche) qui s'attache à concilier les extrêmes. Tout cela est fort ingénieux, mais ne résoud pas la question de savoir où le premier cesse d'être juste et prudent, où le second commence à être raisonnable, et la limite précise où il convient au troisième d'entrer en scène pour faire pencher la balance à droite ou à gauche. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que ces classifications sont d'une extrême mobilité, selon les temps et les

circonstances, ce que suffirait à montrer la grande facilité avec laquelle tant de gens, comme Soulavie lui-même, ont passé de l'une à l'autre.

Dans les quelques pages qui servent de préface aux Tableaux synoptiques, Soulavie dit qu'il s'attend, à cause du « ton d'indépendance et de liberté » qui règne dans son livre, comme dans les *Mémoires du règne de Louis XVI*, à déclencher contre lui les passions éphémères de tout ce qui reste d'illuminés dans le sein des partis extrêmes. Il répond à certaines censures, ou plutôt annonce qu'il les mettra en opposition les unes avec les autres, les uns l'ayant trouvé trop violent et les autres trop modéré. C'est ainsi qu'il répondra : à M. Marsan et à M. de Montigny, à M. Barruel et à M. Lauraguais, à M. de Lacretelle et à M. de Palmezan. En attendant, il les prie d'avoir patience, et de leur permettre de les classer parmi les hommes remarquables de son temps (qui figurent sur ses Tableaux). Il nous a paru inutile de rechercher les polémiques auxquelles donnèrent lieu les derniers ouvrages de Soulavie. Il est évident que *l'Histoire de la décadence* venait fort à propos, en 1803, pour les projets de restauration monarchique que préparait Bonaparte, mais on se tromperait en y voyant une invite au rétablissement du pouvoir absolu. L'auteur exprime trop souvent et trop hautement son adhésion à la monarchie constitutionnelle, au régime parlementaire, tel qu'il existe en Angleterre, pour supposer qu'il ait voulu conseiller et qu'il ait désiré autre chose pour son pays. Peut-être même est-ce là le secret de la défaveur dans laquelle il a vécu sous le régime impérial.

*L'Histoire de la décadence de la monarchie française* devait avoir une suite dans *l'Histoire de la décadence de la Révolution française* (1). Il est fâcheux que Soulavie ne l'ait pas écrite, car avec son esprit primesautier et sa parfaite connaissance des hommes et des choses de ce temps, il y aurait eu

(1) *Histoire de la décadence*, III, 119.

certainement bien des paillettes d'or à relever au milieu des scories de son œuvre.



Les *Pièces inédites sur le règne de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI*, qui forment la seule publication de Soulavie sous l'empire, contiennent :

Un portrait du vicomte de Turenne, tiré du portefeuille du maréchal de Villars ;

Un précis historique des révolutions d'Angleterre, accompagné de nombreuses pièces sur les Stuarts ;

Des lettres de Louis XIV, de M<sup>me</sup> de Maintenon et du maréchal de Villars, sur la succession d'Espagne ;

L'état de l'Europe en 1733, avec le portrait du cardinal de Fleury, considéré comme diplomate, dans ses déclarations avec la maison d'Autriche ;

L'histoire de la campagne de l'année 1733, tirée du portefeuille du maréchal de Mailly ;

La Chronique scandaleuse de la cour du régent, « où l'on voit les intrigues secrètes, le libertinage des mœurs, l'irreligion de cet âge et l'influence de l'Angleterre et de l'Autriche sur les affaires de France, composée par Louis-François-Armand, duc de Richelieu, en 1722, à sa sortie pour la troisième fois de la Bastille ;

Des correspondances du cardinal de Polignac, du marquis de Silly et autres personnages, des années 1725 à 1727, extraites des archives de Richelieu ;

D'autres pièces relatives à la cour d'Espagne et à l'ambassade de M. de Vauréal à Madrid ;

Et enfin un *Portrait historique, anecdotes et mort de M. le Maréchal de Mailly*, commandant du château des Tuileries le 10 août 1792, décapité en 1794 par ordre de Joseph Lebon.

Il y a dans ce dernier chapitre un récit intéressant qui mérite d'être signalé. On sait que Louis XV avait eu pour mai-

tresses successives quatre sœurs de la maison de Mailly, savoir : M<sup>me</sup> de Mailly, M<sup>me</sup> de Lauraguais, M<sup>me</sup> de Vintimille et la duchesse de Châteauroux. Il y avait une cinquième sœur, aussi belle que les autres, M<sup>me</sup> de Flavacourt, la seule qui eût résisté au Roi et au duc de Richelieu. Celle-ci vivait encore en 1792. Soulavie raconte qu'en 1788 le vieux maréchal de Mailly, ayant appris que les *Mémoires de Richelieu*, encore inédits, traitaient ce sujet d'une manière très étendue, en demanda la communication à l'auteur. — « Je consens, répondit Soulavie, à vous donner cette satisfaction et à vous lire cette partie la plus importante de l'ouvrage (parce que vous êtes incapable de désirer qu'on mutile l'histoire) ; mais je vous demande, Monseigneur, une condition préalable, c'est que la communication ou l'examen soient contradictoires. »

Le maréchal appela tout ce qu'il avait de parents à Paris chez M<sup>me</sup> de Flavacourt, qui présida cette réunion.

« C'était une femme éclairée et pleine de religion, qui en remplissait les devoirs avec une sévérité peu compatible avec son âge. Il y avait, dans son maintien et dans ses habitudes, toute la dignité des dames de la reine, épouse de Louis XV. Elle était d'une amabilité charmante dans sa conversation, et d'une naïveté singulière dans le récit des anecdotes de son temps, qu'elle faisait avec beaucoup de grâce et de réserve, pour ne dire que ce qui était convenable. Elle avait une grande et belle taille. Sa figure était bien conservée en 1792, à l'âge de quatre-vingts ans. Elle écouta avec attention, avec sollicitude, l'histoire de sa sœur Mailly, la première des favorites du Roi ; celle de sa sœur Vintimille, qui lui succéda, et celle de M<sup>me</sup> de Châteauroux, qui vint après. Elle suivit attentivement les événements de la mort de la duchesse de Châteauroux, qu'un confesseur janséniste avait fait chasser de Metz avec tant de scandale. Le maréchal de Mailly n'avait pas écouté avec plaisir toutes ces anecdotes, mais, quand il m'entendit raconter les entreprises du maréchal de Richelieu, chargé de gagner pour le Roi le cœur de M<sup>me</sup> de Flavacourt ; quand il vit cette dame baisser les yeux au récit de la tenta-



tion du maréchal de Richelieu, qui parlait d'un roi fidèle à ses quatre sœurs, qui soupirait après la cinquième, et qui, parvenu à l'âge de 35 ans en 1745, était beau comme Apollon ; quand il entendit ce fameux séducteur parler du culte dû à la favorite du roi, du rang de duchesse, du luxe de sa maison, des soins des potentats de l'Europe à lui plaire, des attentions de leurs ambassadeurs à lui faire la cour ; quand le maréchal de Mailly entendit M<sup>me</sup> de Flavacourt répondre à l'envoyé de Louis XV : *Est-ce là tout, Monsieur le Duc?... Je préfère l'estime de mes contemporains* ; M. de Mailly se lève et, d'un ton plein de dignité et de grâce : Madame, lui dit-il, vous aviez oublié toutes ces circonstances remarquables de votre vie ; l'histoire, de votre vivant, rend ses hommages à l'union de la vertu et de la beauté. Je demande donc que votre portrait soit gravé dans cet ouvrage avec vos paroles. » Le marquis d'Estampes de la Ferté-Imbault (vivant en 1809 et présent à la séance comme parent) communiqua le portrait de la marquise de Flavacourt, qui fut gravé depuis à la tête du t. VII des *Mémoires de Richelieu* avec sa réponse. »

C'est à cette occasion que M. de Mailly communiqua à Soulavie une copie de ses propres Mémoires, avec les manuscrits originaux de Duclos formant cinq volumes in-folio. Plus tard, des divergences politiques les séparèrent, et notre auteur rapporte à ce propos l'anecdote suivante : « M. le maréchal ayant changé à mon égard, je lui renvoyai, le 7 août 1792, les manuscrits de Duclos et les siens. J'ajoutai les *manifestes du duc de Brunswick et du roi de Prusse*, la gravure des potences de Bouillé, une carte de France déchirée en six lambeaux et cette inscription sur une feuille volante : *Ob suorum, non ipsius, sævitiam atque feloniam restitutio*. M. de Mailly, me renvoyant les manuscrits, ajouta une copie de son brevet de maréchal de France, avec cette inscription : *Ob ipsius mansuetudinem et ignorantiam restitutio altera*. »

Il y aurait un volume à faire avec les traits intéressants épars dans les publications de Soulavie, encore inconnus de la masse du public, ou qui ont été l'objet de plagats ou de

travestissements de la part d'écrivains peu délicats. Qui n'a entendu attribuer à Napoléon I<sup>er</sup>, considérant les morts nombreux d'un champ de bataille, ce mot cynique : *Bah ! une nuit de Paris réparera cela !* Si Napoléon a parlé ainsi, c'était une réminiscence de Soulavie, car les *Mémoires de Richelieu* (VII, 199) font tenir ce langage au maréchal de Saxe. Il est vrai que d'autres le font remonter au grand Condé, après la bataille de Senef.

Les amateurs d'anecdotes pourront retrouver le point de départ de bien des historiettes de nos jours dans ce que raconte Soulavie à propos de sa collection d'estampes. Il y en avait beaucoup sur Necker, une entre autres, représentant son apothéose admirée par une jeune personne (M<sup>me</sup> de Staël), qui s'extasie une plume à la main, à la vue des attributs de la gloire de son père. L'artiste, d'une humeur changeante, apprenant la chute de M. Necker en 1781, efface de son cuivre la figure de M. Necker, substitue la tête de M. de Vergennes, son antagoniste, et laisse M<sup>me</sup> de Staël dans sa position. Le gouvernement révolutionnaire arrive en 1793 ; l'artiste efface encore la tête de M. de Vergennes et substitue celle de Marat, que M<sup>me</sup> de Staël continue d'admirer (1).

Un fait d'un autre genre est relatif aux péripéties de la sépulture de Turenne. A la suite du portrait de l'illustre maréchal, qui se trouve dans les *Pièces inédites*, Soulavie nous apprend que le corps de Turenne, inhumé, comme l'on sait, dans les tombeaux de Saint-Denis, et profané en 1793, fut trouvé desséché, mais bien conservé, et que la figure ressemblait encore à celle de ses bustes. Le mausolée fut sauvé par M. Lenoir et placé dans le musée que cet artiste composait de nos monuments. On lui permit de garder ce corps « comme une curiosité qui pouvait servir aux progrès de la médecine. Il fut placé en conséquence dans la petite sacristie de l'église de l'abbaye, où les curieux allèrent le visiter, et huit mois après, M. Desfontaines en obtint la translation au musée des curio-

(1) *Mémoires du règne de Louis XVI*, IV, 299.

sités naturelles. Dans ces temps de barbarie, on était obligé de déguiser ses sentiments. Le corps de Turenne fut placé entre le squelette d'un rhinocéros et celui d'un éléphant, comme momie et comme pièce rare et précieuse aux anatomistes. Le 15 thermidor an IV (3 août 1796), on observa au Conseil des Cinq-Cents que le corps de Turenne était déplacé et oublié en ce lieu. Le Directoire en ordonna la translation dans le Musée des monuments. Ainsi, le corps de Turenne, classé d'abord comme curiosité de physique, fut classé comme monument historique. L'Empereur Napoléon, instruit de ces destinations inconvenantes, ordonna que les restes de Turenne et son mausolée, érigé à Saint-Denis, seraient transférés avec solennité dans l'église des Invalides, où sont aujourd'hui le corps et le monument à côté de celui où est conservé le cœur de Vauban ».

En résumé, s'il y a, dans les derniers ouvrages de Soulavie, bien des points contestables, bien des parties faibles, on ne peut nier qu'il ne se soit élevé à une certaine hauteur dans ses aperçus sur les transformations de l'Europe au xvm<sup>e</sup> siècle, et l'on a pu entrevoir dans l'*Histoire de la décadence* les germes d'une saine politique internationale, comme nous avons vu, dans les *Mémoires du règne de Louis XVI*, ceux d'une bonne politique intérieure. On se rappelle les principes du cardinal Fleury glorifiés dans tous les ouvrages de Soulavie : la paix, l'épargne, le calme et la patience. N'est-ce pas là le fond de toute politique sage, surtout pour les peuples qui sortent de grosses épreuves et que menacent encore des ennemis redoutables ? S'il était permis d'établir une règle générale de conduite dans les rapports internationaux, c'est encore de la politique d'inaction de Fleury que cette règle devrait le plus se rapprocher. Ici, comme dans la question de la forme de gouvernement, le meilleur est d'accepter ce qui est, du moins de n'y toucher qu'avec une extrême réserve, d'attendre toujours les fautes d'autrui (comme on a attendu les nôtres), et de n'agir pour ainsi dire que contraint et forcé par les événements, quand l'action est inévitable. Tel est le principe, et quant aux

difficultés et obscurités inévitables que doit rencontrer son application, c'est au génie des hommes d'État de les saisir et de les résoudre. Avant tout, il faut se défier de l'ambition et de la fausse gloire. La première république a été entraînée par la séduisante théorie des frontières naturelles à des erreurs qui nous ont valu vingt ans de guerre. Peut-être, à la place des hommes de ce temps, aurions-nous été dupes des mêmes illusions. Profitons au moins des fautes de nos prédécesseurs. Qui n'a été frappé, en étudiant l'histoire, de la fragilité des combinaisons humaines et de l'inattendu des événements ? De plus, nous avons appris qu'on ne se gare bien souvent d'un écueil que pour échouer sur un autre. Par peur de l'Autriche, les Français du siècle dernier ne rêvaient que l'agrandissement de la Prusse. Plus tard, par les mêmes raisons, toutes nos sympathies ont été pour l'Italie. Un de nos grands regrets aujourd'hui n'est-il pas d'avoir contribué à l'agrandissement de l'une et à la création de l'autre ? La conclusion à tirer de là, c'est qu'il faut être désormais plus prudent dans ses sympathies, ne se livrer à personne, s'agiter le moins possible pour être mieux en état de remédier aux fâcheux effets des témérités d'autrui, et surtout n'attacher aux plus savantes combinaisons qu'une importance restreinte. On a beau avoir étudié dans l'histoire ou dans l'anatomie politique les ressorts de la vie des peuples, il restera toujours de nouveaux secrets à découvrir, ce que la sagesse des nations a exprimé par ces mots : *l'homme s'agite et Dieu le mène !* Dans un opuscule, écrit il y a bien des années (1), nous comparions la société humaine à un orchestre immense, conduit par un chef invisible, qui seul connaît toute la partition, et qui heureusement sait faire sortir l'harmonie finale des notes les plus discordantes. Cette impression revient plus que toute autre, en lisant l'histoire de ce siècle et du précédent, et si nous la donnons comme une sorte de conclusion de notre travail, c'est qu'aucune ne ressort mieux du choc des idées que provoquent les récits et les con-

(1) *Anatomie politique*. Dentu, 1868.



sidérations historiques de Soulavie; c'est aussi qu'aucune n'implique mieux les conseils de politique internationale les plus utiles à nos contemporains, savoir : le calme, la prudence et la confiance à un ordre de choses supérieur, sans lequel l'histoire tout entière serait incompréhensible.

# TABLE DES MATIÈRES

## CHAPITRE XV

RÉVOLUTION A GENÈVE CONTRE LES MONTAGNARDS ET RÉVOCATION DE SOULAVIE

(du 23 août au 19 septembre 1794)

Situation critique à Genève. — Nouveau mouvement populaire à la suite du rappel de Soulavie. — Fermeture du club des Montagnards et arrestation de ses principaux membres. — Mémoire sur *la France et Genève*, trouvé dans les papiers du club des Montagnards. — Lettre de Soulavie aux deux Comités sur ses relations avec le baron de Staël. — Exécution de Wittel et de trois autres Montagnards. — Lettre de Soulavie sur ses relations avec Robespierre. — Soulavie combat toute idée de réunir Genève à la France. — Il demande lui-même à être rappelé. — Réclamations au sujet de son traitement. — Nomination d'Adet à la place de Soulavie (8 septembre.) — Delhorme appelé à Paris. — Arrestation de Soulavie et son départ pour la France (19 septembre)..... 1

## CHAPITRE XVI

UN AN DE PRISON

(de septembre 1794 à septembre 1795)

Les six étapes d'un prisonnier. — Mémoire sur Genève. — Note de Buchot. — *L'insurrection des clubs genevois*. — Lettre à Thuriot. — Services rendus par Soulavie à l'armée des Alpes. — Ordres donnés pour adoucir la situation du prisonnier. — Le député Johannot. — Démarche infructueuse de Dussaulx. — Délivrance en septembre 1795..... 19

## CHAPITRE XVII

UNE CALOMNIE DE COURCHAMP

Un prétendu chantage. — Les *Souvenirs de la marquise de Créquy*. — La vraie marquise de Créquy. — Un aventurier en vieille femme. — Les *Mémoires de M<sup>me</sup> Roland*. — Les Mémoires du président Rolland..... 29

## CHAPITRE XVIII

## SOULAVIE ET LES GENEVOIS

Soulavie se défend d'avoir voulu la réunion de Genève à la France. — Il soutient auprès du Directoire l'idée d'une république des Allobroges. — Influence réciproque de Genève et de la France au point de vue révolutionnaire. — Réquisitoire de Soulavie contre les Genevois. — L'action anglaise à Genève. — Les collaborateurs genevois de Mirabeau. — Jugement sur la conduite de Soulavie à Genève. — L'indépendance de Genève. — Qui avait nommé Soulavie à Genève? — Relations de Soulavie avec Barère. — La politique de Robespierre. — Communauté de vues entre Soulavie et Robespierre sur diverses questions. — Soulavie professeur de Robespierre pour la politique extérieure. — M<sup>me</sup> Soulavie. — Le pillage de la Résidence par les clubs genevois. — Les réclamations de Soulavie. — Elles sont appuyées par Talleyrand. — La réunion de Genève à la France. — Les deux Mémoires de Soulavie à l'empereur Napoléon en 1810..... 34

## CHAPITRE XIX

## UN CONSEILLER OFFICIEUX DE GOUVERNEMENT

(1795 à 1807)

La politique du ministère secret de Louis XV à l'égard de l'Autriche, de la Prusse et de l'Angleterre. — Les tendresses de l'opinion publique en France pour la Prusse. — Le baron Thugut. — La paix de Bâle. — Le baron de Sandoz-Rollin. — La mission Caillard à Berlin. — Son insuccès. — La politique de la Prusse. — La première campagne d'Italie (1796). — Simulacre de négociations anglaises. — Fox et Pitt. — Conférences de Soulavie avec Sandoz-Rollin. — Un plan de campagne pour l'an VII. — Immoralité de la politique du temps. — Mémoire contre les banquiers de Genève. — Démarches de Soulavie pour un rapprochement avec la Russie. — Ses lettres à la princesse Daschkoff et au naturaliste Pallas. — Ses lettres au Directoire avant et après la mort de Catherine. — Jugement de Caillard sur la « grande Catherine ». — Espérances bientôt évanouies de se concilier Paul I<sup>er</sup>. — Nouvelles conférences de Soulavie avec Sandoz pendant l'année 1797. — Les explications de Sandoz sur l'inaction de la Prusse. — Le 18 fructidor. — Soulavie félicite le Directoire. — La paix de Campoformio. — Soulavie rend la Prusse responsable de la cession de la Vénétie à l'Autriche. — Mort de Frédéric-Guillaume II (novembre 1797). — La mission Sieyès à Berlin (juin 1798). — Sieyès proteste contre la sottise de l'opinion française favorable à la Prusse. — Le plan du Directoire pour la future constitution de l'Allemagne. — Les petites républiques. — La reprise de la guerre en 1799. — Le 18 Brumaire. — La France et l'Angleterre au commencement de l'an VIII. — Soulavie conseille de s'entendre avec l'Angleterre. — Observations sur la France, la Hollande et la Prusse. — *Mea culpa* de Soulavie pour sa politique prussienne. — Mémoire de Soulavie en 1807 sur les rapports de la France et de l'Angleterre..... 59

## CHAPITRE XX

## LES DERNIÈRES ANNÉES D'UNE VIE D'AGITATION

(1800 à 1813)

Soulavie achète l'hôtel Montboissier, rue de Verneuil. — Sa fille unique. — Son programme d'éducation. — Sa vie privée. — Sa société à Paris. — La légende d'Eustache d'Agrain. — Lettre de Soulavie à M. de Fontaine. — Plan d'embellisse-

ments de Paris. — Projet d'une expédition scientifique dans la mer Caspienne. — Lettre au libraire Bertrand. — Projets de publications. — Napoléon à l'Opéra. — Tentative de réconciliation avec son frère. — Le bref de sécularisation de Soulavie. — Sa conversion. — L'abbate Delprato. — Dernière maladie de Soulavie. — Lettre de Soulavie cadet sur la mort de son frère. — Notice sur Soulavie cadet... 90

## CHAPITRE XXI

## BIBLIOGRAPHIE

Les trois périodes de la vie littéraire de Soulavie. — Ouvrages imprimés qu'on a de lui. — Ouvrages restés manuscrits. — Ouvrages dont il est l'éditeur. — Ouvrages qui lui ont été faussement attribués..... 115

## CHAPITRE XXII

## PAPIERS ET COLLECTIONS DE SOULAVIE

La correspondance du ministère secret de Louis XV. — Lettre de Soulavie à Cambracérés (octobre 1809). — Mémoires à l'Empereur (janvier 1810). — Lettre à M. de Ségur. — Saisie des papiers de Soulavie (1811). — Lettre de Soulavie au ministre de la Police (mai 1812). — Scellés mis sur ses papiers après sa mort. — Etat de ses manuscrits. — Lettre de l'abbé Soulavie cadet au général de Chambarlhac. — Indemnité de 20.000 fr. allouée à la famille de Soulavie, réduite plus tard à 4.000. — Inventaire des documents transportés aux archives du ministère des Affaires étrangères. — Lettre du comte d'Hauterive sur le Masque de fer. — Vente de la bibliothèque de Soulavie. — Sa collection d'estampes. — Le dessin de David représentant Marie-Antoinette conduite à l'échafaud. — L'histoire écrite et l'histoire monumentale. — Attaques sans preuves contre la probité de Soulavie.... 131

## CHAPITRE XXIII

## SOULAVIE NATURALISTE

*L'Histoire naturelle de la France méridionale.* — *Les Epoques de la nature*, de Buffon. — Méthode de Soulavie pour reconnaître la superposition des divers terrains. — Jugement de M. d'Archiac sur Soulavie. — Les montagnes considérées comme réservoirs de l'espèce humaine. — La découverte des volcans éteints de la France centrale. — Faujas de Saint-Fond et Soulavie. — Les dernières manifestations volcaniques en Vivarais. — Débris humains sous les laves. — Origine des eaux minérales. — Exhalaisons carboniques de Neyrac. — La pouzzolane. — Philosophie médicale. — Géographie physique de l'esprit humain. — Questions d'hygiène. — L'assainissement de Paris. — Le palais de la nature. — Les mariages consanguins. — Influence des climats sur l'homme. — Les climats des plantes. — Les classes naturelles des minéraux d'après les révolutions du globe..... 163

## CHAPITRE XXIV

## SOULAVIE HISTORIEN

Distinction à faire entre les ouvrages de Soulavie avant et après la Révolution. — L'histoire et la chronique historique. — Ce que Cloutz appelait le *Bréviaire des*



*nations*. — Jugements divers sur Soulavie. — Ses sources d'informations. — Le duc et le cardinal de Luynes. — Le maréchal de Richelieu et les *Mémoires* publiés sous son nom. — Les mémoires de Duclos. — Les prétendus mémoires de Maurepas, de Massillon, du duc d'Aiguillon et de Barthélemy. — Soulavie fait son *mea culpa* dans les *Mémoires du règne de Louis XVI*. — Apologie de l'ancienne monarchie. — Necker et Malesherbes. — L'opinion publique. — La brochure de Sieyès. — Série de révolutions. — Nécessité de la religion pour la conservation des sociétés humaines. — Tableaux synoptiques. — La solidarité du nouveau et de l'ancien régime. — La question de la forme de gouvernement. — Le grand principe de politique intérieure. — *L'Histoire de la décadence de la monarchie française*. — Le principe électif et la loi d'hérédité. — Le clergé. — Action civilisatrice de la religion. — Les gravures anticléricales pendant la Révolution. — La France et l'Angleterre. — La prospérité d'une nation n'est pas faite de la ruine des autres. — Les philosophes et les économistes. — *Pièces inédites sur les règnes de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI*. — M<sup>re</sup> de Flavacourt. — Esquisse de politique internationale. — L'homme s'agite et Dieu le mène..... 203

# INDEX ALPHABETIQUE

DES NOMS DE PERSONNES MENTIONNÉS DANS CET OUVRAGE

(Le chiffre romain indique le volume, et le chiffre arabe la page.)

## A

Achmet. II, 245.  
Adam. I, 227.  
Adam Smith. II, 42, 255.  
Adélaïde de France (M<sup>re</sup>). II, 233.  
Adeline. II, 113.  
Adet. II, 13, 17, 18, 19.  
Agrain (Charles d'). I, 28, — II, 93, 94.  
Agrain (Eustache dit d'). II, 94.  
Aguesseau (d'). I, 80.  
Aigrefeuille (d'). II, 93.  
Aiguillon (duc d'). I, 21, 97, 138, — II, 88, 125, 137, 189, 211, 214, 217, 219, 220.  
Alain (M<sup>lle</sup>). II, 113.  
Albitta. I, 261, 281, 292. — II, 24.  
Albufera (duc d'). I, 62.  
Alembert (d'). I, 15, 21. — II, 72, 232, 234.  
Alexis Pétrowitz. II, 245.  
Aleyrac (d'). I, 41, 45, 47.  
Aligre (abbé d'). II, 97.  
Allègre (abbé). II, 110.  
Allou (M<sup>r</sup>). II, 114.  
Amance Dalmas Dièche. I, 58.  
Ameilhon. II, 144.  
Ampère. II, 184.  
Angivilliers (d'). I, 18.  
Anspach. I, 152, 196.  
Antraigues (comte d'). I, 66, 84, 114, 115.  
Archiac (d'). I, 4. — II, 163 à 178.  
Arena. II, 86.  
Argenson (d'). II, 33, 140, 142.  
Arjuzon (d'). II, 87.  
Armand. I, 62.  
Arnaud (d'). I, 21.  
Artois (comte d'). I, 215, 241, 242.  
Asfeld (maréchal d'). II, 128.  
Astier (abbé d'). II, 108, 110.  
Astros (abbé d'). II, 104.  
Aubert (abbé). I, 52.  
Augard (d'). II, 147.

Augereau. II, 79.  
Aulard. I, 126, 157, 258.  
Aurange (abbé). I, 2.  
Auriol. I, 2.  
Autichamp (d'). I, 205.  
Avenel (Georges). I, 20, 21. — II, 49, 51, 52.  
Aymard. II, 183.  
Azara, ambassadeur d'Espagne. II, 77.

## B

Babeuf. II, 80.  
Bachaumont (mémoires de). I, 37, 41, 42, 48.  
Banhois. I, 42.  
Baillly. I, 21.  
Balazuc (Pons de). II, 95.  
Balazuc (comte de). I, 28, 65.  
Balestrier de Canillac (abbé). II, 97, 98.  
Barante (de). II, 57.  
Barbery (abbé de). I, 89.  
Barère. I, 17, 145, 155, 158, 162, 163, 173, 212, 221, 231, 235, 237, 286, 294. — II, 46, 50, 51, 103, 104.  
Baron. I, 241.  
Barras. II, 79.  
Barrière (collection). I, 137, 177.  
Barruel (abbé de). I, 31 à 50, 56, 93, 94. — II, 45, 103, 108 à 112, 152, 197, 257.  
Barthélemy, ambassadeur en Suisse. I, 19, 118, 147, 148, 157, 165, 168, 169, 174, 177, 182, 185, 187, 188, 201, 202, 224, 225, 252, 260, 261, 264, 266, 268, 275, 281, 285, 288, 291, 292. — II, 9, 42, 50, 51, 62, 79, 119, 222 à 225.  
Bartholoni. II, 90.  
Bartre (abbé). I, 11, 12. — II, 179.  
Baschet (Armand). I, 111. — II, 125, 126, 209.  
Bassinot. II, 147, 148.

Bassville. I, III.  
 Bastide. I, 9, 10.  
 Baudart. II, 146, 149, 152, 153, 155.  
 Baudet de Verne. I, 27.  
 Bayle (abbé). I, 19.  
 Bazire. I, 17, 120, 123.  
 Beauharnais (Fanny). I, 15, 21. — II, 26, 93.  
 Beauharnais (Eugène de). II, 159.  
 Beaumont. Voir Elie de Beaumont.  
 Beaubre (Soulaivie). I, 136, 208, 219, 223.  
 Benezech. II, 87.  
 Benoiston de Chateauneuf. II, 195.  
 Benoit, domestique de Soulaivie. I, 237.  
 Benoit (genevois). II, 3, 5, 6, 11.  
 Benoit XIV. II, 248.  
 Bernadotte (le général). I, III.  
 Bernier. II, 58.  
 Bernis (cardinal de). II, 208.  
 Bernstorff (comte de). I, 141, 142, 143, 145.  
 Bernstorff (baron de). I, 142, 143. — II, 7.  
 Berthelet (abbé). II, 97, 109.  
 Bertier (le P.). I, 35.  
 Bertrand (libraire). II, 99, 108.  
 Bertrand (genevois). I, 179.  
 Berwick (maréchal de). II, 128.  
 Besuchet. II, 30.  
 Béthune (collection). II, 144.  
 Bexon (abbé). I, 17.  
 Billarderie (Charles de la). I, 18.  
 Billaud-Varenne. I, 212, 214, 233. — II, 26.  
 Binet du Marchais. I, 18.  
 Biron. II, 88.  
 Bischoffswerder. I, 132.  
 Bitaubé. I, 21.  
 Blachère (François-Régis). I, 62.  
 Blachère (Louis). I, 62.  
 Blanc (genevois). I, 260.  
 Blondel. I, 44.  
 Blum (de). I, 140, 142.  
 Boccage (M<sup>me</sup> du). I, 15.  
 Boisselin (de). I, 73.  
 Boissin (Firmin). I, 176.  
 Boissy d'Anglas. I, 63, 64. — II, 52.  
 Bomplan. II, 101.  
 Bonaparte. II, 46, 76, 80, 83, 86, 87, 119, 225, 232, 244, 251, 253, 254, 255.  
 Voir Napoléon.  
 Bonnaud. I, 2.  
 Bonnet. I, 152, 175, 232.  
 Boac. II, 33.  
 Bossu (abbé). II, 191.  
 Bossuet. I, 109. — II, 141, 172, 188.  
 Boudin (docteur). II, 193, 195.  
 Boulay (abbé). II, 178.  
 Boulogne. II, 29.  
 Bourbon (unaison de). I, 114. — II, 143, 193 à 196, 250.  
 Bourdaloue. I, 109. — II, 172.  
 Bourdic (M<sup>me</sup> de). I, 15.  
 Bourdillon-Dieday. I, IV, 161, 188, 196, 204, 208, 209, 265, 267.  
 Bourdon (de l'Oise). II, 26.

Bourgeois. I, 152.  
 Bournet (Françoise de). II, 113.  
 Bousquet. I, IV, 245, 263, 265, 283. — II, 35, 36, 38.  
 Boutaric. II, 131.  
 Brancas-Villars (duchesse de). I, 59.  
 Bravais (Auguste). I, 6.  
 Bréard. I, 162. — II, 13.  
 Breghini (de). I, 21.  
 Breuffe. I, 152.  
 Brienne (collection). II, 144.  
 Brissot. I, 116, 117, 148, 121, 125, 153, 155, 156, 157, 208, 232, 244. — II, 7, 37, 49, 251.  
 Brizard. I, 21.  
 Broglie (abbé de). I, 73.  
 Broglie (comte de). I, 137, 138. — II, 88, 103, 127, 132, 135 à 140, 142, 145, 148, 149, 152.  
 Broglie (duc de). II, 132, 133.  
 Brogny (cardinal de). I, 6. — II, 116.  
 Brongniart. II, 140.  
 Brun. I, 2.  
 Brunel. II, 113, 160.  
 Brunswick (duc de). II, 51, 260.  
 Brunville (de). II, 212.  
 Buchot. I, 158, 212, 235, 236, 241, 242, 248 à 294. — II, 1 à 26.  
 Buffon. I, II, 15, 16, 17, 38, 48. — II, 164, 165, 175, 176, 177, 188, 213, 232.  
 Buisson (libraire). I, 55, 58, 99, 100 à 103, 123, 137. — II, 55, 71, 72, 123 à 128, 129, 147, 214.  
 Butin. I, 185.

## C

Caillard, ambassadeur à Berlin. II, 42, 62, 64, 65, 72, 81.  
 Calmet (dom). II, 152.  
 Calonne (de). I, 114. — II, 66.  
 Calvin. I, 79, 149, 158. — II, 121.  
 Cambacérés. II, 28, 47, 61, 93, 133, 131.  
 Cambon. I, 162, 290.  
 Campo (marquis del), ambassadeur d'Espagne. II, 77.  
 Capperonier. II, 144.  
 Caprara (cardinal). II, 106, 110.  
 Carnot. I, 162, 212. — II, 13, 20, 50, 79, 222.  
 Carra. I, 128.  
 Carteaux. I, 206, 208, 221, 224, 225, 243.  
 Castelnau (de). I, 200. — II, 8.  
 Catherine. I, 116, 143. — II, 64, 65, 69 à 73, 197.  
 Cayla. I, 269.  
 Cazenave. I, 15.  
 Caxotte. I, 121.  
 Chabot. I, 17, 119 à 121, 133.  
 Chalais. I, 18.  
 Chambarlhac (le général de). II, 156.  
 Chambonas (de). I, 17, 116, 117, 139.  
 Chamfort. I, 17.  
 Champagneux. II, 83.  
 Chappe (abbé). II, 73.  
 Charlemagne (le P.). I, 60.

Charles I<sup>er</sup>. I, 115. — II, 210, 245.  
 Charles VI. emp. d'Allemagne. II, 194.  
 Charles VII. I, 69.  
 Charles IX. II, 210.  
 Charles de Sudermanie, régent de Suède. I, 143, 144, 145. — II, 7.  
 Chassin. I, 66.  
 Chateauneuf (marquis de). I, 152, 154, 157, 159, 160. — II, 8.  
 Châteauroux (duchesse de). I, 49. — II, 137, 259.  
 Chateaufvieux (colonel de). I, 241, 242.  
 Chatham (lord). II, 140, 251.  
 Chaumette. I, 171, 199, 208, 214, 217, 237.  
 Chauvelin (marquis de). I, 215. — II, 45.  
 Chauvet. I, 152.  
 Chauvigny. I, 196. — II, 23.  
 Chazal. I, 6.  
 Chazel. I, 2.  
 Cheilus (M<sup>re</sup> de). I, 87.  
 Cheminot (M<sup>re</sup> de). I, 20, 21, 179, 246, 273. — II, 92.  
 Chenaud, notaire à Genève. I, 269, 286. — II, 9.  
 Chénier. II, 218.  
 Chenivresse. I, 42.  
 Chépy. I, 157.  
 Cherbuliez. I, 147.  
 Chesneau. II, 43.  
 Choiseul (duc de). I, 400, 428, 429, 138, 146. — II, 62, 74, 75, 128, 134, 136, 151, 216, 217, 219, 251.  
 Chomel. I, 46.  
 Chorani. I, 41.  
 Chouvet (abbé). I, 95.  
 Christophe de Savigny. II, 234.  
 Clairon (M<sup>lle</sup>). I, 18.  
 Clarke (général). II, 64.  
 Clavière. I, 144, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 174, 208, 223. — II, 26, 36, 37, 39, 40, 45.  
 Clermont-Tonnerre (M<sup>re</sup> de). I, 57, 58.  
 Cloatz (Anacharsis). I, 20, 21, 179, 217, 246, 273. — II, 49, 52, 207.  
 Coigny (duc de). I, 89, 90. — II, 139.  
 Coindot. I, 208, 224, 225.  
 Colbert. I, 102. — II, 141, 186. — Collection Colbert. II, 144, 212.  
 Colchen. I, 158, 252. — II, 24, 27.  
 Collot d'Herbois. I, 126, 128, 129, 130. — II, 9.  
 Combazier. I, 5.  
 Condé (prince de). I, 17. — II, 261.  
 Condorcet. I, 17, 21, 22, 24, 123, 126, 153.  
 Constantin. I, 188, 244.  
 Conte. I, 286. — II, 6 à 40.  
 Conti (prince de). — I, 31, 138. — II, 136, 137, 141.  
 Corday (Charlotte). I, 167, 192, 235, 237.  
 Courchamps. II, 29 à 33.  
 Cournaud. I, 21.  
 Court (Antoine). I, 23.  
 Coutarel. II, 3.

Coxe (William). II, 99.  
 Coy (Raoul de). II, 32.  
 Crébillon. II, 188.  
 Créqui (marquise de). II, 29 à 33.  
 Crassol (maison de). II, 195.  
 Cubières. I, 179.  
 Cuvier (Georges). II, 170.

D

Daguerre. II, 113.  
 Dalmas. II, 184, 185.  
 Damiens. II, 248.  
 Danton. I, 125, 127, 129, 145, 146, 153, 158, 162, 163, 215, 248. — II, 46, 48, 49, 50, 51.  
 Darneville. I, 164, 182, 192, 193, 194, 208, 227, 228, 243, 246, 256, 257, 262, 282, 283, 285. — II, 14, 17.  
 Daschkoff (princesse). I, 140. — II, 69, 70, 71.  
 Dauban. II, 160.  
 Dauphin (le), père de Louis XVI. II, 70, 95, 96, 193, 212, 220, 248.  
 Dauphin (le), fils de Louis XVI. I, 61, 117, 127, 129.  
 David (le peintre). — I, 24, 128. — II, 160.  
 Davy, physicien. — II, 184.  
 Decombes. I, 269.  
 Deforgues. I, 158 à 248, 250. — II, 12.  
 Defrances (abbé). I, 2.  
 Delacroix. I, 162. — II, 35, 55, 63, 64, 76.  
 Delaplanche. I, 235, 252. — II, 10, 26.  
 Deleuze. I, 2.  
 Delhorme. I, 159, 169, 176, 182, 193, 208, 228, 235, 236, 240 à 243, 251, 253, 255, 256, 259 à 294. — II, 2 à 17, 53.  
 Delière (Marie). I, 2.  
 Delille-Desalles. I, 237.  
 Delint. I, 41.  
 Delmas. I, 162. — II, 13, 50.  
 Delprato (abbé). II, 97, 107.  
 Dentand. I, 152.  
 Derenvater (lord). I, 131.  
 Deschiens (collection). II, 157.  
 Desfieux. II, 50, 51.  
 Desfontaines. II, 261.  
 Desjobert. I, 26.  
 Desmoulin (Camille). I, 21.  
 Desnos. II, 21.  
 Desonnax. I, 14, 135, 136, 177, 185, 187, 205, 206, 208, 218, 219, 221, 222, 224, 227, 246, 247, 270, 289. — II, 1, 3, 35, 41, 54.  
 Désormeaux. I, 17. — II, 195.  
 Desportes. II, 55, 56.  
 Destailleurs. II, 113.  
 Deydier (abbé). I, 41, 47.  
 Diderot. I, 15 21. — II, 47, 72, 232.  
 Didier. II, 15.  
 Dillon (M<sup>re</sup>). I, 51, 80.  
 Dombes (prince des). I, 2.  
 Dominique. I, 241.  
 Dorat-Cubières. I, 21.  
 Doyen. I, 21.  
 Drouet. II, 136.



Dubarry (M<sup>me</sup>). I, 138. — II, 235.  
 Dubois (cardinal). I, 64. — II, 243.  
 Dubois-Crancé. I, 179.  
 Dubuisson. I, 179, 180. — II, 50, 51.  
 Duchatelet. I, 125.  
 Duclos. I, 53, 97, 100, 101. — II, 54, 60, 123, 124, 137, 142, 211, 214, 218, 219, 260.  
 Ducos. II, 86.  
 Ducros (Marie). I, 1.  
 Duffaut. I, 2.  
 Dufour (M. et M<sup>me</sup>). I, 60, 62, 133, 134.  
 Dufour (genevois). II, 18.  
 Dumas (général). I, 221, 251, 260. — II, 25.  
 Duméril. II, 21.  
 Dumont (genevois). I, 125, 151, 152, 153, 174.  
 Dumont. II, 21.  
 Dumont-d'Urville. I, 43.  
 Dumouriez. I, 143, 144, 145, 203, 283, 289.  
 Dunan. II, 80.  
 Dupas. I, 208.  
 Dupin, docteur de Sorbonne. I, 110.  
 Dupin. I, 185, 232.  
 Dupont. II, 29.  
 Duprat. II, 100.  
 Durieux. II, 81.  
 Durosot. I, 121.  
 Duroveray. I, 151, 152, 153, 174, 206. — II, 39, 40, 41.  
 Dussard. II, 21.  
 Dussaulx. I, 15, 21. — II, 20, 232.  
 Dussieux. II, 211.

## E

Elie de Beaumont, jurisconsulte. I, 44.  
 Elie de Beaumont, géologue. I, 23. — II, 174, 178, 177.  
 Elisabeth de France (M<sup>me</sup>). I, 20, 121.  
 Elisabeth, impératrice de Russie. II, 69.  
 Entremeaux (chevalier d'). I, 176.  
 Eon (chevalier d'). I, 21. — II, 69.  
 Erlach (d'). I, 183, 195, 197.  
 Eschassériaux. II, 20.  
 Estampes de la Ferté-Imbault (marquis d'). II, 260.  
 Estrées (la maréchale d'). II, 127.  
 Eustache dit d'Agrain. II, 94.

## F

Faget (M<sup>me</sup>). II, 90.  
 Fatio. I, 150.  
 Fauché. II, 3.  
 Fauchet. I, 17, 110, 120, 122, 128, 133.  
 Faujas de St-Fond. II, 176, 180, 181, 182, 186, 187.  
 Faur, auteur dramatique. II, 130.  
 Faure, notaire. I, 2.  
 Faure (Anne). I, 2, 3, 7, 14, 20, 133 à 135. — II, 111.  
 Favier. I, 137, 138, 139. — II, 60, 88, 127, 142, 143, 172.  
 Favre (Jean). I, 196.

Fel (M<sup>me</sup>). I, 20, 25.  
 Fénelon. II, 141, 172.  
 Ferdinand (prince). I, 144.  
 Fesch (cardinal). II, 150.  
 Feuillet de Conches. II, 30, 31, 32, 153, 157, 160, 161, 176, 177, 209.  
 Filliat. Voir Gamon, conventionnel.  
 Fitzgerald. II, 41.  
 Flammermont. II, 129, 152, 153, 161.  
 Flassan (de). II, 141.  
 Flaugergues. I, 5.  
 Flavacourt (marquise de). II, 259, 260.  
 Fléchier. I, 109.  
 Flers (abbé de). II, 97.  
 Fleuriet de Langie. I, 43.  
 Fleury (abbé). II, 204.  
 Fleury (cardinal). I, 114. — II, 127, 140, 142, 243, 244, 249, 250, 251, 258, 262.  
 Flournois. I, 152.  
 Fontaine de Logères. II, 95.  
 Fontbon (Marie). I, 11.  
 Fontenay (abbé de). I, 52.  
 Fontette (collection). II, 144, 160.  
 Fougereux. I, 22.  
 Fouquet. II, 152, 210.  
 Fouquier-Tinville. II, 208.  
 Fourcroy. II, 22.  
 Fournier (Edouard). II, 32.  
 Fox. II, 65, 143.  
 Framery. I, 140 à 142.  
 François I<sup>er</sup>. I, 69, 78. — II, 77.  
 Franklin (Benjamin). I, 17, 21, 23, 24. — II, 121, 190.  
 Frédéric I<sup>er</sup>, roi de Prusse. II, 60, 88, 219.  
 Frédéric-Guillaume II. I, 132. — II, 50, 56, 76, 81.  
 Frédéric-Guillaume III. II, 81.  
 Fronsac (duc de). I, 51. — II, 130.

## G

Gambetta. II, 248.  
 Gamin. I, 124.  
 Gamon, conventionnel. I, 229 à 237, 273. — II, 27, 28, 46.  
 Gamon, notaire. I, 1.  
 Gando. I, 232.  
 Garat. II, 126.  
 Gardanne (de). I, 21.  
 Garidel (abbé). I, 2.  
 Gasc. I, 152, 208, 235, 236, 244, 263. — II, 36.  
 Gaston. II, 24.  
 Genlis (comtesse de). II, 31.  
 Gensanne (de). II, 181.  
 Genthon. I, 227. — II, 8, 10.  
 Geoffrin. I, 15.  
 Geoffroi. II, 143.  
 Georges III, roi d'Angleterre. I, 202. — II, 40, 141.  
 Giannone. II, 204.  
 Gibbons. II, 204.  
 Gigord (comte de). I, 61.  
 Girard. I, 152.  
 Girardin (de). I, 25.

Giraud. I, 3, 6, 11, 22, 32, 36, 37, 38, 39, 42, 48.  
 Girolet (abbé). II, 108, 110.  
 Gobel. I, 224.  
 Godard. I, 44.  
 Göhringer. I, 208, 227, 240.  
 Gollard (M<sup>re</sup>). II, 114.  
 Gorani. I, 154, 157, 179, 180, 182, 186, 187, 209, 223, 224, 248.  
 Gouly. I, 231, 247.  
 Granarius. V. Eustache dit d'Agrain.  
 Grégoire de Tours. II, 182.  
 Grégoire (abbé). I, 133.  
 Grenville (lord). II, 36, 251.  
 Grenus. I, iv, 135, 136, 152, 153, 157, 177, 185, 187, 191, 192, 199, 208, 211, 212, 218, 219, 221, 222, 224, 227, 246, 247, 258, 264, 270, 289. — II, 54.  
 Grimm. II, 74.  
 Grobéty. II, 8, 10.  
 Grouvelle. I, 17, 132, 140.  
 Guadet. I, 217.  
 Guadin. I, 21.  
 Guettard. I, 22. — II, 179, 180, 181, 186.  
 Gustave III. I, 140, 143, 145, 203. — II, 7.  
 Guyton-Morveau. — I, 162.

**H**

Habsbourg (maison de). II, 194.  
 Haidinger. II, 200.  
 Hamel (Ernest). I, 153, 248, 286. — II, 47.  
 Hamilton. I, 23. — II, 117, 118, 163, 184, 202.  
 Harcourt (duc d'). I, 61.  
 Hardenberg. II, 63.  
 Haugwitz. II, 63, 82.  
 Haussmann (baron). II, 489, 492.  
 Hauterive (comte d'). I, 54. — II, 144, 150, 153, 154, 210.  
 Hébert. I, 171, 199, 217.  
 Helffinger. I, 164, 165, 169, 261, 288.  
 Helvétius. I, 130.  
 Helvétius (M<sup>re</sup>). I, 15.  
 Hénault (le président). II, 211.  
 Hennin. I, 202.  
 Henri IV. I, 114, 115. — II, 77, 103, 139, 194, 228, 242.  
 Henri de Prusse (le prince). II, 63.  
 Hérault de Séchelles. I, 145, 146, 179. — II, 46, 51.  
 Hermann. I, 158.  
 Hertzberg. II, 50, 51.  
 Hervier. I, 110.  
 Hohenlohe. II, 63.  
 Holbach (baron d'). I, 15, 21.  
 Hume. I, 145. — II, 204.  
 Hutchison (Archibald). II, 149.

**I**

Issartel. I, 2.  
 Ivernois (d'). I, iv, 151, 152, 263, 264, 270, 276, 294. — II, 26, 27, 37, 38, 39, 45, 87.

**J**

Jacques (le cousin). I, 21.  
 Jallet. I, 133.  
 Janot. I, 152, 180, 185, 192, 194, 252, 260, 262, 280, 282. — II, 6, 15, 17, 18, 36.  
 Jaucourt (général de). I, 152.  
 Jaucourt (M<sup>re</sup> de). I, 18.  
 Jeanneret. I, 275.  
 Jeannet. I, 260.  
 Jeannin (le président). II, 188.  
 Johannot. II, 16, 25, 26.  
 Joly. II, 144.  
 Joséphine (l'impératrice). II, 92.  
 Journault. II, 113.  
 Jouy. I, 52.  
 Julien (de la Drôme). II, 160.  
 Justet (de Vals). I, 24.

**K**

Kaulek. I, iv, 148, 182, 188, 202, 252.  
 Kaunitz. I, 137, 285. — II, 50, 51, 62.  
 Kellermann (le général). I, 156, 177, 183, 187, 192, 193, 205, 244.  
 Kourachin ambassadeur de Russie à Paris. II, 98.

**L**

La Bastide de la Molette. I, 176.  
 La Bastide, agent secret de Louis XV. — II, 148, 151.  
 Labédoyère (collection). I, 117. — II, 157.  
 Laboissière (de). I, 27, 46. — II, 103.  
 La Borde (de). I, 18. — II, 129.  
 La Chadenède. I, 46.  
 Lacroix. I, 147.  
 Lacroix. I, 147.  
 Lafayette. I, 203. — II, 152.  
 La Harpe. I, 18.  
 La Housse. I, 140.  
 Lalande (l'astronome). I, 21. — II, 97, 98, 191.  
 Lalande (curé de St-Thomas d'Aquin). II, 140.  
 Laloy. II, 13, 22.  
 Lamanon. I, 43.  
 La Marmorata (général de). I, 152.  
 Lameth. I, 21, 121.  
 Lamoignon. I, 104.  
 Lamoignon de Bâville. I, 24.  
 La Molette. I, 176.  
 La Monnoye. II, 188.  
 La Motte. I, 152.  
 Lamourette. I, 110.  
 Lamoureux. II, 116.  
 La Neuville. I, 109.  
 La Peyrouse. I, 42, 43.  
 La Reveillère-Lépeaux. II, 79.  
 La Salle. I, 24.  
 Lassources. I, 128.  
 La Touche (E.). II, 80.  
 La Tour, peintre, I, 18, 19, 20, 25.

- La Touraille. I, 17.  
 La Tour du Pin. I, 109.  
 Launay (de), géologue belge. II, 200, 201.  
 Lauraguais (M<sup>re</sup> de). II, 257, 259.  
 Lauraguais, publiciste. II, 257.  
 Lavollée. — II, 133, 134.  
 La Vrillière (duc de). I, 53.  
 Law. I, 64. — II, 252.  
 Lebon (Joseph). II, 258.  
 Lebrun. I, 137, 139, 142, 143, 144, 155, 157, 158, 180, 203, 261. — II, 50, 51, 70.  
 Leclerc. II, 69, 97, 98, 108.  
 Leczinska (Marie). I, 21. — II, 211.  
 Ledoux. II, 177.  
 Ledran. II, 140.  
 Lefrançois. I, 89.  
 Leibnitz. II, 205.  
 Lemarchand. I, 158, 240, 251, 255, 256, 275, 278, 292. — II, 13.  
 Lemery. II, 184.  
 Lenoir. II, 261.  
 Léon X. I, 69, 78.  
 Léouxon-Leduc. I, 144.  
 Le Pelletier de St-Fargeau. I, 183.  
 Leroy. II, 139.  
 Le Tanneur. II, 16.  
 Letellier. I, 89.  
 Le Tourneur. II, 79.  
 Le Vacher de la Terrinière. I, 38, 44.  
 Levasseur. I, 177.  
 Lévêque. I, 89.  
 Lévêque. I, 21.  
 Lille (M<sup>re</sup> de). I, 7.  
 Lindet (abbé). I, 133.  
 Lindet (Robert). I, 162, 212, 233. — II, 13, 20.  
 Liot. I, 57.  
 Loménie de Brienne. I, 15, 33, 51, 52, 65, 80, 104. — II, 117.  
 Lossier. I, 136. V. Marat jeune.  
 Louis XI. II, 44.  
 Louis XIV. I, 84, 109, 196. — II, 77, 121, 127, 128, 137, 140, 141, 142, 182, 210, 240 à 244, 256, 258.  
 Louis XV. I, 18, 19, 20, 53, 84, 97, 98, 99, 100, 123, 137, 138, 139, 144, 163, 204. — II, 54, 58, 60, 121, 127, 130, 131, 132, 133, 135, 136, 137, 140, 141, 142, 148, 149, 152, 156, 207, 218, 220, 235, 242, 248, 249, 250, 258.  
 Louis XVI. I, 15, 18, 19, 20, 24, 31, 43, 61, 76, 88, 96, 114, 115, 117, 119, 120, 123 à 126, 130, 137, 138, 139, 143, 157, 178, 203, 215. — II, 70, 103, 104, 120, 121, 127, 131, 134 à 140, 154, 206, 210, 219, 235, 242, 245, 256, 258. — *Mém. du règne de Louis XVI.* II, 225 à 239.  
 Louis (abbé). I, 140.  
 Lovat (lord). I, 131.  
 Lovendhal. I, 144.  
 Lucchesini. II, 51.  
 Luther. I, 79. — II, 121.  
 Luynes (duc de); l'auteur des *Mémoires*, et son fils. I, 19, 21, 65, 66, 84, 102. — II, 118, 127, 137, 211, 212.  
 Luynes (cardinal de). I, 21, 39, 46, 56, 65. — II, 103, 152, 211, 212.
- M**
- Mably. I, 15, 52, 153. — II, 37, 232.  
 Mac-Vernolt. II, 96.  
 Madier (abbé). I, 20.  
 Madier (père de Madier-Montjau). II, 39.  
 Maillebois (comte de). II, 152.  
 Maillet (l'auteur du *Telliamed*). II, 168, 170, 178.  
 Mailly (M<sup>re</sup> de). I, 19.  
 Mailly (les sœurs de). II, 259.  
 Mailly (maréchal de). II, 122, 124, 258 à 260.  
 Maintenon (M<sup>re</sup> de). II, 128, 258.  
 Maintien (abbé). I, 57.  
 Maistre (Joseph et Xavier de). II, 147, 148.  
 Malesherbes. I, 17, 24, 25, 120. — II, 180, 228, 229, 232.  
 Malet (Jean de). I, 9.  
 Malherbe. I, 29.  
 Maligny. I, 200, 201. — II, 8.  
 Mallet du Pan. I, 238. — II, 47, 69.  
 Malmesbury (lord). II, 64, 77.  
 Mamin. II, 86.  
 Mantoue (prince de). I, 195, 196.  
 Manuel. I, 203.  
 Manz. I, 6.  
 Marat. I, 125, 129, 136, 152, 167, 183, 235, 271. — II, 9, 26, 37, 261.  
 Marat jeune. I, 136, 205, 227, 257.  
 Maret (duc de Bassano). I, 180. — II, 45, 145, 146, 149, 151.  
 Marcha (Pierre). I, 27.  
 Marc-Monnier. I, 154, 248.  
 Maréchal (Sylvain). II, 97.  
 Marie, avocat, II, 113.  
 Marie-Thérèse. II, 75, 139, 245, 249.  
 Marie-Antoinette. I, 114, 144. — II, 51, 66, 75, 88, 160, 219, 220, 235, 242.  
 Marigny. II, 220.  
 Marmontel. II, 137, 142, 232.  
 Marsan (princesse de). I, 28.  
 Marsan, publiciste. II, 257.  
 Martin (Henri). II, 208.  
 Massillon. I, 97, 102, 108, 109. — II, 127, 137, 214, 218, 219.  
 Masson (Frédéric). I, 156. — II, 48, 208.  
 Maurepas. I, 15, 97, 100, 102, 110, 151. — II, 124, 127, 137, 211, 214, 216, 217, 218, 221.  
 Maury. I, 109.  
 Mayaud, notaire, II, 90.  
 Mayaud (Marie-Madeleine). I, 20, 132, 133, 134, 148, 162, 284. — II, 25, 54, 56, 92, 93, 104, 105, 106, 107, 112, 113, 114, 157.  
 Mazon (André). I, 11. — II, 186.  
 Méaulle. I, 267, 272, 286. — II, 5, 9, 16.  
 Médicis (maison de). II, 194.  
 Mengaud. I, 179. — II, 223.  
 Menligrand (dom). I, 87, 88.



**Menuret** (docteur). II, 108.  
**Mercier**. I, 21. — II, 116.  
**Méric** (Elié). I, 75.  
**Merle d'Aubigné**. I, 179, 282.  
**Merlin** (de Thionville). II, 80.  
**Merlin** (de Douai). II, 13, 20, 25, 36, 37, 222.  
**Mesnières** (le président des). II, 212.  
**Mézeray**. II, 204.  
**Michaud** (Biogr. Universello). II, 28, 108.  
**Michelet** J., 153. — II, 211.  
**Micheli**. I, 244. — II, 35, 55, 56, 57.  
**Mignet**. II, 236.  
**Miot de Melito**. I, 158, 248, 249.  
**Mirabeau** I, 153, 174. — II, 39, 40, 41, 60, 128, 219.  
**Mocquard**, notaire. II, 148.  
**Molles**. II, 10.  
**Monachon**. I, 200, 243.  
**Monsieur**, frère de Louis XIV. I, 186, 215.  
**Montal**. I, 47.  
**Montbron**. II, 113.  
**Montesquieu**. I, 73. — II, 37, 238.  
**Montesquieu** (de), agent du clergé. I, 94.  
**Montesquieu** (général de). I, 21, 154, 155, 205. — II, 37.  
**Montet**. II, 180.  
**Montgolfier**. I, 5.  
**Montigny** (Charles de). II, 235, 257.  
**Montmorin** (de). I, 56, 126 à 128.  
**Morand**. I, 22.  
**Mortessagne** (abbé de). II, 181.  
**Motret**. I, 42.  
**Mouffe-d'Angerville**. II, 130.  
**Mulot**. I, 133.  
**Munier**. I, 269.  
**Muy** (comte du). I, 138. — II, 135, 137, 139.

**N**

**Naigeon**. I, 21.  
**Napoléon I<sup>er</sup>**. I, 80, 144. — II, 54, 53, 59, 95, 103, 120, 135, 143, 148, 159, 261, 262. Voir Bonaparte  
**Naville**. I, 224, 266, 267.  
**Necker**. I, 19, 25, 72, 114, 120, 152, 162, 166, 207, 208, 224. — II, 26, 37, 139, 228 à 233, 252, 261.  
**Nedham** (le P.). I, 35.  
**Nef**. I, 227.  
**Neufchâteau** (François de). II, 143.  
**Nicole**. II, 99.  
**Niebuhr**. II, 195.  
**Noël**, diplomate. I, 260.  
**Noël**, notaire. II, 148.

**O**

**Orléans** (duc d'), régent. II, 128, 257.  
**Orléans** (Philippe d'). I, 93, 118, 125, 127, 129. — II, 51.  
**Ormesson** (d'). II, 152, 160, 212.  
**Oudinot-Fevrier**, notaire. II, 112.

**P**

**Pache**. I, 214.  
**Pallas**. II, 70.  
**Palmezan** (de). II, 257.  
**Pampelonne** (abbé de). I, 63, 95, 231.  
**Paoli**. II, 6.  
**Paolo** (fra). I, 30.  
**Parandier**. II, 84.  
**Parangue**. II, 181.  
**Parcieux** (de). II, 191.  
**Paris** (les frères). II, 128, 164, 211, 214.  
**Patouillot** (dom). I, 98, 99.  
**Paul I<sup>er</sup>**, empereur de Russie. II, 64, 73, 74, 78, 245.  
**Payan**. I, 223.  
**Payan de Létang**. I, 15.  
**Payrard** (abbé). I, 28.  
**Pereyra**. II, 51.  
**Perrier**. II, 113.  
**Peyssonnel**. II, 83.  
**Philippe II**, roi d'Espagne. II, 149.  
**Picard** (abbé). II, 191.  
**Pichegra**. II, 80.  
**Pictet**. II, 41.  
**Pie VI**. I, 106, 107.  
**Pie VII**. II, 98.  
**Pierre III**, emp. de Russie. II, 69, 70, 245.  
**Pierrière** (Anne). I, 2.  
**Pigalle**. I, 49.  
**Pille**. II, 24.  
**Pilloud**. I, 261. — II, 58.  
**Pitt**. I, 137, 195, 203, 206, 214, 215, 216, 217, 227, 283. — II, 36, 41, 50, 64, 65, 71, 74, 251, 232.  
**Plan** (Philippe). I, 174, 294.  
**Ploques**. I, 54.  
**Poisson** (M<sup>lle</sup>). II, 92, 93, 108, 109, 110, 158.  
**Polignac** (cardinal de). II, 258.  
**Pompadour** (M<sup>me</sup> de). I, 19, 114, 138. — II, 75, 88, 127, 136, 137, 248, 249, 251.  
**Ponçon**. II, 54.  
**Poncyns** (L. de). I, 95.  
**Pottier**. I, 29.  
**Portalis**. II, 104, 139, 156.  
**Pothey** (abbé). II, 109, 110.  
**Pouget** (le général). I, 260.  
**Pouille**. I, 109.  
**Pourteiron**. I, 58.  
**Prévost**. I, 269.  
**Prieur**. I, 233.  
**Primus**. II, 191.  
**Proly**. II, 51.  
**Proyard** (abbé). II, 212.  
**Pugatcheff**. II, 72.  
**Pugnière** (Anne). I, 2.

**Q**

**Quérard**. II, 116, 120, 126.  
**Quesnay**. II, 42.  
**Quinault** (M<sup>lle</sup>). I, 15.

**R**

**Rabaut-Saint-Etienne**. I, 21.



Rameau. II, 188.  
 Rapin de Thoiras. I, 115.  
 Rapinat. II, 223.  
 Rattier. I, 64, 183. — II, 20, 58.  
 Raymond d'Agiles. II, 95.  
 Raymond de Saint-Gilles. II, 95.  
 Raynal. I, 15. — II, 232.  
 Réal. I, 251.  
 Rengguer. I, 224.  
 Restif de la Bretonne. I, 21.  
 Rowbell. II, 60, 79, 80, 223.  
 Roybax. I, 151, 174, 179, 192, 197, 199, 201, 208, 227, 235, 236, 241 à 294. — II, 2, 3, 5, 7, 8, 10, 11, 12, 16, 39, 40, 52.  
 Richelieu (cardinal de). II, 77, 121, 137, 229, 242.  
 Richelieu (maréchal duc de). I, 54, 55, 56, 97, 102. — II, 50, 115, 118, 119, 121, 128, 135, 137, 140, 155, 161, 207 à 234, 258, 259.  
 Richelieu (duc de). II, 133, 148.  
 Ringler. I, 152.  
 Rivals. I, 212, 220, 233, 241, 250, 257. — II, 4.  
 Rivarol. I, 66.  
 Rivière d'Antremont. I, 15.  
 Robertson. II, 204.  
 Robespierre. I, 17, 24, 129, 136, 137, 158, 162, 173, 177, 183, 197, 202, 204, 205, 207, 212, 214, 217, 218, 233, 237, 248, 258, 271, 274, 283, 285, 286, 293, 294. — II, 8, 9, 15, 16, 22, 23, 26, 45 à 53, 65.  
 Robin. I, 24.  
 Roch. I, 284.  
 Rochefort (de). I, 21.  
 Rochemont (de). I, 269.  
 Rocher. I, 72, 80.  
 Rochette. I, 152.  
 Rohan (cardinal de). I, 80.  
 Roland, I, 123, 127, 144, 183, 203.  
 Roland (M<sup>re</sup>). II, 29 à 33.  
 Rolland (le président). I, 102. — II, 33, 103, 152.  
 Romain d'Hogge. II, 137.  
 Romanzoff. II, 72.  
 Rotondo. II, 50.  
 Rouelle. II, 169.  
 Rouillé. I, 400, 402.  
 Roulet (Louise). I, 237.  
 Roure. I, 61.  
 Rousseau (J.-J.). I, 25, 152, 157, 161, 167, 174, 217, 294. — II, 37, 47, 205, 238.  
 Rouvière. II, 110, 122.  
 Roux (abbé). I, 12, 41. — II, 169, 183.  
 Roux. II, 18.  
 Rovère (de). I, 120, 122, 179. — II, 7.  
 Rozière. II, 139.  
 Ruelle (abbé). I, 57.  
 Ruilhiers. II, 69, 70.

## S

Saint-Agnan (de). I, 110.  
 Sainte-Aldegonde (de). I, 21.  
 Saint-Allais. II, 30.

Sainte-Beuve. II, 32, 208.  
 Saint-Germain. II, 128.  
 Saint-Pierre (de). I, 27, 60. — II, 192.  
 Saint-Priest (Guignard de). I, 114.  
 Saint-Simon. I, 97, 100, 103, 104. — II, 125, 126, 142, 211, 214.  
 Salé. II, 217, 218.  
 Salomon. I, 28.  
 Sandoz-Rollin. II, 36, 56, 60 à 89.  
 Saporta (marquis de). II, 178.  
 Sartiges (de). II, 186.  
 Sartines (de). II, 134, 136, 139.  
 Satillieu (marquis de). I, 63, 64.  
 Saussure (de). I, 258.  
 Sauvigny. I, 52.  
 Sauzède (Louis). I, 2.  
 Savary, duc de Rovigo. II, 97, 145 à 151.  
 Savines (Mgr). I, 80, 108.  
 Saxe (maréchal de). I, 144. — II, 261.  
 Saxe (prince Xavier de). I, 31.  
 Say (les), économistes, II, 255.  
 Say (Léon). II, 210.  
 Schérer (Edmond). II, 47.  
 Schraidl. I, 132.  
 Schulembourg. II, 63.  
 Schweizer. I, 217.  
 Séguier. I, 23.  
 Séguin (Marc). I, 5.  
 Ségur (comte de). II, 134, 137, 142, 144.  
 Sémonville. I, 168, 180. — II, 45.  
 Sénac de Meilhan. I, 53, 54. — II, 32, 129, 130, 217.  
 Serres (Olivier de). I, 5.  
 Servan. I, 132.  
 Séze (de). I, 44.  
 Sicard (abbé). I, 75.  
 Sidoine-Apollinaire. II, 182.  
 Sieyès. I, 77, 91. — II, 81, 82, 83, 85, 86, 157, 230, 231.  
 Silly (marquis de). II, 258.  
 Simon, conventionnel. I, 221.  
 Sinner (de). I, 107.  
 Siordet. I, 152.  
 Sordet. I, 182, 200, 207. — II, 24, 24.  
 Sorel (Albert). I, 138, 146, 156. — II, 12, 48, 49, 61, 62, 81, 82, 83, 85, 161, 236.  
 Soret. I, 260.  
 Soubise (prince de). I, 26, 27, 28.  
 Soufflot. II, 191.  
 Soulavie (cadet). I, 2, 3, 133 à 135. — II, 105, 108 à 114, 150, 153.  
 Soulavie (Louis). I, 2.  
 Soulavie (Michel). I, 1.  
 Soulavie (Jean). I, 2, 3.  
 Soulavie (M<sup>re</sup>). Voir *Mayaud*.  
 Soulié. II, 211.  
 Soyecourt (M<sup>re</sup> de). II, 105.  
 Soyecourt (comte de). II, 32.  
 Staël-Holstein (baron de). I, 143, 144, 145, 162, 163, 166, 206, 212, 213, 217, 223, 224, 228. — II, 6, 7, 45, 47.  
 Staël (M<sup>re</sup> de). I, 225. — II, 261.  
 Stanhope. I, 283.  
 Steiger, général suisse. I, 152.  
 Stuarts (maison des). II, 143, 194, 258.  
 Voir York.

Suchet (Etienne). I, 62.  
 Surville (abbé de). I, 47.  
 Susini (M<sup>me</sup> de). I, 59. — II, 90 à 93, 97,  
 103, 113, 114.

## T

Taine, I, 71, 72. — II, 47.  
 Talaru. II, 20.  
 Talleyrand. I, 146, 215. — II, 12, 35,  
 55, 86, 57, 81, 82, 85, 139, 143, 150.  
 Target. I, 44.  
 Tchichatkov, amiral russe. II, 98, 150.  
 Tellier (de P.). II, 243.  
 Tencin (M<sup>me</sup> de). I, 100. — II, 125.  
 Tencin (cardinal de). I, 97. — II, 125,  
 211, 214, 252.  
 Tercier. I, 138. — II, 136, 142.  
 Tessier. II, 153.  
 Thou (de). II, 204.  
 Thugut. I, 120. — II, 61, 62, 70, 86, 139.  
 Thuillier. I, 152.  
 Thuriot. II, 13, 20, 22, 21, 25, 52.  
 Torcy (de). II, 211.  
 Torelli de Guastalla. II, 96, 97.  
 Torné. I, 110.  
 Tourette (abbé). II, 181.  
 Tournaire. I, 2.  
 Treillard. I, 162. — II, 20, 28, 36, 37,  
 57, 222.  
 Tressaud. I, 2.  
 Treuttel et Wurtz. I, 100, 102. — II,  
 98 à 102.  
 Tronchin. I, 174.  
 Trusson. II, 138.  
 Turenne (maréchal de). II, 258, 261.  
 Turgot (ministre de Louis XVI). I, 18,  
 20, 120, 137. — II, 210, 228, 229.  
 Turgot (chevalier de). I, 17, 20.

## V

Vadier. II, 16.  
 Vaissette (dom). I, 28.  
 Val-de-Grâce (baron de). I, 21. Voir  
*Clootz*.  
 Valmont de Bomare. I, 17.  
 Valois (maison de). II, 194.  
 Valois (M<sup>lle</sup> de). II, 155, 162.  
 Van-Praet. II, 144.  
 Vaschalde (Henri). II, 99.  
 Vaughan (Benjamin). I, 285 à 287, 291.  
 — II, 52, 65.

Vauréal (cardinal de). II, 258.  
 Vedel (Léon). I, 10. — II, 95.  
 Venette. I, 285.  
 Ventadour (duc de). I, 27.  
 Verdelin (le général). I, 176, 177, 199,  
 II. — 25.  
 Vergennes (de). I, 137, 138, 151, 152,  
 153. — II, 66, 127, 135, 137, 139, 142,  
 281.  
 Vernes. I, 152.  
 Vernet. I, 19.  
 Verninac. I, 121, 163. — II, 7, 126.  
 Verre. II, 3.  
 Vêze (de la). I, 45.  
 Vibraye (de). I, 140, 141, 142.  
 Vic (dom). I, 28.  
 Victoire de France (M<sup>me</sup>). II, 235.  
 Victor. II, 47.  
 Vidal (de P.). I, 43.  
 Vieusseux (le général). I, 152, 223.  
 Vigneul (de). I, 21.  
 Villette (marquis de). I, 21.  
 Villars (maréchal de). I, 54, 102. — II,  
 118, 211, 258.  
 Vintimille (M<sup>me</sup> de). I, 19. — II, 259.  
 Viot. I, 15.  
 Visconti. II, 143.  
 Vivien. I, 269.  
 Voisenon (abbé de). II, 126.  
 Vogué (marquis de). II, 211.  
 Vogué (vicomte Eugène Melchior de).  
 II, 236.  
 Voltaire. I, 17, 21, 68, 83, 151. — II,  
 33, 37, 72, 176.  
 Voullaire. I, 239.

## W

Walpole (lord). II, 251.  
 Watteville (de). I, 191, 192, 197, 285.  
 Weiss (colonel suisse). I, 157, 200.  
 Williams Smith (géologue anglais). II,  
 170.  
 Wittel. I, 278, 280, 285, 286, 287. — II,  
 3, 6, 8, 9, 10.  
 Wurtz. Voir *Treuttel et Wurtz*.

## Y

York (cardinal d'). II, 139, 156, 191.  
 York (duc d'). I, 145.



# ERRATA

---

T. I, p. 85, lire ainsi la dernière ligne : Les curés répliquèrent que l'abbaye n'était pas aux religieux, mais au roi qui en avait donné, etc.

P. 43, 19<sup>e</sup> ligne, *lire* : rendait une intimité difficile et la Suède, etc.

P. 98, 24<sup>e</sup> ligne, *lire* : Patouillot (et non Patrouillot.)

P. 102, 6<sup>e</sup> ligne, *lire* : Mémoires de *Rouillé* (et non *Bouillé*).

P. 244, 9<sup>e</sup> ligne, *lire* : Cette conduite si conforme à tes vues n'a pas été suivie; les maximes contraires, etc.

T. II, p. 153, 34<sup>e</sup> ligne, *lire* : Tous les historiens savent combien un semblable travail d'identification serait utile pour la critique, etc. (et non pas inutile).













## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

FORMANT SÉRIE :

**Voyage aux pays volcaniques du Vivarais, 1878.**

**Voyage autour de Valgorge, 1879.**

**Voyage autour de Privas, 1882.**

**Voyage dans le midi de l'Ardèche, 1884.**

**Voyage le long de la rivière d'Ardèche, 1885.**

**Voyage au pays helvien, 1885.**

**Voyage au Bourg-St-Andéol, 1886.**

**Voyage autour de Grussol, 1888.**

**Voyage humoristique, politique et philosophique au Mont-Pilat, 1890.**

(Ouvrage couronné par l'Académie française.)

*On peut se procurer ces ouvrages à l'Imprimerie Centrale à Privas (Ardèche).  
On y trouve encore du même auteur ;*

**Une esquisse d'anatomie politique, 1868.**

**Marguerite Chalis et la légende de Clotilde de Surville, 1873.**

**Un Roman à Vals, 1875.**

**Notice sur la vie d'Achille Gamon (historien) et de Christophe de Gamon  
(poète du xvi<sup>e</sup> siècle), 1885.**

**Quelques notes sur la Commanderie des Antonins à Aubenas au xv<sup>e</sup> siècle,  
1888.**

**Notice sur Jean Tardin et Jules Rousset de Tournon, 1888.**

**Le P. Grasset, chroniqueur célestin du xviii<sup>e</sup> siècle, 1889.**

**Essai historique sur le Vivarais pendant la guerre de Cent ans, 1890.**

**Notes sur l'origine des églises du Vivarais, d'après les anciens cartulaires  
et d'autres documents, t. I<sup>er</sup>, 1891.**

**Vivarais et Velay, deux livres de notes journalières au xviii<sup>e</sup> siècle, 1891.**

**Les Muletiers du Vivarais, du Velay et du Gévaudan, 2<sup>e</sup> édition, 1891.**

---

POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT :

**Voyage au pays des huguenots du Vivarais.**

**Une révolte sous Louis XIII.**















CPSIA information can be obtained at [www.ICGtesting.com](http://www.ICGtesting.com)  
Printed in the USA  
BVOW08s2049051214

378129BV00020B/488/P









9 781274 851727